

UNIVERSITE MONTESQUIEU - BORDEAUX IV
INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE BORDEAUX
CENTRE D'ETUDE D'AFRIQUE NOIRE

Le « vieux Mozambique ».
Étude sur l'identité politique de la Zambézie

Thèse pour le Doctorat en Science politique
Présentée et soutenue publiquement le 8 juin 2007
par
Sérgio Inácio Chichava
Sous la direction de Monsieur Dominique Darbon

Membres du Jury :

Michel CAHEN, Chargé de recherche au CNRS, CEAN, IEP de Bordeaux

Dominique DARBON, Directeur de Thèse, Professeur de science politique à l'IEP de Bordeaux.

Denis-Constant MARTIN, Directeur de recherches, FNSP/CERI, I.E.P. de Paris

Joana Pereira LEITE, Professeur auxiliaire à l'Université Technique de Lisbonne, Portugal

Éric MORIER-GENOUD, Maître de conférences invité, Department of Politics & International Relations, Université d'Oxford

Remerciements

À l'échéance de ce travail, je tiens à exprimer ma reconnaissance et mes remerciements à mon directeur de thèse Monsieur Dominique Darbon, d'abord pour avoir accepté de diriger cette thèse et ensuite pour ses conseils et suggestions et pour son encadrement précieux.

Je tiens aussi à remercier très vivement Monsieur Michel Cahen pour le soutien intellectuel, sa disponibilité et son humanisme. D'ailleurs, grâce à son implication j'ai pu obtenir la bourse de financement du doctorat.

À Monsieur Luís Cerqueira de Brito, ancien directeur de l'Unité de Formation et Investigation en Sciences Sociales de l'Université Eduardo Mondlane à Maputo, Mozambique va aussi ma reconnaissance et gratitude pour le soutien intellectuel et moral qu'il m'a accordé depuis le début de mes études en France.

Je remercie également Méлина Germes, pour les corrections qu'elle a effectuées, pour les précieux conseils qu'elle m'a donnés et pour la réalisation de cartes. À Madame Christine Cazenave et Marie-Louise Penin, qui ont réalisé quelques cartes dans ce travail, j'adresse ma reconnaissance la plus sincère.

Ma reconnaissance va aussi à Brice Rimbaud, Nyota Ngezayo, Nicolas Boivin, Maurice Dione, Kadidiatou Ali Gazibo, Vincent Darracq et Elizabeth Vignati, qui ont relu et corrigé ce texte.

Le soutien de l'EGIDE, l'organisme qui a financé cette recherche, a été fondamental pour l'accomplissement de cette étude. A ce propos, j'adresse à cet organisme ma vive reconnaissance.

Merci à ma famille qui m'a toujours soutenu particulièrement dans les moments les plus délicats. Merci aussi à tous mes amis pour leurs encouragements, avec une mention spéciale pour les « compagnons de Bordeaux », Salvador Cadete, Domingos do Rosário et Cláudio Jone.

Sommaire

INTRODUCTION

PREMIERE PARTIE - LES FONDEMENTS ET LES ORIGINES DE LA SOCIETE METISSE ET CREOLE ZAMBEZIENNE

Chapitre I - Les *Prazos da Coroa*

Chapitre II - La construction institutionnelle de la Zambézie

DEUXIEME PARTIE - SEPARATION OU ASSIMILATION : QUELLE ALTERNATIVE POUR LA QUESTION COLONIALE ?

Chapitre III - Le mouvement associatif et l'anticolonialisme assimilationniste en Zambézie. Les exemples de l'AAZ et de l'AHUZ

Chapitre IV - De la résistance sociale aux anticolonialismes organisés

TROISIEME PARTIE - LE « ZAMBÉZIANISME » A L'EPREUVE DE L' « HOMME NOUVEAU »

Chapitre V - L' « Homme Nouveau » et la révolution « marxiste-léniniste »

Chapitre VI - La Libéralisation économique, la décompression politique et le « zambézianisme » à l'ordre du jour

CONCLUSION

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

ANNEXES

Introduction

Le 4 octobre 1964, en un acte marquant le début de la lutte anticoloniale dans la province de Zambézie, le Front de Libération du Mozambique (Frelimo) attaqua le secrétariat du poste administratif de Mongué, actuel district de Milange, proche de la frontière avec le Malawi. Néanmoins, quelques mois plus tard, le Frelimo se retira de la Zambézie sans avoir atteint ses objectifs. En juillet 1974, soit deux mois après la chute du régime de Marcelo Caetano au Portugal, le Frelimo rouvrit un « front » dans cette province. Ce retour se fit dans l'actuel district de Morrumbala, également frontalier du Malawi, où se déroulèrent quelques combats avec les militaires portugais stationnés à Chatengo et à Chire – des combats de faible intensité, car l'ancien régime était déjà tombé à Lisbonne. Aussitôt entrés en Zambézie, les guérilleros du Frelimo établirent les premiers contacts avec les populations locales, notamment à Morrumbala et à Milange. Ils étendirent ensuite leur rayon d'action vers les zones de l'intérieur telles Mocuba et Gurué. Dans ce dernier district, le Front planta son drapeau pour la première fois sur les monts Namuli, lieu mythique des Macua-Lomués, le plus grand groupe ethnique du Mozambique. Le 17 septembre 1974, environ une semaine après les accords de Lusaka qui prévoyaient l'indépendance du Mozambique, les premiers soldats du Frelimo venus de Milange firent leur entrée dans la capitale zambézienne, Quelimane¹. Au cours de la première semaine de juin 1975, le président d'alors du Frelimo, Samora Machel, en un périple dans le pays resté connu sous le terme de voyage « triomphal » du Rovuma au Maputo, fit son entrée en Zambézie, par la zone de Milange et tint y ses premiers meetings avec les Zambéziens de cette région, et puis à Morrumbala, à Mocuba et à Quelimane. Les mots d'ordre dans ces meetings étaient le combat contre la religion, le combat contre le « racisme », contre l'« élitisme », le « tribalisme », le « régionalisme », la « superstition », la polygamie, les devins, les structures du pouvoir traditionnel, etc., perçues comme « facteurs de désunion ». Dans ces discours, l'accent était mis sur la nécessité de vivre et de travailler collectivement. La population était en liesse et avant même la proclamation de l'indépendance, le nouveau gouvernement provincial de la

¹ « Quelimane saúda camaradas da Frente », *Voz Africana* (Beira), n° 535, 21 septembre 1974.

Zambézie multiplia ses efforts pour expliquer cette « ligne correcte » du Frelimo. Le 25 juin 1975, le pays devint indépendant. Ce fut l'aboutissement d'un processus commencé officiellement dix ans plutôt, précisément le 25 juin 1964 à Chai, province de Cabo Delgado avec le déclenchement de la lutte armée anticoloniale. Ce fut aussi le début d'une des histoires les plus tumultueuses du Mozambique indépendant entre les « camarades » du Frelimo et les Zambéziens, notamment avec les *assimilados* (assimilés selon la terminologie coloniale). Ces derniers, partisans d'une décolonisation par la transformation du Mozambique en un département d'Outre-mer du Portugal, plutôt que d'une séparation pure et simple, étaient accusés par le Frelimo, le mouvement incarnant l'anticolonialisme séparatiste, de trahison envers la patrie. Il leur était également reproché d'avoir mis en difficulté la lutte du Frelimo en Zambézie en s'alliant au camp portugais, d'être élitistes et racistes, de mépriser les dirigeants ou les combattants de la « révolution populaire ». Qui plus est, une colonisation, précoce et au fort particularisme dans cette région (système des *prazos*², puis grandes compagnies capitalistes, évangélisation) avait laissé des empreintes très marquées en Zambézie, ce que rendait difficile la tâche de dénégation du passé historique de ce parti. Selon les dirigeants du Frelimo, « de nombreux liens idéologiques avec les *prazeiros* existaient encore en Zambézie. »³ Par *prazeiros* on devait entendre, selon la terminologie officielle du Frelimo, des colonisateurs, des exploités, des sujets du Portugal. Ce mouvement justifiait son action comme un combat anti-élitisme et antiracial pour persécuter ces *assimilados*, provoquant leur exode massif vers le Portugal (même si une partie non négligeable d'entre eux, quittèrent le pays immédiatement après les accords de Lusaka de 7 septembre 1974 qui préconisaient l'indépendance du Mozambique et marginalisait de vastes segments de la société mozambicaine). Selon le Frelimo, de même, l'évangélisation de l'Église catholique en Zambézie avait été différente de celle pratiquée dans les autres régions du Mozambique. Elle avait créé chez les Zambéziens de fortes attaches envers les colonisateurs. C'est pour cette raison que le Frelimo fut confronté à de nombreux problèmes politiques dans le secteur de l'éducation, car tous les fonctionnaires zambéziens, y compris les professeurs, avaient été formés par l'Église catholique. Il fallait donc entreprendre une « offensive politique » au sein de ce secteur afin d'améliorer son fonctionnement :

² Concession de terres pour trois générations aux sujets de la Couronne portugaise avec obligation d'héritage par lignée féminine. Nous reviendrons sur cette question dans le chapitre I.

³ « Educação e Cultura. Desencadeada na Zambézia ofensiva política nas escolas. Trinta estabelecimentos criados em 1978 », *Notícias*, (Maputo), n° 17720, 10 octobre 1978.

« Nos professeurs sont venus essentiellement des écoles des missions. Ils furent formés par les prêtres. En bref, nous pouvons qualifier certains d'entre eux de fils idéologiques des prêtres. »⁴

Cette campagne contre les *assimilados* zambéziens aboutit non seulement à la marginalisation de ce groupe, mais à celle de la société zambézienne toute entière. En effet la marginalisation de la Zambézie fit partie d'une politique plus vaste à l'égard des milieux sociaux étrangers au mode et style de vie du Frelimo, ainsi considérés dangereux. Cependant, dès les premiers jours de son arrivée en Zambézie, le Frelimo fut confronté à une crise économique et sociale. Des entreprises et des compagnies capitalistes commencèrent à faire faillite, laissant des milliers de travailleurs au chômage. Le mépris et l'hostilité à l'égard de la Zambézie liés à cette crise sociale et économique entraînèrent, en 1979, une contestation sociale sans précédent dans l'histoire du Mozambique indépendant : les dirigeants du Frelimo en collaboration avec des individus étrangers furent accusés de faire attaquer les Zambéziens par des vampires. C'était le phénomène *chupa-sangue* (traduction littérale, suce-sang). Des secteurs vitaux de l'économie furent paralysés, des responsables du Frelimo furent attaqués par les populations, dans ce qui fut presque un état de révolte populaire. De même, en Zambézie à partir de 1976, le régime du Frelimo dut faire face à une contestation militaire incarnée par le Partido revolucionário de Moçambique (PRM). Cette contestation allait gagner de l'ampleur en 1982, lorsque ce mouvement fusionna avec la Resistência Nacional de Moçambique (Renamo). À partir de cette date et jusqu'en 1992, la Zambézie fut transformée en terre brûlée et, au sortir de la guerre, elle était au bord du gouffre avec l'ensemble de son système économique paralysé. À nouveau, les *assimilados* zambéziens furent accusés de soutenir la rébellion pour faire tomber le régime du Frelimo. Plus largement, aucune partie de la société zambézienne n'échappa aux accusations. Selon le Frelimo, l'existence de plusieurs ethnies n'ayant aucun contact entre elles et se haïssant de *facto* facilitait la tâche de l'ennemi. Suite à l'introduction du multipartisme (1990) et aux accords de paix avec les « bandits » de la Renamo (1992), des élections eurent lieu en 1994, 1999 et 2004. Dans tous ces scrutins électoraux, la Zambézie vota en faveur de la Renamo. Ce fut en quelque sorte, le corollaire d'un processus de marginalisation politique, sociale et économique qui s'est manifesté avec acuité pendant les premières années de l'indépendance.

Quelles sont donc les racines historiques et les trajectoires politiques qui expliquent un tel comportement « rebelle » de la province de la Zambézie ?

⁴ *Ibidem.*

À la recherche de l'identité politique zambézienne

L'objectif de mon interrogation a donc été de cerner l'identité politique de la province de Zambézie. Il s'agit d'une région située au centre du Mozambique dont la population très défavorisée, extrêmement affectée par les politiques économiques et sociales menées à l'indépendance et par la guerre civile, n'a pas été « capturée » (au sens de Goran Hyden⁵) par le processus politique officiel. La Zambézie dont il sera question ici est celle de l'actuelle province du même nom. Elle correspond en fait à l'ancien district de Quelimane, plus tard district de Zambézie. Mais sociologiquement et historiquement, le « monde zambézien » déborde des limites actuelles de la province officielle pour embrasser l'ensemble des territoires actuels des provinces de Tete, de l'actuelle province de la Zambézie et d'une partie de celles de Sofala et de Manica. Ces territoires correspondent en fait, aux anciens *Prazos da Coroa*, qui allaient du Zumbo et Tete jusqu'à l'océan Indien.

Selon l'historien portugais José Capela, ce fut précisément dans ces territoires et à partir de ce système de *Prazos da Coroa* que s'est produit un métissage culturel et biologique original d'où serait né l'*ethos* zambézien⁶. Il est original, affirme cet auteur, dans le sens où il comprenait des *senhores* ou *muzungos* (des Portugais d'abord, puis des Indiens de la Goa portugaise et des Africains) propriétaires de terres et, des esclaves soldats des *muzungos*, les *achikundas*, propriétaires d'autres esclaves, avec une identité propre et un statut privilégié par rapport au reste de la population ; des *donas* (femmes, dont la plupart étaient métisses), héritières de terres et d'esclaves ; des *colonos* ou colons (populations africaines libres pratiquant l'agriculture et habitant dans les *prazos*), ainsi que des missionnaires jésuites et dominicains, également propriétaires de terres et d'esclaves et qui à l'instar de *donas* et de *muzungos* reproduisirent le modèle seigneurial.

⁵ G. HYDEN, *Beyond Ujamaa in Tanzania: Underdevelopment and an uncaptured peasantry*, Londres, Heinemann, 1980.

⁶ J. CAPELA, « Introdução histórica », E. de San BRUNO, *Zambeziã: cenas da vida colonial*, Maputo, AHM, 1999.

Nous et les Autres : notes pour une sociologie de la disqualification des Zambéziens

Ma recherche sur l'identité politique de la Zambézie est ainsi, en partie, une réaction aux stéréotypes que j'ai constaté être largement répandus à propos des Zambéziens⁷. Ces stéréotypes sont le plus souvent pris comme une essence zambézienne, comme intrinsèques à la zambézianité. Déjà les pères fondateurs de la sociologie (Émile Durkheim, Max Weber, Karl Marx, par exemple), nous mettaient en garde contre le danger des prénotions ou des idées reçues c'est-à-dire contre la « contamination des notions par les prénotions »⁸. Émile Durkheim ne disait pas autre chose lorsqu'il rappelait aux chercheurs des sciences sociales que « la première règle et la plus fondamentale est de considérer les phénomènes sociaux comme des choses »⁹. Ces prénotions, disait Durkheim sont « produits de l'expérience vulgaire, ils ont avant tout, pour objet de mettre nos actions en harmonie avec le monde qui nous entoure ; ils sont formés par la pratique et pour elle »¹⁰.

Comme on est en train de le dire, on est là sur le terrain des stéréotypes. Qu'est-ce un stéréotype ? Introduit dans les sciences sociales en 1922 par le publiciste américain Walter Lippmann avec l'ouvrage *Public opinion* ce concept s'est imposé dans les sciences sociales par le biais de la psychologie sociale¹¹ et il est particulièrement opérative en Zambézie. En effet, par le terme stéréotype, on doit comprendre ici à l'instar de G.-N. Fischer, des « manières de penser par clichés, qui désignent les catégories descriptives simplifiées basées sur des croyances et des images réductrices par lesquelles nous qualifions d'autres personnes ou d'autres groupes sociaux, objets de préjugés »¹².

Le Frelimo et le stéréotype des Zambéziens

Ces idées préconçues émaillent la politique de marginalisation suivie par le Frelimo à l'égard de cette région. En effet, pour justifier l'échec de la lutte anticoloniale ou pour expliquer la progression de la Renamo en Zambézie, ce parti allait s'en prendre aux Zambéziens en les stigmatisant. Ces derniers furent réifiés en un groupe homogène imposant à chaque individu des caractéristiques immuables en étant qualifiés d'hypocrites, de traîtres, de délinquants,

⁷ Je précise que je ne suis pas originaire de la Zambézie, qui est pour moi un objet d'étude scientifique.

⁸ P. BOURDIEU, J.-C. CHAMBOREDON, J.-C. PASSERON, *Le métier de sociologue*, 1983, p. 37.

⁹ E. DURKHEIM, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF, 1999, p. 15.

¹⁰ *Ibidem*, p. 16.

¹¹ R. AMOSSY, A. H. PIERROT, *Stéréotypes et clichés*, Paris, Armand Colin, 2005.

¹² G.-N. FISCHER, *Les concepts fondamentaux de la psychologie*, Paris, Dunod, 2005, p. 133.

d'anormaux, de lâches, d'élitistes, bref, comme un groupe social anti-révolutionnaire ou un peuple sans identité pertinente. Pour le Frelimo, si la guerre contre les Portugais avait échoué en Zambézie c'était la faute des Zambéziens, amis des Portugais. Ces gens-là n'avaient jamais aimé le Frelimo : ils soutenaient toutes les tentatives de déstabilisation contre le régime de Maputo depuis le complot pour faire échouer la guerre coloniale, jusqu'au soutien au PRM puis à la Renamo. Ces stéréotypes finirent par rester collés à la peau des Zambéziens, comme s'ils faisaient partie de leur identité. Aujourd'hui, ils sont repris dans le quotidien et il n'est pas rare d'écouter des gens les utiliser pour caractériser l'homme zambézien, comme on le montrera dans la suite de ce travail.

Lors de mon premier séjour à Milange en août 2004, un responsable locale du Frelimo (et pourtant non zambézien) disait à propos des Zambéziens : « C'est simple. Ces gens-là sont comme l'apôtre Saint Thomas : ils croient seulement en ceux qu'ils voient de leurs propres yeux. C'est pour cela qu'ils n'ont pas aidé le Frelimo pendant la guerre coloniale »¹³

Un ancien collègue (né à Inhambane dans le Sud) de l'Université Eduardo Mondlane disait en 2005 :

« Les Zambéziens ne sont pas sérieux. Ma sœur avait un domestique zambézien, mais un jour qu'elle est rentrée à la maison, celui-ci avait disparu sans laisser de traces. Moi-même j'en avais un, et il m'a fait la même chose. Il ne faut pas faire confiance à ces gens-là. »¹⁴

Un professeur de la même université, né aussi au Sud, disait en 2004 à propos des Zambéziens :

« Il n'y aucune éthique chez ces gens-là. Araújo [un Zambézien et un des rares cadres à avoir adhéré à la Renamo] a une carte de membre du Frelimo, mais il a adhéré à la Renamo ! Je le connais parce qu'il a été mon collègue à l'ISRI (Institut supérieur de Relations internationales). Colaço [autre Zambézien et aussi un des rares cadres de la Renamo], il a une carte de membre du Frelimo, mais aujourd'hui il est à la Renamo... »¹⁵

Tel est un bref aperçu de la façon dont les « autres » perçoivent les Zambéziens, ceci à cause du discours stigmatisant du Frelimo. Naturellement, il a un impact sur la mémoire collective zambézienne.

¹³ Entretien avec un responsable du Frelimo qui a requis l'anonymat, Milange, novembre 2004.

¹⁴ Entretien avec F. Conceição, Maputo, août 2004.

¹⁵ Entretien avec un enseignant de l'Université Eduardo Mondlane qui a requis l'anonymat, Maputo, août 2004.

Classiquement, ces stéréotypes sont restés ancrés non seulement dans les mentalités des mozambicains d'autres régions mais aussi dans celles zambéziens. Par exemple, à l'époque des élections de 1994, un Zambézien s'adressant à un autre à qui il avait laissé une pièce de sa voiture à réparer, se plaignant du fait que celui-ci (qui par ailleurs était le responsable de l'établissement) ne voulait pas assumer ses responsabilités et les faisait endosser à un de ses subordonnés, disait que ce comportement était caractéristique des Zambéziens :

« C'est à vous, monsieur le gérant, que je m'adresse : Vous êtes en train de faire porter la responsabilité sur votre subordonné et vous êtes ici bien lâche. *La lâcheté et l'incompétence sont des comportements typiques d'un zambézien.* C'est pour cela que vous resterez toujours sous la domination de gens du Sud. Vous avez voté en faveur de Chissano et du Frelimo pour continuer à être assujettis par les Machanganas [groupe ethnique de Gaza au sud de Mozambique, dont sont issus les principaux dirigeants du Frelimo]. »¹⁶

Un autre Zambézien qui se tenait à côté, renforça cette allégation en ajoutant que les Zambéziens, à la différence des gens du Sud, n'étaient pas unis, et que c'était pour cela que certains avaient voté en faveur des Machanganas :

« C'est un vrai Zambézien qui parle ! C'est la toute première fois que j'en entends un. [...] Regardez ce qui s'est passé au Sud : ils ont voté entre eux et largement en faveur de Chissano et du Frelimo. Pourquoi ne fait-on pas la même chose ici en sanctionnant le Frelimo et Chissano ? »¹⁷

Cette idée d'« absence d'union » est tellement forte que, plus récemment un Zambézien disait qu'entre eux, les Zambéziens ne pourraient jamais s'entendre, que seul un gouverneur non zambézien pouvait les « unir »¹⁸

En 2004, au cours de l'une des mes discussions avec quelques Zambéziens de Quelimane sur l'issue probable des élections dans la province, certains d'entre eux disaient :

« Vous ne connaissez pas bien les Zambéziens. Les Zambéziens sont des traîtres et des imprévisibles : tu peux les voir dans les meetings de Guebuza [candidat du Frelimo], mais ensuite ils vont voter Dhlakama [candidat de la Renamo]. »¹⁹.

À une question sur les motifs de l'échec de la lutte anticoloniale en Zambézie, un Zambézien expliqua :

¹⁶ « A batalha da Zambézia », *Savana* (Maputo), n° 42, 4 novembre 1994.

¹⁷ *Ibidem*.

¹⁸ B. PEQUENINO, « O papel das instituições sócio-culturais no desenvolvimento. Um olhar crítico à cultura zambeziana », < http://www.canalmoz.com/default.jsp?file=ver_artigo&nivel=0&id=&idRec=1110>.

¹⁹ Témoignages recueillis au cours d'une discussion informelle à Quelimane, octobre 2004.

« Ce fut l'absence d'union. Le peuple de la Zambézie est un peuple fort traître. Par exemple, les gens de l'Alto-Ligonha ne s'entendaient pas avec les gens de l'Alto-Molócuè [...]. Les gens de la zone de Mugulama, Ile-Errego, une des zones les plus assimilées de la Zambézie n'ont jamais eu de bons rapports avec les assimilés de Mocuba [...] Même les dirigeants zambéziens du Frelimo sont des traîtres. Je ne comprends pas comment fut constitué ce peuple. L'échec est aussi dû au tribalisme et au racisme. Les Zambéziens sont tribalistes et racistes. »²⁰

Rappelons que les propos ci-dessus ont été rapportés par des Zambéziens... C'est à cet ensemble de stéréotypes que l'on essaiera de donner un contenu en inscrivant toujours la démarche scientifique dans l'histoire de l'identité zambézienne.

Cadre théorique et conceptuel

Il faut dans un premier temps, expliquer les raisons du choix de l'unité d'analyse puis en un second temps, présenter les perspectives théoriques et les définitions des principaux concepts employés dans ce travail.

Pourquoi le « vieux Mozambique » ?

L'intitulé de cette thèse est bien « Le "vieux Mozambique". Étude sur l'identité politique de la Zambézie ». Qu'entend-on dire par « vieux Mozambique » ? On veut insister sur le fait qu'il s'agit d'une zone de vieille colonisation, d'une zone de première pénétration portugaise, de premiers contacts entre les Portugais et les peuples africains. À la différence d'autres régions du Mozambique, nous sommes ici dans une zone où les élites « modernes » et coloniales préexistaient au capitalisme colonial de la fin du XIX^e siècle. Ce titre renvoie aussi à la question du rapport de la Zambézie au politique, à l'État, aux élites, au Sud voire au Mozambique. Il renvoie à ce que « politique veut dire » en Zambézie.

Mais il y a aussi d'autres raisons qui amènent à s'intéresser au « vieux Mozambique » notamment le fait :

- Que la Zambézie soit la seule province où le Frelimo a essayé de faire la lutte anti-coloniale, mais où il échoua complètement ;
- Qu'elle soit la deuxième circonscription électorale du pays (après Nampula), avec 48 sièges sur 250 en 2004, 50 sièges en 1999, et 49 en 1994.

²⁰ Entretien avec António Alves, Maputo, 26 octobre 2005.

- Que la plupart des dirigeants des nouveaux partis de l'opposition non armée ont été originaires de la Zambézie²¹ (au moins jusqu'en 1994). Il s'agit par exemple de Máximo Dias, du Movimento Nacionalista Moçambicano (Monamo), de José Palácio, du Frente de Acção Patriotica (FAP), de Carlos Reis, de l'União Nacional Moçambicana (Unamo), de Martins Bilal et d'António Palange, de l'União Democrática (UD).

-Enfin, le fait que la revendication d'un système fédéraliste vient fondamentalement des élites de la Zambézie. Il s'agit de partis politiques tels que l'Unamo, et le Partido democrático de Moçambique (Pademo) qui remettent en question le caractère unitaire de l'État mozambicain et défendent un État fédéral et multiculturel ainsi qu'une redistribution équitable des ressources économiques et politiques.

Pour comprendre cela, il faut, loin de s'en tenir à une simple approche ethnique, retracer l'histoire des élites zambéziennes, de la vie créole et associative, de l'évolution sociale et économique de la région, de l'arrivée du Frelimo au pouvoir et des rapports qu'il a entretenus avec les zambéziens. Il faut aborder la Zambézie sous différents aspects, en tant que terre des *prazos*, de grandes compagnies capitalistes, de cultures modernes (thé, canne à sucre, coprah, sisal, coton), de profond métissage biologique et culturel.

L'étude de l'identité politique de la Zambézie sera ainsi d'autant plus pertinente qu'elle permettra l'étude d'une identité régionale forte qui dépasse les identités ethniques. Au-delà de l'étude de cas, la recherche sur cette province est donc aussi une étude d'ambition généraliste sur les trajectoires régionales dans des pays hétérogènes, une étude sur le rapport de territoires aux historicités différenciées à l'État, une étude sur les phénomènes de marginalisation et, enfin, une étude sur les processus de formation de la nation dans les pays du Sud.

Pour une approche socio-historique de l'identité politique zambéziennne

« La bonne sociologie prend au sérieux l'histoire. La bonne sociologie politique, toutefois, prend au sérieux plus que l'histoire politique. Si la sociologie politique veut échapper au carcan

²¹ I. LUNDI, « Partidos Politicos. A leitura da vertente étnico-regional no processo democráticos », in B. MAZULA (dir.), *Moçambique, eleições, democracia e desenvolvimento*, Maputo, Embaixada do Reino dos Países Baixos, 1995, p. 461.

du présent, elle doit se donner pour objet la façon dont l'espace et le temps affectent le caractère des processus politiques. »²²

La majeure partie des chercheurs s'accorde pour dire que les rapports de l'histoire avec la science politique et avec les autres sciences sociales n'ont pas toujours été faciles²³. En fait, la science politique (nomothétique) s'est constituée en s'opposant à l'histoire (idiographique)²⁴. Selon Bertrand Badie, il y avait trois raisons principales qui aboutissaient à la négation de la dimension historique par la science politique : l'historicisme, la classique opposition entre sciences idiographique et nomothétique et enfin, la raison la plus récente, est celle qui réclame la fin de l'histoire, préconisant la victoire et l'exportation du modèle occidentale vers les autres régions²⁵.

Mais après une longue période pendant laquelle les sciences sociales n'ont fait qu'une place étroite à l'histoire au sein de leurs analyses, elles s'ouvrent depuis les années 1970 de plus en plus à cette dernière. Cet intérêt pour l'histoire est expliqué par certains auteurs par la crise des paradigmes ou théories évolutionnistes tels que le marxisme, le structuro-fonctionnalisme, le développementalisme, etc., qui avaient une prétention explicative de portée universaliste. Donc, c'est la prise de conscience du fait que la mise à l'écart de l'histoire était – voire est toujours – un frein au développement de la science politique même, empêchant par exemple la compréhension des processus politiques issus de dynamiques socio-historiques et culturelles différents de celui de l'Occident qui a été, le facteur décisif de cette rencontre entre la science politique et l'histoire. Il n'est pas, question ici bien sûr, de faire un bilan des différentes études qui montrent l'intérêt de plus en plus grand des sciences sociales pour l'histoire, ni d'en recenser les multiples facteurs qui expliqueraient leur conflictualité ou ceux qui les ont amené à la séparation, cela ayant déjà été entrepris par d'autres chercheurs. Il s'agit seulement, en retraçant d'une façon brève les grandes lignes des chacune des approches de la sociologie historique, afin de justifier les choix d'analyse opérés.

²² C. TILLY, « L'analyse historique des processus politiques », in P. LABORIER et D. TROM, *Historicités de l'action publique*, Paris, PUF, 2003, pp. 23-57.

²³ Voir Y. DELOYE, *Sociologie historique du politique*, Paris, La Découverte, 2003 ; S. KALBERG, *La sociologie historique comparative de Max Weber*, Paris, La Découverte, 2002 ; B. BADIE, G. HERMET, *La politique comparée*, Paris, Armand Colin, 2001 ; B. BADIE, G. HERMET, C. TILLY, « La sociologie historique. Débat sur les méthodes », *Revue Internationale de Sciences Sociales* (Paris, Unesco), 133, 1992, pp. 364-505.

²⁴ Y. DELOYE, *Sociologie historique ...*, *op. cit.*, p. 20.

²⁵ B. BADIE, « Analyse comparative et sociologie historique », *Revue International de Sciences Sociales*, 133, *op. cit.* p. 363.

La sociologie historique et ses principales approches

Le but de la sociologie historique est d'« abolir la rupture entre le présent et le passé, d'expliquer les faits sociaux en les plongeant dans le long terme de l'histoire »²⁶, et de poser que cette séparation n'a aucun sens. Elle vise également à montrer que la seule différence existant entre l'histoire et les autres sciences sociales se situe seulement au « niveau du travail », comme le souligne à juste titre, Anthony Giddens, et non dans un différend conceptuel ou intellectuel quelconque :

« ...Tout comme en histoire, presque tous les travaux de sciences sociales se réalisent via des textes et d'autres formes de matériaux "secondaires" [...]. Rien [...] qui soit cohérent sur le plan conceptuel ou soutenable sur le plan intellectuel [ne différencie l'histoire et les sciences sociales]. Les seules divisions qui puissent exister entre les sciences sociales et l'histoire se situent au niveau du travail ; elles ne concernent pas leurs dimensions logiques ou méthodologiques, qu'aucun schisme ne vient marquer. »²⁷

Pour ce que est de la science politique, leur symbiose avec l'histoire débouche dans ce que Yves Déloye appelle sociologie historique du politique²⁸. Le rôle du politiste serait alors d'utiliser son corps conceptuel et théorique pour interpréter les « matériaux » fournis par l'historien. Dans ce sens, prenant en compte les temporalités et les espaces, le but de la sociologie historique du politique serait d'« éviter toute pensée qui tend à hypostasier l'existence du Politique avec un grand P et à y reconnaître une substance permanente (le pouvoir, la domination...). Elle entend au contraire ériger en objet d'analyse les frontières fluctuantes et l'autonomie toujours contestée de l'espace du politique »²⁹.

Globalement, la sociologie historique utilise trois approches ou perspectives : l'approche des systèmes-monde, l'approche explicative ou causale-analytique et l'approche interprétative-historique³⁰.

²⁶ G. HERMET, B. BADIE, P. BIRNBAUM et Ph. BRAUD, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, Paris, Dalloz, 2001, pp. 289-290.

²⁷ A. GIDDENS, *La constitution de la société. Eléments de la théorie de la structuration*, Paris, PUF, 1987, p. 423-424. Sur cette question voir aussi, I. WALLERSTEIN, *Impenser la science sociale. Pour sortir du XIXe siècle*, Paris, PUF, 1995.

²⁸ Y. DELOYE, *Sociologie historique...*, *op. cit.*

²⁹ *Ibidem*, p. 27.

³⁰ S. KALBERG, *La sociologie historique ...*, *op. cit.* Voir aussi, T. SKOCPOL, *Vision and Method in historical sociology*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984.

L'approche des systèmes-monde

L'approche des systèmes-monde, dont le représentant le plus éminent est Immanuel Wallerstein, s'est constituée en tant que perspective dans les années 1970 et son principal but serait selon cet auteur de « rompre avec la science sociale du XIX^e siècle »³¹. Plus précisément, elle s'insurgeait contre la division entre les sciences nomothétiques et idiographiques, défendant l'incorporation de l'histoire dans les sciences sociales. Cette histoire faite sur la longue durée devait couvrir des espaces plus vastes dans une perspective macro-analytique. L'ambition de l'approche des systèmes-monde est avant tout la construction d'une théorie capable d'expliquer les facteurs de l'émergence et du développement du capitalisme. Elle fut fortement influencée par les travaux de l'école des Annales surtout ceux de Fernand Braudel sur le capitalisme et les civilisations, de qui, elle hérita des concepts d'économie-monde et de temps social ; par les études historico-économiques de Karl Polanyi de qui, elle hérita des trois principes d'organisation économique notamment : la réciprocité, la redistribution et le marché. Incorporés dans la théorie des systèmes-monde, ces principes prennent la forme suivante : la réciprocité fonctionne comme les mini-systèmes, la redistribution comme les empires-monde et le marché est assimilé aux économies-monde. Cette approche fut aussi influencée par les études économiques de la Commission économique pour l'Amérique Latine (CEPAL) notamment ceux de Raul Prebisch, de laquelle elle emprunta l'analyse centre-périphérie de l'économie-monde. D'après cette approche, un pays est périphérique ou centrique selon la position qu'il occupe dans cette économie-monde capitaliste.

Pour accomplir son objectif, l'approche des systèmes-monde repose sur trois éléments ou caractéristiques : le « système-monde » qui a la forme d'économie-monde – en l'occurrence l'économie-monde capitaliste, conçue avant tout comme une système historique est l'unité d'analyse en remplacement de l'État ; la longue durée (au sens de l'école des Annales) et le dernier qui permet de décrire l'économie-monde capitaliste, résulte d'une combinaison de plusieurs variables empruntées à différentes écoles notamment :

« 1/ L'accumulation incessante du capital comme principal force motrice.

³¹ I. WALLERSTEIN, *Impenser la science sociale...*, op. cit., 302. Voir aussi du même auteur, *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-monde*, Paris, La Découverte, 2006.

- 2/ une division axiale du travail, qui implique une tension entre centre et périphérie, de sorte qu'apparaît, recoupant la division spatiale, une forme d'échange inégale (pas forcément sur le type originellement défini par Arghiri Emmanuel³²).
- 3/ L'existence, inhérente à la structure, d'une zone semi-périphérique.
- 4/ La nécessité permanente du travail non rémunéré, concurrentement au travail salarié.
- 5/ En termes de limites, le recoupement de l'économie-monde capitaliste et d'un système interétatique, constitué d'États souverains.
- 6/ Des origines qui remonteraient bien en deçà du XIX^e siècle, probablement au XVI^e siècle.
- 7/ L'idée que cette économie-monde capitaliste a débuté dans une partie du globe (avant tout en Europe) et qu'elle s'est ensuite étendue au monde entier par un processus d'«incorporations» successives.
- 8/ L'existence, dans ce système-monde, d'États hégémoniques mais dont les périodes d'hégémonie totale et incontestée restent, cependant, relativement brèves.
- 9/ L'importance secondaire des États, des groupes ethniques, ou des foyers domestiques : ceux-ci se renouvellent perpétuellement, par création et restauration.
- 10/ L'importance fondamentale du racisme et du sexisme, comme principes organisateurs du système.
- 11/ L'émergence de mouvements antisystémiques qui d'un même mouvement, fragilisent et renforcent le système.
- 12/ Un modèle constitué de rythmes cycliques et de tendances séculaires, qui incarne des contradictions inhérentes au système, et rend compte de la crise systémique que nous traversons aujourd'hui. »³³

Dans la même démarche macrosociologique se trouve une autre approche, l'approche causale-analytique, avec cependant des caractéristiques particulières.

L'approche causale-analytique

L'approche causale-analytique connue aussi sur le nom d'approche explicative ou historique comparative est représentée essentiellement par Barrington Moore (son précurseur) avec l'ouvrage *Social origins of dictatorship and democracy: lord and peasant in the making of modern world* en 1967³⁴ et par Theda Skocpol, (dont *États et révolutions sociales. La révolution en France, en Russie et en Chine* est l'ouvrage de référence³⁵), se consacre essentiellement à l'étude de faits macro-historiques (telles les révolutions sociales), établissant des rapports de causalités entre eux, afin de dégager des grandes théories de portée générale.

³² Économiste français (1911-2001), qui défend la thèse selon laquelle le développement des pays du Sud, au lieu de leur profiter, profite essentiellement aux pays du Nord. Voir son ouvrage *L'échange inégal : essai sur les antagonismes dans les rapports économiques internationaux*, Paris, Maspéro, 1969.

³³ I. WALLERSTEIN, *Impenser la science sociale...*, op. cit., p. 302-303.

³⁴ B. MOORE, *Social origins of dictatorship and democracy: lord and peasant in the making of modern world*, 1967, Paris, Maspéro, 1969.

³⁵ T. SKOCPOL, *États et révolutions sociales. La révolution en France, en Russie et en Chine*, Paris, Fayard, 1985, p. 63.

Selon Theda Skocpol, l'analyse historique comparative « se propose avant tout d'élaborer, d'affiner et de tester des hypothèses causales explicatives d'événements ou des structures intégrées à des macro-unités comme des États-nations. »³⁶

Afin d'établir les rapports de causalité, cette approche repose sur deux méthodes inspirés du philosophe et économiste britannique, John Stuart Mill : la méthode des concordances et la méthode des différences. Ces méthodes peuvent être utilisés de façon isolée, mais selon Skocpol, « il est souhaitable et souvent possible de combiner ces deux logiques comparatives. »³⁷

Posés brièvement les jalons de l'approche causale-analytique, on évoquera la dernière des trois approches de la sociologie historique, qui se différencie de celles-là, pour privilégier une stratégie microsociologique : l'approche interprétative-historique.

L'approche interprétative-historique

Selon Stephen Kalberg, « le cas particulier en soi – sa dimension de totalité, sa complexité, son développement historique et son contexte social – est au centre de l'approche interprétative-historique »³⁸. Cette « épistémologie de la singularité »³⁹ rapproche ce courant de la sociologie historique comparative webérienne et l'éloigne de la démarche généralisante de l'approche causale-analytique. Cette approche est représentée par des auteurs comme Charles Tilly, Reinhard Bendix, Samuel Eisenstadt, Victoria Bonnel et Michel Mann, et recourt aux apports de l'analyse culturelle et de la sociologie de l'action. Elle n'a plus pour but d'établir des théories causales, comme le fait l'approche causale-analytique, mais « de rompre avec les grandes théories sociologiques en postulant, au contraire, leur singularité et en cherchant donc à établir des différences tenues pour significatives »⁴⁰. Pour atteindre cet objectif, cette approche procède par une méthode appelée « mise en contrastes de concepts », c'est-à-dire, comparer les cas et les mettre en contraste entre eux⁴¹. Cette approche accorde une place importante à l'histoire et c'est pourquoi, ses tenants ont un « goût prononcé par les archives »⁴². Le travail de Charles Tilly sur la Vendée est un exemple éloquent de cette approche⁴³. Dans ce travail, Charles Tilly

³⁶ *Ibidem*, p. 63.

³⁷ *Ibidem*, p. 64.

³⁸ S. KALBERG, *La sociologie historique ...*, *op. cit.*, p. 36.

³⁹ B. BADIE, G. HERMET, C. TILLY, « La sociologie historique... », *op. cit.*,

⁴⁰ B. BADIE, G. HERMET, *La politique comparée*, Paris, Armand Colin, 2001, p. 45.

⁴¹ S. KALBERG, *La sociologie historique...*, *op. cit.*, p. 36.

⁴² Y. DELOYE, *Sociologie historique...*, *op. cit.*, p. 27.

⁴³ C. TILLY, *La Vendée : Révolution et contre-Révolution*, Paris, Fayard, 1970 (1964).

s'intéresse aux raisons pour lesquels certains secteurs de la population de la région de la Vendée avaient appuyé la révolution, tandis que d'autres avaient été hostiles. Il part à la recherche de l'« épisode » qui expliquerait cette attitude. Le principal élément évoqué par Charles Tilly est l'urbanisation. En fait cet auteur affirme que, ce sont les secteurs les plus touchés par l'urbanisation qui ont apporté leur soutien à la révolution, tandis que les secteurs les moins touchés par l'urbanisation y ont été les plus hostiles.

La méthode de la sociologie historique, toujours un projet

Cependant, malgré ce regain de l'histoire dans les sciences sociales, la sociologie historique reste encore une démarche peu connue en France à la différence des pays anglo-saxons⁴⁴. De même, beaucoup d'auteurs s'accordent à dire que la méthode socio-historique est encore en quête d'affirmation, qu'elle est toujours en quête de son opérationnalité et demeure toujours un projet⁴⁵. De plus, l'on considère cette méthode pleine de faiblesses méthodologiques⁴⁶. Cependant, il est de notre point de vue, intéressant d'examiner les critiques apportées à chacune de ces approches. La macrosociologie historique est critiquée par certains auteurs essentiellement à cause de son grand niveau de généralisation. Cela rend, selon Yves Déloye, « difficile de justifier une telle procédure du fait qu'il n'existe pas de données historiques qui soient indépendantes de questionnements et du lexique mis en œuvre par l'historien. »⁴⁷ Le risque est alors, dit cet auteur – citant Charles Tilly –, de voir les sociologues répéter les erreurs des historiens⁴⁸. De son côté Guy Hermet, affirme que le grand niveau de généralisation (tant de la théorie de systèmes-monde et de l'analyse causale-analytique) peut amener à la « dérive vers de grandes métaphores de style organiciste. »⁴⁹ Quant à l'analyse interprétative-historique, en cherchant à tout prix, à échapper à la généralisation, elle peut, dériver vers « l'histoire tout court »⁵⁰, transformant les sociologues en historiens.

L'approche des systèmes-monde a suscité aussi de nombreuses critiques parmi lesquels nous pouvons citer celles de Morris Janowitz et de Theda Skocpol. Pour le premier, un des grands

⁴⁴ Y. DELOYE, *Sociologie historique...*, *op. cit.*, p. 5.

⁴⁵ Voir B. BADIE, G. HERMET, C. TILLY, « La sociologie historique. Débat sur les méthodes »,..., *op. cit.*, p. 367.

⁴⁶ *Ibidem*.

⁴⁷ Y. DELOYE, *Sociologie historique...*, *op. cit.*, p. 25-26.

⁴⁸ *Ibidem*, p. 26.

⁴⁹ G. HERMET, « À propos de l'obstination historique », *Revue Internationale de Sciences Sociales*,..., *op. cit.*, p. 390.

⁵⁰ G. HERMET, « À propos de l'obstination historique »,..., *op. cit.*, p. 392-393.

défauts de cette approche est de réduire aux seuls facteurs économiques, l'explication des transformations sociales et de ne pas expliciter clairement les mécanismes qui amènent aux changements, se limitant aux explications tautologiques⁵¹. De son côté Theda Skocpol, une des représentantes de la méthode socio-historique, affirme que le grand défaut de la théorie des systèmes-monde, telle qu'elle fut élaborée par I. Wallerstein réside dans son incapacité à expliquer clairement du point de vue théorique le processus de transition du féodalisme vers le capitalisme en Europe. Pour cet auteur, dans l'incapacité de donner des explications satisfaisantes, I. Wallerstein se contente d'explications téléologiques⁵². De même, toujours selon T. Skocpol, cette approche n'apporte aucune explication théorique quant aux raisons pour lesquelles s'effectue la percée du développement⁵³.

Existe-il une solution aux problèmes soulevés par ces approches ? Selon le sociologue américain Stephen Kalberg, seule la sociologie historique comparative weberienne peut apporter une solution aux lacunes de la méthode socio-historique contemporaine. Avant tout, il faut dire que Stephen Kalberg est l'un des rares chercheurs à avoir effectué une critique globale des trois approches de la méthode socio-historique et à avoir apporté des tentatives de solutions à ces problèmes. Selon lui, ces trois approches souffrent de plusieurs lacunes : elles ignorent les mécanismes qui relient l'action à la structure : pas de mise en relation entre les niveaux macro et micro et ignorance du rôle de l'action sociale⁵⁴ ; elles accordent très peu d'attention au rôle central joué par les « modèles générateurs d'hypothèses » (*hypothesis-forming models*) : on note l'absence d'explication des procédures d'identification et de cadrage théorique rigoureux des problèmes et de cas empiriques⁵⁵. À l'exception de l'approche historique-interprétative, les deux autres approches ignorent la multicausalité : tant la théorie des systèmes-monde que l'approche causale-analytique négligent le rôle des valeurs, des croyances, de la famille, bref de la culture dans l'explication des phénomènes sociaux⁵⁶. De même, hormis l'approche causale-analytique,

⁵¹ M. JANOWITZ, « A sociological perspective on Wallerstein », *American Journal of Sociology*, (Chicago, University of Chicago Press), LXXXII (5), 1977, p. 1096.

⁵² T. SKOCPOL, « Wallerstein's world capitalist system: A theoretical and historical critique », *American Journal of Sociology* (Chicago, University of Chicago Press), LXXXII (5), 1977, p. 1078.

⁵³ *Ibidem*.

⁵⁴ S. KALBERG, *La sociologie historique...*, *op. cit.*, p. 40-41.

⁵⁵ *Ibidem*, p. 43.

⁵⁶ *Ibidem*, p. 41-42.

elles accordent très peu d'attention à une méthodologie causale. Il n'y a pas de vérification d'hypothèses, ni de contrôle de variables ni d'élaboration de théories explicatives⁵⁷.

Selon Stephen Kalberg c'est par l'individualisme méthodologique, la notion de *Verstehen* (compréhension), les quatre types d'action sociale (action rationnelle par rapport aux moyens, action rationnelle par rapport aux valeurs, action affective et action traditionnelle) et le pluralisme des motifs de l'action (la multiplicité des raisons déclencheurs d'une action sociale) que la sociologie historique comparative weberienne montre comment l'action peut être reliée à la structure. Toujours selon Kalberg, en insistant sur la nécessité de prendre en compte les croyances et les valeurs dans l'explication, Weber dépasse l'absence de la multicausalité que l'on trouve dans la théorie des systèmes-monde et dans l'analyse causale-analytique. Par ailleurs, par le biais des idéal-types, Weber pose les jalons d'une analyse causale claire. De même, les idéal-types permettent la construction des modèles générateurs d'hypothèses.

Néanmoins, cela ne réduit en rien la pertinence de la méthode socio-historique dans le domaine des sciences sociales. Au contraire, son intérêt vient justement du fait qu'elle insiste sur la nécessité de prendre en compte le temps et l'espace dans l'analyse des processus politiques.

À partir d'une étude de cas précis – la Zambézie – notre étude s'inscrit dans l'approche interprétative-historique. Le recours à l'histoire ici n'a pas pour but de faire de l'histoire pour l'histoire (l'historicisme, un des aspects évoqués pour séparer l'histoire des autres sciences sociales par exemple), mais de la mobiliser pour mieux éclairer le présent. C'est une recherche de l'explication du présent politico-historique de la Zambézie en prenant en compte le poids de son passé, et l'influence de celui-ci aujourd'hui. En prenant en compte le fait que l'identité politique zambézienne puise fondamentalement ses origines dans le système des *prazos*, elle ne peut être cernée que par une analyse reposant sur la longue durée (au sens de Fernand Braudel). Cette approche s'attachera ainsi à disséquer les trajectoires socio-historiques, les épisodes ou les événements (au sens de Charles Tilly⁵⁸) comme autant de singularités qui expliqueraient

⁵⁷ *Ibidem*, p. 44.

⁵⁸ Selon cet auteur, les épisodes constituent des « ensembles reliés d'événements qui comportent des phénomènes devant être expliqués », C. TILLY, « L'analyse historique des processus politiques »..., *op. cit.*, p. 30.

l'identité politique de la Zambézie. C'est une « histoire pensée » plutôt qu'une « histoire historisante »⁵⁹.

Le politique par le bas en Zambézie

Apparu au début des années 1980 et proposée par des chercheurs africanistes tels Jean-François Bayart, Achille Mbembe et Comi Toulabour réunis autour de la revue *Politique Africaine*, le concept de politique par le bas veut dévoiler selon les mots de ces auteurs, « la face cachée des situations politiques en les approchant non plus "par le haut", mais "par le bas" »⁶⁰. Cela s'explique d'après les tenants de cette approche, par le fait que les études du politique en Afrique avaient toujours négligé les actions des « masses » africaines pour contester la domination, concentrant leurs analyses sur les dominants. Essentiellement axée sur le politique en Afrique, cette approche s'intéressa aux mécanismes et stratégies employées par les « subordonnés » (selon leur expression) pour résister ou contester les pouvoirs autoritaires. Ces mécanismes ou stratégies appelés « modes populaires d'action politique » (MPAP), étaient des phénomènes qui au premier abord pouvaient n'avoir rien de politique mais qui, a bien y regarder, avaient un rapport étroit au politique. Par exemple, il pouvait s'agir des phénomènes tels les chansons, les rêves, les rituels, la sorcellerie, la dérision, entre autres⁶¹. C'est ce que Denis-Constant Martin appela ensuite les OPNI (Objets Politiques Non Identifiés)⁶².

S'inspirant théoriquement d'auteurs comme Michel Foucault, Michel de Certeau et Gilles Deleuze, et s'inscrivant dans la ligne de l'école des Annales et de *Past and Present*, l'approche par le bas apparut à l'instar de la méthode socio-historique, en réaction au développementalisme et au dépendantisme. Elle apparut aussi en réaction au type de science politique africaniste faite jusqu'à alors, selon les mots de Jean-François Bayart :

« Au fond, notre démarche était dictée par une irritation et une curiosité : irritation à l'égard d'une science politique africaniste qui restait imprégnée des préjugés de la tradition constitutionnaliste et qui se faisait des institutions une conception éthérée, au mépris des évidences ; curiosité à l'égard de toute une série de faits infrapolitiques aux yeux de cet académisme mais dont nous devinions la pertinence éminemment politique, pourvu qu'une

⁵⁹ I. WALLERSTEIN, *Impenser ...*, op. cit., p. 215.

⁶⁰ J.-F. Bayart, A. Mbembe, C. Toulabour, *Le politique par le bas en Afrique noire. Contributions à une problématique de la démocratie*, Paris, Karthala, 1992, p. 15.

⁶¹ *Ibidem*.

⁶² D.-C. MARTIN, « A la quête des OPNI. Comment traiter l'invention du politique ? », *Revue Française de Science Politique* (Paris, FNSP), XXIX (6), 1989, pp. 793-815.

nouvelle manière de travailler sur le terrain nous permit de repérer et d'interpréter "ces petits détails" par lesquels on "devient immense". »⁶³

L'approche par le bas nourrissait aussi une ambition pluridisciplinaire. En effet, elle réunissait autour d'elle des spécialistes de diverses sciences sociales autres que politiques. En insistant sur une nouvelle manière d'étudier le politique en Afrique, la naissance de cette approche a représenté un véritable tournant dans la science politique africaniste en France au début des années 1980.

L'approche par le bas : une approche mort-née ?

Cependant l'approche politique par le bas fut accusée d'utiliser un langage très compliqué, non accessible à ceux à qui elle s'adressait, ceux d'en bas et l'appellation « modes populaires d'action politique » ne désignait des phénomènes nouveaux, mais des phénomènes connus depuis longtemps⁶⁴. D'après ces critiques, l'approche par le bas n'a pas contribué significativement à l'avancée théorique dans les sciences sociales :

« Contrairement à ce que l'on pouvait espérer en 1981, quand J.-F. Bayart a publié son premier "manifeste" sur le politique par le bas, son appel n'a pas suscité beaucoup de vocations et plus particulièrement, dans le domaine de la recherche sur le terrain. L'appellation [contrôlée ?] MPAP [modes populaires d'action politique], par exemple, n'a guère été reprise par d'autres chercheurs et n'a pas donné lieu à des avancées théoriques importantes. »⁶⁵

Daniel Bourmaud qui souscrit aussi à ces critiques en dresse aussi une autre liste. Selon cet auteur, la politique par le bas a cultivé plus la métaphore que le concept, créant le risque de confondre le comportement et l'action ; elle a cultivé aussi l'ambivalence dans l'analyse des faits sociaux, et s'est exclusivement concentrée sur le bas oubliant que le bas n'a pas de sens sans le haut⁶⁶. Mais, il faut souligner que l'approche par le bas n'a jamais exclu le haut, elle a seulement réinséré le « bas » dans l'analyse politique, alors qu'avant celui-ci était l'apanage des anthropologues et ethnologues. Malgré cette avalanche de critiques, ces auteurs s'accordent sur la pertinence de l'approche par le bas pour l'étude du politique en Afrique. Ils s'accordent aussi pour dire que l'approche par le bas n'est pas « morte ». On pourra le vérifier ici, puisqu'elle a semblé très nécessaire.

⁶³ J.-F. BAYART, A. MBEMBE, C. TOULABOUR, *Le politique par le bas en Afrique noire...*, *op. cit.*, p. 15.

⁶⁴ R. BUIJTENHUIJS, « les hauts et les bas du politique par le bas », *Politique Africaine* (Paris, Karthala), 46, 1992, p. 150-151. Voir aussi D. BOURMAUD, *La politique en Afrique*, Paris, Montchrestien., 1997, p. 137.

⁶⁵ R. BUIJTENHUIJS, « les hauts et les bas du politique par le bas »..., *op. cit.*, p. 151.

⁶⁶ D. BOURMAUD, *La politique...*, *op. cit.*, p. 137-139.

Pourquoi l'approche par le bas ?

En effet, cette approche est appelée pour saisir les rapports entre les populations zambéziennes et l'État colonial, d'une part, et entre elles et le Frelimo après l'indépendance, de l'autre. Il s'agit de montrer comment les Zambéziens, au quotidien, ont réagi au colonialisme et aux politiques de modernisation autoritaire du Frelimo. Bref, il s'agit de dévoiler les « modes populaires d'action politique » engendrés par des « groupes subordonnés » pour mettre en cause les différentes structures de domination. Cette analyse inclut, non seulement les MPAP « dociles », mais aussi les MPAP plus « agressifs », car comme le suggère Christian Coulon dans son analyse critique de l'approche par le bas. En effet, les MPAP ne sont pas seulement des contestations non violentes telles la ruse, la dérision, etc., mais des protestations (jacqueries, révoltes, etc.) et des mouvements sociaux populaires⁶⁷.

L'invention de chansons dans lesquels l'administration coloniale ou le Blanc identifié à celle-ci étaient insultés ou méprisés ; la propagation de rumeurs mettant en cause cette même administration ou les éléments en rapport direct avec elle (la rumeur selon laquelle il fallait tuer tous les animaux de couleur blanche, par exemple) ; le refus de travailler le coton érigé en culture obligatoire par le colonisateur ; les grèves dans les plantations (Sena Sugar Estates en 1959 et Milange en 1961, par exemple) ; la destruction des plantations ou l'abattage de bétail appartenant aux Blancs, etc., furent entre autres, les différentes formes de contestation au colonialisme.

À l'indépendance, les Zambéziens furent de nouveau confrontés à un État oppressif et discriminatoire, celui du Frelimo. À l'instar de la période coloniale, les Zambéziens réagirent de plusieurs manières. Un des exemples le plus marquants fut le phénomène *chupa-sangue* en 1979. Il s'agissait de rumeurs selon lesquels il y avait des « vampires » qui suçaient le sang de gens et que ces gens étaient main dans la main avec le régime du Frelimo. Ces rumeurs furent suivies de l'attaque de responsables de ce parti, de l'arrêt des travaux dans les champs collectifs, dans les coopératives ou dans les usines prétextant l'existence de « vampires » identifiés aux gens mandatés par le gouvernement. Ces « modes populaires d'action politique » allaient aussi concerner le soutien aux mouvements hostiles au régime en place, telles le PRM et la Renamo en les abritant, leur donnant à manger, les informant sur le positionnement des soldats du

⁶⁷ Ch. COULON, *La science politique et les modes populaires d'action politique : la descente aux enfers comme voie de salut*, Journée d'étude "modes populaires d'action politique", CNRS, LASIC, Paris, 25 mars 1982, p. 7.

Frelimo; le sabotage ou la destruction des champs collectifs ou des coopératives, l'incendie des « villages communaux », la fuite des populations vers des régions où elles pensaient que cette politique n'existait pas voire vers les pays voisins, en l'occurrence le Malawi. Tels furent les autres « modes populaires d'action politique » suivis en réaction au paradigme de modernisation autoritaire du Frelimo.

Qu'est-ce que l'identité politique ?

L'identité politique est une identité. L'appréhension du concept d'identité politique passe par celui de l'identité. Il est donc nécessaire de se pencher sur le second afin de mieux cerner le premier.

L'identité, un concept problématique

Les sciences sociales fournissent rarement des définitions qui soient uniques, universelles ou consensuelles. En effet, elles sont toujours confrontées aux problèmes de l'ambiguïté, de la polysémie et de la transculturalité des concepts. À la différence d'autres sciences⁶⁸, elles ne peuvent pas vérifier les concepts en laboratoire, en « simplifiant » artificiellement un environnement. La science politique, au sein des sciences sociales, n'échappe pas à cet écueil.

Ce n'est pas le lieu ici de clore ce débat. On veut seulement rappeler le niveau de difficulté auquel tout chercheur en sciences sociales doit faire face. On veut aussi rappeler que la nécessité de rigueur dans la définition des concepts s'impose, plus qu'ailleurs, précisément dans les sciences sociales. Et, en évitant toute sorte de « ghettoïsation intellectuelle »⁶⁹, on va essayer d'étudier le politique au Mozambique avec les concepts que l'Occident a inventés pour étudier sa propre réalité, pour voir en quoi et dans quelle mesure ils peuvent faire sens pour les Africains. Le concept qui nous occupe ici est celui de l'identité, au cœur de ces problèmes.

Aux sources du concept de l'identité

Selon Ronan Le Coidic, le concept d'identité doit son origine à la philosophie, plus concrètement à l'ontologie. On trouvait déjà ce terme chez certains philosophes antiques tels Aristote. On le trouvait aussi chez les grands philosophes français tels Voltaire et Rousseau au XVIII^e siècle. Si au départ il signifie « mêmété », c'est-à-dire, « même chose » (notamment

⁶⁸ Cela n'empêche pas l'émergence des grandes controverses entre les physiciens, les chimistes, etc.

⁶⁹ Pour reprendre l'expression de R. OTAYEK, *Identité et démocratie dans un monde global*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2000.

Aristote et Voltaire⁷⁰), avec Rousseau il prend le sens de « permanence »⁷¹. Malgré son ancienneté, ce ne fut qu'au milieu du XX^e siècle qu'il prit un essor dans les sciences sociales. En effet, de l'opinion unanime de tous les chercheurs qui travaillent sur la question des identités, ce fut le psychologue américain Erik Erikson qui l'a imposé comme véritable objet d'étude dans son ouvrage *Enfance et société* publié en 1950,⁷². Mais le concept se complexifia de plus en plus et au caractère « identique » et « permanent » de l'identité, un autre est venu s'ajouter, celui de l'« unicité »⁷³. En effet, dans le dictionnaire *Le Robert de Poche* (1995) nous trouvons par exemple deux acceptions à ce vocable : caractère de deux choses identiques et, caractère de ce qui demeure identique à soi-même. Dans cette dernière acception, le concept d'identité désigne au même temps l'identique (mêmeté) et l'unicité. C'est dans cette triade (mêmeté, permanence et unicité) dit Ronan Le Coadic que réside la complexité et l'ambiguïté de ce concept⁷⁴.

Mais dire que le concept d'identité est complexe, flou ou polysémique, c'est-à-dire qu'il revêt plusieurs acceptions, est aujourd'hui devenu une banalité. À cette polysémie, il faut ajouter aussi le problème de terminologie qu'il pose. Pour M. Chebel, « rares sont les domaines où la question de terminologie s'impose avec autant d'acuité que dans celle de l'identité »⁷⁵. La question devient encore plus difficile, lorsque s'ajoute à ce concept des adjectifs telles « collective », « régionale », « politique », « culturelle », « ethnique », etc.⁷⁶ Presque tous les ouvrages consacrés aux questions identitaires que nous avons consultés posent avant tout, ces questions. Cela a mené certains chercheurs qui travaillent sur les questions identitaires à envisager de renoncer à son utilisation et à le remplacer par d'autres concepts plus rigoureux. C'est le cas par exemple de Claude Dubar dans l'ouvrage *Crise des identités. L'interprétation d'une mutation* paru en 2000 ou encore Jean-Claude Kaufmann⁷⁷. Ce dernier analysant les origines, l'évolution ainsi que les différents types d'identités affirme que ce concept pourtant très utilisé

⁷⁰ On peut trouver encore ce sens, en français, dans des expressions comme « identité de points de vue » ou « identité en commun ».

⁷¹ R. LE COADIC, *L'identité bretonne*, Paris, Terre de Brume, 1998, p. 39.

⁷² J.-C. KAUFMANN, *L'invention de soi. Une théorie de l'identité*, Paris, Armand Colin, 2004, p. 26 ; M. CHEBEL, *La formation de l'identité politique*, Paris, Payot, 1998 ; R. LE COADIC, *L'identité...*, *op. cit.*, p. 40 ; A. MUCCHIELLI, *L'identité*, Paris, PUF, 1986, p. 6.

⁷³ R. LE COADIC, *L'identité ...*, *op. cit.*, p. 39.

⁷⁴ *Ibidem*, p. 40.

⁷⁵ M. CHEBEL, *La formation de...*, *op. cit.*, p. 17.

⁷⁶ J.-C. POCHARD, « "Nous, vous, eux". La discrète contribution des pronoms au processus d'identification politique », in D.-C. MARTIN, *Cartes d'identité. Comment dit-on "nous" en politique*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1994, p. 85-86.

⁷⁷ J.-C. KAUFMANN, *L'invention de soi...*, *op. cit.*, p. 51.

est « rarement défini de façon explicite »⁷⁸ par ses utilisateurs, savants ou simple individus. De plus, à cause de son utilisation abusive, l'identité est devenue une sorte de « barbe à papa », un concept attrape-tout⁷⁹. Ce même constat avait déjà été l'objet d'attention de Denis-Constant Martin en 1992. Cet auteur reconnaissait qu'à force d'être utilisé partout, le concept d'identité avait perdu ses « qualités discriminantes »⁸⁰.

L'identité politique, un concept très récent

Une des caractéristiques du concept d'identité politique est sa nouveauté dans le domaine des sciences sociales. Selon Malek Chebel, qui fait un tour d'horizon sur les recherches portant sur ce concept dans les différentes grandes « écoles », telles l'école Anglo-saxonne, l'école de l'Est et l'école française, le concept d'identité politique fut érigé pour la première fois en « véritable objet d'étude dans les années 1950 aux États-Unis »⁸¹. Dans la lignée de Malek Chebel, Jean-Charles Pochard (qui évite l'appellation « concept » au mot identité préférant celui d'expression), affirme que le concept d'identité politique serait très récent dans la littérature française. Cette affirmation est selon cet auteur confirmée, par le fait que ce concept n'apparaît dans aucun dictionnaire de langue française⁸².

Les problèmes concernant l'absence d'une définition rigoureuse ou d'une définition explicite du concept d'identité s'appliquent à celui d'identité politique. Pour ce que est du dernier cas, il n'est pas rare de trouver des ouvrages traitant sur la question d'identité politique sans pour autant la définir. C'est le cas de l'ouvrage de Bruno Benoît, *L'identité politique de Lyon : entre violences collectives et mémoires des élites 1786-1905*, ou de l'ouvrage collectif du Centre de relations internationales et de sciences politiques d'Amiens et du Centre Universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie, *L'identité politique*, pour ne citer deux exemples. Malgré leur intérêt, il n'est pas possible de trouver dans ces deux ouvrages une définition du concept de l'identité politique, au moins explicitement.

Si le concept d'identité soulève déjà de grandes difficultés, celles-ci s'aggravent encore plus lorsqu'il s'agit de celui d'identité politique. Le problème avec le concept d'identité politique est

⁷⁸ *Ibidem*, p.8.

⁷⁹ *Ibidem*.

⁸⁰ D.-C. MARTIN, « Le choix d'identité », *Revue française de Science Politique* XLII (4), Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, août 1992,

⁸¹ M. CHEBEL, *La formation de...*, *op. cit.* p. 95.

⁸² J.-Charles POCHARD, « "Nous, vous, eux"... », *op. cit.*, p. 84.

qu'il est formé par deux mots polysémiques, ce que accroît encore plus les difficultés comme le montre Jean-Charles Pochard :

« En fait, tous les composés semi-figés, formés à partir du mot *identité* auquel est ajouté un adjectif qualificatif, s'avèrent particulièrement difficiles à définir : l'exemple des explications, à circularité évidente, de l'identité sociale le montre bien. Le problème de définition se complique encore avec l'expression *identité politique*. S'il est possible de paraphraser *identité sociale* par "conviction d'appartenir au même groupe social"; *identité culturelle, religieuse*, etc., par "conviction d'appartenir au même groupe culturel, religieux, etc.", il semble incorrect ou plutôt insuffisant de dire : "conviction d'appartenir au même groupe politique" en référence à *identité politique*. C'est que le mot "politique" est polysémique et que, bien pouvant appartenir au même paradigme que les adjectifs précédents (caractérisation collective), il a semble-t-il, dans cette expression un sens beaucoup plus profond, plus essentiel du fait de son association au terme *identité*. »⁸³

En France, Malek Chebel fait partie de ceux qui ont beaucoup réfléchi à la question de l'identité politique⁸⁴. Inspiré par les recherches américaines et articulant les apports de la psychologie, de la psychosociologie, de la psychanalyse et de l'École culturaliste, Malek Chebel posa les jalons constitutifs et explicatifs du concept d'identité politique. Il distingue quatre « composantes ou organisateurs » de l'identité politique notamment la socialisation politique, l'autorité et leadership, la conscience et prise de conscience et les prédispositions et facteurs conjoncturels⁸⁵. Parmi les différentes prédispositions et facteurs conjoncturels qui déterminent la formation de l'identité politique, Malek Chebel souligne la langue, la culture, la religion et la conscience de classe (au sens de Karl Marx). Cet auteur définit alors l'identité politique comme « la capacité individuelle acquise lentement durant les périodes initiales de socialisation et de participation, visant l'efficacité de l'action dans le contexte d'une situation socio-politique »⁸⁶.

Pour notre part, nous considérons à l'instar de Dominique Mayaffre, (qui s'inspire des travaux d'auteurs comme Denis-Constant Martin), l'identité politique comme un récit, une représentation (en tant que structure signifiante), lisible dans les discours :

« L'identité politique, c'est une construction, une représentation que les individus ou les forces sociales se font d'eux-mêmes, et comme souvent dans les choses humaines, cette représentation est médiatisée par du langage, passe par des mots symboles ["Liberté", "égalité", "fraternité"], des

⁸³ *Ibidem*, p. 85-86.

⁸⁴ M. CHEBEL, *La formation de...*, *op.cit.*

⁸⁵ *Ibidem*, p. 130.

⁸⁶ *Ibidem*, p. 149-150.

slogans emblèmes et rassembleurs [ex : "élection piège à con"], des textes fondateurs [ex : déclaration des droits de l'homme]. »⁸⁷.

À cette définition, il faut ajouter le caractère conflictuel de l'identité, car comme le dit Malek Chebel :

« Il ne peut y avoir d'identité politique, ni même l'ébauche d'une formation embryonnaire, sans la réelle confrontation avec une force adverse, souvent d'ordre humain : opposition d'une minorité avec une majorité, une majorité dominée face à une minorité dominante, le militant dans l'action militante, etc. C'est dire qu'aucune formation d'identité politique n'est concevable avant que ne se produise la rencontre entre une pulsion interne et un foyer actif externe et la liaison entre eux assurée⁸⁸ ».

L'identité politique est le résultat d'un travail continu de construction de perceptions, d'images de « soi », mais également de construction par les autres d'images de « soi » ou de « nous ». Le problème est ainsi repoussé à celui de la représentation.

L'identité comme représentation

D'après Lucy Bagnet, ce fut la psychologue Marisa Zavalloni, qui fut la première à introduire le concept de représentation sociale pour l'étude de l'identité⁸⁹. Dans ce contexte, l'identité est vue comme structurante de la représentation mentale. Néanmoins, le concept de représentation est très ancien. On le trouve par exemple dans la philosophie grecque antique, de même que chez le philosophe allemand Emmanuel Kant au XVIII^e siècle. Dans le domaine de la sociologie, il est perceptible chez Georg Simmel et chez Max Weber. Mais ce fut avec le sociologue français Émile Durkheim, considéré comme l'inventeur du concept, que la représentation en tant que perception, en tant que fonction mentale, s'est imposée à la fin du XIX^e siècle⁹⁰. En opposant représentations collectives et représentations individuelles et en reconnaissant le pouvoir explicatif du concept de représentation sur les faits sociaux, le « père » de la sociologie a défini et a fixé définitivement le concept dans les sciences sociales et humaines. Pour Durkheim, les représentations individuelles se distinguent des représentations collectives dans la mesure où celles-ci ont pour substrat la société dans son ensemble, tandis que

⁸⁷ D. MAYAFFRE, « Dire son identité politique. Étude du discours politique français au XX^e siècle », *Cahiers de la Méditerranée* (Paris, Centre de la Méditerranée Moderne et Contemporaine), 66, 2003.

⁸⁸ M. CHEBEL, *La Formation de...*, *op.cit.*, p. 148.

⁸⁹ L. BAUGNET, « Sentiments d'appartenance et représentations. Étude comparative : France, Belgique, Québec des identités politiques des jeunes », in J. CHEVALIER, *L'identité politique*, p. 116.

⁹⁰ Pour une analyse de la généalogie historique du concept voir S. MOSCOVICI, « Des représentations collectives aux représentations sociales », in D. JODELET (dir.), *Les Représentations sociales*, PUF, 1997 ; B. ORFALI, « Les représentations sociales: un concept essentiel et une théorie fondamentale en sciences humaines et sociales », *L'année sociologique* (Paris, PUF), L (1), 2000, pp. 235-254.

les premières ont comme essence la conscience individuelle. Chez Durkheim, la représentation a pour fonction de préserver la cohésion entre les éléments d'un groupe et de les préparer à penser et agir de façon analogue ; c'est pour cela qu'elle est collective. Cette acception durkheimienne du concept de représentation est équivalente à celle d'*ethos* de classe ou d'*habitus* chez Bourdieu⁹¹.

La science, la religion, les mythes, l'espace, le temps, les opinions et autres types de savoirs font partie de ces représentations sociales. La force de la pensée de Durkheim réside dans le fait d'avoir montré qu'on peut appréhender la réalité à travers la représentation. La représentation est un fait social comme les autres, elle exerce une contrainte sur les individus.

Peu de temps après cette grande percée de Durkheim, plus précisément en 1910, Lucien Lévy-Bruhl publie un ouvrage devenu célèbre, intitulé « *Les fonctions mentales dans les sociétés inférieures* ». À l'opposition durkheimienne entre le collectif et l'individu, Lévy-Bruhl oppose les sociétés « primitives » et les sociétés « civilisées ». Il ne s'agit plus d'analyser au sein d'une même société la détermination de l'individu par la communauté, mais d'analyser ce qui distingue les sociétés dites primitives des sociétés dites civilisées. Pour Lévy-Bruhl, le trait essentiel qui distingue ces deux types de sociétés, c'est leur mode de pensée. L'explication des phénomènes dans les sociétés primitives repose sur le surnaturel et sur les mythes. En revanche, dans les sociétés civilisées, l'explication des phénomènes obéit à une logique rationnelle, il y a une recherche obstinée de la raison⁹². Lévy-Bruhl essaye de montrer que la logique et les représentations dans les sociétés primitives sont incompatibles avec celles des sociétés dites civilisées. Il faut noter que Lévy-Bruhl ne dit pas que les sociétés primitives ont une pensée incohérente, mais qu'elles ont une rationalité spécifique, peu conceptuelle, qui n'obéit pas à des logiques scientifiques.

Le concept de représentation en tant que structure signifiante doit aussi beaucoup aux réflexions de la psychologie sociale. En effet, ce fut au sein de cette discipline, qu'il s'est constitué comme théorie et a fait sa place au sein des sciences sociales.

⁹¹ En effet, P. Bourdieu utilise la notion d'*ethos* de classe et parfois celle d'*habitus*, comme synonyme de celle-là pour montrer que les éléments d'un même groupe, placés dans des conditions identiques d'existence, ont tendance à réagir de manière uniforme.

⁹² L. LEVY BRUHL, *Les fonctions mentales dans les sociétés inférieures*, Paris, PUF, 1951.

Serge Moscovici est considéré comme celui qui a développé une véritable théorie des représentations en 1961 avec l'ouvrage *La Psychanalyse, son image et public*⁹³. Avec lui naît l'idée d'étudier la représentation du point de vue des échanges, des interactions entre individus ou entre groupes sociaux. Les représentations sociales d'un acteur social rendent compte de son expérience pratique. Moscovici nous invite ainsi à comprendre avec le concept de représentation, l'inscription de l'individu dans la réalité sociale. Il définit la représentation sociale comme « une modalité de connaissance particulière ayant pour fonction l'élaboration des comportements et la communication entre individus. »⁹⁴

Mais pourquoi fait-on appel au concept de représentation ? Quelle est l'importance des représentations sociales pour l'étude des identités ? C'est le retour du phénomène identitaire ainsi que les problèmes qu'il suscite aujourd'hui qui explique l'importance de l'étude des représentations sociales⁹⁵. Considérer l'identité comme un récit, une représentation, implique (d'après D.-C. Martin⁹⁶) justement la prise en compte des écrits, des paroles des principales figures de l'élite zambézienne, comme autant de marqueurs de l'identité politique de cette région. Dans ce cas, l'identité en tant que représentation signifie voir comment les Zambéziens s'auto représentent, comment ils se représentent les autres. De même, il s'agit de voir comment les « autres » voient les Zambéziens. On est donc ici dans une perspective relationnelle et c'est pour cela que notre conception des représentations sociales s'appuie sur la définition de Gustave-Nicolas Fischer :

« La représentation sociale est un processus d'élaboration perceptive et mentale de la réalité qui transforme les objets sociaux (personnes, contextes, situations) en catégories symboliques (valeurs, croyances, idéologies) et leur confère un statut cognitif, permettant d'appréhender les aspects de la vie ordinaire par un recadrage de nos propres conduites à l'intérieur des interactions sociales. »⁹⁷

Tout ceci fonctionne-t-il, dans la durée historique, au Mozambique ?

⁹³ B. ORFALI, « Les représentations sociales... », *op. cit.*, p. 239 et D. JODELET, « Représentations sociales... », *op. cit.*, p. 53.

⁹⁴ S. MOSCOVICI, *La psychanalyse, son image et son public*, Paris, PUF, 1961, p. 26.

⁹⁵ R. LE COADIC, *L'identité*, *op. cit.*, p. 21.

⁹⁶ D.-C. MARTIN, *Cartes d'identité...*, *op.cit.*

⁹⁷ G.-N. FISCHER, *Les concepts fondamentaux ...*, *op. cit.*, p. 118.

La question identitaire au Mozambique

L'identité a été et reste une question omniprésente dans les discours des dirigeants du Frelimo dès les premiers jours de ce parti au pouvoir. Pour comprendre les contours de cette question il faut d'abord, voir comment la question identitaire fut vécue pendant la période du parti unique (1975-1990). Puis, l'analyser dans la nouvelle ère pluraliste (1990...)

Il faut tuer la « tribu » pour faire naître la nation

À l'instar d'autres régimes africains qui défendaient le monopartisme au détriment du pluralisme politique et social, officiellement par crainte d'un réveil des particularismes identitaires, le régime du Frelimo niait tout type de diversité : religieuse, ethnique, raciale, politique, linguistique, sociale, etc. Cela se faisait au nom d'une idéologie légitimatrice de la création de l'« *Homem Novo* » (Homme Nouveau), supposé affranchi de ses « mauvaises habitudes » qui mettaient en cause la « mozambicainité ». Ainsi, la langue portugaise fut utilisée comme instrument pour bâtir l'identité nationale, marginalisant complètement les langues locales au point qu'il fut interdit aux écoliers de parler les langues locales dans les écoles. Des affiches qui rendaient obligatoire l'usage de la langue portugaise furent collées dans les institutions publiques⁹⁸. Les clubs sportifs à connotation ethno-régionale furent obligés de changer de nom. Ce fut la même chose avec les régions politico-administratives à connotation ethnique telle l'ancienne circonscription « des Macondes » devenue district « de Mueda » ou celui « des Muchopes » devenu « Manjacaze ». Il n'y avait pas de Macuas, de Changanas, de Yao, ou de Macondes, seulement des Mozambicains⁹⁹. De même, pour les phénotypes. Sous prétexte de combattre le racisme, il n'y avait ni Noirs ni Blancs, seulement des Mozambicains. Remplaçant les anciennes catégories coloniales telles « assimilés », « indigènes », le Frelimo a transformé les Mozambicains en « bourgeois », « ouvriers » ou « paysans », « élitistes », « camarades », etc. Pour bâtir l'identité mozambicaine, il fallait « tuer la tribu pour faire naître la nation », disait Samora Machel reprenant l'expression de Nkwame Nkrumah. La « tribu » était incompatible avec le but de construire une nation « unique et indivisible ». Les mots de l'ordre étaient « à bas le racisme, le tribalisme, le régionalisme, le divisionnisme, etc. ». Pendant cette

⁹⁸ Alors que peu de Mozambicains savaient lire et écrire en portugais. Selon le recensement national de la population de 1980, sur 10 millions d'habitants, seulement 24,4% parlaient portugais (1,24% comme langue maternelle). Dix-sept ans plus tard, les choses avaient peu changé : le recensement de 1997 indiquait que seulement 8,9% de mozambicains avaient le portugais comme langue maternelle.

⁹⁹ Voir M. CAHEN, « Mozambique. Histoire géopolitique d'un pays sans nation », *Lusotopie* (Paris, Karthala), 1, 1994, pp. 240-245.

période du « socialisme », l'existence d'autres acteurs politiques en dehors du Frelimo était interdite et ceux qui osaient le faire furent découragés, délégitimés et qualifiés de réactionnaires, d'agents de l'ennemi, de tribalistes, de « divisionnistes » et réprimés. Ceux qui n'étaient pas en accord avec la politique du Frelimo devaient soit s'exposer à la répression, soit s'exiler, soit renoncer à la politique. Un seul syndicat, une seule organisation de femmes et une autre de la jeunesse, inféodés au pouvoir, ont été mis en place. En bref, la devise était un seul peuple, une seule culture, une seule nation, une seule langue, un seul parti¹⁰⁰.

Le Frelimo justifiait cela en disant par exemple que si les Portugais avaient réussi à dominer le peuple mozambicain, c'était dû au manque d'unité entre les Mozambicains (comme si, à l'arrivée des Portugais, il y avait une identité mozambicaine inscrite dans un État connu sous le nom de Mozambique), que si ce mouvement avait connu beaucoup de problèmes pendant la lutte anti-coloniale, c'était à cause du tribalisme et du régionalisme de certains Mozambicains. Cette vision – confondant unité et unicité – a conduit inévitablement au refus de la reconnaissance de la diversité des identités et des intérêts au sein de la société mozambicaine. C'était la recherche de l'unité à tout prix au nom d'une « classe ouvrière », elle-même mythifiée et virtuelle, sublimée dans l'État, ignorant les différents conflits entre les différents segments de la société mozambicaine. Le Mozambique n'était pas un cas isolé en Afrique. Par exemple, l'ancien président de la Zambie, Kenneth Kaunda, refusait le pluralisme politique sous prétexte qu'il était incompatible avec un pays pluriethnique. Pour Kenneth Kaunda, si la Zambie introduisait le pluralisme politique, il y aurait alors le risque de voir apparaître soixante-dix partis politiques correspondants au nombre des groupes ethniques de ce pays mettant en danger l'unité nationale¹⁰¹. Le Mozambique n'a pas été un cas isolé, mais il a suivi cette politique de manière radicale.

L'identité et le politique dans l'ère du pluralisme politique

Si, pendant la période du parti unique, les identités furent bafouées, la « troisième vague » des démocratisations a marqué le retour en force de la question identitaire en Afrique. Les règles de jeu pour accéder au pouvoir ayant changé et les économies locales étant en crise profonde, l'instrumentalisation des identités ou l'exclusion de certains groupes ethniques sont redevenues des opportunités politiques. L'identité est de plus en plus devenue une question sérieuse, étant

¹⁰⁰ Voir M. CAHEN, État et pouvoir populaire au Mozambique, *Politique Africaine* (Paris, Karthala), 19, 1985, pp. 36-60.

¹⁰¹ J.-P. CHRETIEN, G. PRUNIER, *Les ethnies ont une histoire*, Paris, Centre de Recherches Africaines, 2003.

pour la plupart des hommes politiques la seule manière d'accéder au pouvoir. Des milliers d'Africains furent tués ou déplacés au nom de l'appartenance ethnique (Côte d'Ivoire, Congo-Kinshasa, Rwanda, Burundi, etc., sont les exemples les plus éloquents). Encore une fois, le Mozambique ne fut donc pas une exception, quoique les revendications identitaires ou l'instrumentalisation des identités n'a pas atteint le niveau des pays antérieurement cités. Ainsi en 1990, quand le « marxisme » avait déjà « posé trop de problèmes » d'après les dirigeants du Frelimo, il fut abandonné et la liberté d'association et de réunion restituées. Les revendications identitaires longtemps bafouées explosèrent.

La visibilité des particularismes

Des groupes ethniques auparavant exclus commencèrent à revendiquer de plus en plus ouvertement leur intégration aux organes du pouvoir. On a assisté aussi à l'apparition de journaux aux appellations qui rappellent l'appartenance ethnique. Il s'agit par exemple du journal électronique *Macua de Moçambique* (<www.macua.org>). Dans les universités publiques telles l'Université Eduardo Mondlane, fut introduit l'enseignement de certaines langues locales. À la mairie du Maputo, le *xi-ronga* (la principale langue locale) fut introduit comme une des langues officielles de travail¹⁰². Mais, le phénomène le plus important fut l'émergence d'associations ethno-régionales parmi lesquels on peut souligner la Sotemaza (dont le nom représente les acronymes des provinces de Sofala, Tete, Manica et Zambézie) et le *Ngyana*¹⁰³ ou *Ngyana* (l'Associação dos Nativos e Amigos de Maputo). Le plus intéressant dans tout cela, est le fait que derrière ces deux associations, l'une notoirement *sena* et l'autre *ronga*, il y avait les dirigeants du Frelimo. Dans le *Ngyana* par exemple on pouvait remarquer les noms de Armando Guebuza (actuel président de la République), Teodato Hunguana, Américo Mfumo, Raúl Honwana, etc. Les membres du *Ngyana* défendaient une plus grande prééminence des *rongas* (ethnie de Maputo) dans la gestion des affaires de la ville de Maputo. Dans la Sotemaza, il y avait des gens comme Pedro Comissário Afonso, un *Sena*, originaire de Sofala et haut cadre du Frelimo. Il s'agit d'élites de la vallée du Zambèze longtemps marginalisés par ce parti. Les élites de la Sotemaza revendiquaient leur participation au pouvoir car disaient-ils, leur exclusion pouvait créer une situation dangereuse pour l'« unité nationale ». Dans une lettre adressée à l'alors président de la République, Joaquim Chissano et à au ministre des Affaires étrangères,

¹⁰² « Município de Maputo adopta xironga como língua de trabalho », *Notmoc*, n° 37, <<http://www.mol.co.mz/notmoc/001002po.html>>.

¹⁰³ Ce qui veut dire « la couronne » en *xi-ronga*.

Pascoal Mocumbi, Pedro Comissário demandait par exemple, l'inclusion de Senas, le deuxième groupe ethnique le plus important aux instances du pouvoir afin de garantir la cohésion nationale¹⁰⁴. Dans cette lettre, Pedro Comissário donnait une liste de personnalités de l'ethnie sena capables d'exercer des fonctions de direction au sein du gouvernement. D'après lui, l'inclusion de Senas devait stopper les humiliations dont était victime ce groupe au sein de la société mozambicaine. Cette demande de Pedro Comissário, la première dans toute l'histoire du Mozambique indépendant, apparut peu de temps après l'éclatement des conflits entre ce groupe et les Ndaus à Beira. Ce conflit, exploité et exagéré ensuite par le Frelimo, avait tourné à l'affrontement entre les deux groupes ethniques, mais il puisait son origine dans l'interdiction par l'évêque de Beira, un Ndau, de l'utilisation du *xi-sena* pendant les cultes au profit du *xi-ndau*. Ce conflit avait abouti à la fermeture de la cathédrale locale pendant environ un an. Des revendications ethniques des Macuas de Montepuez, province de Cabo Delgado furent enregistrées cette même année. Elles prirent certaines tournures violentes, accompagnées de l'exigence de la participation des Macuas dans les institutions de l'État, selon eux, entièrement dominées par des Macondes. Il s'agissait là d'une tentative d'instrumentalisation des vieux clivages socio-historiques entre ces deux groupes ethniques. En effet, pendant la période esclavagiste, les Macondes vendaient les Macuas. Pour ces derniers, il était incompréhensible que le groupe majoritaire soit dominé par une minorité, en l'occurrence les Macondes. De même, il était incompréhensible que le district de Montepuez essentiellement zone macua soit dirigé par un Maconde :

« Pourquoi un administrateur Maconde en pays macua ? Pourquoi dans toute la province de Cabo Delgado il y a seulement deux administrateurs macuas alors qu'ils sont majoritaires ? Où les Macuas vont-ils "manger" et jusqu'à quand cela va-t-il durer ? »¹⁰⁵

Des critiques de plus en plus fortes contre le régionalisme du Frelimo commencèrent aussi à apparaître ouvertement. En effet, ce parti dominé par les gens du Sud est accusé de « *colonialismo doméstico* » (colonialisme interne)¹⁰⁶. Wehia Ripua, un leader du Partido Democrático de Moçambique (Pademo) accusa le Frelimo, en 1994, d'avoir constitué en Zambézie un gouvernement provincial composé uniquement des cadres du sud du pays, du gouverneur jusqu'aux directeurs provinciaux. Selon le leader du Pademo, cette situation n'avait

¹⁰⁴ « Para defesa da sua dignidade e cultura. Os senas precisam de ter voz no governo », *Savana* (Maputo), n° 8, 11 mars 1994.

¹⁰⁵ « Em Cabo Delgado. Porque não há administradores Macuas ? », *Savana* (Maputo), n° 15, 6 mai 1994.

¹⁰⁶ « O regionalismo é da Frelimo e não do povo », *Savana* (Maputo), n° 21, 10 juin 1994.

rien de nouveau, car depuis l'indépendance la Zambézie avait toujours été dirigée par des gens du Sud, laissant de côté les « enfants de la terre »¹⁰⁷.

Les identités et le vote

Cette période pluraliste fut (et est) caractérisée par l'instrumentalisation des identités par les hommes politiques en vue des victoires politiques. Par exemple, lors des élections de 1994, la Renamo défendait le point de vue selon lequel, à la tête de chaque province, devait être nommé un « enfant de la terre », soit, quelqu'un qui avait des affinités ethno-linguistiques avec les populations qu'il devait diriger. Selon la Renamo, cela allait renforcer l'unité nationale. Le Frelimo qui a toujours été contre cette vision, jugée « tribaliste » ou « régionaliste », a fini par céder et dans chaque province furent nommés des natifs locaux à la tête du gouvernement provincial. D'autres défendirent la thèse selon laquelle, si le président de la République est du Sud, le premier ministre devait être du Nord ou vice-versa¹⁰⁸. Encore, affirmaient-ils, l'exécutif devait refléter les différents groupes ethniques. D'après les défenseurs de cette approche, qui sont contre l'hégémonie des gens du Sud (perçu comme un prolongement de l'Empire de Gaza), c'était la seule solution pour maintenir l'harmonie sociale au Mozambique.

Lors des élections municipales de 1998, les premières dans l'histoire du Mozambique indépendant, la question ethnique fut au centre des discussions. Ainsi, les membres du *Ngyana* ne virent pas d'un bon œil la proposition d'Artur Canana, un Macua-Lomué de Zambézie comme candidat du Frelimo pour la municipalité de Maputo. Ils souhaitaient voir un « enfant de la terre » à la tête de cette municipalité et non un « étranger » pour les diriger dans leur propre terre¹⁰⁹. Selon les membres de cette association, Artur Canana ne parlait pas la langue locale et ne connaissait pas les us et coutumes des Rongas. De plus, il était temps que les Rongas prennent les destins de leur ville en main. Ils allèrent même jusqu'au point de soutenir

¹⁰⁷ *Ibidem*.

¹⁰⁸ Voir par exemple, « A governação deve incluir... Dr. Artur Vilanculos põe fim a anos de silêncio político », *Savana* (Maputo), n° 283, 18 juillet 1999 ; « O Regionalismo da Frelimo e não do povo »..., *op. cit.*

¹⁰⁹ Voir par exemple, « Eleição de Artur Canana para candidato da Frelimo. Parte da "Ngyana ferida" », *Media Fax*, 1 mars 1998, *Recortes de Imprensa*, Maputo, STAE, mars 1998; « "Autárquicas": Bandeira nacional não pede favores », *Savana*, 3 mars 1998, *Recortes de Imprensa*, Maputo, STAE, mars 1998; « Canana fala da sua candidatura para a capital. "Não preciso de saber falar ronga para dirigir Maputo" », *Savana*, 10 avril 1998 *Recortes de Imprensa*, Maputo, STAE, mars 1998.

publiquement un autre candidat, en l'occurrence, Carlos Jeque né à Maputo, afin de contrecarrer la candidature « étrangère » d'Artur Canana¹¹⁰.

Mais le plus grand incident liée à l'instrumentalisation des identités ethniques par les hommes politiques eut lieu dans la municipalité de Mocimboa da Praia, au nord de Cabo Delgado, en septembre 2005. En effet, suite aux élections municipales anticipées de mai de cette même année (suite à la mort de l'ancien maire), remportés par le candidat du Frelimo, Amadeu Pedro, un Maconde, le candidat de la Renamo, Assane Saïde, un Kimwane contesta les résultats, dénonçant l'existence de fraude. Ces contestations débouchèrent sur des incidents et la mort de six ou douze personnes et quarante-sept blessés¹¹¹. Selon l'*Observatório da Paz*, une organisation mozambicaine de la société civile, certains témoins locaux indiquent que les Kimwanés tenus pour acquis à la Renamo et instrumentalisés par ce parti, n'auraient pas bien digéré être dirigés par un Maconde (les Macondes sont pour des raisons historiques liés au Frelimo)¹¹². Mais pour la Renamo, ce fut le Frelimo qui instrumentalisait l'ethnicité. Selon le leader de la Renamo, « le Frelimo était en train d'utiliser les Macondes pour attaquer les Kimwanés. »¹¹³

L'instrumentalisation des identités ne s'arrête pas là. Ainsi, après avoir méprisé et humilié les religieux, le Frelimo se tourne de plus en plus vers eux. On y voit par exemple, les dirigeants de ce parti en visite dans les régions d'influence musulmane à Nampula et en Zambézie (Pebane, Maganja da Costa) habillés selon la tradition musulmane. On les voit aussi participer aux fêtes religieuses ou pendant la période électorale demander la bénédiction des religieux, etc. C'est ainsi que l'on peut caractériser aujourd'hui, le rapport entre l'identité et le politique au Mozambique.

Élite, élites, *assimilados*, métis, créoles, brève clarification de concepts

Une autre question à éclairer est le sens de certains termes qu'on va retrouver tout au long de ce travail.

¹¹⁰ « Candidatura de Carlos Jeque ao município de Maputo. Uma bofetada da Ngiyana à Frelimo », *Savana*, 3 mars 1998, *Recortes de Imprensa*, Maputo, STAE, mars 1998.

¹¹¹ « Afonso Dhlakama acusa Frelimo pelos confrontos no norte do país », 7 septembre 2005, <<http://www.stop.co.mz/news/new.php?idnew=6627>>.

¹¹² OBSERVATÓRIO DA PAZ, « Caso da Mocimboa da Praia. Relatório dos acontecimentos », 19 septembre 2005, in <http://blog.livedoor.jp/ticad_csf/archives/50030623.html>.

¹¹³ « Renamo ameaça criar governo-sombra e residência da Mocimboa da Praia », 7 décembre 2005, <<http://www.stop.co.mz/news/new.php?idnew=7463>>.

Créoles, métis et *assimilados*, quel sens ? Par le terme « créole » on entend ici les individus indépendamment de leur couleur de peau, dits détribalisés, supposés dépouillés de leurs mœurs africaines, vivant dans les zones urbaines, parlant le portugais, vivant à la manière européenne et ayant une certaine culture que l'on appellerait aujourd'hui lusophone.¹¹⁴ Il s'agit également d'une catégorie socioculturelle sans lien direct avec l'utilisation d'une langue créole : au Mozambique, aucune langue créole n'a été stabilisée et les Créoles parlent portugais. Il s'agit d'Africains notoirement reconnus (avant 1917-1926) ou officiellement considérés (après 1926) par le droit portugais comme *assimilados* (assimilés ou métis). Le gouvernement portugais avait divisé les Mozambicains en deux grandes catégories: Noirs assimilés ou métis et *indígenas* (indigènes). Dans le droit colonial portugais, pour qu'un indigène devienne il fallait savoir lire, écrire et parler le portugais, vivre d'un « travail » ou être propriétaire, et avoir abandonné les us et coutumes de sa « race ». L'assimilation était la reconnaissance officielle de l'entrée d'un individu noir dans la communauté lusitanienne. L'assimilé était donc juridiquement synonyme de Blanc et officiellement, il avait les mêmes droits que ce dernier. Il devait vivre comme les Blancs. L'assimilé jouissait de quelques privilèges par rapport aux indigènes tels la liberté d'association. Pour accéder à ce statut, il fallait remplir les conditions suivantes :

« Avoir plus de dix-huit ans ; lire et écrire couramment le portugais ; avoir les moyens suffisantes pour vivre et faire vivre sa famille, c'est-à-dire avoir un emploi stable ; faire preuve de «bonne conduite» ; avoir l'éducation et les habitudes nécessaires pour pouvoir bénéficier de la loi portugaise ; ne pas avoir été réfractaire au service militaire ni déserteur; s'être dépouillé de ses coutumes tribales et faire une demande par écrit auprès de l'autorité administrative compétent. »¹¹⁵

Néanmoins, tous les créoles n'étaient pas assimilés. Premièrement, les métis étaient considérés (si leur métissage était officiellement reconnu) comme des Blancs, sans qu'ils aient besoin d'un certificat d'assimilation. Deuxièmement et à l'inverse, en raison des restrictions imposées par la loi d'assimilation qui préconisait par exemple, que l'Africain « évolué » devait prouver qu'il

¹¹⁴ Dans cette acception voir J. DIAS, « Uma questão de identidade : respostas intelectuais às transformações económicas no seio da elite crioula da Angola portuguesa entre 1870 e 1930 », *Revista Internacional de Estudos Africanos*, (Lisbonne), 1, janvier/Juin, 1984, pp. 61-94 ; M. BETTENCOURT, *Dos Jornais às armas. Trajectórias da contestação angolana*, Lisbonne, Vega, 1999, M. CAHEN, « Angola, Mozambique : quel futur pour les créoles ? », in M. CAHEN, *La nationalisation du monde. Europe, Afrique. L'identité dans la démocratie*, Paris, l'Harmattan, 1999, pp. 109-117.

¹¹⁵ J. C. FERREIRA, V. S. Da VEIGA, *Estatuto dos Indígenas portugueses dans províncias da Guiné, Angola e Moçambique*, Lisbonne, Tipografia Escola, 1957, p. 112; E. Mondlane, *Lutar por Moçambique*, Lisbonne, Sá da Costa, 1969, p. 46.

gagnait suffisamment sa vie pour obtenir le certificat d'assimilation. Certaines personnes culturellement créoles demeuraient juridiquement et socialement des indigènes.

Précisons de suite qu'on emploie ici les termes *assimilados* et *indigenas* au sens de la terminologie coloniale. De même, le terme métis ici recouvre le sens qui était donné par le droit colonial portugais : des individus nés de l'union d'un (e) Européen (e) avec un (e) Africain (e), c'est-à-dire, quelqu'un né d'individus différents par leur couleur de peau, à condition que les deux origines soient connus : un enfant né de « père inconnu » et de « mère indigène ». Si la notion de « créolité », d'ailleurs très peu employée à l'époque coloniale, recouvrira en ces pages un sens social et culturel, la notion d'« assimilation » et d'« indigène » seront considérées selon leur acception juridique coloniale.

Élite et élites, qui voulons nous dire pour ces termes ?

Dans ce travail on utilise indistinctement les termes élite ou élites¹¹⁶, sans pour autant prétendre en faire une théorie sur les élites au Mozambique. Il s'agit de désigner le groupe d'assimilés et métis qui, de par leur position dans la structure de la société coloniale, avaient la possibilité de parler au nom des indigènes ; ceux qui, ayant reçu ou acquis le statut de citoyen, avaient la possibilité de se rassembler en associations. Il s'agit normalement d'employés subalternes des bureaux (dans l'État, dans les compagnies, banques, chemins de fer, etc.), de professeurs des écoles élémentaires, d'infirmiers auxiliaires, de chauffeurs auxiliaires, des petits commerçants, d'interprètes, etc. Cette définition empirique est importante, car elle recouvre dans le contexte colonial, les deux grands groupes de vie dans lesquels se trouvaient cantonnés juridiquement les autochtones : assimilés ou métis et indigènes.

Hypothèses et méthodologie

On est parti de l'hypothèse, qui est aussi une question suivante : comment, pourquoi et en quoi l'identité politique zambézienne est-elle une source de conflits entre les élites zambéziennes et le Frelimo ? Il faut immédiatement préciser que :

1. L'identité politique zambézienne n'était pas en soi une source de conflits. Elle ne l'est devenue que lorsque le Frelimo, sous prétexte de combattre le « racisme » et l'« élitisme » des Zambéziens, l'a considérée comme telle.

¹¹⁶ Pour une discussion plus détaillée voir J. COENEN-HUTHER, *Sociologie des élites*, Paris, Armand Colin, 2004 ; G. BUSINO, *Élites et élitisme*, Paris, PUF, 1992.

2. L'identité politique zambézienne reflète l'incapacité des élites zambéziennes et de cette province en général à s'imposer face aux autres régions du Centre et du Nord, telles Beira et Nampula, mais surtout par rapport aux régions du Sud et de la capitale. Ceci résulte, d'une part, de la marginalisation du « vieux » Mozambique par le déplacement de la capitale vers Lourenço Marques à la fin du XIX^e siècle, et d'autre part de la persistance d'un capitalisme colonial non modernisateur.

La consultation des archives

Tout travail de thèse est un processus qui s'effectue en plusieurs étapes. Utilisant une approche essentiellement qualitative, on a débuté ce travail par une série de recherches documentaires sur l'histoire et la politique en Zambézie. C'est dans ce cadre que j'ai travaillé à deux reprises (février-mars 2005 et juin-juillet 2006) au *Centre Culturel Calouste Gulbenkian* à Paris, qui recèle un important fonds documentaire sur le monde lusophone. On a aussi travaillé dans les bibliothèques bordelaises, notamment celle du Centre d'études d'Afrique noire (CEAN), celle de l'Institut d'Études Politiques (IEP), celle de Droit et Lettres ainsi qu'au centre de documentation « Regards » du CNRS. On a également eu accès au Centre d'études africaines et à la Bibliothèque de Faculté de Lettres à l'Université Eduardo Mondlane à Maputo.

Outre la connaissance des sources secondaires et des sources primaires imprimées, la fréquentation des archives était indispensable. C'est dans ce cadre qu'on a travaillé à l'*Arquivo Histórico de Moçambique* (AHM) à Maputo (juin-juillet 2004 et septembre-octobre 2005) et aux archives du gouvernement (post-colonial) de Zambézie à Quelimane. Ce fut dans ces dernières archives qu'on a récolté la presque totalité des informations sur les rapports entre le Frelimo et les Zambéziens depuis l'indépendance. Une importante partie de la documentation portant sur la période coloniale se trouvant au Portugal, la recherche a aussi été menée à l'*Arquivo Histórico Ultramarino* (AHU) et à l'*Instituto Nacional dos Arquivos da Torre do Tombo* (IANTT) à Lisbonne (fin mai-début septembre 2005). On a recueilli l'essentiel de la documentation sur la lutte anticoloniale en Zambézie dans ces dernières archives.

La presse fut aussi un outil important. Ainsi on a consulté, entre autres, les journaux *Voz da Zambézia* (Voix de la Zambézie)¹¹⁷, *O Brado Africano* (Cri d'Afrique)¹¹⁸, *Voz Africana* (Voix

¹¹⁷ Journal créé en 1956 par le Diocèse de Quelimane.

¹¹⁸ Propriété du *Grémio Africano de Lourenço Marques* plus tard *Associação Africana de Lourenço Marques*.

Africaine)¹¹⁹, *Notícias da Beira* (Nouvelles de Beira), *Diário de Moçambique* (Le Quotidien du Mozambique). C'est dans ces journaux que l'on peut trouver, par exemple, l'essentiel des écrits de José Roldão, un des plus fervents défenseurs de l'identité zambézienne, du métissage et du « Grand Portugal ». Tous ces journaux se trouvent à l'Arquivo Histórico de Moçambique.

Dans l'enfer des archives zambéziennes

L'autre difficulté a tenu à l'état déplorable des archives (si l'on peut les désigner comme telles) du gouvernement provincial de Zambézie. La presque totalité de la documentation concernant la période post-coloniale et une petite partie de la documentation coloniale furent, pour des raisons peu claires, entassées dans des cartons et abandonnées dans un garage de vieilles voitures. Poussiéreux, nid des oiseaux, paradis des rats et autres bestioles, ce lieu recèle pourtant des kilomètres de documentation, depuis la documentation classée secrète (car elle aborde des questions encore sensibles aujourd'hui) à la documentation ordinaire. Il n'est pas accessible au public, sauf par autorisation spéciale du gouvernement local. S'agit-il d'une « désorganisation organisée » ? Ou de pure négligence ? À ce stade, il est très difficile de le dire, mais ce qui est important est le fait qu'une partie très importante de la documentation (par ailleurs unique) concernant l'histoire politique, économique et sociale de Zambézie, voire du pays est en voie de destruction.

¹¹⁹ Propriété de *Grémio Africano de Manica e Sofala* plus tard *Associação Africana de Manica e Sofala*.



Document n°1. Les archives zambéziennes



Les entretiens

En ce qui concerne les entretiens, essentiellement semi-dirigées, ils furent réalisés essentiellement à Quelimane et à Maputo, nonobstant quelques uns réalisés à Milange, Pebane et Mocubela (Maganja da Costa), au cours de deux séjours en Zambézie. Le premier qui coïncidait avec la campagne électorale fut effectué de septembre à novembre 2004 (ce fut pendant cette période que nous avons travaillé aux archives du gouvernement provincial). Le second fut plus court, d'environ un mois (fin novembre-début décembre 2005). Ces entretiens n'avaient aucune ambition d'être exhaustifs ou représentatifs mais simplement de fonder qualitativement ou de confronter nos hypothèses. De plus, une mission de travail pour le compte du CEDE (*Centro de Estudos de Desenvolvimento e da Democracia*)¹²⁰ envoyée en Zambézie fin novembre et début décembre 2004 a permis d'accompagner le déroulement du processus du vote et ainsi d'observer le rapport des Zambéziens au vote.

Un chercheur changane en terres zambéziennes

L'ostracisme et l'exclusion vis-à-vis des Zambéziens par le Frelimo, surtout pendant les premières années de l'indépendance, ont laissé beaucoup de traces. Les actions de ce parti identifié comme un parti des Changanes (groupe ethnique de Gaza, mais qui dans cette acception recouvre tous ceux qui viennent du sud du Save), ont creusé l'écart non seulement entre les Zambéziens et les Changanes, mais aussi entre ces derniers et toutes les populations du nord du Save. Il n'est donc pas étonnant qu'une des grandes difficultés à laquelle se heurte un chercheur changane en terres zambéziennes soit la méfiance et la peur. En effet, celui-ci est automatiquement perçu comme proche du Frelimo, le parti qui les a toujours humiliés. La situation devient encore plus difficile lorsqu'il s'agit de traiter de sujets sensibles touchant à la politique avec des individus qui ont été persécutés par le régime du Frelimo. Cela concerne en particulier des membres de l'élite créole et métisse zambézienne, notamment les *assimilados* de Quelimane. Il n'était pas rare d'entendre des questions telles que « pourquoi vous intéressez-vous à la Zambézie, alors que vous êtes du Sud ? »¹²¹. L'un des interviewés, ancien administrateur de l'administration coloniale (et pour cela taxé de « collaborateur de l'ennemi ») qui a souffert du régime du Frelimo, n'a accepté d'être interviewé qu'à condition que ce fût

¹²⁰ Le CEDE est une ONG constitutive de l'*Observatório Eleitoral* lors des élections de 2004 au Mozambique.

¹²¹ Entretien avec Domingos Cardoso, Maputo, 27 décembre 2005.

dans sa voiture en marche. D'ailleurs, il n'accepté qu'après avoir su que j'étais un « ami » de son cousin qui habite à Maputo depuis longtemps. Autre exemple, celui d'une interviewée qui fut durement humiliée, accusée de faire partie d'une famille auparavant « laquais du colonialisme », par le premier gouverneur de cette province. Lors de mon premier séjour en 2003, elle avait refusé de me recevoir, affirmant qu'elle « ne parlait pas de politique ». En 2004, pendant mon second séjour, j'ai insisté. Au départ, la réponse fut la même : « monsieur, je vous ai déjà dit que je n'aime pas ces choses-là ». Ce ne fut qu'après avoir fortement insisté, soulignant que j'étais venu à Quelimane spécialement pour obtenir son témoignage, qu'elle m'accorda un entretien.

Une conjoncture politique peu favorable

L'enquête s'est déroulée durant la période électorale et, dans une province comme la Zambézie où le Frelimo n'est pas populaire, la méfiance des cadres de l'État envers ceux qui ne font pas partie de ses rangs est grande. Ainsi, le chef de *Apoio e Controlo* local (figure immédiate après le gouverneur) fut réticent à m'accorder l'accès aux archives du gouvernement provincial, car disait-il dans sa naïveté, « j'étais de l'opposition et j'étais en train de préparer des sondages d'opinion ! ». Ce ne fut qu'après avoir beaucoup insisté, essayant de prouver que je n'étais qu'un étudiant mû simplement par des raisons scientifiques et grâce à mon certificat de scolarité d'étudiant à Bordeaux, qu'il m'a permis de travailler dans les archives locales. Durant cette même période, j'essayé de travailler dans les « archives » du district de la Maganja da Costa, un des plus touchés par la guerre et de forte influence de la Renamo. L'administrateur local était à Quelimane et son remplaçant avait aussi été appelé d'urgence pour le rejoindre, le jour même de mon arrivée. J'avais heureusement eu le temps de mener une entrevue avec lui, au cours de laquelle il avait donné son feu vert pour la consultation de la documentation locale. Cependant, après son départ, alors que j'étais en plein travail, j'étais chassé par le commandant de la police locale (du Frelimo évidemment) sous prétexte que j'étais en train de pirater des informations. En effet, ce responsable de la police, ça va se voir avec ce qui suit après, jugeait mon ordinateur portable dangereux, capable d'« atteindre » même des informations secrètes cachées dans le bâtiment. J'ai été obligé de quitter le district de la Maganja da Costa sans avoir pu travailler. Ces deux événements eurent lieu lors de mon premier séjour en Zambézie.

Questions de sources

Au-delà du travail d'archives et d'autres sources générales de science politique, j'ai évidemment beaucoup recouru aux travaux des historiens sur l'ancienne région des Rios de Sena (ancienne

Zambézie) qui incorporait de vastes régions de la vallée du Zambèze, soit l'ancienne région des *prazos da coroa*. Parmi ces travaux, il faut souligner ceux des auteurs anglo-saxons Allen Isaacman et Malyn Newitt et ceux des auteurs portugais José Capela et Alexandre Lobato et de l'Italien Giuseppe Papagno. Allen Isaacman est le seul auteur à avoir beaucoup insisté sur le processus de l'« africanisation » des Portugais dans la vallée du Zambèze¹²². Malyn Newitt avec *Portuguese Settlement on the Zambesi*¹²³ offre une perspective très détaillée sur les contours de l'installation portugaise dans la vallée du Zambèze et sur le régime des *prazos*. Parmi les travaux de José Capela¹²⁴, on peut souligner *Donas, senhoras e escravos*. Il s'agit d'un livre qui permet de comprendre l'univers social des *muzungos*, la vie sociale dans le monde seigneurial zambézien. Quant à Alexandre Lobato ses travaux sur les Rios de Sena notamment *Evolução política administrativa e económica de Moçambique (1752-1763)* et *Colonização senhorial da Zambézia e outros estudos*¹²⁵ nous informent non seulement sur la vie des Portugais, l'état des bourgs et de comptoirs portugais pendant les premières siècles de la colonisation dans cette région mais ils insistent sur la figure juridique du *Praço*. De même, le travail de Giuseppe Papagno, *Colonialismo e feudalismo : a questão dos prazos da coroa nos finais do século XIX*¹²⁶ fait une analyse très détaillée du régime des *prazos* dès la fin du XIXe siècle jusqu'à leur suppression par Salazar en 1929. Ce travail insiste aussi sur la figure juridique du *Praço*.

Il faut mentionner aussi le travail de l'historien français René Pélissier sur l'histoire du Mozambique, *Naissance du Mozambique. Résistances et révoltes anticoloniales 1854-1918*¹²⁷. Cette étude débute en 1854, année de l'introduction de la typographie jusqu'en 1918 avec l'impact de la Première Guerre mondiale au Mozambique. Il s'agit d'un travail extrêmement approfondi non seulement pour l'histoire du Mozambique en général, mais de celle de la Zambézie en particulier.

¹²² Voir notamment *Mozambique. The Africanization of a European institution. The Zambesi Prazos 1750-1902*, Londres, Madison: University of Wisconsin Press, 1972; « Os Prazeiros como Trans-raianos: um estudo sobre a transformação social e cultural », *Arquivo*, (Maputo, CEA/UEM), 10, 1991, pp. 37-82.

¹²³ M. NEWITT *Portuguese Settlement on the Zambesi*, Londres, Longman, 1973.

¹²⁴ J. CAPELA, *Donas, senhoras e escravos*, Porto, Afrontamento, 1995.

¹²⁵ A. LOBATO, *Evolução política administrativa e económica de Moçambique (1752-1763)*, Lisbonne, Alfa, 1989; *Colonização senhorial da Zambézia e outros estudos*, Lisbonne, Junta de Investigações do Ultramar, 1962.

¹²⁶ G. PAPAGNO, *Colonialismo e feudalismo : a questão dos prazos da coroa nos finais do século XIX*, Lisbonne, A Regra do Jogo, 1980.

¹²⁷ R. PELISSIER, *Naissance du Mozambique. Résistances et révoltes anticoloniales 1854-1918*, Paris, Orgeval, 1984.

Mais la plus grande analyse contemporaine sur l'ancien district de Quelimane (actuelle Zambézie) est celle de Leroy Vail et Landeg White, *Capitalism and colonialism in Mozambique. A study of Quelimane district* paru en 1980 et longuement cité ici. Ce travail irremplaçable pour qui cherche à comprendre la présence portugaise dans l'ancien district de Quelimane est extrêmement riche en détails socio-économiques. Prenant le cas de l'ancien district de Quelimane depuis le milieu du XIX^e siècle jusqu'à 1980, L. Vail et L. White montrent comment le capitalisme colonial a sous-développé l'Afrique : une économie zambézienne sans interconnexion avec le reste du pays, basée essentiellement sur l'agriculture et sur l'exploitation effrénée des Africains (voir chapitre II). Par ailleurs, ce travail fait référence également au processus de formation du Frelimo, à la lutte anticoloniale en Zambézie et notamment aux premières années de ce parti dans la région. En 1980 déjà, soit cinq ans après la proclamation de l'indépendance du Mozambique, ces auteurs soulignaient déjà les rapports très tendus entre les Zambéziens et le Frelimo, à cause de la politique menée par ce parti. Pour L. Vail et L. White, le risque était grand de voir les cadres du Frelimo dériver vers une oppression semblable à celle des anciens seigneurs des *prazos* (les fameux *muzungos*), des compagnies capitalistes ou de l'État Nouveau :

« In 1806 Villas-Boas Truão complained of the block to production represented by the feudal class of *senhores*, who prevented all development by their inability to do the job themselves and their refusal to permit others to get anything done. With the brief intervals – Mopeia in 1880s, Maganja da Costa in the 1900s and Milange in the 1950s – the obstacles to peasant production have remained, the companies replacing the *senhores* and the *Estado Novo* replacing the companies. There is a real danger that Frelimo officials, that new class of bureaucrats, may become the latest heirs of the *senhores*. The disappearance at last of forced labour is an enormous benefit, but so long as the plantations languish and peasant production is stifled, there is little sign that the lot of the Africans of Quelimane district can materially improve. »¹²⁸

Cette analyse de L. Vail et L. White qui d'ailleurs s'est confirmée, fit évidemment l'objet de critiques de la part des chercheurs européens acquis au projet du Frelimo, tels Judith Head et David Hedges¹²⁹.

¹²⁸ L. VAIL, L. WHITE, *Capitalism and Colonialism in Mozambique. A study of Quelimane district*, London, Heinemann, 1980, p. 403.

¹²⁹ Voir J. HEAD, D. HEDGES, « Problemas da história da Zambézia », *Estudos Moçambicanos*, n° 4, CEA, 1981, pp. 127-139.

Que peuvent apporter les travaux d'historiens à un chercheur en science politique ? Le risque n'est-il pas de quitter le domaine de la science politique pour entrer dans celui d'histoire se demanderont certains ? Faire appel aux travaux des historiens ou aux archives n'implique pas une démarche exclusivement historique. L'histoire n'est pas la succession chronologique d'événements du passé. Elle est notamment la mobilisation des données historiques pour comprendre le politique. Est-il possible de comprendre les raisons pour lesquelles Quelimane n'a pas joué aucun rôle intellectuel dans l'émergence du mouvement nationaliste au Mozambique sans connaître l'histoire coloniale locale ? Est-il possible de comprendre le sens du vote zambézien en faveur de la Renamo sans prendre en compte la dimension historique des rapports entre l'État post-colonial et la Zambézie ? Ou pour comprendre les raisons par lesquelles les Zambéziens sont considérés comme lâches, élitistes ou racistes ? Bref, est-il possible de comprendre l'identité politique zambézienne en prendre en compte les temporalités historiques ? Comme le souligne Yves Déloye, un des enjeux majeurs de la sociologie historique est « d'apprécier la persistance du passé, évaluer l'influence (sur l'action présente) des actions et configurations sociales passées »¹³⁰. Car la notion d'identité accorde un très grand rôle aux héritages du passé et à la continuité temporelle. Nous le verrons, le comportement des *muzungos* zambéziens du XX^e siècle ne différerait pas trop de celui de leurs ancêtres, les anciens *prazeiros*. La différence est que si les seconds avaient de grandes portions de terres et d'esclaves, les premiers étaient employés de compagnies, sans esclaves, donc moins riches, mais constituant toujours la seule élite africaine disponible dans la région.

Comme le souligne à juste titre Michel Cahen « on ne peut saisir les raisons pour lesquels une population a exprimé une sympathie massive envers la Renamo ou, à l'inverse, est demeurée fidèle à l'État du Frelimo, uniquement par des analyses politiques. L'histoire des trajectoires locales, des phénomènes identitaires (non seulement ethniques mais aussi régionaux, religieux, migratoires) est fondamentale. »¹³¹

L'étude de la Zambézie « seigneurial », de la Zambézie des compagnies et celle de l'État Nouveau ouvrira la voie pour comprendre politiquement, économiquement et socialement cette région contemporaine. C'est en ce sens que le recours aux travaux d'historiens est fréquent dans cette

¹³⁰ Y. DELOYE, *Sociologie historique...*, op. cit., p. 24.

¹³¹ M. CAHEN, *Les Bandits. Un historien au Mozambique*, 1994, Paris, Centre Culturel Calouste Gulbenkian, 2002, p. 18.

thèse, sans pour autant qu'elle devienne une thèse d'histoire. Il s'agit d'une analyse historique de la construction du politique en Zambézie, utilisant les méthodologies, les concepts et problématiques structurant le champ de la science politique. C'est une thèse de science politique par son objet, par sa méthode et par ses référents.

L'histoire récente aussi a d'ailleurs été mise à la contribution. Ainsi le discours de Samora Machel tenu à Quelimane en avril 1983 est une marque temporelle fondamentale. Ce discours dont la version imprimée se déroule sur cinquante deux pages, typique des longues digressions dont avait l'habitude l'ancien président du Frelimo, synthétise les représentations des élites de ce parti majoritairement sudiste sur la Zambézie et les Zambéziens. C'est à notre avis un document crucial pour comprendre les rapports entre les Zambéziens et les élites du Sud qu'allaient incarner le Frelimo avant et pendant la lutte anticoloniale. De même, il est important pour comprendre leurs rapports concernant la période post-coloniale. Il s'agit donc d'une référence essentielle pour tous les chercheurs qui étudient le politique en Zambézie.

Des hypothèses aux propositions de réponse

Ce travail comporte trois parties, chacune composé de deux chapitres. Le plan retenu est essentiellement historique. La première partie posera les jalons indispensables à la compréhension de la constitution de la société métisse et créole zambézienne et lancera quelques hypothèses explicatifs relatives à l'incapacité de Quelimane s'imposer comme une grande ville, malgré son fort potentiel économique. Ainsi le premier chapitre se consacre au système des *prazos*, principale matrice de la formation de l'identité politique zambézienne, alors que le second chapitre se consacre à la construction institutionnelle de cette région, en mettant l'accent sur ses singularités.

La compréhension des conflits entre l'élite créole zambézienne et le Frelimo passe par l'analyse de leurs visions respectives de la question coloniale. Cela est important non seulement pour comprendre les rapports qui allaient s'établir entre eux, mais aussi par rapport à l'identité politique zambézienne ultérieure. C'est donc pour cela, que l'on consacra la deuxième partie de ce travail à confronter ce que j'appelle l'« anticolonialisme assimilationniste » incarné par l'élite créole zambézienne et l'« anticolonialisme séparatiste » dont, dans ce cas précis, le protagoniste est le Frelimo. Ainsi, le troisième chapitre est réservé à la première forme d'anticolonialisme, tandis que le quatrième traite de la seconde forme. Il s'agit non seulement de comprendre l'expression de l'« anticolonialisme assimilationniste », mais aussi par le biais de

l'analyse du parcours de deux figures parmi les plus représentatives de l'identité politique zambézienne (José Roldão et Arrone Fijamo), de plonger dans l'univers social des créoles et métis zambéziens. L'étude de la lutte anticoloniale du Frelimo en Zambézie aidera pour sa part, non seulement à dissiper certaines idées préconçues telles que « la lutte anticoloniale a échoué parce que les Zambéziens ne voulaient pas se battre » ; elle offre aussi des éléments pour comprendre la méfiance et l'hostilité du Frelimo envers les populations locales.

La troisième et dernière partie, a deux objectifs essentiels. Le premier consiste à analyser les rapports entre les Zambéziens et le Frelimo lors des premières années de l'indépendance. En inscrivant l'identité politique zambézienne dans la longue durée, le second objectif est de montrer comment s'affirme aujourd'hui ce « zambézianisme » et comment il est récupéré et instrumentalisé par des hommes politiques avides de victoires politiques. On analysera alors, les moyens employés par le Frelimo pour combattre le soi-disant « élitisme » et « racisme » des Zambéziens. On analysera aussi la réponse zambézienne à cette marginalisation et à cet ostracisme du Frelimo.

Première Partie -

Les fondements et les origines de la société métisse et créole zambézienne

Les voyages de Pêro de Covilhã (1489) et de Vasco da Gama (1498) en Afrique Orientale marquent, selon les historiens, le début de l'aventure portugaise dans cette partie du continent africain. À cette époque, le but du Portugal n'était pas de coloniser, mais simplement de trouver le chemin pour arriver en Inde¹. Les rumeurs de la présence de l'or et de l'argent dans la vallée du Zambèze allaient changer le cours des événements. Ce fut dans ce contexte que les Portugais établirent leurs premiers comptoirs à Sofala (1505), à Moçambique (1507-1508) et à Quelimane (1544) et commencèrent à organiser plusieurs expéditions afin de trouver les dits minerais. Ils ne les trouvèrent pas, et les expéditions s'arrêtèrent en 1622. Néanmoins, si les minerais étaient un mirage, ces expéditions se révélèrent d'importants instruments de la conquête de la région de la vallée du Zambèze, car elles permirent notamment l'établissement des capitaineries et la première vague colonisateurs.

La course à l'or avait mené dans la vallée du Zambèze des *degradados* (déportés), des aventuriers, des fuyards des vaisseaux de la Couronne ou de l'Inde et des rescapés des naufrages, qui obtenaient des terres soit par des alliances avec les chefs locaux, soit par la force ou en en profitant des clivages entre chefferies ou clans locaux. Ces arrivages hétéroclites constituèrent l'essentiel de ceux qui allaient par la suite composer le *senhorio* (seigneurie) de la Zambézie².

¹ J. CAPELA, *Donas, senhores, ..., op. cit.*, p. 24.

² J. CAPELA, *O escravismo colonial em Moçambique*, Porto, Afrontamento, 1993, p. 11-12. Voir également M. NEWITT, *Portuguese settlement...*, *op. cit.*, pp. 36-38 et pp. 142-145.

Mais cohabitaient également des gens provenant de familles nobles, même s'ils n'étaient pas en grand nombre³. Ce fut à partir de ce type d'entreprises, que peu à peu allait naître une institution qui allait non seulement dominer la vie de la Zambézie pendant quatre siècles, mais aussi la façonner durablement : le système des *prazos*, concession de terres pour trois générations⁴ avec obligation d'héritage par la lignée féminine. C'est le système des *prazos* qui est à l'origine de la société métisse et créole zambézienne, dont il est question dans ce travail⁵. En traitant de la question des *prazos* au premier chapitre, de l'évolution politique, administrative économique et sociale de la Zambézie au second chapitre, on pose les bases fondamentales pour la compréhension de l'identité politique (voire régionale) de cette région.

³ *Ibidem*.

⁴ Le mot *Prazo* signifie « délai » en portugais. Le « *prazo* » désignait au départ le « délai » des trois générations de la concession. Par métonymie, il a ensuite désigné la concession elle-même. Le concessionnaire fut le *prazeiro*. La coutume des *prazos* vient de la Reconquête portugaise, utilisée pour repeupler les régions vidées par la guerre civile entre chrétiens et musulmans. Elle a aussi été utilisée, avec des différences, au Brésil sous le nom de *sesmarias*.

⁵ Toutes les citations, en français, de sources de langue portugaise, ont été traduites par moi.

Chapitre I - Les *Prazos da Coroa*

La compréhension de la société métisse et créole zambéziennes passe par celle du système des *prazos*, une institution qui l'a modelée politiquement, économiquement et socialement.

Les origines, les fondements de ce système ainsi que le but sous-jacent assigné par la Couronne portugaise à cette institution seront présentés en premier lieu. Puis la « zambézianisation » (ou l'« africanisation » selon le mot de A. Isaacman¹) des *prazos* – une institution portugaise, censée être un instrument de colonisation – sera analysée en suite.

Le « deuxième régime des *prazos* » pour reprendre l'expression de António Rita-Ferreira² permettra de voir les compagnies, censées engendrer un développement, reproduire d'une grande partie des caractéristiques de l'ancien régime qu'elles allaient reproduire au cours des premières années. On évoquera les *prazos* pendant les dernières années de la monarchie et pendant la Première République ainsi que le sort de *prazos* et des travailleurs africains en Zambézie pendant l'*Estado Novo*.

1. La société *prazeira*

La société *prazeira* était composée des propriétaires de *prazos* désignés comme *enfiteutas* (emphytéotes, titulaires de baux emphytéotiques), *prazeiros*, *muzungos* ou seigneurs. Ces *prazeiros* étaient aussi bien des hommes que des femmes. Ces dernières à l'instar des femmes de la noblesse portugaise étaient plus connues sous le mot portugais *Dona* (s). Il y avait les *colonos* (colons), populations africaines théoriquement libres travaillant dans l'agriculture et qui devaient payer le *mussoco* (impôt de capitation) au *prazeiro*. Enfin, il y avait les *achikundas* ou soldats-esclaves, dont la principale tâche était de défendre le *prazeiro* (on y reviendra).

¹ A. ISAACMAN, *Mozambique. The Africanization of a European institution. The Zambezi Prazos 1750-1902*, Londres, Madison: University of Wisconsin Press, 1972.

² A. RITA-FERREIRA, « Breve nota sobre o segundo regime de *prazos* da Zambézia », in *Memoriam do vice-Almirante A. Teixeira da Mota*, Lisbonne, Academia Militar, Instituto de Investigação Tropical, 1989, vol. II.

A. Les *prazos* : genèse, essence et fonctionnement

Selon Ernesto de Vilhena, lorsque les Portugais pénétrèrent à l'intérieur des territoires que, aujourd'hui, constituaient le Mozambique, ils y trouvèrent des structures politiques et sociales de « type féodal », similaires aux leurs, même si ces structures étaient déjà en décomposition. Il s'agissait du cas de l'Empire Marave au Nord du Zimbabwe, de l'Empire du Monomotapa au Sud, où prévalaient des rapports de type essentiellement seigneurial entre vassaux et suzerains³.

Selon le même témoin, le Portugais devant cette réalité :

« S' établit sur cette terre sans l'idée de la quitter un jour, en appréciant et en cohabitant facilement avec la femme indigène, parlant la langue locale au fil du temps ; ayant adopté les us et coutumes *cafres* et beaucoup de leurs superstitions ; et ayant en commun des instincts et des tendances, parce que les deux sont irrévérents, aventuriers, amis de la guerre et ambitieux du pouvoir ; le Portugais qui a commencé par être propriétaire de petits domaines et de quelques esclaves, attaque ses voisins, les soumet et les dépouille de leurs terres ; et au bout de très peu de temps, avec son pouvoir et ses ressources accrus grâce aux terres conquises, il s'installe sur ces terres, en parfaite adaptation avec le milieu, comme un vrai chef *cafre*, exerçant les mêmes droits que ceux-ci avaient. »⁴

Lorsque la Couronne commença à donner des titres pour les terres, leurs propriétaires portugais préférèrent alors céder officiellement à la Couronne ces territoires conquis à titre privé dans la période antérieure soit par des alliances, soit par la force voire même par l'astuce, pour en confirmer ainsi la possession juridique et les garantir, de ce fait, à leurs descendants.

De là naquit le cadre juridique du régime de *prazos*. En fait, comme le disent si bien plusieurs auteurs⁵, le *prazo* était une catégorie juridique née de la reconnaissance, par l'État de l'autorité et des droits des seigneurs sur les terres – seigneurs les possédaient de fait depuis très longtemps. La colonisation avançait ainsi au gré de l'officialisation des conquêtes privées.

On l'a vu, l'expression *prazo* correspond en français à l'expression « délai ». Ainsi, le régime de *prazos da Coroa* correspondait à la concession de terres par la Couronne portugaise aux

³ E. de VILHENA, *Regime dos Prazos. Relatório apresentado ao Conselho Colonial, em julho de 1915, pelo vogal representante da provincia de Moçambique*, Lisbonne, Imprensa Nacional, 1916, p. 17-18.

⁴ *Ibidem*, p. 18.

⁵ E. de VILHENA, *Regime dos Prazos...*, *op. cit.*, p. 18-19. J. CAPELA, *Donas, senhores...*, *op. cit.*, p. 19-20. A. LOBATO, *Evolução Administrativa ...*, *op. cit.*, p. 171-174.

Portugais pour le délai de trois générations dans la vallée du Zambèze. Il s'agissait d'un bail emphytéotique concédé par le roi à ses vassaux. Le privilège dans la concession était donné aux filles orphelines ou aux veuves des anciens vassaux du roi comme récompense pour leurs bons services. Dans le cas de l'absence de filles ou de veuves, et uniquement dans ce cas, ils pouvaient être attribués aux fils. Ces filles étaient obligées de se marier avec des Portugais. Une concession attribuée en 1800 à Maria Francisca Xavier de Sousa e Figueiredo par le gouverneur et lieutenant-général de Rios de Senna, Jeronimo Pereira est un exemple de ce type de bail :

« J'inclus dans la présente note adressé à Votre Excellence, la proposition et la nomination de la terre de Massangano, *prazo* de la Couronne, à la personne de *Dona Maria Francisca Xavier* de Sousa e Figueiredo, fille mineure de Francisco Xavier de Miranda et de *Dona Francisca Bárbara* de Figueiredo, non seulement pour le mérite de son père, qui a servi Votre Majesté dans cette ville comme intendant [feitor], mais également en hommage à ses grands-parents, qui ont aussi servi notre souveraineté...»⁶

Pour A. Lobato, le système des *prazos* mozambicains, était une combinaison du système de *sesmarias* pratiqués par la Couronne depuis la Reconquista (Reconquête), et au Brésil, et du système de dons nuptiaux pratiqué en Inde⁷.

Le système d'*aforamento* (concessions) en Inde apparaît lorsque le Roi, soucieux de l'avenir des familles dont l'homme était mort au service de la Couronne, décida de leur concéder un soutien économique et social. Pour cela, la Couronne envoyait ses filles ou ses veuves en Inde pour s'y marier avec des Portugais du Royaume (c'est-à-dire venus de métropole) ou des Portugais de Goa. En contrepartie, le Roi accordait à leurs maris des dons nuptiaux. Ses dons pouvaient être, selon A. Lobato, une charge de greffier, de feitor (régisseur/intendant), de capitaine de forteresse, une licence des voyages de commerce ou des terres, entre autres. Le Vice-roi donnait comme cadeau de mariage en bail emphytéotique pour trois générations, un, deux ou plusieurs villages (*aldeias*)⁸. Le but était d'attirer la population européenne dans la vallée du Zambèze. Chaque famille devait posséder un *prazo* et pas plus.

⁶Cartas do governador e tenente general dos Rios de Sena, Jerónimo Pereira, ao governador e capitão-general, no ano de 1800, « Inventário do fundo do século XVIII- Arquivo Histórico de Moçambique. (continuação do n° 82), sumario e transcrições », Moçambique n° 83, *Documentário Trimestral*, 1955, pp. 55-68, p. 56.

⁷ A. LOBATO, *Colonização senhorial ...*, *op. cit.*, p. 107.

⁸ *Ibidem*, p. 107 -108.

G. Papagno a réfuté la thèse de A. Lobato, selon laquelle le système de *prazos* de la Zambézie, viendrait en partie du régime pratiqué en Inde. Selon lui, la clause de trois générations pratiquée dans les *prazos* de la Zambézie était une extension d'un type de contrat déjà en cours dans le droit portugais, et non l'application en Afrique Orientale d'une coutume existant dans l'État de l'Inde. De même, l'obligation de cultiver la terre semble plus lié au système de *sesmarias* (terrain inculte) déjà en vigueur en métropole depuis 1376, qu'aux coutumes qui étaient en vigueur en Inde, auxquels A. Lobato fait référence. De plus, les *prazos* de la Zambézie étaient proches du type de concessions utilisées par les Portugais au Brésil et dans les Îles de l'Atlantique. Pour G. Papagno :

« Les *prazos* sont assimilés [...] aux concessions déjà en vigueur dans les Îles de l'Atlantique et aux donataires brésiliens ; croire que le régime est un dérivé de celui pratiqué en Inde signifie confondre deux réalités hétérogènes. L'Inde était en effet une colonie exclusivement basée sur le commerce des épices, tandis que les Îles et le Brésil étaient des centres d'exploitation essentiellement miniers. »⁹

Quoi qu'il en soit, l'important ici est de montrer que la concession trigénérationnelle de terres a été une pratique délibérée en métropole, au Brésil, en Inde, et dans les Îles de l'Atlantique quelles soient les variations selon les régions du monde. En Zambézie, le système de *prazos* a pris des formes spéciales, comme par exemple l'héritage par la lignée féminine et l'obligation pour celle-ci d'épouser un Blanc de la Couronne (c'est-à-dire, en principe venant de métropole).

Cela était également fondé aussi sur l'idée que si un Portugais pourrait avoir des relations sexuelles avec une Africaine et provoquerait un danger de métissage, la femme portugaise, elle, n'en aura jamais avec des Africains. En rendant la succession matrilineaire, on protégeait donc ainsi la portugalité des *prazos*.

Le plus ancien *aforamento* (concession) dans la vallée du Zambèze date de 1609 et fut attribué au couvent de S. Domingos par D. Nuno Álvares Pereira¹⁰. Le délai couvrant l'octroi de l'*aforamento* indiquait « tant que dure le monde »¹¹. Malgré cet exemple précoce, ce ne fut qu'à

⁹ G. PAPAGNO, *Colonialismo e feudalismo...*, op. cit. p. 34.

¹⁰ A. LOBATO, *Evolução administrativa ...*, op. cit., p. 142.

¹¹ *Ibidem*.

partir de 1629, que les concessions de terres commencèrent à être systématiquement reconnues par la Couronne¹².

L'emphytéote avait plusieurs obligations, notamment celles de payer une rente (*foro*); de cultiver la terre ; d'habiter sur le *prazo*, de pratiquer l'agriculture; de créer et maintenir un corps d'hommes armés chargé de défendre la colonie, surnommés *achikundas* ; d'entretenir les forts de l'administration ; d'ouvrir des chemins et de lever l'impôt¹³. De même, aucun *prazeiro* ne devait posséder plus de deux *prazos* et selon une loi d'avril 1760, aucun *prazo* ne devrait dépasser plus de trois lieues. Quant aux droits, le *prazeiro* pouvait arrêter, juger, et condamner les *colonos* (populations indigènes vivant sous leur juridiction). L'emphytéote habitait dans l'*aringa*, c'est-à-dire un camp fortifié, protégé par son corps d'esclaves armés.

Les prazos et l'infraction à la loi

Mais la plupart de ces dispositifs légaux n'étaient pas respectés, ni par les emphytéotes ni par les autorités. Il était normal par exemple, de trouver des cas où les propriétaires des *prazos* n'y habitaient pas, habitant plutôt à l'étranger ou dans d'autres régions du Mozambique où ce régime n'était pas en vigueur. Vansconcelos e Cirne, premier gouverneur du district de Quelimane en 1817, attribua même la cause de la ruine et du soulèvement dans les *prazos* des Rios de Sena au non-respect de cette loi¹⁴. Il était normal également de trouver plusieurs *prazos* entre les mains d'un même seigneur. Par exemple en 1765, parmi les quinze *prazos* existants à Quelimane, cinq étaient entre les mains d'un même *prazeiro* et six autres dans les mains de trois *prazeiros*, chacun exploitant deux *prazos*¹⁵.

Les autorités franchirent également la ligne qu'elles mêmes avaient tracée. Plusieurs *prazos* furent concédés à des religieux, jésuites et dominicains qui allaient exercer despotiquement le *senhorio* comme les autres *muzungos*. Dans une lettre de Joaquim de Morais Rego datée du 27 mars 1800 adressée au capitaine-général, les autorités de Sena se plaignaient de l'interférence des dominicains dans la justice locale. Selon le gouvernement de Sena, ces religieux, qui étaient propriétaires du *prazo* Monga, s'octroyaient le privilège d'être des juges privés sur leurs terres, et

¹² J. CAPELA, *Donas, senhores,...*, *op. cit.*, p. 28.

¹³ R. PELISSIER, *Naissance du Mozambique...*, *op. cit.*, p. 55.; L. VAIL, L. WHITE, *Capitalism and...*, *op. cit.*, p. 8.

¹⁴ M. J. Mendes de Vansconcelos e CIRNE, *Mémoria sobre a província de Moçambique*, Maputo, Arquivo Histórico de Moçambique, pp. 53-54.

¹⁵ F. HOPPE, *A África Oriental portuguesa no tempo do Marques de Pombal: 1650-1777*, Lisbonne, Agência Geral do Ultramar, 1970, p. 44.

ne voulaient pas que les juges de l'État aient une juridiction sur leurs *colonos*¹⁶. Le gouverneur António Norberto de Barbosa Villas Boas Troão accusait en 1806 les dominicains d'exercer l'oppression, des extorsions et des violences sur les *colonos*. Selon lui, les dominicains étaient des propriétaires de terres pires que les autres emphytéotes et leurs terres paraissaient les moins cultivés¹⁷.

Les emphytéotes ne développèrent pas non plus l'agriculture comme le préconisait la loi des *prazos*. Ils se consacraient surtout à la collecte des impôts, au commerce de l'ivoire et à l'extraction de l'or. Pire encore, ils se mirent à vendre leurs *colonos* et leurs *achikundas* dans le cadre de l'extension de la traite. L'agriculture dans les *prazos* resta exclusivement indigène¹⁸. L'obligation exigée des orphelines portugaises de se marier avec des Portugais de la Couronne ne fut pas non plus respectée.

Les *prazos* du district de Quelimane

Selon M. Newitt, les *prazos* de l'ancien district de Quelimane furent probablement créés par Dona Maria da Guerra à la fin du XVII^e siècle¹⁹. Tout le district de Quelimane se trouvait divisé en *prazos*, à l'exception de la Maganja da Costa qui incluait la région de Mocuba, soumise en 1896, de l'Alto-Molocué et du Baixo-Molocué (actuelle Pebane), conquises à partir de 1906 (plus exactement, la partie nord et nord-est de la rivière Licungo) et de la ville de Quelimane. Une liste dressée par F. Bordalo, au milieu du XIX^e siècle indiquait l'existence dans tout le district de Quelimane des *prazos* suivants :

¹⁶ Inventário do fundo do século XVIII- Arquivo Histórico de Moçambique (continuação do n° 87), sumário e transcrições, Moçambique n° 88, *Documentário Trimestral*, Lourenço Marques, Imprensa Nacional, 1956.

¹⁷ « Relatórios, memórias e outros documentos. Extracto do plano para um regimento ou nova constituição economica e politica da capitania de Rios de Sena, com todas as observações e informações necessárias para o referido fim, organizado pelo governador da mesma colonia, António Norberto de Barbosa Villas Boas Troão no anno de 1806, datado de 20 de Maio em Tete », *Regimen dos prazos da Coroa*, Lisbonne, Imprensa Nacional, pp. 169-173.

¹⁸ A. LOBATO, *Evolução administrativa ...*, *op. cit.*, p. 187-189.

¹⁹ M. Newitt, *Portuguese settlement...*, *op. cit.*, p. 87.

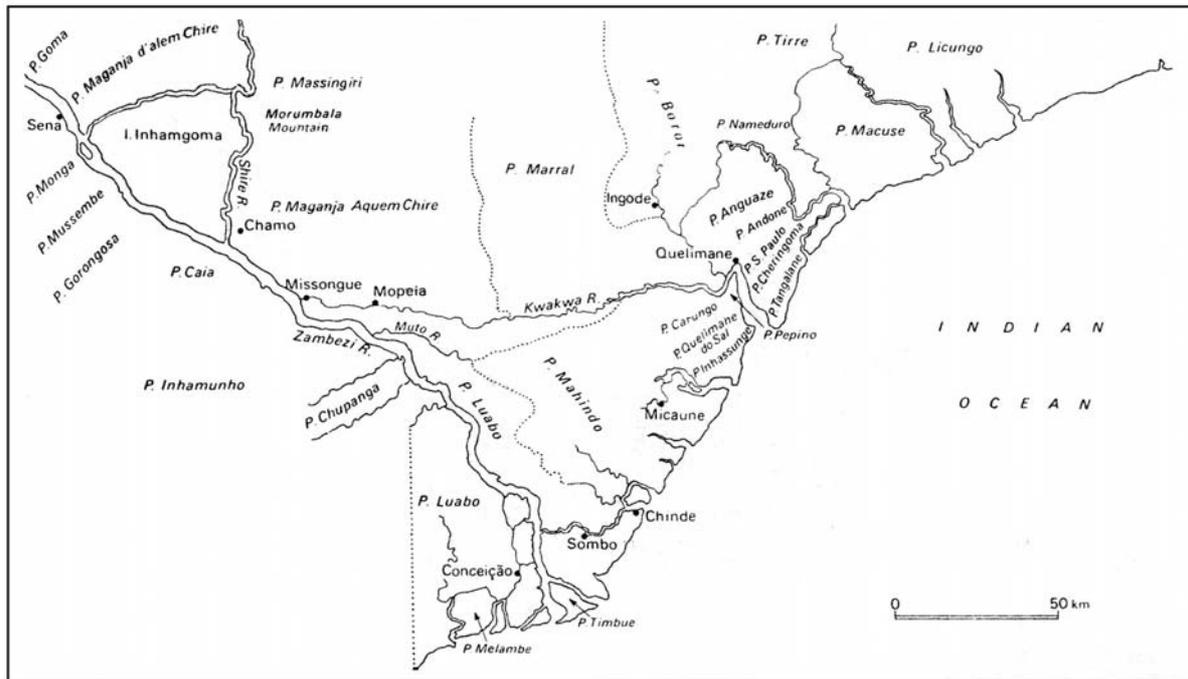
Document n°3. Liste des *prazos* et des *prazeiros* existants en Zambézie (district de Quelimane) au XIX^e²⁰

<i>Prazos</i>	Propriétaires/ <i>Prazeiros</i>	<i>Colonos</i>	Esclaves
Macuze	D. Anna Rita Ferreira Nobre	240	180
Manongane	D. Barbara de Sousa e Brito	180	60
Boror	Bernardino Portugal da Graça	150	20
Andoune et Quisungo Pequeno	D. Maria Liodora Ayres de Saldanha	100	50
Quelimane do Sal	D. Theodora Temporário de Matos	100	30
Tangalane	D. Rosaura Angelica Rodrigues	10	30
Mirrambone	D Mariana de Sousa e Vanscocellos	503	200
Anguaze	D. Leopoldina Gonçalves Correia Pinto	150	450
Mahindo	Augusto Pires Gonçalves	350	450
Licungo	D. Gertrudes Maria dos Prazeres	-	-
Inhassunge	António José da Cruz Coimbra	245	309
Tirre	Hypolito José de Mello	-	-
Cheringoma	Amaro Francisco de Menezes Soares	70	50
Marral	D. Antonia Rosa Saramago	-	-
Carungo	D. Anna Feliciano Cardozo da Gama	-	-
Pepino	D. Francisca Rodrigues de Mello	-	-

Source : F. M. BORDALO, *Ensaio sobre a estatística das possessões portuguezas na África Oriental, na Ásia Occidental, na China e na Oceania*, Lisbonne, Imprensa Nacional, 1859, pp. 249-252.

Parmi ces propriétaires de *prazos*, seulement dix résidaient à Quelimane ; quatre habitaient à Ilha de Moçambique et les deux restants habitaient à Goa malgré la violation de la loi. Quant au sexe des propriétaires, la plupart d'entre eux (onze), étaient des femmes. Le *Prazo* Licungo avait été envahi par les *cafres* et abandonné par son propriétaire.

²⁰ Les chiffres donnés par F. M. BORDALO étaient évidemment fantaisistes : le nombre de colons et d'esclaves était bien très supérieure à cela, mais faute de mieux, on se contentera de cela..



Source : L. Vail, L. White, *Capitalism and colonialism in Mozambique : a study of Quelimane district*, Londres : Heinemann , 1980.

B. L'acculturation des *muzungos* ou la « zambézianisation » de *prazos*

L'attention doit être portée sur la question de l'acculturation des *prazeiros*. Cette question est très importante pour comprendre les types de rapports qui se sont établis entre les populations locales et les étrangers. Elle permet d'examiner les rapports entre les seigneurs de *prazos* et la Couronne portugaise. Enfin, elle est utile pour appréhender les rapports entre l'élite assimilée et créole zambézienne et le Frelimo après l'indépendance.

Qu'est-ce que l'acculturation ?

On part de la conception de l'acculturation donnée par Roger Bastide. Selon cet auteur et citant la célèbre étude de Redfield, Linton et Herskovits²¹ :

« L'acculturation est un ensemble des phénomènes qui résultent de ce que des groupes d'individus de cultures différentes entrent en contact continu et direct et des changements qui se produisent dans les patrons (pattern) culturels originaux de l'un ou des deux groupes... »²².

²¹ R. REDFIELD, R. LINTON, M. HERSKOVITS, « Mémoire pour l'étude de l'acculturation », in R. BASTIDE, *initiation aux recherches sur les interprétations de civilisations*, St. Paul de Fourques, Bastidiana, 1998.

²² R. BASTIDE, *Anthropologie appliquée*, Paris, Stock, 1988, p. 46-47.

Selon Bastide, cette définition suppose aussi la distinction entre l'acculturation, le changement culturel et l'assimilation : le changement culturel, qui n'est qu'un des aspects de l'acculturation, tandis que l'assimilation, qui n'est qu'un des ses phases. L'acculturation est aussi différente de la diffusion, « qui bien que se produisant dans tous les cas d'acculturation, est un phénomène qui a sa place fréquemment sans qu'il y ait de contacts entre les groupes culturels et qui, de plus, constitue seulement un aspect de l'acculturation »²³ Une autre différence entre ces deux concepts tient au fait que « la diffusion porte sur la constatation d'un transfert qui est "terminé" alors que l'acculturation porte sur le changement en train de se faire »²⁴.

Il faut aussi selon Bastide, distinguer l'acculturation de l'endoculturation :

« L'endoculturation se situe au cours des premières années de vie ; elle consiste dans la transmission de culture, des adultes à la génération que lui succède. L'acculturation, au contraire, touche les adultes déjà endocultivés par leurs parents... »²⁵.

De même selon lui, il faut distinguer l'acculturation qui est un processus essentiellement culturel, de l'intégration, un processus éminemment sociologique²⁶.

Des *prazos* en manque d'Européens

Le but du Portugal en légalisant les terres, et en établissant la succession de l'héritage obligatoirement par la lignée féminine était sans doute de peupler la colonie avec des Portugais. Mais paradoxalement, la région des Rios de Sena n'allait pas beaucoup les attirer. Essayant de résoudre ce problème en 1635, le Roi ordonna l'envoi de deux cents soldats et de deux cents couples avec leurs familles dans la région de Rios. Selon le Roi, les couples devaient être des ouvriers, et des cultivateurs pour développer l'agriculture. Les soldats devaient garder les ports et les couples produire des « colonies de peuplement », car la colonie se trouvait en difficulté²⁷.

Les réticences des Portugais de la Couronne à s'installer dans la vallée du Zambèze demeurèrent. Confronté à cette situation et désespéré, le Roi en 1652 suggéra l'envoi de criminels de l'Inde.

²³ *Ibidem.*

²⁴ *Ibidem.*

²⁵ *Ibidem.*

²⁶ *Ibidem.*

²⁷ M. NEWITT, *Portuguese settlement...*, *op. cit.*, p. 62.

Cette situation perdura et au début du XVIII^e siècle, il ne restait pratiquement aucun *prazeiro* d'origine européenne. Les Indiens étaient devenus beaucoup plus importants. Parmi tous les *prazeiros* influents lors des guerres de Zambézie, seul João Bonifacio Alves da Silva, était connu comme ayant des ancêtres Européens²⁸.

À la fin du XIX^e siècle, Manuel Joaquim Mendes de Vasconcelos e Cirne affirmait que la colonie se trouvait dans un triste état, puisqu'il n'y avait « pas de population » (portugaise). À cause de ceci, la colonie ne pouvait prospérer²⁹. Il suggérait l'envoi immédiat d'environ 600 hommes et 60 femmes portugais dans la région des Rios de Sena. Ce groupe devait selon lui, être composé d'hommes de différents métiers : peintres, forgerons et charpentiers. Ces hommes devaient se marier avec les femmes du Royaume (veuves, orphelines, célibataires) riches qui se trouvaient dans la région. Les femmes également devaient se marier avec les Portugais qui se trouvaient à Rios de Sena³⁰.

Pour cela, une publication d'offres devait se faire à Lisbonne, Figueira, Aveiro, Porto, Viana, Lagos et Tavira, avec des promesses de primes pour toutes les familles et personnes de tous genre, même les déserteurs ou criminels, voulant aller dans la région des Rios de Sena³¹.

Le Portugal ne réussit jamais à faire venir un nombre considérable d'Européens aux Rios de Sena et même le nombre d'indiens qui y vinrent n'était satisfaisant. De plus, peu ou très peu des Portugais ou des Goanais partis s'installer en Zambézie y avaient amené leurs femmes. Ils ont donc « côtoyé » les femmes locales. Ce mélange entre Portugais et femmes locales, à l'instar de ce qui se passait au même moment avec les Français à Saint-Louis au Sénégal, dès la seconde moitié du XVII^e siècle, créa une société métisse, non pas simplement pour une nécessité sexuelle, mais comme une condition de survie pour les premiers, dans un environnement extrêmement hostile et solitaire³².

Ce fut donc l'échec d'une colonisation de peuplement en Zambézie qui allait amener à la « zambézianisation » des *prazos*. La « zambézianisation », signifiait que la quasi-totalité des *prazos*

²⁸ M. NEWITT, *The Portugese Muzungos and the Zambesi Wars*, in Institute of Commonwealth Studies: the societies of Southern Africa in the 19th centuries, Londres, University of London, 1973, Vol. IV, p. 19 (Collected Seminar papers no. 17).

²⁹ M. J. M de Vasconcelos e CIRNE, *Mémoria sobre a provincia...*, *op. cit.*, p. 48-51.

³⁰ *Ibidem*.

³¹ *Ibidem*.

³² Sur les Français à Saint-Louis, voir J-P. BIONDI, *Saint-Louis du Sénégal. Mémoires d'un métissage*, Paris, Denoël, 1987 ; R. BONNARDEL, *Saint-Louis du Sénégal : mort ou naissance ?*, Paris, L'Harmattan, 1992.

étaient désormais détenus par des Zambéziens descendants d'Européens, d'Africains ou de Goanais. Cette « zambézianisation » est devenue la caractéristique dominante dans les *prazos* au long du XIX^e siècle.

Le mot muzungo, un signe de la « zambézianisation » des prazos

La diversité des connotations apportées au mot *muzungo* au cours de la présence portugaise dans la vallée du Zambézie, est un des aspects qui montre la « zambézianisation » des *prazos* ou mieux l'acculturation des seigneurs. En effet, le mot désignait au départ les Blancs propriétaires de *prazos* dans la vallée du Zambéze, ayant donc une connotation ethno-culturelle, qui au fil de temps, allait subir de profonds changements sociologiques, comme l'explique par exemple G. Papagno :

« Jusqu'au XVIII^e, le mot *muzungo* désignait seulement l'homme Blanc, mais progressivement il désigna aussi les métis et les assimilés africains habitant dans la région. Le mot *muzungo* a fini par avoir une connotation socio-économique, c'est-à-dire désignant tous les hommes puissants, propriétaires de terres et d'esclaves et qui pouvaient vivre sans travailler, indépendamment de la race. »³³

Azevedo Coutinho, ancien Gouverneur de la Zambézie et connaisseur du monde zambézien du XIX^e siècle montre aussi le sens sociologique du mot *muzungo*. Selon lui, ce mot pouvait désigner n'importe quelle personne indépendamment de la couleur de peau, du moment que cette personne avait un certain pouvoir :

« Je connaissais bien également plusieurs autres *muzungos* mulâtres ou Noirs distingués, certains avec un semblant d'éducation. Parmi eux, je dois citer le célèbre Mariano de Nazaré, et Caetaninho. Je pense que ce nom vient de Caetano Pereira. Le premier, un homme très grand, très clair est un parent de l'encore célèbre Aurélio, proche de la famille João Bonifacio da Silva, le conquérant d'Angoche. Caetaninho, noir distingué, était également concessionnaire d'un petit *prazo*, celui d'Inhassunge. »³⁴

Cette acception du mot *muzungo* est confirmée M. Newitt :

« Pour la population africaine, toute la communauté portugaise était désignée par le nom *muzungo*, nom qui était également utilisé pour désigner les Africains qui vivaient et s'habillaient

³³ G. PAPAGNO, *Colonialismo e feudalismo...*, op. cit., p. 40-41.

³⁴ J. de Azevedo COUTINHO, *Mémorias de um velho marinheiro e soldado em África*, Lisbonne, Livraria Bertrand, 1941, p. 414-415.

comme les Européens et étaient acceptés dans la communauté des Européens. Au dix-neuvième siècle, le mot *muzungo* était utilisé aussi dans le sens inverse pour désigner tous les hommes d'origine non-africaine qui s'étaient établis en Zambézie et avaient adopté les coutumes européennes. »³⁵

Par exemple, le métis José Roldão, futur président de l'Association Africaine de Zambézie (AAZ), créée en 1931 et qui se prétendait représentante des autochtones de cette région, était connu sous l'appellation de *Muzungo* Roldão, car il servait d'intermédiaire entre ceux-ci et le gouvernement³⁶. Le mot *muzungo* est ainsi peu ou prou l'équivalent du mot ouolof toubab, qui signifie « homme puissant et riche », indépendamment de sa couleur de peau.

L'adoption des us et coutumes locaux

Les emphytéotes étaient plongés dans la culture des peuples locaux. Ils adoptèrent la langue et la culture locale et devinrent de plus en plus africanisés. Cette subversion culturelle des Portugais se traduisit, par exemple, dans l'adoption de noms de populations locales, de leurs us et coutumes, en une africanisation croissante.

Tel est le cas des deux de principales dynasties de *prazeiros* zambéziens, les Perreira de Makanga et les Cruz de Massangano. Chez les Perreira, Gonçalo Caetano Perreira adopta le nom de Chamatowa ou Dombo-Dombo (celui qui fait trembler). Pedro Gonçalo Perreira, un de ses fils, s'appellera Choutama. Et le fils de ce dernier, qui avait le même prénom que son père, prit aussi un nom africain, Chissaka ; qui à son tour fut remplacé par son fils, connu sous le nom de Chikuacha.

Dans la dynastie des Cruz, José Joaquim José da Cruz adopta le nom de Nhaude (la toile d'araignée, ou la terreur). Son fils António Vicente da Cruz devient Bonga (le chat sauvage). Les autres souverains de Massangano n'ont pas dérogé à la règle et allaient porter aussi des noms africains³⁷.

La croyance et la vénération des esprits des ancêtres, la polygamie, la sorcellerie et autres types de coutumes et rites pratiqués par les populations locales, faisaient partie du quotidien des *muzungos*. Par exemple en 1771, l'Inquisition de la Goa dut interdire entre autres, la pratique

³⁵ M. NEWITT, *Portuguese settlement...*, *op. cit.*, p. 141.

³⁶ *A cõpra na economia geral da colônia de Moçambique*, Braga, Livraria Cruz, 1950.

³⁷ Sur les noms africains de la dynastie de Cruz de Massangano voir A. de CASTILHO, *Relatório da guerra na Zambézia em 1888*, Lisbonne, Imprensa Nacional, 1891, pp. 39-41.

du *muhave*. Le *muhave* était un système local d'ordalie, par laquelle l'accusé devrait prouver son innocence, en échappant à la mort après avoir bu cette potion mortelle. Il acquérait ainsi le droit de disposer des vies, des biens et des personnes appartenant à l'accusateur. Selon A. Lobato, à la fin du XVIIIe siècle, le Frère António da Conceição, pointait le *muhave* comme la principale cause du dépeuplement des Rios, car les *muzungos*, pour régler leurs problèmes le pratiquaient, exactement comme les populations locales³⁸.

Selon A. Isaacman & B. Isaacman, la principale raison de la guerre entre les Cruz et les Perreira en 1850-1851, fut la conviction de Bonga que son père avait été tué par des attaques en sorcellerie pratiquées pour des messagers des Cruz³⁹. Bonga est décrit comme ayant la peau très noire et parlant très mal le portugais.

L'exemple le plus marquant de la polygamie est celui de Cipriano Caetano Perreira (Kankuni ou Saca-Saca), de Makanga, qui selon R. Pélissier appartenait à la cinquième ou sixième génération des Perreira de Makanga. Selon R. Pélissier, Kankuni avait 300 femmes⁴⁰.

L'un de textes les plus connus sur le mode de vie et sur la conversion culturelle des Portugais dans la vallée du Zambèze, est celui d'António Pinto de Miranda. Il date de 1763. Ce texte dresse un portrait typique du *muzungo* zambézien, homme ou femme, blanc ou noir, originaire ou descendant de Goa. Selon lui, les Portugais vivaient ici d'une façon encore pire que les autochtones, ils connaissaient la langue et les coutumes locales et n'observaient jamais la loi du Christ ; ils mangeaient et buvaient de la même façon que les autochtones et la plupart d'entre eux étaient circoncis⁴¹.

L'aspect noble et aristocratique du seigneur zambézien est également décrypté par António Pinto de Miranda⁴². Selon lui, les Européens qui habitaient les Rios de Sena vivaient d'une façon aristocratique et méprisaient le travail. Presque tous descendaient de filiations illustres et nobles. Ils se mariaient avec des femmes locales et d'autres descendants de Goa. Malgré le fait que les femmes avec lesquelles ils se mariaient étaient toutes propriétaires de terres, ils ne la

³⁸ A. LOBATO, *Evolução administrativa...*, *op. cit.*, p. 122; F. M. BORDALO, *Ensaio sobre a estatística...*, *op. cit.*,

³⁹ A. ISAACMAN, B. ISAACMAN, « Os *prazeiros* como trans-raianos : um estudo sobre a transformação social e cultural »,..., *op. cit.*, p. 24.

⁴⁰ R. PELISSIER, *Naissance de Mozambique...*, *op. cit.*, pp. 350-351.

⁴¹ A. Pinto de MIRANDA, « Memória sobre a costa de Africa », *Relações de Moçambique setecentista*, Lisbonne, Agência Geral do Ultramar, 1955, p. 250.

⁴² Le caractère noble du *muzungo* zambézien, fut également très étudié par José Capela, dans son livre *Donas, senhoras e escravos*, longuement cité dans ce travail.

cultivaient pas. Comme leurs femmes, ils ne pratiquaient plus le christianisme, raison pour laquelle leurs enfants ne le pratiquaient pas non plus et donc ceux-ci grandissaient avec de « mauvaises habitudes ». Ne se contentant pas de leurs épouses, ils étaient infidèles. Ils se servaient de cent femmes esclaves (ou plus) pour satisfaire leurs caprices sexuels. Ils s'adonnaient aux jeux de telle façon que certains en furent ruinés et ils se déplaçaient toujours en *maxila* (chaise à porteur), même pour de faibles distances⁴³.

Francisco Maria Bordalo montre aussi l'acculturation des Portugais en Zambézie. Dans son étude qui date du milieu du XIXe, il montre que les Européens qui s'étaient établis en Afrique Orientale, principalement ceux du sertão (brousse), au lieu de dissuader les *cafres* de leurs grossières superstitions, les adoptaient eux-mêmes et les amplifiaient ; de ce fait, il y avait des petits-enfants de Portugais qui vivaient là-bas absolument comme des sauvages⁴⁴. À la fin du XIXe siècle, à cause de ce profond métissage, la distinction entre les populations locales et les *muzungos* était difficile, car ces derniers étaient aussi noirs. À la fin du XIXe siècle, à cause de ce profond métissage, la distinction entre les populations locales et les *muzungos* était difficile, puisque ces derniers étaient aussi noirs. Selon Édouard Foa, les *muzungos* se distinguaient des populations locales, uniquement par rapport à leur costume qui était un peu plus soigné⁴⁵. Et comme l'a déjà bien montré A. Isaacman, d'une institution européenne, le système de *prazos* était devenu une institution africaine. La « zambézianisation » des *prazeiros* fut un des facteurs qui amenèrent plusieurs d'entre eux à ne plus obéir aux lois de Lisbonne : refus de payer les impôts, persistance de la traite, etc. Cela allait évidemment aboutir aux conflits entre ces derniers et la Couronne.

La reculturation des muzungos provoquée par la décadence des prazos

Il faut souligner que si pendant une période d'environ trois siècles de colonisation les Portugais furent subvertis culturellement, la fin du premier régime de *prazos* (celui des emphytéotes) remplacé par celui des compagnies à la fin du XIXe, marqua un tournant. Le nombre d'Européens devint plus important et plus diversifiée. Des Français, des Suisses, des Allemands, etc., sont venus s'ajouter aux côtés des Portugais et des Goanais. Comme ces derniers, les premiers fréquentèrent aussi les femmes locales. Cette fois-ci, la société créole zambézienne fut

⁴³ A. Pinto de MIRANDA, « Memória sobre a costa de Africa »..., *op. cit.*

⁴⁴ F. M. BORDALO, *Ensaio sobre...*, *op. cit.*, p. 53.

⁴⁵ E. FOA, *Du Cap au lac Nyassa*, Paris, Plon, 1897, p. 285.

vaincue, marginalisée et acculturée par les Portugais. Les exemples ne manquent pas. Dans la région de la vallée du Zambèze presque tous les Africains non indigènes et même une partie des indigènes portent des noms portugais, les noms africains ayant quasiment disparu. Les Bonnet, les Ferrões, les Perreiras, les Ó da Silva, les Santana Afonso, les Roldão, Trindades, Lobos, Araújo, Britos, Cruz, Nazarés, Magnos, Ruas, etc., sont les noms désormais portés par les Zambéziens ; presque tous les Africains connaissent au moins un mot du portugais. Et comme le disait si bien Mouzinho de Albuquerque :

« Plus que tout autre, le district de la Zambézie a une histoire qui le lie à la nationalité portugaise. Un peu partout notre influence se fait sentir parmi les indigènes qui presque tous connaissent un ou autre mot dans notre langue. »⁴⁶

Un autre exemple fut donné par le gouverneur Eduardo do Couto Lupi à propos de ce qu'il appelait les « manies d'imitations » des Européens de part de la jeunesse de Quelimane en 1909 :

« ...À l'exception de quelques uns, les garçons formés dans les missions sont de véritables inadaptés à la vie locale. Ils s'habillent toute de suite avec des pantalons et costumes, mettent un chapeau de paille sur la tête, ils mettent sur le bras gauche une bandelette noire semblable à celle que nous mettons comme signe d'un grand deuil – et ils ne veulent pas autre chose sinon être des bureaucrates, préférant travailler pour l'État... »⁴⁷

Mais malgré ces « imitations » des Européens, ces jeunes se mariaient à la « mode du pays » et non à la « mode européenne ». Le gouverneur avait une explication à cela :

« Fait curieux qui contraste avec ces prétentions [de vouloir vivre à l'europpéenne] – ces *muzungos* ne veulent pas se marier à la mode des Blancs. Sans vouloir m'enorgueillir de savoir ce qui passe dans leurs mentalités, je pense qu'il y a un facteur économique derrière cette attitude. Les emplois qu'ils exercent sont très mal payés, leurs manies d'imitations et les tentations du milieu local absorbent leurs maigres salaires. »⁴⁸

Cette attitude de la jeunesse de Quelimane n'était pas étonnante car elle était éduquée de façon à inculquer les valeurs de la patrie portugaise comme le montre José Roldão, un Zambézien né et éduqué dans cet environnement :

⁴⁶ M. de ALBUQUERQUE, *Moçambique : 1896-1898*, Lisbonne, Manoel Gomes Editor, Livreiro de suas Magestades e Altezas, 1899, p. 203-204.

⁴⁷ E. do Couto Lupi, *Districto de Quelimane...*, *op.cit.*, p. 299.

⁴⁸ *Ibidem*.

« En décembre de cette fatidique année 1908, c'était l'anniversaire des mes huit ans. Lorsque j'arrivais à la maison, ma mère, noire, illettrée, mais parlant portugais, m'appela et m'a attaché sur la manche de la chemise, un brassard noir. Intrigué, je lui ai demandé pourquoi elle m'attachait ce brassard, pourquoi était-ce. Elle m'a expliqué : « tu est Portugais. Le prince D. Luís, roi du Portugal et son fils, dont tu avais fait connaissance avec leur suite, lorsqu'il est venu à la capitainerie (*Capitania*) et qu'il fut accompagné jusqu'à l'église où fut chanté le Te Deum, ont été assassinés. Nous sommes donc, en deuil ». J'en ai pas honte, je le confesse publiquement : j'ai pleuré. C'était comme ça à l'époque, l'époque des "*Donas*" de Zambézie, que les enfants étaient éduqués, on enseignait le devoir civique et on inculquait dans l'esprit de la jeunesse, l'amour à la Patrie. »⁴⁹

Cette jeunesse éduquée dans les missions locales, descendante des *prazeiros* ou d'autres notables liés au monde seigneurial allait former l'essentiel de l'élite zambézienne du XX^e siècle et entrer en conflit avec l'élite du Frelimo (on y reviendra).

C. Donas et Achikundas ou les autres acteurs dans les prazos zambéziens

On l'a déjà dit, dans le monde seigneurial zambézien il y avait aussi des femmes-*prazeiras* qui vivaient exactement comme les autres *prazeiros*. Il y avait aussi les *achikundas*, soit, les protecteurs du *muzungo* zambézien.

Les Donas dans le monde seigneurial zambézien

Les *Donas* font partie intégrante de la saga des *prazos* et de la société zambézienne. Selon José Capela, la *dona* zambézienne était par définition métisse, ce qui n'a pas empêché plus tard, l'inclusion de Noires ayant le même statut social⁵⁰. Cela s'explique essentiellement par le manque de femmes blanches en Zambézie. Les *Donas* étaient les descendantes de plusieurs métissages entre Blancs, Noirs et Indiens et avaient acquis une position prépondérante dans la société zambézienne grâce au système de *prazos*. Comme les autres *muzungos*, elles demeuraient propriétaires de grandes portions de terres et d'esclaves. Selon José Julio Roldão, d'après des témoignages oraux zambéziens, c'est *Dona Maria II* de Portugal, qui dans le cadre de la défense du métissage, avait attribué au XIX^e siècle le titre de *Dona*, aux femmes métisses du Conseil de Quelimane, leur octroyant les mêmes droits et devoirs qu'à la femme métropolitaine⁵¹.

⁴⁹ J. J. ROLDÃO, « No tempo das *Donas* », *Diário de Moçambique* (Beira) n°550, 6 mai 1966.

⁵⁰ J. CAPELA, *Donas, senhores, escravos,...*, *op. cit.*, p. 101.

⁵¹ J. J. ROLDÃO, « Ainda o problema da mestiçagem », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n°18, 1 décembre 1956.

En 1635, le Roi Filipe aurait envoyé des orphelines dans la région des Rios de Sena, car il avait entendu qu'il n'y avait pas assez de femmes, mais cela était un cas isolé. C'est à partir des années 1670 que la concession de terres aux femmes est devenue fréquente et ce n'est probablement qu'au XVIII^e siècle, que l'hérédité dans la succession de *prazos* a été restreinte à la lignée féminine⁵².

José Capela indique l'année 1648 comme date du plus ancien fait qui aboutit à la présence de *donas* dans la Vallée du Zambeze, lorsque, à Luabo, un prêtre jésuite aurait converti au christianisme une femme riche et propriétaire d'esclaves. Mais selon lui, ce n'est qu'au XVIII^e siècle que les *donas* s'établissent dans toute la Zambézie, lorsque les concessions des terres aux femmes ont commencé à être un fait coutumier⁵³.

La position dominante des *donas* dans les *prazos* de Zambézie s'explique évidemment par l'obligation de l'héritage de terres par la lignée féminine. Mais, elle s'expliquerait également par le cadre de l'organisation des sociétés africaines dans lesquelles évoluait ce système : malgré le fait que les Portugais venaient d'une société patriarcale, ils vivaient dans et gouvernaient des sociétés matriarcales⁵⁴.

Le mode de vie des *donas*, figures emblématiques du monde seigneurial zambézien, ne différait pas de celui des seigneurs. L'analyse de leur mode de vie est, comme celui des seigneurs, indispensable pour comprendre la formation de l'*ethos* zambézien. Les *donas* comme les autres *muzungos*, se faisaient remarquer par l'ostentation et le faste. Elles vivaient entourées de serviteurs de toute sorte, qui envahissaient leurs maisons, et la plupart du temps n'avaient pas grand-chose à faire. Ils étaient alors appelés « animaux de jardin » (boulangers, cuisiniers, serveurs, etc.) et étaient en général fils d'anciens d'esclaves⁵⁵.

Dans le cadre de ce mode de vie, elles organisaient de grandes fêtes pour tout et pour rien, lors desquelles elles dépensaient d'énormes fortunes. Ces fêtes somptueuses devinrent très importantes et s'ancrèrent dans les habitudes locales. F. Gavicho de Lacerda donne une description de ce qu'étaient ces fêtes :

⁵² M. NEWITT, *Portuguese settlement...*, *op. cit.*, p. 68

⁵³ J. CAPELA, *Donas, senhoras...*, *op. cit.*, p. 73-74.

⁵⁴ M. NEWITT, *História de Moçambique*, *op. cit.*, p. 214.

⁵⁵ F. Gavicho de LACERDA, *Figuras e episódios da Zambézia*, Lisbonne, Sociedade Nacional de Tipografia, 1929, p. 33.

« Dans ses fêtes toujours majestueuses et de grand faste, au-delà du vulgaire batuque [djembe, tambour], il y avait une danse appelé *mafue*, de caractère purement régional. Ces fêtes ont eu une grande importance et sont même passés dans la tradition; on y abattait des veaux, des dizaines de canards, des dindes ; aux invités d'élite étaient offerts toutes sortes de vins liquoreux et doux ; pour les indigènes, il y avait des boissons produites avec les produits locaux. Ces fêtes étaient organisées pour n'importe quel prétexte : un anniversaire, un mariage, etc. Les *donas* faisaient des fêtes extraordinaires, qui engendraient des frais considérables, non nécessaires et superflus. Elles recevaient les invités et les non-invités – tous étaient bien reçus. Elles étaient assises sur d'amples chaises, avec autour d'elles, accroupies au sol, sur de fines nattes de l'Inde, les *sinharas* et les *nhanhas* les plus intimes, comme si elles étaient leurs dames d'honneur. »⁵⁶

Toujours selon F. Gavicho de Lacerda, certaines d'entre elles dépensèrent toute leurs fortunes dans ces fêtes et ont fini dans la misère la plus totale. Ce fut le cas de *Dona Macacica* (ainsi appelé à cause de son infortune), qui avait hérité entre autres, de plusieurs *luanes* et quelques immeubles, qui lui permettaient de mener une vie tranquille⁵⁷. Son vrai nom était, selon José Capela, *Dona Francisca Josefa do Rosário*⁵⁸, fille d'un Européen et d'une Indienne. Elle s'était mariée avec João Bonifácio Alves da Silva, fils d'une des plus fameuses *donas* de Zambézie, *Dona Teodora Temporário de Matos*, et *muzungo* de la Maganja da Costa, qui avait créé un puissant groupe d'*achikundas* entrés dans l'histoire de la Zambézie⁵⁹.

La vie de faste menée par les *muzungos* frappa aussi Mouzinho de Albuquerque. Selon lui, à la fin du XIX^e siècle, il y avait à Quelimane une *dona* qui avant de dormir ordonnait à ses serviteurs de mettre sur sa couche des pièces d'or. Mais toujours selon lui, elle n'en devint pas moins pauvre dans sa vieillesse⁶⁰. S'agissait-il de la fameuse *Dona Macacica* ? L'hypothèse paraît plausible.

Le portrait des *donas* ne s'arrête pas là. Elles étaient connues aussi pour leur coquetterie. António Pinto de Miranda affirme de toutes les *donas* sans aucune exception, qu'elles soient européennes, filles de la terre ou originaires de Goa, qu'elles étaient insolentes et hautaines ; qu'elles possédaient des donations et des seigneuries ; que leurs seules occupations consistaient

⁵⁶ *Ibidem*, p. 62.

⁵⁷ *Ibidem*, p. 67.

⁵⁸ J. CAPELA, *Donas, senhoras...*, *op. cit.*, p. 97.

⁵⁹ F. G. de LACERDA, *Figuras e episódios...*, *op. cit.*, p. 61-62.

⁶⁰ M. de ALBUQUERQUE, *Moçambique...*, *op. cit.*, p. 205.

à être coquettes, et à avoir quarante à cinquante esclaves, voire même plus avec lesquelles elles s’amusaient en danses « peu sérieuses » et très dérangeantes⁶¹.

Elles étaient connues aussi pour leur beauté. Selon Gavicho de Lacerda, grâce à plusieurs métissages, les *donas* zambéziennes étaient tellement belles, qu’elles soulevèrent de fortes passions chez certains Européens⁶².

Donas, nhanhas, sinharas, lorsque le statut social rime avec la couleur de la peau

Le monde zambézien était stratifié. Toutes les femmes de bon statut social ne pouvaient mériter le titre de *dona*. Les *nhanhas*, les *sinharas* et les *donas* composaient les trois catégories. Selon Domingos Cardoso, fils métis d’une *Nhanha* :

« Les *nhanhas* n’avaient pas étudié mais dès qu’elles se mariaient avec quelqu’un de statut supérieur, elles étaient respectées. Elles s’appelaient *Nhanhas* non seulement si elles se mariaient avec des Blancs, mais aussi avec quelqu’un d’un certain niveau social, peu importe la couleur de peau. Les *nhanhas* étaient généralement noires mais d’un niveau social plus élevé par rapport aux autres Noires. Et les *Sinharas* étaient généralement métisses, presque analphabètes. Les *donas* étaient métisses ou Blanches mais d’une position sociale élevée et lettrées. »⁶³

Júlio Pedro Francisco également fils d’une *Nhanha*, confirme que les *nhanhas* étaient moins cultivées que les *sinharas*⁶⁴. Pour F. G. de Lacerda, *nhanhas* et *sinharas*, était la manière par laquelle l’on désignait généralement les mulâtres qui n’étaient pas des *donas*⁶⁵.

Toutefois le mot *sinharas* vient du portugais, *senhora*, prononcé à la zambézienne. Il est l’équivalent du mot *signares*, qui vient aussi du mot portugais *senhora* et qui désignait les femmes de Saint-Louis du Sénégal mariées ou en concubinage avec des Français. Mais à la différence du cas zambézien, où le mot *sinhara* désignait seulement les femmes métisses, à Saint-Louis, le mot *signare* désignait tant les femmes noires que les femmes métisses. Quant au mot *nhanha*, il est probablement un diminutif pour désigner les « petites dames » (*sinharinhas/sinhanhas*). Cela signifie que dans cette société zambézienne, pas toujours, mais

⁶¹ A. Pinto de MIRANDA, « Memória sobre a costa de Africa »..., *op. cit.*, p. 254.

⁶² *Ibidem*, p. 65.

⁶³ Entretien avec Domingos Cardoso, Maputo, 27 décembre 2005.

⁶⁴ Entretien avec Júlio Pedro Francisco, Quelimane, 6 décembre 2005.

⁶⁵ F. G. LACERDA, *Figuras e episódios ...*, *op. cit.*, 63.

souvent, le statut social et la couleur de peau allaient de pair. En d'autres termes, la couleur de la peau restait un marqueur social.

Les donas : des femmes très puissantes

Tout comme les autres *muzungos*, les *donas* participèrent à la traite servile. Par exemple, dans une liste datant de 1818 et contenant les noms d'exportateurs d'esclaves dans le port de Quelimane, José Capela constata l'existence de deux *donas* parmi les négriers. Il s'agit de *Dona Pascoa Maria de Almeida*, et de *Dona Rita Xavier Velasco*⁶⁶.

Elles se firent remarquer aussi pour avoir défié et dérangé les autorités portugaises. Un des cas les plus connus dans l'histoire de la Zambézie est celui de *Dona Ignez Gracias Cardozo*. Originaire de Goa, elle avait héritée de la maison de Lopo Sanchez, considérée comme la plus grande maison de Sena. Elle fut protagoniste d'une des plus choquantes histoires des *donas* en Zambézie au XVIII^e siècle, accusée d'atrocités et de désobéissance aux autorités locales, qui se montraient impuissantes⁶⁷.

Elle s'était mariée avec José Telles de Menezes, un noble qui avait servi la Couronne en Inde et dans plusieurs postes militaires. Il avait été également gouverneur de la ville de Macao avec le grade de capitaine-général. José Telles de Menezes avait ensuite décidé de s'établir dans la région de Rios. Après quelques années de mariage il y eut une rupture. C'est alors que *Dona Ignez Gracias Cardoso* allait dévoiler son caractère : elle ordonna à ses esclaves et serviteurs de quitter José Telles de Menezes et le renvoya de la maison. Celui-ci fit appel à plusieurs reprises aux autorités locales, mais *Dona Ignez Gracias Cardoso* les ignora toujours, jusqu'à ce que José Telles de Menezes en soit réduit à vivre comme un mendiant⁶⁸. Elle fut aussi accusée d'avoir tué certains *moradores* et d'avoir provoqué la fuite des religieux à Luabo⁶⁹.

D. Luiza Michaela da Cruz, sœur de Bonga du *prazo* Massangano et locataire du *Prazo* Goengue (Guengue), était perçue comme une des *muzungos* les plus cruelles de la Zambézie. Selon le gouverneur Augusto de Castilho, qui l'avait arrêté en 1874, D. Luiza Michaela da Cruz, à l'instar des autres emphytéotes de la Zambézie, « gouvernait avec le plus sanguinaire despotisme,

⁶⁶ J. CAPELA, *O tráfico de escravos nos portos de Moçambique*, Porto, Afrontamento, p. 152.

⁶⁷ F. M. e CASTRO, *Atrocidades cometidas na Zambézia*, *Arquivo das Colónias 1919* (Coimbra, Imprensa Nacional), IV(21), 1928.

⁶⁸ *Ibidem*.

⁶⁹ *Ibidem*.

les indigènes sur sa juridiction »⁷⁰. D. Luiza était par exemple, accusée d'avoir assassiné quatre-vingt personnes et d'avoir ordonné la construction derrière son *Prazo*, d'un petit lac infesté des crocodiles géants où elle jetait tous les individus accusés de vol, d'adultère, de sorcellerie, etc⁷¹.

Ces *donas* étaient tellement puissantes, que, lorsque Azevedo Coutinho marcha contre la Makanga, Dona Ana lui céda 500 hommes armés⁷².

Selon Azevedo Coutinho, qui réclamait le rôle de médiateur, les *donas*, les *sinharas* et les *nhanhas* demeuraient souvent à l'origine des intrigues entre les hommes qui passaient pour de simples marionnettes :

« Il y avait toujours des intrigues permanentes, du reste traditionnelles et bien connues en Zambézie, terre où les hommes jouets inconscients presque toujours, jouaient le rôle principal et ostensif dans les accrochages ou dans les cabales et haines. Mais la réalité est que souvent certaines *donas*, *sinharas* et *nhanhas* les embobinaient et utilisaient des processus osés et très subtils, voire dangereux quelques fois, pour assurer leur domination et leur possession sur les cœurs, les corps et les portefeuilles des Blancs et [...] aussi des Noirs. »⁷³

La permanence d'un modèle des « donas » après la fin du 1^{er} régime des prazos

La fin de l'ancien ou du premier régime des *prazos* en 1890, qui marqua la fin du pouvoir de *muzungos*, ne mit pas à cette façon particulière de penser et d'être zambézien. Les *donas* continuèrent d'exister, mais à la différence de la génération précédente, elles n'étaient plus propriétaires de terres ni d'esclaves, elles habitaient surtout la ville de Quelimane et certaines d'entre elles, savaient lire et écrire le portugais, grâce à l'action des sœurs de San José de Cluny et de l'Orphelinat de Santa Joana (une institution de l'État pour filles métisses ou blanches abandonnées ou orphelines). Dans ces institutions, elles apprenaient à être de bonnes « *donas de casa* » (femmes de foyer) au même titre que les femmes européennes. C'est pourquoi la morale, la religion chrétienne et la façon de s'habiller étaient enseignées. En 1909, le gouverneur Eduardo do Couto Lupi disait qu'en cinq ans d'activité, l'Orphelinat de Santa Joana avait réussi à marier douze d'entre elles⁷⁴. À la même époque, cet orphelinat comptait soixante-dix

⁷⁰ A. de CASTILHO, *Relatório da guerra...*, op. cit., p. 39.

⁷¹ *Ibidem*.

⁷² J. CAPELA, *Donas, senhoras...*, op. cit., p. 97.

⁷³ J. de Azevedo COUTINHO, *Mémoires de...*, op. cit., p. 407.

⁷⁴ E. do Couto Lupi, *Districto de Quelimane...*, op.cit., p. 298.

filles âgées de deux à dix-huit ans⁷⁵. De ce fait, les *donas* déjà très « portugalisées » continuèrent aussi à former l'élite zambézienne, comme l'atteste cet exemple, donné par José Roldão en 1961 à propos de *donas* formées au début du XX^e siècle par les sœurs de San José de Cluny :

« Au collège [de Sœurs Cluny] ont été formées D. Artemisa Trindade mariée à Diogo Trindade (le neveu du héros de Massangano, Manuel António de Sousa); D. Maria Iranete Monteiro, mariée à Celestino Monteiro, commandant pharmacien; D. Maria Barbara de Azevedo (descendante de João Bonifácio da Silva, le premier pacificateur d'Angoche, dont le nom fut attribué à une des rues de Quelimane), mariée à Francisco Maria de Azevedo; D. Micaela Gonçalves da Graça, mariée à Domingos da Graça; D. Elisa Vandemberg, mariée à Joaquim Xavier de Santana Afonso; D. Amália de Carvalho mariée à Carlos Miranda de Carvalho, frère de Ambrósio de Carvalho; D. Leodora Nazaré (fille d'un grand propriétaire zambézien, Romão Nazaré), mariée à Francisco Pontes Freitas; sa sœur Luísa Nazaré, mariée à Joaquim Nunes Gonçalves (connu comme étant "le baron de cigares"), familles que, constituaient alors, l'élite de la société zambézienne. »⁷⁶

Lors de la création des Services d'Action Psychosociale en 1961 (on y reviendra) en Zambézie, les autorités portugaises firent appel entre autres, à ces *donas*, car elles étaient les plus « évoluées » parmi la population noire locale. Par exemple, l'inspecteur Romeu Ivens-Ferraz de Freitas disait du bien à propos d'une des *donas* qui faisait partie de la brigade n° 11, chargée de travailler dans les circonscriptions de Gurué, Ile et Alto-Molocué:

« ...Assistante Lídia Maria de Albuquerque Azevedo Cláudio, fille d'une des plus prestigieuses *Donas* de Quelimane, elle est éduquée, elle a une bonne caractère et ses qualités de travail sont très reconnues... »⁷⁷.

Les désignations de *Dona*, *Sinhara*, et *Nhanha* se maintinrent au moins jusqu'à l'arrivée du Frelimo en Zambézie en 1974⁷⁸, qui essaya de les supprimer, dans le cadre de son combat à l'« élitisme » zambézien.

Selon José Roldão, le fort patriotisme portugais, la façon correcte, la cordialité et la franchise qui caractérisent les gens de la Zambézie étaient dues profondément à ces *donas*. Selon lui,

⁷⁵ *Ibidem*.

⁷⁶ J. J. ROLDÃO, « Pela verdade e pela justiça », *O Brado Africano* (Lourenço Marques), n° 1830, 27 mai 1961.

⁷⁷ R. Ivens-Ferraz de FREITAS, *Relatório da visita às brigadas moveis feita pelo inspector de Acção Psicossocial Romeu Ivens-Ferraz de Freitas de 6 de Agosto a 6 de Outubro*, Lourenço Marques, 28 octobre 1962 in AHU/MU/GNP/SR61/Pt.1/Acção Psicossocial em Angola e Moçambique, p. 35.

⁷⁸ Entretien avec Domingos Cardoso, Maputo, 27 décembre 2005.

heureusement que l'éducation et l'exemple laissés par ces *donas* perdurait dans beaucoup de foyers de la société zambézienne⁷⁹.

Les *donas* de Zambézie furent très célèbres et parmi elles, certaines ont vu leurs noms entrer dans l'histoire. C'est le cas de *Dona Ana Apollonia* de la région de Mutarara, dont le nom désignait un hameau nommé *Dona Ana*. Son nom désigne jusqu'aujourd'hui, un des plus grands ponts du Mozambique sur le fleuve Zambèze, liant les actuelles provinces de Tete et de Sofala.

Les donas zambéziennes : une ressemblance avec les signares des Saint-Louis du Sénégal

Les *donas* zambéziennes sont assez comparables aux *signares* saint-louisiennes malgré le fait que leur origine soit différente. En effet, si à l'origine des *donas* zambéziennes se trouve le système de *prazos*, dans le cas de Saint-Louis, il s'agissait au départ de femmes noires mariées aux Français qui allaient travailler pour la Compagnie des Indes à Saint-Louis. La plupart de ces *signares* étaient d'anciennes esclaves ou filles d'esclaves et très peu d'entre elles, étaient d'origine noble⁸⁰. À l'instar des *donas* zambéziennes, elles sont à l'origine d'une société métisse qui allait constituer l'élite de Saint-Louis entre les XVIII^e siècle et pendant la première moitié du XIX^e siècle. Dans les deux cas, on a cependant la longévité d'une société issue du premier âge, mercantile et esclavagiste, de la colonisation.

La confrontation des écrits de António Pinto de Miranda, de F. Gavicho de Lacerda sur les *donas* de Zambézie et ceux de Dominique Harcourt Lamiral⁸¹, Jean-Baptiste-Léonard Durand⁸², sur les *signares* de Saint-Louis, dévoile des ressemblances quant à au style de vie de ces femmes, malgré le fait d'avoir habité des univers différents, assez frappantes.

Lamiral cité par R. Bonnardel décrivait de cette façon les *signares* au XVIII^e siècle :

« En voyant les femmes de ce pays-là, on ne peut que regretter infiniment qu'elles ne soient pas blanches [...] Elles sont [...] pleines de grâces et de gentillesse, l'accent de leur voix est d'une douceur séduisante, leurs chansons ne respirent que volupté [...] Leur toilette est très recherchée ; elles passent beaucoup de temps à leur coiffure qui en est la partie la plus recherchée. Elles se noircissent le bord de paupières avec de la suie ; elles se rougissent le

⁷⁹ J. J. ROLDÃO, « No tempo... » ..., *op. cit.*

⁸⁰ R. BONNARDEL, *Saint-Louis du Sénégal...*, *op. cit.*, p. 38.

⁸¹ D. H. LAMIRAL, *L'Afrique et le peuple africain*, Paris, Dessene, 1789.

⁸² J-B-L. DURAND, *Voyage au Sénégal en 1785 et 1786*, Paris, Agasse, 1803, 2 vols.

dedans des mains, qu'elles ont d'une couleur livide, avec le suc d'une herbe ; elles en font de même aux ongles des mains et des pieds, et les rendent d'un rouge incarnat qui dure longtemps [...] leurs mains, leurs bras, leurs oreilles, sont chargés de bijoux d'or très artistiquement travaillés en filigrane par des orfèvres maures. Mais elles sont aussi capricieuses et changeantes que nos élégantes. »⁸³

La beauté des *signares* de Saint-Louis fut, comme celle des *donas* zambéziennes, objet de rêve des Européens et remarquablement décrite. Les *signares* saint-louisiennes aussi étaient, riches, possédaient des esclaves et des barques de transport. Par exemple, en 1788, parmi les plus grands armateurs de Saint-Louis figuraient trois *signares*⁸⁴. Selon R. Bonnardel, leur fortune venait de leur rôle d'intermédiaires dans la traite avec les Européens qui travaillaient pour la Compagnie des Indes. Tout comme les *donas*, les *signares* passaient leur temps à faire des fêtes avec des tam-tams et des griots appelés à Saint-Louis « *folgar* », qui vient du portugais « repos ». Ces fêtes servaient la plupart du temps de prétexte pour se trouver un mari européen. Leurs maisons, de pair avec celles de *donas*, étaient inondées par tout type de serviteurs ou d'esclaves et partout où elles se déplaçaient des esclaves les accompagnaient.

Pour conclure, une citation de Maria Sorensen, une zambézienne de Gemma permet de mettre en évidence un syncrétisme évident liés à ces unions :

« Les *donas* ont personnifié, pendant une courte mais intense période historique, le produit final d'une exposition maximale du syncrétisme de plusieurs cultures (luso-asiatico-africaine) qui, entrelacés en une seule, ont donné origine à une nouvelle et puissante civilisation, en pleine floraison au milieu du XVIII^e siècle. Survivant à toutes les vicissitudes, cette forme d'être dans la vie se maintenait encore obstinément, de manière prépondérante et influente dans le substrat de la conscience collective zambézienne, lorsque l'indépendance du Mozambique est arrivée en 1975. »⁸⁵

Mais, il faut naturellement préciser que ce « substrat de la conscience collective zambézienne », concerne uniquement l'élite créole et métisse issue du système de *prazos*. Il faudra examiner dans quelle mesure cette conscience collective élitaire a influencé la société zambézienne entière.

Les achikundas

Comme on l'a vu, le *prazeiro* pour survivre, obtenir des terres, chasser ou commercer était tenu de posséder une armée. C'est de ce corps d'hommes armés que vient l'origine des *achikundas*.

⁸³ R. BONNARDEL, *Saint-Louis du Sénégal...*, *op. cit.*, pp. 39-40; voir aussi J. -P. BIONDI, *op. cit.*, p. 53.

⁸⁴ J. -P. BIONDI, *op. cit.*, p. 55.

⁸⁵ M. SORENSEN, *Dona Theodora e os seus Muzungos*, Maputo, Ndjira, 1998.

Achikunda, *Achicunda*, *Chikunda*, *Xacunda*, la graphie est variable mais désigne un même groupe d'esclaves armés qui ont fait partie du régime de *prazos* zambéziens.

Après d'autres auteurs, Allen Isaacman a approfondi la question des *achikundas* et on s'appuiera énormément sur son dernier travail, *Slavery and Beyond. The making of Men and Chikunda Ethnic Identities in the unstable world of South Central Africa, 1750- 1920* paru en 2004⁸⁶.

Selon lui, l'étymologie du mot *Chikunda* viendrait du verbe Shona *Kukunda*, qui signifie « vaincre ». Ce terme serait probablement au départ, apparu pour désigner une catégorie professionnelle et juridique d'esclaves armés des *prazeiros*. Mais malgré sa forte réputation, le mot *Chikunda* serait apparu pour la première fois en 1752. Il y aurait eu entre 20 000 à 30 000 *achikundas* dans les *prazos* de la vallée du Zambèze entre le XVIII^e et XIX^e siècles⁸⁷.

Il s'agissait d'un groupe social hétérogène, recruté au sein de différents groupes ethniques, mais surtout parmi les Chewas, les Maganjas, les Zezuro, les Barué et les Chipeta, mais également parmi les Senas et les Tongas à plus petite échelle⁸⁸. Les *Achikundas* provenaient uniquement des populations noires africaines. Au-delà du recrutement normal, il y avait différentes origines. Ils pouvaient s'agir de captifs de guerre ou de gens victimes de famine, d'orphelins, de parias sociaux, de personnes accusées d'avoir commis des crimes, etc., et qui, en échange de meilleures conditions de vie, préféraient devenir des *achikundas*.

Les *Achikundas* : une catégorie spéciale d'esclaves

Les *achikundas*, groupe d'élite d'esclaves soldats, ne cultivaient pas la terre, ne payaient pas le *mussoco* (impôt de case), et vivaient séparés des autres populations qui habitaient dans les *prazos*. Leur métier exclusif était de faire la guerre, de faire le commerce et la chasse pour l'obtention de l'ivoire. Ils étaient propriétaires d'autres esclaves. Certains accumulèrent d'énormes richesses et de pair avec les autres *muzungos*, exercèrent le *senhorio* (le pouvoir).

Ce caractère élitaire des *Achikundas* a mené certains chercheurs à se demander si l'on est véritablement en présence d'esclaves. Comment peuvent-ils être à la fois esclaves et propriétaires

⁸⁶ A. ISAACMAN, B. ISAACMAN, *Slavery and beyond. The making of men and Chikunda ethnic identities in unstable world of South-Central Africa, 1750-1920*, Portsmouth, Heinemann, 2004.

⁸⁷ *Ibidem*, pp. 39-41.

⁸⁸ *Ibidem*, p. 43.

d'autres esclaves ? Dans les cas des *achikundas*, le concept d'esclave doit être combiné à celui de « caste professionnelle » ou de « corps social ».

Le cas de la Maganja da Costa est un des plus emblématiques en Zambézie, car les *achikundas* y ont pratiquement pris le pouvoir.

Selon José Capela⁸⁹, la Maganja da Costa, qui n'était pas constituée en *prazo*, demeurait une région où les Portugais n'exerçaient qu'un pouvoir virtuel jusqu'à la fin du XIX^e siècle. C'est dans cette région, que fut constituée entre 1862 et 1898, une « République militaire » dirigée par un groupe d'*achikundas* très disciplinés. Ce groupe avait été constitué par João Bonifacio Alves da Silva, un métis fils d'une des *donas* zambéziennes, les plus connues et célèbres, Dona Teodora Temporário⁹⁰ et d'un Portugais métropolitain, Romão José da Silva.

Le début de cette « République » commença lorsque João Bonifácio da Silva prit à bail emphytéotique le *prazo* Licungo en 1857 pour s'y installer avec son nombreux groupe d'*Achikundas*, dont la plupart avaient été recrutés parmi les Senas. Et « malgré le fait que la Maganja da Costa n'était pas un *prazo*, les seigneurs du Licungo étendirent leurs domaines jusque là, et c'est là où João Bonifacio construisit la plus grande *aringa* (camp fortifié) jamais vue dans toute la Zambézie »⁹¹. Selon João Azevedo Coutinho, cette *aringa* était plus grande que celles des deux grands et célèbres *prazeiros* de Zambézie, Bonga de Massangano et Matacanha du Massingir⁹².

Après la mort de João Bonifacio da Silva en 1862, lors d'un combat contre Mussa Quanto, le « seigneur » d'Angoche, ses *achikundas* créèrent une « République militaire ». Bien que son frère Vitorino Romão José da Silva (mort en 1867) lui eût succédé, le vrai détenteur du pouvoir à la Maganja da Costa fut un *Achikunda* du nom de Mateus da Costa, car c'était lui qui avait dirigé toutes les opérations contre Angoche après le décès de son maître. Les *achikundas* étaient devenus leurs propres maîtres⁹³. Ils refusaient de payer le *mussoco* (que l'État voulait les imposer à force) et de recevoir des ordres du gouvernement. C'est donc pour cela que l'État allait tout faire pour en finir avec ces *achikundas*.

⁸⁹ J. CAPELA, *A república militar da Maganja da Costa 1862-1898*, Porto, Afrontamento, 1988.

⁹⁰ À propos de Dona Teodora Temporário, voir le roman de M. Sorensen, *Dona Theodora e...*, *op. cit.*

⁹¹ J. CAPELA, *A república militar*, ..., *op. cit.*, p. 28.

⁹² J. de Azevedo COUTINHO, *Mémoires de ...*, *op. cit.*, p. 468.

⁹³ J. CAPELA, *A república militar*, ..., *op. cit.* p. 34.

Une des particularités de cette « République », fut que « parmi les militaires tous les postes sans exception étaient obtenus par élection »⁹⁴. Il s'agissait d'une « République démocratique », où toutes les « grandes décisions étaient prises dans des assemblées élargies »⁹⁵. Cette « République » allait perdurer jusqu'en 1898, date à laquelle elle fut conquise par João de Azevedo Coutinho, gouverneur de la Zambézie de l'époque.

Le cas de la Maganja da Costa ne fut pas le seul, où les *achikundas*, exercèrent le *senhorio*, même s'il reste le plus important : lors de l'expulsion des jésuites en 1759, ceux-ci avaient laissé aux *achikundas* leurs terres et leurs esclaves⁹⁶. Ces *achikundas* se proposèrent de libérer par la force, leurs maîtres jésuites emprisonnés à Tete, demande néanmoins refusée par ces derniers⁹⁷.

Il s'est donc agi d'un corps social d'esclave, assez comparables aux *Mamelouks* de l'Égypte Ottomane, qui exercèrent le pouvoir pendant une période de 267 années (1250-1517) et fondèrent l'Empire mamelouk englobant la Syrie et l'Égypte⁹⁸. Les *Mamelouks* (« chose possédée »), corps d'élite d'esclaves étaient au départ recrutés parmi les Turcs originaires des steppes de l'Asie centrale, mais plus tard, des Circassiens, des Grecs, voire même des Français firent partie de cette classe servile. À l'instar des *achikundas*, les *mamelouks* vivaient complètement séparés du reste de la population et leur rôle exclusif était de faire la guerre (défendre leur maîtres). De pair avec les *Achikundas*, les *Mamelouks* jouissaient d'énormes privilèges comme par exemple, le droit de posséder des esclaves.

Des Achikundas aujourd'hui ?

Aujourd'hui, les *Achikundas* sont décrits comme un groupe ethnique faisant partie de peuples du Bas-Zambèze ou du Complexe du Zambèze. Du fait de migrations, certains d'entre eux habitent dans certaines régions du Zimbabwe, de Zambie et du Malawi. Selon A. Isaacman, la formation d'une identité ethnique *achikunda* ne serait apparue qu'après la désintégration du régime de *prazos*⁹⁹.

⁹⁴ *Ibidem*, p. 40

⁹⁵ *Ibidem*, p. 42.

⁹⁶ J. CAPELA, *Donas, senhoras...*, *op. cit.*, p. 198.

⁹⁷ *Ibidem*, p. 165.

⁹⁸ Sur les *mamelouks* voir D. AYALON, *Le phénomène mamelouk dans l'orient islamique*, Paris, PUF, 1996 ; A. CLOT, *L'Égypte des mamelouks. L'empire des esclaves (1250-1517)*, Paris, Perrin, 1996.

⁹⁹ A. ISAACMAN, B. ISAACMAN, *Slavery and beyond...*, *op. cit.*, p. 10.

Les *Achikundas* ont d'une façon ou d'une autre contribué à bâtir et à façonner l'*ethos* zambézien au sens large. La compréhension du système de *prazos* est impossible sans la prise en compte du rôle joué par les *achikundas* dans leur formation et leur fonctionnement. La longévité, autant que l'instabilité qui a caractérisé le système de *prazos*, est liée à ce groupe d'esclaves-guerriers. Ils ont participé à toutes les guerres de Zambézie pendant la durée du régime de *prazos*, du côté des seigneurs, mais aussi du côté des autorités portugaises pour la conquête de la Zambézie.

Leur « autonomisation » comme corps social indépendant, aura été la phase finale de leur existence « professionnelle ». Et ils constituent aussi l'un des cas où une « identité professionnelle » aura donné naissance à une certaine ethnicité, après la disparition des conditions sociales de leur identité professionnelle.

D. Le déclin des *prazos*

Le XIX^e siècle correspond au déclin des seigneurs zambéziens. Les facteurs, tant d'ordre international que d'ordre local, qui menèrent à cette décadence furent nombreux.

Les prazeiros et la traite

À la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle dans le district de Quelimane, des hommes commencent à être exportés vers le Brésil et les Îles françaises de l'océan Indien, Cuba, etc. Très peu de temps après, c'est-à-dire, vers 1830, le port de Quelimane devint le principal port du commerce d'esclaves du Mozambique dépassant des ports pionniers dans ce commerce tels que Moçambique et Ibo. Tout le monde participait à cette traite y compris les hauts fonctionnaires de l'État. La conjoncture internationale avait fait de Quelimane le port négrier le plus important du Mozambique pendant cette période. La révolte d'esclaves à Saint-Domingue en août 1791 (qui allait amener ce pays à l'indépendance en 1804) avait désorganisé l'industrie du sucre plongeant ce secteur dans une grave crise mondiale. Ce fut pour répondre à cette crise que le Brésil (déjà principal producteur mondial du sucre) allait augmenter la demande d'esclaves pour ses vastes plantations¹⁰⁰. Ce fut dans ce contexte que les *prazeiros* entrèrent dans ce commerce de profit facile avec des risques limités. L'esclavage allait être aboli pour la première fois en 1836. Mais il avait pris une telle importance que ce décret abolitionniste suscita une vraie inquiétude chez les négriers zambéziens. Ceux-ci allèrent jusqu'à menacer de

¹⁰⁰ L. VAIL, L. WHITE, *Capitalism and...*, *op. cit.*, p. 16-17.

séparer la Zambézie du Portugal et de se subordonner au Brésil, afin de poursuivre la traite¹⁰¹. Ce commerce a continué et en 1843, Quelimane était encore le principal port pour les négriers. En 1850, pratiquement tous les *muzungos* de Quelimane vivaient essentiellement du trafic.

Le commerce d'esclaves est un des facteurs souvent évoqués par les chercheurs comme la cause de la décadence du système de *prazos*. En effet, lorsque le trafic devint endémique, les *prazeiros* commencèrent à vendre leurs propres *achikundas*. Ils ne s'arrêtèrent pas là : ils vendirent les *colonos*, supposés être libres et producteurs des denrées alimentaires dans les *prazos*. Naturellement, l'agriculture y déclina¹⁰². Pour échapper au trafic, *colonos* et *achikundas* s'enfuirent¹⁰³. D'autres *achikundas* se rebellèrent, causant beaucoup de dégâts et perturbant le commerce. Ainsi, lors des invasions ngunis, les *prazeiros* privés de leurs *achikundas* étaient devenus extrêmement vulnérables. La plupart des *prazos* (les plus petits) furent occupés par les envahisseurs et d'autres furent abandonnés par leurs propriétaires¹⁰⁴.

Le rapport entre les *prazeiros* et la traite servile est donc une question importante. Comment expliquer l'entrée des seigneurs des *prazos* dans la traite négrière ?

Selon Allen Isaacman et B. Isaacman, les seigneurs de *prazos* qui se sont consacrés à la traite différaient des précédents. Alors que les premiers avaient vécu avec les peuples locaux dans une situation de relative intimité, les seconds constituaient une nouvelle classe de propriétaires absentéistes. Selon lui, la plupart de ces nouveaux propriétaires habitait l'Île de Moçambique et certains au Brésil¹⁰⁵.

Pour José Capela, à la première génération de *prazeiros* caractérisés par la présence prédominante de la noblesse, s'était substituée une autre génération, caractérisée par la prédominance de gens de la plèbe et d'origine goanaise. Si entre les XVII^e et XVIII^e siècles, l'origine noble était une condition première pour occuper des postes publics dans les domaines d'outre-mer Portugais, l'établissement du régime libéral avait altéré profondément le type de fonctionnaires supérieurs envoyés en Outre-mer. L'ancienne classe noble portugaise avait

¹⁰¹ *Ibidem*.

¹⁰² A. ISAACMAN, *The tradition of resistance in Mozambique. Anti-colonial activity in the Zambesi valley 1850-1921*, Londres, Heinemann, 1976, p. 5-7.

¹⁰³ L. VAIL, L. WHITE, *Capitalism and...*, *op. cit.*, 28.

¹⁰⁴ A. ISAACMAN, *The tradition...*, *op. cit.*, p. 8.

¹⁰⁵ *Ibidem*, p. 5.

disparu, remplacée par des officiers de l'armée et de la marine rarement originaires des anciennes familles aristocratiques¹⁰⁶.

Selon José Capela, « si les uns comme les autres avaient été poussés par l'appât du gain, les nouveaux arrivants ne cherchaient pas l'enrichissement en occupant des postes publics, ni en possédant de la terre ou de l'or. Ils cherchaient simplement la marchandise humaine »¹⁰⁷, celle qui menait à l'enrichissement facile et sans guère d'investissement. Cela n'a pas empêché, poursuit cet auteur, qu'il y ait eu des gens liés à la noblesse se consacrer à ce négoce, comme Manuel Vasconcelos de Cirne ou le Marquis d'Aracaty par exemple¹⁰⁸.

Mais contrairement à ce que disent José Capela et Allen Isaacman, l'entrée des seigneurs de *prazos* dans la traite servile ne devait rien à leur caractère absentéiste ou roturier. Elle fut liée à la demande croissante en esclaves des Brésiliens et des Français. En effet, les *prazeiros* entrèrent systématiquement et intensément dans la traite servile seulement lorsque celle-ci était déjà devenue un phénomène général. La difficulté des autorités à mettre fin à la traite s'explique tout simplement par le fait qu'il s'agissait d'un commerce qui rapportait des bénéfices sans faire courir trop de risques.

Les échecs des tentatives de suppression du régime de *prazos*

Dans toute la Zambézie du XVI^e jusqu'à la fin du XIX^e siècle, l'autorité était entre les mains des seigneurs des *prazos*, véritables chefs de guerre, celle de l'État n'existait pas hors des points du territoire. Les *prazeiros* vivaient d'une façon absolument indépendante de l'autorité centrale, dont la présence était plus symbolique que réelle. Certains *prazeiros* réussirent même à avoir des *prazos* beaucoup plus étendus que les limites préconisées par la loi de 1760. Ce fut le cas du *prazo* Cheringoma qui en 1802 avait la taille de la Belgique¹⁰⁹ ! Ou encore du *prazo* Luabo qui dans les années 1830 était plus grand que le Portugal métropolitain¹¹⁰.

L'État portugais dépendait pratiquement d'eux pour se maintenir dans cette partie du continent africain. La faiblesse portugaise en termes militaires et de personnel administratif expliqua que les *prazeiros* furent pendant très longtemps les auxiliaires administratifs de l'État.

¹⁰⁶ J. CAPELA, *Donas, Senhores...*, *op. cit.*, p. 120-127.

¹⁰⁷ *Ibidem*, p. 122.

¹⁰⁸ *Ibidem*, p. 123-127.

¹⁰⁹ R. PÉLISSIER, *Naissance du Mozambique...*, *op. cit.*, p. 55.

¹¹⁰ S. X. BOTELHO, *Memória estatística sobre os domínios portugueses na Africa Oriental*, Libsonne, Typographia de José Baptista Morando, 1833, p. 264, G. PAPAGNO, *Colonialismo e feudalismo...*, *op. cit.*, p. 45.

Plusieurs d'entre eux exercèrent les fonctions de *capitão-mor* et garantirent au Portugal le contrôle de certains territoires. Leur dérive vers l'autonomie en lien avec la traite servile et conséquemment, la tentative de l'État d'en finir avec la traite ou de supprimer les *prazos* afin d'établir l'administration directe menèrent à des conflits intenses entre les *prazeiros* et l'autorité centrale. Plus d'une fois la Couronne essaiera de supprimer cette institution, naguère considérée comme un outil de colonisation, mais désormais perçue comme un obstacle à éliminer. La période 1858-1888 fut marquée par le plus grand nombre de conflits entre les *prazeiros* et le Portugal¹¹¹ et allait s'achever avec l'écrasement des premiers. Mais les guerres contre les *prazeiros*, en principe portugais, furent parmi les pires que le Portugal dut mener pour conquérir son propre empire.

Un des premiers dirigeants portugais à se montrer hostile au système des *prazos* fut Villas-Boas Troão, gouverneur de Tete en 1806. Pour lui, la décadence de l'agriculture et de la population dans la région des Rios de Sena s'expliquait par régime des *prazos*. Il suggérait donc une révision de la structure de ce régime¹¹².

Vingt-six ans après les critiques de Villas-Boas Troão, considérant que cette institution était un obstacle au développement de la colonie, qu'elle exploitait et humiliait despotiquement les indigènes, et que les *prazeiros* n'avaient quasiment jamais respecté aucun des dispositifs légaux les concernant, la Couronne portugaise décida de supprimer les *prazos*, une tâche qui allait s'avérer très difficile.

La première mesure pour en finir avec ce régime fut le décret royal du 13 août 1832. Les *Prazos da Coroa* étaient abolis (article 7) et des indemnités aux propriétaires étaient prévues, sous condition de ne s'être pas révélés indignes de cette indemnisation (article 11)¹¹³. Pourtant, les *prazos* restèrent en vigueur, alors que avec ou sans le décret de 1832, ils étaient déjà menacés.

¹¹¹ R. PELISSIER, *Naissance du Mozambique...*, *op. cit.*, 312.

¹¹² « Relatórios, memórias e outros documentos. Extracto do plano para um regimento ou nova constituição economica e politica da capitania de Rios de Sena, com todas as observações e informações necessárias para o referido fim, organizado pelo governador da mesma colonia, António Norberto de Barbosa Villas Boas Troão no anno de 1806, datado de 20 de Maio em Tete », ..., *op. cit.*, p. 170.

¹¹³ MINISTÉRIO DA MARINHA E ULTRAMAR, *Regimen dos Prazos da Coroa, Collecção de leis, regulamentos e mais disposições leaes promulgadas desde 1832 a 1896*, Lisbonne, Imprensa Nacional, 1897.

En effet depuis 1820, des sécheresses et des épidémies de sauterelles persistantes, ainsi que le trafic d'esclaves, frappaient et anéantissaient l'agriculture et le commerce en Zambézie¹¹⁴.

À la même époque, les *prazos* étaient victimes d'attaques des États africains indépendants du Barué et du Monomotapa, ainsi que des attaques des Ngunis, ces derniers chassés par Chaka Zulu au Zululand. L'armée Barué attaqua les *prazos* dès 1821, et vers 1830, elle en contrôlait douze. Entre 1820 et 1835, les forces du Monomotapa investirent les *prazos* situés sur la rive gauche du Zambèze et plusieurs d'entre eux furent abandonnés par leurs propriétaires. Mais selon A. Isaacman et B. Isaacman, les attaques les plus dévastatrices furent celles des Ngunis. En effet, à partir de 1832, les *prazos* furent constamment attaqués par eux et cela allait durer plus de vingt ans. Vers 1840, les Ngunis avaient occupé vingt-huit des quarante-six *prazos* encore existants, et les avaient incorporés dans leur empire. Les *prazos* restants payaient un tribut pour survivre.¹¹⁵ La seule région épargnée par les Ngunis fut le district de Quelimane, où plusieurs petits *prazeiros* allèrent trouver refuge. Le résultat de ces attaques fut l'émergence de cinq super-*prazos* selon l'expression de R. Pélissier¹¹⁶, ou États Secondaires selon A. Isaacman et B. Isaacman¹¹⁷, ou encore *Muzungo States* (États-*Muzungos*) selon M. D. Newitt¹¹⁸.

Il s'agit des Perreira de Makanga, des Vaz dos Anjos de Massingir, des Alves da Silva de la Maganja da Costa (future République Militaire), des Cruz de Massangano (du terrible Bonga) et de Manuel António de Sousa, dit Gouveia, de Gorongosa. Parmi ces nouveaux super-seigneurs, seuls les Alves da Silva avaient du sang portugais, les autres étaient d'origine afro-goanaise. Les rapports entre ces super-*prazos* et les autorités furent ambigus, oscillant entre alliances de convenance et affrontements.

Par exemple, en 1841, 1843 et 1849, les Pereiras de Macanga allaient se battre contre les Portugais pour le contrôle de la Zambézie du Nord, et en 1852 contre les Cruz de Massangano pour le contrôle du fleuve lui-même¹¹⁹. Ce fut alors en 1854-1855 au cours de la campagne du Portugal contre Massangano que les Perreira allaient s'allier aux Portugais¹²⁰. Les Vaz dos Anjos

¹¹⁴ A. ISAACMAN, B. ISAACMAN, *The tradition of...*, *op. cit.*, p. 7-8; M. Newitt, *Portuguese settlement...*, *op. cit.*, p. 223-226.

¹¹⁵ A. ISAACMAN, B. ISAACMAN, *The Tradition of...* *op. cit.*, p. 7-8.

¹¹⁶ R. PELISSIER, *Naissance du Mozambique...*, *op. cit.*, pp. 60-72.

¹¹⁷ A. ISAACMAN, B. ISAACMAN, *The tradition of...*, *op.cit.*, p. 22-39.

¹¹⁸ M. NEWITT, *The Portuguese Muzungo...*, *op. cit.*, pp. 20-25.

¹¹⁹ *Ibidem*, Voir aussi du même auteur *A history of...*, *op. cit.*, pp. 298-313 ; *Portuguese settlement...*, *op. cit.*

¹²⁰ *Ibidem*.

qui sous la direction de João Bonifacio da Silva étaient restés fidèles aux autorités allaient aider aussi les Portugais dans la campagne de 1854 contre les Cruz de Massangano¹²¹. Ce ne fut qu'après la mort de João Bonifacio da Silva qu'il y eut des affrontements entre les autorités et la Maganja da Costa s'achevant avec la fin de cette dernière¹²². Quant à l'Afro-Goanais Antonio Manuel de Sousa, il allait rester fidèle aux autorités portugaises jusqu'à sa mort en 1892¹²³. Ces États allaient disparaître à partir de 1888, quand les Portugais, sous forte pression internationale, menèrent des campagnes militaires très fortes en vue de l'établissement de l'administration directe et de la fin de la traite.

Relativement aux tentatives de suppression du régime de *prazos* par les autorités, il faut souligner que c'est en pleine crise de système que la Couronne essaya une nouvelle fois de mettre à plat le régime de *prazos* en 1838, par un arrêté du 1^{er} juin. Le Vicomte Sá da Bandeira¹²⁴ ordonna l'arrêt de nouvelles concessions de *prazos* vacants, à cause des abus commis par les emphytéotes. La mesure resta sans suite. Cette même année, le 6 novembre, un nouvel arrêté de la Couronne considéra les *prazos* comme une « mauvaise institution », responsable du dépeuplement et du retard de la Zambèzie, et ordonna l'arrêt de nouvelles concessions. De plus, Sá da Bandeira évoqua le patronage dans la concession de *prazos*, et son attribution aux personnes sans capitaux pour les mettre en valeur en faisant de l'agriculture, comme raison pour prendre cette mesure.

Selon L. Vail et L. White, les choses ne se sont pas passées exactement comme cela, telle que l'illustrent deux arrêtés divergents ; un de novembre et l'autre de décembre 1841 : « Le premier réitérait la prohibition de nouvelles concessions de *prazos*, tandis que le second, à peine cinq semaines plus tard, confirmait la concession du *prazo* Chupanga en second vie à Francisco Carlos Costa qui vivait à Lisbonne, rejetant la prétention de Pedro José Moraes qui vivait à Sena et qui avait reçu un *prazo* au nom de sa fille, du gouverneur de Quelimane »¹²⁵.

¹²¹ *Ibidem*

¹²² *Ibidem*.

¹²³ *Ibidem*.

¹²⁴ À ce moment là, le titre de Vicomte Sá da Bandeira (créé par la reine *Dona Maria II*, le 1^{er} décembre 1834), était porté par son premier titulaire, Bernardo de Sá Nogueira de Figueiredo. Au moment du décret de 1838 qui déterminait la fin du système des *prazos*, Bernardo de Sá Nogueira de Figueiredo occupait le poste de premier ministre.

¹²⁵ L. VAIL, L. WHITE, *Capitalism and ...*, *op. cit.*, p. 15.

Le 22 décembre 1854, Sá da Bandeira déclara encore une fois l'abolition du système des *prazos*, qui loin d'apporter des bénéfices, étaient un obstacle au développement de l'agriculture et menait à de graves abus dans la vallée du Zambèze. Tous les territoires des *prazos* devaient retourner à l'État. Les colons habitants dans les *prazos* devaient être considérés comme hommes libres, sujet seulement aux obligations générales, et devaient donc payer un impôt de 1600\$ reis par paillote, ce qui marquait la naissance de l'impôt de paillote. Pour les propriétaires des *prazos*, il était prévu, selon les modèles des anciens dispositifs, des indemnités à payer par l'État. Mais tout comme les dispositions légales antérieures contre cette institution, celle-ci fut vouée à l'échec.

Le 27 octobre 1880, un nouveau décret, reconnaissant qu'aucun des dispositifs pris pour en finir avec le système de *prazos* n'avait été mis en place, et que les abus contre les colons continuaient, que les terrains se trouvaient toujours sans culture, que la clause respectant la limitation de terrains n'étaient pas suivie ; que les propriétaires des *prazos* n'habitaient pas dans les *prazos* comme prévu par la loi ; et enfin que la clause concernant les mariages n'était pas respectée, tenta encore une fois mais toujours sans succès, de casser le système de *prazos*. Ce décret réitéra l'extinction du système de *prazos* dans tous les territoires de la province du Mozambique. Il prévoit également leur incorporation dans la Fazenda National (Trésor National) et des indemnités pour les propriétaires.

Pourtant l'ancien régime de *prazos* perdura jusqu'en 1890, lorsqu'une commission fut chargée d'étudier la meilleure sortie pour ce régime (on y reviendra).

Comment expliquer la longévité du système de *prazos* ?

Selon G. Papagno, l'explication se trouve dans les similitudes existant entre le système « féodal » portugais et le système « féodal » zambézien. Selon lui, lorsque les rapports entre les Portugais et les Zambéziens s'établirent au XV^e siècle, le Portugal comme la Zambézie, était une société féodale, basée sur l'agriculture et privée d'industries et de commerce importants:

« L'organisation politique de l'empire du Monomotapa présentait quelques caractéristiques que les Portugais ont distinguées comme étant féodales et qui leur étaient très familières. Exploitant leur supériorité en matière d'armements et des tactiques de guerre, ils ont réussi à opérer une

simple substitution au sommet de la structure politique africaine, s'intégrant ainsi facilement. »¹²⁶

De plus, selon le même auteur, l'autre facteur qui expliquerait cela, fut la progressive africanisation des baux emphytéotiques¹²⁷. G. Papagno refusait ainsi la théorie luso-tropicaliste de Gilberto Freyre, selon laquelle les Portugais avaient une propension naturelle à s'adapter aux sociétés tropicales.

Pour José Capela, une raison de cette propension peut être trouvée dans le fait que « à la première génération de *muzungos* d'origine européenne il en suivit une autre née en Zambézie, généralement de mères africaines, parlant les langues locales, et parfaitement intégrés aux cultures et à l'environnement physique local »¹²⁸. Ici, J. Capela rejoint la thèse de G. Papagno quant à l'impact de l'africanisation des *muzungos* sur la longévité du système de *prazos*. Par ailleurs, selon J. Capela, les nouveaux *muzungos* à la différence des Européens, n'avaient pas l'habitude de pratiquer le commerce à longue distance, ce qui les obligeait à se fixer en Zambézie.¹²⁹

Sans minimiser les propos de ces deux auteurs, la longévité de ce système s'explique, sans doute par deux séries très différentes des facteurs. La première est en rapport avec une colonisation très précoce, pour un État à peine sorti de la « Reconquista » et qui pratiquait la *sesmaria* pour repeupler les terres et s'assurer la fidélité d'une noblesse privée des croisades ; colonisation précoce et donc très mercantile, loin de tout processus d'accumulation de capital menant à l'industrialisation de la métropole. La seconde série de facteurs tient au long déclin qui, de l'Empire Ottoman à la Lusitanie, affecte au XVIII^e siècle alors tout le sud-méditerranéen et, dans le cas portugais aboutit alors à un état de la colonisation bien pire, en 1850, qu'il n'était en 1750, voir 1850 – cela provoque une incapacité militaire et politique du Portugal à appliquer les différents règlements qui préconisaient l'abolition de *prazos* et la cooptation des élites zambéziennes par un tardif trafic servile venu de Madagascar, les Mascareignes, voire l'Arabie ou l'Inde. La longévité de l'institution provoqua des modes d'intégration intense et originaux (comme la matrilinearité) au sein de la société zambézienne, façonnée de la sorte par tout le premier âge de la longue colonisation portugaise. Mais à la différence d'autres régions du

¹²⁶ G. PAPAGNO, *Colonialismo e feudalismo...*, op. cit., p. 58.

¹²⁷ *Ibidem*, p. 59.

¹²⁸ J. CAPELA, *Donas, senhoras...*, op. cit., p. 37-38.

¹²⁹ *Ibidem*, p. 38.

Mozambique, des « structures » portugaises occupaient vraiment le territoire sur plusieurs siècles. La Zambézie n'est ainsi comparable au reste du Mozambique, qui dut être conquis après 1885 comme tous les autres territoires africains convoités par les puissances européennes.

La Zambézie sous l'emprise du capitalisme

Peu avant le décret du 27 octobre 1880, l'ancien système de *prazos* était déjà menacé (à coté des invasions Ngunies et d'autres groupes africains, du trafic d'esclaves, des épidémies et de sécheresses) par l'émergence d'une agriculture paysanne et de quelques propriétés agricoles d'anciens *prazeiros*. Le système était aussi affaibli par l'installation de firmes étrangères, notamment Fabre & Fils, et Régis Ainé, d'origine française; Oost-Afrikaanische Company d'origine allemande et d'autres d'origine néerlandaises qui s'installaient à Quelimane, mais également à Inhambane et sur l'Île de Moçambique. Ce soudain intérêt pour l'agriculture s'explique surtout par la quête des oléagineux à l'échelle mondiale d'une part, et par la lutte accélérée contre la traite esclavagiste d'autre part. Une brève période entre la fin officielle et de plus en plus réelle de l'esclavage (1878) et l'entrée du capitalisme en Zambézie, fut marquée par une production paysanne libre et non coercitive et qui s'acheva en 1892¹³⁰ avec le nouveau régime des *prazos*.

L'impact du capitalisme colonial chez les prazeiros

L'avancée du capitalisme avait mené aussi certains *prazeiros* tels João António Correia, João Eduardo Coelho Barata, Vitorino Romão de Nazaré, Mariano Henriques de Nazareth, etc., à se tourner vers l'agriculture, le commerce, la presse, etc. Le premier d'entre eux, en partenariat avec Carlos Nandin de Carvalho, un Portugais arrivé au Mozambique en 1870 et locataire du prazo Mahindo à Micaune depuis 1875, créa la firme Correia & Carvalho. Ils le transformèrent en quelques temps en une unité agricole très importante. Pourtant, João António Correia Pereira était le neveu de Isidoro Correia Pereira, grand trafiquant d'esclaves et *capitão-mor* de Manica et Quiteve en 1854. Il avait également aidé son oncle dans le commerce des esclaves et était locataire de trois *prazos*. Ces deux hommes très ambitieux mais sans capitaux (raison par laquelle, ils allaient exploiter les *colonos*), avaient envisagé en 1889, l'exploitation de la culture du blé dans la vallée du Zambèze en collaboration avec le gouvernement, idée resté sans issue.

¹³⁰ *Ibidem*, p. 66.

Pour cela, la firme Correia & Carvalho sous-loua en 1890 quelques parties de son prazo à un nouveau venu, John Peter Hornung au prix de 1 500 000 reis¹³¹.

Leur exploitation agricole qui produisait entre autres de la canne à sucre dont on extrayait l'eau-de-vie et avait en 1891 environ 150 000 cocotiers, était considérée comme exemple à suivre en Zambézie¹³². Après la mort de João Perreira, probablement en 1890, Nandin de Carvalho poursuivit l'activité mais des difficultés financières le menèrent à vendre la firme à la Société du Madal en 1904.

Vitorino Romão de Nazaré est un autre *prazeiro* qui s'était tourné vers l'agriculture. Malgré des résultats très modestes, il resta dans ses plantations de coco dans les *prazos* Pepino et Inhassunge jusqu'à 1930, lorsque Salazar supprima définitivement les *prazos*. João Eduardo Coelho Barata, est considéré comme un des exemples les plus remarquables chez les *prazeiros*¹³³. En effet, ce Goanais, après avoir contracté un crédit de £2000 auprès de la firme française Régis Aîné, avait transformé plusieurs de ses *aringas* en postes de commerce¹³⁴.

Une autre transformation qui marqua le district de Quelimane fut l'apparition de nombreux journaux. Certains d'entre eux étaient l'œuvre des *prazeiros*.

Ce furent les cas du journal *O Africano* (1877-1881), le premier périodique du Mozambique, dont le propriétaire fut João António Correia Perreira qui comme on l'a déjà vu, était devenu propriétaire agricole et du journal *O Quelimanense* ou *O Quilimanense* (1881-1883) de Mariano Henriques de Nazareth, dont le 1^{er} numéro parut le 26 mars 1881. Mariano Henriques de Nazareth, un *muzungo* métis semblait être « essentiellement un esclavagiste »¹³⁵. Selon M. Newitt, Mariano Henriques de Nazareth avait hérité de João Bonifácio da Silva (le propriétaire des *achikundas* de la future République militaire de la Maganja da Costa), dont il était parent, le *prazo* Licungo en 1881, devenant l'homme le plus puissant de la zone de Quelimane¹³⁶. Il était considéré par João de Azevedo Coutinho, dont il se disait ami, comme un *muzungo* très clair de

¹³¹ *Ibidem*, p. 123.

¹³² « Agricultura em Moçambique », *As colónias portuguesas, Revista Ilustrada* (Lisbonne), VIII(2^a Série-5), 20 mars 1889 ; « O Prazo Mahindo. Grande propriedade agricola em Moçambique », *As colónias portuguesas, Revista Ilustrada* (Lisbonne), IX (3^e série-3), 31 mars 1891.

¹³³ L. VAIL, L. WHITE, *Capitalism and ...*, *op. cit.*, p. 65.

¹³⁴ *Ibidem*.

¹³⁵ R. PELISSIER, *Naissance du Mozambique...*, *op. cit.*, p. 472.

¹³⁶ M. NEWITT, *Portuguese settlement...*, *op. cit.*, p. 289.

peau et ayant une « certaine éducation », mais également comme quelqu'un qui n'avait pas une « bonne réputation » dans le milieu local¹³⁷.

Les autres journaux furent *O Vigilante* de José Pedro de Sá publié en 1882¹³⁸, *O Correio da Zambézia* (1886-1887), *Gazeta do Sul* (1889-1891), *O Clamor Africano* (1892-1894)¹³⁹ dont le propriétaire était Alfredo Aguiar¹⁴⁰ ; *O Mez* de José Peixoto de Amaral (premier numéro paru le 1^{er} février) devenu le 1^{er} août 1893, *Echo da Zambézia* (1893-1895)¹⁴¹.

Avec *O Africano*, *O Quelimanense*, et *O Vigilante*, journaux créés par des « enfants de la terre », donc un motif d'orgueil pour les Zambéziens, le district de Quelimane devenait le principal centre de presse après Moçambique, la capitale. En effet, Moçambique avait eu son premier journal, *O Boletim Oficial de Moçambique* dès 1854¹⁴². Lourenço Marques, la future capitale, allait avoir son premier journal, *O Distrito de Lourenço Marques*, seulement en 1888, tandis que Beira la deuxième ville la plus importante, eût son journal en 1892 (*Boletim da Companhia de Moçambique* publié par la Companhia de Moçambique et *A Beira*).

L'aventure dans l'agriculture, dans le commerce ou dans la presse de la part de *prazeiros* ne devait pas réussir. Ce qui veut dire que la petite tendance à l'émergence d'une bourgeoisie agricole et commerçante issue des *prazos*, se produisit trop tard et trop faiblement pour tenir le choc lors de l'arrivée des compagnies : ils vendirent à ces compagnies, ou leur louèrent des *prazos* ou simplement disparurent.

¹³⁷ J. de Azevedo. COUTINHO, *Memórias de...*, *op. cit.*, p. 414-415.

¹³⁸ Les propriétaires du journal *O Vigilante* étaient originaires de Quelimane, voir M. P. de ANDRADE, *Origens do Nacionalismo Africano*, Lisbonne, Publicações Dom Quixote, 1997, p. 48.

¹³⁹ Publié le 22 août 1893 sous le nom de *A Lucta*.

¹⁴⁰ Ce fut avec Alfredo Augusto de Brito Aguiar que la presse de Quelimane allait connaître un véritable essor. Alfredo Aguiar, un homme « astucieux » et « rusé » était un mulâtre né en Angola et qui était arrivé au Mozambique en 1879 incorporé dans un bataillon où il était sergent ou caporal. Quelques temps après, il est devenu *alferes* (sous-lieutenant). Figure controversée, il fut mêlé à certaines affaires obscures et ensuite démis et expulsé de l'armée portugaise par le gouverneur Augusto de Castilho. Un peu plus tard, il fut cité comme étant le conseiller de l'un de plus redoutables *prazeiros* de Zambézie, Bonga. À cause de cette affaire, il semble qu'il fut écroué en 1887 à l'Île de Mozambique, voir J. de Coutinho, *Memórias de...*, *op. cit.* Selon le gouverneur Augusto de Castilho avec lequel Alfredo Aguiar allait avoir beaucoup de conflits, ce dernier avait pendant son séjour à Massangano été compagne d'une des filles de Bonga, une certaine *Dona Mariana*, voir A. de CASTILHO, *Relatório da guerra...*, *op. cit.*

¹⁴¹ Le portugais José Peixoto de Amaral avait été lieutenant dans le bataillon de chasseurs n°3. Comme journaliste avait débuté dans le journal *África Oriental* publié à Moçambique entre 1876 et 1887. Mais il était également traducteur, romancier, nouvelliste et poète, H. GARMES, « José Peixoto do Amaral : meia hora enfado », 3 mars 2006, < http://www.geocities.com/ail_br/joseamaralmeiahoraenfado.html >.

¹⁴² Ensuite fut publié ici, *l'Amanaque Civil-Eclesiástico Histórico-Administrativo da Província de Moçambique* (1859), *O Baluarte* (1860), *O Progresso* (1868), *l'África Oriental* (1876). Il faut publié aussi une magazine, la *Revista Africana* (1881), qui a connu une certaine notoriété.

Cela illustre l'incapacité de la plupart des *prazeiros*, restés trop longtemps esclavagistes, à se transformer en planteurs latifundiaires, grands commerçants, ou autre type d'entrepreneurs. Leur fortune faite grâce à la traite servile n'a pas fait office d'accumulation primitive de capital (au sens marxien du processus). Ces gens, même très riches, n'étaient pas mentalement ni socialement des « bourgeois » aptes à s'insérer dans le capitalisme montant. C'est d'ailleurs pourquoi, ils essayèrent désespérément de résister au capitalisme colonial, afin poursuivre la traite de l'âge colonial précédent. Par exemple, Mariano Henriques de Nazareth continua la traite servile clandestine jusqu'aux années 1890. Il fut accusé, avec João António Correia Perreira, d'être derrière les attaques des *achikundas* de la Maganja da Costa contre les *prazos* autour de Quelimane en 1891 et aurait été écroué¹⁴³.

*La résistance au capitalisme montant*¹⁴⁴

Entre 1878 et 1888, le district de Quelimane fut touché par une série de crises et révoltes des autochtones. Tout ce qui représentait le nouveau capitalisme fut attaqué : des boutiques, des magasins, des plantations, etc.

Ainsi en octobre 1878, dans ce qui fut connu comme la « révolte de Makuta », et dont l'épicentre fut le *prazo* Mahindo, les *colonos* attaquèrent des plantations, des maisons et des boutiques. La firme Correia & Carvalho (accusée de se consacrer à la collecte de l'impôt de pailote et d'abuser des *colonos*) ainsi que la garnison portugaise de Mopeia furent attaquées. Pour écraser cette révolte, les autorités portugaises dont la présence militaire était très faible firent appel aux *achikundas*. Cosimo Natalino de Figueiredo et Domingos de Jesus Maria, deux *prazeiros* d'origine goanaise furent arrêtés, accusés d'avoir incité les *colonos* à la révolte.

En 1881, les *colonos* du *prazo* Mugovo, fatigués, d'être exploités par les nouveaux propriétaires de ce *prazo* (ils avaient été soumis à une quadruple taxation par un certain José Alves, un commerçant et sa femme Dona Captiva, propriétaire du *prazo* Mugovo) et commandés par leur chef Mugovo, se révoltèrent et créèrent la « terreur » dans la région. À nouveau, les autorités firent appel aux *achikundas*.

¹⁴³ J. de Azevedo COUTINHO, *Mémoires de...*, *op. cit.*, p. 415.

¹⁴⁴ Sur toutes ces révoltes et les bouleversements socio-économiques en Zambézie pendant ce période voir tout le chapitre II de L. VAIL, L. WHITE, *Capitalism and...*, *op. cit.* ; R. PÉLISSIER, *Naissance du Mozambique...*, *op. cit.*, pp. 355-358 et pp. 369-373.

En 1884, les *colonos* de Massingire attaquèrent à Mopeia, la Companhia do Ópio (compagnie de l'Opium), quelques avant-postes à Mpassu et à Chironge et tuèrent environ trente soldats. Ces attaques obligèrent les *moradores* (citoyens « civilisés ») à abandonner Mopeia et à se réfugier à Quelimane. Des rumeurs selon lesquelles les révoltés allaient attaquer Quelimane se répandirent aussi, obligeant le gouverneur local et les autres *moradores* à se réfugier sur un bateau.

Les factoreries commerciales des compagnies étrangères tels que Régis Aîné C^{ie}, Oost Afrikaansche et African Lakes Company furent attaquées. En 1893, les *colonos* du *prazo* Boror, considéré à l'époque comme l'un des plus importants du district de Quelimane, attaquèrent les collecteurs d'impôts des *senhores* du *prazo* et les frères Farinha accusés d'abuser de *colonos*.

Pour René Pélissier deux raisons expliquent les révoltes de populations du Bas-Zambèze : Socio-économiques et administratives¹⁴⁵. Au titre des raisons socio-économiques, il note l'action de la Companhia do Ópio créée en 1877 à Mopeia dans le *prazo* Maganja Aquem Chire et gérée par le lieutenant portugais Alfredo Caldas Xavier¹⁴⁶. Elle résultait d'une concession de 20 000 acres attribuée à José de Paiva Raposo en 1874, étant selon L. Vail et L. White, le premier type de concessions de ce genre en Zambézie¹⁴⁷. Elle représentait en quelque sorte la naissance du nouveau capitalisme. Cette compagnie fut selon René Pélissier, une de principales causes des révoltes de 1878-1879 et 1881, qui soucieuse de trouver une main d'œuvre salariée alors non disponible allait recourir à la force pour la recruter¹⁴⁸. La raison administrative tenait à la tentative de l'État d'établir l'administration directe¹⁴⁹. Cela impliquait entre autres, le remplacement du *mussoco* auparavant payé par le *colono* au *prazeiro* par l'impôt de paillote payé au gouvernement. Or, les seigneurs de *prazeiros* mécontents de perdre leurs privilèges au profit de la Companhia do Ópio et de l'État, poussaient les *colonos* à la révolte¹⁵⁰. Mais ces révoltes puisent aussi leurs sources dans les abus pratiqués par les *prazeiros* tentant de devenir capitalistes et de s'insérer dans le nouveau système (l'esclavage ayant été aboli), alors même que telle la firme Correia & Carvalho n'avaient pas de capitaux. En bref, ces révoltes constituaient une

¹⁴⁵ R. PÉLISSIER, *Naissance du Mozambique...*, *op. cit.*, p. 356-357.

¹⁴⁶ *Ibidem*.

¹⁴⁷ L; VAIL, L. WHITE, *Capitalism and...*, *op. cit.*, pp; 59-60.

¹⁴⁸ R. PÉLISSIER, *Naissance du Mozambique...*, *op. cit.*, p. 356-357.

¹⁴⁹ *Ibidem*.

¹⁵⁰ *Ibidem*.

tentative désespérée de l'élite *prazeira*, esclavagiste et mercantiliste zambézienne, de résister à son engouffrement par le capitalisme colonial.

2. La fin du pouvoir *muzungo* et l'arrivée du capitalisme prédateur

La fin de l'ancien régime de *prazos* fut avant tout, une conséquence de l'avancée du capitalisme dont, l'événement politique majeur fut la Conférence de Berlin : il fallait occuper et développer les colonies. Or, les *prazos* s'étaient déjà « zambézianisés » et étaient devenus rebelles, trop indépendants, ne respectant plus le drapeau de la Couronne. Cela signifiait simplement que la Couronne ne contrôlait plus ces territoires. C'est dans ce cadre qu'ils allaient être laminés. Comme le Portugal n'avait ni la capacité financière (pour développer la colonie) ni militaire (pour l'occuper effectivement) il fit appel aux compagnies étrangères. Ce sont ces compagnies qui allaient aider à « pacifier » les *prazeiros* rebelles ainsi que les autres régions de la Zambézie qui n'avaient jamais vécu sous le système de *prazos* et qui étaient hostiles à la nouvelle « civilisation ». On verra d'abord comment furent les activités de ces compagnies pendant ses premières années en Zambézie et comment les anciens *prazeiros* déçus réagirent à ces bouleversements. Ensuite on verra comment Salazar a supprimé les *prazos* en 1929, soit quarante ans après le premier décret qui déclarait leur abolition. Enfin, on verra, ce que devint la société zambézienne sous l'*Estado Novo*.

A. Les compagnies : une forme dissimulée de *prazos*

Au départ, les compagnies héritèrent en grande partie des caractéristiques de l'ancien régime des *prazos*.

Le coup fatal aux muzungos zambéziens

En novembre 1888, une commission fut mandatée par le ministre portugais des Affaires étrangères, Henriques de Barros Gomes, pour étudier l'avenir des *prazos*. Cette commission était dirigée par Francisco Maria da Cunha. Le but de la commission était de « proposer les meilleurs et les plus adéquats moyens pour établir un régime définitif ou de transition, qui

pourrait garantir de façon plus efficace les intérêts d'ordre politique, social et économique au bénéfice de la province du Mozambique, dans la résolution de questions très complexes »¹⁵¹.

Selon le Gouverneur de Quelimane F. Carvalho, Francisco Mario da Cunha – ancien gouverneur de la province qui en février 1880 avait publié une portaria recommandant l'application de la loi de 1854 sur l'extinction des *prazos* – firent partie de cette commission Joaquim Pedro Oliveira Martins, le chef de la commission qui n'avait jamais mis les pieds au Mozambique, Hermenegildo Carlos de Brito Cappello officier de l'armée, et José da Cunha de Eça Azevedo dont les connaissances sur les *prazos* étaient aléatoires. Il y avait également Francisco dos Santos, Lucio Veloso da Rocha, ancien commerçant à Quelimane dont le gouverneur doutait des connaissances sur les *prazos*; et Henrique Carlos Lima, ancien major du Secrétariat Général, ainsi que le Dr. António Maria de Sousa Horta e Costa, qui avaient déjà été à Quelimane et Tete, et qui avaient certaines connaissances sur le régime de *prazos*. Ces deux derniers s'opposèrent au rapport présenté, sans succès¹⁵².

Selon A. Rita-Ferreira, Horta e Costa demandait le « remplacement des *prazos* par une administration directe de l'État »¹⁵³.

António Ennes, à l'époque « simple journaliste et curieux des affaires coloniales »¹⁵⁴ (il devint ensuite secrétaire d'État à la Marine et aux Colonies en 1890, et premier Commissaire royal au Mozambique en 1892), donna un avis favorable au système des *prazos*. Il allait même écrire en 1893 que :

« Tant qu'il y avait un manque de capitaux dans la colonie, le régime de *prazos* était le plus recommandable pour la Zambézie, même pour les autres régions susceptibles de développer l'agriculture. Au-delà de l'avantage essentiel [...], de fournir des bras à l'agriculteur, il lui assure une recette, celle du *mussoco*, qui l'aide à attendre les revenus de la terre, qu'il peut augmenter en attirant plus de colons dans les *prazos*. »¹⁵⁵

Pour le gouverneur F. Carvalho, António Ennes, grand enthousiaste du régime de *prazos*, fut l'âme du décret de 18 novembre 1890. Selon A. Rita-Ferreira, « le rapport final a été rédigé par

¹⁵¹ MINISTÉRIO DA MARINHA E ULTRAMAR, *Regimen ...*, op. cit., 27.

¹⁵² F. CARVALHO, *Distrito de Quelimane, Relatório do Governador 1911-1912*, Lourenço Marques, Imprensa Nacional, 1912, p. 27.

¹⁵³ A. RITA-FERREIRA, « Breve nota... », p. 352.

¹⁵⁴ *Ibidem*.

¹⁵⁵ A. ENES, *Moçambique. Relatório apresentado ao governo*, Lisbonne, Agência Geral das Colónias, p. 96.

Oliveira Martins, grand admirateur de l'exemple brésilien, mais avec des connaissances utopiques, superficielles et dépassées sur les *prazos*. »¹⁵⁶

De ce fait, la commission opta non pour la suppression du régime du « vieux » système des *prazos*, mais pour son adaptation aux préceptes et aux exigences du monde moderne. Pour cela, elle défendait « l'établissement des plantations et la mobilisation de ressources internes »¹⁵⁷. Les *prazos* étaient divisées en deux catégories : « pacifiés » et non « pacifiés ». Le contrat emphytéotique fut remplacé par un système de concession (*arrendamento*). De ce fait, les nouveaux propriétaires des *prazos* s'appelaient désormais concessionnaires (*arrendatários*) et non plus *enfiteutas*.

Mais cela ne changea pas grand-chose, car les concessionnaires continuèrent à avoir des pouvoirs politico-administratifs comme des agents de l'autorité.

Ernesto de Vilhena montra bien, dès 1915 qu'effectivement, cette reformulation du système de *prazos* avait maintenu beaucoup d'aspects de l'ancien système :

«La Zambézie continuait à être, comme au XVII^e et XVIII^e siècles de la conquête et de l'occupation, divisée en régions très inégales, conservant la désignation générique de *prazos* et sensiblement, les mêmes noms et démarcations fixés lors de la conquête des terres des chefs indigènes, ou de cession par ceux-ci aux premiers occupants. Des entités particulières, dont la désignation officielle n'était plus "seigneurs de terre" comme au XVII^e siècle, ni *enfiteutas* comme au XVIII^e, mais «concessionnaires» continuaient d'œuvrer à la tête du gouvernement et administration de ces territoires. Ils avaient seulement changé de nom, mais leurs droits perduraient manifestement puisque : ils continuaient à exercer une des plus hautes et prestigieuses attributions de la souveraineté, celle qui avait le plus d'influence sur l'indigène, la levée des impôts, laquelle de par la force de la tradition depuis les temps immémoriaux était exercée par ces seigneurs, Noirs et Blancs ; ils continuaient à pouvoir exiger de l'indigène la prestation de divers services, quelques-uns gratuits ; ils continuaient à administrer la justice de première instance, la seule pratiquement ; ils continuaient à être chefs de guerre, vu qu'ils armaient les *cipayes* et étaient appelés à concourir aux opérations de défense ou de conquête (dans toutes les guerres modernes de la Zambézie, de la Maganja da Costa, du Cambuembra, du Mataka ou do Barué, les concessionnaires avaient mandaté leurs *cipayes* et l'un d'entre eux avait été décoré brillamment de l'ordre de la Tour et l'Épée) ; ils continuaient à avoir pratiquement l'exclusivité de l'occupation et de la culture des terres et en général de l'exploitation du *prazo*, car une série de préceptes de la législation en vigueur produisait un tel résultat. »¹⁵⁸

¹⁵⁶ A. RITA-FERREIRA, « Breve nota... », *op. cit.*, p. 352.

¹⁵⁷ *Ibidem*.

¹⁵⁸ E. de VILHENA, *Regime dos Prazos...*, *op. cit.*, pp. 28-29.

Pour M. Newitt, l'autre objectif qui a guidé le maintien du système de *prazos* fut, le besoin de les utiliser dans la pacification et dans l'administration de la Zambézie¹⁵⁹, faute d'autre possibilité. Ainsi, les *prazos* non pacifiés étaient loués pour une période de dix ans, mais les concessionnaires devaient les « pacifier » et y implanter une administration ainsi qu'une force policière. En récompense, ils avaient le droit de lever le *mussoco*, sans l'obligation d'y développer l'agriculture¹⁶⁰. Les *prazos* déjà « pacifiés », étaient loués pour une période de vingt-cinq ans. En revanche, les concessionnaires de ces *prazos*-là avaient obligation d'une activité agricole. La moitié du *mussoco* dans les *prazos* « pacifiés » pouvait être levée sous la forme de force de travail des indigènes¹⁶¹.

Les *prazos* loués aux compagnies

Les *prazos* furent concédés à des compagnies, dont la plupart avait des capitaux non portugais. En effet, entre 1891 et 1892 furent créées les trois compagnies les plus importantes qui opérèrent au XX^e siècle au Mozambique¹⁶². La première, la plus grande et la plus prestigieuse, fut la Companhia de Moçambique créée en juin 1891, provenant de capitaux britanniques et français. Cette compagnie à charte reçut une concession de 184 815 Km² sur les territoires des actuelles provinces de Manica et Sofala, soit une surface deux fois équivalente à celle de la métropole¹⁶³. Elle avait « l'obligation de construire des chemins de fer et de faire des travaux d'amélioration dans les ports, de construire des routes, des écoles et des hôpitaux et, d'une manière générale, promouvoir le développement économique »¹⁶⁴. La Companhia de Moçambique, un véritable « État dans l'État » allait contribuer largement à la modernisation et au développement de la ville et du port de Beira, en faisant la deuxième plus importante ville du Mozambique.

L'autre compagnie fut celle de Niassa dont la majeure partie de ses capitaux étaient allemands avant 1915, créée en septembre 1891 et qui avait des pouvoirs souverains sur les territoires de Cabo Delgado et Niassa soit un territoire de 160 000 Km². De même que la Companhia de Moçambique, cette compagnie devait entre autres, construire un chemin de fer. Mais en 1899,

¹⁵⁹ M. NEWITT., *A history of Mozambique*, Londres, Hurst & Co, p. 365.

¹⁶⁰ *Ibidem*, L. VAIL, L. WHITE, *Capitalism and...*, *op. cit.*; p. 131.

¹⁶¹ *Ibidem*. Voir aussi G. PAPAGNO, *Colonialismo e feudalismo...*, *op. cit.*, p. 128-129.

¹⁶² G. PAPAGNO, *Colonialismo e feudalismo...*, *op. cit.*, *op. cit.*, p. 146.

¹⁶³ L. VAIL, L. WHITE, *Capitalism and...*, *op. cit.*, p. 113. Voir aussi G. PAPAGNO, *Colonialismo e feudalismo...*, *op. cit.*; R. PELISSIER, *Naissance du Mozambique...*, *op. cit.*, p. 127-129.

¹⁶⁴ L. VAIL, L. WHITE, *Capitalism and ...*, *op. cit.*, p. 113.

l'action de la Companhia do Niassa était selon le commissaire royale du Mozambique d'alors, Mouzinho de Albuquerque, complètement nulle, cette compagnie ne respectant aucun de ses engagements envers les autorités, souhaitant même, la résiliation du contrat¹⁶⁵. La Companhia do Niassa ne réussit pas à mettre en valeur ses territoires (même le chemin de fer ne fut pas construit) et à la fin de la concession, en 1929, ils furent décrits comme les moins avancées de toute la province.

La dernière de ces trois sociétés, fut la Companhia da Zambézia, créée en avril 1892. Parce qu'elle occupait une partie importante de l'ancien district de Quelimane, elle mérite ici une analyse plus détaillée.

La Companhia de Zambézia

La Companhia da Zambézia sous la direction du britannique Albert Ochs, à la différence des deux autres, n'était pas une compagnie à charte. Elle reçut une concession de terres d'environ 155 000 Km²¹⁶⁶. Son pouvoir compagnie fut néanmoins immense : rien que dans deux de ses *prazos* (elle en avait plusieurs), Anguaze et Andone, elle contrôlait une population d'environ 120 000 indigènes !¹⁶⁷

Son siège était à Lisbonne. Elle reçut tous les droits et propriétés de l'Allemand Carl Wiese, qu'il avait en Zambézie et dans les territoires voisins ; de la Central African and Zoutpansberg Exploration C^{ie} de Londres, toutes les factoreries, propriétés et droits ; de la Société des Fondateurs de la Compagnie Générale du Zambèze de Paris, certains droits et concessions en Zambézie¹⁶⁸.

Mais la Companhia da Zambézia n'a pas réussi à « pacifier » complètement les *prazos* Milange, Lomué et Lugela, tous du district de Quelimane. C'est l'Empresa Agrícola do Lugela qui en achèvera la pacification, lorsqu'en 1905, elle reçut de la Companhia da Zambézia la sous-concession de ses territoires. La Companhia da Zambézia ne réussit pas non plus, à mettre en

¹⁶⁵ M. de ALBUQUERQUE, *Moçambique...*, op. cit., p. 162-3.

¹⁶⁶ R. PELISSIER, *Naissance de Mozambique...*, op. cit., p. 128.

¹⁶⁷ COMPANHIA DA ZAMBÉZIA, *Relatório, Contas e parecer do Conselho Fiscal relativos à gerência de 1898 apresentados à Assembleia geral em 30 de junho de 1899*, Lisbonne, Typografia da Companhia Nacional Editora, 1899.

¹⁶⁸ COMPANHIA DA ZAMBÉZIA, « Estatutos da Companhia da Zambézie aprovados por decreto de 20 de Maio de 1892, publicados no Diário do Governo n° 116, de 23 e reduzidos à escriptura publica em 25 do mesmo mez e anno e decretos de concessão », *Estatutos e Relatórios, 1892-1898*, I, Lisbonne, Typographia do Comércio de Portugal, 1892.

valeur ces concessions minières, situées surtout dans le district de Tete. Très tôt les territoires de cette compagnie devinrent un lieu d'exploitation brutale. Toutes sortes de barbaries contre l'indigène s'y développèrent. La compagnie se consacra surtout à la collecte de l'impôt, et peu à l'agriculture. Par manque de moyens financiers et afin de survivre, elle sous-loua une partie considérable de son territoire. Par exemple, en décembre 1898 elle sous-loua les *prazos* Andone, Macuze et Licungo à Damodar Anandgi, un commerçant indien et en février 1899, ce fut le tour des *prazos* Maganja d'Além Chire et Massingire d'être sous-loués à un autre commerçant indien, Agy Taibo Agy Selemane¹⁶⁹. Elle se consacra aussi à la vente de main-d'œuvre pour les mines de Transvaal, suite à l'autorisation obtenue en août 1903¹⁷⁰. Selon M. Newitt, la Compagnie « n'avait ni le capital, ni les hommes, ni la capacité technique pour mettre en œuvre la tâche du développement. »¹⁷¹

Donnant son avis sur les premières années d'activité de la Companhia da Zambézia, Mouzinho de Albuquerque disait qu'elle n'avait encore rien investi dans l'agriculture et le commerce dans ses territoires, comme le préconisait le contrat signé avec les autorités portugaises. Pour lui, si cette compagnie avait jamais eu du capital, elle ne l'avait pas encore investi en Zambézie¹⁷².

Pour justifier le manque d'investissements dans ses concessions au début de ses activités, la Companhia da Zambézia affirmait, dans son rapport de 1899, qu'elle avait orienté ses ressources dans des opérations « sûres » et immédiates, et qu'elle ne pouvait pas s'aventurer à exploiter ses concessions tout de suite, car cela risquait d'amenuiser ses ressources infimes. Mais que malgré tout, elle avait terminé l'exercice de 1898 avec un profit liquide de 92 062 \$ 203 reis¹⁷³.

Elle allait plus tard se consacrer essentiellement à l'agriculture (cultures de sisal, de thé, de coprah, coton) et à l'élevage. En 1907, elle possédait 149 260 cocotiers sur une étendue de 57 kilomètres, 75 000 palmiers et 150 000 cocos en serre et employait en moyenne 2 000 travailleurs indigènes par jour¹⁷⁴. Relativement au sisal, la Compagnie produisait 67 tonnes en

¹⁶⁹ L. Pinto TEIXEIRA, « Partners in business – the working of the Indian traders of Zambezia, Moçambique, 1870-1910s », Lisbonne, 2004, 30p. multigr., à paraître, *Lusotopie*, 2008, p. 1.

¹⁷⁰ AHM/DSNI, *Recrutamento nos prazos*, Processo 46, Lisbonne, 26 juin 1911, Caixa 634.

¹⁷¹ M. NEWITT, *Portuguese settlement...*, *op. cit.*, p. 365.

¹⁷² M. de ALBUQUERQUE, *Moçambique...*, *op. cit.*, p. 163.

¹⁷³ COMPANHIA DA ZAMBÉZIA, *Relatório, Contas e parecer do Conselho Fiscal relativos à gerência de 1898...* *op. cit.*

¹⁷⁴ GOVERNO DO DISTRITO DE QUELIMANE, *Informações sobre o Distrito de Quelimane coligidas pelo Governo do Distrito por ocasião da visita da sua Alteza real o Príncipe Dom Luis Philipe*, Quelimane, Tipografia Portuguesa, 1907.

1914 et 1 247 tonnes en 1922¹⁷⁵. Au début des années 1960, elle était une des plus importantes de la Zambézie. En effet, cette elle produisait en 1960, 769 185 kilos de thé, 31 013 762 kilos de coprah, 2 198 135 kilos de sel, 1 248 723 kilos de coton. Elle possédait aussi à la même période, 768 218 cocotiers et plus de 5 000 têtes de bétail¹⁷⁶.

Les Compagnies du district de Quelimane

Ce fut dans le district de Quelimane que, parallèlement à une exploitation n'excluant aucune sorte de barbaries à l'égard de l'indigène, le rêve portugais de créer une économie agricole de plantation, se concrétisa. En effet, dans ce district s'établirent dès 1890, la Companhia do Assucar de Moçambique (Compagnie du Sucre du Mozambique) installée dans le *prazo* Maganja d'Aquém Chire (quelques années plus tard acheté par la Sena Sugar Estates), la Companhia do Luabo (Compagnie du Luabo), la Companhia do Boror (Compagnie du Boror), l'Empresa Agricola do Lugela (Entreprise Agricole du Lugela) et la Sociedade do Madal (Société du Madal). Ce sont des compagnies qui allaient se consacrer à l'agriculture, même si dans un premier temps elles se concentrèrent aussi à la levée de l'impôt de capitation (le *mussoco*). L'analyse des activités de chacune d'elles peut permettre de comprendre leur rôle dans la société zambézienne en particulier et dans le pays en général. Elle est en dernier ressort importante pour comprendre comment le capitalisme colonial a sous-développée cette région.

La Companhia do Luabo, la toute première

La Companhia do Luabo avait obtenu ses *prazos* auprès de Joaquim Paiva de Andrada, ancien locataire des *prazos* Luabo et Melambe, qui le 27 novembre 1894, avait transféré tous ses droits et obligations sur ses territoires au profit de la Companhia do Luabo en échange de 50 000 \$ reis¹⁷⁷. Cette compagnie se proposait entre autres de construire des routes, des ponts et des quais, d'ouvrir des canaux et de mener bien d'autres travaux publics, d'organiser les services de navigation, de promouvoir et de diriger la colonisation des terres, de créer des entreprises, etc.¹⁷⁸ Elle obtint aussi les droits de l'exploitation forestière de la Companhia do Moçambique sur la rive droite des *prazos* Melambe et Luabo et ceux de la Companhia da Zambézia, sur les îles

¹⁷⁵ C. de Mello GERALDES, « Le sisal au Mozambique », *Boletim da Agência Geral das Colónias*, n° 11, Ano 2, Lisbonne, 1926, p. 67.

¹⁷⁶ COMPANHIA DA ZAMBÉZIA, *Relatório de Contas do Conselho de Administração e Parecer do Conselho Fiscal relativos ao exercício de 1960*, Lisbonne, 21 avril 1961.

¹⁷⁷ J. C. da SILVA, *Estatutos da Companhia do Luabo, Sociedade Anonyma de Responsabilidade Limitada*, Secretaria d'Estado dos Negocios do Ultramar, Lisbonne, Imprensa Nacional, 9 Juin 1896.

¹⁷⁸ *Ibidem*.

du delta du Zambèze et sur la rive gauche du même fleuve, dans les mêmes *prazos*, en échange de 5 000 reis par compagnie¹⁷⁹.

Les premières activités agricoles de la compagnie se résumèrent aux cultures de coton, de canne à sucre et de sisal, avec des résultats très mitigés. Malgré cela, la Companhia do Luabo, de pair avec la Companhia do Boror, firent partie des compagnies pionnières dans la culture du sisal au début du XX^e siècle (1903-1904). Ensuite, la première tenta la culture cocotière dans la région de Sombo, non loin du Conseil de Chinde, également sans grands résultats. En 1900, elle acheta le *prazo* Marral pour exploiter la main d'œuvre pour la Sociedade Assucareira de Africa Oriental Portuguesa, une compagnie française qui avait ses plantations de canne à sucre et son usine à Marromeu sur la rive droite du Zambèze¹⁸⁰.

Environ dix-sept ans après, le 19 mai 1911, elle sous-loua ses *prazos* (Luabo, Melambe et Marral) à John Peter Hornung¹⁸¹. En 1914 elle obtient une prolongation pour quinze ans de la possession de ses *prazos*¹⁸². Sans avoir pu s'imposer en aucun domaine et n'ayant tenu aucune des promesses qu'elle s'était proposée de réaliser lors de sa création, elle procéda à sa liquidation, le 15 septembre 1930. La cause de cette liquidation, selon ses actionnaires, était que « la raison pour laquelle cette société avait été créée était terminée, les *prazos* devant être remis en 1933 et cela était l'opportunité la plus appropriée pour procéder à la liquidation de la compagnie. »¹⁸³

La Companhia do Boror, la plus grande cocoteraie du Mozambique

En 1895, la Companhia do Boror fut créée en tant que société anonyme à responsabilité limitée (SARL), avec au départ des capitaux français. Sa comptabilité sera effectuée en francs jusqu'en 1937¹⁸⁴. Au départ, la compagnie avait obtenu des concessions dans les *prazos* Boror et Tirre qui appartenaient à la firme Eigenman, Perreira e Stucky. Elle obtiendra ensuite la concession du *prazo* Nameduro de la firme Amaral & C^a et les *prazos* Licungo et Macuse, du

¹⁷⁹ *Ibidem*.

¹⁸⁰ L. VAIL, L; WHITE, *Capitalism and...*, *op. cit.*, p. 116-117 et p. 273.

¹⁸¹ AHU/DIRECÇÃO GERAL DE ADMINISTRAÇÃO POLITICA E CIVIL, 3^a Repartição, *Contrato de sub-arrendamento dos Prazos Luabo, Melambe e Marral a John Peter Hornung feito em 19 maio de 1911*, Lisbonne, 1959, nota 251/61 de 20 de Junho de 1959, Maço 47 (1911-1939), *Companhia do Luabo*.

¹⁸² *Boletim Oficial* n° 23, Lourenço Marques, 18 avril de 1914.

¹⁸³ AHU/DIRECÇÃO GERAL DE ADMINISTRAÇÃO POLITICA E CIVIL, 3^a Repartição, *Dissolução e liquidação da Companhia*, Lisbonne, 1959, nota 251/61 de 20 junho de 1959, Maço 47 (1911-1939), *Companhia do Luabo*.

¹⁸⁴ A. CASTRO, *O sistema colonial Português em África (meados do século XX)*, Lisbonne, Caminho, 1978, p. 57.

défunt Pedro Campos Valdez. Le comte Stucky de Quai, un Français, est considéré comme son principal créateur et organisateur.

Ses activités économiques concernaient surtout la culture du café, du sisal, de la coco, de l'élevage, et l'industrie du sucre. Mais seules les cultures du cocotier et du sisal ont réussi. La culture du café essayée dans le *prazo* Nameduro échoua à cause de la concurrence du café brésilien. L'industrie du sucre qui produisait le sucre et l'alcool fut abandonnée en 1920, lors de l'interdiction de la vente et de la fabrication de l'alcool par les autorités¹⁸⁵.

C'est la Companhia do Boror qui introduisit, dans le *prazo* Boror, la culture du sisal pour la première fois au Mozambique en 1904, neuf ans après sa formation. Et les résultats ne se firent sentir qu'en 1911, lorsqu'elle réussit à produire 104 975 Kilos de fibre¹⁸⁶. Cette production augmenta d'une façon impressionnante, de sorte qu'en 1942, la Companhia do Boror avait réussi à produire 3 000 tonnes de fibre.

Le sisal était l'un des principaux produits d'exportation du Mozambique et les principaux marchés du sisal mozambicain étaient européens, via les ports de Londres, Anvers, Marseille et Lisbonne. En 1938, le Mozambique occupait la quatrième place des exportateurs de sisal derrière l'Indonésie, la Tanzanie et le Kenya, avec un volume exporté de 24 000 tonnes¹⁸⁷ en grande partie, grâce à cette compagnie.

La culture du coco introduite en même temps que celle du sisal, était concentrée dans les *prazos* Licungo et Macuse et se développa à grande échelle, transformant cette compagnie en un des plus grands producteurs mondiaux de coprah. La Companhia do Boror avait 125 000 cocotiers en 1900, mais 1 895 000 en 1942.¹⁸⁸ Avec la Sena Sugar Estates, la Companhia do Boror était l'une des plus importantes du Mozambique. Dans les années 1950, elle employait 7 900 travailleurs indigènes¹⁸⁹, elle avait 21 009 têtes de bétail en 1961¹⁹⁰. En 1963, elle obtint sa plus

¹⁸⁵ J. CARDOSO, « Companhia do Boror- Breve resenha da sua acção na ocupação e na exploração economica da Zambezie », *Moçambique, Documentario Trimestral* n°35, ano 9, Lisbonne, Imprensa Nacional.

¹⁸⁶ C. de Mello GERALDES, « Le sisal au... », *op. cit.*, p. 66. Voir également C. RIBEIRO, « Sisal », *Boletim da Sociedade de Estudos da Colónia de Moçambique* n° 5, Ano I, Lourenço Marques, Tipografia Popular de Roque Ferreira, 1932, p. 119.

¹⁸⁷ A. NAVARRO, F. M. FERNANDES, *A cultura do sisal em Moçambique nos últimos dez anos*, Braga, Livraria Cruz, 1957, p. 12.

¹⁸⁸ J. CARDOSO, « Companhia do Boror... » *op. cit.*, p. 101.

¹⁸⁹ H. GALVÃO, C. SELVAGEM, *O império ultramarino português*, Lisbonne, Empresa Nacional de Publicidade, 1953, p. 185.

grande production de coprah des dix-neuf dernières années : 13 992 115 kilos de coprah¹⁹¹. Sa succursale, la Boror Comercial et ses parts dans la Companhia do Fomento d'Angola (Fogerang)¹⁹² lui apportaient des ressources supplémentaires. Malgré cette immense richesse, la Companhia do Boror fut accusée en 1964 d'octroyer aux travailleurs indigènes les salaires les plus bas du marché mozambicain et angolais¹⁹³. Elle fut aussi accusée de ne pas attribuer un logement, des vêtements et de la nourriture à ses travailleurs indigènes, contrairement à loi¹⁹⁴.

La Société du Madal, les Français en Zambézie

La Société du Madal s'est établie en Zambézie en 1903, dans les territoires des *prazos* Madal, Tangalane et Cheringone, qui appartenaient auparavant au Comte de Vila Verde. En 1904, elle obtint de la firme Correia & Carvalho, la concession du *prazo* Mahindo, en 1913 la concession du *prazo* Carungo de Francisco Gavicho Salter de Sousa et puis en 1916, la concession du *prazo* Inhassunge de la société anonyme Ribeiro & Cia. La Sociedade do Madal fondée par le prince du Monaco, ville où se trouvait d'ailleurs son siège avait au départ des capitaux français¹⁹⁵.

Elle se consacra essentiellement aux plantations de cocotiers et à l'élevage de bétail. Elle débuta avec 70 000 cocotiers, en comptait 807 300 en 1943 et 840 000 en 1944. En ce qui concerne l'élevage, en 1944, elle comptait 8 000 têtes de bétail et employait environ 3 000 indigènes par jour¹⁹⁶. Dans les années 1950, la Sociedade do Madal possédait déjà un million de cocotiers et ses exportations de coprah étaient d'environ 10 000 tonnes. Elle possédait aussi 11 000 têtes de bétail¹⁹⁷. La Sociedade do Madal avait aussi des actions dans la Sociedade Agricola de Pebane et dans l'Empresa Electro Mecânica, par le biais du Comte de Bobone, administrateur de ces deux entreprises¹⁹⁸.

¹⁹⁰ COMPANHIA DO BOROR; *Relatório de Contas do Conselho de Administração e Parecer do Conselho Fiscal Relativos ao exercício de 1961*, Lisbonne, 1962.

¹⁹¹ COMPANHIA DO BOROR; *Relatório de Contas do Conselho de Administração e Parecer do Conselho Fiscal Relativos ao exercício de 1963*, Lisbonne, 1964.

¹⁹² A. CASTRO, *O sistema colonial...*, *op. cit.*

¹⁹³ P. F. PINTO, *Apointamento : Aspectos negativos da vista realizada recentemente a Moçambique com um grupo de estudantes do Instituto de Altos Estudos Internacionais de Genève*, Lisbonne, 26 octobre 1964, in AHU/MU/GM/GNP/SR160/PT.6, *Apointamentos Secretos*.

¹⁹⁴ *Ibidem*.

¹⁹⁵ S. J. RODRIGUES, « Palmares da Zambézia—A Société du Madal », Moçambique, *Documentário Trimestral*, (Lourenço Marques, Imprensa Nacional), 38, 1944, p. 62.

¹⁹⁶ *Ibidem*, p. 67-70.

¹⁹⁷ H. GALVAO, C. SELVAGEM, *O império...*, *op. cit.*, p. 188.

¹⁹⁸ A. CASTRO, *O sistema colonial...*, *op. cit.*, p. 53.

Empresa Agrícola do Lugela, la pionnière dans la culture du thé

En octobre 1905, l'Empresa Agrícola do Lugela, sous-loua à la Companhia da Zambézia les *prazos* Lomué, Milange et Lugela. Francisco Mantero, un grand propriétaire de plantations de cacao à São Tomé, Carlos Masetti ancien agent de la Companhia da Zambézia et Pedro Gusmão, ancien officier de marine furent les fondateurs de cette compagnie¹⁹⁹. Après avoir « pacifié » ses territoires, elle obtint en 1910, tous les droits et obligation sur ces *prazos*, devenant concessionnaire de l'État. Le but de Mantero étant de garantir l'approvisionnement en main-d'œuvre pour ses plantations de cacao à São Tomé aussi, cette compagnie se concentrait-elle d'abord sur le recrutement des travailleurs pour l'Île de São Tomé. Parmi ses activités agricoles les productions de coco et de caoutchouc, ne lui permirent pas de bons résultats. Les raisons, selon son directeur José de Oliveira Serrão de Azevedo, résidaient dans le fait que les terres n'étaient pas appropriées à la production cocotière, et l'importante baisse du prix de caoutchouc sur le marché international mena à l'abandon de cette culture²⁰⁰. Dans les premières années d'activités, elle se consacra aussi à la culture de café. Le tabac aussi fut essayé, mais échoua.

En 1913, cette entreprise introduisit la production de sisal et en exporta pour la première fois en 1919. Entre 1919 et 1923, elle exportait en moyenne, 463 tonnes de sisal²⁰¹. Ses plantations se trouvaient dans le *prazo* Lugela. Dès 1915, elle entreprit la production de thé et en novembre 1924, elle établit sa première usine de thé à Milange. Pionnière dans ce domaine, elle était propriétaire d'une marque de thé baptisée « Chá Lugela »²⁰².

La culture de thé allait ensuite se répandre dans d'autres zones de la Zambézie notamment Gurué, Tacuane (circonscription de Lugela), Socone (circonscription d'Ile) et dans la circonscription de l'Alto Molocué. Bientôt Gurué devint le centre de la culture du thé de toute la Zambézie, voire de tout le Mozambique, tandis qu'au Alto Molocué, elle sera un véritable échec²⁰³.

¹⁹⁹ L. VAIL, L. WHITE, *Capitalism and...*, *op. cit.*, p. 167.

²⁰⁰ J. A. Serrão de AZEVEDO, « Notícia sobre a Empresa Agrícola do Lugela, Lda », *Boletim da Agência Geral das Colónias* n°9, Ano 2, Lisbonne, 1929, p. 119.

²⁰¹ C. de Mello GERALDES, « Le sisal au... », *op. cit.*, p. 66.

²⁰² J. A. Serrão de AZEVEDO, « Notícia sobre... », *op. cit.*, p. 124-126.

²⁰³ D. J. Soares REBELO, « Estudos económicos. O Chá de Moçambique (1924-1950) », Moçambique, *Documentário Trimestral* n°68, Lourenço Marques, Imprensa Nacional, 1951, p. 32.

Comme pour les autres produits mozambicains, le premier marché du thé était l'Occident notamment l'Angleterre. Il était également exporté vers les États-Unis, l'Afrique du Sud et évidemment vers la métropole.

En 1933, l'Empresa Agrícola do Lugela se trouvant dans une situation financière difficile, céda ses plantations de thé et son usine à la Sociedade de Chá Oriental (Société Orientale de thé), société à responsabilité limitée dont la principale activité était la culture et la production de thé, et dont l'un des principaux actionnaires était l'« homme du sucre », le britannique J. P. Hornung, propriétaire de la Sena Sugar States.

La Sena Sugar Estates, l'« empire » du sucre²⁰⁴

La Sena Sugar Estates fut créée par John Peter Hornung, un Anglais d'origine hongroise marié à une portugaise, fille d'une des familles les plus importantes du Portugal. La Sena Sugar Estates puisait ses origines dans deux anciennes compagnies pionnières dans l'industrie sucrière au Mozambique. En effet, la production du sucre au Mozambique a vu le jour avec la Companhia do Açucar de Moçambique, formée en 1890 par différents petits investisseurs, parmi lesquelles John Peter Hornung lui-même, son principal gestionnaire. Cette compagnie avait son usine à Mopeia et exporta pour la première fois vers la métropole en 1893. La Sociedade Açucareira da Africa Oriental fut la deuxième compagnie sucrière à s'établir au Mozambique. Ses travaux agricoles avaient débuté en 1897 et son usine en 1902.

La Sena Sugar Estates était une compagnie dominée par des capitaux anglais, dont le siège se situait à Londres et ses registres étaient tenus en anglais. Elle fut de loin, la compagnie la plus importante de Zambézie, mais également la plus raciste et l'une des plus violentes à l'égard des indigènes. Au-delà de l'industrie du sucre, véritable réussite, Hornung expérimenta le coton (au départ dans la région de Mopeia, puis dans la région de Chinde), le thé (circonscription de Milange), le sisal (dans la région de Namagoa, circonscription de Lugela), le cocotier (dans la région de Matilde, Chinde) et l'élevage.

C'est en 1904 et 1905 que Hornung créa la « Sena Sugar Factory Limited », et en 1906, il construisit l'usine de Caia, dont le fonctionnement commença en 1908. L'année suivante, John Peter Hornung acheta la Sociedade Açucareira da África Oriental, qui était au bord de la

²⁰⁴ Sur la Sena Sugar Estates et la figure de John Peter Hornung, voir, SENA SUGAR ESTATES, *Moçambique e o problema açucareiro*, Lisbonne, 1945; L. VAIL, L. WHITE, *Capitalism and...*, *op. cit.*, p. 148-153; M. NEWITT, *A history...*, *op. cit.*, pp. 423.

faillite. En 1911, il augmenta son empire en obtenant la concession des *prazos* de la Companhia do Luabo (Luabo, Marral et Melambe), des frères Bivar, le *Prazo* Angónia, avec une population estimée à 82 000 habitants, ainsi que les *prazos* Goma et Mugovo, tous dans le district de Tete²⁰⁵. Le territoire sous son contrôle (entre Zambézie et Tete), occupait en 1914, 36 000 km²²⁰⁶. À partir de trois usines (Mopeia, Caia et Marromeu), Hornung créa la Sena Sugar Estates, Limited en 1920. Son ambition était immense et en 1924, il installa l'usine de Luabo sur la rive gauche du Zambèze, considérée à l'époque comme l'usine sucrière la plus moderne du Mozambique. Hornung avait établi, de ce fait, une des plus importantes compagnies du Mozambique colonial, dépassé seulement par la Companhia de Moçambique. Selon R. Péliissier, à la différence des anciens senhores, Hornung incarnait le rôle d'un capitaliste moderne et « industriel »²⁰⁷.

Son importance est attestée également par l'accord qu'il allait signer en 1921 avec le gouvernement portugais pour la fourniture de deux ou trois milles travailleurs à des conditions préférentielles par rapport aux autres concessionnaires, en échange d'une augmentation de la production du sucre de 15 000 tonnes par an²⁰⁸. Cet accord fut rompu, cinq ans plus tard, suite aux contestations des autres concessionnaires.

Mais la crise internationale de surproduction en 1929 n'épargna pas l'industrie du sucre au Mozambique. Ainsi, touchée par cette crise, la Sena Sugar Estates se vit dans l'obligation de fermer quelques usines. Les usines de Caia et de Mopeia, respectivement en 1935 et 1936, fermèrent leurs portes pour toujours²⁰⁹.

Mais la Sena Sugar Estates attribua au gouvernement portugais la responsabilité principale de la faillite de ces usines. Selon les dirigeants de cette compagnie, la Sena Sugar Estates avait été victime du décret 18 021 du 1^{er} mars 1930 qui préconisait un système de quotas entre l'Angola et le Mozambique, divisant moitié-moitié pour chacun la quantité de sucre qui devrait être exportée annuellement en direction de la métropole²¹⁰. Ce fut cette politique dont le but était de « détruire » l'économie du Mozambique qui avait conduit à la fermeture des usines de Caia

²⁰⁵ L. VAIL, L. WHITE, *Capitalism and...*, *op. cit.*, p. 152.

²⁰⁶ M. NEWITT, *A history of...*, *op. cit.*, p. 423.

²⁰⁷ R. PELISSIER, *Naissance du Mozambique...*, *op. cit.*, p. 514.

²⁰⁸ SENA SUGAR ESTATES, *Moçambique e o problema...*, *op. cit.*, p. 80.

²⁰⁹ G. A. Monteiro, *Sena Sugar Estates, Ltd, 1893-1953. 60 anos de açúcar na Zambezie*, Lisbonne, 1955.

²¹⁰ SENA SUGAR, *Moçambique e o problema...*, *op. cit.*, p. 60

et de Mopeia en 1935 et 1936 respectivement, car après son adoption, les exportations du Mozambique avaient chuté d'un tiers, avec un préjudice d'environ £600 000²¹¹.

Pour la Sena Sugar Estates, ce principe était injuste et adopté seulement en fonction des intérêts des seuls producteurs angolais à l'exclusion de ceux du Mozambique²¹².

Pour W. G. Clarence-Smith, la décision d'attribuer les mêmes quotas à l'Angola et au Mozambique visait clairement la Sena Sugar, une compagnie de capitaux anglais, car les autres compagnies de sucre du Mozambique (de capitaux portugais), notamment la Companhia do Buzi et l'Incomati Sugar Estates, furent autorisées à augmenter leur production²¹³. Selon cet auteur, pour sortir de cette crise, la Sena Sugar Estates diversifia sa production, en achetant en 1933 les plantations de thé et de sisal de l'Empresa Agrícola do Lugela, déjà en faillite²¹⁴. C'est pour s'occuper de la culture de thé que Hornung et ses associés allaient créer la Sociedade de Chá Oriental, dont le siège était à Milange. La crise dépassée, la Sena Sugar Estates devint un véritable exemple de réussite parmi les compagnies établies au Mozambique.

En 1955, la Sena Sugar Estates possédait 350 Km de voie ferrée, 35 locomotives, 1700 wagons et différents types de chariots. Elle avait également 10 bateaux à vapeurs et les batelons respectives; 70 tracteurs, 30 charrues, 24 locomotives à vapeur, 2 excavateurs, 2 groupes de motopompes, 2 dragueurs, différentes machines agricoles et d'épandage des engrais, etc.²¹⁵ En 1957, la Sena Sugar disait avoir produit 119 025 tonnes de sucre, chiffre jamais atteint auparavant²¹⁶.

Elle avait aussi plusieurs succursales notamment une raffinerie de sucre à Lisbonne, employant 450 travailleurs, la Companhia do Comércio de Moçambique, la Sociedade de Chá Oriental et la Sociedade Agrícola de Milange (créée en 1951)²¹⁷. Ces deux dernières sociétés se consacraient

²¹¹ *Ibidem*, p. 67-68.

²¹² *Ibidem*, p. 60-61.

²¹³ W. G. CLARENCE-SMITH, *O Terceiro Império Português (1825- 1975)*, Lisbonne, Teorema, 1985, p. 185-186.

²¹⁴ *Ibidem*.

²¹⁵ SENA SUGAR ESTATES, *Sena Sugar Estates Limited, O que é e o que vale economica e socialmente, Exposição das actividades economicas de Moçambique comemorativa da visita de sua excelência o presidente da Republica General Francisco Higinio Craveiro Lopes*, août, 1956.

²¹⁶ SENA SUGAR ESTATES, *Relatório e contas do Exercício findo em 31 de dezembro de 1957 "Exposição do Presidente do Conselho de Administração, Tenente Coronel C. B. R. Hornung"*, Londres, juin 1958, pp. 10-12.

²¹⁷ A. CASTRO, *O sistema colonial...*, *op. cit.*, p. 52-53.

essentiellement à la culture du thé et contrôlaient l'Agência Colonial de Moçambique, l'Agência Comercial e Marítima et la Sociedade Industrial do Ultramar²¹⁸.

La Sena Sugar Estates : un paradigme de gestion raciale

Malgré sa réussite économique, la Sena Sugar Estates fut l'exemple le plus paradigmatique de la discrimination. Les travailleurs indigènes étaient classifiés et payés selon leurs origines. Parmi la population indigène, par exemple, les Ngunis, recrutés majoritairement à Angónia, district de Tete, était les mieux payés, tandis que les Lomués étaient les plus misérables, les moins considérés.

La discrimination existait également parmi les travailleurs blancs. Les travailleurs anglais étaient les mieux lotis, tandis que les travailleurs portugais étaient les moins considérés parmi les Blancs. Plus d'une fois, les Portugais exprimèrent leur insatisfaction relativement à cette situation²¹⁹. De même, les Africains « civilisés » ou assimilés, souffrirent de la politique discriminatoire de la Sena Sugar Estates, ce qui les mena en 1958 à se plaindre auprès des dirigeants de la compagnie. Ils se disaient exclus du Sporting Club, et se plaignaient d'être traités comme de « simples indigènes »²²⁰. Il y avait aussi des clubs divisés selon la race, un pour les Blancs, le Sporting, et le Recreativo, pour les Noirs et métis. Cette même année, un reportage publié le 18 septembre dans le journal *A Voz da Zambézia* montrait encore l'indignation de ce groupe²²¹.

Les indigènes gagnaient très misérablement leur vie à la Sena Sugar Estates. Pour avoir une idée, on peut comparer les salaires du « personnel civilisé » (*Pessoal Civilizado*) avec ceux du personnel dit « non civilisé » en 1955. Pour 435 employés « civilisés » la Sena Sugar Estates payait 30 112 295 escudos soit, environ 69 223,66 escudos par travailleur, sans compter les dépenses couvrant le logement, les voyages, les vacances et les loisirs. En revanche, pour 17 541 travailleurs indigènes, elle dépensait seulement 23 572 295 escudos environ 1343,8 escudos par travailleur, sans compter les vêtements, l'alimentation, le logement et le transport²²².

²¹⁸ *Ibidem*.

²¹⁹ GABINETE DOS NEGÓCIOS POLÍTICOS, *Exmo sr. Governador Geral de Moçambique*, Lisbonne, 29 novembre 1967, Outubro a Dezembro 1967 in AHU/MU/GM/GNP/SR010/PT.23C, *Decalques Confidenciais*, Lisbonne.

²²⁰ L. VAIL, L. WHITE, *Capitalism and...*, *op. cit.*, p. 377.

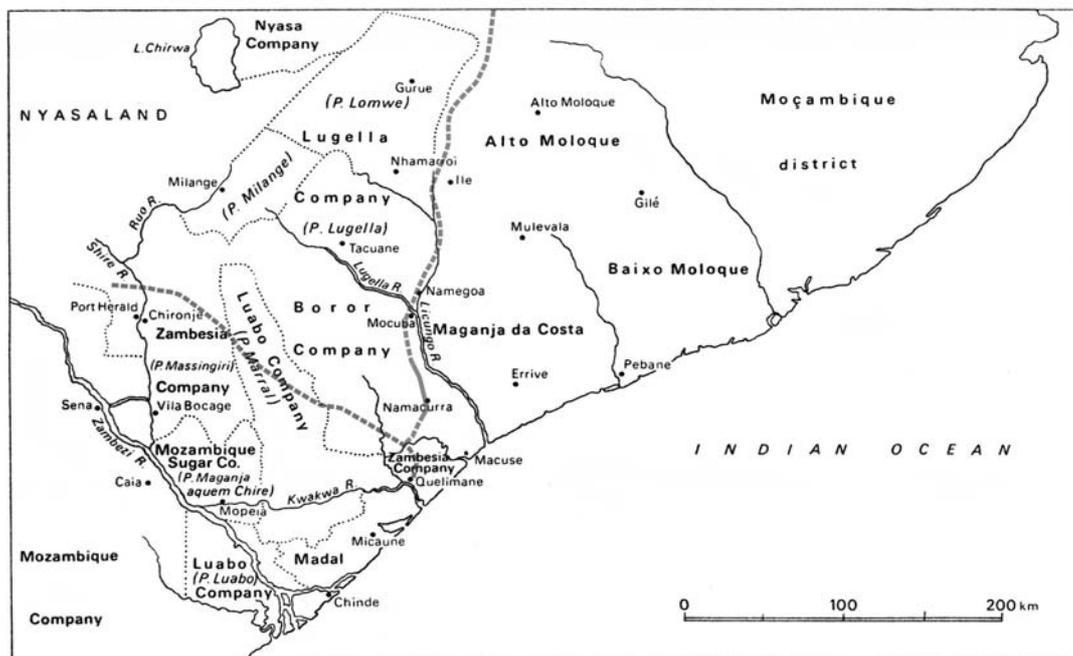
²²¹ *Ibidem*.

²²² SENA SUGAR ESTATES, *Sena Sugar Estates Limited, O que é e o que vale economica...*, *op. cit.*

Cette situation allait continuer jusqu'à l'indépendance. La compagnie n'arriva pas, ensuite, à s'adapter à la nouvelle réalité, ce qui la mènera à la faillite.

Peut-on tirer un bilan de la contribution de ces compagnies au développement de l'ancien district de Quelimane? Aucune de ces compagnies n'a sérieusement investi dans le développement de l'ancien district de Quelimane ou ailleurs du Mozambique. Par exemple, la Companhia da Zambézia qui s'était engagée à construire des chemins de fer, des routes, des ponts ainsi que d'autres infrastructures, n'arriva pas à tenir ses engagements, se consacrant essentiellement à une agriculture semi-mécanisée, dont le principal producteur était l'indigène. Cela est valable pour les autres compagnies. Il n'y eut pas de développement industriel, ni de formation des Africains. À l'indépendance, avec la fuite des Blancs qui étaient les seuls travailleurs qualifiés (hormis la petite exception des *assimilados*), ces compagnies allaient s'écrouler, entre autres, par manque de cadres.

Document n°5. District de Quelimane: *prazos* et compagnies autour de 1915



----- Tracé du chemin de fer (en prévision, réalisé) autour de 1912.
Sources : L. Vail, L. White, *Capitalism and colonialism in Mozambique. A study of Quelimane District*, Londres, Heinemann, 1980 et F. Carvalho *Distrito de Quelimane, Relatório do governador, 1911-1912*, Lourenço Marques, Imprensa Nacional, 1912.

Les nouveaux senhores et la reproduction des anciennes pratiques

Rapidement, les nouveaux concessionnaires furent accusés de commettre les actions les plus barbares sur les populations locales. Ils furent accusés entre autres, de ne pas développer

l'agriculture comme le prévoyait la loi mais de vivre seulement du *mussoco*, faisant ainsi d'énormes fortunes sur le dos des autochtones. Ils furent accusés aussi de se comporter comme de vrais senhores féodaux à l'instar de leurs prédécesseurs, et d'imposer trop de travail aux populations locales pour des salaires dérisoires, amenant ainsi à des migrations massives de celles-ci vers le Nyassaland et la Rhodésie.

Du reste, l'administration portugaise n'était pas homogène quant à l'appréciation à porter sur cette question, comme l'illustre l'exemple du commissaire royal Mouzinho de Albuquerque, qui substitua António Ennes.

En effet, le nouveau commissaire royal était un grand adepte du système des *prazos*, même s'il n'avait pas encore mis les pieds en Zambézie. Il alla jusqu'à proposer l'extension de ce système vers d'autres régions du Mozambique, telles que Moçambique (actuelle province de Nampula) et Gaza, tant le système avait montré selon lui, qu'il était la meilleure solution pour développer l'agriculture en Afrique orientale²²³. Pour lui, les abus des concessionnaires n'étaient pas aussi catastrophiques que certains le prétendaient. De plus, ils ne remettaient pas en cause la structure de *prazos*, car ceux-ci étaient en train de remplir la tâche pour laquelle ils avaient été créés, celle de développer l'agriculture :

« Les abus des concessionnaires n'ont pas l'importance que beaucoup veulent leur attribuer, ni ne constituent en soi un argument contre la concession de *prazos*. Lorsqu'une race étrangère conquiert et domine un pays déjà peuplé par une race très inférieure comme l'est la race noire, il est bien naturel qu'il y ait tel ou tel abus, car tous les individus ne savent pas se modérer lorsque il s'agit de défendre leurs intérêts. »²²⁴

Toujours pour justifier les abus de concessionnaires, Mouzinho de Albuquerque affirmait qu'ils étaient justifiables « dans une colonie qui ne pourrait jamais être une colonie de peuplement, mais seulement d'exploitation »²²⁵.

En raison de ces abus qui provoquaient la migration massive d'indigènes vers les colonies britanniques du Nyassaland et de la Rhodésie, le Gouverneur général de Mozambique, Freire de Andrade ordonna en 1908, au secrétaire aux Affaires indigènes Francisco Xavier Ferrão de Castello Branco, de mener une enquête dans les territoires des *prazos* des districts de Tete et Quelimane. On se contentera ici de donner quelques exemples concernant des *prazos* du

²²³ M. de ALBUQUERQUE, *Moçambique...*, *op. cit.*, p. 125.

²²⁴ *Ibidem*, p. 125-126.

²²⁵ *Ibidem*, p. 127.

district de Quelimane, sachant que dans ceux du district de Tete aussi, il y avait de nombreuses irrégularités, comme l'atteste bien le rapport présenté par le secrétaire aux Affaires indigènes. Les constatations de Francisco Ferrão furent incontestablement dures. Francisco Ferrão constatait par exemple que dans le *prazo* Mugovo, les handicapés étaient obligés de payer le *musso* (impôt) ; que dans le *prazo* Maganja d'Além Chire de la Companhia da Zambézia, beaucoup d'indigènes travaillant à la coupe du bois fuyaient, car le paiement était dérisoire et que les personnes âgées étaient obligés de payer des impôts. Le travail pour payer le *musso* était supérieur à celui fixé par la loi alors que les salaires étaient inférieurs. En conséquence, de nombreux indigènes fuyaient vers les territoires de la Companhia de Moçambique²²⁶. Dans les *prazos* de Milange, il y avait des abus concernant l'imposto de palhota. Par exemple, si une palhota avait un compartiment pour garder les aliments, il fallait aussi payer le *musso* pour ce compartiment. Chaque famille était obligée de faire de faire travailler ses fils dans les *luanes*. Si elle n'avait pas d'enfants, c'est la femme qui le remplaçait²²⁷.

Dans le *prazo* Lugela, si les hommes ne payaient pas le *musso* dans les délais prévus, leurs femmes étaient emprisonnées pour faire des travaux, et relâchées seulement après paiement du *musso*²²⁸.

Dans le *prazo* Macuse de la Companhia do Boror, Francisco Ferrão démontra qu'il était interdit aux indigènes de vendre leurs produits en dehors du *prazo*, qu'ils ne pouvaient pas transporter ni denrées ni personnes dans leurs propres bateaux, mais seulement dans ceux de la Compagnie²²⁹.

Les conclusions de Francisco Ferrão étaient claires par rapport au rôle joué par les nouveaux concessionnaires des *prazos* dans le dépeuplement des territoires de ces deux districts. Pour lui, il n'y avait aucun doute que le régime de *prazos* était la principale cause de l'émigration des indigènes, donc du dépeuplement de la Zambézie.

²²⁶ F. FERRÃO, « Relatório a que procedeu o Secretário dos Negócios Indigenas, sobre emigração dos indigenas, nso districtos de Quelimane et Tete, e sobre outros assumptos mencionados na portaria provincial nº 268, de 13 de maio de 1908 », *Província de Moçambique, Relatórios e informações, anno de 1909*, Lourenço Marques, 1909, p. 228-229.

²²⁷ *Ibidem*, p. 241.

²²⁸ *Ibidem*, p. 242-243.

²²⁹ *Ibidem*, p. 244.

Bien entendu les concessionnaires protestèrent contre les conclusions de Francisco Ferrão. Dans leur réponse au secrétaire aux affaires indigènes, ils disaient qu'ils avaient reçu son rapport avec indignation. De plus, selon eux, le secrétaire aux Affaires indigènes n'avait ni formation, ni connaissance de la réalité zambézienne. Il ne les avait même pas consultés pour se renseigner sur la situation réelle dans les *prazos*²³⁰.

Pour eux, la population n'avait pas diminué dans les *prazos* des concessionnaires comme le disait Francisco Ferrão, au contraire, elle avait augmenté. En revanche, selon eux, c'était dans les *prazos* sous administration de l'État qu'elle avait diminué. Donc s'il y avait un « parasite », ce n'était pas eux, mais l'État²³¹.

En plus, selon les concessionnaires, Francisco Ferrão négligeait le « bon travail » qu'ils étaient en train de réaliser en Zambézie. Il y avait plusieurs signes montrant que la Zambézie était sur la « bonne voie » grâce à eux. Ces signes étaient, entre autres, « les grandes plantations de cocotiers, de canne à sucre, de sisal, de riz et de café ; les voies de communications ouvertes par l'initiative privée des concessionnaires ; des régions entières pacifiées et offertes à l'exploitation, également grâce à leurs initiatives et à leurs frais »²³². De ce fait, pour les concessionnaires il n'y avait aucune raison de mettre en cause le système de *prazos*, car il était en train d'apporter le développement.

Ainsi, malgré le rapport de Francisco Ferrão, les choses ne s'améliorèrent pas et la période monarchique allait s'achever en 1910 sans qu'aient eu lieu des modifications dans le système.

Les *prazos* pendant la République : des contestations de plus en plus fortes

La période républicaine fut, malgré l'absence de grandes modifications du système de *prazos*, marquée, par une contestation de plus en plus forte à l'égard de cette institution. Au Mozambique cette contestation fut personnifiée entre autres, par les gouverneurs de Quelimane

²³⁰ « Prazos da Coroa. Protesto de arrendatários de Quelimane e Tete contra o relatório do secretário dos Negócios Indigenas e resposta deste », *Província de Moçambique. Relatórios e informações, anno de 1909*, Lourenço Marques, Imprensa Nacional, 1909, pp. 561-581.

²³¹ *Ibidem*.

²³² *Ibidem*, p. 562.

F. Carvalho²³³, et de Tete, João Luís Carrilho, soit les régions où le système de *prazos* était alors en vigueur. En 1913, le gouverneur de Tete disait à propos du nouveau régime des *prazos* :

« Le régime de *prazos* a eu vingt ans pour montrer sa valeur et celle qu'il a montrée aujourd'hui dans ce district sont très déplorables. L'intention du législateur était de développer l'agriculture, mais cela ne s'est pas encore réalisé. Bivar [Rafael Bivar, propriétaire d'un Prazo] est une exception ; mais des hommes comme Bivar peuvent produire de la richesse, quel que soit le régime de travail indigène. La seule chose positive que ce règlement a produit ou, mieux, a fait ressusciter, fut une caste de seigneurs féodaux qui pouvaient être d'une certaine utilité dans le passé mais plus aujourd'hui. Un pays avec de grands problèmes financiers comme le nôtre ne peut dilapider ses recettes. Or le concessionnaire dans ce district, n'a autre fonction sinon celle de parasite. Il reçoit [en impôt] dix [escudos] du *colono*, ensuite il donne huit à la Companhia da Zambézia et celle-ci donne deux ou trois à l'État. Dans un régime de moralité, un tel état de choses est incompréhensible. Et encore si le concessionnaire cherchait à développer la richesse publique, à améliorer les routes, à créer des écoles et des ateliers afin d'éduquer les *colonos*, etc., [...] mais rien de cela ! Il y a des *prazos* qui possèdent des milliers de kms toujours incultes, qui ne possèdent aucune école ni aucune route pour les voitures, ni un pont digne de ce nom ! [...] Le concessionnaire, sauf quelques rares exceptions, est là juste pour mener une vie de luxe dans la ville ou dans les autres endroits de son choix ; sa seule préoccupation est la collecte des impôts et quelques promenades dans ses terres. »²³⁴

À Quelimane aussi un rapport de 1914 du délégué à la Santé du conseil de Quelimane montrait l'impopularité de ce système. Ce rapport montre que les abus et les barbaries des concessionnaires des *prazos* à l'égard des populations qui habitaient et travaillaient dans les *prazos*, continuaient. Il rapportait un cas qui s'était passé entre juin et juillet 1914 dans le secteur des travaux publics (*obras públicas*). Pendant ces deux mois, le nombre d'indigènes hospitalisés avait été très important, parfois vingt par jour. Ce fut pour cela que le gouverneur de Quelimane lui avait demandé de vérifier ce qui était en train de se passer. Selon le délégué à la Santé, la principale cause était la famine et l'absence de vêtements d'hiver. À chaque groupe de trois indigènes était fourni seulement mille huit cents grammes de farine de manioc et, en

²³³ Voir F. CARVALHO, *Distrito de Quelimane. Relatório do Governador, 1914-1915*, Lourenço Marques, Imprensa Nacional, 1916. Du même auteur, *Distrito de Quelimane. Relatório do Governador 1911-1912*, Lourenço Marques, Imprensa Nacional, 1913.

²³⁴ J. L. CARRILHO, *Distrito de Tete, Relatório do governador 1911-1912*, Lourenço Marques, Imprensa Nacional, 1913.

l'absence de vêtements, les pagnes en écorce d'arbres étaient la seule solution²³⁵. Selon lui, tout cela se passait dans les *prazos* du bourg (*vila*) de Quelimane.

Dans la même période, ce même délégué rapportait l'existence d'un autre mouvement anormal des indigènes venant d'un *prazo* de la Companhia do Boror. Très indigné par le comportement de la Compagnie à l'égard des indigènes, il écrivait :

« Dans un *prazo* de la Companhia do Boror beaucoup d'indigènes avec les bras et les pieds cassés sont venus plusieurs fois à l'hôpital, disant qu'ils s'étaient blessés lors des travaux de l'ouverture des canaux d'irrigation de la Companhia do Boror. Mais comme l'administration du Conseil de Quelimane ne voulait pas les recevoir comme s'ils étaient des indigents, alors qu'ils s'étaient blessés en travaillant pour la Compagnie, celle-ci a présenté une déclaration de son agent de l'autorité disant que ces nègres s'étaient cassés les bras et les pieds en chassant des rats ! »²³⁶

Pour le délégué à la Santé, ces flux anormaux d'indigènes vers l'hôpital reflétaient « un comportement cupide, immoral et barbare de certaines compagnies envers les indigènes »²³⁷.

Tous ces facteurs amenèrent le gouverneur de Quelimane, F. Carvalho, à demander le non-renouvellement des concessions de *prazos*, devenus selon lui « préjudiciables, rétrogrades, anti-politiques et anti-économiques »²³⁸. Pour lui, le régime de *prazos* servait juste à encaisser le *mussoco*, en exploitant les populations locales. Il servait également à faire fuir les capitaux de Zambézie, empêchant ainsi son développement²³⁹.

La situation des populations africaines, surtout les Macua-Lómuès, était tellement critique qu'en 1918, lors de la guerre entre les Portugais et les Allemands en Zambézie, elles s'allièrent à ces derniers. Ce fut le cas des Macua-Lómuès des *prazos* Lugela et Lomué²⁴⁰. Cette réaction s'explique essentiellement par la situation d'extrême terreur dans laquelle ils vivaient. En effet, l'inspecteur de l'Empresa Agrícola do Lugela, René Vuilleumier, était accusé de pratiquer de graves abus envers les peuples des *prazos* Lugela et Lomué. Ce fut d'ailleurs dans cette zone de

²³⁵ « Relatório do Delegado de Saúde de Quelimane », F. CARVALHO, *Distrito de Quelimane. Relatório do Governador, 1914-1915*, Lourenço Marques, Imprensa Nacional, 1916, p. 104.

²³⁶ *Ibidem*.

²³⁷ *Ibidem*.

²³⁸ F. CARVALHO, *Distrito de Quelimane. Relatório do Governador, 1914-1915...*, *op. cit.*, p. 7.

²³⁹ *Ibidem*, p. 7-16.

²⁴⁰ António A. da PIEDADE, *Relatório do inquérito administrativo aos prazos arrendados à Empresa Agrícola do Lugela*, AHM/DSNI, Tete, 1921, Caixa 140.

Zambézie que le Frelimo trouva un fort soutien en 1964, lors de la guerre contre les Portugais, spécialement dans la zone du *regulo* Mutumula (on y reviendra). Une enquête fut menée par les autorités dans les *prazos* de l'Empresa Agrícola do Lugela (*prazos* Lomué et Lugela) en 1921 afin de vérifier cette situation²⁴¹.

L'inspecteur René Vuilleumier, qui y « régnait », fut considéré dans le rapport comme un « criminel et un despote colonial »²⁴², à cause de la violence avec laquelle il traitait les populations locales et de la façon dont il dirigeait l'entreprise. Il interdisait aux colons²⁴³ de vendre leurs denrées en dehors des territoires de *prazos* et même à l'intérieur de ces territoires, ils devaient seulement les vendre à l'Empresa Agrícola do Lugela. Ils étaient aussi obligés de faire leurs courses exclusivement dans cette entreprise. Il était prohibé aux populations africaines résidentes dans ces *prazos* de les quitter sous risque d'être châtiés. Les *muenes* (chefs traditionnels en Macua-Lomué) avaient reçu l'ordre de contrôler les mouvements des populations. Si par exemple, ils ne les empêchaient pas de quitter les *prazos*, ce sont eux qui devaient payer le *mussoco* de ces colons et ils étaient battus. René Vuilleumier était aussi accusé d'abuser sexuellement des filles autochtones et d'obliger les femmes enceintes à travailler, certaines en arrivant à accoucher pendant les travaux. Les accusations contre lui ne s'arrêtaient pas là. Il était accusé de maltraiter les travailleurs, de leur octroyer une alimentation très pauvre, car ils avaient droit uniquement à un kilo de farine et à un peu de sel par jour.

Ce fut donc pour se venger de ces abus, que les colons du *prazo* Lugela, spécialement ceux de la terre du *muene* Mutumula, avaient aidé les Allemands lorsque ces derniers attaquèrent la Zambézie en 1918, brûlant et saccageant les édifices du Bas-Lugela et s'appropriant de quelques outils, de meubles, de vêtements. Suite à cela, sous les ordres de René Vuilleumier, de nombreux indigènes furent arrêtés et maltraités, d'autres furent tués parmi lesquelles, les *samaços*²⁴⁴ Murapa, Mahala et Vingoe (ce dernier avec ses deux femmes) du *prazo* Lugela, le *muene* Ecaia et son fils Mugabeque, du *prazo* Lomué. Dans le même *prazo*, furent razzées les terres du *muene* Mualija et les paillotes des populations brûlées.

²⁴¹ *Ibidem*.

²⁴² *Ibidem*.

²⁴³ Dans les *prazos*, les colons étaient des paysans africains « libres ».

²⁴⁴ Chefs de groupe de hameau et auxiliaire du *regulo*.

Malgré toutes ces imperfections, le régime de *prazos* fut provisoirement maintenu en 1919 sous prétexte qu'il s'agissait d'une institution fortement enracinée en Zambézie et qu'il ne pouvait être supprimée d'une façon brutale :

« Le régime de *prazos* était une organisation très traditionnelle, liée à l'histoire de la Zambézie, avec des racines profondes dans l'esprit de l'indigène. Au-delà de ses défauts depuis longtemps reconnus, ce système avait contribué largement à la pénétration, à l'occupation et à la pacification du territoire ainsi qu'à la création de propriétés agricoles. Son perfectionnement devait s'effectuer selon une évolution graduelle et non par des altérations brusques.... »²⁴⁵.

Néanmoins, quelques modifications furent introduites dans la législation. La classification de *prazos* de premier et de second groupe, établie par le décret du 18 novembre 1890 fut supprimée. Tous les *prazos* furent dorénavant sujets aux mêmes dispositions légales à savoir : la liberté du commerce dans les *prazos* fut établie et soumise aux mêmes dispositifs légaux qui la régissait dans les autres parties du district qui n'étaient pas soumises à ce régime, la levée du *musso* en denrées fut interdite. Mais la plus importante modification fut l'interdiction du recrutement de travailleurs indigènes dans le district de Quelimane. Désormais, ceux-ci devaient être recrutés pour travailler seulement dans leur district. Cette interdiction s'expliquait officiellement par le fait que les compagnies souffraient d'une carence en main d'œuvre. Le poste de contrôleur de *prazo* fut rétabli²⁴⁶.

Pour des raisons de contrôle, les territoires de Tete et de Quelimane furent divisés en neuf circonscriptions fiscales, à la tête desquelles se trouvait un contrôleur. Ainsi, dans le District de Quelimane, il y avait quatre circonscriptions qui se répartissaient de la façon suivante :

1^e circonscription: *prazos* Inhassunge, Carungo, Quelimane do Sal, Pepino, Anguaze, Andone, Madal, Cheringone, Tangalane, Macuse, Licungo et Tirre ; 2^e circonscription: *prazos* Marral, Mahindo, Timbué, et Maganja d'Aquém Chire ; 3^e circonscription: *prazos* Boror, Lugella et Lomué ; 4^e circonscription: *prazos* Massingire et Milange²⁴⁷.

²⁴⁵ Direcção Geral da Colónias, « Decreto 5713 », *Colecção Oficial de Legislação Portuguesa publicada no ano de 1919*, 1^o Semestre, Lisbonne, Imprensa Nacional, 1921.

²⁴⁶ *Ibidem*.

²⁴⁷ *Ibidem*.

Une fois analysée la situation dans les *prazos* pendant la République, il faut porter un brève regard sur la question de la main d'œuvre suite à l'introduction des compagnies capitalistes, jusqu'en 1926, la dernière année du régime républicain.

La bataille pour le contrôle de la main-d'œuvre

Pour comprendre la question de la main-d'œuvre dans la période qui a suivi l'implantation des compagnies, il faut revenir au décret de 9 novembre 1899, qui introduit le travail obligatoire pour les indigènes. Le principal acteur de la législation du travail indigène de 1899 fut António Enes. Cette réglementation réintroduisait le travail forcé sous de nouvelles formes:

« Tous les indigènes des provinces d'Outre-mer Portugaises sont sujets à l'obligation morale et légale de chercher à acquérir par le travail, les moyens qui leur font défaut pour maintenir et améliorer leur propre condition sociale. Ils ont pleine liberté de choisir le moyen d'observer cette obligation, mais, s'ils ne l'observent pas, l'autorité publique peut la leur imposer. »²⁴⁸

Pour les mentors de cette réglementation (qui prévoyait également des pénalités à l'encontre des indigènes réfractaires), l'État ne devait pas avoir de scrupules à obliger les indigènes à travailler, car c'était le seul moyen de civiliser ces peuples semi-barbares et d'améliorer leur sort. Le but de cette loi était, d'après les législateurs, de développer les colonies. La seule façon de le faire, à leurs yeux, était d'augmenter la production en obligeant les Africains à « travailler ». Le « travail » était implicitement considéré comme tel seulement s'il était intégré à la sphère « moderne ». L'activité habituelle des paysans africains dans leurs champs n'était ainsi pas du « travail ». De la sorte, la quasi-totalité de la population était concernée.

Pour Marc Wyuts, la caractéristique dominante de cette période (1890-1926), fut la transformation de la colonie en fournisseur de main-d'œuvre pour les « colonies modernes » voisines. Ainsi le Sud fut transformé en une réserve pour le capital minier sud-africain, et dans le Centre et le Nord, la main-d'œuvre était sous le contrôle de compagnies qui se consacraient à la vente de main d'œuvre vers l'extérieur.

En ce qui concerne le district de Quelimane, la Companhia da Zambézia, dès le début, s'était consacrée à l'exportation de la main-d'oeuvre vers l'Afrique du Sud et ensuite l'Empresa Agrícola de Lugela, le fit vers São Tomé e Príncipe.

²⁴⁸ A. ENES, *Moçambique, relatório apresentado ao governo*, Lisbonne, Agência geral das colónias, 1946, p.

Selon le gouverneur Eduardo Lupi, entre 1907 et 1909, le recrutement aux fins de l'émigration s'opérait dans le district de Quelimane, dans la circonscription de la Maganja da Costa et dans les *prazos* Lomué, Lugela et Milange, alors que celle vers São Tomé n'avait pas de zones définies²⁴⁹. Selon lui, dans la circonscription civile de la Maganja da Costa, 3950 indigènes avaient émigré vers le Transvaal dans les cinq dernières années, et 2 289 dans les *prazos* Lugella, Lomué et Milange pendant la même période²⁵⁰.

Rapidement, les compagnies furent confrontées à de sérieux problèmes, en raison d'une concurrence de plus en plus forte du capital sud-africain et du développement d'une économie de plantation au centre du pays. Dès lors, elles se plaignirent de l'insuffisance de la main d'œuvre. Les autorités subirent ainsi, des pressions pour stopper l'émigration vers l'Afrique du Sud. Eduardo Lupi défendit alors la suppression de l'émigration vers l'Afrique du Sud car selon lui, une fois là-bas, l'indigène ne retournait plus en Zambézie, puisqu'il y gagnait mieux sa vie. L'autre inconvénient de l'émigration, résidait dans le fait que de plus en plus les indigènes de Zambézie cherchaient à rejoindre les zones du Mozambique où l'émigration était permise, portant de ce fait clairement préjudice aux concessionnaires qui voyaient le montant du *mussoco* baisser énormément²⁵¹. Incontestablement, le développement d'une économie de plantations (l'industrie du sucre de la Companhia do Buzi, de la Sena Sugar Estates, par exemple), ainsi que les besoins en main-d'œuvre pour les travaux publics au centre du pays (construction de routes, chemins de fer, ports, etc.) avaient fait croître la recherche de force de travail. Cependant d'autres intentions étaient cachées derrière ces réclamations des concessionnaires.

Selon F. Carvalho, le gouverneur qui suivit Eduardo Lupi, il n'y avait pas insuffisance de main-d'œuvre dans le district de Quelimane. C'était un faux problème créé par les concessionnaires. En réalité, ceux-ci souhaitaient surtout augmenter la population de leurs *prazos* afin de prélever plus de *mussoco*²⁵². Selon lui, « à l'exception des plantations de sucre et des *prazos* Anguaze et Andone, la population dans les autres *prazos* était largement suffisante pour les travaux qu'on y réalisai ; certains d'entre eux avaient beaucoup de main-d'œuvre de sorte qu'ils en faisaient un

²⁴⁹ E. C. LUPU, *Distrito de Quelimane, Relatório do governador 1907 a 1909*, Lourenço Marques, Imprensa Nacional., 1909, p. 238.

²⁵⁰ *Ibidem*, p. 242.

²⁵¹ *Ibidem*, p. 240-241.

²⁵² F. CARVALHO, *Distrito de Quelimane, Relatório do governador 1914-1915...*, *op. cit.*, p. 61.

"business", la revendant aux autres... »²⁵³. Mais les réclamations des concessionnaires et d'autres firmes contre l'émigration allaient continuer, menant à l'interdiction, en 1921, du recrutement dans les districts de Quelimane et de Moçambique pour São Tomé²⁵⁴.

Manuel de Brito Camacho, haut commissaire de la République au Mozambique entre 1920 et 1922, dans une lettre adressée au gouverneur-général du Mozambique Freire de Andrade, explique les raisons principales qui ont amené le gouvernement à interdire l'émigration pour l'Afrique du Sud et plus tard pour São Tomé. Selon lui, de nombreuses compagnies du nord se débattaient avec une insuffisance de main-d'œuvre et cela compromettrait leurs activités. Ces compagnies ne cessaient de lui réclamer de la main-d'œuvre. C'est pourquoi, le recrutement au nord du 22^e parallèle pour l'Afrique du Sud ne devait plus être poursuivi, non pour des raisons d'hygiène, mais pour des raisons économiques, car les agriculteurs du nord souffraient déjà de l'insuffisance de force de travail. De même, l'émigration vers São Tomé ne devait plus continuer, sous peine de porter préjudice aux régions de provenance des émigrants. Continuer le recrutement au nord du Save, selon Brito Camacho, était la condamnation de cette région à la stérilité. Les salaires grimpaient au nord à cause de l'impact de l'industrie minière sud-africaine, alors qu'ils avaient toujours été bas, et ils augmenteraient encore, si les mines du Rand continuaient à recruter là-bas. L'industrie agricole n'était pas aussi rémunératrice que l'industrie minière²⁵⁵.

Pour Brito Camacho, cette interdiction reposait sur des raisons économiques : « ce n'est pas parce qu'ils vont attraper la pneumonie plus facilement que les autres, mais pour une raison très simple et essentielle, le fait que nous avons besoin d'eux »²⁵⁶.

C'est donc l'émergence d'une économie de plantations au Centre couplée à l'incapacité du secteur de plantations à concurrencer le capital minier sud-africain qui a mené à l'interdiction de l'exportation de main-d'œuvre au nord du 22^e parallèle en 1901, qui sera confirmée en 1914²⁵⁷.

²⁵³ *Ibidem*.

²⁵⁴ Decreto 163, *Boletim Oficial da Provincia de Moçambique*, I Série n° 51, Lourenço Marques, 17 décembre 1921.

²⁵⁵ « "De Brito Camacho para Freire Andrade". Documento 12 », Lourenço Marques, 5 septembre 1922, in F. d'ANDRADE, *Documentos*, [S. L, S. N], pp. 7-11.

²⁵⁶ *Ibidem*.

²⁵⁷ M. WYUTS, *Economia Politica do capitalismo...*, *op. cit.*, p. 12-13.

Relativement à l'émigration vers São Tomé et Príncipe, il faut signaler que selon les autorités portugaises, dès le début de l'autorisation de recrutement pour cette province portugaise, le district de Quelimane avait recruté environ 21 000 indigènes, laissant les compagnies et les particuliers confrontés à une pénurie de main-d'œuvre. Ainsi le gouvernement ordonna le rapatriement de tous les indigènes mozambicains qui se trouvaient à São Tomé²⁵⁸. Ce rapatriement devait être achevé dans un délai de trois ans, à compter de la publication de ce décret. Il était dès lors interdit aux indigènes du district de Quelimane et du district de Moçambique de quitter leurs territoires sans passeport, quelle que soit la destination²⁵⁹. Ce rapatriement n'a jamais eu lieu.

La situation dans les *prazos* ne changea pas de façon significative avant la fin de la République en 1926, date à laquelle le coup d'État des militaires ouvrit la voie à l'*Estado Novo* et à l'émergence d'une nouvelle figure politique au Portugal, António de Oliveira Salazar.

B. La fin des *prazos* et l'établissement de l'Administration de l'État

Après le coup d'État de 1926, l'action du gouvernement portugais pour résoudre définitivement le sort des *prazos* s'accéléra.

La politique des nouveaux dirigeants à l'égard des leurs colonies se résume à cette période à trois principaux documents : l'Acte colonial (Acto Colonial) publié en 1930, la Charte Organique de l'Empire Colonial Portugais (Carta Orgânica do Império Português) et la Réforme Administrative d'Outre-mer (Reforma Administrativa Ultramarina) publiées en novembre 1933. L'objectif majeur était l'unification administrative de l'Empire et la portugalisation du capital. C'est ainsi qu'il faut analyser la fin des *prazos*. Le 6 février 1929, fut promulgué le décret n° 16 473, portant sur le « Statut Politique, Civil et Criminel des Indigènes de la Guinée, d'Angola et du Mozambique » (Estatuto Político, Civil e Criminal dos Indigenas da Guiné, Angola e Moçambique).

L'Acte Colonial, document fondateur de la politique de Salazar envers les colonies, instituait notamment que :

²⁵⁸ Decreto 163, *Boletim Oficial da Provincia de Moçambique* I Série, n° 51,..., *op. cit.*

²⁵⁹ *Ibidem.*

« Article 12- l'État ne concède à aucune colonie, entreprise singulier ou collective

1° L'exercice des prérogatives de l'administration publique ;

2° La faculté d'établir ou de fixer quelconques tributs ou taxes, même au nom de l'État ;

3° Le droit de possession de terres, ou de territoires d'investigation minière, avec la possibilité de faire des sous-concessions à d'autres entreprises.

§ Dans les colonies où il existait déjà des concessions du type auquel cet article se réfère, on doit observer les règles suivantes : Elles ne pourront plus être prorogés ni renouvelés, en entier ou en parti; L'État exercera son droit de résiliation ou de rachat, selon les termes des lois ou contrats applicables; L'État aura comme but l'unification administrative complète de la colonie. »²⁶⁰

Toutes les concessions des *prazos* furent annulées et leurs territoires passèrent sous l'administration directe de l'État, à l'exception des territoires de la Companhia de Moçambique, dont les territoires revinrent à l'État seulement le 27 février 1942²⁶¹. Cela signifiait la fin des pouvoirs politiques et administratifs de ces compagnies, qui devaient désormais se consacrer à leur seule tâche productive. La Companhia do Niassa, par exemple, dont l'activité principale était concentrée sur l'exportation de la main-d'œuvre, fut dissoute en 1929²⁶². Celle-ci, à la différence de la Companhia de Moçambique, n'avait pas réussi à construire le chemin de fer conformément aux accords qu'elle avait signés avec l'État lors de l'attribution de la concession. Considérée comme la plus inutile de toutes les compagnies, elle fut la première victime : le 27 octobre 1929, par le décret 16 757, tous les territoires sous sa juridiction furent intégrés à l'administration de l'État²⁶³.

Le 20 août 1930, toutes les concessions dans les districts de Tete et Quelimane furent annulées et tous les *prazos* intégrés au domaine public. Ainsi, les *prazos* de la Companhia de Boror (Boror, Macuze, Licungo, Tirre, et Nameduro), ceux de la Sociedade do Madal (Madal, Tangalane, Cheringone, Inhassunge et Maindo), ceux de la Companhia da Zambézia notamment Anguaze, Andone, Massingire et Timbué, dans le district de Quelimane et ceux de la Maganja de Além-Chire, Benga et Matema, dans le district de Tete, passèrent aux mains de l'État²⁶⁴ en ce que concerne les fonctions régaliennes. Les droits de la Sena Sugar Estates Limited sur les *prazos* Luabo, Marral dans le district de Quelimane, et de la Maganja Aquém-Chire, Goma, Mugovo et

²⁶⁰ Decreto n° 18 570, *Diário do Governo*, I série, n° 156, Lisbonne, 8 juillet 1930.

²⁶¹ *Boletim Oficial de Moçambique*, I Série, n° 21, Lourenço Marques, 30 mai 1942.

²⁶² M. WUYTS, "Economia Política do colonialismo em Moçambique", *Estudos Moçambicanos* n° 1, CEA, UEM, Maputo, 1980, p. 15-16.

²⁶³ *Boletim Oficial da Colónia de Moçambique*, I Série, n° 21, Lourenço Marques, 25 mai 1929.

²⁶⁴ *Boletim Oficial da Colónia de Moçambique*, III Série, n° 34, Lourenço Marques, 23 août 1930.

Angónia, dans le district de Tete furent également dissous. Il en était de même pour les territoires de Vitorino Romão Nazaré sur les *prazos* Pepino e Quelimane do Sal, et de ceux de Francisco Gavicho de Lacerda sur le Prazo Carungo dans le district de Quelimane²⁶⁵.

Afin d'établir l'administration de l'État, le 23 août 1930 furent éteintes les circonscriptions fiscales des *prazos* qui avaient été créées dans les districts de Quelimane et de Tete en 1919, et à leur place furent créées des circonscriptions civiles²⁶⁶. De ce fait, le Portugal réussit pour la première fois à établir l'administration étatique dans la vallée du Zambèze.

L'émigration et la main-d'œuvre en Zambézie pendant l'Estado Novo

Durant l'*Estado Novo* la situation des Africains semble avoir continué à se détériorer. Selon l'article 20 de l'Acte Colonial, selon lequel « l'État peut seulement obliger les indigènes à travailler dans les travaux publics d'intérêt général de la collectivité ; dans des activités qui sont à leur bénéfice ; en exécution de décisions judiciaires de caractère pénal, ou par l'accomplissement des obligations fiscales ». L'interprétation « large » de ces dispositions permit un grand essor du travail forcé pendant cette période.

Selon A. Rocha, l'exemple le plus marquant fut celui du secteur ferroviaire-portuaire, où le travail forcé devint une pratique courante même dans les régions où, jusque-là, les travaux étaient faits par des volontaires²⁶⁷. Sur la base du même article, les cultures forcées pour les indigènes furent également introduites, car il s'agissait d'une « occupation dont les produits appartenait aux indigènes », et donc non nuisible pour eux. En effet, le produit des récoltes des cultures forcées du coton, du riz et du ricin étant légalement propriété des indigènes, ces cultures étaient donc « à leur bénéfice » – même s'ils ne pouvaient vendre, à des prix dérisoires qu'aux compagnies concessionnaires.

En Zambézie plusieurs affaires furent connues. Par exemple, T. A. Rebello et de G. F. Pinto, recruteurs de travailleurs associés à Tomás de Paiva Raposo, se comportaient comme les anciens seigneurs des *prazos*, allant jusqu'à utiliser la *machila* (chaise à porteur) pour se déplacer²⁶⁸. En effet jusqu'à la fin des années 1930, la *machila* était utilisée en Zambézie et ce n'est qu'en 1937

²⁶⁵ *Ibidem*.

²⁶⁶ « Diploma Legislativo n° 255 », *Boletim Oficial da Colónia de Moçambique*, I Série, n° 34, Lourenço Marques, 23 août 1930.

²⁶⁷ A. ROCHA, *Associativismo e nativismo em Moçambique: contribuição para o Estudo das origens do nacionalismo moçambicano (1900-1940)*, Maputo, Promédia, 2002, p. 290.

²⁶⁸ L. VAIL, L. WHITE, *Capitalism and...*, *op. cit.*, p. 289-290.

que le gouvernement Zambézien interdit leur utilisation au profit des Bush-cars et des Rickshaws. Mais cette prohibition était réservée seulement aux zones urbaines des conseils de Quelimane, Tete et Chinde. Mais même dans ces régions, pour certains cas considérés comme exceptionnels, l'utilisation de *machila* était permise notamment pour transporter les malades, moyennant un avis des autorités administratives quarante-huit heures auparavant. Dans les endroits non accessibles aux Bush-cars, l'usage était permis moyennant l'autorisation écrite de l'autorité administrative, sollicitée spécifiquement pour chaque cas. Cela valait également pour les patrons et leurs employés dans les exploitations agricoles ou industrielles, ce par autorisations annuelles renouvelables²⁶⁹.

De même, la prohibition de recruter, dans le district de Quelimane et dans les zones des *prazos* situés dans la même région, avait été renforcée en 1929, transformant cette région en une réserve de main d'œuvre²⁷⁰. Le recrutement de travailleurs dans ces zones fut réservé seulement aux agriculteurs et industriels travaillant dans la région²⁷¹

En 1942, fut publié la circulaire 818/D-7 qui obligeait tous les hommes indigènes valides, entre 18 et 55 ans, à prouver qu'ils vivaient de leur « travail ». Ce dispositif fut renforcé en 1947, par la circulaire 566/D-7 du 15 mai. Cette circulaire était destinée à établir les normes visant à empêcher l'indigène valide de s'adonner à "l'oisiveté", ayant une « mauvaise compréhension de la valeur du travail ». Elle visait aussi à rappeler à l'attention des autorités administratives, la nécessité d'amener l'indigène à chercher du travail, par des moyens efficaces et légaux. La circulaire 566/D-7 obligea tous les indigènes à travailler pour l'État, pour une compagnie ou pour un particulier pendant une période de six mois chaque année²⁷².

Selon Judith Head, l'introduction de la culture forcée du coton au milieu des années vingt, le développement des plantations de thé dans la zone du Gurué, Ile et Milange, ainsi que le développement du secteur minier dans la région du Gilé créèrent à nouveau des problèmes de manque de main-d'œuvre en Zambézie. Par exemple, « tandis qu'en 1947, il y avait un excédent

²⁶⁹ J. Castro e SILVA, « Ordem da Província da Zambézia n° 1 », Quelimane, 30 juin 1937, *Colónia de Moçambique. Ordem da Província da Zambézia 1937-1943*.

²⁷⁰ DIRECÇÃO GERAL DA COLÓNIAS, « Decreto 16 475 », *Colecção Oficial de Legislação Portuguesa publicada no ano de 1929, 1º Semestre*, Lisbonne, Imprensa Nacional, 1936.

²⁷¹ *Ibidem*.

²⁷² M. WYUTS, « Economia política... », *op. cit.*, p. 17.

de 25 718 hommes pour les besoins de travail à l'intérieur de la Zambézie, en 1957 plus de 93% des hommes disponibles susceptibles d'être embauchés, étaient recrutés. »²⁷³

C'est pour surmonter cette situation délicate, que fut adopté un système de quotas de recrutement pour chaque entreprise « afin d'éviter le désordre »²⁷⁴. Selon João Morreira Barbosa, gouverneur de la Zambézie à l'époque, sans ce système, le Gurué n'aurait pas connu le développement qu'il était en train de connaître. Mais même ainsi, selon lui, l'offre de main-d'œuvre pour les plantations de thé à Gurué se trouvait menacée par le développement de l'industrie minière dans la Haute et Moyenne Zambézie.

« Le développement des activités minières à Gilé a dévié une partie de la main-d'œuvre qui allait à Gurué. Cela s'explique par le fait que les salaires industriels sont beaucoup plus élevés que les salaires agricoles, mais également parce que les indigènes, tout en travaillant, ne doivent pas s'éloigner de leurs familles. Probablement aussi parce que le travail minier est moins pénible que la cueillette de la feuille [de thé]. »²⁷⁵

Certes il y avait un problème d'insuffisance de main-d'œuvre en Zambézie, mais l'exacerbation de ce problème était fondamentalement due à la non-mécanisation du travail agricole. Pour les firmes et les compagnies établies en Zambézie il était bien plus profitable d'employer des indigènes très bon marché que de procéder à la mécanisation. À ce propos un fonctionnaire de l'Administration de la circonscription du Gurué disait que :

« Il serait avantageux que les entreprises patronales pensent à modifier leur gestion de la main-d'œuvre par l'introduction de la machine, mécanisant les travaux des champs. Cela permettrait d'échapper au cercle vicieux qui veut que, pour être moins cher, le travail exige d'employer toujours plus de main-d'œuvre indigène [que nécessaire], gaspillage qui n'amène à la longue que des désavantages pour les entités patronales et les travailleurs, car il est un fait que la demande de main-d'œuvre augmente plus que l'offre [la ressource humaine disponible]. »²⁷⁶

²⁷³ J. HEAD, « A Sena Sugar Estates e o Trabalho Migratório », *Estudos Moçambicanos* (Maputo, CEA/UEM), 1, 1980, pp. 53-72,

²⁷⁴ J. M. BARBOSA, *Governo da Zambézia, Relatório do Governo do Distrito Relativo ao ano de 1959*, Quelimane, 8 Avril 1960, p. 31.

²⁷⁵ *Ibidem*, p. 31-32.

²⁷⁶ C. M. SERRA, *Administração da Circunscrição do Gurué- Resposta aos quesitos da Inspeção Superior Colonial*, in AHM/DSNI, Secção A, Gurué, 8 février 1950, Caixa 136.

Les cultures forcées : le coton et le riz

Selon le gouvernement central, le coton, le blé et le charbon étaient les produits responsables du déficit de la balance commerciale du Portugal. Leur importation portait un énorme préjudice à l'économie nationale²⁷⁷. Il fallait trouver une solution à ce problème.

La « solution » a résidé en l'institution de l'obligation pour les paysans mozambicains de la culture du coton par le décret 11 994 du 28 juillet 1926. Selon le gouvernement portugais, qui s'inspirait des excellentes expériences, anglaise, française et belge déjà en cours dans leurs colonies africaines, ce décret était la seule solution²⁷⁸. Dans le district de Quelimane, la culture du coton avait déjà été expérimentée en 1901 par la Companhia do Boror et la Companhia do Luabo, apparemment sans grands résultats²⁷⁹.

Entre 1926 et 1938, l'Angola était le principal centre de production du coton, mais cela changea et le Mozambique devint le principal producteur. La situation des paysans mozambicains s'a aggrava donc. Le journal *O Brado Africano* rapportait en 1941 des cas de famine dans le district de Quelimane due à l'obligation de cultiver le coton. Selon cet article, malgré le fait que le district était l'un des plus riches du point de vue agricole, rares étaient les zones propres à l'obtention de coton de première qualité. Pour cette raison, les gains des indigènes étaient infimes. Le revenu du coton était bien inférieur à la valeur des cultures vivrières qui auraient été menées sans cette imposition et le paysan n'avait pas la possibilité d'acheter sa nourriture avec le revenu du coton. Cela menait à l'abandon du coton par l'indigène dans certaines régions, mais si les autorités en prenaient connaissance la répression était immédiate. Cet article concluait en disant que la famine en Zambézie avait essentiellement deux raisons : le manque de pluies et l'obligation de cultiver le coton dans des régions inadaptées à cette culture au lieu de produire d'autres produits²⁸⁰.

En 1944, la circonscription de Massingire (actuelle Morrumbala) était considérée la plus productive du district de Quelimane, ayant produit entre 1942 et 1943, 40 à 50% de la production totale du coton. En revanche, les circonscriptions du Zambèze (Mopeia), d'Ile et du

²⁷⁷ Diário do Governo, I Série, n° 165, Lisbonne, 30 juin 1926.

²⁷⁸ *Ibidem*.

²⁷⁹ L. VAIL, L. WHITE, *Capitalism and...*, *op. cit.*, p. 273.

²⁸⁰ « Carta de Quelimane. A fome na Zambézia », *O Brado Africano* (Lourenço Marques), n° 1031, 10 octobre 1941.

conseil du Chinde, où le coton était aussi cultivé, la production était extrêmement basse. Quant à la circonscription Namarroi, elle était carrément impropre à cette culture²⁸¹.

En 1946, l'obligation de la culture du coton fut renforcée par le décret 35 844 du 31 août. Ce décret créa les « zonas algodoeiras » (zones cotonnières), dont chacune était dévolue à une compagnie concessionnaire en régime de monopole. Deux ans plus tard, le nombre de paysans touchés par cette politique dans tout le territoire du Mozambique, fut évalué à 800 000²⁸².

En Zambézie il y eut quatre compagnies concessionnaires travaillant dans le coton. Il s'agit de la Companhia Agrícola e Comercial Lopes & Irmão (Compagnie Agricole et Commerciale Lopes & Irmão), de la Sena Sugar Estates, Ltd., de la firme Monteiro & Giro et de la Companhia dos Algodões de Moçambique (Compagnie du Coton du Mozambique). Ces quatre concessionnaires se partageaient treize régions cotonnières. La Companhia Agrícola e Comercial Lopes & Irmão avait sa concession dans la région de Morrumbala, qui comprenait toute la circonscription de Morrumbala et le Poste administrative de Mongoè, circonscription de Milange. Cette compagnie avait une usine de dénoyautage et de pressage à Megaza, Morrumbala. La Sena Sugar Estates Ltd, avait ses concessions dans l'ensemble de la circonscription de Mopeia et dans le poste administratif de Luabo, dans le conseil de Chinde. Cette compagnie avait une usine d'engrenage et de pressage à Mopeia. Monteiro & Giro avait ses concessions dans le conseil de Mocuba et dans la circonscription de la Maganja da Costa. Enfin la Companhia dos Algodões de Moçambique avait ses concessions dans les régions du Alto Molocué (chef-lieu et au poste de l'Alto Ligonha), dans les régions du Gilé, de Lugela (son chef-lieu et au poste de Munhamade) ; dans l'ensemble de la circonscription d'Ile et dans les régions de Mualama et Naburi, deux postes administratifs de la circonscription de Pebane²⁸³.

La culture obligatoire du coton était profitable non seulement aux concessionnaires, mais aussi aux agents de l'administration coloniale. Ils recevaient des primes pour qu'ils obligent les indigènes à se consacrer exclusivement à la culture du coton au détriment des autres cultures. De même, certains secteurs très proches du pouvoir tiraient profit du système et

²⁸¹ J. F. RODRIGUES, *Provincia da Zambézia. Inspeção dos Serviços Administrativos e dos Negócios Indigenas, Relatório e documentos referentes à inspeção ordinaria feita aos concelhos de Quelimane e Chinde, às circunscrições de Gurié, Ile, Lugela, Massingire, Milange, Nhamarroi, Zambeze e respectivos postos administrativos*, in AHM/ISANI, Quelimane, 1944, Caixa 62, p. 131.

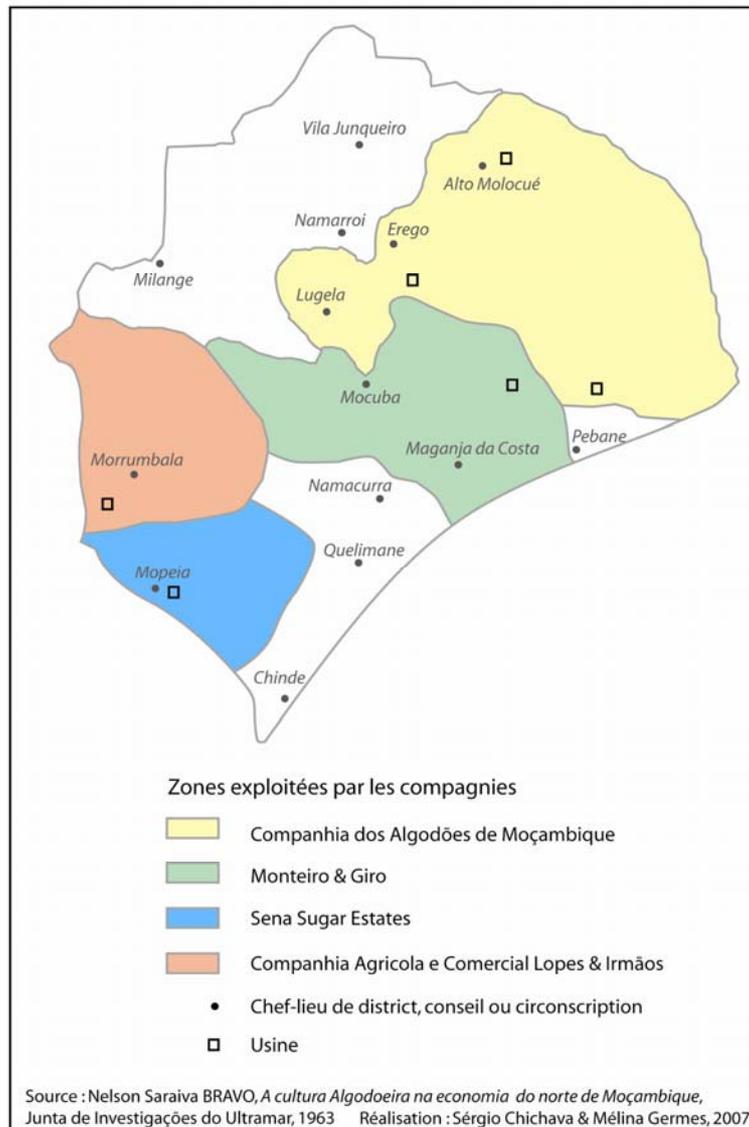
²⁸² G. CLARENCE-SMITH, *O terceiro império português (1825-1975)*, Lisbonne, Teorema, 1985, p. 196.

²⁸³ N. S. BRAVO, *A Cultura algodoeira na economia do Norte de Moçambique*, Lisbonne, Junta das Investigações do Ultramar, 1963, pp. 101-109.

n'avaient aucun intérêt à changer la situation en faveur de l'indigène. Celui-ci n'avait parfois le choix qu'entre mourir de faim ou s'exiler dans les pays voisins. La lettre d'un haut fonctionnaire de l'administration coloniale, Vergilio de Sousa de 1959, sur cet aspect est très claire:

« Le système de concessions était plein d'imperfections car les concessionnaires gratifiaient les fonctionnaires administratifs afin que ceux-ci obligent les indigènes à travailler seulement le coton et pas d'autres produits. Si l'année était bonne, le pauvre indigène recevait une certaine rémunération, mais si l'année était mauvaise, il était condamné à mourir de faim. Donc, l'indigène était le seul à courir des risques, tandis que les concessionnaires gagnaient toujours quelque chose. Logiquement beaucoup d'indigènes fuyaient vers les pays voisins afin d'échapper à cela. »²⁸⁴

²⁸⁴ V. de SOUSA, *Correspondência sobre as seguintes questões: situação política em Moçambique, 1959-1967*, Lisbonne, 1959, in IANTT/AOS/CO/UL-34, 3^a subdivisão, Pasta 6.



Le riz, une culture forcée

Le riz est l'autre culture, qui avec le coton et le ricin (ce dernier moins répandu), devint obligatoire dans la colonie du Mozambique. Dans ses lignes générales, le régime obligatoire du riz était le même que celui de la culture du coton.

Pour le gouvernement portugais « Il n'y avait aucun sens à ce que les riches terres du Mozambique aptes à la production rizicole demeurent improductives et que l'on gaspille des devises par l'importation de cette précieuse céréale. On fera face au problème en créant la *Divisão do Fomento Orizicola* »²⁸⁵. La *Divisão do Fomento Orizicola* (Division du Développement Rizicole) avait été créée en 1942, et en 1945 pour la première fois la colonie avait exporté plus de riz qu'elle n'en avait importé, 1 486 tonnes contre 593²⁸⁶. En 1950, la culture forcée du riz touchait environ 100 000 paysans²⁸⁷.

Il y eut trois secteurs rizicoles dans le district de Quelimane. Le cercle rizicole de Quelimane qui comprenait Quelimane, Boror et Macuse était entre les mains de la firme Azenha, Barbosa e Mendes Limitada, qui avait une usine de décorticage de riz à Quelimane. Celui de la *Sociedade Comercial e Industrial do Zambeze e Chire* qui allait du Chire jusqu'à la mer. Cette société avait une usine de décorticage de riz à Chinde. Le troisième qui se trouvait à la Maganja da Costa, était exploité par la firme Lopes & Irmão qui avait son usine de décorticage à Nante²⁸⁸.

Différents types d'abus, surtout contre les femmes, étaient pratiqués dans les zones concessionnaires de riz et de coton. Alberto de Paiva Raposo, agent de la Sena Sugar Estates et Ruy Pereira de Lima de la *Sociedade Comercial e Industrial do Zambeze e Chire* étaient selon Leroy Vail et Landeg White, les hommes les plus détestés de Zambézie à cause des abus infligés aux indigènes²⁸⁹. Selon José Roldão qui s'est fait remarquer pour avoir lutté contre cette pratique, les femmes (même enceintes) étaient obligées de présenter aux autorités au moins dix

²⁸⁵ «O problema do arroz. Sua evolução nos últimos 30 anos», *Boletim Geral das Colonias*, n° 409, ano 35, , Lisbonne, 1959, p. 122.

²⁸⁶ *Ibidem*.

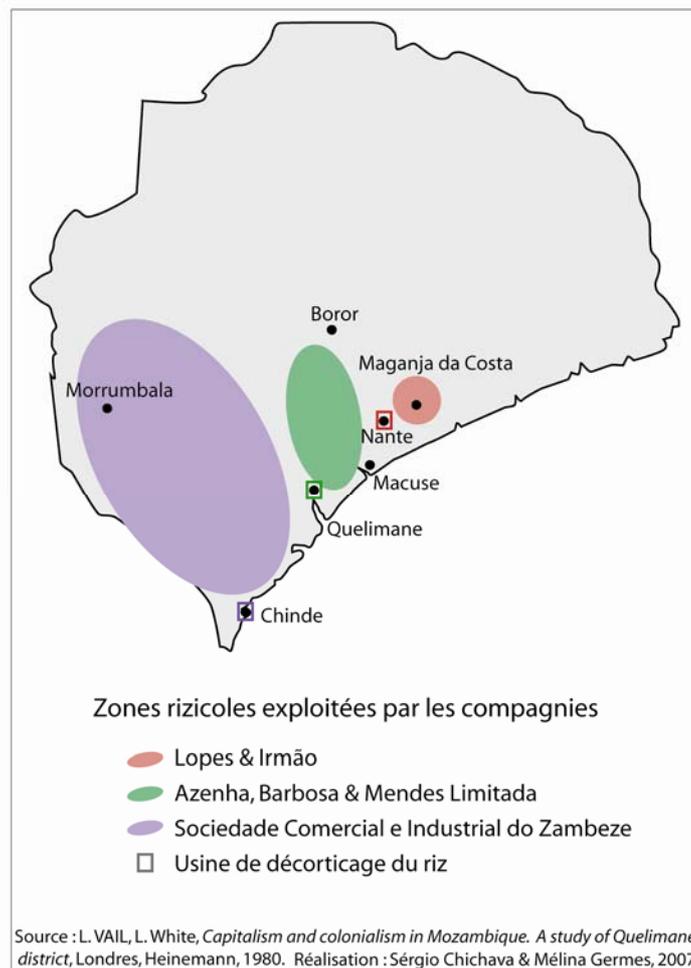
²⁸⁷ G. CLARENCE-SMITH, *O terceiro império...*, *op. cit.*

²⁸⁸ L. VAIL, L. WHITE, *Capitalism and...*, *op. cit.*, p. 279-280. Voir également J. F. RODRIGUES, *Província da Zambézia. Inspeção...*, *op. cit.*

²⁸⁹ L. VAIL, L. WHITE, *Capitalism and...*, *op. cit.*, pp. 319-320.

sacs de riz sous risque d'être châtiés²⁹⁰. Ces sacs achetés, aux indigènes par 50 escudos chacune, étaient ensuite vendus au prix de 250 escudos²⁹¹. Même pour certains administrateurs coloniaux, l'obligation de cultiver le riz et le coton telle qu'elle avait été mise en œuvre était un mauvais système. C'est le cas de José Baptista Nogueira, qui en 1949, réclama la révision du système de concessions. Créés pour les besoins de l'économie nationale, elles devaient être gérées autrement. Pour lui, ces concessions étaient devenues odieuses pour les indigènes à cause d'une part de leur aspect obligatoire, et de l'insignifiance des rémunérations et des avantages qu'ils leur apportaient d'autre part²⁹².

Document n°7. Zones rizicoles en Zambézie (autour des années 1940)



²⁹⁰ J. ROLDÃO, « Fico. Quem disse isso? Dantes exigiam alvará para sermos cidadãos », *Notícias da Beira*, (Beira), n° 8851, 18 mai 1974.

²⁹¹ *Ibidem*.

²⁹² J. B. NOGUEIRA, *Administração da Circunscricção de Namacurra, Resposta ao Questionário proposto pela Inspeção Superior de Admnsitração Colonial, solicitado pela nota circular, confidencial n° 3332 de 15 de Setembro de 1949, em aditamento à circular n° 2579.A.31 de 1/8/1947, ambas da Direcção Provincial de Admnsitração Civil da Zambézia*, Namacurra, 10 octobre 1949, in AHM/DSNI, Caixa 136, p. 9.

La plainte du Ghana contre le Portugal

Le 24 février 1961, le représentant permanent du Ghana à Genève accrédité auprès de l'Organisation internationale du Travail (BIT), déposa une plainte contre le Portugal. Selon lui, le Portugal n'avait pas encore aboli le travail forcé dans ses colonies de l'Angola, de la Guinée et du Mozambique. Ce pays était en situation de violation de la loi internationale du travail. Ainsi la République du Ghana demanda au Conseil d'administration du BIT de prendre des mesures appropriées, en instituant une commission d'enquête chargée d'examiner la situation dans ces colonies. Ainsi une commission de six fonctionnaires du BIT, dont un de ses directeurs à l'époque, Clarence Wilfred Jenks, fut constituée et envoyé au Mozambique le 9 décembre 1961. Pour échapper aux sanctions du BIT, le Portugal prit des mesures afin de tromper la commission chargée de l'enquête. La principale et plus grande difficulté de cette commission résidait dans le fait qu'aucun de ses membres ne connaissait la langue locale. Elle avait besoin de traducteurs et naturellement les autorités coloniales se chargèrent de les leur trouver. L'autre facteur, non moins important, était le fait que le travail de la commission était fugace, non continu. La commission ne resta même pas un jour dans les lieux d'enquête afin d'acquérir une connaissance approfondie de la situation. Ce sont ces deux facteurs que le Portugal allait exploiter. Par exemple lors de la visite à Luabo, dans le campement de Caoxe de la Sena Sugar Estates, plusieurs travailleurs venants de Mulevala (circonscription de Ile) furent entendus par la commission. Mais comme ces travailleurs ne parlaient pas portugais, leurs réponses furent détournées par l'interprète, qui avait été instruit dans ce sens par les autorités locales. À la question de savoir comment ils avaient été embauchés, s'ils l'avaient fait librement ou non, ils répondait toujours : « c'est l'*inhacuaua*²⁹³ ou le *fumo*²⁹⁴, qui nous a amené ici »²⁹⁵. Mais l'interprète modifiait leurs mots et disait : « ils disent que c'est leur cœur qui leur a dit de venir travailler ici », transformant toujours les mots *inhacuaua*, *fumo* par le mot «cœur»²⁹⁶ (avec la nouvelle loi de travail de 1961, il était interdit aux compagnies d'utiliser les autorités traditionnelles pour le recrutement de travailleurs). Toujours dans les installations de la Sena Sugar Estates, la Commission visita l'hôpital des travailleurs. Des travailleurs y ont également été interrogés. L'interprète choisi par les Portugais, a failli tout détruire, car lorsque les

²⁹³ *Régulo* en Xi-sena.

²⁹⁴ Adjoint immédiat du *régulo* en Xi-sena.

²⁹⁵ *Relatório respeitante à vista a Moçambique da Comissão de Inquérito do BIT por motivo da Queixa do Ghana contra Portugal*, Lourenço Marques, Boletins de Informação, 31 décembre 1961 in AHU/MU/GM/GNP/SR148/Pt.1, *Queixas do Ghana*.

²⁹⁶ *Ibidem*.

travailleurs répondaient que « c'est le chef qui nous a envoyé ici », il traduisait fidèlement leurs réponses.

Pour sauver un peu la face, l'intendant Granjo Pires, un des responsables tenus d'accompagner la commission de la part du gouvernement Portugais, interrompit l'interrogatoire disant que « Ni l'interprète ne comprenait ce que les travailleurs disaient, ni les travailleurs ne comprenaient les questions posées par l'interprète. »²⁹⁷

Ensuite la commission est allée à Vila Junqueiro, chef-lieu de l'ancienne circonscription du Gurué, visiter la Companhia da Zambézia. Elle interrogea trois travailleuses de cette compagnie. Une des femmes interrogées « se plaignait à cause des bas salaires et de la quantité insupportable des tâches, mais encore une fois l'interprète a réussi avec habilité à modifier ses déclarations en faveur de la compagnie, menant même les deux autres femmes à la ridiculiser »²⁹⁸.

Le Portugal réussit ainsi à duper la mission du BIT, dont les conclusions étaient donc prévisibles. En effet, le BIT jugea infondée la plainte du Ghana. Le Portugal n'enfreignait pas le droit international du travail car :

« Des changements d'une grande portée sont survenus dans l'orientation de la législation et de la pratique Portugaise, en rapport avec la ratification et la convention sur le travail forcé, 1930, le 26 juin 1956, et la ratification de la convention sur l'abolition du travail forcé, 1957, le 23 novembre 1959. La commission est pleinement convaincue de la bonne foi avec laquelle ces changements de politique, de législation et de pratique ont été effectués et rejette comme entièrement dépourvue de fondement l'allégation faite à l'appui de la plainte que "le Portugal n'a ratifié la convention que comme un paravent afin de continuer ses politiques brutales de travail". »²⁹⁹

On apprit, par ailleurs, mais plus tard, que l'un des membres de la commission, un latino-Américain, était un agent de la PIDE, la police politique portugaise³⁰⁰.

²⁹⁷ *Ibidem.*

²⁹⁸ *Ibidem.*

²⁹⁹ BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, *Rapport de la Commission instituée en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'Organisation Internationale du Travail pour examiner la plainte du Gouvernement du Ghana au sujet de l'observation par le gouvernement du Portugal de la Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957*, Genève, février 1962, in AHU/MU/GM/GNP/170/SR170/Pt.8, *Queixa do Gana*, p. 388.

³⁰⁰ PIDE, *Policia Internacional e de Defesa do Estado*, était une Police politique créée pendant l'*Estado Novo*.

La fin des cultures forcées

Les pressions internationales pour la suppression du travail forcé, les premières indépendances africaines, l'émergence des premiers mouvements politiques contestataires du colonialisme portugais et les révoltes de plus en plus violentes des paysans obligèrent cependant le Portugal à revoir sa politique et à se « soucier » un peu plus des problèmes des indigènes.

La grande révolte des paysans de la région de Baixa Cassanje, dans la province de Malange (la zone la plus importante de culture forcée du coton), en Angola, à partir du 4 janvier 1961, fut l'un des événements déclencheurs des contestations violentes contre la culture obligatoire du coton.

Les autorités portugaises s'efforçaient de plus en plus de contrôler les activités des concessionnaires. Par exemple le 9 mars 1961, le ministre de l'Outre-mer Vasco Lopes Alves, dans une note à l'Inspeção Superior de Administração Ultramarina, informait que les éléments fournis par la Junta de Exportação do Algodão relatifs aux campagnes agricoles de 1956/1957 à 1958/1959 par la firme Monteiro & Giro, concessionnaire du coton dans une région de la Zambézie, démontraient de graves irrégularités et des préjudices importantes contre les producteurs indigènes. Il recommandait la prise de mesures pour éclaircir la question, la clarification d'éventuelles responsabilités et le versement d'indemnités aux producteurs indigènes selon les cas³⁰¹.

Face à ces pressions, le Portugal finit par supprimer les cultures forcées en 1961 (le coton en mai et le riz en septembre). Les effets de cette suppression furent catastrophiques pour les concessionnaires et pour l'économie portugaise. De 375 tonnes de coton produits en 1960, la Sena Sugar Estates obtint seulement 14 tonnes en 1961. La production de la Sociedade Comercial e Industrial do Zambéze e Chire chuta de 963 tonnes en 1961 à 62 tonnes en 1962 et 25 tonnes en 1963.³⁰² Cela montre bien l'aspect purement contraint qu'avait revêtu cette culture pendant des années. Pour les Africains, la situation était claire : « *já não batem* » (ils ne nous battent plus).

La fin des cultures forcées ne fut cependant pas synonyme de la fin de l'exploitation de l'indigène. L'impôt fut augmenté de manière significative. Des abus contre les populations

³⁰¹ IANTT/AOS/CO/UL-38A, *Correspondência sobre as seguintes questões: Moçambique. Angola. Inspeção às zonas algodoeiras*, Lisbonne, 1961, Pasta 6.

³⁰² L. VAIL, L. WHITE, *Capitalism and...*, *op. cit.*, p. 384-385.

locales ont également persisté jusqu'à moins quelques mois avant la Révolution des Œillets en avril 1974.

Le 9 février 1962, le directeur du bureau des Affaires politiques au Ministère d'Outre-Mer (Gabinete dos Negócios Politicos, GNP), informa le gouverneur-général du Mozambique, de l'existence de graves abus commis par José Maria Grácio, chef du Poste Administratif du Mongoè, circonscription de Milange. Il l'informa également que des événements similaires se passaient à Chilomo, dans la même circonscription. Selon le directeur du GNP, le traitement inhumain et injuste orchestré par José Maria Grácio avait provoqué un grand dépeuplement de la région, les indigènes allant se réfugier au Malawi. Mais pour le directeur, le plus grave ne résidait pas dans le seul dépeuplement, mais dans le fait qu, dans le contexte politique nouveau, les indigènes ayant fuit vers le Malawi allaient répandre de la haine contre les Portugais³⁰³.

Le 17 décembre, le GNP demanda au gouverneur général du Mozambique des informations sur le sort réservé aux fonctionnaires de l'Administration accusés d'abus dans la circonscription de Morrumbala. Le GNP avait en effet, reçu une information confidentielle d'Ivens Ferraz de Freitas, haut fonctionnaire de l'administration coloniale au Mozambique, dans laquelle il disait que « la circonscription de Morrumbala était en train de vivre des moments de véritable terreur à cause des abus pratiqués par les fonctionnaires de l'administration locale contre les indigènes »³⁰⁴. Le GNP voulait connaître auprès du gouverneur-général, les procédures prises pour changer la situation dans cette circonscription³⁰⁵.

Dans la région du Luabo, la situation était la même. Luis Carneiro, employé de la Sena Sugar Estates, maltraitait bêtement et cruellement les travailleurs. Selon Leroy Vail et Landeg White, purent témoigner que lors de la mort de Carneiro en 1970, les travailleurs avaient fêté la mort de celui-ci à Luabo³⁰⁶.

Ces situations persistèrent jusqu'en 1974. L'administrateur de la circonscription de Morrumbala, Téofilo do Nascimento Figueiredo était accusé de pratiquer des atrocités contre

³⁰³ GABINETE DOS NEGÓCIOS POLÍTICOS, *Exmo sr. Governador Geral de Moçambique*, Lisbonne, 9 février 1962, Janeiro a Junho 1962, in AHU/MU/GM/GNP/SR010/PT.4C, *Decalques Confidenciais*.

³⁰⁴ GABINETE DOS NEGÓCIOS POLÍTICOS, *Exmo sr. Director geral dos Negócios Politicos*, 30 juillet 1962, Lisbonne, Julho a Dezembro 1962, in AHU/MU/GM/GNP/SR010/PT.5C, *Decalques Confidenciais*.

³⁰⁵ *Ibidem*.

³⁰⁶ L. VAIL, L. WHITE, *Capitalism and...*, *op. cit.*, p. 387.

les indigènes³⁰⁷. L'administration portugaise mena une enquête en août de cette année contre lui. Il était accusé notamment de frapper indistinctement avec la *palmatória* (férule) les indigènes et les chefs traditionnels.

Les compagnies installées en Zambézie, dans la droite lignée de l'ancien régime de *prazos*, n'ont pas eue une activité que l'on puisse qualifier de « développement » de la population, économiquement, socialement et culturellement. Elles pratiquaient des salaires très bas et hormis quelques exceptions, elles employèrent des moyens de production rudimentaires au détriment de la mécanisation. Plus d'un demi-siècle après l'implantation de la première compagnie en Zambézie, l'indigène de cette région était considérée, comme l'un de plus arriérés du Mozambique³⁰⁸. L'*Estado Novo* n'apporta pas non plus de changements notables dans la vie des Africains, sauf dans le sens que, pendant ses premières années, avec l'introduction des cultures forcées, il en empira les conditions. L'élite créole et métisse zambézienne quant à elle, bien que, descendante directe des anciens *prazeiros*, n'étant plus propriétaire de terres, était devenue un appendice subalterne des ces compagnies. Néanmoins, après les Européens, elle constituait la classe des personnes les mieux loties.

³⁰⁷ *Ibidem*.

³⁰⁸ A. D. GRAÇA, *Administração do Concelho do Chinde, Resposta ao Questionário Proposto pela inspeção Superior de Administração Colonial*, in AHM/DSNI, Chinde, 10 octobre 1949, Caixa 136.

Chapitre II - La construction institutionnelle de la Zambézie

La Zambézie fut, avec la province de Moçambique (actuelle Nampula), jusqu'à la fin du XIX^e siècle, la région mozambicaine la plus importante. Comment expliquer qu'elle soit aujourd'hui l'une des plus pauvres ? Pourquoi la ville de Quelimane n'a pas vraiment réussi à prendre son essor étant que capitale ? Pour tenter de répondre à ces questions, il faut comment fut bâtie cette région tant du point de vue institutionnel qu'administratif.

Parler de la Zambézie, c'est d'abord parler de l'ancienne région des Rios de Sena (du Zumbo à l'Océan Indien) ou de l'ancien district de Quelimane, devenu Zambézie en 1858 seulement, suite à une décision de la Couronne portugaise. Il est donc important pour comprendre l'histoire de l'actuelle province de Zambézie et de son chef-lieu Quelimane, de connaître l'histoire des Rios de Sena dans toute son ancienne extension, avec les régions de Tete, Sena, Zumbo et de Manica, qui ne font plus partie de la Zambézie actuelle. Néanmoins, on accordera le plus d'importance à la ville de Quelimane, l'ancien bourg de São Martinho (Saint-Martin).

En effet, Quelimane (dont les limites anciennes ne correspondent plus à celles d'aujourd'hui), fut très longtemps avec Chinde le seul lieu de l'ancien district de Quelimane où les Portugais exerçaient un pouvoir de réel et direct, depuis le XVI^e siècle. Les autres régions du district de Quelimane allaient connaître leur présence effective seulement à la fin du XIX^e siècle. C'est à Quelimane que naquit l'essentiel de l'élite métisse et créole zambézienne qui allait beaucoup plus tard entrer en conflit avec le Frelimo – conflit dû à une vision de la question coloniale radicalement différente de celle des élites du Frelimo et à leur concurrence pour le pouvoir. Une analyse sur la longue durée est le seul moyen de saisir la complexité des identités politiques de la Zambézie, ce à qui précisément se refusa le Frelimo, pour lequel la Zambézie était un tout homogène et hostile. Par exemple, lorsque le Frelimo parlait de la nécessité de combattre l'« élitisme » et « lusitannisme » zambéziens, il ne faisait pas de distinction entre l'ancienne zone

de *prazos* (c'est-à-dire la zone d'ancienne colonisation et de grand métissage) et la région des Lomués (zone de colonisation tardive).

Or, il y a plusieurs Zambézie(s) et on ne saurait parler de son unité, sauf justement lorsqu'il s'agit de se démarquer du Sud. Son complexe identitaire ne s'unifie que face à l'autre. Cependant, la Zambézie n'est ni plus, ni moins, unifiée que le Mozambique lui-même.

Les Lómuès, peuples de la Haute-Zambézie, furent unis administrativement aux peuples du Bas-Zambèze seulement au XIX^e siècle, formant ainsi l'hinterland et l'essentiel de l'actuelle province de Zambézie. Auparavant rien ne liait ces peuples les uns les autres. L'analyse de la composition ethnique de cette province aide aussi à éclairer ce point y compris du point de vue des identités politiques. Bien entendu, le concept d'ethnie doit toujours être considérée comme re-couvrant des réalités relatives, puisqu'il s'agit de peuples aux us et coutumes différents, ayant subi la colonisation de façons diverses.

On présentera d'abord, d'un point de vue général, la Zambézie. Ensuite, on retracera l'histoire du district de Quelimane, l'actuelle Zambézie administrative. En retraçant cet histoire on abordera celle de la marginalisation, depuis 1907, de l'axe Moçambique-Quelimane, à savoir le « vieux Mozambique », depuis le changement de la capitale de Moçambique (Île de Mozambique) vers Lourenço Marques (actuelle Maputo). Cet événement fut un facteur majeur des déséquilibres régionaux entre les régions Nord, Sud et Centre ainsi que de tout ce qui allait se passer ensuite au Mozambique. On peut donc aussi dater de cette époque la naissance des rivalités entre les élites de Quelimane et celles du Sud surtout, et dans une moindre mesure celles de Beira ainsi que celles de Nampula, plus tard. L'hégémonie du Sud sur les autres régions vient de là et exprime les changements régionaux découlant de l'essor économique du Rand et du Transvaal. Cette unification face à l'autre, peut déborder largement la Zambézie.

1. **Zambézie : peuples et habitats**

Qu'est-ce que la Zambézie aujourd'hui ? Quelles sont les populations qui y habitent ? Telles sont les questions auxquelles on se propose de répondre ici afin de mieux comprendre politiquement cette région.

A. Portrait de la Zambézie aujourd'hui : administration, population, ressources

La province actuelle de la Zambézie, dont la capitale est Quelimane, à une surface de 105 008 km², soit plus grande que son ancien colonisateur, le Portugal (92 100 km²) et équivalente à 13 % du territoire mozambicain (799 380 kms²). C'est la deuxième province du Mozambique par la taille, derrière celle du Niassa. Elle est limitée à l'Est par l'océan Indien, et au Sud par la province de Sofala et le fleuve Zambèze. Au Nord, elle est limitée par les provinces de Nampula et du Niassa et à l'Ouest par la province de Tete et par le Malawi. La frontière avec ce pays, que l'État ne maîtrise pas totalement, est estimée à environ 250 km.

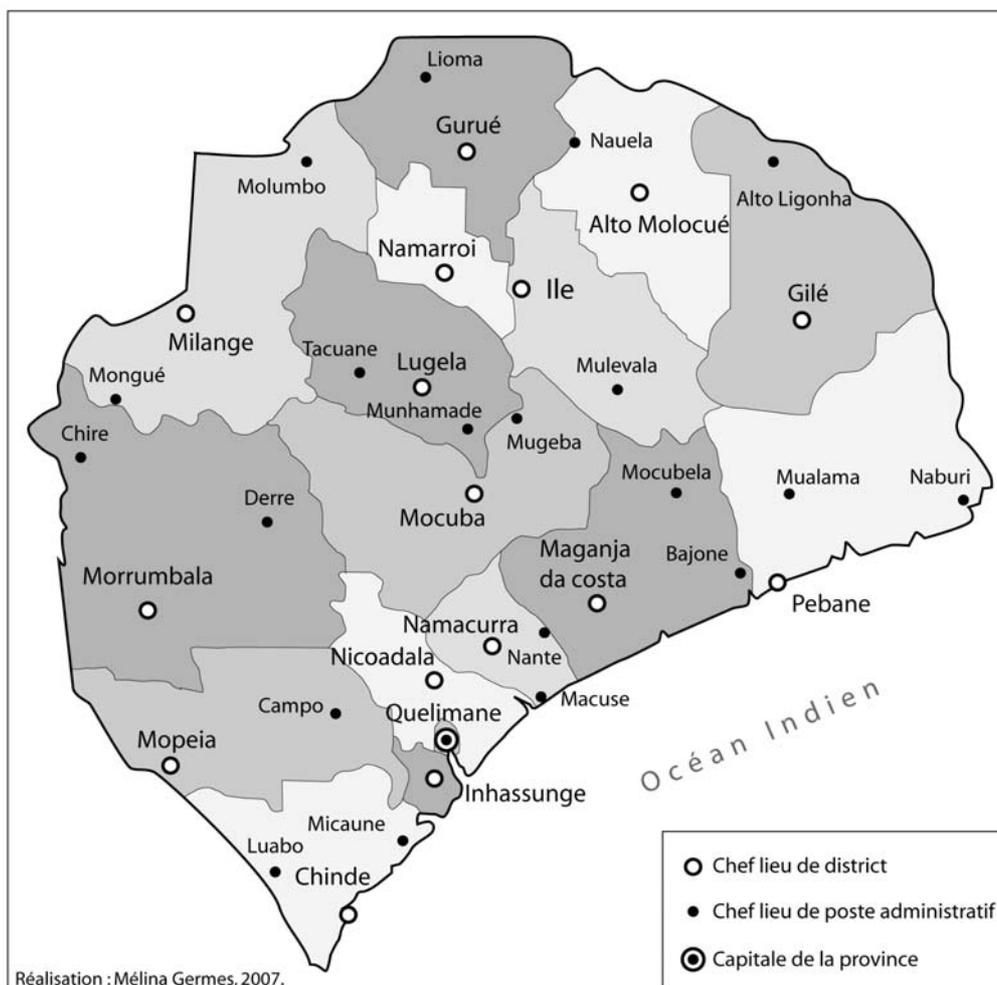
Selon le dernier recensement général de la population de 1997, elle totalise 3 100 900 habitants, équivalent à 19,3% de la population totale du Mozambique, ce qui en fait la province la plus peuplée du pays, devançant de très peu celle de Nampula (3 067 900 habitants).

Circonscriptions administratives

La Zambézie possède 17 districts : Milange, Gurué, Lugela, Namarroi, Mopeia, Morrumbala, Maganja da Costa, Pebane, Inhassunge, Chinde, Nicoadala, Mocuba, Ile, Alto Molocué, Gilé, Namacurra et Quelimane. Ces districts incluent 45 postes administratifs et 189 localités. Celui de Mopeia, avec 12 823 km², est le plus étendu et le district d'Inhassunge avec 670 Km², le plus petit.

La province de Zambézie compte aussi quatre municipalités créées lors de l'implantation des autarquias locais (collectivités locales) en 1997¹ dans le cadre de la politique de décentralisation financée par la Banque Mondiale et censée rapprocher l'administration des citoyens. Il s'agit de Quelimane, Mocuba, Gurué et Milange. Selon des critères socio-économiques, les trois premiers furent classés comme *municípios de cidade* (municipalités de ville) et le dernier, comme *município de vila* (municipalité de bourg). Ces municipalités sont dirigées par une assemblée municipale et un maire élus par suffrage universel pour une période de cinq ans. Elles sont l'équivalent des chefs-lieux de districts, dont les administrateurs et les chefs de postes administratifs sont nommés par le gouvernement central.

Document n°8. Province de Zambézie et ses districts



¹ Loi 2/97 du 18 février qui a transformé toutes les capitales provinciales en municipalités et loi 10/97 du 31 mai qui a créé douze *municípios de cidade* et dix *municípios de vila*

Population : répartition et pauvreté

La démographie, comme dans tout le pays, est très irrégulière. Ainsi, le district de Milange au nord de la province avec 390 387 habitants est le plus peuplé et donc la première circonscription électorale de Zambézie, tandis que le district de Mopeia au sud, le plus grand en surface, est le moins peuplé avec seulement 81 457 habitants. Comme les autres régions du pays, la population de la Zambézie est essentiellement rurale, à 86,5 %. La majeure partie de la population (environ 40 %) habite la Haute Zambézie, la Basse-Zambézie regroupe 36 % de la population, et enfin, la région de la Moyenne-Zambézie, 25 %².

Selon le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), dont le rapport de 1999 consacre une attention spéciale à la Zambézie, cette province présente l'espérance de vie à la naissance la plus faible de tout le pays : 38 ans pour les femmes et 36 ans pour les hommes, soit moins de 21 ans en moyenne par rapport à celle de Maputo-Ville ; 46,8 % de sa population ne vit pas au-delà de 40 ans. La Zambézie est la province au plus fort taux de mortalité infantile soit 183,2 décès sur 1 000 parmi les enfants âgés de 0 à 1 an et de 150,2 décès sur 1 000, parmi les enfants âgés de 1 à 5 ans. La Zambézie est la troisième province au fort taux d'analphabétisme, avec 70,3 % de sa population, alors qu'à Maputo, il est de 15 %³. Selon le même rapport, dans cette province, seulement 1,5 % de la population avait accès à l'eau potable et 13,7 % aux services de santé⁴. Il n'est pas donc étonnant que la Zambézie présente l'indice de développement humain (IDH)⁵ le plus faible au Mozambique, estimé à 0,173 en 1997 et à 0,205 en 1999, soit beaucoup moins que celui de Maputo-Ville (0,605), le plus élevé de tout le pays ; de même, 68,1 % de la population zambézienne vit sous le seuil de pauvreté absolue tandis qu'à Maputo, ce pourcentage est de 47,8 % (1997)⁶. Son PIB représentait en 1998 environ 10 % du PIB du Mozambique, soit 46,427 millions de contos,

² GOVERNO DA PROVINCIA DA ZAMBÉZIA, *Plano Estratégico de desenvolvimento, 2001/2005*, Quelimane, 2001, p. 4.

³ PNUD, *Relatório Nacional do Desenvolvimento Humano*, Maputo, SARDC, 1999, pp. 44-47.

⁴ En 2006, en Zambézie et dans la province de Sofala, ont été relevés le plus bas taux de couverture d'eau potable et d'assainissement, en même temps, qu'elles étaient les régions les plus touchées par le VIH au Mozambique. Sur cette question voir UNICEF, « A União Europeia e o UNICEF juntam esforços para expandir o acesso à água e saneamento em Moçambique », 4 août 2006, <http://www.unicef.org/mozambique/media_2876.html>.

⁵ L'IDH est un indice composite qui utilise des données relatives à la longévité, scolarisation et au niveau de vie pour estimer le développement d'un pays.

⁶ PNUD, *Relatório Nacional do Desenvolvimento Humano*, Maputo, SARDC, 1999, pp. 44-47.

l'équivalent 3.9 millions de dollars américains. Le PIB per capita dans cette même année était d'environ 1 491 contos, l'équivalent de 126 dollars américains ; et de 1 857 contos en 2000, c'est-à-dire 124 dollars américains⁷. Le Mozambique est donc un pays qui présente un grand écart de développement entre ses trois grandes régions (Sud, Centre, Nord). En 1998, par exemple, le Sud représente 47,6% du PIB suivi du Centre avec 31,4 % et du Nord avec 21 %. Le Rapport national du développement humain de 1999 indique que le Sud produit 48 % du PIB, tandis que le Centre produit 31 % et le Nord seulement 21 %. Maputo produit 35 % du total du PIB, ce qui signifie que 6 % de la population du Mozambique, produisent la même proportion que le reste de la population du Sud et du Nord. L'écart devient encore plus visible lorsqu'on compare les provinces les unes avec les autres. Par exemple, toujours en 1999, tandis que Maputo-Ville contribuait à elle seule pour 34 % au PIB, la province de Zambézie contribuait seulement pour 11 %⁸. En 2000, le PNUD a estimé que le PIB per capita de Maputo-Ville était 11 fois supérieur à celui de la Zambézie, représentant le plus grand écart avec la moyenne nationale⁹. On peut se poser des questions sur le mode de calcul de ces PIB régionaux – comment l'agriculture vivrière et non commercialisée entre-t-elle dans les calculs du PNUD ? – mais il ne fait aucun doute que la concentration des investissements à Maputo contribue à accélérer l'écart de développement entre la capitale et le reste du pays (on reviendra sur ces questions au chapitre VI, lors de l'analyse du bilan du Programme d'Ajustement structurel).

Ressources et équipements

Le principal secteur d'activité est l'agriculture comme dans la plupart des régions du Mozambique. Ce secteur contribue à plus de 60 % à la production de toute la province, suivi de très loin par l'industrie manufacturière (10 %) et le commerce (9 %)¹⁰.

En ce qui concerne le réseau routier, la Zambézie n'est pas non plus en bonne posture, avec un réseau total d'environ 5 241 km, dont seulement 10,2 % asphaltés. La partie restante correspond à 32,2 % de routes aplanies et à 57,6 % de terre naturelle¹¹. Cela montre qu'en

⁷ GOVERNO DA PROVINCIA DA ZAMBÉZIA, *Plano Estratégico...*, *op. cit.*, p. 7.

⁸ L'écart est encore plus flagrant lorsqu'on compare la contribution de Maputo-Ville avec celle du Niassa. En effet, tandis que Maputo-Ville contribue pour 34% au PIB, la province du Niassa y contribue seulement pour 2%.

⁹ PNUD, *Relatório Nacional do Desenvolvimento Humano*, Maputo, SARDC, 2000, p. 24.

¹⁰ PNUD, *Relatório Nacional do Desenvolvimento Humano*, Maputo, SARDC, 1999, p. 45.

¹¹ GOVERNO DA PROVINCIA DA ZAMBÉZIA, *Plano Estratégico...*, *op. cit.*, p. 14.

trente ans d'indépendance, les choses n'ont pas beaucoup changé depuis la période coloniale. En effet, le Plan de Développement de 1973, le dernier de la période coloniale montrait que la Zambézie était la province au niveau du réseau routier le moins développé avec seulement 165,6 kms de routes asphaltées.

Document n°9. Les déséquilibres régionaux mozambicains (1999)

Provinces	Population en % du total	IDH (1999)	% de la population sous le seuil de pauvreté absolue (1997)
Maputo-capitale	6,1	0,602	47,8
Maputo-province	5,1	0,407	65,6
Gaza	6,6	0,301	64,7
Inhambane	7,1	0,304	82,6
Sofala	8,8	0,302	87,9
Manica	6,2	0,337	62,6
Tete	7,3	0,284	82,3
Zambézie	20,3	0,173	68,1
Nampula	19,5	0,198	68,9
Cabo Delgado	4,9	0,202	57,4
Niassa	4,9	0,225	70,6
Total	100	0,343	69,4

Source : M. CAHEN, Ph. WANIEZ, V. BRUSTLEIN, « Pour un atlas social et culturel du Mozambique », *Lusotopie* 2002/1, Paris, Karthala, pp. 305-362.

D'après tous ces indicateurs, la Zambézie, qui pendant la période coloniale fut l'une de plus prospères et le grenier du Mozambique (qui parfois contribua à plus de 30 % au budget de l'État) est aujourd'hui l'une des plus pauvres du pays. Pourtant elle présente un fort potentiel : un sous-sol très riche en minerais, et une richesse forestière immense. Le gros des richesses minérales zambéziennes qui n'ont presque jamais été exploitées est constitué par des pierres précieuses et semi-précieuses, de l'or, de l'aluminium, de l'uranium et d'autres matières premières. Elle possède aussi une des plus grandes réserves de pegmatites du monde. C'est pourquoi, pendant les premières années de l'indépendance, elle était considérée comme le futur « cœur » économique du Mozambique¹². Quant aux ressources forestières, la Zambézie

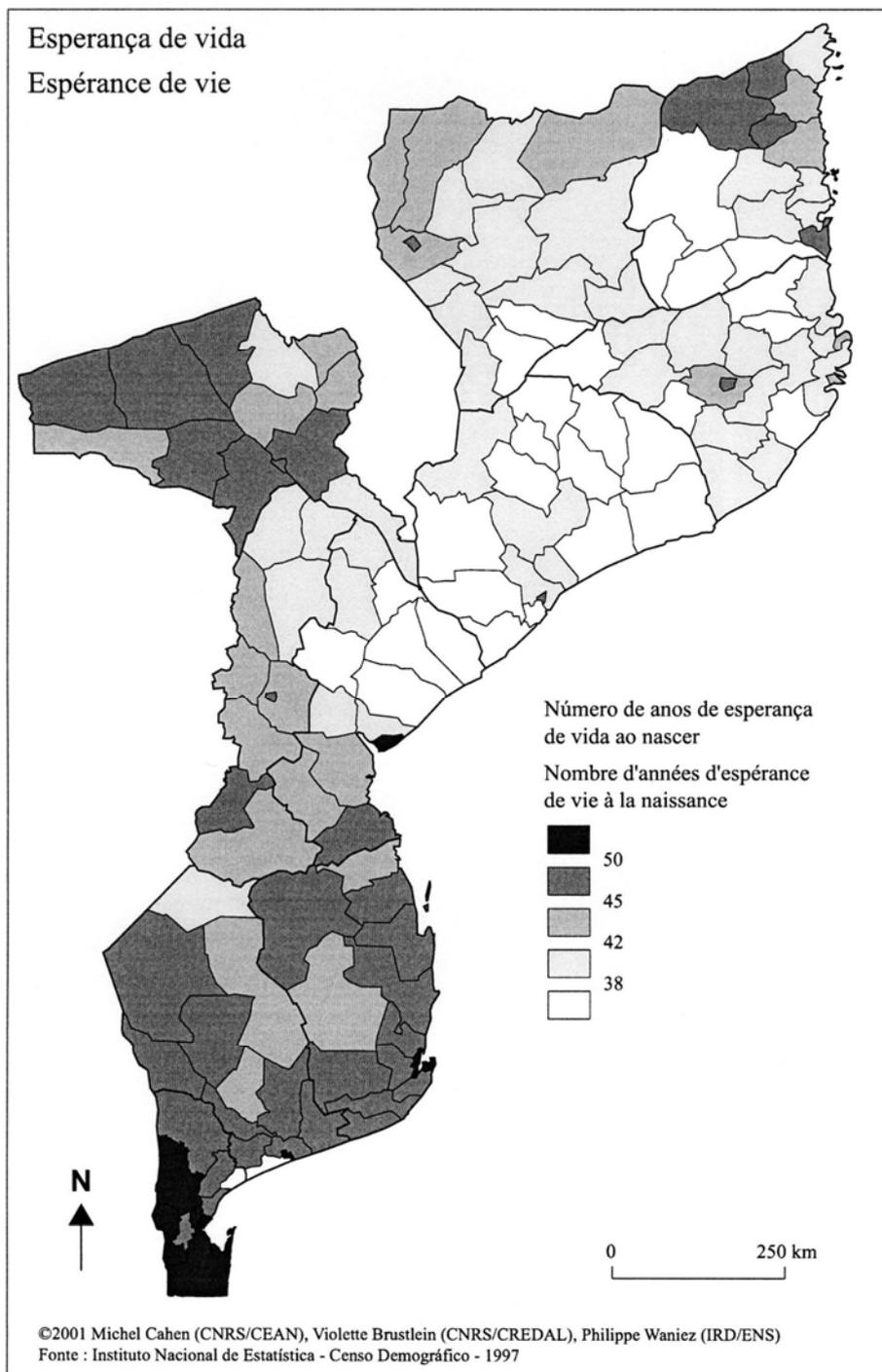
¹² « Na provincia da Zambézia. Jazigos de minérios pegmatíticos são considerados dos maiores do mundo », *Notícias* (Maputo) n° 18 003, 21 juin 1979; « Minérios pegmatíticos da Zambézia tem larga aplicação industrial. Exploração industrial adequada será fonte de divisas para o país », *Notícias* (Maputo), n° 18 008, 26 juillet 1979.

détient environ 17 % du total des ressources du Mozambique¹³. On y trouve parmi d'autres essences forestières, le *Pau Preto* (ébène) et le *Pau Ferro*, l'*Umbila (Kiaat)*, la *Chanfuta* (doussié), le *Jambire (Panga-Panga)*, etc.

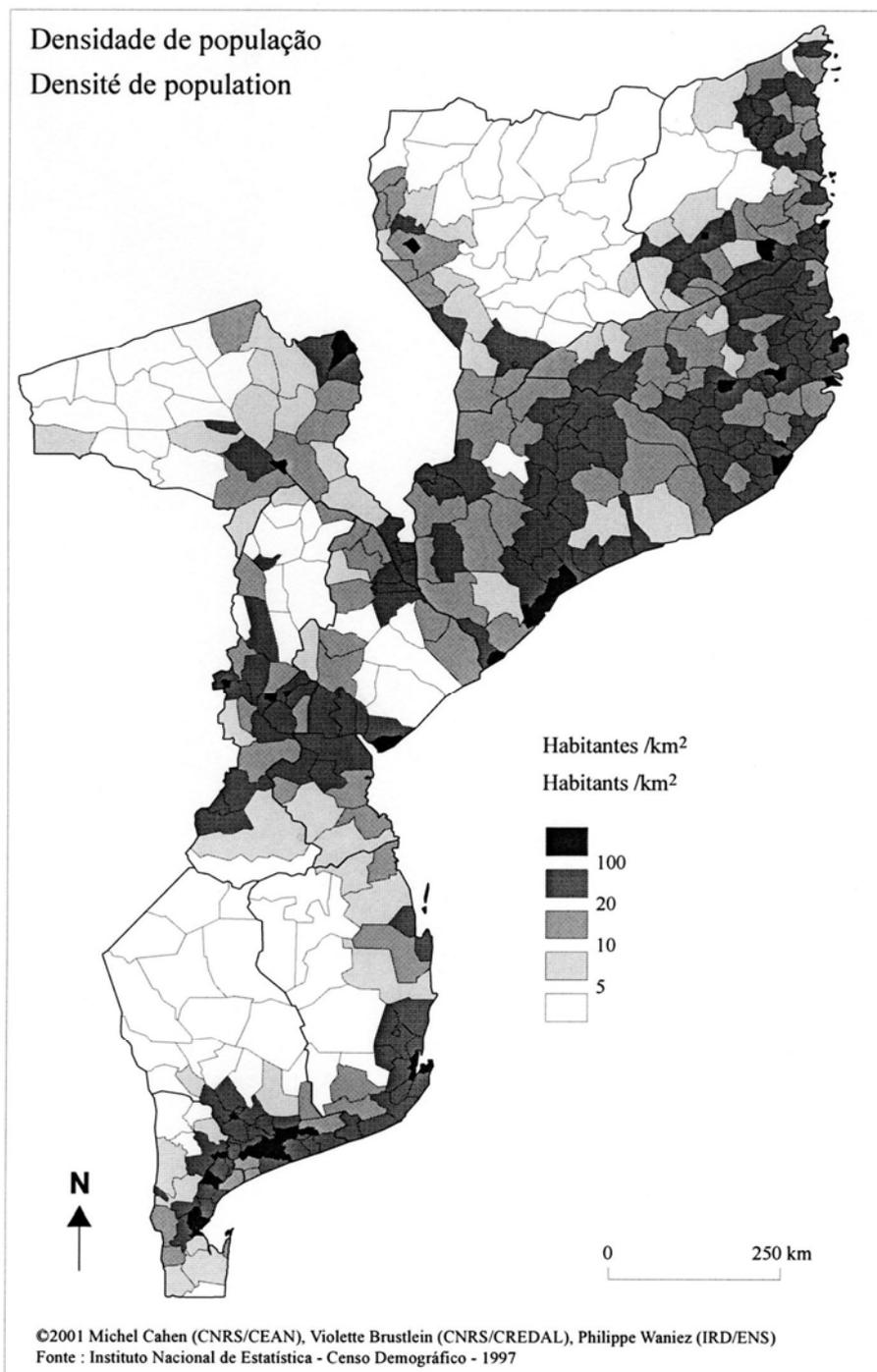
La Zambézie, fragilisée à l'orée du XX^e siècle par le déplacement vers l'extrême sud des attentions coloniales rivées vers le Rand et le Transvaal, siège d'une exploitation coloniale intense mais structurellement liée à des normes non directement capitalistes d'extraction de la richesse (travail forcée) et aux capitaux majoritairement étrangers, ne s'est pas encore relevée de la mauvaise gestion du Frelimo et des effets dévastateurs de la guerre civile.

¹³ GOVERNO DA PROVINCIA DA ZAMBÉZIA, *Plano Estratégico...*, *op. cit.*, p. 3.

Document n°10. Espérance de vie au Mozambique



Document n°11. Densité de population au Mozambique



B. Ethnicités zambéziennes : approximations et confusions.

La Zambézie est, à l'instar de plusieurs régions du Mozambique, un espace hétérogène du point de vue ethnolinguistique. Mais à la différence de ces régions, les groupes ethniques qui peuplent le territoire zambézien restent assez mal connus quant à leur identité et leur nombre. Ceci résulte d'une part, de la présence des Arabes et des Swahilis qui bien avant l'arrivée des Portugais étaient déjà implantés le long de la côte d'Afrique Orientale, ce qui a entraîné un métissage culturel et physique. Les exemples les plus marquants dans l'actuelle province de la Zambézie en sont les régions de Pebane et de la Maganja da Costa, surtout au poste administratif de Bajone, où presque toute la population est musulmane. D'autre part, cela est le résultat du système de *prazos* qui a prévalu dans cette région et a amené à divers métissages entre peuples de différentes cultures et couleurs de peaux, telles que les Portugais, les Goanais, les Africains, les Arabes, etc.

Le concept d'ethnie appliqué à la Zambézie

Bien entendu, il faut préciser ce qu'on entend par ethnie. Peut-on parler d'ethnies au sujet des habitants de la Zambézie ? Dans un recensement des définitions du concept d'ethnie fait par Jean-Loup Amselle¹⁴, celui-ci conclue que les ethnologues s'accordent sur un certain nombre de caractéristiques définissant l'ethnie : la langue, l'espace, des coutumes, des valeurs, un nom, une même parenté et la conscience qu'ont les acteurs d'appartenir à un même groupe. C'est donc la coïncidence de ces différents critères qui définit l'ethnie¹⁵.

Une de ces approches recensées par Jean-Loup Amselle est celle de G. Nicolas :

« Une ethnie, à l'origine, c'est avant tout un ensemble clos et durable, enraciné dans un passé de caractère plus ou moins mythique. Ce groupe a un nom, des coutumes, des valeurs, généralement une langue, propres. Il s'affirme comme différent de ses voisins. L'univers ethnique est constitué d'une mosaïque [...] de lignages. Il existe une profonde parenté entre ethnie ou clan, parenté qui se trouve le plus souvent étayée par un vocabulaire familial, voire un mythe d'origine établissant la commune descendance des membres du groupe à partir d'un couple initial ou d'un héros mythique. »¹⁶

¹⁴ J.-L. AMSELLE, « Ethnies et espaces : pour une anthropologie topologique », J.-L. AMSELLE, E. M'BOKOLO (Dir.), *Au coeur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et État en Afrique*, Paris, La découverte, 1999, pp. 11-48.

¹⁵ *Ibidem*, p. 18.

¹⁶ *Ibidem*, p. 17.

Il est difficile de partager cette acception de l'ethnie, car, elle suppose que les ethnies sont des réalités immuables, des essences. Or, comme le montre bien Dominique Darbon, l'identité ethnique n'est jamais « close et durable » comme le prétend G. Nicolas, plus exactement, elle n'est pas « un donné fixe, immuable, aux contours nets et à la signification univoque »¹⁷. Les ethnicités sont des trajectoires, des métissages permanents qui, dans un contexte donné, provoquent l'émergence de « faits de conscience »¹⁸. Le cas de peuples du Bas-Zambèze, qui habitent la région de l'« axe zambézien », comprise entre la mer et l'intérieur est l'exemple le plus éloquent. Il s'agit d'un peuple issu de métissages complexes et pour certains récents, ne sont pas encore stabilisés. C'est cette complexité qui amène les ethnographes à les désigner par commodité ou faute de mieux par « Complexe Zambézien », ou plus restrictivement de « Peuples du Bas-Zambèze ». Ces peuples, sur un fonds Marave au nord et Shona au sud, sont composés de nombreux apports divers (Macua-Lomués, Swahili, Sena, Nhungués, Portugais, Indien, etc.), tout en étant métissés¹⁹. Cette appellation n'enlève en rien qu'ils soient une trajectoire de cristallisation ethnique en cours, mais au même titre que les autres. On peut donc dire même, qu'il s'agit d'une ethnie en formation. Selon M. Cahen, aucune définition de ce qu'est une ethnie ne fonctionne, sauf que l'ensemble des membres d'une ethnie « x » sont simplement ceux qui disent (quelles qu'en soient les manières) qu'ils font partie de cette ethnie. L'ethnicité est fondée sur des rapports sociaux antérieurs à l'émergence du fait de conscience ethnique, et elle concerne une société entière (ce n'est pas une caste ou une classe)²⁰.

Stigmates classificatoires : exemple des Macua-Lomués

Comprendre les préjugés à l'égard des Macua-Lomués revient à comprendre les rapports entre les populations qui habitent la région de la Zambézie. Elle aide à comprendre par exemple, les raisons par lesquels les Macua-Lomués considèrent les Chuabos comme étant orgueilleux et méprisants. Comment les préjugés et les stéréotypes envers les Macua-Lomués sont-ils nés ?

La fragilité de la présence Portugaise en Zambézie est un facteur d'explication : si pendant très longtemps les Portugais dominaient la partie sud de la Zambézie, ils n'entrèrent en contact

¹⁷ D. DARBON, « Images et discours de l'ethnicité », in D. DARBON, *Ethnicité et nation en Afrique du Sud. Imageries identitaires et enjeux sociaux*, Paris, Karthala, p. 15. Voir aussi D. DARBON, « The people shall govern ! », in D. DARBON, *Ethnicité et nation en Afrique du Sud...*, op. cit., pp. 121-150. Dans cette même lignée de D. DARBON, voir M. CAHEN, *Ethnicité Politique. Pour une lecture réaliste de l'identité*, Paris, L'Harmattan, 1994.

¹⁸ M. CAHEN, *Ethnicité Politique...*, op.cit.

¹⁹ R. PELISSIER, *Naissance du Mozambique. Résistances et révoltes anticoloniales (1854-1918)*, Paris, Orgeval, p. 20.

²⁰ M. CAHEN, *Ethnicité Politique...*, op.cit.

systématique avec le nord seulement qu'au début du XX^e siècle. En plus, ce fut dans la région Anguru (peuples de Lomués) qu'on observa les conflits les plus violents de résistance au colonialisme portugais : signe qu'il s'agissait de terres qui n'avaient presque jamais eu de contacts avec des Européens, à l'exception de l'explorateur anglais, Alexandre O'Neill en 1882²¹.

Selon Leroy Vail et Landeg White, les Lomués (les Angurus), qui n'avaient jamais vécu sous le système de *prazos* (excepté une brève période sous la Companhia de Lugela), étaient des peuples méconnus des Portugais et étaient les objets de mépris. Pour l'administration coloniale, les Lomués étaient des sauvages, des brutes, des gens qui mangeaient de la nourriture crue²². En contraste, les peuples côtiers de Quelimane (les Chuabos) étaient considérés comme obéissants, loyaux depuis toujours, depuis le passage de l'explorateur portugais Vasco da Gama en janvier 1498. Ils incarnaient donc, au plus haut point le lusitannisme²³. Ainsi s'explique le proverbe chuabo *muana Chuabo a kan kanla buruto* (fils de Chuabo, n'est pas une brute, n'est pas analphabète comme les autres) et leur mépris envers les autres peuples de la Zambézie, surtout les Lomués. Dans sa croisade contre les *assimilados* zambéziens, le Frelimo s'est attaqué à cela. Pourtant, cela ne lui a pas apporté le soutien des Lomués, ce qu'il faudra comprendre.

Pour la Sena Sugar Estates, les Lomués étaient fragiles, lents, paresseux et moins civilisés que les Ngunis, l'ethnie la plus considérée par cette compagnie. Pour les Senas, autre groupe classé comme supérieur aux Lomués, mais considéré inférieur aux Ngunis, les Lomués étaient sales²⁴. C'est donc pour cela que parmi les trois principaux groupes ethniques, Ngunis, Sena et Lomués, employés par la compagnie de John Peter Hornung, les derniers étaient les moins considérés et les moins bien payés.

La façon dont l'administration portugaise voyait les Lomués est bien explicitée, dans un circulaire du gouverneur Eduardo Lupi adressé aux commandants militaires chargés de l'occupation et de la pacification du district de Quelimane, par l'intermédiaire du capitaine d'infanterie Teixeira de Sousa Faria, de la façon suivante:

²¹ E. do Couto LUPI, *Distrito de Quelimane, Relatório do Governador 1907 a 1909*, Lourenço Marques, Imprensa Nacional, 1909, p. 258.

²² L. VAIL, L. WHITE, *Capitalism and...*, *op. cit.*, pp. 351-367.

²³ COMISSÃO MUNICIPAL DO CONSELHO DE QUELIMANE, *Relatório*, Paços do Conselho de Quelimane, 30 novembre 1939, in *ARQUIVO DO GOVERNO DA ZAMBÉZIA*.

²⁴ L. VAIL, L. WHITE, *Capitalism and...*, *op. cit.*, pp. 351-367.

« Pour les messieurs : *capitão-mor* de l'Alto-Molocué, commandant des Angurus et commandants de postes militaires indépendants. [De la part] du Chef.

- Son Excellence le gouverneur m'a chargé de dire à ces messieurs le message suivant :

1° Qu'il appelle à votre spéciale attention la précaution que vous devez avoir dans vos rapports avec les indigènes et les processus qui doivent être adoptés pour l'élargissement de l'influence ;

2° Que les aspects suivants doivent être considérés dans ces questions :

a) les peuples indigènes avec qui vous êtes en contact sont les plus retardés en intelligence et en organisation sociale de toute la province, et c'est cet aspect qui explique l'étonnement et la méfiance avec lesquelles ils voient notre arrivée dans ses territoires et nos procédés;

b) ces gens ne nous connaissent pas, ils ne savent pas ce que nous voulons d'eux, ils ne nous reconnaissent pas le droit d'interférer dans leur habitat, parce c'est la première fois qu'ils y voient des Européens. »²⁵

Le gouverneur F. Carvalho, le remplaçant d'Eduardo Lupi, disait que les Lomués et surtout les Molocués étaient de « constitution très fragile » et que l'administration portugaise ne devait pas compter sur eux pour les travaux difficiles²⁶.

D'autres pointent du doigt le climat de la Zambézie pour expliquer la dite fragilité physique et l'incapacité intellectuelle des Lomués. C'est le cas d'Eduardo Azambuja Martins. Selon lui, dans le « delta du Zambèze, dans le Lomué, se trouve un groupement fragile, population sujet à un climat humide et pourtant déficient en valeur physique et intellectuelle »²⁷.

La complexité ne s'arrête pas là. Au sein même du groupe Lomué certains auteurs trouvent une catégorie de Lomués plus « évolués » que d'autres. C'est le cas par exemple des Tacuanes, considérés comme des Lomués, mais « plus évolués »²⁸.

Une autre question qui doit mériter attention est de savoir si les Lomués sont, ou non, une entité ethnique distincte des Macuas. Pour certains ethnologues, les Macua et les Lomués constitueraient deux entités différentes. Les Macuas étant les plus « évolués » et les Lomués les plus « arriérés », des sauvages, des mangeurs de rats, etc. Pour justifier cette séparation, les Lomués sont également considérés par d'autres comme étant des Macuas « purs », n'ayant souffert d'aucun métissage. Ces stéréotypes demeurent jusqu'à aujourd'hui et il est intéressant de les analyser pour comprendre la société zambézienne. Ainsi les Lomués seraient ceux qui habitent essentiellement la province de Zambézie et ceux de Nampula, Cabo Delgado et Niassa seraient des Macuas. De même, pour des considérations politiques on a tendance aujourd'hui à

²⁵ E. do Couto LUPU, *Distrito de Quelimane, Relatório do Governador 1907 a 1909 ...*, op. cit., p. 52.

²⁶ F. CARVALHO, *Distrito de Quelimane, Relatório do Governador 1914-1915...*, op.cit., p. 65.

²⁷ E. AZAMBUJA, *O Soldado Africano de Moçambique*, Lisbonne, Divisão de Publicações e Biblioteca, 1936.

²⁸ M. S. ALBERTO, « Elementos para um vocabulário etnológico e linguístico », *Memórias do Instituto de Investigação Científica de Moçambique*, Lourenço Marques, 1965, Vol 7.

considérer les Macua-Lomués comme deux ethnies différentes. Quelle serait la différence entre les Macua-Lomués de l'actuel Angoche ou de Moma à Nampula et ceux de l'actuelle Pebane et de Bajone à la Maganja da Costa ? La différence ici est purement politique. L'ancien Angoche, le plus grand et prestigieux État swahili du Mozambique débordait les limites de l'actuel district de Angoche pour embrasser les terres zambéziennes de l'actuel Pebane sur l'estuaire du Moniga ; en effet Moebase, Naburi, et le chef-lieu de Pebane dans l'actuelle province de Zambézie ainsi que Moma, Larde, Angoche, Parapato, Sangage, Quinga, à Nampula faisaient partie de l'ancien État swahili d'Angoche. Certains dirigeants swahilis étaient (sont) liés soit par mariage soit par parenté avec les chefs macua locaux²⁹. Enfin, dans le cas mozambicain, les frontières géographiques et administratives ne correspondent en aucun cas aux frontières ethniques. Ainsi par exemple, lors du recensement national de la population en 1997, les populations de Nampula furent considérées comme macuas et celles de la Haute-Zambézie comme lomués dans la province de Zambézie, ce qui est absurde comme le montrent M. Cahen, Ph. Waniez et V. Brustlein :

« Les cartes 14 et 16 illustrent parfaitement le problème d'une classification des langues plus politique que linguistique : dans la province de Nampula, le recenseur a clairement considéré emacua ce que à quelques centaines de mètres, plus au Sud, de l'autre côté de la limite provinciale, en Zambézie, son collègue a considéré comme elomoué. On a ainsi une cartographie linguistique qui semble merveilleusement correspondre à la limite administrative : 99,30 % au moins des habitants parlent emacua en deçà, et 97,90 % elomoué au-delà, changement parfait, de part et d'autre de la limite sur près de 400 km ! Plus qu'une excellente correspondance entre les limites administratives des provinces et les aires de pratiques linguistiques, on a surtout un « effet visuel » de négation de la massive région linguistique de la Macuana historique au sein de laquelle on passe insensiblement de l'emacua à l'elomoué, tout en restant dans la même aire de forte intercompréhension emacua-lomoué. En réalité, il faudrait cartographier ensemble l'emacua et l'elomoué pour représenter de manière plus réaliste les pratiques linguistiques. »³⁰

On considérera donc ici les Macua-Lomoué, à l'instar d'auteurs comme António Rita-Ferreira³¹, comme un seul grand ensemble ethnique, évidemment traversé de particularités locales. De même, il faut réfuter la distinction entre Angurus et Lomués, faite comme s'il s'agissait également de deux entités ethniques distinctes, par certains auteurs comme M. Simões

²⁹ Voir R. PÉLISSIER, *Naissance du Mozambique...*, *op. cit.*

³⁰ M. CAHEN, Ph. WANIEZ, V. BRUSTLEIN, « Pour un atlas social et culturel du Mozambique », *Lusotopie* (Paris, Karthala), 2002/1, p. 331-345.

³¹ A. RITA-FERREIRA, *Povos de Moçambique : História e cultura*, Porto, Afrontamento, 1975.

Alberto³². En fait, Angurus ou Nguru est tout simplement le nom par lesquelles sont connues localement, les Lomués³³.

Ethnie et localité, de nombreuses confusions

Enfin, il faut être vigilant envers la « confusion » entre la désignation ethnique et celle du nom de lieu. En effet, la plupart des noms utilisés pour désigner les groupes ethniques du Mozambique et en particulier de cette région correspondent aux appellations administratives, c'est-à-dire aux noms des lieux et non à une désignation ethnique : ce sont par exemple, les cas des Molocués, des Tacuanes, des Borores, des Maganjas et des Nharingas ou Monigas qui appartient au groupe Macua-Lomué et dont les désignations correspondent respectivement à la région de l'Alto-Molocué, de Tacuane (actuel district de Lugela), à l'ancien circonscription du Boror et à la Maganja da Costa. Pour les Nharingas ou Monigas qui habitent aussi la Maganja da Costa, leur désignation correspond à la région de Moniga (nom d'une rivière). La désignation Nharinga viendrait d'*aringa*, soit le camp fortifié du seigneur du *prazo*³⁴. Rappelons que ce fut dans cette région que fut érigé la plus grande *aringa* de toute la Zambézie. C'est aussi le cas des Carungos et des Mahindos, de l'ethnie Chuabo qui habitent respectivement les terres des anciens *prazos* Carungo e Mahindo, ancien conseil de Quelimane ou des Arrombalas ou Morrumbalas du groupe Sena, qui habitent la région de Morrumbala.

La méconnaissance des différents groupes ethniques peuplant le Mozambique fut une constante pendant la période coloniale et n'était pas seulement spécifique à la Zambézie. Selon M. Cahen, à l'exception de quelques groupes ethniques telles que Chopes, Ngunis, Macondes, etc., l'administration portugaise ignorait largement les autres groupes ethniques existants sur le territoire mozambicain³⁵. Il a fallu attendre l'« État Nouveau » qui allait réaliser en 1950 le premier recensement produisant des statistiques sur les ethnies (celui de 1940 y étant pas parvenu). En revanche, fait spécifique à la Zambézie, malgré ce recensement et ceux qui suivirent, l'ignorance persista jusqu'à aujourd'hui, comme l'atteste la liste fournie par le gouvernement de la Zambézie en 2001 :

³² M. S. ALBERTO, « Elementos para... », *op. cit.*, p. 169.

³³ L. VAIL, L. WHITE, *Capitalism and...*, *op. cit.*, R. PÉLISSIER, *Naissance du Mozambique...*, *op. cit.*; p. 282, et p. 482; António RITA-FERREIRA, *Agrupamento e caracterização étnica dos indigenas de Moçambique*, Lisbonne, Ministério do Ultramar, 1958, p. 114.

³⁴ J. Capela, *A República militar da Maganja da Costa 1862-1898*, Porto, Afrontamento, 1988, pp. 17-18.

³⁵ M. CAHEN, « Mozambique, histoire... », *op. cit.*, p. 226.

« En ce qui concerne les langues, il y a des groupes de population de différentes ethnies avec différentes langues, les Lómuès, le plus important de tous, Chuabo, Sena, Merenje, Manhawa et Nhungue. Malgré l'existence de plusieurs idiomes, seuls quatre présentent une grande proportion de locuteurs : 42 % de la région de Haute-Zambézie parle l'Elomwe ; 31 % de la région de Quelimane, Nicoadala, Chinde et une partie de Mocuba et de la Maganja da Costa, le Chuabo ; l'autre partie correspond à 8 % de Cisena parlé seulement dans deux districts [Mopeia et Morrumbala]... »³⁶.

Ceci ne traduit en rien la complexité ethnique caractéristique de cette région et montre l'ignorance qui persiste encore à ce sujet. Un véritable travail d'enquête ethnologique de grande ampleur reste encore à faire.

Groupes et sous-groupes zambéziens : une proposition

La forme la plus commode et « didactique » pour sortir de ce labyrinthe est de regrouper tous les sous-groupes ethniques par leurs désignations régionales au sein de leurs groupes principaux. Ceci est juste une tentative de simplifier cette véritable confusion et maillage ethnique zambézien, il ne constitue en aucun cas un travail achevé, car comme on le dit toujours, les groupes ethniques de la Zambézie sont encore mal étudiés.

Ainsi on aurait³⁷ :

Les Macua-Lomués, le groupe le plus important du Mozambique du point de vue numérique. Il se trouve essentiellement dans quatre provinces : Zambézie, Nampula, Cabo Delgado et Niassa, soit une espace d'environ 300 000 km². Cet espace connu historiquement comme Macuana aurait comme frontières le fleuve Rovuma au Nord, l'océan Indien à l'Est, la rivière Licungo au Sud et la rivière Lugenda à l'Ouest³⁸. Ils seraient selon le recensement de 1980, 3 500 000, c'est-à-dire 35,6% de la population du Mozambique³⁹. La légende veut que les Macua-Lomués soient originaires des Monts Namuli dans l'actuel district du Gurué. En Zambézie, on a comme sous-groupes les Imbamelas, Mpamelas ou Mepamelas, qui habitent le district de l'Alto-Molocué, les Tacuanes installés à Lugela et également en moindre nombre du côté de Morrumbala et Milange, les Achirrimas qui se trouvent dans la région d'Alto Ligonha, district du Gilé, les Alolos ou Malolos, un groupe qui habite dans la partie montagneuse du district de Morrumbala et dans la partie sud de Milange, avec d'importants groupements dispersés à travers les régions

³⁶ GOVERNO DA PROVINCIA DA ZAMBÉZIA, *Plano Estratégico...*, *op. cit.*, p. 5.

³⁷ La localisation régionale de chaque groupe ou sous-groupe ethnique est de M. S. Alberto, mais leur regroupement est de notre entière responsabilité.

³⁸ F. L. MARTINEZ, *O povo macua e a sua cultura*, Lisbonne, Instituto de Investigação Tropical, 1989, p. 37.

³⁹ *Ibidem*.

de Mocuba et de la circonscription de Namacurra. Selon António Rita-Ferreira les Lolos apparaissent dans la documentation ancienne sous le nom de Borores⁴⁰. Partant de cette information, on peut conclure que les Alolos ou les Borores se trouvent en grand nombre à Mocuba (ancienne circonscription du Boror). Ils se trouveraient également dans certaines parties de Namacurra et de la Maganja da Costa. La succession et l'héritage parmi les Macua-Lomué sont matrilineaires.

Complexe du Zambèze ou Peuples du Bas-Zambèze : parmi ces peuples on trouve en évidence les Chuabos, qui constitueraient le deuxième groupe ethnique le plus importante après les Macua-Lomués. Selon A. Rita-Ferreira, le nom Chuabo serait d'origine Lolo, du groupe Lomué⁴¹. Chez les Chuabos, la succession est matrilineaire. Ce groupe se trouve essentiellement dans la ville de Quelimane, à Inhassunge, Chinde et à Mopeia. Dans ses différentes désignations régionales (qui coïncident presque toujours avec leur lieu d'origine) on a dans l'ethnie Chuabo quelques fractions sub-ethniques parmi lesquelles on trouve les Maindos (de l'ancien prazo Mahindo) habitant essentiellement la région d'Inhassunge et ayant quelques noyaux à Quelimane et Chinde ; les Carungos qui habitent sur les terres de l'ancien prazo Carungo, aujourd'hui Quelimane. On trouve également parmi les peuples du complexe du Zambèze, les Arrombalas ou Morrumbalas qui habitent la région de Morrumbala et Mutarara (Tete) ; Selon M. Simões Alberto, ils seraient probablement le résultat de croisements entre les Senas et les Maganjas⁴². Font partie encore de ce Complexe zambézien, les Podzos, qui seraient un sous-groupe sena habitant les régions de Marromeu (province de Sofala), de Chinde et de Luabo. Il y a également les Nhungués dont António Rita-Ferreira rappelle que la plupart des auteurs les associent avec les *Achikundas*⁴³. Il est certain qu'il s'agit d'un peuple métissé avec d'autres peuples Africains. Selon R. Péliissier, les Nhungués seraient des Nianjas métissés avec des Shonas dans le Complexe zambézien⁴⁴. Ils se trouveraient essentiellement dans la région de Mopeia. Enfin, il y a les Merenges, Marindje, Merendje ou Merenje pour lesquels les origines sont aussi douteuses : il s'agirait selon la tradition orale, d'un croisement entre les Manhauas et

⁴⁰ A. RITA-FERREIRA, *Povos de Moçambique...*, *op. cit.*, p. 163.

⁴¹ *Ibidem*.

⁴² M. S. ALBERTO, « Elementos para... », *op. cit.*, p. 139.

⁴³ A. RITA-FERREIRA, *Povos de Moçambique...*, *op. cit.*, p. 156-157.

⁴⁴ R. PELISSIER, *Naissance du Mozambique...*, *op. cit.*, p. 53.

les Tacuanes⁴⁵, mais selon des sources cités par M. Cahen, il s'agit de Chuabos de l'intérieur⁴⁶. Ils se trouvent dans les régions de Milange et de Lugela.

Nianjas : Dans le district de Milange, il s'agit des Cocolas et des Maones ; des Manhauas habitant les régions de Milange et de Lugela. Dans le district de Mopeia, région de Mazaro, existent également quelques noyaux Nianjas.

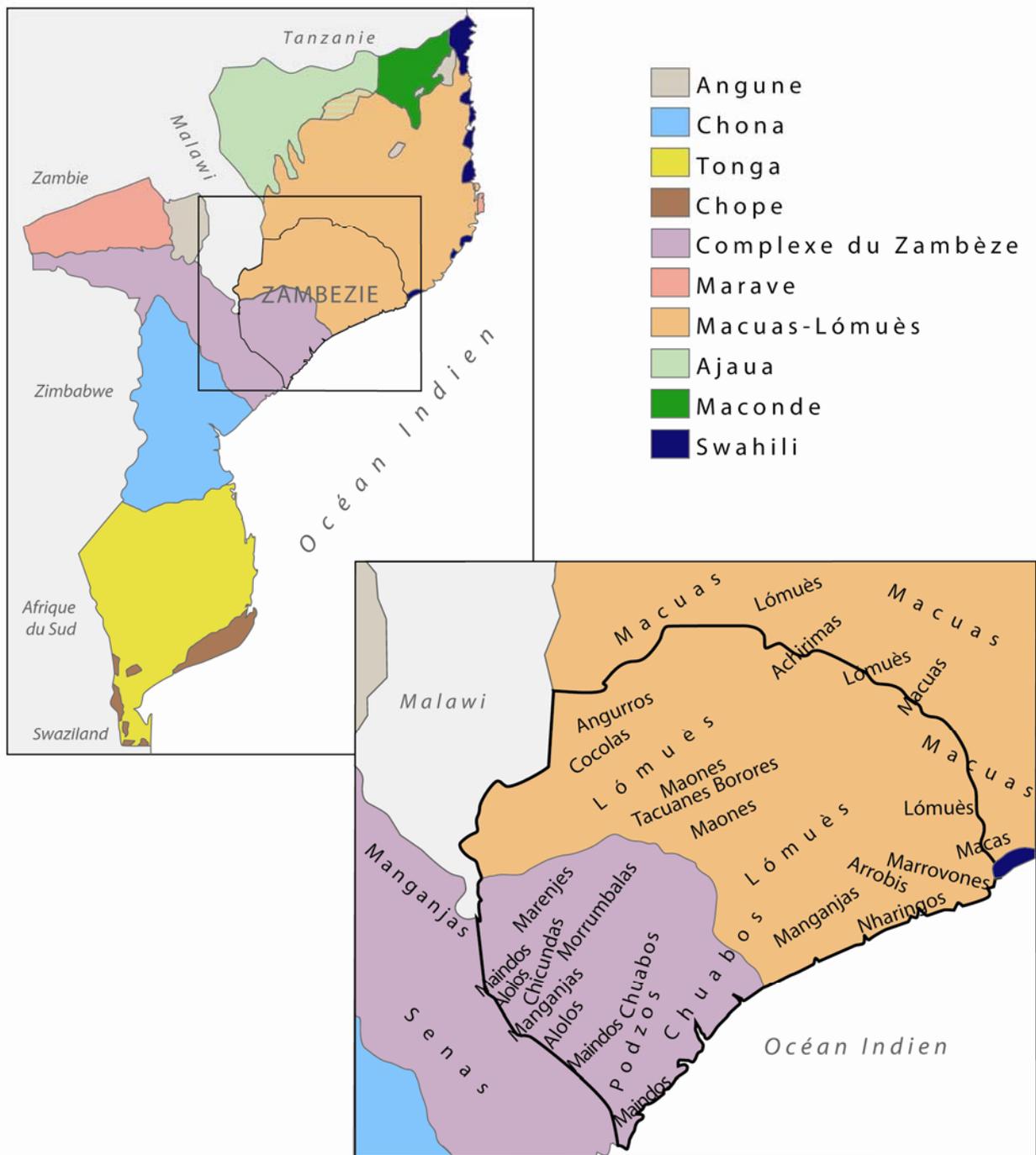
En bref, les Macua-Lomués, le Complexe du Zambèze ou peuples du Bas-Zambèze et les Nianjas sont les groupes ethniques qui peuplent l'espace zambézien. Cette classification des groupes ethniques zambéziennes a pour seule fonction la compréhension de l'hétérogénéité de l'espace zambézien et de l'impossibilité de parler d'une identité zambézienne unique comme le prétendait le Frelimo⁴⁷. En effet, pour ce parti, tous les Zambéziens étaient élitistes, racistes. C'est en ce sens que dans son combat à ces « maux sociaux » toute la société zambézienne fut stigmatisée. Il serait logique de parler de l'élitisme ou de racisme, (si ces problèmes se posaient évidemment), seulement pour la zone créole et métisse, ancienne région des *prazos* et non pour la région lomuée par exemple. Seule une compréhension des identités ethniques inscrites dans l'histoire locale peut aider à comprendre les identités politiques de cette région.

⁴⁵ Entretien avec le "vieux" Malua, Milange, décembre 2005.

⁴⁶ M. CAHEN, « Mozambique, histoire... », *op. cit.*, p. 234.

⁴⁷ Cela ne veut pas dire qu'un sentiment ethnique pan-ethnique ne puisse pas apparaître aussi : une « identité zambézienne ». Il n'y a rien d'impossible dans l'histoire, à voir apparaître une identité d'identités, une ethnie d'ethnies, voire une nation de nations. Les identités se croisent, s'empilent, s'intègrent, s'emboîtent.

Document n°12. Les groupes ethniques en Zambézie



Source : A. da Silva REGO, Eduardo dos SANTOS, *Atlas missionário português*, Junta de Investigações do Ultramar, Lisbonne, 1964.
 Réalisation : Mélina Germes, 2007.

2. De Quelimane et des Rios de Sena à la Zambézie

Quelimane, principale ville de la Zambézie, n'a pas réussi à conquérir le rang d'une véritable capitale régionale voire nationale, alors même que pendant la période coloniale elle était, sous le nom de São Martinho, une des villes les plus connues et l'une des plus importantes du Mozambique tant du point de vue politique que du point de vue économique. Or, il est important, pour comprendre la question de l'identité politique de Zambézie de cerner, comment la marginalisation et le déclin de Quelimane ont eu lieu au profit de Beira et Lourenço Marques. Pour cela, en retraçant l'évolution politico-administrative de la ville de Quelimane et de la Zambézie, le parallèle sera fait avec Lourenço Marques et Beira, les nouveaux pôles économiques du Mozambique depuis la fin du XIX^e siècle. On expliquera aussi comment cette région auparavant connue sous le nom des Rios de Sena est devenue Zambézie, et comment s'est effectué le processus de son institutionnalisation dès origines à l'indépendance en 1975.

A. Le comptoir de Quelimane et la « Conquista des Rios de Sena » : naissance et développement

Troisième comptoir à être installé par les Portugais dans la région de l'Afrique Orientale Portugaise en 1544 après ceux de Sofala (1505) et de Moçambique (1507-1508), Quelimane fut pendant très longtemps la seule porte d'entrée de toute la vallée du Zambèze. Il aurait été abordé par l'explorateur portugais Vasco Gama, lors de son voyage en Inde le 22 janvier 1498, d'où l'octroi de cette date comme jour férié par l'autorité portugaise, cependant retirée par le Frelimo à l'indépendance. Pendant cette période, la région de la vallée du Zambèze était connue des Portugais sous le nom des Rios de Sofala ou des Rios de Cuama, nom africain pour désigner la Baixa-Zambézia (Basse-Zambézie).

Le bourg principal (*povoação*) des Rios de Cuama était au départ Sena et devint ensuite Tete. L'entrepôt de toutes les marchandises arrivées par le port de Quelimane (principale porte d'entrée des Rios de Cuama) et l'approvisionnement des marchands qui parcouraient l'intérieur se faisaient à Sena⁴⁸. À Sena, plaque tournante du commerce de toute la région des Rios de Sena et première capitale, habitait le gouverneur, désigné par le titre de *capitão-mor*

⁴⁸ J. CAPELA, *Donas, senhoras...* op. cit, p. 33.

(capitaine-majeur). Le système des « gouvernements subalternes » alors en vigueur, faisait que le gouverneur des Rios de Cuama était subordonné à celui de la capitale de la colonie, Moçambique. Tous les deux étaient subordonnés au Vice-roi de l'Inde, responsable de leur nomination, car depuis 1508, l'Afrique Orientale Portugaise ou « Conquista de Moçambique e Rios », « Moçambique, Sofala, Rios de Cuama e Monomotapa » ou encore, « Capitania de Moçambique e Rios de Sena » – noms sous lesquels fut connue la colonie du Mozambique – était subordonnée au Vice-roi de l'Inde, qui exerçait sur elle l'autorité politique, administrative, judiciaire et économique. À cause de la question de *prazos* et de la richesse minérale – d'où la grande importance de la région – le gouvernement des Rios de Cuama fut déclaré autonome de celui du Moçambique en 1635. Il dépendait ainsi directement du Vice-roi de l'Inde. Mais cette situation n'a pas duré longtemps. En 1688, le gouvernement des Rios de Cuama fut à nouveau soumis à celui de Moçambique pour devenir encore une fois, autonome en 1709. La subordination du gouvernement des Rios de Cuama à celui de Moçambique fut toujours une source de conflits entre les deux gouvernements, le premier ne reconnaissant pas parfois l'autorité du premier.

Au cours du XVIII^e siècle cette région fut progressivement appelée Conquista des Rios de Sena ou simplement Rios de Sena. Faisaient partie de la Conquista des Rios de Sena, la *capitania das terras da Coroa* (Tete, Quelimane, et Sena), la *capitania das Feiras* (Zumbo et Manica) et les *capitanias dos Bares* (Mixonga, Cabrabaça, Cassunca, Mano et Bive, etc.⁴⁹). Sofala, le premier comptoir du Mozambique colonial et sa première capitale avant Moçambique, à cause de son éloignement ne faisait plus partie des Rios de Sena⁵⁰. L'ensemble des *prazos* d'une certaine région formait une *capitania* placées sous la juridiction politique, judiciaire et civil d'un capitão (capitaine)⁵¹. La *capitania das terras da Coroa* se trouvait divisé en 103 *prazos*, dont 59 se trouvaient à Tete, 15 à Quelimane et 29 à Sena.

⁴⁹ A. LOBATO, *Evolução administrativa...*, op. cit., p. 31-32.

⁵⁰ *Ibidem*, p. 32.

⁵¹ M. B. de ARAÚJO, *O giro moçambicano. Subsídio para a história de Moçambique (1498-1752)*, Coimbra, Universidade de Coimbra, 1992, p. 228.

L'Autonomie de la colonie du Mozambique au XVIII^e siècle

L'année 1752 marqua une étape décisive dans la vie de la colonie. En avril, elle acquit un statut administratif distinct de celui de l'Inde. Elle fut dorénavant administrée directement à partir de la métropole et s'appela « Governo e Capitania Geral de Moçambique, Sofala e Rios de Sena ». Mais c'est en 1755 seulement que l'autonomie économique de la colonie fut décrétée. Francisco de Mello e Castro, premier gouverneur-général qui avait déjà gouverné les Rios de Sena entre 1740 et 1745, devient capitaine-général nommé pour une période de trois ans. Il ne fut plus subordonné au Vice-roi de l'Inde et il était l'autorité suprême dans le nouveau gouvernement. Malgré cette autonomie, la Capitania Geral de Moçambique n'avait pas encore de limites ou de frontières définies. En la décrivant, Alexandre Lobato affirma :

« ...au milieu du XVIII^e siècle la Conquista de Moçambique comprenait au nord, les îles de Cabo Delgado, dont les *moradores* possédaient de terres le long du littoral, et l'île de Moçambique, dont les *moradores* possédaient aussi des terres en bordure du continent ; au Sud se trouvaient Sofala et les terres de Sofala et Mambone et de Sofala et Sena et le hameau de Inhambane. Toutes ces zones étaient étroites, petites, mais utiles. Au Centre il y avait la Zambézie le long du fleuve, le domaine portugais commençait au fleuve Lugenda et s'étendait jusqu'au bras sud du Delta sur huit lieues de profondeur dans la direction Nord-Sud et environ quinze lieues de longueur le long de la rive droite du fleuve jusqu'aux hauteurs de Tete. Un triangle s'étend surtout le long du Zambéze, l'un de ses sommets est proche de la rivière Tendanculo, l'autre entre Tete et Zumbo et le troisième à mi-chemin de Sena et Manica. Ce dernier à la frontière avec Tete sur la rive gauche du Zambéze, s'allonge sur une bande de huit lieues de large. Enfin, deux points isolés dans les brousses – Manica et Zumbo – distants de deux ou trois lieues formaient la Conquista des Rios de Sena. Et c'était tout. »⁵²

En revanche, il est important de souligner que les limites côtières du Mozambique actuel sont plus ou moins les mêmes que celles de 1857, soit Cabo Delgado au Nord et Maputo (ancienne Lourenço Marques) au Sud⁵³. C'est cette faiblesse politico-administrative, liée à l'instabilité dans l'occupation d'espace qui allait caractériser la colonisation portugaise jusqu'à au moins la fin du XIX^e siècle et qui être responsable de plusieurs remaniements territoriaux.

⁵² A. LOBATO, *Evolução administrativa...*, op. cit., p. 28-29.

⁵³ R. PELISSIER, *Naissance du Mozambique...*, op. cit., p. 30.

Premières réformes : création des bourgs

Le 9 mai 1761, le Roi du Portugal s'adressa au gouverneur et capitaine-général de Moçambique, Rios de Sena et Sofala, à propos de l'élévation de Moçambique (Île de Moçambique) à la catégorie de bourg de la façon suivante :

« Dans les ports et *povoações* (bourgs) de Quilimane, Senna, Tette, Zumbo et Manica, Sofalla, Inhambane et Ilhas de Quirimba, je vous donne la juridiction pour ériger en bourgs tous les endroits et agglomérations qui, selon votre estimation, remplissent les conditions pour le devenir. »⁵⁴

Mais à cause du décès du gouverneur Pereira de Sá au Portugal, qui était chargé de mettre en œuvre ces réformes⁵⁵, ce n'est qu'en 1763 que Sena, Tete, les foires de Manica et Zumbo, et Quelimane, devinrent officiellement des bourgs. Ce dernier reçut le nom de bourg de São Martinho. La municipalité fut instituée avec liberté de commerce. L'égalité devant la loi fut élargie à tous les sujets de la Couronne, donnant les mêmes chances tant aux Goanais et métis du Mozambique qu'aux Portugais d'origine.

Selon Eugénia Rodrigues, ces réformes étaient inspirées de la législation brésilienne sur les *capitanias*, car le secrétaire d'État aux Affaires d'Outre-mer de l'époque, F. X. de Mendonça, avait gouverné le Pará et le Maranhão au Brésil. Selon cet auteur, l'application de ces réformes n'a pas été facile, il y a eu des résistances de la part du gouvernement des Rios de Sena, qui craignait de perdre son autonomie, car avec ces réformes, il devait se soumettre à nouveau au gouvernement de Moçambique, la capitale. En effet, lorsque J. P. da Silva Barba, nommé gouverneur-général arriva pour mettre en œuvre les réformes, le lieutenant-général des Rios de Sena, M. A. A. Coutinho Mountary, s'y opposa fortement et provoqua un soulèvement. Mais ce conflit bien relaté par Eugénia Rodrigues doit être compris d'une manière plus large, dans le cadre des rapports conflictuels qui avaient toujours caractérisé le gouvernement de Moçambique et celui des Rios de Sena.

Le transfert de la capitale régionale dos Rios da Sena à Tete

En 1767, eût lieu un changement important dans le gouvernement des Rios de Sena. Sena, la première capitale, en décadence et d'une grande insalubrité, cessa par décision du capitaine-général Baltazar Pereira do Lago, d'être la capitale au profit de Tete. En effet, des récits

⁵⁴ *Boletim do Governo da Província de Moçambique*, n° 26, 1856.

⁵⁵ E. RODRIGUES, « "Em nome do Rei". O levantamento dos Rios de Sena de 1763 », *Anais de História de Alémar*, (Lisbonne, Faculdade de Ciências Sociais e Humanas, Universidade de Lisboa), 4, 2003, pp.335-380.

racontent que les habitants du bourg de Sena étaient obligés de faire bouillir l'eau afin d'éviter les maladies, tellement ce bourg était insalubre. Un rapport des Villas Boas Troão, cité par M. Newitt, relate qu'à cause de l'insalubrité, la mortalité infantile à Sena était quatre fois plus élevée que celle de Tete⁵⁶. De plus, Sena était constamment envahie par les *Cafres*, ce qui rendait la région dangereuse⁵⁷.

Par contre, la flambée du commerce de l'or au nord du Zambèze, surtout vers la foire du Zumbo, faisait de Tete une région très importante. Déjà bourg en ascension et premier centre commercial, Tete devint la nouvelle capitale⁵⁸. À cette même période, il y avait déjà d'autres facteurs importants qui expliquaient l'importance de ce bourg. On y trouvait huit maisons importantes, dont trois appartenaient aux Indiens, les plus grands marchands de l'époque. Le bourg comptait également un édifice pour les services du sénat et de la mairie, un arsenal, une prison, une factorerie (*feitoria*), et une bonne résidence pour le gouverneur⁵⁹.

Essor de Quelimane et reconstitutions administratives : fin du XVIII^e et début du XIX^e siècle.

Selon Inácio Caetano Xavier, en 1758, il y avait à Quelimane une église de prêtres de la compagnie de Jésus et très peu de *moradores*⁶⁰. Quelimane était un territoire très fertile où l'on produisait beaucoup de riz, du blé, du tabac et des légumes, riche en poisson, viande de chasse et fruits, principalement des oranges, citrons, mangues, goyaves, etc.⁶¹.

En 1762, Quelimane était décrit comme ayant trente *moradores* dont seulement deux étaient portugais, il y avait également un capitaine qui remplissait par ailleurs la fonction de juge et un greffier⁶². Ces chiffres montrent une présence insignifiante de Portugais dans la vallée du Zambèze et une prédominance d'autres types de *moradores*. Il s'agissait surtout des Portugais de

⁵⁶Pour une description des principaux bourgs du Mozambique pendant ce période voir, M. NEWITT, *A history of...*, *op. cit.*, p. 127-146.

⁵⁷ *Ibidem*, p. 137. Voir également J. T. BOTELHO, *História militar...*, *op. cit.*, p. 13.

⁵⁸ *Ibidem*, p. 136-137. Voir également, A. CABRAL, *Dicionário de nomes geográficos de Moçambique- Sua Origem*, Lourenço Marques, Empresa Moderna, 1975, p. 149.

⁵⁹ M. NEWITT, *A history of...*, *op. cit.*, p. 141.

⁶⁰ Le *Morador* était l'habitant civilisé ou citoyen d'une localité ou d'une région, voir R. PÉLISSIER, *Naissance du Mozambique...*, *op. cit.*, p. 775.

⁶¹ I. C. XAVIER, « Notícias dos domínios portugueses na Costa de África Oriental », in António Alberto de ANDRADE, *Relações do Moçambique sentententista*, Lisbonne, Agência Geral do Ultramar, 1955, p. 160.

⁶² « Memórias da Costa d'África Oriental e algumas reflexões uteis para a estabelecer melhor, e fazer mais florescente o seu commercio », (sem autor), António Alberto de Andrade, *op. cit.*, p. 191.

Goa, car comme la région des Rios de Sena n'attirait pas beaucoup de Portugais de la Couronne, les autorités avaient beaucoup recouru aux Goanais.

Selon M. Newitt, qui cite João Baptista Montauray, à la fin du XVIII^e siècle le bourg de Quelimane est tenu comme ayant un certain aspect européen. En 1778, le bourg comptait environ vingt Européens, riches et bien installés. Mais, malgré cela, la construction des maisons n'obéissait encore à aucun plan, et il n'y avait même pas de rues. Dix années plus tard, l'aspect de Quelimane avait changé et elle présentait timidement un aspect européen, comptant déjà une factorerie en pierre, un édifice pour la mairie, et une prison et un pilori (*pelourinho*)⁶³, construites avec le matériel local. Même ainsi, les maisons se trouvaient encore trop dispersées les unes des autres et ses rues qui n'avaient aucun alignement étaient pleines de bosquets et de marécages, selon le témoignage du gouverneur de Tete, Villas Boas Truão en 1806, cité par le président de la municipalité de Quelimane en 1968 lors de la visite à cette municipalité du gouverneur-général de la colonie, Baltazar Rebelo de Sousa⁶⁴. De même, il faut souligner que la presque totalité des maisons construites dans les différents bourgs, utilisait du matériel précaire, très rarement il y avait des maisons en dur. Ainsi à la fin du XVIII^e siècle, l'état des bourgs était très pitoyable, les maisons étaient en ruines. Il n'avait aucun investissement dans le développement urbain : pas de routes, pas de transports, en bref, pas d'infrastructures durables. Cette situation allait se prolonger jusqu'à au moins la fin du XIX^e siècle. Selon A. Lobato, à l'exception des religieux, l'État n'avait pas d'argent pour bâtir des maisons en dur⁶⁵. Quant aux marchands indiens et portugais qui s'étaient établis dans la colonie, malgré le fait d'avoir des moyens, ils construisaient très rarement leurs maisons en dur. Cela s'explique selon cet auteur, par le fait qu'ils n'envisageaient jamais de vivre toute leur vie dans la région des Rios de Sena⁶⁶.

*Vasconcelos e Cirne, organisateur de l'essor de Quelimane via le port et
la traite négrière*

En 1813, Quelimane reçut son premier gouverneur, en la personne de Manuel Joaquim Mendes de Vasconcelos e Cirne, ancien déporté et grand défenseur de la traite négrière. Malgré cela, ce gouverneur continuait à être subordonné à celui des Rios de Sena. C'est néanmoins

⁶³ M. Newitt, *A history...*, *op. cit.*, p. 133-134., du même auteur, *Portuguese Settlement...*, *op. cit.*, p. 131-132.

⁶⁴ « A visita do Governador Geral a Quelimane. A população da Cidade recebeu apoteoticamente o Dr Baltazar Rebelo de Sousa », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n°319, 9 octobre 1968.

⁶⁵ A. LOBATO, *Evolução administrativa...*, *op. cit.*, p. 25-26.

⁶⁶ *Ibidem*.

avec Vasconcelos e Cirne que Quelimane, bourg alors insignifiant, allait connaître un certain essor économique et devint le plus grand port négrier du XIX^e siècle, et de ce fait, la capitale économique de la Zambézie :

« Le bourg vieux et décadent a en bref senti les effets bénéfiques de cette providence très moralisatrice [Sic], véhicule de progrès et de la prospérité publique et privée. Même des chantiers navals y furent construits et pour la première fois dans toute l'histoire de l'Afrique au sud de l'équateur, furent construits des navires d'un tonnage appréciable. »⁶⁷

En effet, pendant le gouvernement de Vasconcelos e Cirne, cinq navires de grand tonnage servant essentiellement au transport des esclaves vers le Brésil furent construits dans les chantiers navals de Quelimane.

Avec le système des gouvernements subalternes, la Capitania des Rios de Sena dépendait de la Capitania de Moçambique. Ainsi, tous les ports subalternes étaient fermés au commerce extérieur et toutes les importations et les exportations devaient passer d'abord par le port de Moçambique. Ce fut contre cette loi qu'allait se battre Vasconcelos e Cirne, défendant la liberté du commerce et réclamant l'ouverture du port de Quelimane au commerce extérieur :

« Au moment où j'étais envoyé par Sa Majesté, D. João VI, pour créer le gouvernement, ce port n'avait aucun commerce extérieur, sinon les correspondances avec [l'Île de] Moçambique. J'ai essayé de faire de ce port un des meilleurs, ou le meilleur [en ce qui concerne le commerce] de la côte de l'Afrique Orientale ; car par expérience je savais les avantages que l'on pouvait tirer de ce commerce et notamment pour la *Fazenda Nacional* [Trésor Public]. »⁶⁸

En fait avec Vasconcelos e Cirne à la tête du gouvernement, la traite négrière dans le district de Quelimane allait gagner une nouvelle ampleur. Par exemple, si en 1810, le nombre d'esclaves exportés à partir de Quelimane était de 1500, en 1817, ce nombre grimpa à plus de 3 000⁶⁹. Entre 1819 et 1825, il allait être de l'ordre de 5 000 à 6 000 esclaves⁷⁰. De même avec l'ouverture du port de Quelimane au commerce extérieur, les négriers des Rios de Sena commencèrent à explorer des nouveaux coins de la brousse tels que Boror, Macuana, Muira, Chicova et Cazembe et Maganja da Costa, à la recherche d'esclaves⁷¹.

⁶⁷ F. Gastão de Almeida de EÇA, *De degradedo a Governador. Episódios e subsidios inéditos para a história de Moçambique*, Lisbonne, Tipografia Severo Freitas Mega Encadernação, 1950, p. 35.

⁶⁸ M. J. M. de Vasconcelos e CIRNE, *Mémoria sobre...*, op.cit. pp. 22-23.

⁶⁹ *Ibidem*.

⁷⁰ *Ibidem*, p. 24. Voir également J. CAPELA, *O tráfico de escravos...*, op. cit., p. 221.

⁷¹ M. J. M. de Vasconcelos e CIRNE, *Mémoria sobre...*, op.cit..., op. cit., p. 24.

Grâce à l'effort de Vasconcelos e Cirne, la ville de Quelimane eut brièvement sa propre douane en 1817, mais elle revint rapidement sous la dépendance de celle de Moçambique, la capitale. Ce fut aussi sous le gouvernement de Vasconcelos e Cirne, qu'en 1817, le gouvernement de Quelimane cessa d'être subordonné à celui des Rios de Sena et, à l'instar des autres villes telles Inhambane, Ibo, Sofala et le préside de Lourenço Marques, dépendit exclusivement du gouvernement central⁷². Dans ce contexte, le gouvernement des Rios de Sena fut divisé en deux districts : l'un avec son siège à Quelimane et l'autre à Tete. Sena avait été inclus dans la *Capitania* de Tete, mais il reprit de nouveau son ancienne structure administrative en 1829. Vasconcelos e Cirne fut nommé gouverneur et avait le titre de gouverneur de Quelimane e Rios de Sena, fonction qu'il allait occuper jusqu'à sa mort en 1832. Ce fut pendant son règne que fut ouverte, en 1818, au même moment qu'à l'île d'Ibo⁷³, la première école publique officielle de toute la colonie. Mais ces écoles fonctionnèrent très mal par manque de professeurs intéressés à recevoir un salaire misérable de cinq mil reis mensuels⁷⁴.

Rééquilibrages régionaux et administratifs

Malgré l'impulsion qui avait été donnée par Vasconcelos e Cirne, en 1833 Quelimane qui se trouvait divisé en quinze *prazos*, avait trente quatre paillotes, trente huit maisons de mauvaise qualité construites avec du matériel local, et seulement deux maisons de style européen. Quant au nombre d'habitants « civilisés », la situation n'avait pas beaucoup changé : le nombre d'Européens était toujours très faible, car la plupart des 56 *moradores* existants dans le bourg venait de Goa et de Damão. Le système de défense du bourg était toujours très médiocre. Il n'y avait pas de forteresse et il y avait très peu de soldats, dépourvus d'armes et d'uniformes. Bien qu'il soit le bourg et le port commercial le plus important de la colonie après celui de Moçambique, le nombre d'infrastructures publiques demeurait également très faible. Il ne restait que des vestiges des douanes, de l'hôtel de ville et de la prison⁷⁵.

⁷² F. Gastão de Almeida de EÇA, *De degredado a Governador...*, *op. cit.*

⁷³ Port négrier important à l'époque, dans le district de Cabo Delgado.

⁷⁴ A. A. M. de ALMEIDA, « A escola de artes e ofícios. Da primeira escola oficial a primeira escola de artes e ofícios », *Africana*, (Porto, Centro de Estudos Africanos), 1988, pp. 41-237, p. 42. Selon le même auteur, la première école officielle publique a été créée à l'Île du Mozambique en août 1799, sous le gouverneur-général de la colonie, Francisco Menezes da Costa. Mais pendant le gouvernement de Baltazar Manuel Pereira (1765-1779), une école publique au Mozambique, avait été créée, également à Île du Mozambique, mais échoua.

⁷⁵ S. X. BOTELHO, *Memória estatística sobre os domínios portugueses na Africa Oriental*, Lisbonne, Typographia de José Baptista Morando, 1833, p. 250-251.

Quant à Sena, (devenu le bourg de S. Marçal), ancien grenier non seulement des Rios de Sena, mais aussi de toute l'Afrique Orientale Portugaise, il était complètement abandonné et en ruine. Touchée par une terrible famine qui avait obligé ses *moradores* à fuir en 1830, elle vivait depuis 1831 menacé par les Ngunis à qui elle paya un tribut annuel dès 1836⁷⁶. Tete (plus tard bourg de S. Thiago), escale principale du commerce des Rios de Sena était complètement en ruine et à l'instar des autres villes, avait très peu de *moradores* : seulement deux Européens. La majeure partie venait de l'Inde Portugaise⁷⁷.

Quant à la *Capitania* des foires du Zumbo et de Manica et à la *Capitania* des Bares, la situation était encore pire. Cette dernière avait été abandonnée dans les années 1830 et 1840 à cause des attaques des Ngunis ; Zumbo avait été abandonné en 1836 à cause des attaques et des menaces constantes de chefs autochtones qui exigeaient le tribut aux *moradores* locaux. Ceux-ci et toute la garnison s'étaient réfugiés à Tete. Elle fut de nouveau réoccupée en mars 1862, mais même ainsi, vivait toujours sous la menace et voire même, sous les attaques de chefs autochtones ; de son côté Manica qui vivait depuis 1830 sous la menace de Ngunis fut envahi par ceux-ci en 1832. Elle fut ainsi abandonnée en 1835, pour être de nouveau récupérée en 1854, mais à l'instar de Zumbo, elle vivra toujours sous la menace des Ngunis.

C'est donc dans le but de développer la vallée du Zambèze qu'en 1853, un nouveau changement administratif dans le gouvernement des Rios de Sena fut mis en place. Ainsi, par le décret du 24 novembre, le Vicomte Sá da Bandeira créa le district de Tete, indépendant de celui de Quelimane, avec comme premier gouverneur, le capitaine António Candido Pedroso Gamito. Cette fois-ci, Sena fut incorporé dans la *capitania* de Quelimane. Selon le gouverneur-général du Mozambique, Vasco Guedes de Carvalho e Menezes, le rattachement du bourg de Sena au gouvernement de Quelimane était plus avantageux pour l'efficacité des services et allait faciliter la rapidité des communications⁷⁸. D'autres raisons économiques, telles que le souci de développer l'agriculture dans la vallée du Zambèze, expliqueraient ce changement⁷⁹.

⁷⁶ R. PELISSIER, *Naissance du Mozambique...*, op. cit., p. 76.

⁷⁷ *Ibidem.*, pp. 258-262.

⁷⁸ *Boletim do Governo da Província de Moçambique*, n° 1, 13 mai 1854.

⁷⁹ J. T. BOTELHO, *História militar...*, op. cit., p. 14.

Le nouveau district de Tete (séparé du district de Quelimane), allait accroître son importance par rapport aux autres. Selon R. Péliissier, en 1856, après la guerre contre Nhaude⁸⁰, le bourg de Tete disposait d'une forte garnison de 269 hommes dont 110 Européens, ainsi que deux femmes blanches et huit civils européens, onze Goanais, 287 indigènes (métis), plus de 1 100 Africains libres et 5 709 esclaves. C'était là la communauté blanche la plus importante de toute l'Afrique centrale à l'époque. Tete disposait également d'une *câmara municipal* (municipalité)⁸¹.

L'acte de naissance de la Zambézie

À partir du milieu du XIX^e siècle, la région des Rios de Sena fut connue sous le nom de Zambézie. En effet, le 4 février 1858 un décret du Vicomte Sá da Bandeira décida d'attribuer le nom de Zambézie à tous les territoires de la Couronne dans la vallée du Zambèze et créa aussi le district de la Zambézie. C'était la toute première fois que le toponyme Zambézie était mentionné. La raison avancée pour cette désignation était, selon le Vicomte, le fait que le nom « Rios de Sena » prêtait à confusion :

« En raison de la présente confusion relative à la vraie application du nom des Rios de Senna, sous lequel étaient connus auparavant les territoires sous la juridiction de la Couronne dans la vallée du Zambèze, depuis l'embouchure de ce fleuve jusqu'à hauteur de l'ancien préside du Zumbo à proximité de la confluence du même fleuve avec l'Aruangua, et du fait que récemment cette dénomination des Rios de Senna a désigné seulement une partie des dits territoires, de telle façon que l'ensemble de ces territoires n'a plus un nom propre spécial, j'ai ordonné que dès maintenant, dans tous les documents officiels, le nom Zambesia soit attribué à tous les territoires auxquels la Couronne a droit dans la vallée du Zambèze jusqu'à la hauteur de l'ancien préside du Zumbo. »⁸².

Le nom Zambézie était attribué aux territoires allant de l'embouchure du Zambèze jusqu'à l'ancien préside du Zumbo. Le nouveau district avait comme capitale le bourg de Tete et réunissait les anciens districts de Quelimane et de Sena.

Mais, note R. Péliissier, il ne faut pas se tromper avec les appellations ampoulées de « district » pendant la période coloniale : ces derniers se limitaient généralement à un chef-lieu et à ses

⁸⁰ Nhaude, nom africain de José Joaquim da Cruz de la dynastie des Cruz qui avaient créé le super-prazo Massangano. Il est le père de Bonga, celui qui selon R. Péliissier, a causé les plus grandes défaites aux Portugais au Mozambique. Voir R. PELISSIER, *Naissance du Mozambique, ..., op. cit.*

⁸¹ R. PELISSIER, *Naissance du Mozambique..., op. cit.*, p. 76.

⁸² Boletim do Governo Geral da Provincia de Moçambique n° 1, Parte Official, Secção do Ultramar, Lisbonne, 3 janvier 1859. Voir aussi J. Capela, *Donas, senhoras..., op. cit.*, p. 17.

territoires adjacents, ne comprenant en tout et pour tout que quelques kilomètres dans la plupart de cas⁸³.

En effet, le nouveau district de Zambézie ne l'était que sur papier, car la majeure partie des terres de la région des Rios de Sena étaient repoussées sous la domination des populations locales ou par les Ngunis. 21 *prazos* parmi les 29 existant à Tete en 1856 et 20 *prazos* parmi les 32 de Sena en 1875⁸⁴ aussi.

Malgré sa création en 1858, le nouveau district de Zambézie reçut son premier gouverneur seulement en octobre 1860, en la personne du lieutenant-colonel António Tavares de Almeida, ancien gouverneur de Tete. Selon R. Péliissier, entre juin et novembre 1869 celui-ci allait commander la plus forte expédition portugaise connue au Mozambique au XIX^e siècle, contre Bonga le *prazeiro* de Massangano. Il fut battu, comme les expéditions antérieures. Et cela resta, désormais, la plus grosse défaite des Portugais dans leurs quatre tentatives infructueuses d'en finir avec le règne de Bonga⁸⁵.

*Quelimane à la fin du XIX^e siècle : équipée pour les Blancs mais
insalubre*

En 1858, on estimait la population de Quelimane à onze Européens, trente trois hommes libres, trente-sept Indiens et 2 616 esclaves⁸⁶. Du point de vue des institutions juridiques, le 14 juillet 1865 fut créé le Tribunal d'Instance de Quelimane. C'était le deuxième créé au Mozambique, le premier étant celui de l'Île de Moçambique créé le 7 décembre 1836. À la fin du XIX^e siècle, Quelimane présentait déjà une certaine figure urbaine, mais elle était divisée en deux quartiers correspondant à une séparation « raciale » : un quartier nomade où habitaient les Noirs, composé entièrement de paillotes et éloigné du port et un autre quartier, construit en pierre, solide et pérenne, où habitaient les « civilisés » (Européens, Goanais, etc.)⁸⁷.

⁸³R. PELISSIER, *Naissance du Mozambique...*, *op. cit.*, p. 34.

⁸⁴A. RITA-FERREIRA, « A sobrevivência do mais fraco: Moçambique no 3^o quartel do século XIX », *I^a reunião internacional de história de África. Relação Europa-África no 3^o quartel do século XIX*, Lisbonne, Instituto de Investigação Científica Tropical, 1989, pp. 299-348.

⁸⁵R. PELISSIER, *Naissance du Mozambique...*, *op. cit.*, p. 339 et suivants. Sur les affrontements entre les autorités portugaises et la dynastie des Cruz voir également, J. J. T. BOTELHO, *História militar...*, *op. cit.*, pp. 176-213 ; M. NEWITT, *A history of...*, *op. cit.*

⁸⁶L. VAIL, L. WHITE, *Capitalism and...*, *op. cit.*, p. 16.

⁸⁷P. GUYOT, « Le Zambèze », *Bibliothèque Illustré des Voyages Autour du Monde par Terre et par Mer* (Paris, Librairie Plon), 20, 1881.

En 1881, le gouverneur Augusto de Castilho affirmait que Quelimane était le plus joli bourg de toute la colonie, que ses rues étaient belles et pleines d'arbres, qu'il était le centre de tout le commerce de la région des Rios de Sena et le grenier de toute la colonie⁸⁸.

En 1888, dans le quartier des « civilisés », les maisons obéissaient déjà à un plan et étaient bien alignées et bien construites. La ville de Quelimane avait aussi quatorze rues, huit allées de traverse, quatre ruelles et sept places. Les bâtiments principaux étaient la maison du gouverneur, l'Église de *Nossa Senhora do Livramento*, la maison des douanes, une caserne, un hôpital et une poudrière⁸⁹. Il y avait aussi quelques factoreries étrangères à la recherche surtout d'oléagineux, dont trois françaises, trois allemandes, une hollandaise et une anglaise. Il n'y avait pas de transports routiers ni de routes goudronnées. La solution était la chaise à porteur. Voici la description qu'en fait Édouard Foà :

« Les maisons sont bâties en brique, n'ayant pour la plupart qu'un rez-de-chaussée surélevé d'un mètre en moyenne au-dessus du sol, des murs épais, des appartements vastes et frais, un carrelage en brique. Elles sont couvertes de tuiles ou d'ardoises ; les plus modernes en zinc. Sur le devant des maisons de style ancien, s'élève un petit pavillon qui sert de perron en même temps que de véranda par lequel on accède dans l'habitation par deux ou trois marches. C'est sous ce petit pavillon que les Portugais ont l'habitude de se réunir après le coucher du soleil, pour profiter de la fraîcheur du soir. La plupart des habitations ont autour d'elles, ou tout au moins sur le devant, des jardinets assez propres où, à défaut de fleurs, on fait pousser des légumes, ce qui est beaucoup plus pratique. Dans certains endroits, le propriétaire le plus soigneux y rassemble des géraniums, des reines-marguerites, des grenadiers, des papayes, quelques rosiers qui ornent fort et bien et sont d'un aspect plaisant vers la rue. Cette dernière est, la plupart du temps, composée de deux trottoirs qui longent, sans séparation aucune, les jardins bordant la façade des maisons. Personne n'empiète sur les plates-bandes. Le milieu de la chaussée reste sablonneux et l'absence complète de véhicules ne rend pas nécessaires d'autres travaux de voirie. »⁹⁰

Malgré cela, le bourg de Quelimane, construit sur une zone essentiellement marécageuse, était tenu comme l'un des plus malsains et dangereux de toute la côte de l'Afrique Orientale⁹¹. Les maladies palustres ainsi que d'autres types de fièvres étaient les plus grands ennemis des Européens, une des raisons pour lesquelles cette région, selon certains, ne pouvait pas devenir

⁸⁸ A. CASTILHO, « A vila de Quelimane », *Ocidente*, IV (86), Lisbonne, 11 mai 1881.

⁸⁹ J. J. LAPA, A. B. C. de CASTRO, *Elementos para un dicionário chorografico da Província de Moçambique*, Lisbonne, Sociedade de Geografia, 1889.

⁹⁰ E. FOA, *Du cap au lac Nyassa*, Paris, Plon, 1897.

⁹¹ *Ibidem*.

une colonie de peuplement⁹². Pour d'autres, ce fut l'emplacement de Quelimane sur une zone marécageuse qui l'a empêché de se développer⁹³.

Document n°13. La Zambézie au milieu du XIXe siècle

(voir page suivante)

B. Après la Conférence de Berlin : le déclin du « vieux Mozambique » et l'émergence des nouveaux pôles économiques

Cette période est unanimement considérée par les historiens du Mozambique comme le début d'une colonisation réelle et rationnelle de cette colonie portugaise. Le processus d'occupation effective du territoire fut plus que jamais renforcé et de nombreuses transformations socio-économiques eurent lieu.

Une nouvelle approche de colonisation

Après la Conférence de Berlin (novembre 1884/février 1885), le Portugal, subissant les pressions des autres puissances coloniales, surtout celles de l'Angleterre (avec laquelle les conflits territoriaux débouchèrent sur le célèbre ultimatum britannique du 11 janvier 1890) accéléra l'occupation effective de ses territoires. Dans ce contexte fut créé le district de Manica en 1884, auquel fut incorporé Sena en février 1886. En novembre 1889 fut créé le district du Zumbo. Une partie considérable de l'ancien Manica et de l'ancien district du Zumbo fut d'ailleurs perdue au profit des Britanniques.

Cette période correspond aussi à l'établissement définitif des frontières actuelles du Mozambique, en 1891. Ce fut pendant cette période appelée par R. Pélissier « le temps des centurions » (1894 à 1913)⁹⁴ et personnifiée par des figures telles que António Enes, Mouzinho de Albuquerque (le conquérant du Gaza), João de Azevedo Coutinho (le conquérant de la Zambézie), etc., que les grands foyers de résistance à l'occupation portugaise furent éteints. Ce fut le cas de l'Empire de Gaza des « terribles » Ngunis au Sud tombé en 1895. Ce fut également le cas des *super-prazos* tels Gorongosa en 1897, la République militaire de la Maganja da Costa

⁹² F. CARVALHO, « Relatório do Delegado de Saúde de Quelimane », in F. CARVALHO, *Distrito de Quelimane...*, op. cit., 1916, p. 106.

⁹³ M. de OLIVEIRA, « O habitat nas zonas suburbanas de Quelimane. Um caso positivo de formação de sociedades multirraciais », *Geographica*, Lisbonne, Sociedade de Geografia de Lisboa, 1965, p. 65

⁹⁴ R. PELISSIER, *Naissance du Mozambique...*, op. cit., p. 126.

(1898), la Makanga (1902), le Barué (1902), dans l'espace zambézien, et au-delà, des États Swahili-Macua du district de Moçambique notamment le Quitangonha (1904), l'Angoche (1910-1912), le Sangage (1912) ainsi que les Namarrais en 1913 (une population côtière non swahili). Le dernier foyer de résistance, celui de Makondes, à l'extrême nord du pays, ne fut éteint qu'en 1917⁹⁵. Pour comprendre les différentes « âges » de colonisation en Zambézie et par conséquence, l'existence de différentes identités dans ce même espace, il est important de savoir comment l'occupation s'est déroulée dans cette région.

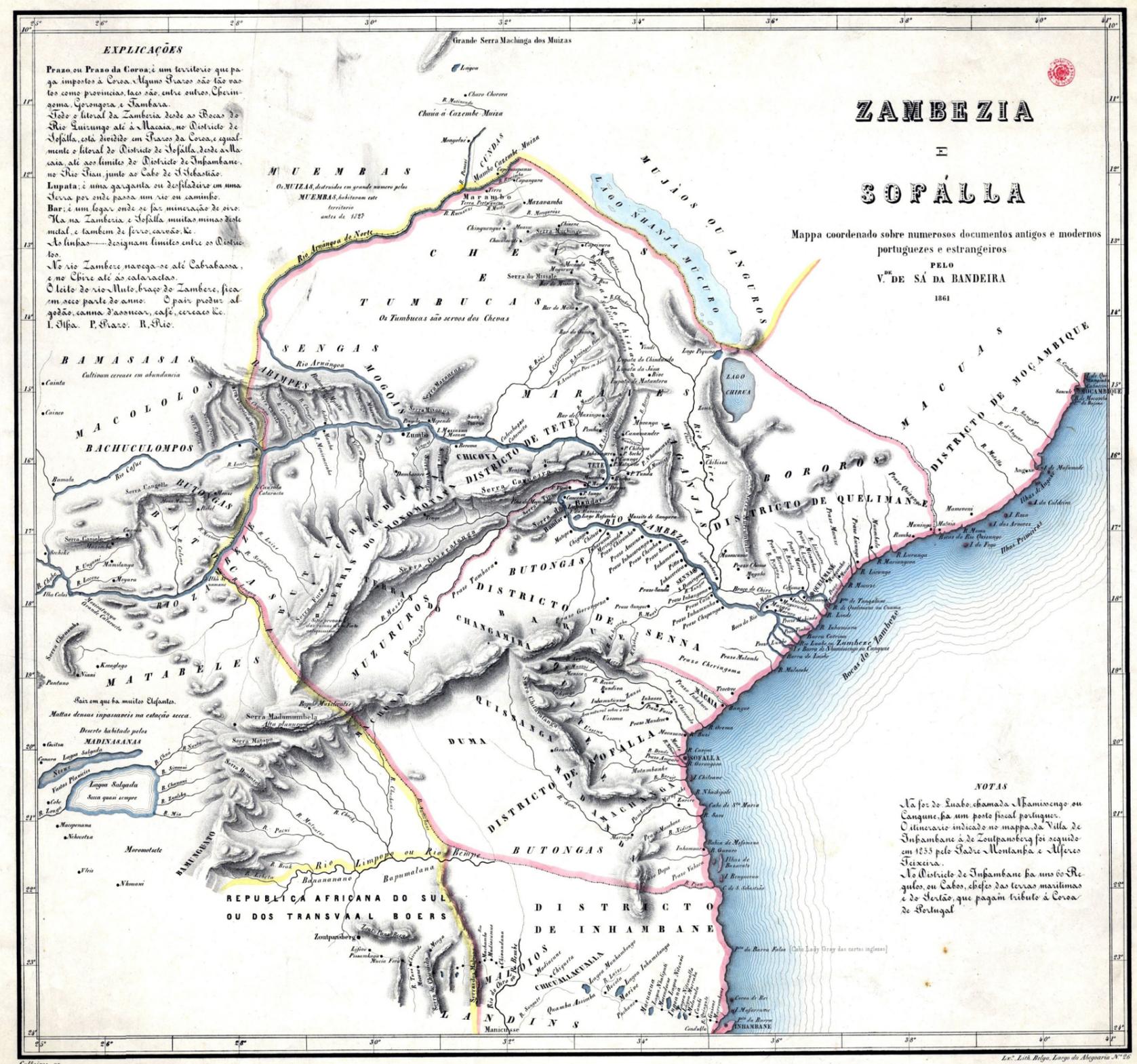
La conquête de la Zambézie : une résistance acharnée

Au Nord de la Zambézie, chez les « brutes » Lomués, la situation politique n'était pas bonne pour le Portugal. En effet, s'il exerçait effectivement sa domination au Sud de la Zambézie chez les Chuabos « dociles », les autres régions étaient encore dominées par les chefs autochtones qui ne reconnaissaient pas son autorité. Ce fut pour en finir avec cette situation, qu'à partir de 1885, a commencé un vaste processus d'occupation de territoires jusqu'alors insoumis ou jamais contrôlés. Ainsi, le *commando militar* de Massingir crée par arrêté provincial n° 244 du 6 novembre 1883 et où avaient été déroulés des incidents entre les autorités et la population autochtone en 1887 a revint sous le contrôle de l'État après l'écrasement du soulèvement. Cette même année, fut institué la *capitania-mor* du Boror. En 1888, fut installé le *commando militar* de Guengue et en 1890, le *commando militar* de Milange, près de la frontière avec le Nyassaland. Le gouverneur J. D. C. de Sousa e Faro Junior, a dressé un portrait politico-militaire de la Zambézie entre 1900 et 1902 :

« La Zambézie du point de vue politique présente sur tout son territoire deux situations parfaitement antagoniques, définies par le comportement de leurs peuples autochtones. Dans la région centrale se trouve une région où l'on respire une atmosphère de paix absolue, stimulant franchement les progrès moraux et matériels; en parfait contraste, il y a des régions jouxtant à la première, où les peuples vivent encore selon leur nature sauvage et brute [...] L'ensemble de la région comprise entre les cours des rivières Quisungo ou Ligonha et Licungo, se trouve divisée et subdivisée par les *mazambos* et les *muenes* [...] Dix *mazambos* se considèrent comme les seigneurs de la région, l'ayant divisée entre eux par zones, touchant les terres d'un certain nombre de *muenes* qui se déclarent leurs adeptes et pour cela, leur payent un tribut [...] Voyons en quoi consiste le Lomué rebelle [...] deux *mazambos* puissants Ossua-muno et Regula-Muno, à

⁹⁵ Pour tout cela voir R. PÉLISSIER, *Naissance du Mozambique...*, *op. cit.*, et M. NEWITT, *A history of ...*, *op. cit.*

Document 13. La Zambézie au milieu du XIXe siècle



D'après Marquês de Sá da Bandeira, Zambézia e Sofalla, carte à l'échelle 1:3 500 000è, Lisbonne, Lith. Belga, 1861. [Ressource en ligne: <http://purl.pt/3482>]

qui sont agrégés les grands de la région de Milange Namuli (comme le Nhamarroï, le Gurué, le Tacuana, etc.), s'intitulent les seuls propriétaires du territoire en référence. »⁹⁶

À partir de 1904, l'occupation dans le district de Quelimane commença à connaître de notables progrès. Ce fut à partir de cette année que les postes militaires commencèrent à être installés. Ainsi entre 1904 et 1905, les postes militaires de Mocubela, Namarroï, Nampevo, Jamal, Gurué et Mulevala furent montés. En 1906, furent montés les postes de Ile, Alto-Molocué et Alto-Ligonha et en 1907, le poste de Ossiua⁹⁷.

Mais la résistance à l'occupation dans ces territoires fut très forte, grâce surtout aux *régulos* Ossiua-Muno (Hochiua) et Régula-Muno (Unrugula). Comme la résistance se faisait sentir aussi dans le district frontalier de Moçambique, une réunion fut organisée en 1906 entre le gouverneur général de la colonie, João de Azevedo Coutinho (ancien gouverneur de la Zambézie), le capitaine Baptista Coelho, chef d'État major, Ernesto Vilhena, gouverneur de Quelimane et Massano de Amorim, gouverneur du district de Moçambique, au cours de laquelle le plan de l'occupation de ces territoires encore insoumis fut établi⁹⁸. L'occupation du territoire de Baixo-Molocué ne fut possible qu'après deux défaites des Portugais en 1907 qui avaient mis en cause le prestige de l'armée portugaise selon le gouverneur Eduardo Lupi :

« Dans les territoires de la *Capitania-mor* du Baixo-Molocué, l'occupation s'était effectuée en deux phases. La première offensive a cassé la résistance active de deux *régulos* très renommés [Hochiua et Unrugula], hostiles depuis longtemps. La deuxième a rétabli le prestige militaire de notre armée que deux retraites [où le lieutenant José Cunha a trouvé la mort] avaient mis en cause au début de 1907. »⁹⁹

Après la soumission de ces deux *régulos*, un processus de réorganisation territoriale fut mis en œuvre. Ainsi, par décret du 25 avril 1907, les territoires allant de la rivière Moniga (ou Tejungo) à l'ouest, à la rivière Ligonha et Cocola, plus connues sur le littoral par Marrevone¹⁰⁰ furent définitivement incorporés dans ce district. Il faut noter que le Ligonha (riche en minéraux) appartenait à la *capitania-mor* d'Angoche, dans le district de Moçambique (actuelle province de Nampula), mais João de Azevedo Coutinho, le gouverneur général, l'avait incorporé au district

⁹⁶ J. D.C. de Sousa e Faro JUNIOR, *Zambézia, 1900-1902*, Lisboa, Tipografia de J. F. Pinheiro, 1903, pp. 31-41.

⁹⁷ D. RODRIGUES, *A Ocupação de Moçambique (1869-1909)*, Lisbonne, Revista Infantaria, 1910, p. 92.

⁹⁸ *Ibidem*, p. 87.

⁹⁹ E. do Couto LUPI, *Districto de Quelimane...*, *op. cit.*, p. 49.

¹⁰⁰ *Ibidem*, p. 48 et suivants.

de Quelimane¹⁰¹. Tous ces territoires venaient d'être « pacifiés » et placés sous le contrôle de l'État. Ensuite, par arrêté n° 53-A, du 3 de février 1908, furent créés les *capitanias-mores* de l'Alto Molocué et de Baixo Molocué¹⁰². Faisaient partie de la *capitania-mor* du Baixo Molocué, dont le chef-lieu était Regone, les postes militaires de Murrúa, Ossiua, Mulela, Moebase, Naburi et Namarrupo. Quant à la *capitania-mor* de l'Alto-Molocué, dont le chef-lieu était Alto-Molocué, il avait comme postes militaires Ile, Inagu, et Alto Ligonha. En 1914, le Baixo et l'Alto-Molocué furent transformés en comandos militares (commandements militaires). En 1919, après que les derniers foyers d'insoumission aient été éteints, furent créées les circonscriptions civiles de Alto-Molocué, d'Ile (résultant de la suppression du poste militaire de Nampevo), d'Ossiua et de Moebase. La Maganja da Costa, considérée comme totalement pacifiée depuis 1898, avait été transformée en circonscription administrative par le même décret de 25 avril 1907 qui avait créée les *capitanias-mores* de l'Alto-Molocué et de Baixo-Molocué, devenant de ce fait, la première circonscription civile du district de Quelimane. Elle avait comme chef-lieu Vila João Coutinho et comprenait les postes administratifs de Mocubela, de Mulevala, de Bajone et de Mocuba. L'autre partie du territoire du district de Quelimane correspondait aux *prazos* Boror, Nameduro, Licungo, Tirre, Macuze Marral, Luabo, Melambe, Madal, Tangalane, Cheringone, Lomué et Milange, Carungo, Pepino, Quelimane do Sal, Inhassunge et Maganja d'Aquém Chire. Les territoires des *prazos* Chupanga (renommé Lacerdónia dans la circonscription de Marromeu par la Companhia de Moçambique en 1893) et Cheringoma qui faisaient partie du district de Quelimane avaient été incorporés au district de Manica e Sofala alors sous le contrôle de la Companhia de Moçambique. Le district de Quelimane, avait à cette époque une superficie de 102 359 Km². On peut donc dater de cette période l'étendue actuelle de la province de Zambézie.

L'aménagement du territoire mozambicain par le biais des compagnies et des chemins de fer.

Une des grandes mesures prises pour rentabiliser la colonie fut la location d'une grande partie du territoire du Mozambique aux compagnies, telles que la Companhia de Moçambique, la Companhia do Niassa (compagnies à chartes, c'est-à-dire, avec des pouvoirs souverains), la Companhia da Zambézia, parmi d'autres. Les autres furent la construction des chemins de fer,

¹⁰¹ R. PELISSIER, *Naissance du Mozambique...*, *op. cit.*, p. 507.

¹⁰² E. do Couto LUPI, *Districto de Quelimane, ...*, *op. cit.*, p. 47. Le Baixo-Molocué comprenait une vaste région qui embrassait les actuelles régions de Gilé et de Pebane.

l'un reliant le port de Lourenço Marques au Transvaal en Afrique du Sud (1895) dans la zone sud et l'autre, reliant le port de Beira à la Rhodésie (1898) au centre, provoquant un bond économique jamais égalé auparavant¹⁰³.

L'économie du Mozambique fut depuis lors essentiellement une « économie de services » basée sur l'exploitation de ports et chemins de fer qui servaient essentiellement les pays voisins, selon une direction globale Est-Ouest. En effet, les pays enclavés comme la Rhodésie (du Nord et du Sud) profitaient des ports du Mozambique pour leurs exportations. Aucune liaison ferroviaire Nord-Sud ne fut construite, comme il aurait été profitable dans une optique d'aménagement de l'espace mozambicain. L'économie du Mozambique était donc soumise à l'économie de ses voisins exportateurs. Cette période correspond aussi à l'émergence de déséquilibres régionaux entre les principales régions du pays (Nord, Centre et Sud). Ces déséquilibres régionaux hantent le Mozambique jusqu'à aujourd'hui et constituent une des sources de conflits entre les élites de ces différentes régions. Lourenço Marques à l'extrême sud qui profitait de la grande ascension économique de l'Afrique du Sud, devint le district le plus riche du Mozambique et depuis lors, son cœur économique. L'importance de Lourenço Marques à cette époque se traduisit aussi par la concentration de population blanche : environ deux mille Blancs sur une population totale estimée à 40 000 habitants. Elle était de loin la région avec de plus grande concentration d'Européens de toute la colonie du Mozambique¹⁰⁴. À la même époque, la population européenne de Quelimane était estimée à deux ou trois cents habitants¹⁰⁵. Beira, au centre du pays, qui profitait aussi des liaisons ferroviaires avec la Rhodésie devenait désormais la deuxième ville du pays. Moçambique, la capitale et ancien centre économique du pays et Quelimane, ancienne deuxième ville et deuxième port le plus important de toute la colonie, commençaient à perdre de leur importance.

Quelimane parmi les grandes villes du Mozambique : fin du XIX^e et début du XX^e siècle.

Quelle était l'importance économique de Quelimane en comparaison avec les trois autres places économiques importantes du Mozambique, Lourenço Marques, Beira et Moçambique à la fin

¹⁰³ Dans le district de Moçambique, la construction de la voie ferrée qui devait lier le port de Nacala au Malawi allait débiter en 1912 mais fut interrompue pendant la Première Guerre mondiale. En 1947, elle allait jusqu'à Cuamba et Vila Cabral (actuel Lichinga), mais le port de Nacala allait entrer en fonctionnement seulement en 1951. La liaison avec le Malawi eut lieu seulement en 1970.

¹⁰⁴ E. FOA, *Du Cap au...*, op. cit., p. 207.

¹⁰⁵ *Ibidem*, p. 219.

de XIX^e siècle ? La comparaison de Quelimane avec ses trois rivales est importante pour comprendre l'identité politique de cette région. Il s'agit de montrer comment les rivalités économiques aboutirent à des rivalités politiques.

Document n°14. Ventilation du mouvement commercial par port (en millions de reis)

Districts	Importations Nationales	Importations Étrangères	Exportations	Transit	Réexportation	Total
Lourenço Marques	189 156	1 139 258	127 389	3 009 688	28 824	4 494 317
Beira	63 780	643 437	80 758	643 317	15 861	1 446 653
Quelimane	72 183	347 723	325 253	63 730	37 701	846 593
Moçambique	82 518	489 287	222 735	—\$—	31 840	826 380
Total	407 637	2 619 705	641 135	3 716 735	114 226	7 613 943

Source : E. J. C. e VASCONCELOS, *As colónias portuguesas. Geographia physica, politica e económica*, Lisbonne, Typographia da Companhia Nacional Editora, 1896, p. 271.

Document n°15. Valeurs des échanges par douane (en millions de reis)

Années	Lourenço Marques	Beira	Quelimane	Moçambique	Total
1892	1 656	201	1 256	1 150	4 263
1894	3 294	764	1 079	842	5 979
1896	9 797	2 306	1 124	995	14 222
1898	13 084	5 437	837	1 245	20 603
1900	19 245	10 661	3 019	2 695	35 620

Source: R. PELISSIER, *Naissance du Mozambique...*, op. cit., p. 134.

Moçambique et Quelimane les principaux ports du Mozambique pendant toute la période précédente connaissaient ainsi une très faible croissance. En revanche, Beira et surtout Lourenço Marques commençaient à s'imposer comme les nouveaux centres économiques du pays, avec une très forte croissance des échanges portuaires en l'espace de quelques années.

Les transformations politico-économiques et leurs répercussions sur la structure administrative

Les transformations politico-économiques de cette période s'accompagnèrent de réaménagements administratifs. En 1891 (décret du 30 septembre 1891), le Mozambique fut divisé en deux provinces, Moçambique (actuelle province de Nampula) et Lourenço Marques, elles-mêmes divisées en districts. La première province avait son siège à Moçambique (Île du Mozambique) au nord. Elle incorporait les districts de Moçambique, du Cabo Delgado, et de la Zambézie (elle-même composée de Tete et de Zumbo). La seconde province avait son siège à Lourenço Marques, dans l'extrême sud de la colonie. Faisaient partie de cette province les

districts de Lourenço Marques, Manica e Sofala, Inhambane, et Gaza. Le Mozambique s'appelait alors « Estado da África Oriental » (État d'Afrique Orientale). À la tête du gouvernement fut nommé un commissaire royal (António Enes) pour une période de trois ans, qui habitait alternativement à Lourenço Marques et dans l'île de Moçambique, alors capitale. Cette alternance était due à l'importance économique de Lourenço Marques, car sans être officiellement la capitale politique et administrative de la colonie, elle était déjà de *facto* la capitale économique.

Jugée non viable, cette nouvelle organisation administrative n'allait pas durer (car elle équivalait à l'existence de deux États séparés). Deux ans plus tard, un nouveau réaménagement administratif fut opéré (décret de 27 avril 1893). L'ancienne division de la colonie en deux provinces était supprimée, tous les anciens districts furent dissous et ne furent maintenus que les districts de Moçambique, de Zambézie et de Lourenço Marques. L'Île de Mozambique demeurait la capitale de la colonie. Ces districts furent subdivisés en *concelhos* (conseils). Les *concelhos* étaient les chefs-lieux de *povoações* des districts, définis selon l'importance du nombre de leurs habitants européens, et de leur importance économique. De ce fait, selon leur importance politico-économique, les *concelhos* furent classifiés en 1^e ou 2^e catégorie et ils correspondaient aux chefs-lieux de ces nouveaux districts. Ainsi, les *concelhos* de Moçambique, de Quelimane et de Lourenço Marques, furent considérés comme de 1^e catégorie. Les *concelhos* d'Ibo, d'Angoche, de Tete, de Inhambane et de Sofala, comme *concelhos* de 2^e catégorie. Il fut aussi prévu de créer des *concelhos* de 2^e catégorie à Mossuril et à Chinde. Dans les *concelhos* de 1^e catégorie étaient instituées des mairies et dans ceux de 2^e catégorie, de simples commissions municipales¹⁰⁶.

Le district de Zambézie fut divisé en trois *concelhos* : Quelimane, Tete et Chinde. Il fut également divisé en cinq *comandos militares* (commandements militaires) : Zumbo, Chicoa, Sungo, Massangano, et Milange¹⁰⁷. Le chef-lieu du district de Zambézie ne fut plus Tete mais Quelimane (le district de Tete ayant été dissous), ce qui ne constituait pas une surprise. En effet depuis les années 1890, Tete avait commencé à perdre de son importance économique. De

¹⁰⁶ A. ENES, *Moçambique. Relatório apresentado ao governo* (1893), Lisbonne, Agência Geral das Colonias, 1942, 3^a edição, p. 363.

¹⁰⁷ *Ibidem*, p. 371.

plaque tournante de la Zambézie, elle était désormais réduite à un petit centre commercial¹⁰⁸. Néanmoins, comme résultat de nouvelles occupations, le nouveau district de Zambézie allait durer seulement neuf ans et fut de nouveau divisé en 1902. Le district de Tete fut recréé et divisé en deux parties distinctes. D'une part le Barué, *capitania-mor* jusqu'à 1912 sous administration directe de l'État (il faut ensuite incorporé dans les territoires de Manica et Sofala, alors sous l'administration de la Companhia de Moçambique). D'autre part, la zone du Zumbo à la Luenha et de l'Angónia au Bas-Shire passa sous la compétence économique de la Companhia da Zambézia¹⁰⁹. Le nouveau district avait cinq circonscriptions notamment Maravia, Zumbo, Mutarara, Angónia et Chicoa¹¹⁰. La structure politico-administrative du pays à cette époque était la suivante : zones insoumises, zones sous contrôle des compagnies et zones sous contrôle de l'État, avec des situations intermédiaires selon l'étendue des pouvoirs des compagnies (avec ou sans charte).

De Moçambique à Lourenço Marques : la naissance d'une nouvelle capitale en 1907

En réponse à l'essor économique du Mozambique (débutant dès la construction du chemin de fer Lourenço Marques-Transval en 1898), la colonie subit un nouvel aménagement territorial par le décret du 23 mai 1907, qui introduisit la plus grande réforme administrative jamais subie par la colonie. Ainsi, la province fut divisée en cinq districts, notamment Lourenço Marques, Inhambane, et Moçambique, Quelimane et Tete, dirigés chacun par un gouverneur. Le district de Gaza, qui avait été créé en 1895 après la défaite de Ngungunhane, l'Empereur de Gaza, fut supprimé et ses territoires distribués entre les districts de Lourenço Marques et d'Inhambane.

Le fait majeur fut le déplacement de la capitale, de Moçambique vers Lourenço Marques¹¹¹, entérinant définitivement le déclin et la marginalisation du « vieux » Mozambique. Par le même décret, la Secretaria dos Negócios Indigenas fut créée, afin de s'occuper des problèmes des

¹⁰⁸ Sur le district de Tete et les transformations qu'il a connues pendant la fin de la période mercantile et le début du capitalisme colonial, voir G. LIESANGANG, « José Fernandes Jr., Ca. 1872-1965 : Testemunho do período mercantile do imperialismo colonial na antiga zona de influência de Tete », *Arquivo*, (Maputo, AHM), 10, 1991, pp. 49-82.

¹⁰⁹ R. PELISSIER, *Naissance du Mozambique...*, *op. cit.*, p. 513.

¹¹⁰ *Ibidem*.

¹¹¹ MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS DA MARINHA E ULTRAMAR, *Reorganização dos Serviços administrativos da Provincia de Moçambique, aprovada por decreto de 23 de Maio de 1907*, Lisbonne, Imprensa Nacional, 1907, p.27.

indigènes (migration, main-d'œuvre, justice, us et coutumes, etc.). Une autre nouveauté de cette réforme de 1907 fut la création d'un corps de fonctionnaires nommés par concours¹¹².

Comme le pays n'était pas encore complètement « pacifié », le poste de gouverneur de chaque district était confié à un militaire. Ce militaire dont le grade devait être du niveau de capitaine ou supérieur, était nommé par décret royal sur proposition du gouverneur général de la colonie. Une autre condition requise pour les gouverneurs de district était la familiarité avec l'Outre-mer. Ainsi chaque militaire nommé au poste de gouverneur devait avoir travaillé au moins deux ans dans un des domaines portugais d'Outre-mer.

La subdivision des districts obéissait à ces critères politico-militaires. De ce fait, les districts furent divisés en deux zones : « zone pacifiée » et « zone non-pacifiée ». Ainsi les « zones pacifiées », c'est-à-dire où la résistance autochtone avait été complètement vaincue, s'appelèrent *concelhos* ou *circunscrições*. La catégorie administrative de circonscription était ainsi introduite pour la première fois. Les *concelhos* étaient les régions administratives avec une plus forte concentration de population européenne et d'Africains « civilisés » et avec un certain degré de développement, tandis que les circonscriptions étaient les zones administratives habitées essentiellement par des indigènes avec un faible développement économique. Un administrateur nommé par le gouverneur-général sous indication du gouverneur du district était à la tête des *concelhos* et des circonscriptions.

Les « zones non-pacifiées » gardèrent la vieille désignation de *capitanias-mores*. Les *capitanias-mores* pouvaient encore être subdivisées en comandos militares. Dirigées par un *capitão-mor*, elles étaient de caractère temporaire et devaient être remplacées par des circonscriptions civiles, dès la pacification du territoire.

Quant aux institutions municipales, le décret prévoyait l'installation d'une *câmara municipal* (municipalité) dans les bourgs d'au moins 2 000 Européens. Cette *câmara municipal* était dirigée par un président et quatre conseillers pour un mandat de deux ans. Dans les chefs-lieux de district et dans toutes les autres localités ayant au moins 100 Européens, l'implantation d'une commission municipale était prévue. Le déplacement de la capitale vers Lourenço Marques marqua définitivement le déclin du « vieux » Mozambique et l'émergence d'un nouveau poumon économique.

¹¹² R. PELISSIER, *Naissance du Mozambique...*, op. cit., p. 138-139.

La Zambézie et la nouvelle conjoncture socio-politique : une crise sans précédent

Malgré la rentabilisation de *prazos* effectuée par leur concession aux compagnies, la situation économique du district de Zambézie n'était pas bonne même si elle était meilleure que celle de Tete. En effet à cause du traité luso-britannique de 11 juin 1891, le Zambèze avait été ouvert à la navigation libre, notamment celle des Britanniques. Ces derniers créèrent une factorerie à Chinde et ouvrirent un port dans cette même région. Ils établirent aussi leur propre règlement douanier. Avec l'ouverture du port de Chinde, tout le mouvement commercial fut dévié du port de Quelimane vers celui de Chinde, considéré alors comme le « cauchemar »¹¹³ de la Zambézie. Une nouvelle ville fut bâtie à Chinde aux dépens de la ville de Quelimane. Des moments difficiles pour la ville et son port suivirent non seulement à cause de l'action britannique, mais aussi en raison de l'abolition de la traite négrière en 1875 qui avait la fortune de ses habitants. L'activité commerciale du port s'était beaucoup ressentie de la fin de la traite et les élites locales s'étaient trouvées dans une situation très difficile. À cela s'ajoutaient les difficultés naturelles de navigation, surtout entre octobre et décembre, dans le canal du Mutu et dans la rivière Cuacua, qui relie le Zambèze au port de Quelimane. L'assèchement du Mutu et du Cuacua d'une part, et la dynamique de l'estuaire favorisant l'échouage des navires d'autre part, rendaient très difficile l'accès au port. Cela rendait très onéreux les droits des douanes et entraîna la marginalisation du port de Quelimane au profit de celui de Beira. Ce port, ouvert en 1892, était considéré comme l'un des meilleurs de toute l'Afrique Orientale Portugaise. De même, le port de Chinde dont l'accès aux bateaux était aussi très difficile ne réussit pas à s'imposer. L'ouverture du port de Beira et de son chemin de fer vers la Rhodésie ainsi que l'hostilité des autorités portugaises à l'égard de ce port britannique, allaient sceller son destin. Les gouvernants portugais firent tout ce qui était en leur pouvoir pour le faire périr.

Document n°16. Recettes collectés dans les ports de Quelimane et de Chinde (1906-1909) en milliers de reis

Années	Quelimane	Chinde
1908-1909	1 997\$480	2 394\$928
1907-1908	1 848\$115	2 349\$092
1906-1907	1 617\$937	2 600\$618

Source : E. do Couto LUPI, *Districto de Quelimane...*, *op. cit.*

¹¹³ A. Freire d'ANDRADE, *Relatórios sobre Moçambique*, Lourenço Marques, Imprensa Nacional, 1907, Vol. III.

Dans la période 1908-1909, le trafic portuaire était quant à lui de 133 navires de tous les types et catégories dans le port de Quelimane et de 259 dans le port de Chinde¹¹⁴.

Parallèlement à l'insignifiance du trafic portuaire, plusieurs firmes étrangères telles que Régis & C^a et Fabre & C^a, l'Ost Afrikaanische C^a, établies à Quelimane depuis les années 1870 à la recherche d'oléagineux, étaient en train de fermer, augmentant ainsi la dépression du commerce¹¹⁵.

La situation socio-économique des habitants de la ville de Quelimane qui avaient fait fortune pendant longtemps grâce à l'esclavage avait aussi empiré, comme l'illustre le rapport de l'école paroissiale du sexe masculin de Quelimane :

« Quelimane, cette petite ville africaine très connue de l'ancienne histoire coloniale est aujourd'hui une très petite ville d'autochtones déchus, dont, à l'exception de quelques familles, la majeure partie se trouve privée de moyens d'existence. »¹¹⁶

La faiblesse portuaire de Quelimane : un obstacle au développement de la Zambézie ?

La question du port de Quelimane fut et est toujours un motif de frictions entre les élites locales et les différents gouvernements qui passèrent par la Zambézie. En effet, pour les élites zambéziennes, la non-valorisation du port de Quelimane ainsi que la non extension de la voie ferrée Quelimane-Mocuba jusqu'au Nyassaland est une des raisons fondamentales pour le retard de la Zambézie. Cette question est ressentie comme très importante, car, comme on l'avait déjà évoqué, ce fut indéniablement grâce à la liaison des ports de Beira et de Lourenço Marques avec l'hinterland (Rhodésie et Afrique du Sud respectivement), par le chemin de fer, que ces deux régions devinrent les poumons économiques du Mozambique. On peut dire la même chose de Moçambique qui dans les années 1950 a vu le port de Nacala relié par un chemin de fer avec le Nyassaland. Mais le port de Quelimane ne s'est jamais imposé comme un grand port à l'exception de la période de la grande demande d'esclaves au XIX^e siècle. Comment expliquer que ce port qui a été la principale porte d'entrée de la vallée de Zambèze et le deuxième de toute la colonie soit aujourd'hui un port moins important ?

¹¹⁴ E. do Couto LUPI, *Districto de Quelimane, ..., op. cit.*, pp. 211-212.

¹¹⁵ « Decadência de Quelimane », *Portugal em Africa* (Lisbonne, Typografia da Companhia Nacional Editora), VIII (95), Novembre 1901, p. 630.

¹¹⁶ « Breve Relatório da Escola Parochial do sexo masculino de Quelimane », *Moçambique: Relatório e Informações 1910-1911*, Lourenço Marques, 1-2, 1927.

La traite fut pendant de longues années la cause principale de l'importance du port de Quelimane. Sans ce commerce, les difficultés naturelles (qui empêchaient l'entrée des navires de grande dimension), rendaient les coûts douaniers trop élevés. L'historien portugais José Capela explique ainsi le déclin de ce port, pourtant principale route commerciale de toute la région de la Zambézie pendant longtemps :

« Seule l'exceptionnelle importance économique qu'a revêtu la vallée du Zambèze peut expliquer le rôle important dévolu au port de Quelimane. Il s'agit d'un port fluvial dans le Rio dos Bons Sinais, loin de la côte. La liaison avec le Zambèze était faite à partir de Quelimane, par la continuation du Rio dos Bons Sinais, sur le Cuacua, sur une distance de quatre-vingt kilomètres. Le Cuacua s'est progressivement asséché et à la fin du XIX^e siècle devenant un canal impraticable. De même, l'embouchure du Rio dos Bons Sinais, sur la pointe du Tangalane, n'était pas facilement accessible, plusieurs embarcations s'y étant échoué. Néanmoins, Quelimane s'est imposé comme le port naturel de la Zambézie. »¹¹⁷

En 1907 déjà, le gouvernement portugais par le biais du gouverneur Freire d'Andrade reconnaissait, à cause des difficultés de navigation sur le Cuacua et le Mutu, que le port de Quelimane ne serait jamais un « bon » port, mais qu'il fallait sauver la ville de Quelimane de la perte en améliorant l'accès, car il s'agissait d'une ville avec des constructions en dur¹¹⁸. Non seulement la navigation dans le Zambèze était difficile entre juillet et décembre à cause de l'assèchement, mais le canal de Mutu était définitivement obstrué.

Les travaux à effectuer dans le canal du Mutu, dans la rivière Cuacua et à la barre du port furent considérés comme non rentables. Pour contourner les difficultés du port de Quelimane, le gouvernement décida dans années 1960, dans le cadre de développement de la vallée du Zambèze, de construire un nouveau port sur l'embouchure de la rivière Cuama. Le but de ce nouveau port était l'acheminement de la gueuse (fonte de première fusion) que des estimations prévoyaient de grande quantité. Ce projet n'eut jamais lieu et fut dès le départ fortement contesté par les élites zambéziennes. Par exemple, les différentes élites zambéziennes représentées par les associations respectives (Associação do Fomento, Grémio dos Plantadores de Chá, Delegação da Associação Industrial de Moçambique, Associação Africana da Zambézia, Associação Humanitária, Comunidade Muçulmana, Sporting, Benfica, Ferroviário, AeroClub, Centro Hípico, Clube de Pesca, Clube de Quelimane, les Associação de Natação et de Football ainsi que les quatre sections des syndicats de travailleurs), décidèrent dans une réunion tenue le 28 mars 1962, d'envoyer un mémorandum au ministre de l'Outre-mer, dans lequel elles

¹¹⁷ J. CAPELA, *O tráfico de escravos...*, op. cit., p. 220.

¹¹⁸ A. F. d'ANDRADE, *Relatórios sobre Moçambique*, Lourenço Marques, Imprensa Nacional, 1907, Vol. III.

exigeaient le retrait de ce projet qui d'après eux « hypothéquait l'avenir de la ville de Quelimane et de tout le district »¹¹⁹. Elles décidèrent aussi, en signe de protestation, de fermer les établissements commerciaux et de se réunir en face de l'Administration du gouvernement¹²⁰.

La solution aux problèmes du port de Quelimane passait pour l'élite zambézienne par la réouverture du canal de Mutu. La réouverture de ce canal était pour cette élite le remède au problème d'assèchement du Zambèze et de sa barre. La non-réouverture de ce canal était pour les Zambéziens une des causes du retard de la Zambézie et résultait même de l'action volontaire du gouvernement. Ils exigeaient la division du littoral mozambicain en cinq zones principales, notamment le Sud du Save, le district de Manica e Sofala, Moçambique, Cabo Delgado et naturellement, la Zambézie. Ils ne comprenaient pas pourquoi ce port ne bénéficiait pas officiellement du statut de port au long cours (ce qu'il était de *facto* selon eux), afin d'être desservi par des navires étrangers de grande dimension¹²¹. À l'instar de ce qu'est Lourenço Marques pour l'Afrique du Sud et le Gauteng et Beira pour la Rhodésie ou encore Nacala pour le Malawi, les élites zambéziennes rêvaient de faire du port de Quelimane le grand débouché maritime des productions du Malawi :

« Devenant de nouveau accessible aux navires de grande dimension, le port de Quelimane peut être l'escale des vapeurs nationaux au long cours, soulageant ainsi la triste insuffisance de navigation côtière [...]. Le ravitaillement normal du district dont les besoins grandissent chaque jour, deviendra viable et ce sera la fin du manque récurrent de biens de consommation courante. Finalement, Quelimane peut exercer l'honorable et profitable rôle que la nature lui a octroyé : être un port de transit d'importation et d'exportation du voisin Malawi. Si même aujourd'hui, avec toutes ces difficultés, la Zambézie donne au trésor public une contribution grandiose, même une personne dépourvue de toute imagination peut calculer le volume que celui-ci atteindra [avec la revalorisation du port]. Le transit vers le Malawi permettra naturellement la construction de la voie ferrée Mocuba–Milange et l'asphaltage de la route qui va jusqu'à la frontière. Et avec toutes ces infrastructures, il y aura du tourisme et l'entrée de livres [monnaie britannique]. »¹²²

Mais, la voie ferrée reliant le port de Quelimane au Malawi ne fut jamais construite, malgré l'élaboration de plusieurs projets¹²³. En revanche, une ligne allant de Quelimane à Mocuba fut

¹¹⁹ « A Zambézia defende os seus interesses », *Notícias* (Lourenço Marques), n° 11639, 31 mars 1962.

¹²⁰ *Ibidem*.

¹²¹ « Esta aguerrida comunidade. O importante plano de aproveitamento da bacia do Zambeze », *Notícias* (Lourenço Marques), n° 11617, 9 mars 1962.

¹²² « Esta aguerrida comunidade. O importante plano de aproveitamento da bacia do Zambeze », *Notícias* (Lourenço Marques), n° 11624, 16 mars 1962.

¹²³ Le projet du gouvernement élaboré par le capitaine Afonso Moraes Sarmiento en 1888 qui consistait dans une voie ferrée allant de Quelimane à la confluence avec la rivière Chire passant par Mopeia avec un

construite sur 145 km et entra en fonctionnement en 1922. La non conclusion de la ligne Quelimane-Malawi s'explique en grande partie par la mauvaise situation du port de Quelimane, qui n'attirait pas les investissements dans un port non rentable, à la différence de Beira et de Lourenço Marques. À l'indépendance du Malawi, ce pays sans accès à la mer avait demandé le prolongement de la voie ferrée de Quelimane jusqu'à la région frontalière de Milange afin de bénéficier de son port, demande néanmoins refusée par les autorités portugaises, car jugé non seulement très onéreuse mais aussi dangereuse vu les prétentions de Kamuzu Banda, président du Malawi, sur une partie du territoire d Mozambique. Les autorités portugaises préférèrent répondre à cette demande sur la ligne de Nacala, bien plus au nord, et d'importance politique stratégique face aux nouveaux « vents de l'histoire » qui soufflaient au Tanganyika. À l'indépendance, les problèmes du port de Quelimane et de sa voie ferrée ont empiré : le mouvement commercial a énormément chuté, le trafic ferroviaire s'arrêta, enlisant la région de plus belle. Pour certains notables zambéziens, cette situation faisait partie de la stratégie politique du Frelimo pour marginaliser la Zambézie. Elle serait aussi l'un des facteurs par lesquels les Zambéziens se sont éloignés de ce parti :

« ...Une autre question tient à l'abandon de la Zambézie par le Frelimo. Aujourd'hui seulement on parle de la réhabilitation du port de Quelimane, inopérant depuis l'indépendance. Cela s'explique par le fait que le Frelimo a châtié la province en disant qu'il avait eu beaucoup de difficultés pour mener la lutte armée [contre le Portugal], or les Zambéziens ont la manie d'être assimilés [à la culture portugaise]. Toutes ces situations ont créé une désaffection du Frelimo. »¹²⁴

Pour résoudre la situation du port de Quelimane, celui-ci fut concédé à une société privée en 2004. Il s'agit de la Cornelder Moçambique¹²⁵, une joint-venture entre les Chemins de Fer du Mozambique et la multinationale hollandaise, Cornelder BV. De même, ce port a bénéficié de quelques travaux. Mais les choses n'ont pas beaucoup changé. Quelimane continue, le port le moins sollicité parmi les quatre principaux ports du pays, ce qui continue d'agacer les élites locales. Ainsi, plus récemment, lors de la deuxième conférence pour le développement de la Zambézie, réalisée fin octobre 2006 à Quelimane, les hommes d'affaires locaux se sont montrés

embranchement vers Vicente sur le Zambèze (non appliqué car jugé très onéreux) ; le projet de la Companhia dos Caminhos de Ferro da Zambézia, une compagnie de capitaux portugais qui sous contrat en 1898 avec le gouvernement, devait lier Quelimane à la rivière Ruo ; le projet d'une mission du gouvernement portugais dirigé par Delfim Monteiro de 1904 liant Quelimane au Chire, près de l'embouchure de la rivière Chironge, etc.

¹²⁴ Entretien avec Álvaro do Ó da Silva, Maputo, 13 février 2005.

¹²⁵ Armando Guebuza, actuel président du Mozambique est l'un des associés de la Cornelder Moçambique.

très indignés de la gestion de la Cornelder¹²⁶. Pour eux, malgré son passage à la gestion privée, la situation est devenue pire qu'auparavant et les problèmes de fond continuent, hypothéquant sérieusement l'avenir de cette province. Les problèmes soulevés par les hommes d'affaires sont encore aggravés par l'absence d'un bon réseau routier ou ferroviaire qui servirait d'alternative au port de Quelimane.

Comme on peut donc le constater, l'absence d'une voie ferrée internationale ainsi que la non résolution des problèmes du port fut, et est encore, l'un des motifs des rivalités entre Quelimane et les autres trois villes, la première responsabilisant l'absence d'un chemin de fer international, comme le motif de son retard par rapport aux secondes.

Document n°17. Mouvements de navires dans quatre principaux ports du Mozambique (janvier à juin 2006)

Ports	Nombre de navires
Maputo	321
Beira	175
Nacala	126
Quelimane	92
Total	714

Source: CAMINHOS DE FERRO DE MOÇAMBIQUE, « O desempenho operacional dos CFM », *Relatório*, octobre 2006, <www.cfmnet.co.mz/estatisticaJDFP2006.htm>.

C. Zambézie : de l' « *Estado Novo* » à l'indépendance (1926-1975)

Dans le chapitre précédent, on a vu que l'*Estado Novo*, avait cherché leur unification administrative. Il allait asseoir sa politique d'occupation effective en nouant aussi des rapports très étroits avec l'Église catholique. Cette dernière fut associée à l'État et reçut d'énormes privilèges par le concordat de 1940. Dans ce contexte, l'enseignement pour les indigènes fut confié aux missionnaires, signant le début d'une « portugalisation » sans précédant par le biais de la religion. Des missionnaires étrangers, la plupart italiens, furent invités par l'Église catholique afin de l'aider dans cette mission. Au Mozambique trois diocèses furent créés dans les principaux pôles économiques (Lourenço Marques, Beira et Nampula) la même année, en

¹²⁶ « Privados sem papas na língua. Zambézia reivindica progresso na 2ª Conferência de Desenvolvimento », 31 octobre 2006, <http://www.canalmoz.com/default.jsp?file=ver_artigo&nivel=0&id=&idRec=1114>; « "Take-Away Chinês". Notas finais sobre o saque às florestas da Zambézia », 19 février 2007, <http://www.canalmoz.com/default.jsp?file=ver_artigo&nivel=0&id=&idRec=1602>.

1940. Ces diocèses résultaient de la division de l'ancienne prélatrice de Lourenço Marques. Le diocèse de Beira englobait aussi Quelimane et Tete. Ensuite les diocèses de Quelimane (1954), de Porto Amélia, actuel Pemba (1957), de Inhambane et de Tete (1962) et de Vila Cabral, actuel Lichinga (1963)¹²⁷ furent créés.

L'*Estado Novo* avait entre autres adopté la Réforme Administrative Ultramarine (RAU)¹²⁸ pour accomplir cette tâche d'occupation administrative. La RAU prévoyait la division de toutes les colonies portugaises en circonscriptions ou *concelhos*. Ces derniers étaient divisés en postes administratifs qui pouvaient être groupés en districts ou provinces et en districts et provinces simultanément. Pour cette RAU, le Mozambique de pair avec l'Angola et l'État de l'Inde devinrent colonies de gouvernement général, dirigés par un gouverneur général. Pendant l'« État Nouveau », comme on l'a déjà mentionné, tout le territoire de la colonie du Mozambique passa sous le contrôle de l'État. Le processus débuta en 1929 avec la suppression des *prazos* et s'acheva en 1942 avec la cessation des droits politico-administratifs de la Companhia de Mozambique sur les territoires de Manica e Sofala. Avant cela, l'occupation administrative du territoire mozambicain présentait trois types distincts comme le synthétise M. Cahen :

« Jusqu'en 1933 (date de la *Reforma Administrativa do Ultramar*) l'occupation administrative était encore incohérente, séparée en trois types distincts : les zones soumises à l'autorité des compagnies à charte (Manica e Sofala, Niassa et Cabo Delgado), les "circonscriptions militaires" et les "circonscriptions civiles" correspondant en général aux plus forts noyaux de fixation de la population coloniale, tout ceci se combinant jusqu'en 1929 avec l'interminable crise des *prazos*. Mais même dans les zones civiles, l'armée (la marine notamment) était la colonne vertébrale de l'administration. »¹²⁹

La disparition des prazos et la création des nouvelles circonscriptions civiles en Zambézie

Avec la fin des *prazos* furent créées trois circonscriptions dans le district de Tete et quatre dans celui de Quelimane, notamment :

¹²⁷ A. da Silva REGO, E. dos SANTOS, *Atlas Missionário português*, Lisbonne, Junta de Investigações do Ultramar e Centro de Estudos Históricos Ultramarinos, 1964. Sur les rapports entre l'Église catholique et l'*Estado Novo* voir M. CAHEN, « L'État nouveau et la diversification religieuse 1930-1974. I. Le résistible essor de la portugalisation catholique (1930-1961) », *Cahiers d'Études africaines*, XL (2-158), 2000, pp. 309-349 ; « L'État nouveau et la diversification religieuse 1930-1974. II. La portugalisation désespérée (1959-1974) », *Cahiers d'Études africaines*, XL (3-159), 2000, pp. 551-592.

¹²⁸ MINISTERIO DAS COLONIAS, *Decreto-lei* n° 23 229, I série, n° 261, Lisbonne, 15 novembre 1933.

¹²⁹ . M. CAHEN, « Mozambique, histoire... », *op. cit.*, p. 220.

Document n°18. Circonscriptions post-*prazos* à Tete et Quelimane

<i>District</i>	<i>Circonscription</i>	<i>Chef-lieu</i>	<i>Postes Administratifs</i>
<i>Tete</i> ¹³⁰	<i>Angónia</i>	<i>Vila Mouzinho</i>	<i>Metengo Modzi, Mazuzo</i>
	<i>Mutarara</i>	<i>Mutarara</i>	<i>Chindio, Ancuaze</i>
	<i>Macanga</i>	<i>Furacungo</i>	<i>Muchena, Capirimbu</i>
<i>Quelimane</i> ¹³¹	<i>Boror</i> ¹³²	<i>Mocuba</i>	<i>Macuze, Malinguine</i>
	<i>Anguaze</i> ¹³³	<i>Coalane</i>	<i>Inhassunge</i>
	<i>Zambèze</i> ¹³⁴	<i>Mopeia Velha</i>	<i>Campo</i>
	<i>Massingire</i> ¹³⁵	<i>Massingire Velho</i>	<i>Derre</i>

Source : Diploma Legislativo n° 255, *Boletim Oficial da Colónia de Moçambique*, I série, n° 34, Lourenço Marques, 23 août 1930.

La réorganisation administrative dans le district de Quelimane avait débuté avec l'intégration dans le domaine de l'État pour la première fois (quatre siècles depuis le début de la colonisation), des terres des « rebelles » Lomués. Comme on l'a déjà vu au chapitre précédent, Gurué et Namarroi (prazo Lomué), Milange et Lugella, territoires où l'autorité portugaise n'avait jamais exercé aucune juridiction avaient été concédés à la Companhia da Zambézia et ensuite à l'Empresa Agrícola do Lugela. Ces territoires furent à l'époque constitués en *prazos* du premier groupe. Selon la loi de *prazos*, c'était aux concessionnaires de les pacifier. Avec la fin des *prazos*, celui de Milange (ancien commando militaire créé en décembre 1890) ainsi que Gurué et Namarroi, soit le *prazo* Lomué (commandement militaire des Angurus créé en décembre 1890) furent transformés en circonscriptions civiles en décembre 1928¹³⁶. Milange comptait un poste administratif, celui de Molumbo qui avait fait partie du *prazo* Boror. Gurué, avait aussi un poste administratif, celui de Lioma. Quant au *prazo* Lugela, il fut transformé en circonscription civile en 1929¹³⁷. Son chef-lieu était Muobede et comptait un poste

¹³⁰ Les territoires correspondants aux anciens *prazos* de Benga et de Matema furent incorporés dans la circonscription civile de Boroma. Dans cette même circonscription, furent créées deux postes administratifs, l'une à Capanga et l'autre à Chumande

¹³¹ Les territoires des *prazos* Mahindo, Timbué et Luabo furent incorporés au déjà ancien conseil de Chinde. Dans ce conseil, fut aussi créé le poste administratif de Micaune. Le territoire du *prazo* Licungo fut incorporé à la circonscription de la Maganja da Costa.

¹³² Sous le nom de Mocuba en 1945.

¹³³ La circonscription de Anguaze comprenait les anciens territoires des *prazos* Anguaze e Andone, Madal, Tangalane, Cheringone, Inhassunge, Carungo, Pepino et Quelimane do Sal.

¹³⁴ La circonscription du Zambèze (actuel Mopeia) comprenait les territoires des *prazos* Maganja de Aquém Chire et la partie sud du territoire du *prazo* Marral limitée par la ligne définie par le sentier du chemin de fer vers Chire.

¹³⁵ La circonscription de Massingire (actuel Morrumbala) comprenait la partie nord du *prazo* Marral et les territoires du *prazo* du même nom.

¹³⁶ S. RIBEIRO, *Anuário de Moçambique*, Lourenço Marques, Imprensa Nacional, 1940.

¹³⁷ *Ibidem*.

administratif, celui de Munhamade. Ce sont ces circonscriptions aujourd'hui appelées districts, qui composent l'actuelle Zambézie.

La vie sociale à Quelimane pendant l'*Estado Novo*

Du point de vue socioculturel, jusqu'à la fin des années vingt et au début des années trente, le bourg de Quelimane offrait très peu de moyens de divertissement à ses habitants. Ceux-ci vivaient dans une atmosphère morne. C'était avant l'arrivée du cinéma, de la radio, ou de la Bibliothèque municipale, et la presse écrite y avait même disparu à la fin du XIX^e siècle.

Gavicho de Lacerda en a livré une description :

« La vie monotone et tranquille de Quelimane, semblable à toutes les petites villes, n'offre pas de sensations fortes. Dans ces endroits, tout s'uniformise, obéissant à la loi de l'inertie. Ces petits centres d'activité humaine nous donnent en réalité, d'excellents exemples de travail, mais ne contribuent jamais aux émotions fortes. Il s'agit seulement de centres de travail et non de plaisir et de divertissement [...]. Toutes les activités se trouvent, nous pouvons le dire, subordonnées à la discipline rigoureuse du travail, à l'exception de quelques complications et incidents qui perturbent ses pacifiques habitants. »¹³⁸

Pour échapper à cette monotonie, les habitants du bourg de Quelimane se livraient aux jeux comme l'explique Gavicho de Lacerda :

« ... le seul passe-temps était le jeu. Les jeux de *baccarat*, de roulette, de *monte*, de *bluff*, étaient inévitables et fatals [...] Ces jeux ne se faisaient pas par simple plaisir, mais parce qu'ils n'avaient rien d'autre à faire [...]. Le règne du cinéma n'avait pas encore commencé, ni la mode des soirées, des réunions, et des pique-niques, et les clubs confortables n'existaient pas encore. »¹³⁹

En 1930, le bourg de Quelimane comptait 9 288 habitants dont 348 Européens et 8 298 indigènes¹⁴⁰. Le nombre d'habitants européens dans les villes mozambicaines, l'un des principaux critères pour mesurer leur importance socio-économique pendant l'époque coloniale, montrait que Lourenço Marques avec 9 001 Européens, Beira avec 2 153 Européens et Moçambique avec 486 Européens étaient les villes les plus importantes du Mozambique¹⁴¹. Quelimane malgré son grand potentiel économique n'arrivait pas à s'imposer et était même concurrencé par Inhambane. Cette dernière comptait 350 habitants Européens soit deux de plus que Quelimane.

¹³⁸ F. G. de LACERDA, *Figuras e episódios...*, op. cit., p. 98.

¹³⁹ *Ibidem*, p. 83.

¹⁴⁰ M. NEWITT, *A history of...*, op. cit., p. 442.

¹⁴¹ *Ibidem*.

Le bourg de Quelimane était décrit à cette époque comme une petite agglomération disposant déjà de l'électricité et de nombreux immeubles en pierre, mais disputant encore son espace à la brousse. Le bourg restait sans radio ni cinéma¹⁴². Ce n'est qu'en 1939 que le premier établissement cinématographique ouvrit à Quelimane, dénommé au départ Ciné-Variedades (Ciné-variétés), puis Ciné-Teatro Aguia (Ciné-Théâtre de l'Aigle)¹⁴³.

Mais les tâtonnements pour l'institutionnalisation administrative de la colonie ne s'arrêtèrent pas malgré la réintégration de la presque totalité du territoire auparavant aux mains des compagnies. Ainsi, jugeant plus rationnel et plus avantageux pour le développement de la colonie en octobre 1934, un nouveau changement politico-administratif eut lieu. La colonie fut divisée en trois provinces : au Sud la province Sul do Save, au centre la province de Zambézie et au nord la province du Niassa. Chacune de ces trois provinces fut subdivisée en districts. La structure des conseils et des circonscriptions fut maintenue. À la tête des districts se trouvait un gouverneur. Il y avait douze *concelhos* et soixante-six circonscriptions groupés en sept districts.

La province du Sul do Save englobait les districts de Lourenço Marques et d'Inhambane ; la province de la Zambézie avait comme districts Beira (qui incluait Manica, soit les territoires sous l'administration de la Companhia de Moçambique)¹⁴⁴, Tete et Quelimane et la province du Niassa, dont le chef lieu était Nampula et qui englobait les districts de Moçambique et de Porto Amélia. Selon Adriano Morreira¹⁴⁵ interrogé par M. Cahen, il est fort possible que Armindo Monteiro, le ministre de l'Outre-mer d'alors, ait voulu, avec ce changement administratif, créer des entités politiques viables en vue d'un possible État fédéral de style brésilien, idée néanmoins abandonnée en 1951¹⁴⁶.

Cette réorganisation administrative faisait de la province de Zambézie la plus grande du pays : trente-cinq divisions administratives – deux fois plus que la province du Sud du Save – soit une surface de 360 643 km², l'équivalent de 46,7 % de la surface de toute la colonie¹⁴⁷. La grande province de Zambézie regroupait 27 % des habitants non indigènes et 40 % des indigènes de

¹⁴² M. ANGIUS, *José Júlio Roldão*, Maputo, UEM, 1997, p. 64.

¹⁴³ *Ibidem*.

¹⁴⁴ L'inclusion du district de Beira dans la province de Zambézie fut considéré provisoire et allait être retiré à la fin de la concession de la compagnie du Mozambique en 1942.

¹⁴⁵ Ministre de l'Outre-mer entre 1961 et 1963.

¹⁴⁶ M. CAHEN, « Histoire géopolitique... », *op. cit.*, p. 221.

¹⁴⁷ MINISTÉRIO DAS COLONIAS, Relatório da Comissão criada pelo decreto n° 29 396 de 16 de Janeiro de 1939, IANNT/AOS/CO/UL-9^a, *Correspondência sobre as seguintes questões : passagem para a administração do Estado, dos territórios autônomos em Moçambique*, Lisbonne, 1942.

toute la colonie et disposait d'un réseau ferroviaire équivalent au réseau restant de la colonie¹⁴⁸. Elle embrassait l'un de territoires les plus riches, étant de ce fait considéré comme la province la plus riche du Mozambique et la ville de Quelimane était la capitale politique et régionale d'un immense « Empire ».

Cette division administrative de 1934 avait donné au district de Quelimane deux conseils : Quelimane et Chinde. Elle avait donné également onze circonscriptions : Zambèze (actuelle district de Mopeia), Pebane, Massingire (actuelle district de Morrumbala), Maganja da Costa, Milange, Alto Molocué, Boror, Gurué, Ile, Lugela, et Namarroi. Selon leur niveau de développement, les différentes circonscriptions furent divisées en trois catégories. Ainsi grâce à l'action de la Sena Sugar Estates considérée comme « excellente », de la Companhia do Boror considérée comme « très bonne », les circonscriptions du Zambèze, dont le chef-lieu était Mopeia, et celle de Boror dont le chef-lieu était Mocuba furent classifiées comme circonscriptions de première classe.¹⁴⁹ Quant aux circonscriptions du Gurué, Ile et Lugela, où se trouvait la désastreuse Companhia do Lugela, elles furent classées comme circonscriptions de troisième classe, car considérées comme étant les moins développées¹⁵⁰.

Document n°19. Les provinces du Mozambique en 1934



¹⁴⁸ *Ibidem.*

¹⁴⁹ L. VAIL, L. WHITE, *Capitalism and, op. cit*, p. 246.

¹⁵⁰ *Ibidem.*

De bourg à ville : une nouvelle phase dans la vie de Quelimane

Cette redélimitation administrative de 1934 allait-elle donner à Quelimane une nouvelle chance, celle de devenir une grande métropole d'équilibre ? On aurait pu le croire. Malgré cela et grâce à l'action de la Companhia de Moçambique, Beira était la plaque tournante de cette nouvelle province. Quelimane était condamnée à un statut de marginalité politique et économique, même si le gouverneur provincial habitait là-bas. De même, elle profitait peu de ce rapprochement politique avec Beira : les communications terriennes entre les deux villes étaient lentes et difficiles, et les liaisons maritimes rarissimes¹⁵¹. Afin d'endiguer les possibles effets économiques de la séparation avec le district de Beira (qui eût lieu en 1942), Quelimane fut élevé au rang de Ville cette même année par arrêté ministériel du 21 août. Il s'agissait d'un acte plus politique qu'économique, car Quelimane n'était pas doté des infrastructures socio-économiques dignes d'un tel statut. Selon les autorités, le bourg (*vila*) de Quelimane avait déjà atteint un « niveau considérable de développement » pour son rang, (il disposait, entre autres, d'un aéroport inauguré cette même année), lui conférant le statut de *cidade* (ville). Les autorités coloniales avaient retenu la leçon de l'expérience des villes de Tete et d'Inhambane, qui avaient perdu énormément de leur importance à la suite du décret 24 621 du 31 octobre 1934 qui transformait ces deux villes en simples districts de la province du Sud du Save. Les conséquences en avaient été la fuite de personnel qualifié vers Lourenço Marques (capitale de la province du Sud du Save) ou vers d'autres capitales régionales et la baisse de leurs flux commerciaux¹⁵².

L'ascension de Quelimane au statut de ville eut lieu cinquante-cinq et trente-cinq ans après la promotion de Lourenço Marques (10 novembre 1887) et de Beira (20 août 1907) au même statut. En 1946, la mairie de Quelimane, qui pendant très longtemps avait fonctionné comme simple commission municipale, fut élevée au rang de *Câmara Municipal* (municipalité) par le diplôme législatif n° 1013 du 29 juin.

Relativement au nombre d'habitants, le recensement de 1940 avait estimé le district de Quelimane à 1 006 365 habitants, parmi lesquels 4 096 non-indigènes et 1 002 269 indigènes. En 1950, le district de Quelimane avait 1 164 182 habitants dont 7 901 non indigènes et

¹⁵¹ MINISTÉRIO DAS COLONIAS, *Relatório da Comissão criada pelo decreto n° 29 396 de 16 de Janeiro de 1939...*, op. cit.

¹⁵² *Ibidem*.

1 156 281 indigènes. Quant à la population « civilisée » essentiellement concentrée dans la capitale, sa composition était la suivante :

Document n°20. Nombre d'habitants « civilisés » dans le district et ville de Quelimane (1940/1950)

Années	Blancs		Métis		Noirs assimilés		Indiens		Race Jaune	
	District	Ville	District	Ville	District	Ville	District	Ville	District	Ville
1940	1 527	669	1687	940	313	173	562	293	7	2
1950	3 031	1 054	3 251	1547	764	311	850	466	5	2

Source : INE, *Anuário estatístico do Ultramar 1950-1953*, Lisbonne, Tipografia Portuguesa.

Par décret n°39 858 du 20 octobre 1954, le district de Quelimane devint district de Zambézie. Quelimane maintient sa catégorie de conseil de première classe et Chinde celui de troisième. Il y avait comme circonscriptions Alto Molocué, Gurué, Ile, Lugela, Maganja da Costa, Milange, Mocuba, Mopeia, Morrumbala, Namarroi et Pebane. Il y avait aussi les districts de Lourenço Marques, Gaza, Inhambane, Manica et Sofala, Tete, Moçambique, Cabo Delgado et Niassa. Cette redélimitation marquait définitivement la séparation entre les districts de Quelimane et de Tete, soit la disparition des deux derniers restes de l'ancienne région des Rios de Sena.

Malgré un notable progrès dans le secteur agricole, faisant du district de Quelimane le district agricole le plus important du Mozambique, contribuant pour environ 30 % pour des ressources en devises de la colonie, les conditions de vie de la plupart de Zambéziens restaient misérables. Elles contrastaient avec le changement de visage de la ville. Quelimane s'était dotée d'équipements culturels dignes d'une vraie ville : l'École Technique et Élémentaire inaugurée en 1954 (transformée en 1956 en École de Commerce et Industrie), la bibliothèque Nuno Alvares inaugurée en 1955¹⁵³, le journal *Voz da Zambézia* fondé en 1956 (après une cinquantaine d'années de silence journalistique)¹⁵⁴, la radio régionale délivrant ses premières émissions en 1958¹⁵⁵. À ceci s'ajoute l'existence depuis les années 1940¹⁵⁶ d'un bar-restaurant réputé et l'inauguration d'un salon de thé moderne, le « Riviera »¹⁵⁷, en 1957. Dans le district et hors de la ville, ce bien-être de certains se manifestait par l'inauguration d'un autre

¹⁵³ « Biblioteca Nun'Alvares », *Voz da Zambézia* (Quelimane) n°39, 24 avril 1957.

¹⁵⁴ « Tribuna da Associação do Fomento », *Voz da Zambézia* (Quelimane) n° 1, 5 août 1956.

¹⁵⁵ « O emissor Regional da Zambézia começa hoje a funcionar », *Notícias* (Lourenço Marques), n° 10 479, 3 septembre 1958.

¹⁵⁶ « Quelimane progride dia a dia », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 37, 13 avril 1957.

¹⁵⁷ « O futuro salão de Quelimane-ambiente fino e nada de jogo nem mariscos », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 44, 1 juin 1957.

aérodrome dans le conseil de Chinde (le second après celui de Quelimane)¹⁵⁸ et d'un collège à Gurué¹⁵⁹ (le second après le Collège Nuno Alvares à Quelimane).

En effet, la richesse zambézienne profitait à une oligarchie qui s'était bâtie à l'ombre du cocotier, du thé et du coton en exploitant les autochtones dits indigènes. Il s'agissait des propriétaires des plantations et des compagnies qui détenaient tous les moyens de production¹⁶⁰. Malgré la présence de deux collèges, l'instruction des populations locales était encore un mirage. En 1950 il y avait en effet dans tout le district de Quelimane seulement treize professeurs d'école primaire pour autant d'écoles (nombre qui passa en 1956 à 36 écoles et un nombre égal de professeurs)¹⁶¹. Jusqu'en 1958, il n'y avait aucun lycée et les élèves de Quelimane devaient aller étudier à Lourenço Marques, Beira ou Nampula. Cette situation mena l'Association Africaine de Zambézie, un organisme d'assimilés, qui se prétendait représentatif de tous les autochtones zambéziens, à adresser un mémorandum au gouverneur-général de la colonie, dans lequel elle demandait la création d'un lycée à Quelimane¹⁶².

Malgré cette croissance économique, la vie dans la ville de Quelimane continuait à être marquée par la faiblesse des loisirs malgré la disponibilité de quelques équipements. La ville était toujours monotone et ennuyeuse, le coût de la vie était aussi très élevé¹⁶³, et les conditions de vie de la plupart des Quelimaniens étaient difficiles, comme l'atteste un article du journal *União* :

« Il y a trois clubs sportifs ici, mais personne ne pratique le sport. Il y a une bonne et belle piscine municipale, mais il n'y a pas de natation. Il y a un beau port, idéal pour la rame et la voile. Mas cela ne se fait pas [...]. Il y a eu un aéroclub, qui fonctionnait lorsque le pilote était ici, mais celui-ci n'a jamais réussi à donner au moins six leçons à un seul étudiant. 95 % des habitants de Quelimane vivent dans de mauvaises conditions de confort, les maisons ne valent rien, la vie est chère, le climat est déprimant, le travail est excessif. »¹⁶⁴

¹⁵⁸ « Foi inaugurado o Aerodromo do Chinde », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n°59, 21 septembre 1957.

¹⁵⁹ « O Colégio no Gurué abrirá em Setembro proximo », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n°45, 6 juin 1957.

¹⁶⁰ « Quelimane, 64. Enjeitada e triste », *Diário de Moçambique* (Beira), n° 4747, 22 janvier 1964.

¹⁶¹ « Instrução pública em Quelimane », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 15, 10 novembre 1956 ; « Ensino primário », *Voz da Zambézia* (Quelimane) n° 7, 15 septembre 1956.

¹⁶² « Associação Africana da Zambézia e o plano de fomento de Moçambique », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 76, Quelimane, 18 janvier 1958.

¹⁶³ Quelimane était considérée la ville la plus chère du pays, voir « O magno assunto de Quelimane », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 16, 17 novembre 1956.

¹⁶⁴ « Da Zambézia », *União* (Lourenço Marques), n° 495, 28 mai 1947.

La ville de Quelimane perdait en difficultés graves. Elle était confrontée au problème des égouts et de l'eau potable¹⁶⁵. La ville vivait de l'eau des citernes et des puits (car la mairie se disait incapable de la doter d'eau courante). En 1957, lors d'une grave sécheresse, elle fut touchée par une grave crise d'approvisionnement en eau. Pour l'élite zambézienne, il était incompréhensible que la « vieille » capitale du district le plus « rentable » du Mozambique passe pour une situation pareille¹⁶⁶. En bref, la transformation du bourg de Quelimane en ville et sa croissance n'avaient pas inversé les tendances de fond : elle stagnait et restait isolée des autres régions du pays. Elle fut même (pour la désolation de ses élites) reléguée au rang de quatrième ville du pays derrière Nampula, nouvelle capitale du district de Moçambique malgré le fait que celle-ci ait été promue au statut de ville (*cidade*) seulement en août 1956, quatorze ans après Quelimane. Les compagnies capitalistes établies localement investirent très peu dans le développement urbain : pas de bonnes routes, des ponts, de réseau d'électricité ou d'eau fiables. Le peu d'infrastructures construites à Quelimane par exemple, ne correspondirent ainsi guère au passage au statut de ville. Par exemple, les difficultés subies par l'aérodrome local étaient indignes d'une ville riche et importante comme Quelimane, comme le pensaient José Roldão et certains assimilés zambéziens¹⁶⁷.

L'économie zambézienne sous l'Estado Novo

L'analyse du poids économique du district de Quelimane n'est pas anodine, il est très important pour comprendre les rapports entre les élites zambéziennes et l'État (colonial et celui du Frelimo). Il est également important pour comprendre la vision des élites zambéziennes à l'égard des autres grands centres politico-économiques du pays comme Lourenço Marques, Beira et Nampula. Il est également important pour comprendre l'identité politique de la Zambézie, le cœur de notre thèse. Cette richesse zambézienne allait être un des facteurs de conflits entre les Zambéziens et le Frelimo à l'indépendance (cf. chapitre VI). Quelle fut la contribution du district de Quelimane à l'économie du Mozambique pendant la période coloniale, plus exactement dans les années cinquante et soixante ? Les secteurs qui seront analysés sont ceux de l'agriculture et minier, c'est-à-dire, les plus importants à l'époque.

¹⁶⁵ « Problemas da cidade de Quelimane que exigem soluções urgentes », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 57, 16 novembre 1957. Sur la crise d'eau voir aussi « Crise de água na cidade de Quelimane », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 68, 23 novembre 1957 ; « De dia para dia agrava-se assustadoramente a falta de água na cidade. Quelimane precisa inadiavelmente de água », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 69, 30 novembre 1957 ; « A falta de água em Quelimane », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 70, 7 décembre 1957.

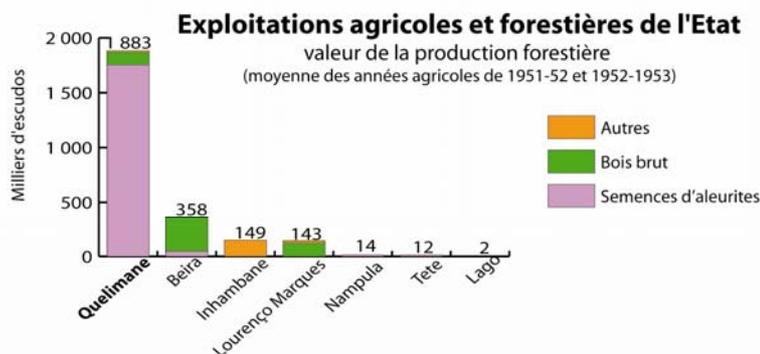
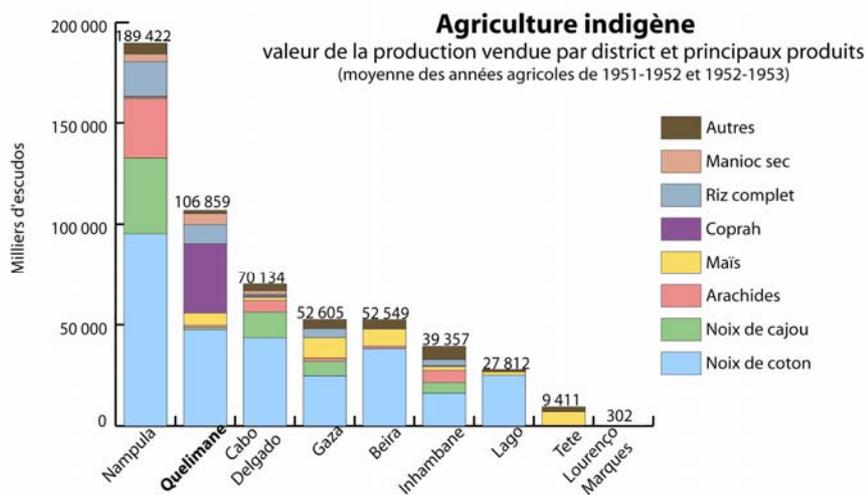
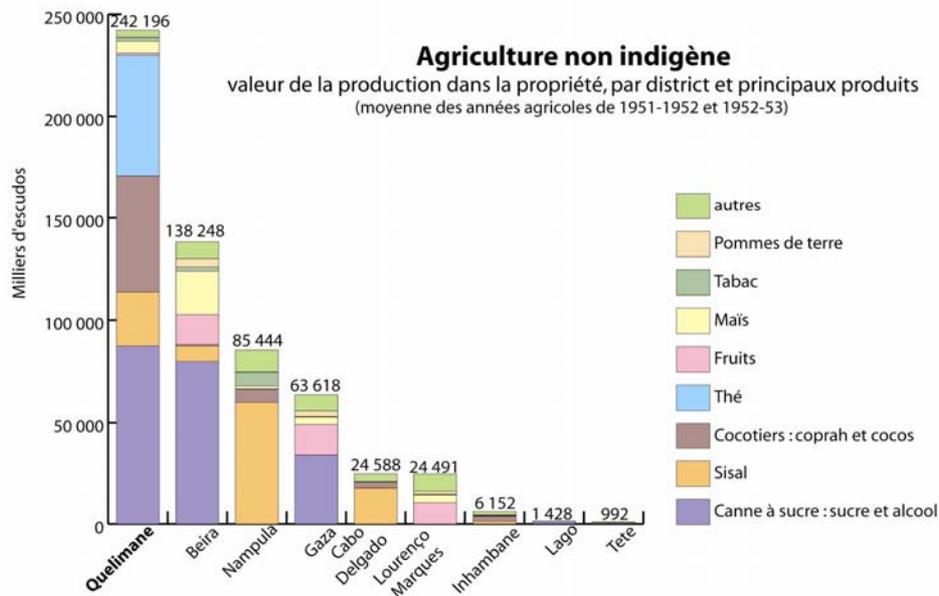
¹⁶⁶ « A falta de água em Quelimane » ..., *op. cit.*

¹⁶⁷ José ROLDÃO, « A Zambézia », *Voz da Zambézia* (Quelimane), 23 août 1965.

Pendant la période coloniale l'agriculture recouvrait deux systèmes distincts : indigène et non indigène (pratiqué par les Européens). L'agriculture indigène employait des techniques rudimentaires et était destinée à l'autoconsommation et à la vente locale. L'agriculture non indigène était faite par les entreprises capitalistes et se consacrait essentiellement à la monoculture, dans de grandes plantations obtenues par concession dont les produits étaient essentiellement destinés à l'exportation. Les principaux étaient la canne à sucre, le cocotier, le sisal et le thé.

Le développement des plantations de thé à Milange, puis à Gurué, Socone et Tacuane dans les années vingt et trente, l'exploitation minière à partir des années quarante dans la région de Gilé surtout, ajouté aux plantations déjà anciennes de coco et de canne à sucre firent du district de Quelimane l'un des plus riches du Mozambique, sur le plan agricole. Il avait pour seul concurrent Moçambique. En 1951, 1952 et 1953, il était même devenu le plus important du Mozambique du point de vue agricole. Il produisait par exemple en ces années environ 30 % de toute la production agricole du Mozambique. Sectoriellement, le district de Quelimane produisait 41 % de toute la production non indigène (graphique I) et 19,4 % de la production indigène (graphique II). À cela, il faut ajouter la contribution des exploitations agricoles et forestières de l'État. Les données statistiques montrent qu'à lui seul, le district de Quelimane produisait 73,5 % de toute la production de graines d'aleurites et de bois brut du Mozambique (graphique III). La somme de la production indigène, non indigène et celle des exploitations agricoles et forestières de l'État montre que la production de ce district équivalait à plus de 30 % de toute la production de la colonie.

Document n°21. L'économie zambézienne autour des années 1950



Source : Rui Martins dos Santos, *Uma contribuição para a análise da economia de Moçambique*, Lisbonne, Império, 1958.
Réalisation : Mélina Germes, 2007.

L'économie du Mozambique dépendait énormément de cinq ou six produits d'exportation pour lesquels la production du district de Quelimane représentait des proportions considérables de thé (100 %), coco (87 %), ou non négligeables de sucre (43,5 %), de sisal (24 %) et de coton (16 %), mais anecdotique pour le cajou (2 %).

Quant à la production minière, le district de Quelimane exporta en 1959 par exemple, 8 706 tonnes de minerais différents, équivalents à 30 000 000 escudos c'est-à-dire environ 80 % de la valeur de toute la production minière de la colonie estimée à 39 084 485 escudos. Par comparaison, Tete, grand centre charbonnier de la colonie avait exporté dans la même période 47 310 tonnes, équivalent à seulement 8 568 000 escudos¹⁶⁸.

Au prix de châtiments corporels, du travail et des cultures forcés et de la non-mécanisation de l'agriculture (employant une main – d'œuvre africaine nombreuse à très bas salaires), la Zambézie avait été transformée en grenier de la province du Mozambique. Cette situation était trompeuse et fragile, fondée sur l'exploitation des autochtones et ne pouvait pas résister aux changements imposés par l'indépendance du Mozambique en 1975. L'abondance zambézienne n'était pas durable. De même, il n'y pas eu de diversification économique, elle restait confinée à l'agriculture, il n'y eut pas d'industrie. De plus, le port n'était pas fiable, il n'y avait pas de chemin de fer ou de réseau routier dignes de ce nom. En grande partie, la marginalité politique de la Zambézie vient de ce retard économique structurel. Comme le soulignent à juste titre, Leroy Vail et Landeg White, la Zambézie est un cas d'école de la manière dont le capitalisme colonial a sous-développé l'Afrique.

La Zambézie pendant les dernières années de l'*Estado Novo*

Les dernières années de l'*Estado Novo* virent d'une part, le début des luttes anti-coloniales dans les colonies portugaises et d'autre part, la crise économique et sociale qui frappait le Portugal lui-même. Dans le souci d'apaiser les esprits, plusieurs changements politico-économiques eurent lieu dans les colonies. Dans ce contexte, elles furent marquées dans le district de Quelimane par une certaine accélération du développement économique et social. Presque toutes les circonscriptions furent électrifiées, telles Milange, Gurué, Ile e Mocuba (conseil dès 1954 et municipalité en 1964 grâce à son extraordinaire importance devenant la deuxième ville de la Zambézie), des circonscriptions qui avaient connu un certain essor grâce aux plantations

¹⁶⁸ « Pertencem à Zambézia mais de 80 % da produção mineira da Província », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 212, 3 septembre 1960.

de thé et de sisal. La division administrative de novembre 1963 qui, comme les précédentes utilisait des critères socio-économiques pour classer les régions, allait confirmer l'importance économique atteinte par le district de Quelimane. Ce réaménagement administratif effectué dans tous les domaines portugais d'Outre-mer en application de la loi organique des provinces d'Outremer (loi n° 2119 du 24 juin 1963), avait divisé la province du Mozambique en conseils, constitués de *freguesias* (paroisses) et groupés en districts (décret n° 45 375). Dans les endroits où les conditions n'étaient pas réunies pour la création de paroisses, il fut prévu de créer des postes administratifs. Ces derniers étaient divisés en *regedorias* (chefferies). Le corps administratif du conseil était la municipalité, mais il pouvait y avoir des commissions municipales dans les conseils où il n'y avait pas les conditions pour créer une municipalité. La province du Mozambique avait neuf districts : Lourenço Marques, Gaza, Inhambane, Zambézie, Tete, Manica e Sofala, Moçambique, Cabo Delgado et Niassa. Le district de la Zambézie avait un conseil de plus, Gurué, région productrice de thé, autres les habituels conseils de Mocuba, de Quelimane et de Chinde pour les zones de plus grand peuplement européen. Ailleurs, il y avait les dix circonscriptions administratives de l'Alto Molocué, Ile, Lugela, Maganja da Costa, Milange, Mopeia Morrumbala, Namacurra (circonscription créée en 1945 et dont le chef-lieu était Macuse), Namarroi et Pebane¹⁶⁹.

Ces remue-ménage politico-administratifs n'empêchaient pas que, le district de Quelimane et surtout sa capitale restaient toujours pauvres en ce qui concerne les possibilités d'éducation, cultures et loisirs. Les bidonvilles existaient encore au cœur de la ville. Un an avant la chute de l'*Estado Novo*, un article du journal *Voz da Zambézia* donnait la description suivante de la ville de Quelimane :

« Comment passer son temps libre à Quelimane ? C'est une question que tous les résidents de cette ville se posent. Certains vont à la plage de Zalala, même si elle n'est pas très agréable à cause de la saleté de l'eau ; d'autres regardent les matchs de foot, malgré le mauvais foot pratiqué, d'autres vont au café ; d'autres vont au cinéma. Le pire est pour les femmes, qui n'accompagnent pas toujours leurs maris et restent à la maison frustrées, à faire de la couture ou à dormir [...] Pour elles, Quelimane constituait le plus grand motif d'ennui, car elles ne se prédisposent pas toujours à aller de maison en maison, de thé en thé, de causette en causette [...]. Et au milieu de tout ce marasme, une ville appauvrie en ce qui concerne les distractions [...]. C'est cela Quelimane. Quatre grands immeubles, d'autres petits qui pourraient s'agrandir, quelques baraques qui n'ont pas le droit d'exister. Quelimane n'est pas Lisbonne, ni Porto, ni

¹⁶⁹ MINISTÈRE DES PROVINCES D'OUTREMER, *Statut Politico-Administratif de la province de Mozambique*, Lisbonne, Agência Geral do Ultramar, 1963.

Funchal. C'est la capitale de la Zambézie. Elle est différente, peu accueillante pour qui cherche les moyens de divertissement. »¹⁷⁰

Après les accords de Lusaka entre le Frelimo et les autorités portugaises qui prévoyaient l'indépendance du Mozambique, le gouvernement de transition effectua des nouveaux changements dans la structure politico-administrative de la colonie afin de l'ajuster à la nouvelle réalité. Ces changements concernaient essentiellement la nomenclature de la division administrative. Ainsi, les districts devinrent provinces et les conseils devinrent districts. Les postes administratifs furent désormais désignés localités¹⁷¹. Ainsi, le district de Quelimane devint une province de l'ancienne province devenue pays. Telle est aujourd'hui la structure politico-administrative de l'actuelle province de Zambézie, ancien district de Quelimane.

Quelques mots doivent, enfin, être dits à propos de la situation actuelle de la ville de Quelimane, le « berceau » de l'élite créole zambézienne. La ville de Quelimane et toute sa province continuent de connaître de nombreuses difficultés. L'assainissement et l'insalubrité de la ville de Quelimane sont toujours des problèmes d'actualité. La situation des ordures et des égouts est également préoccupante puisqu'ils jouent un grand rôle dans l'écllosion des épidémies.

De même, les problèmes du port de Quelimane persistent jusqu'à aujourd'hui, malgré sa concession en 2004 à Cornelder. L'accès portuaire reste semé d'embûches, les conditions de maniement des marchandises sont très inefficaces, les infrastructures sont déficientes. Les agents économiques préfèrent se servir des ports de Maputo, de Nacala, et surtout de celui de Beira plutôt que du port de Quelimane, considéré comme le plus onéreux de tous les ports du pays et un obstacle au développement de cette parcelle du pays. À ce stade, il est difficile de dire si la non-construction du chemin de fer Quelimane-Malawi et la non-résolution de problèmes qui affectent son port auraient suffi à sortir la ville de Quelimane, ainsi que tout le district, de leur somnolence, mais il ne fait nul doute que Lourenço Marques et Beira se sont développées surtout grâce aux ports et chemins de fer liés aux pays voisins.

¹⁷⁰ « Matar o tempo em Quelimane », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 413, 14 octobre 1973.

¹⁷¹ GOVERNO DE TRANSIÇÃO DE MOÇAMBIQUE, Decreto-Lei n° 675, *Boletim Oficial* n°8, I Série, Maputo, 18 janvier 1975.

Conclusion de la première partie

Le but de cette première partie était tout d'abord de montrer comment fut bâtie la société zambézienne dès l'arrivée des Portugais jusqu'à l'indépendance. C'était aussi de faire le point sur la place actuelle de cette « vieille » région trente ans après la défaite du colonialisme. Malgré l'importance économique de la Zambézie, elle n'a pas réussi à s'imposer comme véritable pôle économique capable de rivaliser avec Lourenço Marques et Beira : quelles en sont les raisons ?

D'abord, la Zambézie que le Frelimo trouva en 1974 était une société qui avait connue tout au long de la période coloniale de nombreux types de brutalités et d'injustices. Il s'agissait aussi d'une société caractérisée par différents âges de colonisation : la partie comprenant les *prazos* Lomué, Milange, Lugela, les régions du Baixo et Alto-Molocué, et la Maganja da Costa qui incluait la région de Mocuba et n'avait pas connu le premier régime de *prazos*, seulement celui des compagnies après sa soumission au début du XX^e siècle, mais qui malgré cela, fut une des régions les plus brutalisées par la colonisation ; l'autre partie de la Zambézie comprise entre Quelimane et Moniga, zone qui connut les deux régimes des *prazos*, et beaucoup de métissage biologique et culturel, et avait été en contact avec les Portugais depuis le début du XVI^e siècle.

Ensuite, la disgrâce des Zambéziens ne date pas simplement du transfert de la capitale vers Lourenço Marques en 1907. Cela fut un coup fatal, mais les épreuves avaient débuté avec la fin officielle de l'esclavage en 1878 et l'arrivée du capitalisme des compagnies à partir des années 1890. Déchus et incapables de s'adapter si rapidement au nouveau système, les *prazeiros* auparavant puissants devirent de simples employés des compagnies. Le déclin vint aussi du fait que ces compagnies « modernes » ont exploité cette région de manière absolument « non moderne » et peu capitaliste, sans la mettre en valeur. Hormis quelques rares exceptions (la Sena Sugar Estates, par exemple qui avait construit 350 km de voie ferrée), ces compagnies n'investirent pas dans le développement local et la construction d'infrastructures comme le préconisait la loi de concessions, ni même dans la formation d'un personnel autochtone.

Comme on l'avait déjà dit, il n'y pas eu de mécanisation du travail en Zambézie et maintien d'un encadrement quasi-exclusivement européen jusqu'en 1975. Ce furent les bras africains qui produirent la richesse de ces compagnies à des salaires insignifiants, sans que des travailleurs indigènes soient formés. Bien qu'elle soit la province agricole la plus productive du Mozambique, la Zambézie n'avait pas d'infrastructures socio-économiques telles que des routes bien entretenues, des ponts, des écoles, des journaux, etc. Rappelons que jusqu'à la fin des années 1950, la Zambézie – une province plus grande que le Portugal – avait 36 écoles (la plupart de construction précaire, c'est-à-dire, de petites baraques et pleines de toutes sortes d'insuffisances) et 36 professeurs, deux collèges et aucun lycée pour une population de 1 164 182 habitants selon le recensement de 1950. Quant aux routes, par exemple, en 1962, la Zambézie avait seulement 65 km de routes asphaltées. Aucune route asphaltée reliant le sud et le nord de la province (Quelimane à Milange) fut construite. Pendant la saison des pluies, des régions entières restaient complètement isolées, la circulation automobile bloquée. En 1963, alors que des tonnes de riz étaient disponibles dans le district de Zambézie, parce que les voies de communication étaient impraticables et rendaient impossible son acheminement jusqu'à Quelimane, la ville fut obligée d'importer du riz depuis Lourenço Marques¹⁷². En 1973, lors de l'approbation du dernier plan de développement de l'ère coloniale, la Zambézie était le district le moins bien loti avec seulement 165,6 km de routes asphaltées.

En bref, ce qu'il faut retenir de cette première partie, c'est que la Zambézie, bien qu'elle ait été une région de « vieille » colonisation et une zone côtière, ne fut que tardivement ravagée par l'esclavage (XIX^e siècle), si l'on compare à d'autres régions du « vieux » Moçambique, telles les îles de Moçambique et du Ibo (XVII^e siècle). Les « vieilles » élites zambéziennes furent ainsi prises par surprise par l'arrivée du capitalisme, et se montrèrent incapables d'en devenir des acteurs majeurs. Mais ce capitalisme colonial, contrairement à ce qu'avaient prévu les autorités, était tout sauf modernisateur : ses acteurs principaux (les compagnies), dont les sièges sociaux se trouvaient à Londres, Lisbonne ou Paris, avaient estimé rentable de se greffer sur une situation juste post-servile, développant ainsi une croissance péri-capitaliste fondée sur le travail forcé et la corruption de l'administration de l'État, sans qu'aucune modernisation et mise en valeur des structures, de la région et de ses habitants n'en découle. La grande contradiction et impasse des

¹⁷² « Zambézia. O preço do Arroz », *Diário de Moçambique*, (Beira), n° 4452, 1963.

élites zambéziennes devenues une sorte de « Lumpen-élites » (au sens marxiste du processus)¹⁷³, est qu'elles expriment un mécontentement « anti-capitaliste » (contre le passage au capitalisme colonial), mais du point de vue de l'âge colonial précédent, mercantile et esclavagiste. C'est un mécontentement d'élite, mais aussi de marges incapables de se repositionner dans la nouvelle donne. L'implantation du capitalisme colonial tel qu'il fut mis en place en Zambézie est responsable du sentiment de frustration sociale et de jalousie de ces « Lumpen-élites », en particulier envers Beira et Lourenço Marques, car c'est essentiellement de là que vient leur marginalité politique, voire économique.

¹⁷³ Marx utilise le terme « Lumpen-prolétariat » pour désigner une « masse nettement distincte du prolétariat industriel, pépinière de voleurs et de criminels de toute espèce, vivant des déchets de la société, individus sans métier avoué, rôdeurs, gens sans aveu et sans feu, différents selon le degré de culture de la nation à laquelle ils appartiennent, ne démentant jamais le caractère de lazzaroni. », K. MARX (1850), *Les luttes de classes en France 1848-1850*, Paris, Éditions sociales, 1967, p. 35.

Deuxième partie

Séparation ou assimilation : quelle alternative pour la question coloniale ?

En 1962, lors de la formation du Front de Libération du Mozambique (Frelimo), aucun délégué ne vint de Zambézie. L'élite assimilée et créole, celle qui était autorisée par les Portugais à s'organiser en syndicats ou en associations n'a pas ou guère participé ni à la formation du Frelimo, ni à la lutte anticoloniale menée par ce mouvement.

Lorsque le Frelimo pénétra en Zambézie en 1964, il eût de grandes difficultés à mener la lutte contre le colonialisme portugais dans la province. De fait, huit mois après son arrivée, la lutte avait purement et simplement échoué et le Frelimo a dut se retirer. Cela ne signifie pas qu'aucun Zambézien n'a participé à la lutte armée, loin de là, mais que, d'après les sources officielles, la plupart de ceux qui y participèrent dans un premier temps désertèrent ensuite. En Zambézie, il n'y eut pas de mouvement politique structuré de contestation du colonialisme, ou demandant l'indépendance du Mozambique, ou même de la seule Zambézie. Que s'est-il donc passé ?

Quelles sont les raisons expliquant que l'élite zambézienne ait été « dépassée » par le nationalisme du Frelimo ? Pourquoi, pendant les dix ans de lutte anticoloniale n'y eut-il pas de grandes contestations ou de révoltes dans les plantations et dans les zones rurales, ni dans les zones urbaines qui eussent pu remettre en cause la structure coloniale ? Pourquoi l'élite zambézienne, dans sa contestation de la politique coloniale portugaise, a-t-elle toujours opté pour une critique assimilationniste et non point séparatiste ? Est-on en présence d'un effet du lusotropicalisme, résultant d'un long processus de socialisation et de convivialité avec les Portugais ? Pour ces derniers en effet, la Zambézie était la région la plus « portugaise du Mozambique », la province où l'intégration raciale entre les Noirs et les Blancs était un fait. Est-ce donc pour cela que le Frelimo eut beaucoup de problèmes pour y mener la lutte armée et

pour trouver des soutiens auprès des Zambéziens ? Les Portugais avaient-ils réussi à inculquer à l'élite zambézienne l'idée que cette province pouvait devenir un « petit Brésil » sans indépendance ?

Il s'agit par conséquent d'analyser les deux formes d'anticolonialisme observables au sein des élites mozambicaines pendant la période coloniale. L'une, qu'on appelle « assimilationniste » préconisait que le Mozambique ne fût plus une colonie, mais vraiment une partie intégrante du Portugal, plus exactement une espèce de Département d'Outre-mer du Portugal à l'instar des DOM français ; l'autre, l'anticolonialisme séparatiste, préconisait une rupture totale avec le colonisateur, soit l'indépendance du Mozambique. Le premier type d'anticolonialisme fut incarné notamment (mais pas uniquement) par l'élite créole et assimilée zambézienne (surtout de Quelimane) et le second, principalement, par le Frelimo.

Chapitre III - Le mouvement associatif et l'anticolonialisme assimilationniste en Zambézie. Les exemples de l'AAZ et de l'AHUZ

L'objectif de ce chapitre est, d'abord, selon une perspective socio-historique, de retracer l'histoire des élites zambéziennes, de la vie créole et associative, de leur vision et de leur conception de la société, et les rapports qu'elles ont entretenues avec l'État colonial. Il s'agit également de comprendre les raisons pour lesquelles l'élite assimilée et créole, qui était autorisée par les Portugais à s'organiser en associations n'a pas ou guère participé ni à la formation du Frelimo ni à la lutte anticoloniale menée par ce mouvement. Il ne s'agit pas de faire coté africain, une sociologie des associations, telle qu'ont pu la développer coté européen, d'autres auteurs¹. Il s'agit simplement, par le biais des associations, de comprendre tant la vie créole et le rapport à l'État, que la composition sociale de l'élite zambézienne. Par « association », on comprendra, l'action de se réunir durablement et, par extension, tout groupement d'individus unis dans un but déterminé².

Pendant la période coloniale seuls les *civilizados*, « civilisés » (Européens, Chinois, Indiens, métis reconnus comme tels, assimilés), avaient le droit de former des associations. Selon la loi, les indigènes, sujets au régime de tutelle administrative, n'avaient aucun des droits politiques et civils réservés aux « civilisés », dont celui de l'association. Ainsi en Zambézie par exemple, l'*Associação de Socorros Mútuos* « A Quelimanista » (Association des Secours Mutuels « Quelimanista ») et le *Clube Recreativo e Excursionista* « Os Unidos » (Club de Loisirs et

¹ Pour une étude approfondie des associations, voir A. MEISTER, *Vers une sociologie des associations*, Paris, Éds. Économie et Humanisme, 1972 ; C. DEBBASCH, J. BOURDON, *Les associations*, Paris, PUF, 1985.

² A. AKOUN, P. ANSART, *Dictionnaire de sociologie*, Paris, Seuil, 1999, p. 40.

Randonnée « les Unis ») créés par des groupes d'indigènes se virent refuser leur autorisation par l'État en 1943³.

Deux figures du milieu associatif local peuvent être considérées comme archétype de l'élite zambézienne de l'époque. Il s'agit de José Júlio Roldão, métis, de l'*Associação Africana de Zambézia* (AAZ) et d'Arrone Fijamo Cafar, noir, membre de l'*Associação Humanitária Africana da Zambézia* (AHUZ). Il s'agit des figures les plus connues du milieu associatif zambézien et dont, par ailleurs, les pensées et personnalités, sont faciles à analyser, car ils ont laissés beaucoup d'écrits. De plus, ils ont, de fait, dirigé, les associations autochtones les plus importantes de la Zambézie.

Ils faisaient tous deux partie de la génération de notables *post-prazos*, archétypes d'une génération qui n'avait plus d'*Achikundas* et n'habitait plus dans une *aringa* ni dans des *luanes*. À la différence des anciens « seigneurs », cette génération ne possédait pas non plus, de grandes propriétés foncières. Il s'agissait donc, d'une strate sociale très affaiblie et moins puissante que les anciens emphytéotes, et habitant dans la ville. Ils étaient surtout des bureaucrates, des petits propriétaires, des commerçants, etc. Ils dépendaient surtout de l'État pour vivre. Ils étaient les fils des nouveaux concessionnaires, des anciennes *prazeiras* ou de la nouvelle vague de Portugais arrivés au Mozambique à la fin du XIX^e et au début du XX^e. Ils étaient le résultat des métissages entre ceux-ci et les *Nhanhas* et *Sinharas*, ou, dans une plus faible mesure, les fils de la petite aristocratie noire.

On abordera en premier lieu l'AAZ, la plus importante association de type mutualiste et récréative zambézienne, et son principal dirigeant, José Roldão. On étudiera ensuite l'AHUZ, association résultant d'une scission au sein de l'AAZ, et Arrone Fijamo, son dirigeant le plus éminent. Ce biais associatif est une des voies les plus sûres pour comprendre les rapports entre l'élite zambézienne et l'État colonial et pour discerner les points de vue de la première sur le colonialisme.

³ AHM/ADMINISTRAÇÃO CIVIL. Agremiações Regionais de Recreio, Defesa e Estudo. Associações Desportivas, Recreativas e Culturais, 1941-1965, *Assunto : Clube Recreativo e Excursionista "os Unidos", 1942-1943*, Lourenço Marques, 14 janvier 1943, Caixa 20.

1. À l'avant-garde de l'anticolonialisme assimilationniste, l'Association Africaine de Zambézie

L'Association Africaine de Zambézie (AAZ) fut l'exemple le plus paradigmatique de l'anticolonialisme assimilationniste dans cette région. Son histoire se confond avec celle de José Roldão son dirigeant le plus représentatif. Elle se confond aussi avec celle de la société métisse et créole zambézienne tant il est difficile de comprendre l'une sans l'autre.

A. Naissance, organisation et fonctionnement

Sans en indiquer les dates de création, mais citant un manuscrit d'Arrone Fijamo (*Fragments da História Social da Zambézia*), le sociologue mozambicain Carlos Serra affirme qu'avant la formation du *Grémio Africano de Quelimane* (Groupement africain de Quelimane) en 1925, les Noirs et les métis avaient à Quelimane deux clubs de carnaval : la *Recreativa* (la Récréative) et la *Milagrosa* (la Miracleuse). La première regroupait les « Noirs civilisés » et les « métis mal acceptés » et la seconde regroupait essentiellement les métis et parfois les Noirs de lignage reconnu, lettrés et aux us et coutumes acceptables⁴. Ce que l'on peut supposer, est que ces associations n'avaient pas d'existence juridique, tolérées en tant que sociétés informelles d'autochtones pour le carnaval.

De même, bien avant le *Grémio Africano de Quelimane*, à une date incertaine en raison du manque d'informations, aurait existé une association dénommée « *Liga Colonial* » ou « *Grémio Africano de Quelimane do Bonifácio de Sousa e outros ilustres Zambezianos* »⁵. Cela semble une association de Blancs du Mozambique (d'où le mot « *Africano* »).

⁴ C. SERRA, *De la gestion de corps à la gestion des mentalités en Zambézia, Mozambique (1890-1983). Rapports de domination, conformisme et déviance politiques*, Thèse de doctorat en sociologie, École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris, juin 1995, p. 525-526.

⁵ A. ROCHA, *Associativismo et Nativismo em Moçambique. Contribuição para o Estudo das Origens do Nacionalismo moçambicano (1900-1940)*, Maputo, Promédia, p. 262-263.

De Grémio Africano de Quelimane à l'Associação Africana da Zambézia

L'Associação Africana da Zambézia (Association africaine de Zambézie), ancien Grémio Africano de Quelimane, la plus importante association des créoles zambéziens, a été créée en 1925 et légalisée par l'arrêté 1529 du 28 novembre 1931⁶. Selon ses membres, l'Association africaine de Zambézie était l'organisme officiel de représentation des autochtones de la Zambézie⁷.

Selon José Roldão, les fondateurs de l'AAZ ont été Alfredo João Couto, procureur judiciaire et son premier président, Manuel Cipriano Gonçalves, comptable de la mairie, Gilberto Piedade Gonçalves, Francisco António da Graça, Augusto José Pinto, David Rafael de Sousa, Joaquim Alexandre Magno, António Condillac de Rosário et son frère João do Rosário⁸. Mais certains considèrent Dona Artemisa Trindade, fille de Nazareth, propriétaire du *Prazo* Quelimane do Sal comme la fondatrice de l'Association Africaine de Zambézie, c'est pour cela qu'elle était surnommée « mère de l'Association africaine de Zambézie »⁹.

Selon ses statuts, le Grémio Africano de Quelimane poursuivait les objectifs suivants :

- « 1° Concourir dans toute la mesure du possible et dans son champ d'action, au perfectionnement moral et intellectuel des Africains, promouvant leur éducation civique, les éveillant au sentiment humanitaire et de citoyenneté ;
- 2° Prêter aux Africains en général, et à ses associés, en particulier, protection morale et matérielle, lorsque les circonstances le lui permettent.
- 3° Chercher par tous les moyens légitimes et possibles, à améliorer les conditions sociales des Africains, défendant leurs intérêts collectifs [...]
- 4° Offrir à ses associés des moyens de distraction et de récréation de façon à contribuer simultanément à leur éducation intellectuelle et physique. »¹⁰

Elle défendait aussi la coopération avec l'État portugais afin de « d'en recueillir plus d'avantages et de donner plus d'efficacité à la grande œuvre de la colonisation en Zambézie. »¹¹

⁶ *Boletim Oficial de Moçambique*, n° 48, 28 décembre 1931, in AHM/ADMINISTRAÇÃO CIVIL. Agremiações Regionais de Recreio, Defesa, Desporto e Estudo. Associações Desportivas, Recreativas e Culturais, 1931-1974, *Processo 27/55, Associação Africana da Zambézia, ex- Grémio Africano de Quelimane, 1931-1959*, Caixa 12.

⁷ « Grémio Africano de Quelimane », *O Brado Africano* (Lourenço Marques), n° 564, 4 juillet 1931.

⁸ J. J. ROLDÃO, « A propósito de uma entrevista », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n°283, 16 décembre 1961.

⁹ Entretien avec René Trindade, Quelimane, 30 novembre 2005

¹⁰ *Boletim Oficial de Moçambique*, n° 48..., *op. cit.*

¹¹ J. J. ROLDÃO, *Associação Africana de Quelimane. Sua fundação, aspirações e acção educativa na vida de Quelimane e em geral da Zambézia*, Quelimane, juillet 1942, in AHM/ADMINISTRAÇÃO CIVIL. Agremiações Regionais de

En ce qui concerne les catégories et les conditions exigées pour être membres, l'article 6 des statuts du Grémio Africano de Quelimane préconisaient l'existence de quatre catégories de membres : fondateurs, ordinaires, extraordinaires et méritants. Seuls les individus « Africains Portugais » pouvaient être admis comme membres fondateurs et ordinaires. Et était considéré Africain, tout individu descendant de pères africains ou seulement de père ou de mère africains¹² :

« 1° Sont membres fondateurs : les individus de tous sexes, aux conditions de l'article 6°, inscrits avant la publication officielle des présents statuts

2° Sont membres ordinaires : les individus de tous sexes, aux conditions de l'article 6°, admis après la publication de ces statuts.

3° Extraordinaires : les individus de tous sexes, qui, remplissant les conditions un et deux de cet article, ne remplissent pas ceux de l'article 6. »¹³

Selon les actes de la première réunion du Grémio Africano de Quelimane, il y avait au départ, quarante et un associés inscrits, vingt-cinq d'entre eux ayant été présents à la première séance. La liste des membres fondateurs présents à cette séance, illustre la composition sociologique des membres de l'Association africaine de Zambézie. On y trouvait :

António da Graça, commerçant ; Augusto José Pinto, agriculteur; Francisco Borges da Costa, employé de banque ; Caetano Miranda, Francisco Veloso da Rocha, João do Rosário, Filipe Cipriano Gonçalves, employés de commerce ; Alexandre Victor, Francisco da Costa Ferreira, Alfredo João do Couto, Inácio da Conceição Pereira, Antonio Condilac do Rosário, fonctionnaires; Francisco António da Graça et Manuel Filipe Cipriano Gonçalves, fonctionnaires de la mairie; José Peixoto Soares, Gilberto da Piedade Gonçalves, Joaquim Alexandre Magno, José Miguel Jeronimo et Francisco da Conceição Azevedo, cheminots ; Manuel Salvador, infirmier ; Manuel Lima Rodrigues, salarié industriel ; Sulemane Mamud Bay Ussene, propriétaire et agriculteur. Il y avait également Possidónio de Albuquerque Dias, Mário Miranda de Carvalho et Frederico Farinha da Conceição, qui présidaient cette première assemblée générale de l'AAZ¹⁴. Possidónio Dias était employé de banque, Mário Miranda de Carvalho et Frederico Farinha da Conceição étaient employés de commerce. Il s'agissait donc, d'Afro-Portugais et d'Afro-Goanais, avec une très petite minorité de Noirs.

Recreio, Defesa, Desporto e Estudo. Associações Desportivas, Recreativas e Culturais, 1931-1974, *Associação Africana da Zambézia, ex- Grémio Africano de Quelimane, 1931-1959*, Processo 27/55, Caixa 12.

¹² *Ibidem.*

¹³ *Ibidem.*

¹⁴ *Ibidem.*

En 1937, sous la contrainte de l'État nouveau établissant le corporatisme et restreignant désormais la dénomination « Grémio » aux seules organisations ou associations économiques, le Grémio Africano de Quelimane (GAQ) dut changer de nom et se renomma Associação Africana de Quelimane (AAQ)¹⁵. En août 1943 cette dernière devint l'Associação Africana da Zambézia (AAZ), s'élargissant à toute la province, mais ses objectifs continuèrent à être les mêmes¹⁶.

En 1959, soit tout à la fin de la période de l'indigénat, la *Direcção dos Serviços de Administração Civil* recommanda à l'AAZ de modifier dans ses statuts toutes les dispositions à caractère discriminatoire. Ainsi elle proposa dans certains cas le remplacement du terme « Africano » par « *Naturais do distrito* » (autochtones du district), ou par *associados* (associés) dans d'autres cas, ou encore d'effacer toute mention selon les cas¹⁷. Ainsi, furent effectués les changements de toutes les dispositions considérées comme discriminatoires.

La devise de l'AAZ « *Fé, União, Lusitanismo* » (Foi, Union et Lusitanisme) avait été imposée par le gouverneur Armando Pinto Correia en 1941¹⁸. Cette même année et par la même arrêté, ce gouverneur rendit également obligatoire de présenter toute correspondance envoyée et reçue, et tous discours et conférences que les associés voulaient prononcer ainsi que les reportages destinés à la presse¹⁹. Il avait demandé encore à l'Administrateur de Chinde de procéder de la même manière avec la délégation de l'*Associação Africana da Colónia de Moçambique* à Chinde²⁰. Il s'agissait ici d'une sévère politique de surveillance et d'assujettissement des activités des associations aux autorités portugaises. C'est donc, ce contexte de paternalisme autoritaire qui fut la toile de fond des rapports entre les associations et les autorités.

Une tentative gouvernementale d'élitisation de l'AAZ

Le 17 octobre 1941, le gouverneur Armando Pinto Correia informa la direction de l'AAZ, qu'il donnait un délai de 15 jours à ses membres de « race bantoue » non titulaires d'un certificat d'assimilation pour le requérir et prouver l'existence des conditions exigées par la loi pour être

¹⁵ J. J. ROLDÃO, *Associação Africana de Quelimane. Sua fundação, aspirações e acção educativa na vida de Quelimane e em geral da Zambézia...*, *op.cit.*

¹⁶ *Ibidem.*

¹⁷ AHM/ADMINISTRAÇÃO CIVIL. Agremiações Regionais de Recreio, Defesa, Desporto e Estudo. Associações Desportivas, Recreativas e Culturais, 1931-1974, *Associação Africana da Zambézia...* *op. cit.*

¹⁸ Circular n° 3 : 022/M/3, 29 octobre 1941, Ordem da Província da Zambézia n° 1, Secção 3, Política Indígena, Quelimane, 30 juin 1942, in *Colónia de Moçambique. Ordem da Província da Zambézia 1937-1943.*

¹⁹ *Ibidem.*

²⁰ *Ibidem.*

assimilé et donc membre de l'association. Il informa également qu'à partir du 2 décembre de cette année, l'AAZ devrait éliminer tous ses membres non métis ou Noirs sans certificat d'assimilation, car il était « illégal, de mauvaise politique et indésirable, pour la discipline mentale et sociale des autochtones, qu'il y ait des nivellements et des confusions entre les droits et l'action des assimilés et le régime de tutelle, dans lequel, pour leur bénéfice, se trouvent les éléments indigènes »²¹.

La direction de l'AAZ était de surcroît informée qu'après le 2 décembre, il lui était interdit d'ouvrir ses portes aux indigènes, à l'exception des serviteurs ou des *moleques* (garçons de course, homme de peine) identifiés auprès de l'*Agência da Curadoria* ; de plus, il était interdit de mener une quelque activité que ce soit auprès des Noirs non assimilés, et ces derniers ne devaient plus assister aux conférences ou colloques et autres types de sessions réalisés au sein de l'AAZ, sauf avec l'autorisation du gouvernement.

Il faut ici rappeler qu'en septembre 1941, le gouverneur de la province de Zambézie Armando Pinto Correia, avait envoyé un télégramme à tous les fonctionnaires de l'administration locale, dans laquelle il expliquait que l'État portugais reconnaissait aux métis les mêmes droits qu'aux Européens, et que de ce fait, ils étaient exemptés du certificat d'assimilation. Environ un mois plus tard, le même gouverneur ordonna à l'administrateur du *Concelho* de Quelimane, d'informer tous les individus noirs dotés des qualités exigées par la loi pour accéder au statut d'assimilé, de requérir le certificat d'assimilation²². En effet, dans le contexte local de « vieille colonisation », certains Noirs étaient notoirement assimilés et insérés à la société créole, sans avoir à souffrir l'humiliation de demander un certificat leur reconnaissant cette qualité. Il s'agissait là d'une tentative claire et délibérée du gouvernement de séparer ces Noirs des métis, afin de « diviser pour mieux régner », stratégie qui allait réussir quelques années plus tard avec la scission dans le mouvement associatif (cf. infra). Mais plus important encore, en poussant les « assimilés » de fait à requérir explicitement leur assimilation, l'administration d'une part se réservait le droit de la leur refuser et de les repousser dans l'indigénat, et interdisait toute fréquentation des associations par les indigènes, même alphabétisés, d'autre part.

José Roldão, futur président de l'AAZ, défenseur d'une séparation entre les Africains « évolués » et les Africains « non évolués » d'une part, et de la suprématie des métis à l'égard des Noirs de

²¹ Circular n° 2 : 890/B/11, 17 octobre 1941, *Ordem da Provincia da Zambézia...*, *op. cit.*

²² Circular n° 2 : 961/B/11, 24 octobre 1941, « *Ordem da Provincia da Zambézia ...*, *op. cit.*

l'autre, n'oubliera jamais ces « *Ordens de Serviço* » (Ordres de Service) du gouverneur Armando Pinto Correia, arrivant à affirmer que les natifs de Quelimane lui en étaient très reconnaissants²³. D'ailleurs, l'AAZ, en hommage à ce gouverneur considéré comme l'un des architectes de Quelimane en raison de sa défense des métis, allait lui construire un petit mausolée au cimetière de la Saudade dans cette ville²⁴.

Une Association pauvre

Bien que principale association des métis et assimilés zambéziens, l'AAZ avait très peu de moyens. Elle vivait de la charité du gouvernement et de celle des particuliers, même pour de petites réalisations. Par exemple, l'AAZ réalisait à son local des bals et des fêtes. Dans ces fêtes, considérées comme brillantes et de distinction, l'entrée était sur invitation et une tenue de rigueur exigée²⁵. Ces activités étaient élitaires et un quidam ne pouvait y entrer²⁶. De même, elle réalisait divers concours, tirages au sort, sessions de cinéma enfantin, matinées dansantes, gymkhana enfantin d'automobile, etc.²⁷ Mais la réalisation de ces activités banales dépendait énormément de l'aide ou de la bienveillance gouvernementale. Le cas de l'AAZ n'était pas une exception, car la plupart des associations du district de Quelimane vivaient également des faveurs de tiers.

Comparée aux associations autochtones les plus importantes de Lourenço Marques et de Beira, comme le *Grémio Africano de Lourenço Marques* et le *Grémio Africano de Manica e Sofala* respectivement, l'Association Africaine de la Zambézie était la plus pauvre. Les autres associations avaient au moins une publication, mais pas l'Association Africaine de Zambézie. Le *Grémio Africano de Lourenço Marques* publiait *O Brado Africano*, et le *Grémio Africano de Manica e Sofala*, *Voz Africana*. L'AAZ ne s'est jamais dégagée de la dépendance financière envers les autorités et son existence et fonctionnement en furent énormément conditionnés. Par exemple, en 1968, très endettée et confrontée à de nombreux problèmes, l'AAZ dû avec l'autorisation du gouvernement zambézien, transformer temporairement son local en entrepôt de maïs afin

²³ J. J. ROLDÃO, « Dívida do Município a pagar a dois governadores e a uma figura da Igreja em Quelimane », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 410, 14 avril 1972.

²⁴ *Ibidem*.

²⁵ « Associação Africana », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 53, 10 août 1957.

²⁶ Entretien avec Teófilo Roldão, Quelimane, 27 novembre 2005.

²⁷ « Sessões culturais na Associação Africana da Zambézia », *Diário de Moçambique*, (Beira), n° 4846, 1 mai 1964.

de pouvoir rembourser ses dettes au Banco Nacional Ultramarino, entre autres²⁸. Cela est, un indice supplémentaire du degré de paupérisation de l'élite zambézienne, déchue après la fin des *prazos* et de la traite négrière.

B. José Júlio Roldão, figure de proue de l'Association Africaine de Zambézie

Une figure comme José Roldão n'est pas facilement analysable. En effet, celui-ci fut procureur judiciaire, journaliste, militant associatif.

Né en 1900, et fils de *nhanha* Júlia Ecenzio Roldão, originaire d'Inhassunge²⁹, et d'un Blanc métropolitain, dont le nom est resté inconnu, José Júlio Roldão devint une figure incontournable de la vie associative et politique zambézienne jusqu'à la fin du colonialisme. Marié à *Dona* Etelvina, une métisse née à Sena, il eut sept enfants, dont cinq filles et deux garçons, nommés Maria José, Maria do Carmo, Armanda Eduardo, Teófilo José, João José, Maria Júlia et Isaltina³⁰.

Il étudia dans une école missionnaire de jésuites à Quelimane³¹, formation qui influença énormément sa vie, faisant de lui un fervent catholique :

« Il était très catholique au point qu'il voulait que l'un d'entre nous soit prêtre, mais il n'a pas réussi à nous convaincre. Pour nous, il était un sacristain, il aidait le prêtre, tous les jours il allait à l'église [...] peut-être parce qu'il a étudié avec les prêtres, il a fait la quatrième année dans les Missions [...] Il aimait aider les autres [...] lorsque il a fait la quatrième année, il ne pouvait plus continuer mais comme il était dans les Missions, les prêtres l'ont aidé. Pour moi, il était un homme éclairé. »

Homme dévoué à la religion et à la famille, José Roldão était extrêmement rigoureux dans l'éducation de ses enfants et dans son rapport aux autres. Il essaya de transporter cette façon d'être à l'AAZ :

« Il était rigoureux, à l'heure du repas, nous devions tous être à table, gare à celui qui n'était pas là ! Il était rigoureux dans l'éducation des ses enfants, tous devaient aller à l'église [...], gare à

²⁸ « A câmara municipal autorizou que a Associação Africana armazenasse milho ensacado na sua sede », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 288, 7 février 1968.

²⁹ Sur la mère de José Roldão, voir « Dona Júlia Roldão », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 148, 13 juin 1959.

³⁰ Entretien Teófilo Roldão, Quelimane, 27 novembre 2005.

³¹ J. J. ROLDÃO, « Epistolas », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 205, 16 juillet 1960.

celui qui n'y allait pas [...], mais également nous avions droits aux primes [...] il nous a scolarisés jusqu'à au bout de ses forces. N'importe lequel d'entre nous put aller à l'université... »³².

Sur proposition de Francisco Gavicho de Lacerda, un *muzungo* portugais résident en Zambézie, il fut nommé membre de la *Sociedade de Geografia de Lisboa*, (Société de Géographie de Lisbonne)³³, dont il possédait la médaille³⁴.

En tant que journaliste, José Roldão fut collaborateur du *Brado Africano*, *Notícias*, *Guardian*³⁵, *Oriente*, *Africa*, *Voz Africana*, *Voz da Zambézia*. À l'étranger, il fut collaborateur de la revue *Angola*, de la *Liga Nacional de Luanda*³⁶. Selon le journal *Voz Africana*, dans un article signé de Karel Pott, autre figure importante du monde associatif pendant la période coloniale, F. Baganha, pseudonyme que José Roldão utilisait parfois pour signer ses articles, faisait partie de la catégorie des journalistes africains du Mozambique les plus importants à l'époque, au côté de Carlos Albasini, Rui de Noronha, Gastão Dias Morgado, Miguel da Mata, Francisco Dias Morgado, Alfredo Guimarães³⁷, tous établis à Lourenço Marques ou Beira.

F. Baganha alias José Roldão, a travaillé dans la firme Tayob Adam Katchi (à l'époque un des hommes d'affaires les plus importants de Quelimane), qui fut son premier emploi. Ensuite il travailla à la mairie de Quelimane, où il connut un des moments les plus difficiles de sa vie, car il y fut accusé de détournement de fonds et fut déporté en Angola. C'est à son retour d'Angola que son implication dans la vie associative allait commencer.

José Roldão et l'Association africaine de Zambézie

Il devint président de l'Association africaine de Zambézie en mai 1941 et le resta pendant environ dix-huit années consécutives. C'est sous sa direction que cette association connut son plus grand rayonnement, mais aussi une de ses crises majeures. Auparavant, il avait été

³² Entretien avec Teófilo Roldão, Quelimane, 27 novembre 2005.

³³ Créée le 10 novembre 1875 par d'éminentes figures du Portugal colonial telles António Enes, Manuel Pinheiro Chagas, la *Sociedade de Geografia de Lisboa* avait pour but de promouvoir et d'aider au progrès des sciences géographiques et autres. Elle a publié entre autres, la revue *Boletim da Sociedade de Geografia de Lisboa*.

³⁴ J. J. ROLDÃO, « A batalha de Namacurra », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 206, 23 juillet 1960.

³⁵ Le *Guardian* était un journal mozambicain de langue anglaise.

³⁶ F. BAGANHA, « Crónica de Quelimane », *Voz Africana* (Beira), n° 16, 30 avril 1935. Voir également *Condolências, À sombra da cruz. Derradeira homenagem à José Júlio Roldão*, Quelimane, mai, 1978.

³⁷ K. POTT, « Um aniversário », *Voz Africana* (Beira), n° 38, 31 décembre 1956.

président du *Grupo Desportivo O Quelimanense*, à « l'époque où cette organisation n'avait ni statuts, ni siège »³⁸.

Lorsque José Roldão prit la direction de l'AAZ en 1941, cette association vivait dans de grandes difficultés, ou comme disait un des adhérents, Mário Miranda de Carvalho, elle « végétait »³⁹. Selon Roldão, l'AAZ en comparaison avec d'autres clubs de Quelimane, était la plus misérable et son siège constituait une insulte à la dignité des autochtones de la ville, tout cela par la faute de ses membres et non des directions antérieures⁴⁰. En effet, selon Roldão les membres ne respectaient pas leurs engagements envers elle et ne payaient pas leurs cotisations⁴¹.

Dès sa nomination, José Roldão introduisit les *Sessões Culturais* (Sessions Culturelles), dénommés « *Cinco minutos de debate entre os associados* » (Cinq minutes de débats entre les adhérents), dont la première session se tint le 22 juin 1941. Selon Roldão, avant l'introduction de « Sessions Culturelles », la vie de l'AAZ se résumait aux jeux de cartes, à la musique et à la danse⁴².

Les thèmes débattus dans ces « Sessions Culturelles » portaient sur les maladies, sur les devoirs de la femme dans la société africaine, sur la vie de l'association elle-même, etc⁴³. La réalisation de ces conférences fut possible grâce à l'aide financière du gouverneur de la province de la Zambézie notamment, Armando Pinto Eduardo Correia⁴⁴.

Dans les années soixante, les « Sessions Culturelles » de l'AAZ portèrent plus sur la nécessité de l'unité nationale, sur les décolonisations en Afrique, etc. Par exemple, lors de la session du 9 septembre 1960, furent abordées les questions suivantes : la répercussion des événements d'Afrique à Lisbonne, présenté par Gentil Santos; la nécessité de l'instruction, présenté par

³⁸ J. J. ROLDÃO, « A propósito de uma entrevista. Chutando...a bola », *Voz Africana*, (Beira), n° 82, 15 décembre 1952. Voir également *O Brado Africano* (Lourenço Marques), n° 1486, 11 octobre 1952.

³⁹ « Associação Africana de Quelimane : Sessões culturais- cinco minutos de conversa entre os associados », in *O Brado Africano* (Lourenço Marques), n° 1025, 9 août 1941.

⁴⁰ « Associação Africana de Quelimane », *O Brado Africano* (Lourenço Marques), n° 1023, 19 juillet 1941.

⁴¹ *Ibidem*.

⁴² *Ibidem*.

⁴³ *O Brado Africano* (Lourenço Marques), n° 1036, 10 janvier 1942; *O Brado Africano* (Lourenço Marques), n° 1037, 24 janvier 1942; *O Brado Africano* (Lourenço Marques), n° 1038, , 31 janvier 1942

⁴⁴ J. J. ROLDÃO, *Associação Africana de Quelimane, Sua fundação, progresso, aspirações e acção educativa na vida educativa de Quelimane e em geral da Zambézia*, Quelimane, juillet 1942, in AHM/ADMINISTRAÇÃO CIVIL, *Agremiações Regionais de Recreio, Defesa, Desporto e Estudo. Associações Desportivas, Recreativas e Culturais, 1931-1974*, op. cit.

Humberto Gonçalves ; la femme portugaise en Afrique, présentée par Edma Santana Afonso; et la Zambézie et l'unité nationale présenté par Victor dos Santos⁴⁵.

C'est sous son mandat que le siège de l'AAZ fut construit. Il sillonna diverses régions du pays pour y arriver car l'AAZ seule n'était pas en mesure de le construire. En février 1948, il alla à Lourenço Marques en discuter avec le gouverneur général Gabriel Maurício Teixeira⁴⁶.

De même, c'est pendant cette période que le nombre d'adhérents allait croître. En effet, en 1941, l'AAZ comptait 86 membres, parmi lesquelles il y avait 68 métis, cinq assimilés, dix Européens et trois Indiens⁴⁷. En 1957, ce nombre avait presque doublé, l'AAZ comptait 148 membres⁴⁸.

Mais en 1959, José Roldão se trouva face à une des crises majeures de l'AAZ. Un groupe de jeunes dirigé, entre autres par Júlio Ribeiro Artur, António Ruas et Carmo Gomes, contesta sa direction, l'accusant de mauvaise gestion et de despotisme. Un audit des comptes de l'AAZ fut commandité. José Roldão fut également accusé par ce groupe d'avoir transformé l'AAZ en un département de l'État et en une association élitiste :

« L'AAZ a été pendant très longtemps sous la présidence de José Roldão. Il se joignait aux Portugais pour voir s'il arracherait certains bénéfices pour la Zambézie, de telle façon qu'il avait transformé l'association en un organisme de l'État, une Direction de l'État. Plusieurs membres ont quitté l'association [...]. Dans les années cinquante et soixante, avec Carmo Gomes, nous avons créé un mouvement pour prendre en main la direction de l'association, parce qu'elle avait moins de membres [...], personne ne s'entendait avec Roldão. Nous avons eu beaucoup de problèmes avec les doyens [...] Nous n'étions pas satisfaits de l'orientation que l'association avait prise. Au temps de Roldão, il y avait de l'élitisme. Il y avait deux classes d'associés : ordinaires et extraordinaires. L'associé extraordinaire ne pouvait pas être élu. »⁴⁹

Ernesto Santana Afonso, un des amis fidèles de José Roldão réfuta ces accusations, affirmant que c'était grâce à la direction de celui-ci que l'AAZ avait pu construire son siège, une tâche qui avait demandé beaucoup de travail, d'effort et de sacrifice, ce dont très peu de gens étaient capables⁵⁰. Ce à quoi, Júlio Ribeiro Artur répondit :

⁴⁵ « Associação Africana da Zambézia », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 212, 3 décembre 1960.

⁴⁶ « Figuras de destaque », *O Brado Africano* (Lourenço Marques), n° 1269, 14 février 1948.

⁴⁷ J. J. ROLDÃO, *Associação Africana de Quelimane. Sua fundação, progresso, aspirações e acção educativa na vida educativa de Quelimane e em geral da Zambézia...*, *op. cit.*

⁴⁸ E. A. JANEIRO, « Associação Africana ou associação mista »..., *op. cit.*

⁴⁹ Entretien avec António Ruas, Maputo, 6 janvier 2006.

⁵⁰ « Eleições na Associação Africana da Zambézia », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 129, 31 janvier 1959.

« Nous ne sommes pas ici pour faire la guerre. Non ! [...] Nous voulons juste élire une direction qui va travailler et s'intéresse à la collectivité [...]. Que l'œuvre est grande c'est sûr, qu'elle a exigé beaucoup d'effort, cela est également vrai, mais en quinze années de gestion, avec une grande dette qui pèse sur l'organisation, après avoir reçu plusieurs dons et subsides du gouvernement et de particuliers, cela nous semble peu. »⁵¹

La réponse de José Roldão ne tarda pas. Selon lui, Júlio Artur était bien malheureux dans sa contestation. Il n'était pas la personne la plus indiquée pour intervenir dans le débat car il n'était pas membre de l'AAZ ou si un jour il l'avait été, il y avait au moins sept ans qu'il ne payait plus ses cotisations. Donc, il lui manquait l'autorité morale pour dire quoi que ce fût. Roldão se disait victime de diffamation par un groupe d'ambitieux qui voulaient s'emparer de l'AAZ et ensuite se servir d'elle comme tremplin pour obtenir une promotion sociale et économique, alors que lui avait toujours travaillé d'une façon désintéressé pour la communauté⁵².

Néanmoins, c'est une nouvelle direction dirigée par Julio Ribeiro Artur et João Virgílio Fernandes, président et vice-président respectivement, qui fut élue. Ce dernier également figure importante de l'AAZ, était entré souvent en conflit avec José Roldão. Surnommé « Capé », il était métis, fils d'un Blanc d'origine portugaise et d'une *nhanha* zambézienne. Sur le plan professionnel, il était électricien et fonctionnaire aux Serviços Municipais de Água e Electricidade (Services municipaux de l'Eau et de l'Électricité (SMAE). Il était correspondant de l'agence Lusitânia, collaborateur du journal *União*, et membre de l'União Nacional⁵³, le parti officiel du régime salazariste :

« Il y a eu des disputes entre mon père [José Roldão] et Capé [Virgílio Fernandes]. Ils se sont disputés à cause du pouvoir [...] Capé travaillait aux SMAE, il avait plus d'argent parce qu'il était fonctionnaire, les autres non [...] Capé pouvait écrire au Portugal pour demander de l'aide, il était écouté [...]. Mon père est resté longtemps sans adresser parole à Capé. »⁵⁴

En 1963, Virgílio Fernandes devint célèbre pour avoir été le seul dirigeant de l'AAZ, et l'un des très rares dirigeants du mouvement associatif au Mozambique, à être reçu par António de Oliveira Salazar, le président du Conseil portugais. De même, il fut reçu en 1961-1962, par le ministre de l'Outremer, Adriano Moreira. Selon, le journal *Voz da Zambézia*, Virgílio Fernandes

⁵¹. *Ibidem*.

⁵² J. J. ROLDÃO, « Eleições na Associação Africana da Zambézia. Esclarecimentos de José Júlio Roldão », *Voz da Zambézia*, n° 130, Quelimane, février 1959.

⁵³ « Empossada nova comissão da União Nacional », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 287, 18 février 1962; « Novas comissões distrital e conselha da União Nacional », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 287 ..., *op.cit*.

⁵⁴ Entretien avec Teófilo Roldão, Quelimane, 27 novembre 2005.

put échanger avec ces deux dirigeants « des impressions sur des questions relatives à la Zambézie »⁵⁵. Il fut connu aussi, pour avoir réussi auprès des autorités centrales, à améliorer le sort de l'infirmier indigène, amenant à la révision de son situation. Toutes les disputes ne se résumaient pas qu'aux questions de pouvoir et de l'influence au sein de l'AAZ et de la société :

« Capé est allé une fois au Portugal et a été reçu par Salazar et il a parlé des injustices. Il a parlé des infirmiers et des professeurs indigènes et il a réussi à résoudre ce problème. Il était un individu lié à l'*União Nacional* mais chaque fois qu'il réussit ses contacts au Portugal, ce fut au bénéfice des Mozambicains. Roldão [aussi] a présenté au gouvernement divers plaintes contre la culture obligatoire du riz. Il s'agissait de deux individus qui utilisaient des stratégies différentes, ils ne s'étendaient pas bien. Capé s'intégrait au milieu colonial [...] il avait des facilités à pénétrer dans le milieu Portugais. »⁵⁶

Effectivement⁵⁵, bien intégré à la colonisation, Virgílio Fernandes offrit en 1959 ses services au commissaire de la police de Quelimane, Octávio Serra de Matos, pour lui transmettre des informations sur « tous ceux dont le gouvernement avait besoin »⁵⁷ et malgré quelques réserves, le commissaire le considérait comme un « *bom informador* » (bon informateur)⁵⁸. En échange, le gouvernement envoyait des prisonniers indigènes travailler gratuitement pour l'AAZ, et sponsorisait les fêtes, les bals, etc., réalisés par cette association⁵⁹.

Mais la nouvelle classe de dirigeants ne réussit pas non plus à améliorer la situation financière de l'AAZ et celle-ci continua à connaître des moments turbulents. Roldão revint à la tête de l'AAZ en 1961, exerçant les fonctions de président de l'Assemblée générale, poste auquel il restera longtemps⁶⁰. En 1973, José Roldão prit de nouveau la tête de l'AAZ, en devenant ainsi le dernier président.

Roldão et la question métisse

José Roldão fut aussi un défenseur acharné des métis. Pour lui, les mêmes droits et devoirs que ceux octroyés aux Blancs devaient être octroyés aux métis. À la différence des Noirs, les métis ne

⁵⁵ « Virgílio Fernandes », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 36, 3 août 1963.

⁵⁶ Entretien avec António Ruas, Maputo, 6 janvier 2006.

⁵⁷ O. Serra de MATOS, *Associação Africana da Zambézia*, in IANTT/SCCIM/AC/3, Processo 34, Quelimane, 3 août 1960, Caixa 373.

⁵⁸ *Ibidem*.

⁵⁹ *Ibidem*.

⁶⁰ La tradition portugaise du droit des associations divise toujours la direction en trois corps distinct : la Mesa da Assembleia geral (bureau de l'Assemblée générale), la Direcção (direction, proprement dite) et le Conselho Fiscal (Comité de contrôle). Le bureau de l'assemblée générale définit l'orientation générale de l'association (mais n'as pas les moyens de l'appliquer), la Direction dispose des moyens de l'association mais n'en définit pas l'orientation. Cette structuration lourde est source de multiples conflits et source de manipulations.

devaient pas être soumis aux certificats d'assimilation. La préoccupation de José Roldão sur la condition des métis prit une place plus importante à partir de 1954. En effet, cette année-là, le décret 39 666 du 20 mai 1954 promulgua le nouveau Statut des Indigènes Portugais des Provinces d'Outre-mer de la Guinée, de l'Angola et du Mozambique. Comme le précédent de 1926, ce Statut établissait les conditions de perte de l'indigénat et de l'accession à la citoyenneté. Mais, les exigences pour l'assimilation devinrent encore plus difficiles qu'auparavant. En particulier, les métis perdirent le droit d'être assimilés « par nature », ce que, on l'a vu, le gouverneur de Zambézie, Armando Pinto Correia, en 1941 avait garanti. En 1954, les métis étaient désormais soumis aux mêmes exigences que les Noirs. En effet, la qualité de « civilisé » n'était plus considérée comme transmissible par héritage, mais, l'assimilation devenait un processus purement individuelle, c'est-à-dire, que même si un Africain devenait assimilé, ses enfants étaient considérés comme indigènes. Un fils de métis (donc « civilisé ») devait prouver son assimilation, un fils de Noir à plus forte raison. José Roldão n'accepta pas se battre pour modifier la législation.

Pour Roldão, le problème des métis dans les années cinquante exigeait une solution immédiate et sans ambiguïté de façon à éviter des révoltes et des mécontentements qui pouvaient mettre en danger la « civilisation latine » en Afrique⁶¹. Selon lui, le mépris des métis pourrait être de conséquence imprévisible, car seraient instrumentalisés par les ennemis du Portugal et incités à se rebeller contre la patrie⁶². Au lieu de mépriser le mulâtre en l'assimilant à l'indigène, l'administration coloniale devait au contraire le préparer afin qu'il puisse mieux s'insérer dans la culture occidentale, pérennisant de ce fait la civilisation lusitanienne⁶³.

Dans *Voz da Zambézia* du 1^{er} décembre 1956, Roldão revint encore une fois sur la question du décret 39 666 et se demanda s'il était possible de « mépriser le métis, le laissant en marge, le nivelant juridiquement au niveau de l'indigène rustre, sans mauvaise conscience ? »⁶⁴. Selon Roldão, il n'y avait aucune raison de cataloguer les métis comme indigènes, car le métissage avait déjà fait ses preuves en Zambézie, avec l'émergence de figures éminentes telles que João Bonifacio da Silva, ancien propriétaire des *prazos* Licungo et Macuse et « seigneur » des *achikundas* de la Maganja da Costa, qui s'était fait remarquer pour avoir battu Mussa Quanto à

⁶¹ J. J. ROLDÃO, « A verdade », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 10, 6 octobre 1956.

⁶² *Ibidem*.

⁶³ *Ibidem*.

⁶⁴ J. J. ROLDÃO, « Ainda o problema da mestiçagem », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 18, 1 de décembre 1956.

Angoche, y hissant le drapeau portugais ; Romão de Jesus de Maria, propriétaire du *prazo* Marral, homme de « grands services » pour la patrie portugaise, qui s'était distingué pour avoir aidé João de Azevedo Coutinho dans la conquête de la Zambézie ; et Romualdo Patrício, lieutenant de l'artillerie, alors commissaire de la police de Quelimane, dont l'action remarquable fut la fondation de la première école privé de Quelimane⁶⁵. Ces exemples, étaient, aux yeux de Roldão, suffisants pour montrer que les métis étaient aussi capables que les Blancs, et qu'il n'y avait aucune raison de les classer comme indigènes.

Mais ce fut sa lettre ouverte adressée au ministre de l'Outre-mer et publiée dans *O Brado Africano* du 27 juin 1959⁶⁶, qui allait accélérer la suite des événements⁶⁷. Selon Roldão, indépendamment même de la situation dégradante, ainsi créée, nivelant les métis au niveau des indigènes, le décret 39 666 était plein d'incohérences. Par exemple, l'exigence faite à un Africain « évolué », de prouver désormais qu'il gagnait suffisamment sa vie – 1000 a 2000 escudos – pour se maintenir « civilisé ». Ou encore, le refus que soient inscrits à l'état civil, les enfants d'un homme qui avait déjà obtenu sa lettre d'*alforria* (lettre d'affranchissement), sous prétexte que ses enfants gardaient l'épithète d'indigène en vertu de la nature désormais strictement individuelle de l'assimilation⁶⁸. De même, ce décret allait contre les principes du Congrès Colonial de 1900, réuni à Marseille, où avait été décidée, l'assimilation juridique du métis aux Européens, tant du point de vue civil qu'en matière criminelle⁶⁹.

Suite à cette lettre, le 2 juillet 1959, le gouvernement du Mozambique demanda la réalisation d'une étude à soumettre à l'appréciation du ministre de l'Outre-mer. Il demanda aussi que soient apportées des propositions concrètes pour améliorer les dispositions du décret 39 666⁷⁰. L'histoire rattrapa la lenteur bureaucratique des démarches engagées. En effet, le début des luttes armées entraîna la révocation du Statut de l'Indigénat⁷¹ pour toutes les possessions portugaises en Afrique. Elle fut évidemment saluée par José Roldão qui la considéra comme un pas en avant dans le processus de construction d'une société multiraciale en Afrique coloniale

⁶⁵ *Ibidem*.

⁶⁶ Cette lettre est apparue également dans l'édition du journal *Voz da Zambézia* le 27 juillet 1959.

⁶⁷ AHM/DSNI, *Assunto: Informação n° 59/M/3 de 8/7-59, sobre: O Estatuto dos Indigenas Portugueses e a Carta Aberta dirigida por José Julio Roldão, a sua Excia o Ministro do Ultramar, publicada em "O Brado Africano" de 27 de junho de 1959*, Lourenço Marques, 1959, Caixa 1627.

⁶⁸ *Ibidem*.

⁶⁹ *Ibidem*.

⁷⁰ *Ibidem*.

⁷¹ MINISTÉRIO DO ULTRAMAR, *Revogação do decreto-lei, n° 39 666, que promulga o estatuto dos indigenas portugueses das províncias da Guiné, Angola e Moçambique, decreto-lei n° 48 893*, Lisbonne, 6 septembre 1961.

Portugaise, « où il n’y avait jamais eu de conflits raciaux, et que cela constituait une gifle pour tous ceux qui attaquaient le Portugal, l’accusant de racisme »⁷².

Le décret de septembre 1961 mit fin aux restrictions spéciales relatives aux droits des indigènes, leur attribuant théoriquement la plénitude des droits reconnus aux Portugais. Le livret indigène (auparavant, l’indigène n’avait pas droit à une carte d’identité similaire à celle des Blancs ou des assimilés mais seulement à une *caderneta indígena*) fut remplacé par la carte d’identité. Cependant, la révocation du statut d’indigène ne supprima pas complètement l’indigénat, car la distinction entre le « droit coutumier » et le « droit écrit portugais » fut maintenue⁷³.

L’attitude de Roldão de vouloir donner un statut privilégié aux métis au détriment des noirs créa un certain fossé entre ces deux groupes zambéziens. Mais, plus important encore, elle a coûté cher aux métis zambéziens à l’indépendance. Ceux-ci, accusés d’élitisme et de racisme, furent alors durement persécutés par le nouveau régime (voir chapitres V et VII). De ce fait, il faut souligner que la « question métisse » est encore aujourd’hui d’actualité à Quelimane. Plusieurs Zambéziens se plaignent de ce qu’ils appellent la « mulâtrisation » des institutions, surtout les institutions privées, comme l’atteste ce témoignage :

« ...Dans les institutions bancaires la plupart de ceux qui y travaillent sont des mulâtres. Je me rappelle de la Banque Expresso, tous ceux qui y travaillaient étaient des mulâtres [...] mais je pense que les gens ont réclaté et les responsables de la Banque ont mélangé un peu. Figure-toi que s’il y a deux personnes à prétendre au même poste, ce sera le mulâtre qui sera pris. À la *Casa de Fruta* [un magasin] il n’y que des mulâtres qui y travaillent, surtout à la caisse [...], Noir il y a peut-être un seul. Cela se voit plus dans les institutions privées... »⁷⁴.

Roldão et l’anticolonialisme assimilationniste

Il y avait chez José Roldão, trois valeurs importantes auxquelles tout homme « dans la vraie acception du terme » devait aspirer et pour lesquelles il devait se battre : la famille, la patrie et la religion.

Né au début du XX^e siècle, Roldão avait vécu les dernières années de la monarchie, de laquelle, il gardait de bons souvenirs et dont il était admirateur. Il avait vécu avec tristesse la mort du roi

⁷² J. J. ROLDÃO, « Revogação do estatuto dos indigenas como consequência da evolução Portuguesa », *Diário de Moçambique* (Beira), n° 3906, 9 septembre 1961.

⁷³ M. CAHEN, « L’État Nouveau et la diversification religieuse au Mozambique, 1930-1974. I. Le résistant essor de la portugalisation catholique (1930-1961) » ..., *op. cit.*, p. 342.

⁷⁴ Entretien avec Maria Genoveva, Quelimane, 4 décembre 2004.

Dom Carlos I et de son fils, le prince Dom Luís en 1908, qu'il avait connus lors de leur visite à Quelimane (cf. chapitre II)⁷⁵.

José Roldão avait vécu aussi les Première et Deuxième Guerres mondiales, et l'*Estado Novo* (l'État Nouveau) dont, il était aussi grand admirateur ainsi que de ses principales figures : António de Oliveira Salazar et António Oscar de Fragoso Carmona. Selon lui, Salazar et Carmona étaient les sauveurs de la patrie, les guides du « vaisseau » portugais, ce sont eux qui avaient redonné vitalité et dignité au Portugal dans le monde entier. C'est Salazar qui avait épargné au Portugal la grande guerre de 1939-1945 ; celui qui, ayant trouvé le pays dans une situation économique catastrophique en 1926, avait équilibré le budget de l'État, avait mit fin au déficit et rétabli l'ordre. Toujours selon lui, c'était également grâce à Salazar que les territoires nationaux de la Companhia do Niassa et ceux de la Companhia de Moçambique avaient été réintégrés à la souveraineté nationale, ce qui avait rendu possible la récupération du port de Beira et la nationalisation de son chemin de fer. La construction du chemin de fer de Tete ; l'acquisition d'une nouvelle centrale électrique pour la Zambézie et la construction du quai de Quelimane, etc., voilà quelles étaient certaines des actions de l'*Estado Novo*⁷⁶.

Roldão rêvait d'un « Grand Portugal », de l'Empire et d'une société multiraciale où les Blancs, les métis et les assimilés, auraient le rôle divin de civiliser l'indigène. Pour Roldão, le Mozambique était inconcevable sans le Portugal et vice-versa. Il était prêt à se battre et à mourir pour que le Portugal colonial reste uni et indivisible.

Lorsque Roldão reprit à nouveau la direction de l'AAZ en 1951, il s'adressa au gouvernement en s'engageant à poursuivre la politique de coopération à la civilisation de l'indigène :

« L'AAZ continuera donc sa politique de coopération avec le gouvernement dans le rôle qui la touche, celui d'aider à la grande œuvre de colonisation et de civilisation de cette portion de l'Empire, cherchant toujours à être utile à la patrie et à la nation. »⁷⁷

L'AAZ exprima toujours un soutien au régime de Salazar, de telle façon qu'en 1957 elle reçut une médaille attribuée par le ministère des Affaires étrangères, destinée à récompenser toutes

⁷⁵ J. J. ROLDÃO, « No tempo das donas da Zambézia »..., *op. cit.*

⁷⁶ « Discurso de José Júlio Roldão em Magogoda, 27 novembre », *O Brado Africano* (Lourenço Marques), n° 1364, 31 décembre 1949.

⁷⁷ AHM/ADMINISTRAÇÃO CIVIL. Agrémiações Regionais de Recreio, Defesa, Desporto e Estudo. Associações Desportivas, Recreativas e Culturais, 1931-1974, *Carta dirigida ao Director Provincial dos serviços de Administração Civil da Zambézia por José Julio Roldão*, Quelimane, 22 février 1951, Caixa 12.

les collectivités qui avaient participé à la grande manifestation de 27 avril 1953 pour le 25^e anniversaire de l'ascension de Salazar au pouvoir⁷⁸.

C'est avec grande tristesse que Roldão suivit la perte de l'État Portugais de l'Inde (Goa, Damão et Diu) en décembre 1961. Pour lui, Nehru qui se disait pacifiste et défenseur des peuples opprimés, était simplement contre l'Occident, contre la civilisation latine. En Inde, poursuivit Roldão, le Portugal avait été victime d'une agression brutale, infâme et couarde de la part de Nehru⁷⁹. José Roldão avertit tous ceux qui éventuellement pensaient faire la même chose au Mozambique, que si une telle chose arrivait, « même les vieux comme lui étaient prêts à se battre pour garder cette petite portion du "Grand Portugal " »⁸⁰.

D'ailleurs, lorsque les guerres éclatèrent effectivement dans les colonies portugaises, José Roldão invita tous les Portugais à se battre pour la patrie. Selon lui, tout citoyen portugais indépendamment de sa couleur de peau devait se battre pour la patrie :

« Le service militaire est une obligation patriotique. Tout Portugais a le devoir de passer par les filières de notre l'armée [...] la nécessité de défendre la patrie contre les ennemis du Portugal au Mozambique, en Angola et en Guinée est incontestable. »⁸¹

Un de ses plus grands regrets était effectivement de ne pas avoir fait son service militaire, de ne pas avoir pu porter l'uniforme lusitanien. Il fera tout pour que son fils le fasse à sa place, pour qu'il honore la patrie :

« Lorsque j'avais dix-neuf ans, la première chose que mon père a fait a été de m'amener à l'armée, pour défendre cette patrie. Lui, dans sa jeunesse, n'était pas allé à l'armée ; à cette époque seuls les Noirs et les Blancs pouvaient y aller, pas les métis⁸². Il voulait faire de moi ce qu'il n'avait pu être. »⁸³

Lors de la bataille de Namacurra en 1918 contre les Allemands, en pleine Première Guerre mondiale, tous les hommes valides de la ville de Quelimane avaient été mobilisés pour défendre la patrie. José Roldão avait essayé de faire accepter son incorporation, mais, il était mineur et

⁷⁸ « Associação Africana da Zambézia », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 62, 12 octobre 1957.

⁷⁹ J. J. ROLDÃO, «Epistolas », *Voz Africana* (Beira), n° 103, 31 janvier 1962.

⁸⁰ *Ibidem*.

⁸¹ *Voz da Zambézia*, (Quelimane), 21 octobre 1970.

⁸² Les indigènes noirs étaient recrutés par l'armée coloniale, en tant qu'auxiliaire, selon les besoins du colonisateur. Mais ce dernier évitait de recruter les métis – dans la crainte permanente d'une « brésilianisation » – et même souvent les Blancs nés sur place. Les « exemptés » payaient un impôt, la *taxa militar*, qui les mettait en règle au regard des obligations militaires.

⁸³ Entretien avec Teófilo Roldão, 27 novembre 2005.

fut refusé⁸⁴. Né et éduqué comme Portugais dans une société profondément marquée par un long contact colonial, Roldão ne concevait pas le Mozambique sans le Portugal, ou le Portugal séparé de ses colonies, d'où son intransigeance envers tous ceux qui réclamaient l'indépendance. De même, choqué par certains événements dans les nouveaux pays Africains indépendants (la mort de Patrice Lumumba, les troubles au Ghana et la chute de Nkrumah, etc.), Roldão était sceptique quant à l'idée de l'indépendance. Pour lui, les Africains n'étaient pas encore prêts à se gouverner, à être indépendants :

« Comment donner l'indépendance aux peuples qui n'ont pas encore atteint la maturité de la civilisation (malgré le fait que quelquefois ce retard n'est pas de leur faute), sans valeurs morales, sans techniciens, sans commerce, ou industrie et agriculture organisé ? Plus encore : sans moyens financiers. Le résultat, mon fils, c'est ce que nous sommes en train de voir au Congo, où ils ont hissé Lumumba au poste de premier ministre, sans préparation technique ! Progresser oui, mon fils, mais dans la société, l'homme progresse grâce à sa formation morale, à sa préparation technique, à sa culture et à l'honnêteté. Lumumba n'a pas progressé, il a grimpé et comme lui manquaient les compétences, il a fini à porter préjudice à son pays. »⁸⁵

Il mettait également en garde tous ceux qui croyaient que l'attitude de la Russie et des États-Unis en faveur des indépendances africaines était favorable à leur libération, car cela était un mensonge. Pour José Roldão, « tandis que les États-Unis cherchaient un marché en Afrique, la Russie voulait dominer l'Afrique, pour ensuite y détruire le nom de Dieu »⁸⁶. Selon Roldão, il n'y avait ni chez les Russes, ni chez les Américains, pureté d'idéologie ou amour envers lesdits peuples exploités. D'un côté, l'esprit était simplement réduit au business et de l'autre, au génie du mal⁸⁷. Roldão demandait les raisons pour lesquelles, si la Russie voulait vraiment la libération des peuples dits colonisés, elle ne libérait pas les peuples de l'Estonie, de la Pologne ou de la Bessarabie⁸⁸ etc., qu'elle dominait⁸⁹. Au début de la guerre en Angola, contrarié non seulement de cette situation, mais aussi indigné que d'autres Africains parlent de l'indépendance, José Roldão affirmait ne pas comprendre les raisons de la guerre, car l'Angola était partie intégrante du Portugal et le Portugal était une patrie libre et indépendante, où l'on vivait mieux que dans certains pays africains déjà indépendants comme le Libéria et le Ghana⁹⁰.

⁸⁴ J. J. Roldão, « A batalha de Namacurra », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 206, 23 juillet 1960.

⁸⁵ J. J. ROLDÃO, « Epistolas », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 226, 10 décembre 1960.

⁸⁶ *Ibidem*.

⁸⁷ *Ibidem*.

⁸⁸ Région du sud-est de l'Europe partagée depuis 1991, entre la Moldavie et l'Ukraine.

⁸⁹ J. J. ROLDÃO, « Epistolas », *Voz da Zambézia*, n° 226, ..., *op. cit.*

⁹⁰ J. J. ROLDÃO, « A hora que passa », *O Brado Africano*, (Lourenço Marques), n° 1827, 24 mai 1961.

Aussi, dans son optique, se battre contre le Portugal n'avait-il de sens autre que l'ingratitude, car c'est le Portugal qui avait découvert les peuples de l'Afrique à l'état de sauvagerie et s'entretenant, les avait débarrassés des guerres tribales et leur avait assuré le bien être, les menant ainsi à la civilisation⁹¹. Pour José Julio Roldão, la colonisation portugaise malgré ses défauts, propres à la nature humaine, avait amené en Afrique seulement des bénéfiques⁹². Les Portugais étaient donc les messagers de la foi, de l'amour et de la fraternité en Afrique. Dieu avait donné au Portugal la tâche divine de conduire les peuples d'Afrique à la foi et à la civilisation. Le Portugal n'était pas en train de les coloniser ou de les exploiter comme le prétendaient certains⁹³. Mais toute œuvre de civilisation non fondée sur le christianisme était, d'après Roldão, condamnée à l'échec. Elle serait non seulement injuste, mais également créerait l'inquiétude, la révolte et l'incroyance chez l'indigène⁹⁴. Ne pas accomplir la tâche de civiliser l'indigène était, aux yeux de Roldão, une trahison de cette mission divine⁹⁵.

Roldão et l'action psychosociale

Le 7 juin 1961, José Roldão adressa une lettre au ministre de l'Outre-mer dans laquelle il offrait ses services à l'administration portugaise, pour tout ce dont elle pourrait avoir besoin. Cependant, les autorités portugaises se montrèrent méfiantes face à ce qu'elles ne vinrent pas comme une initiative personnelle de José Roldão, mais venant de certains éléments de la communauté blanche au Mozambique opposés au régime⁹⁶. Ces individus Blancs étaient soupçonnés d'être partisans de Humberto Delgado, un grand opposant au régime de Salazar. Selon le *Gabinete dos Negócios Políticos*, GNP (Bureau des Affaires Politiques) du ministère de l'outre-mer, le principal noyau qui soutenait l'offre de José Roldão était composé des éléments de l'Associação dos Naturais de Moçambique, une organisation de Blancs nés au Mozambique qui se prétendait de bienfaisance, de culture et de récréation, mais qui en réalité avait des prétentions politiques, et était susceptible de se présenter comme la principale force politique du Mozambique et d'imposer la mutilation de cette partie de l'Empire⁹⁷. Pour le GNP, il était

⁹¹ *Ibidem.*

⁹² *Ibidem.*

⁹³ J. J. ROLDÃO, « Fazei muita cristandade, fazei justiça », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 201, 18 juin 1960.

⁹⁴ *Ibidem.*

⁹⁵ *Ibidem.*

⁹⁶ GABINETE DOS NEGÓCIOS POLÍTICOS, *Carta enviada pelo sr. José Júlio Roldão, de Quelimane, à sua excelência o Ministro do Ultramar, oferecendo a sua colaboração*, Lisbonne, Informação Secreta n° 91, 1960-1961 [1960 (94 a 159), 1961 (5 a 251)], 11 novembre 1961, in AHU/MU/GM/GNP/SR164/PT.1, *Informações Secretas*.

⁹⁷ *Ibidem.*

étrange et suspect que José Roldão, un huissier judiciaire sans grande préparation académique ait, soutenu par ces éléments, offert sa collaboration au ministre de l'Outre-mer. Pour cela, le GNP recommandait une enquête discrète sur les personnes qui étaient derrière l'offre de José Roldão. Considérant aussi José Roldão comme personne non fiable, du fait probable des vexations qu'il avait subies lui-même, tout au long de sa vie et qu'il avait vu d'autres individus Mozambicains non-Blancs subir, le GNP déconseilla au ministre de l'Outre-mer sa nomination à un poste politique, même le moins représentatif. En revanche, en reconnaissant le prestige et l'influence de José Roldão dans le milieu africain, il recommandait sa participation à l'élaboration de la contre-propagande, en échange d'une récompense honorifique ou pécuniaire⁹⁸. C'est ainsi que José Roldão allait travailler dans les *Serviços de Acção Psicossocial*⁹⁹ à la Sena Sugar Estates, ce qui lui coûta plus tard d'être qualifié d'« *inimigo interno* » (ennemi intérieur) par le Frelimo après l'indépendance. En quoi consistaient les activités de José Roldão, dans les Services de l'Action Psychosociale ? Selon son fils,

« Mon père est allé travailler ici parce qu'Álvaro do Amaral, le recruteur officiel de la SSE, mon parrain d'état civil, l'a recruté. Et pour ne pas rester sans rien faire et gagner un peu d'argent, il faisait ce travail. Il amenait ma mère pour enseigner aux femmes la couture [...]. La Sena Sugar avait besoin de main-d'œuvre bon marché [...] Tandis que ma mère enseignait la coupe et la couture, mon père exhortait les gens à travailler, [...] vous ne devez pas fuir pour le Frelimo, etc. Il travaillait quinze jours tous les deux ou trois mois. Il est possible que ce soit à cause de cela qu'il ait souffert de discriminations après l'indépendance. »¹⁰⁰

Comme reconnaissance de ses prestations, le 17 juin 1962, José Roldão voyagea aux frais du gouvernement portugais avec sa femme *Dona* Etelvina Fortes et sa fille Isaltina de Jesus au

⁹⁸ *Ibidem*.

⁹⁹ Les *Serviços de Acção Psicossocial* avaient été créés dans la province du Mozambique par diplôme législatif ministériel n° 28 du 19 octobre 1961, dans le but de « fortifier la cohésion nationale, par la valorisation spirituelle et matérielle des populations, par la préparation de leur défense morale et par le renforcement de leur vitalité et résistance ». Le *Diploma Legislativo* n° 2214 de 17 mars 1963 établissait les objectifs et les fonctions de ces services. D'après ce document, les *Serviços de Acção Psicossocial* devaient promouvoir par tous les moyens possibles le développement et le renforcement d'une « conscience nationale éclairée, mobilisant et coordonnant tous les efforts et moyens d'action appropriés, pour la poursuite de l'incomparable tâche de fraternité humaine qui constitue l'orgueil légitime de la Nation Portugaise ». Ils devaient « compléter et prolonger cette action par la préparation et l'adoption de nouvelles mesures à caractère social, dans le but de donner plus de satisfaction aux besoins locaux et sectoriels des populations ». Ils devaient réveiller auprès des populations, « l'engagement pour la collaboration dans la lutte active contre tout élément perturbateur de l'ordre ; soit par la création progressive d'une infrastructure adéquate, soit par leur regroupement là où les conditions locales et du moment, l'imposent ou le conseillent. Ce faisant, ils devaient encore s'efforcer « de récupérer ceux qui par hasard se trouvent déviés de la cause nationale, cherchant à les ramener à cette cause ».

¹⁰⁰ Entretien avec Teófilo Roldão, Quelimane, 5 décembre 2005.

Portugal¹⁰¹, où il resta environ trois mois¹⁰². Il y fut reçu par le Ministre de l'Outre-mer, Adriano Moreira le 21 novembre¹⁰³. Ce voyage s'effectuait à un moment délicat pour José Roldão, car sa fille Isaltina de Jesus, était malade :

« Il a voyagé au Portugal à cause de la maladie d'Isaltina. Ce voyage a eu lieu parce que mon père s'entendait bien avec Salazar. Ma sœur tomba malade je suppose à cause d'une injection, et ayant perdu la parole, elle a eu aussi un retard mental [...] elle avait cinq ou six ans lorsque mon père a réussi à les faire voyager pour le Portugal, par l'intermédiaire du gouvernement [...] tous frais payés, c'est lui, ma mère et ma sœur qui y sont allés [...] les traitements n'ont pas donné les résultats escomptés. Après la mort de ma mère, elle n'a pas supportée [...]. »¹⁰⁴

Le voyage attribué à Roldão faisait partie de la stratégie de l'utiliser comme une espèce d'informateur sur la situation politique au Mozambique, plus particulièrement de celle de la Zambézie. Malgré la méfiance relative à sa personnalité et à la suspicion d'être proche de l'Association dos Naturais de Lourenço Marques et aussi à cause de certaines positions qu'il avait prises en défense des indigènes, des assimilés et des Noirs (ce que allait l'empêcher d'être reçu par Salazar, à la différence de Virgílio Fernandes), le GNP était persuadé de la grande utilité politique de Roldão. Selon le GNP, en raison du respect dont il jouissait dans le milieu autochtone, il était la personne la plus indiquée pour faire un bon récit sur l'état d'esprit de la population non blanche de la Zambézie¹⁰⁵. C'est donc dans ce contexte qu'il faut comprendre le voyage de José Roldão à Lisbonne.

José Roldão avait de bons rapports avec certaines figures influentes du gouvernement central, telles que Baltazar Rebelo de Sousa et Adriano Moreira. Ce dernier était parrain de baptême d'une des filles de Roldão. Selon son fils, le voyage au Portugal avait été possible grâce à l'aide de Rebelo de Sousa. Roldão avait eu aussi de bonnes relations avec presque tous les gouverneurs de Zambézie, mais on l'a vu, c'est avec Armando Eduardo Pinto Correia, parrain de baptême de sa fille Armanda Eduarda, qu'il avait tissé les liens les plus intimes dans les années 1940¹⁰⁶.

¹⁰¹ « José Roldão », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 304, 16 juin 1962.

¹⁰² « José Julio Roldão », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 309, 17 novembre 1962.

¹⁰³ « José Julio Roldão », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 319, 29 septembre 1962.

¹⁰⁴ Entretien avec Teófilo Roldão, Quelimane, 27 novembre 2005.

¹⁰⁵ « Carta enviada pelo sr José Júlio Roldão, de Quelimane, à sua excelência o Ministro do Ultramar, oferecendo a sua colaboração », ..., *op. cit.*

¹⁰⁶ Entretien avec Teófilo Roldão, Quelimane, 27 novembre 2005.

Muzungo Roldão, le défenseur des indigènes

Toujours soucieux de l'avenir de la « civilisation latine » en Afrique, Roldão connaissait bien les problèmes des indigènes et des Africains en général, qui étaient de nature à mettre en péril et à précipiter l'échec de l'administration portugaise au Mozambique. Il essaiera toujours d'alerter les responsables politiques et l'opinion publique sur le danger d'ignorer ces problèmes. C'est pour cela qu'il se battait pour améliorer leur situation, sans remettre pour autant en cause le système. Ainsi, il s'impliqua dans la lutte contre les cultures forcées, surtout la culture du riz dans le Bas-Zambèze. De même, il se battit pour la construction d'un quartier indigène propre, capable de rendre digne la vie indigène dans la ville de Quelimane. Selon José Roldão, contrairement au quartier indigène construit dans les années 1914 et 1915 par le gouverneur Filipe Carvalho, qui loin d'être confortable, était plutôt un quartier honteux construit en paillotes et sans infrastructures sociales, il fallait construire un quartier avec des maisons en pierre couvertes de zinc ou de tôle, ayant au centre une église, une école, un poste sanitaire, un poste de police et un puits d'eau, etc., de façon à faire avancer socialement l'indigène¹⁰⁷. Pour la construction de ce quartier, il conseilla à la mairie d'utiliser la recette provenant de la « *contribuição braçal* » (corvée) du travail de l'indigène¹⁰⁸. Il rappelait, que la misère et le mécontentement étaient des « mauvais conseillers »¹⁰⁹.

Dans son rôle de défenseur des indigènes zambéziens, Roldão s'est battu aussi en faveur des indigènes propriétaires de cocotiers contre le monopole des compagnies et du *Grémio dos Industriais de Oléo*. Ces gestes lui coûtèrent parfois cher. Par exemple, lors de la réunion sur la problématique de l'industrialisation des oléagineux, tenue à Lourenço Marques fin août et début septembre 1950, Roldão eut certaines altercations avec le gouverneur-général du Mozambique, Gabriel Maurício Texeira et avec le lieutenant António Dias Ferreira, ce dernier l'accusant de ne pas être un représentant légitime des indigènes¹¹⁰. Cette question était très importante pour les indigènes zambéziens qui étaient les deuxièmes propriétaires de cocotiers, derrière les compagnies. En effet, tandis que ces dernières possédaient 3,6 millions de cocotiers produisant 24 500 tonnes de coprah par an, les indigènes possédaient 3 millions de cocotiers,

¹⁰⁷ J. J. ROLDÃO, « Bairro indigena. Um problema municipal », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 57, 7 septembre 1957.

¹⁰⁸ *Ibidem*.

¹⁰⁹ *Ibidem*.

¹¹⁰ *A copra na economia geral da colónia de Moçambique*, Braga, Livraria Cruz, 1950.

produisant l'équivalent de 18 500 tonnes¹¹¹. De même, à l'indépendance, cette question allait voir l'affrontement de la politique de collectivisation du Frelimo et des propriétaires zambéziens, considérés alors comme petits-bourgeois.

Selon Roldão qui se voulait représentant des indigènes zambéziens, le commerce libre dans ce secteur jusqu'alors en vigueur avait permis aux indigènes propriétaires de cocotiers de sortir du « primitivisme » et d'accéder à la « civilisation », car avec l'argent résultant de la vente de cocos, ils avaient pu s'acheter des vélos, des vêtements et de ce fait, s'habiller à l'européenne, boire du vin du Portugal dans des verres plutôt que de boire la nipa (l'eau de vie locale) et la *pombe* (bière locale) dans des gobelets locaux, amener leurs enfants à l'école – bref, ils étaient en train de s'affranchir de leurs « mauvais » us et coutumes et d'adopter ceux des Européens¹¹². Pour Roldão, si on voulait continuer avec cette grande œuvre de « civilisation », il fallait empêcher le monopole des compagnies et celui du *Grémio dos Industriais de Oléo* et défendre ces indigènes qui avaient toujours respecté le drapeau lusitanien et considéré le Portugal comme leur patrie¹¹³.

Pour la participation des Africains à l'administration publique

José Roldão se battit également pour la participation des Africains assimilés aux organismes de l'Administration publique aux cotés de leurs « frères Blancs », car selon lui, leur participation était bénéfique à la patrie et à l'Empire, pour la construction d'une société multiraciale :

« Il est évident que la représentation des natifs dans les institutions de l'Administration publique et dans les municipalités ne peut amener que des avantages, tant pour les dirigeants que pour la population, ainsi que pour le développement économique et social de la colonie. Les représentants des natifs seraient les précieux collaborateurs des gouvernants et les interprètes disciplinés des droits et des intérêts de leurs compatriotes. »¹¹⁴

Il donnait très souvent l'exemple de l'Angola, où les autochtones participaient déjà à la gestion de la chose publique. En effet, selon lui, lorsque le Général Norton de Matos était Haut-Commissaire de l'Angola, des Africains (c'est-à-dire des métis et assimilés) avaient été invités à collaborer avec le gouvernement. Le cas du journaliste Narciso de Espírito Santo qui faisait

¹¹¹ *Ibidem*. Ces chiffres furent donnés par le *Grémio dos Industriais de Oléo*, mais José Roldão parlait de à la même période, de 5 000 000 cocotiers en possession des indigènes, produisant chaque année, l'équivalent à 50 000 tonnes de coprah, à raison de 10 kilos chaque cocotier.

¹¹² *Ibidem*.

¹¹³ *Ibidem*.

¹¹⁴ F. BAGANHA [pseudo J.J. ROLDÃO], « A bem da nação e do Império. O Africano pede lugar nas juntas Provinciais e corporações municipais », *O Brado Africano* (Lourenço Marques) n°1084, 30 octobre 1943. Voir également, J. J. ROLDÃO, « Eleições municipais », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 286, 10 février 1962.

partie du conseil du gouvernement était un de ces exemples¹¹⁵. De même, sous le gouvernement de Freitas Morna, cette politique collaborationniste avait continué. Ce gouverneur-général avait invité la Liga Nacional Africana de Luanda à collaborer au choix du terrain où serait construit le quartier indigène dans la capitale angolaise¹¹⁶.

Dans leur but d'améliorer la vie des Africains, le 3 juillet 1948 lors d'un rendez-vous avec le gouverneur-général de la colonie du Mozambique, Gabriel Teixeira, de visite en Zambézie, la direction de l'AAZ présenta une exposition au gouvernement, dans laquelle elle demandait entre autres :

- « 1° la création d'un Institut lycéen ou d'une École Technique à Quelimane ;
- 2° l'extension à la Zambézie de la concession de prêts de la Caisse économique postale pour la construction d'immeubles urbains ainsi que pour la construction de quartiers économiques plus confortables qui seraient mis à la disposition du public ;
- 3° la représentation des Africains à la municipalité de Quelimane et au Conseil du gouvernement de la province de Zambézie ;
- 4° la substitution de la balance décimale par des mesures de capacité dans les marchés du riz et d'autres cultures ... »¹¹⁷.

Mais il fallut attendre la période des perturbations politiques dans les colonies portugaises, pour que certaines de ces demandes soient satisfaites comme par exemple l'élection en mars 1962 de deux métis « *filhos da terra* » (enfants du pays) : Joaquim de Santana Afonso, employé du Banco Nacional Ultramarino comme conseiller municipal à la mairie de Quelimane, et João Artur do Carmo Gomes, gérant de la Sociedade Comercial de Manica e Sofala et membre de l'AAZ, à la place de suppléant¹¹⁸.

Il faut dire que bien avant l'ascension de José Roldão à la présidence de l'AAZ, les directions antérieures, surtout celle de Pedro Bonnet, demandaient également la participation des autochtones à l'administration et au gouvernement, garant selon eux, du développement économique et social de la colonie¹¹⁹.

¹¹⁵ F. BAGANHA, « A bem da nação e do Império... », *op.cit.*

¹¹⁶ *Ibidem.*

¹¹⁷ « Associação Africana da Zambézia », *O Brado Africano* (Lourenço Marques), n° 1290, 17 juillet 1948. Le point 4 était relatif à la fraude fréquente sur les poids des marchandises présentés par les indigènes aux marchands européens. D'où la proposition de mesures en volumes.

¹¹⁸ « Eleita nova vereação do município de Quelimane », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 291, 17 mars 1962. Voir aussi les éditions n° 290 et 292 de 10 mars et 24 mars 1962, respectivement.

¹¹⁹ « Na velha Zambézia. Visita presidencial », *O Brado Africano* (Lourenço Marques), n° 960, 16 septembre 1939.

Pour José Roldão, il était impératif que la « Famille africaine » bâtit un bloc uni et indivisible pour travailler ensemble et défendre un « Portugal Grand et Meilleur ». Cette union devait se faire sur des bases chrétiennes¹²⁰. La « Famille africaine » à laquelle se référait Roldão était celle des assimilés, car la société africaine devait se bâtir petit à petit, à partir de ceux-là mêmes qui avaient la tâche de guider, et d'amener l'indigène à la civilisation.

José Julio Roldão était profondément admiré et respecté dans le milieu associatif mozambicain, principalement dans le milieu créole se reconnaissant dans l'Association Africaine de Lourenço Marques, qui le considérait comme le constructeur du « Grand Portugal »¹²¹. C'est ainsi que le 6 mars 1948, lors de sa visite à Lourenço Marques pour discuter avec le gouverneur-général Gabriel Teixeira de questions relatives à la construction du siège de l'AAZ, un hommage lui fut rendu par la communauté créole laurentine¹²².

Le respect et l'admiration dont bénéficiait José Roldão était également dû au fait qu'il avait sauvé l'AAZ de l'écroulement, et étant de ce fait réélu président de l'AAZ huit années consécutives (1941-1948), fait unique dans les annales de cette association et inhabituel dans l'histoire du mouvement associatif de cette période¹²³.

Roldão et le 25 avril 1974

Au début des années 1970, la guerre était devenue insoutenable pour les autorités portugaises et leurs proches et il était déjà évident qu'il fallait trouver une solution politique au futur des colonies. C'est ainsi que quelques mois avant la Révolution des Œillets, le Grupo Unido de Moçambique (Gumo) fut créé avec la complaisance des autorités coloniales, constitué de Mozambicains assimilés noirs et métis et de quelques Blancs. Parmi eux on trouvait Máximo Dias, le président ; Joana Simião, la vice-présidente et parmi les Blancs Jorge Abreu, dont le rôle était de faire la liaison avec le secteur européen¹²⁴. Ce mouvement, qui se prétendait pacifiste et multiracial, fut créé avec le soutien de certains secteurs Blancs proches du régime de Marcelo Caetano inquiets de produire une alternative au « Frelimo marxiste ». Au départ, le Gumo, à

¹²⁰ « José Júlio Roldão », *O Brado Africano* (Lourenço Marques), n° 1471, 17 mai 1952.

¹²¹ « José Júlio Roldão », *O Brado Africano* (Lourenço Marques), n° 1271, 6 mars 1948

¹²² « José Júlio Roldão », *O Brado Africano* (Lourenço Marques), n° 1272, 13 mars 1948. *O Brado Africano*, (Lourenço Marques), n° 1270, 28 février de 1948.

¹²³ « José Júlio Roldão », *O Brado Africano* (Lourenço Marques), n° 1269, 14 février 1948.

¹²⁴ PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Relatório Imediato. Assunto: Grupo Unido de Moçambique, Formação, Objectivos e Programas*, Lourenço Marques, 12 mars 1974, in IANTT/PIDE/DGS, Serviços Centrais, Processo 1 225/73-CI (2), 1° Vol, *Unidade por Moçambique*.

l'instar du gouvernement portugais, défendait comme solution pour la sortie de l'ère coloniale, une autonomie progressive¹²⁵. Après la chute de Marcelo Caetano, le Gumo, suivant la *Junta de Salvação Nacional* (Junte de Salut National) qui avait pris le pouvoir au Portugal, soutint l'idée d'un référendum pour l'autodétermination du Mozambique¹²⁶. C'est dans ce contexte, et sans aucune hésitation que José Roldão allait afficher sa sympathie pour le Gumo :

« En ce moment où la ferveur de la liberté nous touche, en tant que vieux militant de la cause africaine [instruction, droit et justice], entre divers partis politiques, le Gumo recueille ma sympathie. »¹²⁷

De ce fait, Roldão apparut aux côtés de Máximo Dias comme invité spécial du Gumo à la réunion tenue par ce mouvement à Quelimane en mai 1974¹²⁸. Ce soutien de Roldão au Gumo s'explique également par le fait que Máximo Dias, le leader du mouvement et fils du fondateur de l'Associação Africana de Manica e Sofala, était marié à une cousine de l'épouse de José Roldão¹²⁹. De même, José Roldão qui avait toujours rêvé d'une société multiraciale où les Blancs et les Africains « évolués » auraient la tâche de « civiliser » les indigènes cherchait à tranquilliser le mouvement pied-noir Fico (créé aussi après le 25 avril), dont les membres, tous blancs craignaient d'être spoliés ou expulsés du Mozambique en cas d'ascension d'un pouvoir noir¹³⁰. Le soutien et la sympathie au Gumo et les propos tenus envers le Fico (sur le Gumo et le Fico voir Chapitre V) – mouvements considérés comme fantoches par le Frelimo—allaient lui coûter très cher, d'autant plus que Roldão ne dut jamais s'identifier au Frelimo en raison du refus de la voie armée préconisé par ce mouvement et de sa volonté de séparer le Mozambique du Portugal. Roldão considérait la guerre menée par le Frelimo comme génocidaire et fratricide¹³¹. Il était incompréhensible pour Roldão que les Africains du Mozambique, qui étaient aussi portugais, tuent leurs « frères » portugais nés en Métropole.

Lors de l'arrivée du Frelimo au Mozambique en 1974, l'ensemble documentaire de José Roldão fut détruit par sa famille, par crainte de représailles. De même, la plupart des membres de sa

¹²⁵ PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Relatório Imediato. Assunto: Joana Simião/GUM/Sedes, Moçambique*, Lourenço Marques, 22 mars 74, in IANTT/PIDE/DGS, Serviços Centrais, Processo 1 225/73-CI (2), 1^o Vol, *Unidade por Moçambique*.

¹²⁶ « Negociações com a Frelimo », *Diário de Lisboa* (Lisbonne), 18476, 3 juin 1974.

¹²⁷ J. J. ROLDÃO, « "FICO": Quem disse isso? Dantes exigiam alvará para sermos cidadãos »..., *op.cit.*

¹²⁸ « Gumo na Zambézia », *Notícias da Beira* (Beira), n^o 8856, 23 mai 1974; « Gumo propõe para dirigir destinos de Moçambique, Dr Willen Pott », *Notícias* (Lourenço Marques), n^o 16148, 25 mai 1974.

¹²⁹ Entretien avec Teófilo Roldão, Quelimane, 27 novembre 2005.

¹³⁰ J. J. ROLDÃO, « "FICO": Quem disse isso? Dantes exigiam alvará para sermos cidadãos »..., *op. cit.*

¹³¹ *Ibidem*.

famille partirent au Portugal. C'était les temps nouveaux, les temps de l'« Homme Nouveau », des nouveaux seigneurs :

« Lorsque le Frelimo est arrivé, il y a eu trop de précipitation et nous avons détruit la plupart des documents de Roldão. C'était une relique [...], nous n'avons plus rien. Nous avons tout brûlé, nous ne pouvions pas laisser de traces, parce qu'ils disaient que nous étions des *Apachas*¹³². Ma mère est partie à Lisbonne parce qu'ils ont nationalisé nos maisons ; mes deux sœurs aussi sont parties. C'était très chaud ici [...] Mon frère est parti plus tard, probablement à cause de la guerre entre le Frelimo et la Renamo. »¹³³

Quant à la situation de l'AAZ, elle devint vite très instable. Certains adhérents ayant peur d'être poursuivis ou persécutés par le Frelimo pour avoir collaboré avec les autorités portugaises abandonnèrent le pays, ou simplement s'éloignèrent de l'association. L'AAZ fut accusée d'être au service d'une petite-bourgeoisie noire et non des masses, et de ne s'être jamais identifiée au Frelimo, même lors de l'entrée de celui-ci à Quelimane en septembre 1974. C'est pourquoi le Frelimo impulsa une série de mesures pour faire correspondre l'AAZ avec les exigences de l'« *Homem Novo* ». Cela commença par une campagne pour y faire entrer de nouveaux membres qui s'identifiaient avec les idées de la « Révolution Populaire »¹³⁴. Des commissions furent créées pour mettre en œuvre ces changements, qui se traduisaient par la réalisation d'activités telles que la réalisation de tournois populaires de football, de basket-ball, de natation, d'athlétisme, etc., de fêtes, de convivialité aux fins récréatives. Une campagne pour l'écriture d'un livre portant sur la Révolution, et ensuite la création d'une bibliothèque, et la divulgation de l'art culinaire mozambicain par le biais de la fraternisation furent également prévues¹³⁵. D'autres activités comme l'alphabétisation, du théâtre, des conférences, des sessions d'informations, des études politiques et soirées poétiques, portant sur la révolution furent aussi prévues¹³⁶.

L'OMM, Organização da Mulher Moçambicana (Organisation de la femme mozambicaine) créée par le Frelimo, fut chargée de la tâche de diffuser la ligne politique du parti, de la question de l'émancipation de femmes, de l'enseignement de l'art culinaire, des premiers

¹³² Colonisateurs en langue chuabo.

¹³³ Entretien avec Teófilo Roldão, Quelimane, 5 décembre 2005.

¹³⁴ « Associação Africana da Zambézia vai ter nova orientação », *Notícias* (Lourenço Marques), n° 16413, mars 1975.

¹³⁵ *Ibidem*.

¹³⁶ *Ibidem*.

secours et de la couture. Une délégation du journal *O Brado Africano* fut chargée de pousser l'AAZ à s'identifier totalement et complètement avec la ligne politique du Frelimo¹³⁷.

Désormais sans soutien financier du gouvernement et d'autres entités particulières, l'AAZ s'effondra rapidement. Lorsque le Frelimo supprima la liberté d'association, la situation de l'AAZ devint insoutenable d'autant que, certains membres influents avaient fuit au Portugal. Comme l'explique Teófilo Roldão :

« Les gens ont commencé à abandonner [...] par exemple, Júlio Leal est allé au Portugal. Les soutiens ont commencé à disparaître [...] Mon père en fut découragé, il commença à tomber malade, avec la perte le soutien du gouvernement [...], parce que c'est le gouvernement qui les soutenait le plus. Mon père a demandé à Júlio Leal de prendre en charge la présidence, mais sans soutiens et avec les membres que ne se réunissaient plus, la situation devint très difficile [...] le gouvernement avait fermé la source des recettes [...], ciment, sable, il n'y avait plus rien. »¹³⁸

José Roldão mourut dans la pauvreté et l'isolement. À la veille de l'indépendance, il était déjà un homme appauvri, menant une existence précaire. Depuis 1972, il vivait grâce à un subside du gouvernement de 4 500 escudos mensuels¹³⁹. C'était la reconnaissance, par les autorités, de l'importance du travail exercé par Roldão toute sa vie pour la patrie lusitanienne. Selon le gouverneur de la Zambézie, ce subside attribué à José Julio Roldão était justifié, car il s'agissait d'un personnage de grand prestige et influent dans le milieu africain auquel il appartenait ; à son exceptionnel intérêt et prééminence parmi les autochtones, mais qui connaissait une période d'énormes difficultés financières¹⁴⁰.

Roldão était malade, mais selon son fils, ce qui précipita sa mort fut la démoralisation de ne pas avoir vu s'accomplir son rêve d'un « Portugal plus grand », ainsi que le fait de devoir vivre de la charité :

« Mon père rêvait beaucoup, il voulait un Mozambique différent, il dormait très tard, il restait des heures et des heures à écrire. Après l'indépendance cela se passait mal, il n'était pas très stable financièrement, il vivait de la solidarité de ses amis. »¹⁴¹

Lors de sa mort le 2 mai 1978, ses amis, en lui rendant hommage le décrivent de la façon suivante :

¹³⁷ *Ibidem*.

¹³⁸ Entretien avec Teófilo Roldão, Quelimane, 27 novembre 2005.

¹³⁹ AGZ, GOVERNO DO DISTRITO DA ZAMBÉZIA, *Assunto: Senhor José Julio Roldão*, Quelimane, 4 juillet 1973.

¹⁴⁰ *Ibidem*.

¹⁴¹ Entretien avec Teófilo Roldão, Quelimane, 27 novembre 2005

« Celui qui s'est éteint était doté d'une intelligence percutante et d'une profonde culture humaine au service de la communauté et d'une notion élevée de justice, et d'une bonté très sensible ; le huissier judiciaire José Roldão était un catholique convaincu, dont la formation religieuse est due au défunt Révérend Prêtre Hipólito. Le défunt Roldão était un homme de grandes qualités qui s'est affirmé très tôt comme possesseur d'un réel talent, doté d'un caractère élevé que tous admiraient et vénéraient. »¹⁴²

En effet dans ses écrits Roldão montrait des qualités inhabituelles pour quelqu'un qui n'avait pas fait de grandes études. Il était normal de trouver dans ses articles des citations d'auteurs connus, tel le juriste français Léon Duguit, ou de Saint Thomas d'Aquin. De même, il n'est pas rare de trouver dans ses écrits des expressions en latin.

Si pendant la période coloniale, le droit associatif était restreint aux assimilés et les Européens, l'indépendance du Mozambique en 1975 aggrava radicalement les choses. En effet, quelques mois après l'indépendance, les associations furent supprimées et leurs biens nationalisés ou reversés en faveur de l'État¹⁴³, seul le Frelimo pouvait désormais en créer. Ainsi, le siège de l'Associação Africana da Zambézia, fut transformé en « *Casa da Cultura* » (Maison de Culture). Cependant, il est intéressant de souligner que les premières associations interdites par le Frelimo furent les associations funéraires dès août 1975 qui n'étaient pas des groupements d'assimilés ou « petits-bourgeois », mais bel et bien d'anciens indigènes. Mais leurs caractéristiques ethniques – puisque leur objectif majeur était le retour du corps des défunts au village, donc auprès du lignage des ancêtres et de leurs esprits. Néanmoins, les syndicats avaient été les premiers à être affectés par la politique du Frelimo. En ce qui concerne la Zambézie, en novembre 1975, tous les syndicats locaux furent supprimés et leur patrimoine reversé en faveur de l'União dos Trabalhadores da Zambézia¹⁴⁴, organisation sous tutelle de l'État. Ce n'est qu'en 1990, avec la nouvelle constitution, qui introduit entre autres le multipartisme, que la liberté d'association fut de nouveau reconnue.

¹⁴² *Condolências, A sombra da cruz...*, op.cit.

¹⁴³ Decreto n° 12/76, *Boletim da República*, n° 38, Maputo, 12 avril 1976.

¹⁴⁴ *Boletim da República*, n° 67, Maputo, 29 novembre 1975.

C. Scission dans le mouvement associatif

Tout comme antérieurement à Lourenço Marques et Beira, principaux centres urbains du Mozambique à l'époque, le mouvement associatif zambézien fut victime d'une scission en 1948. En effet, en 1932, à Lourenço Marques, de profondes contradictions entre les associés du *Grémio Africano de Lourenço Marques* (plus tard *Associação Africana de Moçambique*) avaient mené à la création de l'*Instituto Negrófilo de Lourenço Marques* (plus tard *Centro Associativo dos Negros da Colónia de Moçambique*). Cette association, dont le but était la promotion matérielle et intellectuelle de la population noire de la colonie du Mozambique, avait comme figures fondatrices Brown Paulo Dulela, Enoque Libombo et João Manuel¹⁴⁵. À Beira en 1935, un groupe de Noirs avait aussi fait scission du *Grémio Africano de Manica e Sofala* et crée le *Grémio Negrófilo de Manica e Sofala*.

Le principal inspirateur du *Grémio Negrófilo de Manica e Sofala*, plus tard *Núcleo dos Negrófilo de Manica e Sofala*, fut Kamba Columbus Simango, un missionnaire congrégationaliste qui avait étudié aux États-Unis à l'Institut de Hampton¹⁴⁶. Sixpence Simango, un disciple de Kamba Simango fut le premier leader du *Grémio Negrófilo de Manica e Sofala*¹⁴⁷. Un des objectifs de l'association était la diffusion de l'instruction à travers les écoles, conférences, réunions et propagande littéraire et religieuse¹⁴⁸. La religion affichée était la religion protestante, mais sans exclusion. Cette association se proposait d'enseigner le xi-ndau.

En 1953 en conséquence d'une mutinerie qui eut lieu dans les régions de Machanga et Mambone, le *Núcleo Negrófilo de Manica e Sofala* fut réprimé, accusé d'être derrière cette mutinerie mettant en cause la souveraineté nationale. Plusieurs membres furent déportés et parmi eux, le père d'Uria Simango, par la suite, figure importante du Frelimo. Le Núcleo a été interdit et définitivement fermé en 1956¹⁴⁹.

¹⁴⁵ A. ROCHA, *Associativismo e...*, op. cit., p. 374.

¹⁴⁶ M. Pinto de ANDRADE, *Origens do ...*, op.cit., pp. 209- 228.

¹⁴⁷ *Ibidem*.

¹⁴⁸ *Ibidem*.

¹⁴⁹ A. Ivens-Ferraz de FREITAS, *Distrito de Manica e Sofala. Subversão*, Lourenço Marques, Informação n° 45/965, 4 novembre 1965, in AHU/MU/GM/GNP/SR36/PT.3, *Situação subversiva em Moçambique*.

À Lourenço Marques, le Centro Associativo dos Negros Colónia de Moçambique (Centre Associatif des Noirs du Mozambique) fut fermé en 1965 par l'administration portugaise, accusé d'avoir « exercé une action différente de celle prévue dans ses statuts respectifs, perturbateur de l'ordre politique et social »¹⁵⁰, son président, Domingos Mascarenhas Arouca étant accusé d'être un membre clandestin du Frelimo. Cette duplication de la vie associative de Lourenço Marques et Beira entre les versants métis et noir assimilé est naturellement liée à des manipulations coloniales. Mais il était aussi agi de l'expression de réelles différences sociales et culturelles dans la vie de ces communautés.

L'Association Africaine de Zambézie : une association élitiste ?

À Quelimane, une nouvelle association fut créée en 1946 et officialisée en 1948, l'Associação Humanitária da Zambézia (Association Humanitaire de Zambézie). Les éléments dissidents, accusaient l'AAZ de discrimination, d'être une association élitiste :

« L'AAZ avait un statut privilégiée en Zambézie, elle était considérée comme représentative, elle était une association qui représentait les intérêts des natifs de la Zambézie. Dans son fonctionnement, ses dirigeants et ses associés oubliaient cet aspect important, au lieu d'être une association ouverte à la société zambézienne, il y avait là-dedans de la discrimination. Elle est devenue une association élitiste. L'AAZ était une association qui se prétendait représentative, sans discrimination [mais ce] n'était pas le cas dans la pratique [...]. C'est en raison de cette politique élitiste de l'AAZ, que fut créée l'AHUZ, fondée par des dissidents. L'AHUZ fut créée suite à certaines attitudes antisociales de membres de l'AAZ. Cela a été la même chose ici à Lourenço Marques avec l'Associação Africana de Lourenço Marques et le Centro Associativo dos Negros. C'est Francisco Caetano de Sousa et Arrone Fijamo qui ont conceptualisé l'AHUZ. »¹⁵¹.

Francisco Caetano de Sousa, membre fondateur de l'AAZ, avait occupé le poste de premier secrétaire de l'Assemblée générale de cette association entre 1937 et 1938. Arrone Fijamo, une de figures de proue de l'AHUZ, n'avait, lui, jamais fait partie de l'AAZ.

Cependant, il y avait d'autres anciens membres fondateurs de l'AAZ qui participèrent à la création de l'AHUZ, notamment, Bernardo Pedro Francisco, ancien président de l'AAZ en 1932 et 1933 ; secrétaire et président du Conseil de surveillance en 1934 et en 1935 respectivement, et président de l'Assemblée générale entre 1936 et 1938 ; Mário Claver Dias, José António da Graça ; Augusto José Pinto et Octaviano do Rosário Monteiro.

¹⁵⁰ « Foi extinto o Centro associativo dos Negros de Moçambique », *Voz Africana*, 7 août 1965, in IANNT/SCCIM/AC/2/2, *Recortes*, processo n° 25, maço n° 21-26, Caixa 12.

¹⁵¹ Entretien avec Domingos Cardoso, Maputo, 27 décembre 2005.

Il est intéressant de voir la réaction de l'AAZ à la création de l'AHUZ, par la voix de José Julio Roldão, interviewé par le journal *O Brado Africano* :

« *O Brado Africano* : Il paraît qu'à Quelimane deux associations de plus ont été créées, l'*Humanitária* et la *Mahometana Africana Portuguesa*. Est-ce vrai ?

José Roldão : C'est en effet vrai, mais ceux-ci reconnaissent que l'association-mère est l'AAZ [...] cela est naturel, comme je l'ai déjà dit, ils reconnaissent l'AAZ comme association-mère, parce que seule celle-ci est habilitée à représenter l'africain de la Zambézie, faculté qui lui est attribuée par les statuts [octroyé par le gouvernement]. »¹⁵²

En 1957, l'AAZ fut accusée d'exclure et de mépriser les Noirs. Elle était considérée comme association métisse et non africaine :

« Ça fait longtemps que nous observons dans l'Association Africaine de Zambézie, organisation sous tous rapports digne de respect et de considération, active, progressive et bien orientée, une anomalie déconcertante et impropre de la civilisation portugaise : une distinction de races. Dans cette association prédomine d'une façon préméditée cette distinction, indépendamment de n'importe quelle autre type de considération. Elle est composée uniquement et exclusivement d'individus de race métisse, et n'admet d'aucune façon ni dans les instances directives ni même comme simple membre des individus de race purement africaine, c'est-à-dire Noirs africains, même s'ils sont assimilés et ont une instruction supérieure à beaucoup de métis, qui végètent orgueilleusement là-bas. Cela ne se comprend pas et n'est pas juste !!! [...] Ou l'association est africaine, pour tous les Africains en général, ou alors, il s'agit d'une association métisse. »¹⁵³

La réaction de la direction de l'AAZ ne se fit pas attendre. En effet dans le numéro suivant du journal *Voz da Zambézia*, Eduardo Alves Janeiro, le premier secrétaire de l'AAZ démentit l'accusation, la considérant fautive et dépourvue de tout fondement. Selon Eduardo Janeiro, l'AAZ ne faisait pas de discrimination, comme l'attestait la composition multiraciale de ses membres :

« Parmi ses cent quarante-huit membres à cette date, cent neuf sont métis, vingt-cinq sont Africains, dix sont Européens, deux sont Indo-Portugais et les deux autres sont Asiatiques. Donc l'affirmation selon laquelle cette association est composée uniquement et exclusivement d'individus de race métisse n'est qu'une affirmation vile et sans signification. »¹⁵⁴

¹⁵² « Uma entrevista oportuna. O presidente da Associação Africana da Zambézia expõe o seu sentir. Panorama da vida associativa africana », *O Brado Africano* (Lourenço Marques), n° 1281, 15 mai 1948.

¹⁵³ « Associação Africana ou associação mista? », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 55, 24 août 1957.

¹⁵⁴ E. A. JANEIRO, « Associação Africana ou associação mista », *Voz da Zambézia*, (Quelimane), n° 56, 31 août 1957.

Eduardo Alves Janeiro rappela encore que, selon ses statuts, l'AAZ n'était pas ouverte à tous les Africains, malgré le fait qu'elle défendait les intérêts de tous les Africains de la Zambézie en général :

« L'Association Africaine de Zambézie n'est pas pour tous les Africains indistinctement. Mais elle *prête aux Africains en général* [souligné par moi] et spécialement à ses associés, protection morale et matérielle, lorsque les circonstances le lui permettent. Elle cherche par tous les moyens légitimes et possibles, à améliorer les conditions sociales des Africains, *défendant leurs intérêts collectifs* [souligné par moi] dans ce qui est juste, sollicitant des autorités compétentes officielles l'adoption de mesures équitables, de protection et assistance »¹⁵⁵.

La polémique ne s'arrêta pas là, car un autre article daté du 14 septembre, dans le même journal confirma et revient encore sur la question de la discrimination raciale au sein de l'AAZ.

Néanmoins, les choses ne se réduisaient pas simplement aux questions raciales. Selon les témoignages oraux, le fait d'être marié était une condition pour être membre de l'AAZ, même si cela n'était pas consigné dans les statuts. Des hommes non mariés n'avaient donc pas la possibilité d'y accéder. Pour Júlio Pedro Francisco, métis zambézien, qui a fréquenté les deux associations en tant que musicien animateur de soirées, le problème ne se posait pas en termes raciaux, mais simplement en termes de discipline, de règles de comportement :

« L'AAZ était pour une élite, certaines personnes ne pouvaient pas la fréquenter, même parmi les Blancs, ce n'était pas n'importe quel type de Blanc qui y avait accès [...] face à cela les autres personnes ont créé l'AHUZ, qui était d'accès libre [...]. En ce qui concerne la discipline, l'AAZ était meilleure, ils admettaient seulement les personnes mariées. Les filles qui fréquentaient l'AAZ allaient là-bas accompagnées de leurs familles. Il ne s'agissait pas de racisme. Cela est un mensonge, l'AAZ n'a jamais été seulement pour les métis. Il n'y avait pas de problèmes raciaux à l'AAZ. Ceux qui se sentaient discriminés, c'est parce qu'ils n'étaient pas mariés [...] pour cela ils ont créé l'AHUZ. »¹⁵⁶

Si dans les cas de Lourenço Marques et Beira, les éléments à la base de la rupture étaient essentiellement des Noirs assimilés, le cas de Quelimane ce fut différent. Il s'est agi non seulement de Noirs assimilés, mais aussi de métis non satisfaits par l'AAZ. On peut citer les cas de Bernardo Pedro Francisco, Miguel Pedro Francisco, Gabriel Pedro Francisco, José António da Graça, Osório Gaspar.

Cependant, la question raciale fut bien une raison pour une partie de ceux quittèrent l'AAZ : quand on regarde la composition « raciale » de cette association, on voit que les métis y étaient

¹⁵⁵ *Ibidem.*

¹⁵⁶ Entretien avec Júlio Pedro Francisco, Quelimane, 6 décembre 2005.

en 1941 environ 79 % des associés et en 1957 environ 74 %. Et comme le dit Roberto do Ó da Silva, lui-même métis :

« L'AAZ avait été créée par et pour les métis [...], en principe c'était pour les métis, mais après l'association a commencé à admettre les Noirs assimilés, [...] c'est pour cela que certains ne se sentaient pas bien dans l'AAZ [...] Elle a été créée pour défendre une position de classe, celle de métis. »¹⁵⁷

La question sociale double cependant la question raciale. En effet, ce n'était pas n'importe quel métis qui pouvait envisager de faire partie de l'AAZ. Il y avait des métis de première et de seconde classe.

Selon Teófilo Roldão, la différence entre l'AHUZ et l'AAZ se résumait au fait que l'AAZ était pour les personnes « les plus connues et les plus civilisées », tandis que l'AHUZ était pour les assimilés va nu-pieds¹⁵⁸. L'exemple de Domingos do Ó da Silva vient confirmer cette thèse. Il fut membre de la direction de 1956 à 1959 de l'AHUZ. Or il faisait partie de la famille Ó da Silva, une des plus influente de l'AAZ. Il exerçait la fonction de secrétaire du *Conselho Fiscal* (Conseil de surveillance) de l'AHUZ.

Mais selon Domingos Cardoso, Domingos do Ó da Silva était un métis de seconde zone, marié à une femme non seulement noire, mais indigène, raison pour laquelle il ne pouvait pas faire partie de l'AAZ :

« Domingos do Ó da Silva, frère de Francisco do Ó da Silva, avait été membre de l'AAZ, mais comme sa femme était noire et non assimilée, et qu'il ne pouvait pas l'amener là-bas [...] il est allé à l'AHUZ. Sa femme n'avait pas d'instruction, comment allait-il aller à l'AAZ ? Domingos do Ó da Silva, à la différence de ses frères, n'était pas bourgeois, il habitait dans la *temba*¹⁵⁹ avec sa femme... »¹⁶⁰.

Association Africaine de Zambézie : une association uniquement pour les *mzungos*

Mais derrière la question du « mariage », il n'y avait pas qu'une question de morale ou de religion, il y avait certainement surtout une question d'*habitus*. Le mariage (religieux, civil) signifiait qu'il n'y avait pas de concubinage, ni surtout de mariage *cafreal* (à la mode du pays). L'AAZ n'était pas seulement pour les métis « biologiques », mais était surtout pour les « métis

¹⁵⁷ Entretien avec Roberto do Ó da Silva, Quelimane, 30 novembre 2005.

¹⁵⁸ Entretien avec Teófilo Roldão, Quelimane, 27 novembre 2005.

¹⁵⁹ Dans la *povoação* (hameau).

¹⁶⁰ Entretien avec Domingos Cardoso, Maputo, décembre 2005.

socio-culturels », ceux qui vivaient exactement comme des Portugais, ceux qui étaient des Portugais. C'est cela qui explique l'abandon de certains métis qui vivaient encore un peu comme des *cafres*, sous prétexte qu'ils étaient discriminés. L'AAZ « représentait » peut-être les Africains, mais elle était une association de métis socio-culturels, qui pouvaient être noirs. De même, l'abandon ou la non-admission des Noirs assimilés (qui en dépit de leur assimilation, n'avaient pas abandonné toutes leurs « mauvaises » habitudes de la société africaine) trouve ici une explication. Des personnes comme Arrone Fijamo, le futur président de l'AHUZ, qui eurent plusieurs femmes et ne se sont jamais mariés ne pouvaient pas être admis au sein de l'AAZ, qui se prétendait l'exemple du plus pur lusitannisme ancré dans le christianisme. Elle était une association de *muzungos* (Blancs, métis ou noirs plus que de métis). En définitive, on peut dire que l'émergence de l'AHUZ ne fut pas uniquement fomentée par les autorités portugaises, elle fut surtout le reflet de la vie sociale des différents groupes sociaux de la population non indigène zambézienne. C'était en quelque sorte la réédition de la situation des années vingt, lorsque à Quelimane, il y avait la *Recreativa* (la Récréative), qui regroupait les « Noirs civilisés » et les « métis mal acceptés », et la *Milagrosa* (la Miraculeuse) pour les métis et parfois les Noirs de lignage reconnu, lettrés et à d'us et coutumes « acceptables ».

2. L'Association Humanitaire Africaine de Zambézie : une opposition à l'Association Africaine de Zambezie

Comment l'Association Humanitaire Africaine de Zambézie fit-elle opposition à l'Association Africaine de Zambézie ? Comment fut-elle perçue par les autorités ? Ce sont les deux questions dont il faut parler ici, de même que de la vie politique et associative de son principal dirigeant, Arrone Fijamo.

L'analyse de l'Association Humanitaire Africaine de Zambézie est importante car elle informe sur le mode de vie des différents segments de la société créole zambézienne. Plus exactement, elle aide à comprendre l'existence de différentes strates sociales d'assimilés, de « première » et « seconde classe ».

A. Naissance, organisation et fonctionnement

L'Associação Humanitária Africana da Zambézia (AHUZ) a été fondée le 13 janvier 1946 et ses statuts ont été approuvés par l'arrêté 7 405 du 26 juin 1948¹⁶¹. Ses principaux dirigeants ont été Arrone Fijamo, Francisco Caetano de Sousa, Mário Claver Dias, Augusto José Pinto et Bernardo Pedro Francisco. Ce dernier fut son premier président de 1948 à 1950.

L'AHUZ, une association d'entre-aide, défendait l'idée selon laquelle la société africaine devait être construite pas à pas, par le biais des Africains les plus « évolués », de façon à ce qu'elle puisse sortir du « primitivisme », et afin de faire sentir aux autres Africains leurs obligations dans la civilisation portugaise¹⁶². Elle rejoignait en ce sens les valeurs de l'AAZ, ce qui n'était pas étonnant dans cette région de « vieille » créolité. Son but était, entre autres, de combattre le chômage, d'encourager l'activité agricole, d'organiser des événements récréatifs et de prendre soin des funérailles de ses associés morts au travail¹⁶³. L'AHUZ était, une association à la fois mutualiste, culturelle et récréative comme le montre l'article 2 de ses statuts :

- « a) concourir scrupuleusement, dans la mesure de ses possibilités, au perfectionnement moral, intellectuel et physique de ses membres et des Africains en général ;
- b) promouvoir, par tous les moyens à sa portée, l'activité agricole parmi ses membres, cherchant des appuis auprès des organismes officiels et particuliers, afin d'acquérir des machines agricoles, des semences, de la main d'œuvre indigène, du bétail, etc. ;
- c) prêter aux membres aide médicale et pharmaceutique en cas de carence de moyens ;
- d) promouvoir des activités récréatives et sportives pour une bonne hygiène de vie ;
- e) concéder des subsides pour funérailles aux familles des membres décédés à leur demande et en cas de manque ou d'absence de famille, apporter aux funérailles, de sa propre initiative, l'assistance et la représentation dignes ;
- f) aider les individus pauvres et malades, même s'ils ne sont pas membres mais ont besoin d'aide. »¹⁶⁴

L'AHUZ apparaissait comme opposition à l'AAZ non sur l'idéal, mais sur le plan social, ce qui apparaît clairement à la lecture des articles six et onze.

L'article 6 était relatif aux qualités requises pour être membre de l'AHUZ, selon les différentes catégories de membres existant dans cette association. Il y avait trois catégories de membres : ordinaires, extraordinaires et méritants :

¹⁶¹ ASSOCIAÇÃO HUMANITÁRIA AFRICANA DA ZAMBÉZIA, *Estatutos Aprovados por portaria n° 7 405 de 26 de Junho de 1948*, Lourenço Marques, 1948.

¹⁶² « A Humanitária festejou o seu XIII aniversário », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 130, 7 février 1959.

¹⁶³ ASSOCIAÇÃO HUMANITÁRIA AFRICANA DA ZAMBÉZIA, *Estatutos...*, *op. cit.*

¹⁶⁴ *Ibidem.*

- « a) sont membres ordinaires : les individus *Africains*, de plus de 18 ans, de nationalité portugaise et sans distinction de sexe ;
- b) sont membres extraordinaires : les individus *Africains* ou non, de n'importe quelle nationalité ;
- c) sont membres méritants: les individus ayant prêté à la cause humanitaire des services importants ou ayant consenti des dons importants à l'Association ;
- d) [...] ;
- e) étaient considérés *Africains*, tous les individus descendants de parents africains. »¹⁶⁵

L'article 11 était consacré aux droits des membres. Ainsi, la constitution du corps dirigeant relevait du droit exclusif des membres ordinaires.

Quelles conclusions peut-on tirer de ceci ? Selon les statuts de l'AHUZ, seuls les Africains pouvaient être membres ordinaires, c'est-à-dire avoir le droit d'élire et d'être élu aux postes de direction de l'association. L'ambiguïté dans ces statuts est évidente, car en définissant l'Africain comme celui dont les parents étaient africains, on excluait les Blancs et de surcroît les Africains dont l'un des parents n'était pas Africain. Ces derniers pouvaient être seulement des membres extraordinaires ou méritants, sans droit de vote ni possibilité d'être élus à la tête de la direction. Pour comprendre cette ambiguïté il faut à notre avis se pencher sur deux termes : *Humanitária* (Humanitaire), qui désigne le nom de l'association et *Africano* (Africain), qui indique l'une des conditions requises pour être membre de « plein droit ».

Il apparaît clairement que le terme « africain » qui, souvent, désignait les métis (*Associação Africana* de Lourenço Marques, du *Centro Africano* de Manica e Sofala, *Associação Africana* da Zambézia, etc.) *inclut* dans le cas de l'AHUZ les Noirs. Sinon, on ne comprendrait pas l'expression du paragraphe a de l'article 2°) : « des Africains en général ». Le mot « africain » était aussi dans les statuts de l'AAZ, et les statuts de l'une comme de l'autre furent acceptés par l'autorité portugaise, ce qui signifie que les mots employés l'étaient au sens que leur donnait l'autorité coloniale. Quand il s'agissait de désigner spécifiquement les Noirs, on utilisait d'autres termes (*Centro Associativo dos Negros* da Colónia de Moçambique, *Núcleo Negrófilo* de Manica e Sofala). Même le paragraphe e de l'article 6 ne donnait aucune indication : « sont considérés africains tous les individus descendants de pères africains » pouvait parfaitement désigner un métis fils de parents métis. Deux choses cependant sont à relever pour comprendre l'AHUZ :

¹⁶⁵ *Ibidem*.

- d'abord le nom de l'association : pourquoi « Humanitaire » ? Cela veut clairement dire qu'elle s'adressait à une population « pauvre ». Selon Arrone Fijamo, c'était précisément pour cela que l'AHUZ était bien acceptée par les gens¹⁶⁶. Cependant, tous les noirs et tous les métis n'étaient pas intégrés dans l'association : elle s'adressait d'abord aux noirs les plus pauvres, aux métis de seconde classe. Elle rassemblait donc non seulement sur des critères raciaux (*africain*), mais aussi sur des critères sociaux (*humanitaire*). Ensuite, le paragraphe e de l'article 6, en mentionnant les « parents africains en général » au pluriel sans préciser, comme dans les statuts de l'AAZ, qu'on peut avoir seulement un parent africain, semble ne pas considérer comme « africain » un métis né d'un père blanc et d'une mère noire ou métisse. Cela signifie que les métis de première génération (ceux qui ont un père portugais) ne pouvaient pas être membres ordinaires : pouvaient l'être les métis eux-mêmes descendants de métis, ou des métis « foncés » issus d'un parent métis et d'une mère noire, ou les Noirs. Mais même ainsi, il y avait une autre exigence : ils devaient être de « nationalité portugaise » (paragraphe a de l'art. 6), donc en pratique assimilés. Ce qui est probable, mais ne peut être avancé que comme hypothèse, est que les rédacteurs des statuts ont voulu désigner les Africains créoles (métis et noirs) sauf ceux de 1^{ère} classe. Sur le plan des statuts, cela ne pouvait pas être défini précisément, mais la référence indirecte à la nécessité d'avoir père et mère africains, et l'objectif « humanitaire » de l'association, désigne plus les strates inférieures de l'élite créole que ses strates supérieures.

Décriée comme raciste et ségrégationniste l'AHUZ eut du mal à s'imposer ; à trouver des soutiens du gouvernement ou de particuliers. De même, elle fut soupçonnée d'activités subversives contre la souveraineté portugaise.

En 1959, elle sollicita à la mairie de Quelimane l'attribution d'un terrain pour la construction de son siège et d'un terrain de jeux, demande qui lui fut refusée, car selon la mairie, il n'y avait pas assez de terrains dans la municipalité¹⁶⁷. La même année, l'AHUZ demanda l'exemption du paiement de la taxe sur le bois, afin de pouvoir construire son siège mais encore une fois la demande fut refusée par le gouvernement¹⁶⁸.

¹⁶⁶ « O escritor escreve para educar e não para exhibir-se » ..., *op. cit.*

¹⁶⁷ « Indeferido o pedido da Associação Humanitária da Zambézia », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 141, 25 avril 1959.

¹⁶⁸ AHM/ADMINISTRAÇÃO CIVIL, Agremiações Regionais de e Recreio, Defesa, Desporto e Estudo. Associações Desportivas, Recreativa e Culturais, *Assunto : Associação Humanitária Lusitana da Zambézia 1947-1963*, Lourenço Marques, 1959, Caixa 4.

De l'Association Humanitaire Africaine à l'Association Humanitaire Lusitanienne : une tentative d'échapper à la marginalisation

Pour s'en sortir l'AHUZ demanda en juillet 1962 le changement de ses statuts afin d'ouvrir l'association aux Blancs et aux métis, c'est-à-dire à tous les Portugais en général. Ainsi, par arrêté 16 900 du 11 mai 1963, elle changea de dénomination et s'appela désormais Associação Humanitária Lusitana da Zambézia (Association humanitaire lusitanienne de Zambézie) ; la qualification « *Africana* » (africaine) était donc enlevée et remplacée par celle de « *Lusitana* » (Lusitanienne). D'autres changements importants dans les statuts furent effectués, tous les éléments qui, directement ou indirectement, amenaient à la discrimination raciale furent remplacés ou carrément effacés. Ainsi dans l'article 2° relatif aux objectifs de l'AHUZ, furent introduites les altérations suivantes: dans la phrase « concourir, dans toute la mesure du possible, scrupuleusement au perfectionnement moral, intellectuel et physique de ses membres », la mention « et des Africains en général » était effacée. Dans la phrase « promouvoir, par tous les moyens à sa portée, l'activité agricole parmi ses membres, cherchant des appuis auprès des organismes officiels et particuliers, afin d'acquérir des machines agricoles, des semences, du bétail, etc. », la mention « main-d'œuvre indigène était supprimée¹⁶⁹.

Dans l'article 6, concernant les types et catégories de membres, il y avait aussi des modifications : dans la phrase « les membres ordinaires étaient tous les individus de plus de 18 ans, de nationalité portugaise et sans distinction de sexe, la précision « Africains » disparaissait ; dans la phrase « les membres extraordinaires sont les individus de toute nationalité et les nationaux de moins de 18 ans, sans distinction de sexe, la mention « Africains » était aussi retirée. En ce qui concerne les membres méritants il n'y avait pas de modification.¹⁷⁰

Et enfin, l'article 11°, modifié également, indiquait qu'avaient désormais le droit de vote et d'être élus aux instances dirigeantes les seuls membres ordinaires.

Mais les altérations effectuées dans les statuts ne changèrent pas grand-chose, car l'AHUZ continua à être considérée comme une association par et pour les Noirs. De même, elle continua à réunir essentiellement les Noirs, à quelques exceptions près. En 1964, le gouverneur de la Zambézie, Daniel Rocheta, demanda aux Compagnies de Zambézie, de Madal, du Boror et à la Sena Sugar Estates, une contribution pour la construction du siège de l'Association

¹⁶⁹ *Ibidem.*

¹⁷⁰ *Ibidem.*

Humanitaire. Les Compagnies du Boror et de Madal, contribuèrent chacune à hauteur de 30 000 escudos et la Sena Sugar Estates, de 60 000 escudos¹⁷¹. Quant à la Companhia da Zambézia, elle donna seulement 10 000 escudos, et seulement devant l'insistance du gouverneur, car selon ses dirigeants, ils ne pouvaient pas aider une association raciste, constituée seulement pour et par les Noirs¹⁷². De plus, la direction de la Companhia da Zambézia ne comprenait pas comment l'existence d'une telle association pouvait être autorisée dans la province du Mozambique. Et cette très petite contribution était disait-elle, une façon de montrer leur indignation et répulsion¹⁷³.

L'existence d'une association, qui d'après ses statuts, était exclusivement réservée aux Noirs avait aussi amené en mars 1964, le ministère de l'Outre-mer à demander des explications au gouverneur-général de Mozambique (alors même que l'AHUZ avait déjà procédé à des altérations dans ses statuts) :

« J'ai constaté l'existence dans cette province d'une organisation appelée "Associação Humanitária da Zambézia" dont le siège est à Quelimane, dont ne peuvent faire partie, ni les métis ni les Blancs. Son excellence le sous-secrétaire d'État à l'Administration de l'Outre-mer m'a chargé de demander des informations de votre excellence à ce sujet. »¹⁷⁴

La vie de cette association fut assez courte (environ dix-huit ans) et peu visible dans le milieu associatif. Dépourvue à la différence de l'AAZ, de soutiens du gouvernement ou de particuliers, l'AHUZ ne réussit jamais à lui faire sérieusement concurrence et, jusqu'à sa dissolution en 1966, elle n'eut même pas un local ; toutes ses réunions ainsi que les bals et les fêtes se réalisaient chez Arrone Fijamo¹⁷⁵.

L'approche de ce que fut l'AHUZ impose l'analyse de sa composition sociologique. On peut la tenter par le biais des actes d'accusation de 1966, lors de sa dissolution, quand plus de la moitié de ses membres furent arrêtés, ou par le biais des *Relatórios de Situação* (Rapports de Situation) des *Serviços de Centralização e Contrôlo de Informações* (SCCIM)¹⁷⁶.

¹⁷¹ GABINETE DOS NEGÓCIOS POLÍTICOS, Lisbonne, 13 mai 1964, Janeiro a Março 1964, in AHU/MU/GNP/SR010/PT.9C, *Decalques Confidenciais*.

¹⁷² *Ibidem*.

¹⁷³ *Ibidem*.

¹⁷⁴ GABINETE DOS NEGÓCIOS POLÍTICOS, *senhor governador geral de Moçambique*, Lisbonne, 25 mars 1964, in IANTT/SCCIM/AC/2, "Associações em que predomina gente de cor", Processo n°23, Caixa 12.

¹⁷⁵ Entretien avec Verónica Fijamo, Quelimane, 29 novembre 2005.

¹⁷⁶ SCCIM, *Relatório de situação n° 7/66, distrito da Zambézia n°3*, periodo de 28 Abril 1966 a 02 Junho 1966, Lourenço Marques, 20 juin 1966, in AHU/MU/GM/GNP/PT.1/SR133/*Relatórios de Situação dos SCCIM*,

Parmi les dirigeants et membres arrêtés, on trouve des fonctionnaires subalternes (professeurs primaires, infirmiers, cheminots ; fonctionnaires de la douane, de l'administration civile ; des commerçants, des chauffeurs-routiers, etc.). Arrone Fijamo et Raimundo Martins étaient infirmiers ; Francisco Caetano de Sousa, était instituteur de l'école primaire et fonctionnaire du trésor public ; Luis António Dias, était employé de 3^e grade à la douane, ; Sidónio de Alexandre Martins, était aspirant au bureau d'état civil ; Osório de Oliveira Gaspar et Gabriel Gaspar, étaient employés de bureau aux services de l'Administration civile ; Miguel Pedro Francisco et Eugénio Caetano da Silva, étaient employés des Chemins de Fer ; Abdul Cadre Gulamo Hussein et Antonio da Graça, étaient commerçants ; Augusto José Pinto, était agriculteur ; Jaime Filomeno de Sousa, était chauffeur de la mairie et Bissueque José Sonipa, était chauffeur à la Companhia da Zambézia¹⁷⁷. Globalement, il s'agissait de Noirs assimilés et de « métis de seconde classe ».

B. Arrone Fijamo : vedette du mouvement associatif noir

Arrone Fijamo Cafar est né le 22 janvier 1915 dans l'Île d'Ionge, à Quelimane, un an avant l'entrée du Portugal dans la Première Guerre mondiale et quinze ans après la naissance de José Júlio Roldão. Ce Noir était fils d'un prestigieux chef traditionnel, le *régulo* Fijamo de la *regedoria* d'Ionge, ce qui marqua profondément sa pensée et sa vision de la société. Son père avait été le *seunda* (chef) de *machileiros* (porteurs) de la Companhia da Zambézia, un des postes les plus prestigieux pendant la période coloniale parmi les indigènes¹⁷⁸.

Père de treize enfants de mères différentes, Arrone Fijamo ne se maria jamais, vivant en concubinage avec plusieurs femmes. À l'instar de José Roldão, Arrone Fijamo était un grand orateur, et bien qu'il n'ait étudié que jusqu'au cours élémentaire indigène, il parlait couramment et écrivait bien la langue portugaise¹⁷⁹. Du point de vue religieux, il était *Baha'ie*¹⁸⁰.

SCCIM, *Relatório de situação 5, Distrito da Zambézia n°2*, Período de 31 de Março 1966 a 28 de Abril de 1966, Lourenço Marques, mai 1966, in AHU/MU/GM/GNP/PT.1/SR133/*Relatórios de Situação dos SCCIM*,

¹⁷⁷ PIDE/ DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Relatório, assunto: subversão não violenta na Zambézia*, Pide Quelimane, 27/5/66, in IANNT/SCCIM/ AC/2, "Associações em que predomina gente de cor", Processo n°23, Caixa 12.

¹⁷⁸ A. FIJAMO, *Tese para candidatura à presidente de Moçambique. Loucura democrática nas estepes e florestas da lendária Zambézia*, Quelimane, septembre 1994.

¹⁷⁹ Entretien avec Verónica Fijamo, 29 novembre 2005.

¹⁸⁰ *Ibidem*.

Après avoir fait ses études à l'*Escola Missionaria da Nossa Senhora do Livramento*, en 1932, il avait travaillé à l'atelier des chemins de fer comme apprentis tourneur¹⁸¹, son premier métier, avant d'aller à Lourenço Marques en 1935 pour se former comme infirmier en 1937¹⁸². Auparavant, il avait, sans succès, essayé d'être tailleur¹⁸³. Mais il fut aussi écrivain.

Arrone Fijamo, l'écrivain

Parmi ses œuvres publiées figurent *Impressões de uma Viagem* (« Impressions d'un voyage ») publié en 1961, et *Ecos de Inhamitanga* (« Échos de Inhamitanga »), écrite auparavant mais, publiée seulement en 1998 après sa mort. Mais d'autres textes restent à ce jour non publiés comme *Minha Vida e seus vários acontecimentos* (« Ma vie et ses différents événements »), *Deduções sobre a história dos usos e costumes Africanos* (« Dédutions sur l'histoire des us et coutumes africains »); *Só com a história do passado é que se pode caminhar seguro para o futuro* (« C'est seulement avec l'histoire du passé, que l'on peut cheminer sûrement vers le futur »); *Última ilusão da mulher amada* (« Dernière illusion de la femme aimée ») et *Fragmentos da história social da Zambézia* (« Fragments de l'histoire sociale de Zambézie »)¹⁸⁴.

Mais c'est avec l'ouvrage *Impressões de uma Viagem* qu'il va faire parler de lui, ne serait-ce que, selon lui-même, c'est notamment à cause de lui qu'il fut mis en prison¹⁸⁵. Ce livre fut publié avec le soutien du gouverneur-général Sarmiento Rodrigues, qui tenait Arrone Fijamo en grande estime. La critique ne se fit pas attendre : il fut accusé d'avoir commis de grosses fautes grammaticales¹⁸⁶, ce qu'il digéra mal et s'attaqua à ses détracteurs d'une façon virulente, ce qui allait provoquer un échange d'insultes et d'affrontements¹⁸⁷. Selon lui, ses aptitudes littéraires se développèrent lorsqu'il était en prison, où il avait écrit « *Ecos de Nhamitanga* » :

« La littérature est pour moi une source dans laquelle je puise pour vivre. Cette source s'est élargie lorsque j'étais prisonnier de la PIDE, parce que la douleur et la souffrance que j'ai connues, m'ont d'une certaine façon, inspiré à écrire *Ecos de Nhamitanga*, une œuvre qui, bien

¹⁸¹ A. FIJAMO, *Ecos de Inhamitanga*, Maputo, Associação dos Escritores Moçambicanos, 1998.

¹⁸² « O escritor escreve para educar e não para exhibir-se », *Tempo* (Maputo), n°927, 17 juillet 1988.

¹⁸³ *Ibidem*.

¹⁸⁴ Archives personnelles de la famille Fijamo, Quelimane, décembre 2005.

¹⁸⁵ « O escritor escreve para educar e não para exhibir-se » ..., *op. cit.*

¹⁸⁶ « Impressões de viagem », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 288, 24 février 1962.

¹⁸⁷ A. FIJAMO, « Impressões de viagem » *Diário de Moçambique* (Beira), n° 4082, 8 mars 1962; S. Dias, « Tem razão sr. Arrone Fijamo », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 294, 7 avril 1962; A. Fijamo, « Carta aberta ao sr. Ferrão », *Diário de Moçambique* (Beira), n° 4108, 3 avril 1962.

que j'ai été une victime de la PIDE, ne se réduit pas à une accusation contre les aspects politiques et répressifs des colonialistes, mais est un livre de mémoires personnelles. »¹⁸⁸

Grand défenseur de la tradition, c'est-à-dire des us et coutumes africains, du pouvoir traditionnel, etc., il écrivit des articles et des ouvrages sur ces sujets. Le respect, l'amour du travail, la bonne conduite morale et sociale et l'harmonie générale parmi les gens, tout cela était l'œuvre des chefs traditionnels. Si les Zambéziens étaient si respectueux, si corrects, c'était grâce aux chefs traditionnels¹⁸⁹. En méprisant les chefs traditionnels, les rites d'initiation, bref les us et coutumes locales, le Frelimo avait affaibli le pays et le peuple vivait dans l'indiscipline totale, sans aucune direction ni équilibre moral¹⁹⁰. C'est une différence importante entre Fijamo et Roldão, pour qui cette particularité zambézienne était due à leurs *donas*. Fijamo détestait les *Banians* ou *Baneanes*¹⁹¹ qui, selon lui, n'étaient qu'une bande de rusés, de voleurs et d'exploiteurs, qui n'aimaient pas travailler dans l'agriculture, mais uniquement dans le commerce¹⁹². Pour Arrone Fijamo, la vie des Zambéziens avait connu des moments pitoyables depuis que les Portugais avaient fait appel aux commerçants *Baneanes* pour peupler la Zambézie¹⁹³.

Arrone Fijamo : vie associative et vision politique

Arrone Fijamo devint une figure très populaire dans le milieu associatif zambézien. Dans les années trente, lorsqu'il suivait ses cours d'infirmerie à Lourenço Marques, il avait fait partie du Grupo Desportivo Zambeziano fondée le 13 mai 1934¹⁹⁴, dont il était un des fondateurs. Cette association avait son siège à Lourenço Marques où elle avait été fondée par des gens de Tete et de la Zambézie, habitant ou travaillant dans cette ville. Faisaient également partie de cette association, José Baltazar da Costa Chagonga, originaire de Tete et futur leader de l'União Africana de Moçambique Independente (Unami). Les buts de cette association étaient essentiellement sportifs et récréatifs : pratique de tous les types de sports, promotion de bals,

¹⁸⁸ « O escritor escreve para educar e não para exhibir-se » ..., *op. cit.*

¹⁸⁹ A. FIJAMO, *Só com a história do passado é que se pode caminhar seguro para o futuro*, Quelimane, 20 avril, 1994.

¹⁹⁰ *Ibidem*; A. FIJAMO, *Tese para...*, *op. cit.*

¹⁹¹ Les Baneanes, originaires de l'Inde étaient membres de la caste des *vanias*, V. Zamparoni « Monhés, Baneanes, Chinas e Afro-mahometanos. Colonialismo e racismo em Lourenço Marques, 1890- 1940 », *Lusotopie* (Paris, Karthala), 2000, pp. 191- 222.

¹⁹² A. FIJAMO, *Só com a história...*, *op. cit.*

¹⁹³ *Ibidem*.

¹⁹⁴ Decreto 2917, *Boletim Oficial*, n° 50, 16 décembre 1936 in AHM/ADMINISTRAÇÃO CIVIL, Agremiações Regionais de e Recreio, Defesa, Desporto e Estudo. Associações Desportivas, Recreativa e Culturais 1936-1968, *Grupo Desportivo Zambeziano*, Lourenço Marques, 1936, Caixa 16.

kermesses, etc. Elle se proposait entre autres de créer une bibliothèque et un centre de lecture pour ses membres¹⁹⁵.

En 1959-1964, Arrone Fijamo devient président de l'AHUZ. Auparavant, il avait occupé les postes de vice-président en 1948-1950 (lors de sa création) puis en 1956-1959. Il a également occupé les postes de rapporteur et de président de son conseil de surveillance en 1951 et en 1964-1966, respectivement. Doté d'une grande capacité oratoire et, associant cela au métier d'écrivain, il fut l'élément le plus connu de l'AHUZ, et de ce fait, la vedette du mouvement associatif noir zambézien.

Pourtant il faisait partie de l'União Nacional, le parti de Salazar¹⁹⁶. De plus, il fit partie de la 9^e brigade des *Serviços de Acção Psicossocial* qui travaillait au Poste Administratif de Mongué (circonscription de Milange) et dans la circonscription de Morrumbala¹⁹⁷. C'est son incorporation dans les brigades des Services de l'Action Psychosociale comme infirmier qui lui a permis de prendre contact directement avec les peuples locaux et de connaître leurs us et coutumes. Selon Arrone Fijamo, c'est également pendant cette période que les horizons de ses « origines côtières se sont élargis »¹⁹⁸. En effet, son travail d'infirmier et dans les Services de l'Action Psychosociale, lui avait permis de voyager dans presque toute la Zambézie et dans une partie de Tete, ce dont, il était très fier. À l'instar de José Roldão et de bien d'autres qui, d'une façon ou d'une autre selon le Frelimo, avaient « collaboré avec l'ennemi », Arrone Fijamo fut considéré comme *comprometido* (compromis, collaborateur) ou « ennemi intérieur » et sa photo fut exposée en public à l'indépendance (cf. infra).

Arrone Fijamo : agent du Frelimo ?

En 1961, l'Administration portugaise considéra Arrone Fijamo un « garçon dangereux »¹⁹⁹. Selon les autorités, en faisant certaines affirmations contre la souveraineté portugaise, Arrone

¹⁹⁵ *Ibidem*.

¹⁹⁶ « Novas comissões distrital e conselha da União Nacional »,..., *op. cit.*

¹⁹⁷ R. Ivens-Ferraz de FREITAS, *Relatório da visita às brigadas móveis feita pelo inspector de Acção Psicossocial Romeu Ivens Ferraz de Freitas de 6 de Agosto à 6 de Outubro*, Lourenço Marques, 28 octobre 1962..., *op. cit.*, p. 27.

¹⁹⁸ A. FIJAMO, *Deduções sobre a história dos usos e costumes Africanos*, Quelimane, vol. I.

¹⁹⁹ GABINETE DOS NEGÓCIOS POLÍTICOS, *Exmo sr. Director geral dos Negócios Políticos*, Lisbonne, 12 mars 1963, Janeiro a Abril 1963, Informação n° 1654/N-6-1, in AHU/MU/GM/GNP/SR010/Pt.6, *Decalques Confidenciais*.

Fijamo, s'était révélé « clairement dangereux »²⁰⁰. Une enquête très secrète sur lui et ses proches fut lancée²⁰¹.

En 1966, Arrone Fijamo de pair avec Francisco Caetano de Sousa et la plupart de membres de l'AHUZ, furent arrêtés et accusés d'être au service du Frelimo. L'association fut dissoute. De même, son oncle le *régulo* Jorge de Sousa Fijamo ou Assamo Fijamo et un de ses frères furent arrêtés. Mais, ce qu'il est intéressant de remarquer c'est qu'Arrone Fijamo n'a jamais accepté ni pendant l'époque coloniale, ni après, avoir adhéré au Frelimo :

« Ils disaient que c'était lui le chef [...], Ils disaient que mon père avait des armes, qu'il recrutait des gamins pour le Frelimo. Tu sais, à cette époque, ils ont obligé mon oncle à déterrer la tombe de mon grand-père, où ils pensaient qu'il avait caché des armes. Mon frère également est resté un jour aux mains de la PIDE, à être tabassé, pour qu'il dise où étaient les armes. Mon père a essayé de se suicider en prison [...] Lors du jugement, l'avocat était Willem Pott [...] ils ont dit qu'Arrone Fijamo avait reconnu être un agent du Frelimo, mais il a répondu qu'il avait avoué à cause du passage à tabac. »²⁰²

Selon Arrone Fijamo, sous l'impulsion du gouverneur-général du Mozambique Manuel Maria Sarmiento Rodrigues (1961-1964), il avait été choisi pour diriger le *Conselho Legislativo do Governo de Moçambique* (Conseil Législatif du Gouvernement du Mozambique), lors de son installation au Mozambique pour la première fois. Mais cela ne se produisit donc pas, puisqu'il fut accusé à tort de soutenir le Frelimo, d'être un agent de Moscou²⁰³. Selon lui, cela constituait un mensonge, une insulte à la mémoire de son père, qui l'avait bien éduqué en tant que Portugais et qui avait consacré toute sa vie à la patrie lusitanienne :

« Nous les fils du *samaçoa* [chef traditionnel] Fijamo, si on déviait de l'excellente éducation que nous avons reçue de notre père, nous serions en train d'insulter de manière ingrate l'amour paternel [...] le vieux Fijamo s'est consacré à l'éducation de ses enfants. Deux d'entre eux, l'aîné et le benjamin, après avoir été trop maltraités [par la PIDE], n'ont pas vécu longtemps. »²⁰⁴

Selon la PIDE, l'*Associação Humanitária Lusitana da Zambézia* était depuis 1959 en train de fomenter une révolte contre la souveraineté portugaise au Mozambique et était une organisation au service du Frelimo à Quelimane²⁰⁵. D'après cette police, toutes les activités de

²⁰⁰ *Ibidem.*

²⁰¹ *Ibidem.*

²⁰² Entretien avec Verónica Fijamo, Quelimane, 29 novembre 2005.

²⁰³ A. Fijamo, *Tese para...*, *op. cit.*

²⁰⁴ *Ibidem.*

²⁰⁵ SCCIM, *Assunto : Tipo de organização clandestina da FRELIMO na Provincia*, Relatório n° 472/66-GAB, de 12/08/66; Lourenço Marques, 27 août 1966, in IANTT/SCCIM, processo Ac/2, Caixa 12.

cette association étaient destinées à soutenir la lutte du Frelimo. Ainsi, l'enrôlement d'associés, la réalisation de lotos, de bals, de kermesses, les subventions gouvernementales, les cotisations, etc., qui avaient comme prétexte des fins « humanitaires », la construction de son local, ou la redistribution entre les associés, n'avaient qu'un seul but : recruter des gamins et acheter des armes pour le Frelimo²⁰⁶. Toujours selon la PIDE, cette « conspiration » contre la souveraineté portugaise aurait commencé en 1958 à Milange, lorsqu'un groupe de Mozambicains influencé par les événements du Malawi s'était constitué. C'est à ce groupe composé, entre autres, de Jerónimo Francisco de Almeida Rebelo (employé commercial), Mussa Moti Karimo (commerçant), Artur Fernandes (infirmier), Ernesto Almeida (commerçant), Albino (employé commercial) et Mala (commerçant), que Arrone Fijamo allait se joindre en 1959. Tous ces gens furent arrêtés (à l'exception de Jerónimo Francisco de Almeida Rebelo pour des raisons non indiquées), permettant le démantèlement de tous les noyaux « subversifs » encore dans leur phase de « *sabotagem psicológica* » (sabotage psychologique).

Arrone Fijamo, considéré comme la principale figure de la « subversion » à Quelimane, était accusé entre autres, d'avoir attiré des *autoridades gentílicas* (autorités traditionnels), des transporteurs, des fonctionnaires et entre 1963 et 1965, des fonctionnaires des services de l'Action Psychosociale afin de l'aider dans le recrutement d'individus pour le Frelimo²⁰⁷. Ainsi, d'après la police secrète portugaise, Fijamo avait réussi à recruter environ 400 jeunes, à qui il avait donné 1500 escudos pour les frais et les avait acheminés vers les camps d'entraînement du Frelimo en Tanzanie. Il aurait également détourné de l'association environ 300 000 escudos, argent provenant de la cotisation des associés, pour aider le Frelimo²⁰⁸.

Le groupe détenu était composé de 71 personnes, entre autres des fonctionnaires des Services de l'Action Psychosociale, et parmi eux, Arrone Fijamo. À la suite à cela, les Services de l'Action Psychosociale de Zambézie, furent fermés le 16 novembre 1966²⁰⁹ :

« Mon père a travaillé pour la Psychosociale. Je pense que la confusion a commencé là-bas [...] il travaillait à Morrumbala, Pebane, Bajone [...] lorsqu'ils l'ont arrêté il était encore dans la Psychosociale et elle a été par la suite dissoute. Lorsqu'il est sorti de prison, il n'a plus jamais

²⁰⁶ *Ibidem*.

²⁰⁷ PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Relatório, assunto: subversão não violenta na Zambézia*, Pide Quelimane, 27/5/66, in IANNT/ SCCIM/AC/2, Processo n°23, "Associações em que predomina gente de cor", Caixa 12.

²⁰⁸ *Ibidem*.

²⁰⁹ « Extinto a partir de 16 de Novembro o serviço de Acção Psicossocial », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 520, 21 septembre 1966.

trouvé d'emploi, il est resté au bon vouloir de Dieu. Il a commencé à travailler après que le Frelimo soit arrivé au pouvoir. Il a travaillé à la Croix Rouge, puis au Syndicat, et puis est allé travailler de nouveau à l'hôpital et après il a pris sa retraite. »²¹⁰

Selon leur avocat, Willem Gerard Pott²¹¹, après une année de prison préventive, tous les accusés furent relâchés sans avoir été condamnés, ni même jugés, mais perdirent quand même leurs emplois²¹². En effet, les raisons de détention de ces personnes n'ont été qu'une psychose générale de la part de la PIDE, les accusations s'étant révélées plus tard fausses. Aujourd'hui même, les témoignages le confirment :

« Ces gens là n'étaient pas en train d'adhérer, ni ne savaient de quoi il s'agissait. C'est la PIDE qui commença à arrêter les gens, pensant qu'ils étaient en train d'adhérer au Frelimo [...], la plupart ont été arrêtés sans savoir de quoi il s'agissait. »²¹³

Selon Arrone Fijamo (qui aurait essayé de se suicider en prison) le fait d'être un bon orateur en langue portugaise, de posséder des aptitudes littéraires et d'être membre de l'*União Nacional*, avait attiré l'attention de la PIDE et avait suscité des inimitiés et des jalousies. D'après lui, ce sont ces inimitiés qui l'amènèrent à être victime de cette police politique portugaise²¹⁴. Tout aurait été selon lui, précipité avec la publication de l'ouvrage *Impressões de uma Viagem* :

« En 1961 j'avais publié un livre de chroniques de voyage dénommé *Impressões de uma Viagem* avec le soutien du gouverneur général de Mozambique, et j'étais un des secrétaires généraux de l'Association Humanitaire de Zambézie. Ainsi mes adversaires personnels ont fait des intrigues, profitant du fait qu'à cette époque on parlait beaucoup du Frelimo. »²¹⁵

D'ailleurs, selon Arrone Fijamo, jamais ne lui furent expliquées les raisons de sa détention par le PIDE²¹⁶. Une autre hypothèse qui puisse expliquer l'arrestation d'Arrone Fijamo pu être le fait que la PIDE se méfiait du réformisme du gouverneur-général Sarmiento Rodrigues, un proche d'Adriano Morreira (le ministre de l'outre-mer) et a elle pu monter le « complot » pour empêcher qu'un « homme de couleur » ne devienne le président du Concelho Legislativo de Moçambique. Une des grandes déceptions d'Arrone Fijamo était précisément la non-reconnaissance par les autorités portugaises de son engagement et de son patriotisme envers le

²¹⁰ Entretien avec Verónica Fijamo, 29 novembre 2005.

²¹¹ Fils de Karel Pott, figure éminente du mouvement associatif à Lourenço Marques.

²¹² IANTT/AOS/UL/34, *Correspondência sobre as seguintes questões: Situação Política em Moçambique, 1959-1967, Carta de Willem Gerard Pott para o o deputado por Moçambique à Assembleia Nacional, Dr. Manuel Nazareth, Quelimane, 22 Novembre 1967, Pasta 6, 4ª Subdivisão.*

²¹³ Entretien avec Teófilo Roldão, Quelimane, 27 novembre 2005.

²¹⁴ « O escritor escreve para educar e não para exhibir-se », *Tempo*, n° 927, *op. cit.*

²¹⁵ *Ibidem.*

²¹⁶ *Ibidem.*

Portugal. Bien qu'il ait travaillé énormément pour l'État portugais, il n'avait pas échappé aux persécutions politiques de celui-ci, l'accusant d'être un des promoteurs des idées de libération²¹⁷. D'une certaine manière, la PIDE n'arrivait pas à se convaincre elle-même que des personnes noires ou métisses de l'élite créole zambézienne, pussent se considérer et se ressentir comme portugaises. Elle suspectait forcément un complot. Comme le dit si bien Arrone Fijamo, les considérer comme des agents du Frelimo constituait un outrage, cela entraînait en contradiction avec leur *ethos* lusitanienne. Même à l'indépendance, ces personnes n'ont jamais revendiqué leur appartenance au Frelimo. Au contraire, elles s'en sont toujours démarquées. De plus, Fijamo, de la fine fleur créole zambézienne, n'avait que mépris pour ces « petites » élites sudistes du Frelimo qui avaient connu la « civilisation » bien plus tard que les Zambéziens, et qui voulaient leur donner des leçons.

Lors de la chute du régime de l'*Estado Novo* en avril 1974, Arrone Fijamo apparut aux côtés d'un groupe de Zambéziens intitulé « Démocrates du Chuabo » soutenant la *Junta de Salvação Nacional* et critiquant les crimes commis par le régime de Salazar²¹⁸. Il fit ensuite partie d'un groupe de citoyens Quelimaniens, anciens prisonniers de la PIDE/DGS, qui allait s'organiser pour en dénoncer les crimes.

La « portugalité » d'Arrone Fijamo en question

Arrone Fijamo se vantait d'être connu dans toute la Zambézie et dans certaines parties de l'Europe, surtout au Portugal où le nom de son père, qui avait contribué à la stabilité de la patrie lusitanienne, était presque commun dans l'histoire coloniale²¹⁹. Il se disait également être un homme fortuné, prédestiné, ayant toujours été chanceux dans la vie, car dès l'école il avait toujours occupé des postes de direction et était aimé par les professeurs, les prêtres et les dirigeants politiques²²⁰. À l'instar de José Roldão, il était défenseur d'une société multiraciale ancrée dans les valeurs lusitaniennes où les « civilisés » (Blancs, Noirs assimilés et métis) avaient la tâche d'éclairer l'indigène. Arrone Fijamo se disait un Noir différent des autres, plus « civilisé », plus proche de la société lusitanienne : il était instruit et parlait couramment portugais avec le même accent que ses frères de la métropole. Pour lui, toujours dans la lignée

²¹⁷ A. FIJAMO, *Ecos...*, *op. cit.*

²¹⁸ « Democratas do Chuabo : Nação é o povo », *Notícias da Beira* (Beira), n° 8837, 4 mai 1974; « Zambézia. Jornada democratica memoravel », *Notícias* (Lourenço Marques), n° 16131, 8 mai 1974.

²¹⁹ A. FIJAMO, *Tese para...*, *op. cit.*, p. 4.

²²⁰ A. FIJAMO, *Ecos...*, *op. cit.*

de José Roldão, le Mozambique était le Mozambique grâce au Portugal. C'étaient les Portugais qui, en mettant fin aux divergences tribales, linguistiques, etc., avaient unifié les Mozambicains, c'était grâce à eux, que le Mozambique avait été bâti. Critiquant le Frelimo pour avoir essayé de balayer tous les « vestiges » du colonialisme, Arrone Fijamo se demandait pourquoi ils n'avaient pas effacé le nom Moçambique, aussi inventé par les Portugais²²¹. Les Portugais, que Fijamo classifiait de « *boa gente* » (gens bien nés) à l'inverse de ceux du Frelimo, avaient, selon lui, respectés les us et coutumes ainsi que les différentes ethnies et clans locaux.

On le voit, il n'y avait guère de divergences politiques entre un Arrone Fijamo et un José Roldão. Pourtant, entre cet Africain assimilé mais ayant encore les habitudes des câfres et c'est autre, déjà plus « portugalisé », il n'y eut jamais entente :

« Arrone Fijamo n'a jamais été l'ami de Roldão, ni de Capé, il était pauvre, les autres étaient riches, il était Noir, les autres mulâtres. Arrone Fijamo habitait dans une maison de zinc et de bois, les autres dans les maisons en dur. Le racisme est parti de l'AAZ. »²²²

En effet, ce qui séparait Roldão et Fijamo n'était pas une simple question raciale, c'était plutôt une différence de statut social. De même, il faut dire quelques mots sur le devenir des membres de l'AHUZ lors de l'indépendance du Mozambique en 1975. Certains partirent au Portugal, comme par exemple son premier président et ancien membre de l'AAZ, Bernardo Pedro Francisco, mais la plupart d'entre eux restèrent à Quelimane. À l'instar de la plupart des membres de l'AAZ, ils furent marginalisés par le nouveau régime en place, à quelques exceptions près. Le Frelimo ne s'arrêta pas à ces nuances, ces stratifications culturelles entre segments de l'élite créole, plus ou moins portugalisés dans leurs coutumes, plus ou moins aisés, plus ou moins vus de l'administration coloniale. Ils furent, les uns et les autres, estampillés « réactionnaires ». Le tournant pluraliste de 1990-1994 allait cependant leur donner une dernière occasion de s'exprimer.

En 1994, lors des premières élections libres, Arrone Fijamo voulut de se présenter aux présidentielles en affirmant être le seul candidat garant de la paix, de l'harmonie et de la stabilité politique et économique du Mozambique, bien qu'il n'ait eu ni bonne formation académique ni expérience de gouvernement. Selon Fijamo cela ne constituait pas un problème car, « depuis l'indépendance, le Mozambique a toujours vécu d'expérimentations »²²³. Sa

²²¹ A. FIJAMO, *Tese para...*, op. cit., p. 9.

²²² Entretien avec Verónica Fijamo, 29 novembre 2005.

²²³ A. FIJAMO, *Tese para...*, op. cit., p. 10.

candidature était axée sur trois principes : paix, morale et progrès²²⁴. Pour lui, une éventuelle élection de Joaquim Chissano ou d'Afonso Dhlakama amènerait de nouveau le pays à la guerre civile et il suggéra leur renoncement volontaire aux élections²²⁵. Le but de sa candidature était de sauver la nation qui cheminait vers la faillite. De même, il voulait rééquilibrer les relations de pouvoir régionales, dans un pays caractérisé par l'exploitation des uns par les autres. Faisant limpide référence aux dix provinces du pays, le Mozambique était, selon lui, la propriété de « dix associés » de valeurs et de poids économiques différents, et il était temps de remédier à l'arrogance des associés les moins importants économiquement, qui s'arrogeaient le droit de gouverner les autres²²⁶. Les associés « moins importants économiquement » étaient évidemment ceux du Sud, qui avaient dominé la scène politique mozambicaine depuis l'indépendance. Rappelant que pendant l'*Estado Novo*, la Zambézie était devenue la province la plus importante du point de vue agricole, Fijamo dénonçait son exploitation et sa domination par le Sud : « Aujourd'hui et dorénavant le destin du pays dépend d'un accord, d'une entente entre les dix membres »²²⁷. Mais n'ayant pas réussi à réunir les conditions requises pour participer aux élections (parrainages, argent, etc.), Fijamo échoua dans son projet. Il mourut à Quelimane en juillet 1998, sans même que la presse n'en fasse écho. Cette même année, l'*Associação dos Escritores de Moçambique* (AEMO), sous l'impulsion d'un autre Zambézien, Helder Muteia, ancien ministre de l'Agriculture, publia à titre posthume l'ouvrage de fiction d'Arrone Fijamo, *Ecos de Inhamitanga*.

C. La Zambézie et le colonialisme

Si relater l'histoire de l'élite créole zambézienne était indispensable, elle ne représente pas pour autant toute l'histoire de la Zambézie. Pourquoi la Zambézie a-t-elle été « dépassée » par le mouvement anticolonialiste de la fin des années cinquante et du début des années soixante, qui eut comme résultat la genèse du Frelimo et déboucha sur l'indépendance du Mozambique en 1975 ? Comment expliquer l'attitude de cette élite à l'égard de la colonisation et comprendre les liens de cette élite avec sa propre province ?

²²⁴ *Ibidem*, p. 11.

²²⁵ *Ibidem*, p. 8.

²²⁶ *Ibidem*, p. 12.

²²⁷ *Ibidem*.

Une élite très proche du Portugal

Le petit milieu créole était très proche de la communauté blanche, un type de colonisation très différente des autres régions du pays (les *prazos*) ayant ici tissé des rapports un peu particuliers entre les deux communautés. Ces anciens et principaux noyaux de la créolité du Mozambique ne connaissaient comme patrie que le Portugal :

« Nos amis étaient des Portugais et nous sommes nés avec l'idée que nous sommes portugais, que le Mozambique est le Portugal, alors comment aurait-on pu se battre contre le Portugal ? Contre notre patrie ? Nous ne pouvions pas nous battre contre le Portugal, parce que nous étions des Portugais [...] il n'était pas possible de faire la guerre contre nos parents [...]. Nos parents étaient déjà très enracinés dans cette histoire et apparaît une autre face de la monnaie, c'est-à-dire, les autres Mozambicains qui disaient il faut faire cela [...]. Nous ici nous voulions être heureux à notre façon [...] Ce n'est pas le voisin d'ailleurs (*vizinho de fora*), c'est-à-dire d'une autre province qui allait nous dire ce que nous devrions faire. Au Sud, ils avaient plus souffert que nous, il est normal qu'ils se soient rebellés. C'est pour cela qu'il y a toujours des problèmes... »²²⁸.

Selon Domingos Cardoso, fils d'une *nhanha*, cette proximité avec le Portugal s'explique par le type de socialisation (comprise comme un processus d'inculcation de valeurs) que reçurent les enfants des *nhanhas*, des *sinharas* ou des *donas*. Ils furent, à l'exemple de lui-même, éduqués comme Portugais :

« La culture portugaise était très enracinée ici, parce qu'il y avait une grande tradition de présence du Blanc. À cette époque, les Blancs, les Goannais, n'amenaient pas leurs femmes, certains venaient comme déportés, la Zambézie était un lieu d'exil pour eux. D'autres étaient analphabètes [...]. Ce sont ces Blancs-là que se sont mariés avec nos mères. Les maris acculturaient les *donas* et à cause de cela, celles-ci vivaient dans un monde très éloigné du monde traditionnel. Nos mères étaient fières d'élever des fils mulâtres et faisaient tout pour les éloigner du milieu traditionnel. Je n'ai pas connu mon père, j'ai été élevé par ma mère, elle était une *nhanha*, *nhanha* Romana Mateus [...] Nous avons été élevés comme des Portugais. C'est pour cela que Samora Machel disait que ces *nhanhas* étaient avec le Blanc. Je ne vois pas de raisons qui amènent nos frères [les gens du Frelimo] à nous marginaliser à cause de cela. »²²⁹

Il s'agissait d'un monde moins exposé au racisme déchirant les deux principales villes du pays, Lourenço Marques et Beira. À l'exception de Luabo, où la politique de discrimination de la Sena Sugar Estates ne touchait pas seulement les indigènes, mais également les métis, les Noirs assimilés et les Blancs portugais, Quelimane était, selon les témoignages recueillis, un espace « libre » de discrimination raciale pour cette classe privilégiée.

²²⁸ Entretien avec Teófilo Roldão, Quelimane, 5 décembre 2005.

²²⁹ Entretien avec Domingos Cardoso, Maputo, 27 décembre 2005.

António Ruas, membre de l'AAZ, vieux Zambézien fils d'un Goanais et d'une *nhanha*, livre une description de la Zambézie à cette époque :

« La Zambézie était isolée de l'influence du racisme anglo-saxon, alors les Portugais qui y étaient vivaient intimement avec le peuple, différemment des autres régions du pays. Il y avait des individus qui venaient du Portugal et, arrivés en Zambézie, vivaient avec les indigènes et habitaient avec leurs enfants. Les Suisses qui sont passés par ici n'ont jamais abandonné leurs enfants. Il y avait ce climat qui a mené à l'accommodement. L'absence du Zambézien dans les mouvements anticolonialistes est dû au fait que le racisme n'a pas été violent.»²³⁰

Júlio Pedro Francisco raconte certaines situations de discrimination raciale vécues par les Zambéziens principalement à Beira et Lourenço Marques et comment ils les trouvaient étranges, car selon lui, elles n'existaient pas à Quelimane :

« Une fois le [club de football] *Ferrovário* de Quelimane est allé jouer à Beira et la plupart de ses éléments étaient des Zambéziens noirs et métis. Après le match, un ami nous a invités à boire un verre [...] lorsque nous sommes arrivés là-bas, les *gajos* [les types] qui contrôlaient l'entrée ont hésité à nous laisser entrer [...] un d'entre eux était allé demander s'ils pouvaient nous laisser entrer [...], ils nous ont finalement laissé entrer, mais ça se voyait qu'ils ne voulaient rien à voir avec nous. Ici à Quelimane cela n'existait pas. À Beira c'était un cas sérieux, il y avait un cinéma pour les Noirs, cela n'existait pas ici. En 1959, je fus transféré pour travailler à Maputo [...], là-bas pour aller chez le coiffeur, c'était un problème sérieux pour les Noirs et les métis [...], j'ai dû aller avec un ami Blanc pour me présenter au coiffeur parce que j'étais métis. Je voyais cette manière de traiter [les gens] à Maputo, qui n'existait pas ici. »²³¹

Un autre élément qui peut expliquerait cette attitude de l'élite, est bien sûr les avantages qu'elle tirait du système. En effet, bien que fragile économiquement, elle bénéficiait du système, ce qui ne la prédisposait pas à opérer une rupture avec l'ordre colonial. Comme l'explique António Ruas,

« En 1920, l'administrateur des services financiers de la *Companhia da Zambézia* était un Noir, nous avions un chef de section également noir. Moi-même j'occupais un haut poste dans la Compagnie [...], j'étais chef de la comptabilité. Toutes ces situations amenaient les gens à ne pas vouloir changer le *statu quo*. Les gens disaient : les choses vont bien, pourquoi allons nous les changer ? Il s'agissait d'individus qui avaient peur du changement. Ils étaient déjà avantagés, ils n'aspiraient pas à autre chose. »²³²

Un autre témoignage qui vient renforcer cette thèse est celui de Roberto do Ó da Silva qui porte notamment sur l'importance de la socialisation dans le modelage des personnalités :

²³⁰ Entretien avec António Ruas, Maputo, 6 janvier 2006.

²³¹ Entretien avec Júlio Pedro Francisco, Quelimane, 6 décembre 2005.

²³² Entretien avec António Ruas, Maputo, 6 janvier 2006.

« Les Zambéziens avaient été éduqués d'une certaine façon, pour cela ils ne pouvaient pas se rebeller contre le Portugal [...] Il y avait l'aspect économique, car à la tête des plantations, il y avait des Blancs, mais juste en dessous, c'était la *malta da terra* (gens de la terre), protégée par les Blancs. Les gens ont commencé à bénéficier du système, qui a élevé leur statut, ici les choses étaient différentes. C'était difficile pour les gens du Sud de comprendre cela. Au Sud, il n'y avait pas ce type d'économie qui existait en Zambézie [...] José Roldão qui a fait partie de la campagne contre la culture forcée du riz à côté de l'évêque Sebastião de Resende²³³, était une personne importante, malgré le fait qu'il était noir, il était très respecté des structures coloniales [...], Carmo Gomes²³⁴ était fils d'un Blanc, il voyait qu'il allait perdre le peu de ce qu'il avait déjà gagné, il connaissait l'Europe, il n'y avait pas beaucoup de Mozambicains qui avaient eu ce privilège [...], la famille Nazareth, qui avait des propriétés, l'un d'entre eux est allé étudier au Portugal et a même été médecin de Salazar [...], tout cela marquait [...], le père de René Trinidad²³⁵ était goûteur du thé de la Companhia da Zambézia, le chef des ateliers de la Companhia da Zambézia par exemple était métis [...], tout cela se répercute [...] Il s'agissait de gens avec un statut social et un type de vie, et qui ne voulaient pas tout perdre et qui d'une certaine façon ont été critiqués à l'indépendance. »²³⁶

L'influence de l'Église protestante

Le noyau dur des principaux dirigeants du Frelimo fut issu de certains milieux protestants. Or, la Zambézie n'était pas exposée aux courants des églises protestants qui incitaient indirectement au nationalisme et qui se trouvaient essentiellement au Sud et dans une faible mesure dans le district de Manica e Sofala. En effet, le protestantisme n'a pas connu une grande expression en Zambézie, malgré l'existence de églises protestantes notamment l'Église Adventiste du 7^e jour de Munguluni à Lugela et de la Mission Évangélique de Nauela, circonscription de l'Alto-Molocué, implantées au XX^e siècle. La particularité de ces églises était le fait qu'elles se trouvaient chez les Lomués, parmi lesquels le Portugal n'avait exercé un pouvoir effectif, qu'à la fin du XIX^e siècle. Ce fut parmi ces adventistes, qui le Frelimo allait recruter certains de ses militants tels que Alberto Mutumula, les frères Santos Machado (Sonte Machado), Ernesto Evangué, Castro Evangué, José Alves Dulaudilo, etc²³⁷. D'ailleurs, cette Église avait depuis toujours eu des ennuis avec les autorités portugaises, accusée de soutenir des activités subversives. Quant à la Mission Évangélique de Nauela qui avait été créée en 1913 par des presbytériens écossais venus

²³³ Évêque du diocèse de Beira qui, pendant les années 1940 et 1950, incluait la Zambézie. Dom Sebastião de Resende se rendit célèbre par ses critiques contre les cultures forcées et autres maltraitements coloniaux.

²³⁴ Un de membres influents de l'AAZ.

²³⁵ D'une vieille et influente famille du monde créole zambézien.

²³⁶ Entretien avec Roberto do Ó da Silva, Quelimane, 30 novembre 2005.

²³⁷ A. Ivens-Ferraz de FREITAS, *Assunto: Subversivo. Circunscrição do Lugela sede e seus Postos de Munhamade e Tacuane, Informação n° 82/1964, período de 14 de Março 1963 a 20 de Fevereiro de 1965*, Lourenço Marques, 5 novembre 1964, in AHU/MU/GM/GNP/Pt.1/SR053/SCCIM/Incidentes em Moçambique.

du Malawi²³⁸, elle avait été fermée par arrêté du 12 septembre 1959, sous prétexte que ses activités étaient contraires à l'action civilisatrice portugaise. Néanmoins, elle avait formé une petite élite noire, parmi laquelle on retrouvera Lourenço Mutaca, futur cadre du Frelimo²³⁹. Cela ne veut pas dire évidemment que les seuls militants zambéziennes qui rejoignirent le Frelimo, venaient du milieu protestant, ni même qu'ils en formaient la majorité, comme on le verra au IV^e chapitre, mais le protestantisme minoritaire de Zambézie fut indéniablement un vecteur particulier de recrutement. Le Frelimo recruta d'ailleurs dès les premières années de sa formation quelques Zambéziens de l'ethnie Chuabo nés au « cœur de la créolité », mais il s'agissait alors d'indigènes, tels Joaquim Maquival et Bonifácio Gruveta. Ils avaient déjà eu des contacts avec le Malawi et avaient été extrêmement influencés par les événements politiques dans ce pays. Le premier avait été un simple travailleur dans les plantations de la Sociedade de Chá Oriental à Milange, à la frontière avec le Malawi, où il avait vécu pendant une longue période²⁴⁰. Le second, qui allait devenir gouverneur de la Zambézie à l'indépendance, était né à Namacata, à quelques kilomètres de la ville de Quelimane et avait séjourné plusieurs fois au Malawi. Il le confirme lui-même :

« J'ai eu l'opportunité de connaître le Malawi, de vivre au Malawi. Je connaissais déjà la politique du MCP [Malawi Congress Party], je connaissais déjà Banda²⁴¹ aussi. C'est cela qui m'a éveillé plus tôt que les autres [Zambéziens]. J'étais au Malawi au temps de Chipembere²⁴². Ce fut celui-ci et les autres qui ont invité Banda à diriger le Malawi. »²⁴³

Ces travailleurs qualifiés étaient de formation sociologique très différente de l'élite créole et métisse zambézienne.

Au sud, les choses se passèrent différemment. Si par exemple, les élites du Sud dans les années trente, exigeaient également un colonialisme plus humain, c'est-à-dire, une pleine reconnaissance de leurs droits de citoyens portugais et la défense du « Grand Portugal », cette situation y connut un tournant à la fin des années cinquante et au début des années soixante. Le racisme, l'influence des églises protestantes, dans l'éveil de la conscience nationaliste, la proximité avec l'Afrique du Sud où les Noirs réclamaient déjà leur liberté, menèrent une partie

²³⁸ E. MORIER-GENOUD, « Archives, historiographie et Églises évangéliques au Mozambique », *Lusotopie* (Paris, Karthala), 2000, pp. 621-630.

²³⁹ Entretien avec Aníbal Castro Morgado, Maputo, 2 novembre 2005.

²⁴⁰ Voir sa biographie chez E. MONDLANE, *Lutar por...*, *op. cit.*

²⁴¹ Hastings Kamuzu Banda, dirigeant du MCP.

²⁴² Dirigeant anticolonial malawite, qui allait plus tard entrer en dissidence avec H. K. Banda.

²⁴³ Entretien avec Bonifácio Gruveta, Maputo, 15 janvier 2005.

de cette élite à un basculement de l'assimilationniste utopique au désir de rupture. Ce n'était plus le maintien et l'amélioration du Portugal Colonial qui était en question, c'était l'indépendance qui était exigée. Il en allât de même avec les élites du district de Manica e Sofala, surtout des régions de Mambone ou Machanga, Vila Pery et Vila Manica, proche de la Rhodésie du Sud. Mais à la différence du Sud, dans le district de Manica e Sofala, il s'agissait d'élites non créoles, issues surtout du milieu rural. Étaient originaires de la région de Machanga par exemple, Uria Simango, Silvério Nungo et Rufo, futures figures de Frelimo. D'ailleurs, Uria Simango était révérend de la Mission Méthodiste épiscopale. Depuis les années 1930, la Machanga était zone sensible. En effet, en 1932, une manifestation populaire à Beira réunissant de gens de Machanga avait impliqué l'intervention de l'armée²⁴⁴. Puis en 1953, suite aux mutineries déjà évoqués dans le régions de Machanga et Mambone, plusieurs indigènes parmi eux, le père d'Uria Simango furent envoyés en exil et le *Núcleo Negrófilo de Manica e Sofala* fut fermé. Dans les régions de Mambone et Machanga, l'activité des Églises Africaines (« sectes païennes » pour les Portugais) et de la Mission Congrégationaliste Américaine était très importante. Il s'agissait de régions marginalisées par l'État colonial et par la Companhia de Moçambique²⁴⁵, des régions moins propices à l'activité agricole, mais servant de réserves de main-d'œuvre²⁴⁶. Si à l'époque, ces mutineries n'avaient pas de buts indépendantistes, mais visaient simplement à contester les abus de l'administration coloniale, il n'empêche que ce fut dans ces régions qu'allaient émerger d'importants futurs cadres du Frelimo. Mais alors, il ne s'agit pas créoles (telle qu'on définit la créolité ici), mais d'individus essentiellement d'origine rurale.

Depuis les années 1950, des Mozambicains originaires de ces régions et émigrés en Rhodésie du Sud commencèrent à créer des associations. C'est le cas de la *Portuguese East Africa Society*, ou *Mozambique African Society* et de toute une série d'autres associations de type mutualiste et funéraires (*Burial Societies*), dont les fondateurs seraient Gabriel Moyana, originaire de Machanga, et les frères Pedro et João Simango, de Josiah Simango, Mateus Simango et Jack

²⁴⁴ A. Ivens-Ferraz de Freitas, *Distrito de Manica e Sofala. Subversão*, Lourenço Marques, Informação n° 45/965, 4 novembre 1965....., *op. cit.*

²⁴⁵ Rappelons que le territoire de Manica e Sofala était sous juridiction de la Compagnie du Mozambique dès 1892, situation qui se maintiendra jusqu'à 1941.

²⁴⁶ M. CAHEN, *Les mutineries de la Machanga et de Mambone (1953) : conflits sociaux, activisme associatif et tension religieuse dans la partie orientale de la "zone vandau"*, Bordeaux, 1991.

Mashaba, tous originaires du district de Manica e Sofala²⁴⁷. Un peu plus tard, Uria Simango (futur vice-président du Frelimo), Filipe Madzozere se joignirent à ce groupe. Certains de ces émigrés mozambicains qui avaient le soutien du *Zimbabwe African People's Union* (ZAPU) de Joshua Nkomo, adhérèrent ensuite à l'*União Democrática Nacional de Moçambique* (Union Démocratique Nationale du Mozambique, Udenamo), pour lutter en faveur de l'indépendance du Mozambique²⁴⁸. L'Udenamo avait été créée en 1961 à Bulawayo, en Rhodésie du Sud, par Adelino Chitofu Gwambe, naturel de Inhambane, mais qui avait travaillé à Beira, la capitale du district de Manica e Sofala, avant d'émigrer en Rhodésie du Sud. Donc, le gros des éléments à l'origine de la création de l'Udenamo étaient des natifs du district de Manica e Sofala. Ensuite, nombre de Macondes ont rejoint l'Udenamo.

Le rôle joué par les églises protestantes, particulièrement de la Mission Suisse dans la formation de la conscience politique au sud du pays a été étudié notamment par Teresa Cruz e Silva²⁴⁹. Selon Teresa Cruz e Silva, en harmonisant la formation d'une petite élite noire instruite et en africanisant l'église protestante (intronisation de prêtres noirs, prières en langues locales), en produisant des discours anticoloniaux, la Mission Suisse aurait contribué à bâtir une conscience politique chez les Mozambicains²⁵⁰. Si le versant Sud du protestantisme mozambicain est ainsi le mieux connu, et son rôle parfois exagéré, d'autres influences protestantes (anglicanisme, etc.) dans d'autres régions du pays eurent aussi un rôle important. Mais les déséquilibres économiques et urbains de la colonie allaient donner une importance particulière au Sud, et à Lourenço Marques en particulier.

Un des exemples les plus marquants fut le mouvement lycéen de Lourenço Marques de la fin des années quarante, le NESAM, *Núcleo dos Estudantes Secundários Africanos* (Noyau des Lycéens Africains de Lourenço Marques), dont plus tard certains des membres firent partie de la direction du Frelimo. En effet, en 1949 à Lourenço Marques un groupe de jeunes étudiants mozambicains, dont la plupart étaient protestants, avait créé au sein du *Centro Associativo dos Negros de Moçambique*, le NESAM²⁵¹. Faisaient partie de cette organisation notamment l'actuel

²⁴⁷ PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, Lourenço Marques, 21 avril 1962, in IANTT/PIDE/DGS/ Serviços Centrais, n° do processo 2657/62, *Uria Simanta ou Uria Simango*.

²⁴⁸ *Ibidem*.

²⁴⁹ T. C. e SILVA, *Igrejas protestantes e consciência política no sul de Moçambique (1930-1974)*, Maputo, Promédia, 2001.

²⁵⁰ *Ibidem*.

²⁵¹ *Ibidem*, p. 116.

président du Mozambique, Armando Guebuza ; le premier président du Frelimo, Eduardo Mondlane ; l'ancien président de la République, Joaquim Chissano, l'ancien Premier ministre, Pascoal Mocumbi et bien d'autres leaders historiques de ce mouvement. Accusé d'activités subversives, le NESAM fut interdite en 1965.

Le rôle de l'émigration

L'élite créole zambézienne était une génération coupée du monde mais point du Portugal, car la Zambézie, à l'exception de sa bordure extrême-occidentale et à la différence du Sud ou de Manica e Sofala, n'avait presque aucun contact avec les colonies britanniques voisines. En effet, ces deux dernières furent en certaine mesure influencées par les mouvements indépendantistes à l'œuvre dans ces pays (Rhodésie et Afrique du Sud). La Zambézie n'a pas joui de ce type d'influences. Le chemin de fer Quelimane-Malawi ne fut pas construit, la Zambézie n'avait ni radio ni journal jusqu'au milieu des années cinquante. Avec l'économie de plantations, le travail était abondant, la Zambézie était devenue le district le plus riche du Mozambique sur le plan agricole, et le chômage n'y existait presque pas. L'élite zambézienne n'avait donc pas besoin d'émigrer et si elle le faisait, c'était plus vers Beira que Lourenço Marques ou l'étranger.

Même au sein de la population indigène, l'émigration était très faible en Zambézie côtière et intérieure, et assez faible même aux frontières occidentales. Elle y avait même été interdite en 1919. Cette population cherchait du travail dans les plantations locales, comme l'attestent de nombreux rapports des administrateurs du district de Quelimane. Le nombre d'indigènes qui allait au Malawi chercher du travail était faible²⁵². Par exemple, l'administrateur de la circonscription de Morrumbala, région frontalière du Malawi, affirmait que dans cette circonscription l'émigration vers la colonie britannique était presque nulle et que le nombre d'indigènes ayant quitté la circonscription de Morrumbala était inférieur au nombre de ceux qui y entraient²⁵³. Ces gens ne connaissaient que la Zambézie, n'avaient pas de contacts avec les élites d'autres régions du pays ; la Zambézie vivait à part. D'ailleurs, il n'existait même pas de relations économiques, ni un chemin de fer Nord-Sud. Le Sud avait été structuré comme économie de services pour l'Afrique du Sud, Beira la deuxième ville, au Centre, était en relation avec les Rhodésies du Sud et du Nord.

²⁵² IANTT/ SCCIM, *Distrito da Zambézia. Estudo da Situação*, Quelimane, 1965, processo n° 5, Caixa 390.

²⁵³ L. de Andrade, *Colónia de Moçambique, Província da Zambézia, Circunscricção de Morrumbala. Respostas ao Questionario da Inspeccção Superior de Administração Colonial*, Morrumbala, 16 janvier 1950, in AHM/DSNI, Processo A/42, Caixa 136.

Le contraste est frappant avec Tete, le district voisin de la Zambézie. Le district de Tete, à la différence de la Zambézie, était (et est resté) une région pauvre sans infrastructures, où la terre ne favorisait pas l'activité agricole, menant ainsi à un exode massif des populations de cette région vers les pays voisins, surtout vers la Rhodésie du Sud, la Rhodésie du Nord et le Malawi. L'émigration faisait déjà partie de son quotidien depuis la fin du XIX^e siècle. En août 1913, l'émigration dans le district de Tete avait été régulée par le *Tete Agreement*, un accord qui prévoyait le recrutement de 15 000 travailleurs chaque année par la *Rhodesian Native Labour Bureau* (RNLB). Avec cet accord, le district de Tete était devenue une réserve de main-d'œuvre pour la Rhodésie du Sud²⁵⁴.

La situation d'abandon du district de Tete a toujours mené les populations de cette région à chercher du travail et de meilleures conditions de vie dans les territoires voisins du Mozambique, plus aisés économiquement. Il n'y avait pas de grandes entreprises dans ce district, ni d'industrie digne de ce nom. Il y avait seulement la *Companhia Carbonifera de Moçambique*, à Moatize. De même, l'activité agricole était quasi nulle et même ses secteurs économiques modernes avaient des dimensions et des perspectives réduites²⁵⁵.

C'est donc l'absence d'une activité agricole ou industrielle capable d'absorber la main-d'œuvre valide, combinée aux difficultés d'écoulement des produits et à la pauvreté des produits de l'agriculture indigène qui ne rapportait pas à l'agriculteur le minimum de subsistance, qui menaient depuis très longtemps la plupart des hommes valides du district de Tete à émigrer, spécialement vers les Rhodésies du Sud et du Nord²⁵⁶.

Avec la fin de l'émigration légale en 1961, l'émigration clandestine continua à grande échelle, et dans certaines régions du district de Tete comme Magoè, Zumbo et Maravia, l'on trouvait simplement des vieux, des enfants et des femmes²⁵⁷.

De cette population émigrée surgit un des premiers mouvements, la *Sociedade do Globo Este de Tete* (*Tete East Africa National Globe Society*), dont certains éléments firent un peu plus tard partie des mouvements anticolonialistes qui vont exiger l'indépendance du Mozambique. C'est

²⁵⁴ M. Newitt, *A history of...*, op. cit., pp. 503-516.

²⁵⁵ J. C. GONÇALVES, *Panorama Geral do Distrito de Tete, Apontamentos para sua excelência o senhor Inspector Superior, Hortêncio de Sousa*, Tete, 12 décembre 1966, in AHM/Governo de Tete, Arquivo Confidencial, Vários, Caixa 42.

²⁵⁶ *Ibidem*.

²⁵⁷ *Ibidem*.

le cas de Joe N'Tundumula Bande ou Minege N'tundumula Bande qui adhèrent à l'Udenamo.

Tete East Africa National Globe Society, également connu sur le nom de *The East Africa National Globe Society* avait au départ Nazarino Jorge Tomás comme président; Horácio Sabonete pour secrétaire, Fernando Carige pour vice-président, Minege M'Tundumula pour Chairman, Renessau Baptista (ou Renessau Bande) comme trésorier, tous originaires de la circonscription Moatize dans le district de Tete. Les objectifs de cette association étaient de :

- a) Promouvoir une meilleure entente entre les membres de la Société ;
- b) Aider les membres de la Société ou leurs familles en cas de décès, maladie ou lorsque ceux-ci quittent ce pays pour rentrer dans leur terre ;
- c) Donner, lorsque, on le jugera nécessaire, assistance légale aux membres de la Société ;
- d) Promouvoir les intérêts des membres de la Société. »²⁵⁸

Au-delà de ces statuts vagues à souhait, Joe N'Tundumula Bande, afficha tôt les intentions de la *Sociedade Globo Este de Tete* dans une lettre adressée au leader de l'Unami : il demandait l'indépendance du Mozambique pour l'année 1963²⁵⁹. C'est également du district de Tete que vinrent la plupart des membres de l'Unami, y compris son président José Baltazar da Costa Chagonga, une organisation qui réclamait l'indépendance et avait été formée à Blantyre au Nyassaland en 1961.

La situation à l'extrême nord du pays, constitué par les districts de Niassa et de Cabo Delgado, ne différait pas essentiellement de celle du district de Tete. Ces régions présentaient un exode massif de Mozambicains vers les territoires étrangers, à la recherche de meilleures conditions de vie. Cela se traduisait par le travail dans les plantations de sisal au Tanganyika, au Kenya et en Rhodésie essentiellement. Ces territoires placés de 1892 à 1929 sous la juridiction de la désastreuse *Companhia do Niassa* étaient parmi les plus pauvres du Mozambique.

En 1940, l'inspecteur Armando Eduardo Pinto Correia, dénonçait un exode massif des populations du Niassa, circonscription d'Amaramba, vers le Tanganyika, le Malawi et la

²⁵⁸ MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS, Direcção Geral dos Negócios Politicos et de Administração Interna, *Assunto: Constituição da Sociedade do Globo Este de Tete*, Processo 940. 1 UL3 147, Lisbonne, 12 décembre 1961, in AHU/MU/GM/GNP/Pt. L.6.9/SR051/SCCIM/*Organizações e actividades separatistas em Moçambique, Sociedade do Globo Este de Tete*.

²⁵⁹ M. M. Sarmiento RODRIGUES, *informação n° 702/C*, Lourenço Marques, 23 juillet 1962, in AHU/MU/GM/GNP/Pt. L.6.9/SR051/ SCCIM/*Organizações e actividades separatistas em Moçambique, Sociedade do Globo Este de Tete*.

Rhodésie, où ils allaient chercher de « l'argent pour payer l'impôt »²⁶⁰. Selon l'inspecteur, l'insuffisance des conditions économiques comme l'absence de magasins où les populations pourraient acquérir des produits, l'absence de plantations où ils pourraient trouver un travail rémunéré afin de payer les impôts, le coût élevé des tissus dans les établissements situés loin de la frontière, la supériorité des taxes par rapport à ceux pratiqués dans les territoires britanniques, la mobilisation des hommes et des femmes pour les travaux non payés sur les routes, le recrutement forcé de la main-d'œuvre, destinée aux *fazendas* (champs) des Européens, la mouche tsé-tsé et les dégâts croissants des animaux sauvages²⁶¹, étaient les causes de ce flux migratoire²⁶². Dans le district de Cabo Delgado, la situation était comparable. À la fin des années cinquante, les effets des événements politiques au Kenya et surtout au Tanganyika, commencèrent à se faire sentir. À partir de 1958, des informations venant de plusieurs autorités administratives indiquaient l'existence d'un mécontentement parmi les populations indigènes du district. C'était ce mécontentement qui expliquait le grand mouvement d'émigration clandestine vers le Tanganyika. On épinglait également le manque de travail à compte propre, les conditions de travail dans les plantations de sisal du côté portugais et les salaires extrêmement bas par rapport à ceux du Tanganyika ; le régime de corvée et de travail gratuit qui était en vigueur dans le district ; le système de recrutement de main-d'œuvre ; la culture du coton, le prix des tissus supérieur à celui pratiqué au Tanganyika²⁶³. Au même moment, les autorités administratives commençaient à perdre confiance en leurs cipayes et dans les autorités traditionnelles, allant jusqu'à en destituer plusieurs²⁶⁴.

Les mouvements associatifs de Mozambicains au Tanganyika, commencèrent à s'organiser à la fin des années cinquante avec au départ des objectifs seulement mutualistes²⁶⁵.

Ainsi en 1957, des individus estimés au nombre de douze, du groupe ethnique Ajaua du district du Niassa, émigrés au Tanganyika et qui avaient fréquenté la Mission protestante de l'île de

²⁶⁰ A. P. Eduardo CORREIA, *Provincia do Niassa, Inspeção dos Serviços Administrativos e dos Negócios Indígenas, Relatório e documentos referentes à inspeção ordinária feita na Provincia do Niassa*, Lourenço Marques, 31 juillet 1940 in AHM/ISANI, Caixa 94, Vol I, 1938-1940.

²⁶¹ L'interdiction faite aux indigènes de posséder des armes à feu avait produit un essor inquiétant de la faune sauvage, y compris lions et éléphants

²⁶² A. P. Eduardo CORREIA, *Provincia do Niassa...*, *op. cit.*

²⁶³ C. A. Xavier da FONTOURA, *Apontamento secreto n° 16*, Lisbonne, 20 avril 1960, in AHU/MU/GM/GNP/PT.1/SR160/Apontamentos Secretos [N°s 16 a 177-A].

²⁶⁴ IANTT/AOS/CO/UL-22, *O problema Nacional de Moçambique. Ameaça do Potencial da União sul Africana e da Confederação Africana*, Lisbonne, 1954, Pasta 11.

²⁶⁵ Voir M. CAHEN, *The Mueda...*, *op. cit.*

Likoma, créèrent une association d'entraide, la Mozambique African Association (MAA)²⁶⁶. Cette association fut plus tard absorbée par des émigrés Macondes (groupe ethnique de Cabo Delgado)²⁶⁷.

D'autres organisations constituées surtout d'émigrés Macondes surgirent dans les années 1959 à Mombasa et à Zanzibar. Il s'agissait notamment de la Zanzibar-Mozambique Maconde and Macua Union (ZMMMU) et de la Kenya-Mozambique Association (KMA), formées par des travailleurs dans les plantations de sisal dans les régions de Kisauni et de Vipingo au Kenya²⁶⁸. Ce fut à partir de certaines de ces associations que fut créée, et avec un fort soutien de Julius Nyerere en 1961 à Mombasa, la Manu (Mozambique African National Union), une organisation qui réclamait l'indépendance du Mozambique et dont le leader était Mateus Mole. Cependant, il est important de souligner qu la Manu fut loin de recueillir l'unanimité, la KMA, ZMMMU et MAA s'y refusant et une partie des éléments des deux dernières firent le choix de rallier l'Udenamo d'Adelino Gwambe. C'est de cet ensemble de mouvements qu'allait naître le Frelimo, sans la présence de la Zambézie. Et comme le disent si bien L. Vail & L. White, en comparant la Zambézie avec les autres régions du Mozambique :

« ...Unlike their countrymen of Quelimane district, who had not travelled to the industrial centres of southern Africa and had not undergone politicization to any appreciable extent, the founders of these organizations had had the opportunity to develop marked political consciousness by coming in contact with the long tradition of workers' protests that dated from the turn of the century in southern Africa... »²⁶⁹.

En effet, ni la zone créole, ni les autres parties de la Zambézie, ne participèrent significativement à l'émergence des mouvements indépendantistes. D'ailleurs il faut rappeler que Lourenço Marques et Beira avaient connu, dans les années 1948 et 1950, d'importants mouvements de grèves de travailleurs indigènes surtout dans les ports et le chemin de fer. Ces grèves étaient non seulement le fait d'injustices, mais aussi de l'influence d'événements similaires dans les colonies anglo-saxonnes. Quelimane ne connut jamais de pareils événements.

²⁶⁶ IANTT/PIDE/DGS, *Assunto : Mozambique African National Union (MANU)*, Lisbonne, 15 juin 1965, Processo 326/61-SR.

²⁶⁷ *Ibidem*.

²⁶⁸ *Ibidem*.

²⁶⁹ L. VAIL, L. WHITE, *Capitalism and...*, *op. cit.*, p. 395.

La logique assimilationniste de l'élite zambézienne

L'élite créole et métisse pouvait parfaitement s'élever contre les excès du colonialisme, contre la discrimination raciale envers les métis et assimilés, mais elle n'imagina pas de le faire contre le système lui-même. Elle développait une expression politique pro-portugaise, assimilationniste, non violente et non séparatiste. On peut dire qu'il s'agissait d'une forme d'anticolonialisme puisqu'elle impliquait la fin des travaux et des cultures forcées, puisque ces élites cherchaient à rompre non point avec le colonisateur mais avec le fait que le Mozambique soit une colonie. La revendication était intégrationniste, à savoir le fait que le Mozambique soit vraiment le Portugal, une espèce de DOM-TOM à la française, comme on a l'a vu. Elles voulaient que l'assimilation dont le certificat leur conférait le droit d'être des citoyens comme les Européens, soit une réalité, elles voulaient participer à côté de leurs « frères » blancs à la gestion de la chose publique, bref avoir les mêmes droits, obligations et considération dans la réalité. D'une certaine manière, on peut dire aussi qu'il s'agissait d'un « anticolonialisme bourgeois » dans le sens où, pour cette élite, ce n'était pas tous les Noirs qui avaient le droit d'être assimilés, d'accéder à la citoyenneté, sauf par lente assimilation des indigènes à long terme. Plus exactement, ils ne cherchaient pas la fin de l'indigénat tout court. Selon José Roldão, les lois sociales étaient irrévocablement séparatistes, hiérarchiques. Il ne devait pas y avoir mélange entre assimilés et indigènes, c'est pour cela que même lorsque José Roldão parlait de la nécessité de promotion du statut social des indigènes, il ne mettait jamais en cause l'indigénat en tant que tel, nécessaire pour éviter toute sorte de nivellement. Il demandait, la construction d'un bon quartier pour les indigènes, mais séparé du quartier des civilisés. Lors d'un mémorandum envoyé au gouvernement en 1941, il demandait, entre autres, des salaires minima pour les employés du commerce, métis et assimilés²⁷⁰. Le diplôme législatif n° 352 du 23 juin 1932 promulgué dans le contexte de la dépression mondiale et qui obligeait les entreprises, sociétés commerciales agricoles et industrielles ou autres institutions singulières ou collectives établies dans la colonie, à posséder au moins 70 % de leur personnel non indigène parmi des ressortissants de nationalité portugaise et qui visait indéniablement à diminuer la concurrence anglaise, sud-africaine ou suisse dans le marché du travail blanc²⁷¹, devait selon Roldão, viser à éliminer la concurrence des nationaux non assimilés, c'est-à-dire, des

²⁷⁰ J. J. ROLDÃO, *Associação Africana de Quelimane Sua fundação, aspirações e acção educativa na vida de Quelimane e em geral da Zambézia...*, op. cit.

²⁷¹ *Ibidem*.

indigènes²⁷². C'est en ce sens que ces élites ne pouvaient représenter les intérêts et les aspirations de la grande masse indigène. Leur vision de la défense des indigènes relevait d'un paternalisme chrétien visant à « élever » peu à peu la masse vers la portugalisation. À très long terme, c'est du succès de la colonisation qui viendrait sa fin, par l'intégration complète de la Zambézie au Portugal.

²⁷² *Ibidem*. Sur cette mesure, voir aussi M. CAHEN, « Corporatisme et colonialisme. Approche du cas mozambicain, 1933-1979. I. Une genèse difficile, un mouvement squelettique », *Cahiers d'Études Africaines* (Paris, EHESS), 92, 1983, pp. 383-417.

Chapitre IV – De la résistance sociale aux anticolonialismes organisés

Dans le chapitre antérieur, on a analysé notamment, l'anticolonialisme assimilationniste en Zambézie et son rapport au pouvoir colonial. Il est nécessaire maintenant d'analyser l'anticolonialisme séparatiste, celui qui préconisait la rupture non point seulement avec le colonialisme, mais avec le colonisateur. Quelles furent les raisons de l'échec de la lutte armée anti-coloniale en Zambézie ? Fut-ce la faute des Zambéziens et du Malawi, comme le prétend souvent le Frelimo ? Telles sont les deux questions auxquelles on va essayer de répondre.

L'analyse de la lutte armée anticoloniale en Zambézie passe aussi par l'analyse des effets des événements politiques dans les pays voisins, surtout au Nyassaland, territoire britannique qui partageait une large frontière avec les districts de la Zambézie, de Tete et du Niassa. Il avait aussi des affinités ethniques avec certains groupes mozambicains. Ainsi dans un premier temps on étudiera l'impact du MCP (*Malawi Congress Party*) et de l'indépendance du Malawi en Zambézie, et comment cette dernière a été vécue par les populations locales et par l'administration coloniale.

On se penchera notamment sur l'Union Nationale du Mozambique Indépendant (Unami), mouvement politique structuré qui peut être considéré comme un produit de l'influence du MCP, et qui a représenté dans l'espace zambézien le besoin de rupture avec le colonialisme. Si l'Unami fut une organisation formée essentiellement par les autochtones de Tete, elle releva du « monde » zambézien au sens socio-historique et c'est pour cette raison qu'il faut s'y intéresser. Ensuite, on cherchera les raisons de l'échec de la lutte armée dirigée par le Frelimo dans cette province. Cela passera par l'analyse de la genèse du Frelimo, sans laquelle il serait impossible de comprendre les rapports entre les différentes élites en son sein et les difficultés que ce mouvement a rencontrées pour mener à bien sa lutte. Cette analyse est par ailleurs importante

pour comprendre les rapports entre la population et le Frelimo, et la vision de ce dernier sur la société zambézienne. Enfin, on essayera de montrer que, outre le Frelimo, il y a eu d'autres mouvements anticoloniaux et séparatistes, qui ont cherché à combattre le colonialisme en Zambézie.

1. La contestation anticoloniale en Zambézie

Quelles étaient les orientations et les prétentions territoriales de Kamuzu Banda, futur président du Malawi, sur la partie nord du Mozambique ? Quelles furent les actions qu'il mit en œuvre pour y parvenir ? Quelles furent les réactions populaires et celles l'administration coloniale, à la propagande du MCP ? Quel impact les événements politiques du Malawi eurent-ils en Zambézie ?

A. La répercussion des événements politiques du Nyassaland en Zambézie

La période qui va de l'établissement de la fédération d'Afrique centrale (Nyassaland, Rhodésie du nord et Rhodésie du Sud) à l'indépendance séparée de ces trois pays (1953-1964) a été suivie avec beaucoup d'inquiétude par les autorités portugaises, non seulement en raison des influences négatives qu'elle aurait sur les indigènes du Mozambique, mais également à cause des prétentions territoriales sur une partie du territoire mozambicain formulées par certains leaders, comme Hastings Kamuzu Banda du MCP. Tout ce qui se passait était pour l'autorité coloniale, directement ou indirectement, lié politiquement au Nyassaland.

Kamuzu Banda et la remise en cause des frontières coloniales

Les prétentions de Kamuzu Banda sur le territoire mozambicain datent de la fin des années 1950 et coïncident avec celles de Julius Nyerere. En décembre 1958, lors de l'*All African People's Conference*, Julius Nyerere avait présenté à Accra, une carte, où il projetait de faire une fédération d'États, englobant le Tanganyika et le Nyassaland avec le nord du Mozambique, au-delà de la rivière Lurio, intégré au Tanganyika et le centre-nord, entre le fleuve Lurio et le fleuve Zambèze intégré au Nyassaland. Mais suite aux divergences entre les leaders de deux territoires, ce projet ne fut pas poursuivi¹. Néanmoins, Banda maintint ses ambitions sur le territoire

¹ PIDE/DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Assunto: Encerramento dos escritórios da UDENAMO no Tanganica em 10 de Janeiro findo*, Lourenço Marques, Informação n°187/62-GU, 22 février 1962, in IANTT/PIDE/DGS, Serviços Centrais, Processo 326/61-SR/61, *Mozambique African Union (MANU)*.

mozambicain. Il appuyait ces prétentions, sur l'existence d'affinités ethniques entre les peuples du Malawi et les peuples de cette région du Mozambique.

Une des raisons pour laquelle le gouvernement portugais ne prolongea pas la voie ferrée Quelimane-Mocuba jusqu'à Milange, à la frontière avec le Nyassaland, est liée au souci de stopper cette ambition de Banda. Après l'indépendance du Malawi, Kamuzu Banda avait demandé aux autorités portugaises l'extension de cette ligne, de façon à pouvoir utiliser le port de Quelimane. Cette demande ne reçut, tout d'abord, pas de réponse, car, selon les autorités portugaises, « si du point de vue économique elle exigeait un grand effort financier, politiquement elle était très dangereuse, vues les prétentions de Kamuzu Banda sur cette partie du territoire mozambicain »².

Pour atteindre leur but, des militants du MCP réalisaient de constantes réunions avec les populations frontalières de la Zambézie, de Tete et de Niassa. En juillet 1962, le Bureau des Affaires Politique (GNP) notait que des militants du MCP incitaient les autochtones à « ne pas avoir peur des Portugais » et dans le cas où ils seraient châtiés « à se réfugier au Nyassaland »³.

En février 1963, au cours d'une réunion réalisée à Zomba, Kamuzu Banda donna des instructions à ses partisans a fin de convaincre des autochtones mozambicains du territoire qui va du nord jusqu'à Beira de rallier le MCP. Selon Banda, il était nécessaire d'inscrire de nombreux autochtones mozambicains au MCP et d'en envoyer la liste à Salazar et aux États-Unis afin de prouver que les Africains du Mozambique voulaient l'indépendance par le biais de l'intégration au Malawi⁴. Le 22 avril 1963, dans la région de Milange, les membres du MCP organisèrent une réunion avec le *regulo* (chef traditionnel) Ponderane, les chefs de *povoação* (hameau) Paquete et Namaja de la *regedoria* (chefferie) Nhazombe, et avec d'autres habitants. Ces réunions étaient bien accueillies par les populations locales, surtout chez les jeunes, ce qui rendit les autorités portugaises très inquiètes⁵.

² GABINETE DOS NEGÓCIOS POLÍTICOS, *Exmo sr. Director geral dos Negócios Políticos e da Administração Interna*, Lisbonne, 24 avril 1963, in AHU/MU/GM/GNP/SR011/PT.6S, *Decalques Secretos*.

³ GABINETE DOS NEGÓCIOS POLÍTICOS, *Exmo sr. Governador Geral*, Lisbonne, 30 juillet 1962, Juille - décembre 1962, in AHU/MU/GM/GNP/SR010/PT.5C, *Decalques Confidenciais*.

⁴ GABINETE DOS NEGÓCIOS POLÍTICOS, *Oficio do GNP ao Director da PIDE*, 5 avril 1963, in AHU/MU/GM/GNP/SR011/Pt.6s, *Decalques Secretos*.

⁵ M. M. S. RODRIGUES, *Aditamento ao Oficio n° 439/C de 11 de Maio último*, Lourenço Marques, 23 juillet 1962, in AHU/MU/GM/GNP/SR051/L. 6.5/SCCIM/*Organizações e Actividades Separatistas em Moçambique*.

En septembre de la même année, selon des sources portugaises, Kamuzu Banda aurait, au cours d'une réunion du MCP, discutée l'attaque et l'annexion de la Zambézie au Malawi⁶. Ses ambitions territoriales étaient fondées sur le fait que l'ancien empire Marave (qui donnait son nom au Malawi), était beaucoup plus étendu que son état actuel dessiné par les britanniques à la fin du XIX^e siècle. Il s'agissait en effet de remettre en cause les frontières coloniales issues de la conquête, et qui avaient divisé des peuples entiers.

Tous ces éléments étaient facteurs de psychose parmi les dirigeants portugais, qui commençaient à se méfier de tout et à voir le danger partout. Tout ce qui, à leurs yeux, pouvait remettre en cause la stabilité politique de la colonie était signalé et étroitement surveillé : aller au Nyassaland ou avoir de contacts avec les autochtones de ce pays, recevoir des visites « étranges », porter des symboles ou des vêtements liés à l'indépendance du Nyassaland, prêcher en câfre, etc.

À Mugeba, circonscription de Mocuba, le muene Namuto, qui recevait mensuellement plus de deux visites d'indigènes provenant du Nyassaland et l'indigène Álvaro Namarrocolo, qui avait demandé à son patron si « les informations selon lesquelles les Portugais allaient quitter le Mozambique étaient vraies »⁷, étaient tenus comme des éléments dangereux, à surveiller. Dans la même région, une chanson populaire inquiétait les autorités. Les paroles de cette chanson intitulée écuete (blanc) et considérée comme une offense aux Blancs, exprimaient le message suivant : « L'administrateur est un fils de pute, un voleur [...] les Blancs sont ici seulement pour voler, ils doivent s'en aller, car dans les autres parties ils ont été déjà chassés »⁸. À Milange, un indigène malawite fut arrêté et accusé de faire de la propagande subversive, parce qu'il portait un emblème avec les inscriptions « *Malawi Independance Day 6th July 1964* »⁹.

Les activités des religieux n'échappaient pas à cette psychose et étaient strictement surveillées. Ainsi, le prêtre italien João Baptista, de la Mission de Mugeba à Mocuba était cité comme étant un « élément pernicieux » pour la souveraineté portugaise car il répétait aux indigènes les phrases suivantes : « le Congo est déjà tombé, ensuite c'est le Tanganyika et puis ce sera le

⁶ GABINETE DOS NEGÓCIOS POLÍTICOS, *Exmo sr Director geral dos Negócios Políticos Administração Interna*, Lisbonne, 7 septembre 1963, juillet-décembre, in AHU/MU/GM/GNP/SR011/Pt.7s, *Decalques Secretos*.

⁷ F. R. DE ALBUQUERQUE, *Relatório do Serviço de Informações* n° I/2/60, Quelimane 19 juillet 1960 in IANTT/SCCIM, Processo 1009, Caixa 22.

⁸ *Ibidem*.

⁹ GABINETE DOS NEGÓCIOS POLÍTICOS, *Exmo sr. Director geral dos Negócios Políticos e Administração Interna*, Lisbonne, 19 août 1964, juin-septembre, 1964, in AHU/MU/GNP/SR10/ Pt.10C, *Decalques Confidenciais*.

Mozambique »¹⁰. En plus, il prêchait en *câfre*. Ce prêtre était accusé aussi d'avoir de nombreux catéchistes qui faisaient de la propagande antiportugaise¹¹.

La contestation anticoloniale des paysans et des travailleurs de plantations en Zambézie

La contestation populaire du colonialisme a pris plusieurs formes à la fin des années 1950 et au début des années 1960. Elle pouvait aller de la simple propagation de rumeurs à la réalisation de grèves, sabotages, etc. Ces formes ne représentaient pas une forme de nationalisme, mais simplement une réaction aux excès du colonialisme et elles étaient aux yeux de l'administration coloniale, d'une manière ou d'une autre, le résultat de l'influence des vents des changements intervenus dans les pays voisins, surtout au Nyassaland.

Les grèves et le boycott des cultures forcées

En octobre 1959, environ mille travailleurs indigènes de la Sena Sugar Estates à Luabo entrèrent en grève. C'était la plus grande grève jamais arrivée en Zambézie depuis l'instauration de l'« État nouveau ». Ils demandaient l'expulsion du « contremaître du coton » (*capataz do algodão*), Fernando Braz Valezim, qui maltraitait leurs femmes afin de les obliger à travailler le coton. Valezim fut transféré de Luabo à Mopeia, mais, à son départ, les travailleurs saccagèrent sa maison en signe de colère. De ce fait, certains d'entre eux furent arrêtés. Ces arrestations eurent pour résultat une colère encore plus grande des travailleurs, qui prolongèrent la grève. Ils exigeaient la libération de leurs collègues en échange de la reprise du travail. Finalement, ces travailleurs reprirent le travail après une *banja* (réunion) avec les autorités¹².

Valezim, était un des contremaîtres les plus craints en Zambézie. Il avait été expulsé par l'administration de Mopeia dans les années 1940 à cause de la brutalité avec laquelle il traitait les indigènes. Il avait été ensuite embauché par la Sena Sugar Estates dans le but d'accroître la production de coton. Pour y obliger les femmes, Valezim prenait leurs bébés et les cachait dans des cartons¹³. Grâce au recrutement de Valezim et de José Guilherme, un autre contremaître célèbre aussi pour sa brutalité, et qui également avait été renvoyé par l'administration de

¹⁰ F. R. de ALBUQUERQUE, *Relatório do Serviço de Informações* n° I/2/60, ..., *op. cit.*

¹¹ *Ibidem.*

¹² J. MATOS, *Aditamento ao meu telegrama 122/C de hoje*, Quelimane, 17 octobre 1959, in IANTT/SCCIM, Processo 1001, Caixa 22.

¹³ L. VAIL, L. WHITE, *Capitalism and...*, *op. cit.*, p. 321.

Mopeia, la Sena Sugar Estates put exporter vers la métropole 35 051 tonnes de coton, chiffre jamais atteint auparavant¹⁴.

Cette grève de travailleurs fut prise au sérieux par les autorités car la Sena Sugar Estates employait des milliers : tout ce qui s'y passait pouvait avoir de graves répercussions sur l'économie et la vie politique. Selon les Services de Centralisation et Coordination des Informations du Mozambique (SCCIM), cette grève était certainement le résultat d'une influence extérieure, raison de plus pour ne pas être prise à la légère :

- « a) La Sena Sugar Estates a en son service un certain nombre d'Africains de territoires voisins, incluant le Nyassaland. La plupart de ceux-ci ne sont pas bêtes et ne font pas partie de la classique masse de travailleurs ;
- b) En 1954 l'un d'entre eux a écrit à l'*African Weekly* en se plaignant des mauvais traitements infligés à un travailleur indigène qui avait demandé une augmentation de salaire. L'auteur de la plainte était un adepte de la *Watch Tower*;
- c) Les nouvelles directives de lutte contre les puissances dénommées "colonialistes" consistent à créer des perturbations dans le travail. Ces directives émanent du *Pan Africa Freedom Movement* par le biais de la PAFMECA¹⁵ ».

Une autre grève des travailleurs de plantations eût lieu à Milange en mai 1961. Cette fois-ci, les travailleurs réclamaient une augmentation de salaire. S'agissant d'une région très touchée par la propagande du MCP (*Malawi Congress Party*), d'une période où les mouvements indépendantistes anti-portugais commençaient à voir le jour, et pour décourager toute perturbation de l'ordre, et sa propagation aux autres régions de la Zambézie, voire même du pays, la réaction de la police portugaise fut très violente : quinze travailleurs furent tués¹⁶. Ce fut le plus grand incident survenu dans le district de Quelimane en plus de cinquante ans¹⁷.

Dans la région, à Mocuba, très fréquentée par des ressortissants du Nyassaland, les indigènes mozambicains refusèrent de travailler le coton durant la campagne de 1960-1961. Lorsqu'une nouvelle campagne du coton commençait, l'administration distribuait aux indigènes des cartes

¹⁴ *Ibidem*, p. 322.

¹⁵ A. I. Ferraz de FREITAS, *Informação*, Lourenço Marques, 4 novembre 1959, in IANTT/SCCIM, Processo 1009, Caixa 22.

¹⁶ Voir le mémorandum envoyé par le président de l'Udenamo, Adelino Gwambe à l'ONU le 15 février 1962, in IANTT/AOS/CO/UL-9C, *Correspondência sobre as seguintes questões: Situação política em Moçambique. Actividade da UDENAMO- União Democrática Nacional de Moçambique. Actividade da , Mozambique African National Union. Actividade da UNAMI-União Nacional Africana de Moçambique. Actividade do PPPM-Partido dos problemas do Povo de Moçambique*, Lisbonne, 1959-1965; Pasta 2 ; L. VAIL, L. WHITE, *Capitalism and...*, *op. cit.*, p. 372.

¹⁷ L. VAIL, L. WHITE, *Capitalism and...*, *op. cit.*

qui servaient de contrôle. Généralement, ces cartes étaient distribuées aux femmes, car ce sont elles qui travaillaient les champs de coton. Dans la plupart des hameaux, les indigènes, soutenus par leurs chefs, se refusèrent à recevoir les cartes. Par exemple dans les hameaux Mataia et Muedamanga, les femmes acceptèrent de recevoir les cartes devant l'insistance de l'Administrateur, mais avant même son départ, elles les jetèrent et s'enfuirent dans la brousse. Dans la *regedoria* Chingoma, le chef Cubeliua fut arrêté pour avoir défié les ordres du gouvernement, conseillant à sa population de refuser de travailler le coton. Le chef du groupe Orruille se refusa à collaborer avec les fonctionnaires de la Junta do Algodão. Les manifestations de colère contre la culture forcée du coton se firent alors sentir dans presque tous les hameaux, quelques indigènes furent arrêtés.

Le 16 juillet 1960, le gouverneur, à la demande de l'administrateur pris par la panique et considérant qu'il y avait un « manque de respect des indigènes vis-à-vis des autorités administratives », ordonna l'envoi d'une force militaire commandée par Fernando Rodrigues de Albuquerque, pour contrôler la situation. L'administrateur demanda aussi au gouverneur du district d'aller parler avec les indigènes afin de les persuader de travailler le coton.

Après quelques jours de séjour à Mocuba, le commandant Fernando Rodrigues de Albuquerque recommanda au gouvernement l'établissement permanent dans cette région d'un peloton, car la situation était très explosive¹⁸. Selon le gouvernement de Zambézie, le refus de travailler le coton était surtout, une manœuvre d'agitateurs étrangers visant les autorités locales par le biais des autorités traditionnelles.

Sabotages et destructions

Plusieurs types de sabotages eurent également lieu en contestation de la situation coloniale. Par exemple on note l'abattage de bétail et l'incendie de propriétés européennes. Ce fut le cas de la circonscription de Milange où, une série d'événements de ce type créa la panique dans l'administration locale, pendant les derniers mois de 1962. Deux têtes de bétail appartenant à Fernando José Marques et une autre à João Carlos Godinho Lopes Oliveira furent abattues. En novembre 1962, un violent incendie détruisit les eucalyptus de l'entreprise Liázi Agrícola, Lda, près de la frontière avec le Nyassaland. Quelques jours plus tard dans la même entreprise, un autre incendie détruisit une plantation de café. Selon le gouverneur Daniel Rocheta, « les

¹⁸ F. R. de ALBUQUERQUE, *Relatório do Serviço de Informações* n° I/2/60, ..., *op. cit.*

vestiges laissés par le feu montrent bien qu'il s'agit de feu mis expressément pour détruire les cafés. »¹⁹

Les rumeurs

À la fin des années 1950, la compagnie américaine Gulf Oil procédait à des prospections de pétrole dans la vallée du Zambèze et utilisait les grands moyens, notamment des hélicoptères. Impressionnées par ces moyens, les populations locales virent les Américains comme les nouveaux « patrons », capables de remplacer la « pauvre » et « mauvaise » administration portugaise, qui n'avait même pas d'hélicoptères. Des rumeurs selon lesquelles, les Américains venaient pour remplacer les Portugais se répandirent un peu partout, créant de l'agitation tant du côté de l'administration portugaise que dans la population.

En 1959, à Mopeia, le prêtre italien Prosperino Gallipoli informa l'administration locale qu'il y avait une énorme baisse de fréquentation dans les écoles locales de la mission catholique. Cette baisse avait comme cause des rumeurs selon lesquelles, « les Portugais allaient abandonner le pays et les nouveaux patrons seraient les Américains, qui avaient déjà commencé à prendre des mesures et à installer des rubans et jusqu'à nouvel ordre, ce n'était pas la peine d'aller à l'école »²⁰. L'administration a réalisé des *banjas* avec la population pour réfuter ces rumeurs et a ordonné l'arrestation de tout indigène qui serait surpris en train de les propager. Néanmoins, elles continuèrent à se répandre un peu partout. À Marromeu, district de Manica e Sofala, on sut qu'un groupe de femmes s'étaient rassemblé sur une route, affirmant qu'elles attendaient une voiture de la compagnie américaine Gulf Oil, pour présenter plusieurs plaintes contre les Portugais. Elles furent dispersées par l'administrateur local. Ces rumeurs revinrent encore en 1962. Au poste administratif de Inhassunge circulait le bruit selon lequel « il n'y a plus de gouvernement, ni de *regedor*, ni de chef de poste, maintenant [ces derniers] ne gouvernent plus ; l'État a été pris par l'Amérique et désormais, c'est là-bas que se trouve le secrétariat. »²¹

Cela mena le gouvernement du district de la Zambézie à demander un hélicoptère à la *Missão de Fomento e Povoamento do Zambèze* (Mission de Développement et Peuplement du Zambèze) pour

¹⁹ D. ROCHETA, *Ofício n° 210/A/16*, Quelimane, 10 décembre 1962, in IANTT/SCCIM, processo 1009, caixa 22.

²⁰ J. M. BARBOSA, *Refª à nota confidencial n° 819 de 7 corrente da circunscrição de Mopeia*, Quelimane, 29 novembre 1959, in IANTT/SCCIM, processo 1009, Caixa 22.

²¹ GABINETE DOS NEGÓCIOS POLÍTICOS, *Sr. Governador geral*, Lisbonne, 31 décembre 1962, juillet décembre 1962, in AHU/MU/GM/GNP/SR010/PT.5C, *Decalques confidenciais*.

survoler le Poste administratif de Inhassunge, afin de convaincre les indigènes qu'à l'instar des Américains, les Portugais aussi possédaient des hélicoptères²². Un vol avec certains *regedores*, Mrrimba et Muingue à bord, fut effectué²³.

En 1961 toujours, une autre rumeur circula parmi les autochtones de Milange et Morrumbala, selon laquelle il fallait tuer tous les animaux de couleur blanche. Ainsi au Poste administratif de Mongué, les populations passèrent à l'acte. La nouvelle se répandit un peu partout comme à Morrumbala, où poules, porcs, moutons, etc., de couleur blanche furent abattus. Deux Européens souffrirent du vol de leurs volailles, mais curieusement seulement celles de couleur blanche.

Les autorités portugaises se montraient très inquiètes, car on disait que lors des troubles au Nyassaland en 1959, le MCP avait conseillé à la population noire de tuer tous ses animaux de couleur blanche comme signe de haine du Blanc. Le fait qu'en Angola aussi, début 1960, la révolte de Baixa de Cassanje avait commencé par l'abattage de bétail blanc, était une raison de plus pour inquiéter les autorités portugaises. Des *banjas* (réunions) furent réalisées avec les populations pour les persuader à ne pas suivre cet ordre illégitime²⁴.

La question des animaux blancs reviendra encore en 1964, au Poste administratif de Tacuane, lorsque Xavier Cahia, auxiliaire du chef de hameau Limbué de la *regedoria* Mucamula, propagea des rumeurs selon lesquelles, le chef de groupe du hameau Limbué avait donné des ordres pour éliminer tous les animaux de couleur blanche²⁵.

Néanmoins, ces modes populaires d'action politique (au sens de Jean-François Bayart) ne mettaient jamais en cause la structure de la colonisation en Zambézie. À notre avis, à l'exception de la grève des travailleurs indigènes de la Sena Sugar Estates en 1959 et celle de Milange en 1961, les plus importantes de cette période, la Zambézie ne connut aucune autre contestation ni de révolte d'envergure dans les plantations jusqu'en 1974. Dans les zones urbaines, aucune contestation ne fut signalée tout au long de cette période, à l'exception de quelques prospectus jetés dans la ville de Quelimane en janvier 1959, incitant la population à

²² ADMINISTRAÇÃO DO CONCELHO DE QUELIMANE, *Relatório sobre a elevação da população nativa*, in ANNT/SCCIM, Quelimane, 30 septembre 1963, CAIXA 263.

²³ *Ibidem*.

²⁴ D. ROCHETA, *Adit° ao telegrama n° 104/C, de 12 août 1961*, Quelimane, 17 août 1961, in IANTT/SCCIM, processo 1009, Caixa 22.

²⁵ L. F. BAPTISTA, *Boletim de Informações*, Tacuane, 6 août 1964, in IANTT/SCCIM, processo 1009, Caixa 22.

ne pas aller accueillir le gouverneur-général, lors de sa visite dans la région²⁶. Le même type de prospectus avait été signalé à Lourenço Marques, mais il s'agissait alors de contestation républicaine et blanche de la dictature et non du colonialisme. Un groupe de Blancs anti-salazaristes, proches de Humberto Delgado étaient probablement derrière cela aussi à Quelimane.

B. L'UNAMI et la perspective d'une indépendance négociée²⁷

Comme on l'a vu, l'Unami a été formée en mai 1961 par des autochtones du district de Tete. Son leader était José Baltazar da Costa Chagonga. Les informations de la PIDE indiquent que les autres leaders de ce mouvement étaient un certain Saylah, qui occupait le poste de vice-président, Evaristo Cadaga, qui était secrétaire-général et Cerejo Mateus qui n'avait pas de poste défini. Evaristo Cadaga avait été auxiliaire de l'administration du conseil d'Angónia et Cerejo Mateus, qui plus tard sera membre du Frelimo, avait été chauffeur de la Companhia Carbonifera de Moatize²⁸.

José Baltazar da Costa Chagonga, ou l'autre facette du monde zambézien

L'intérêt de l'étude de l'Unami et de son leader vient du fait qu'ils font partie du monde zambézien au sens socio-historique, c'est-à-dire, celui des *prazos*. Rappelons que Tete fut jusqu'en 1954 partie intégrante de la « vieille » Zambézie.

José Baltazar da Costa Chagonga, était un Noir « assimilé » né à Moatize, bourg du district de Tete en 1905. Il fut président du Groupe Desportivo Zambeziano²⁹. C'est lors de son passage à Lourenço Marques comme infirmier, ainsi qu'au Groupe Desportivo Zambeziano, qu'il connut Arrone Fijamo, et d'autres Zambéziens. Il y côtoya les élites du mouvement associatif local, et notamment ceux de l'Association Africaine de Lourenço Marques. À Tete, il fut plus tard, correspondant du journal de cette association, *O Brado Africano*.

²⁶ MINISTÉRIO DO ULTRAMAR, Gabinete do Ministro, *Telegrama recebido do exmo Governador-Geral de Moçambique em 26 de Janeiro de 1959, assunto: recepção Sexa Governador-Situação politica da província*, 26 janvier 1959, Lourenço Marques, in AOS/CO/UL-8J, Telegramas do Ministério do Ultramar para as seguintes entidades: governo de Moçambique, 1955-1956; 1958-1959, 5^a subdivisão, Pasta 1.

²⁷ Les informations sur l'UNAMI et Baltazar da Costa, sont tirés des archives de la PIDE, police politique portugaise.

²⁸ P. B. COELHO, « A primeira frente de Tete e o Malawi », *Arquivo* (Maputo, AHM) 15, Maputo, 1994, p. 49.

²⁹ « Grupo Desportivo Zambeziano. Lista dos corpos gerentes para o ano de 1954 », *O Brado Africano* (Lourenço Marques), n° 1510, 26 décembre 1953.

Sa profession d'infirmier lui permettait de sillonner de vastes régions du pays. Il travailla ainsi dans les régions de Tete, Quelimane et Moçambique, pendant la campagne de lutte contre la maladie de sommeil au milieu des années 1920. Ensuite, il travailla à la sous-délégation à la Santé de Chicoa, Tete, entre 1930-1932, à la délégation à la Santé de Lourenço Marques entre 1933 et 1939 et dans la province du Niassa entre 1939 et 1949, avant d'être transféré de nouveau pour Lourenço Marques, où il travailla à l'hôpital Miguel Bombarda, (actuel hôpital central de Maputo) jusqu'en 1953, année de sa retraite de la fonction publique. Puis, il s'installa à Moatize, où il continua à travailler dans le privé, en l'occurrence à l'hôpital de la Compagnie charbonnière locale.

Dans le but de défendre les intérêts des Africains, il y créa en 1959, l'Association Nationale Africaine de Moatize, constituée seulement d'Africains. Mais cette organisation ne fut pas reconnue par les autorités. C'est alors que Baltazar da Costa s'engagea très activement dans la dénonciation de la situation coloniale. Il reprit aussi son nom africain de Chagonga, signe de son retour aux racines (comme d'autres, il avait deux noms, un de baptême, catholique et portugais et un traditionnel).

En juin 1959, lors de la visite du ministre portugais de l'Outre-Mer, Baltazar da Costa lui remit un mémoire où il demandait entre autres, l'abolition des châtiments corporels, l'élimination et le remplacement du mot indigène de la terminologie officielle par le mot « Africain », la participation des Africains au Conseil de gouvernement, le passage de l'enseignement pour les Africains de l'Église à l'État, la liberté d'association et d'expression, la fin du racisme, l'augmentation du prix du coton, l'amélioration des salaires des Africains, etc. Baltazar da Costa ne demandait pas l'indépendance, il demandait la fin de la discrimination raciale et sociale. C'est l'influence du MCP liée à l'intransigeance du gouvernement colonial qui le conduisit vers un anticolonialisme séparatiste.

À l'instar d'autres Mozambicains de la zone frontalière du district de Tete avec le Nyassaland, Baltazar da Costa fut très influencé par la propagande politique du MCP. Il est présenté comme ayant été représentant de ce parti dans la circonscription de Moatize. Les autorités portugaises commencèrent donc à surveiller de près ses activités. En avril 1961, il dut abandonner le pays et se réfugier au Nyassaland. L'Unami fut ainsi un produit de l'influence des événements politiques au Nyassaland et la plupart de ses militants avaient été déjà propagandistes ou

simples sympathisants du MCP. Il n'est donc pas étonnant qu'elle défendit une indépendance négociée avec le pouvoir colonial suivant le modèle du Nyassaland et de la Zambie.

Préoccupé par la situation coloniale, Baltazar da Costa essaya d'entrer en contact avec d'autres personnalités zambéziennes. Ainsi en septembre 1961, déjà à partir de Dar-es-Salaam, il écrit à l'Association Africaine de Zambézie (AAZ), où il appelait l'attention de ses « frères zambéziens » sur les questions qui affectaient le pays et surtout les Africains³⁰. Il leur envoyait également une copie d'un courrier qu'il avait adressé au gouverneur-général du Mozambique dans laquelle il expliquait la nécessité d'éviter des massacres semblables à ceux de l'Angola au Mozambique. Les idées séparatistes de l'Unami ne furent évidemment pas bien accueillies par ses « frères » de l'AAZ.

En février 1962, avec les leaders de la Manu, Mateus Mole et Lawrence Milinga, il participa à la conférence pan-africaine réalisée à Addis-Abeba, où il dénonça encore une fois la brutalité de la situation coloniale. Lors de la formation du Frelimo en juin 1962 (à laquelle il ne participa pas), Baltazar da Costa fut (en son absence) un des trois candidats à la présidence de ce mouvement. Il n'obtint que neuf voix, derrière les deux autres candidats, Eduardo Chivambo Mondlane et Uria Timotéo Simango. Néanmoins, l'Unami ne fit jamais partie du Frelimo, bien qu'en février 1963, sur proposition du président du Frelimo Eduardo Mondlane qui faisait tout pour l'intégrer, Baltazar da Costa ait été nommé chef de la section des Affaires sociales. Suite à des divergences avec la direction du Frelimo, il fut suspendu pendant un certain temps. C'est pendant cette période (septembre 1963) qu'il envoya, au nom de l'Unami, une pétition au chef du gouvernement portugais, António de Oliveira Salazar, dans laquelle, il lui demandait un rendez-vous, afin de discuter d'une solution à la question coloniale :

« Mon principal objectif et sans aucun doute celui d'autres nationalistes africains du Mozambique, est, si possible, de trouver la solution et les moyens qui nous permettent de prendre contact avec Votre Excellence, le président du gouvernement portugais, afin d'entamer des pourparlers concernant la revendication, à laquelle nous aspirons, de l'autodétermination, suivie d'une juste indépendance du peuple africain du Mozambique. »³¹

³⁰ PIDE/DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Assunto: actividades de José Baltazar da Costa-Presidente da União Nacional Africana de Moçambique Independente*, Lourenço Marques, Apontamento n° 263, 16 juin 1962, in IANTT/PIDE/DGS, Serviços Centrais, processo SR 2649/62, *União Nacional Africana de Moçambique (UNAMI)*.

³¹ IANTT/AOS/CO/UL-9C, *Correspondência sobre as seguintes questões: Situação política em Moçambique. Actividade da UDENAMO- União Democrática Nacional de Moçambique. Actividade da , Moçambique African*

L'idée d'une indépendance pacifique soutenue par le leader de l'Unami entrain en flagrante contradiction avec la voie militaire préconisée par le Frelimo. Son passage par ce mouvement fut incertain et fugace. Suite à des divergences, il l'abandonna ouvertement en décembre 1963. Pourtant, aussi tard qu'en 1965, Mondlane lui propose encore que l'Unami soit la section du Frelimo au Malawi.

C'est d'ailleurs la perspective d'une indépendance négociée avec le pouvoir colonial, qui avait été la cause du refus de Baltazar da Costa d'affilier à l'Unami la Sociedade do Globo Este de Tete en août 1961. Cette association, qui avait des objectifs politiques s'était constituée sous couverture de société funéraire et était formée par des ressortissants de Tete. Son dirigeant, Minege N'Tundumula Bande, à la différence de Baltazar da Costa préconisait la lutte armée pour l'obtention de l'indépendance. C'est pour cette raison, qu'il rejoignit l'Udenamo-Monomotapa de Adelino Gwambe et puis le Coremo (Conseil Révolutionnaire de Mozambique), deux organisations qui eurent une activité militaire contre le Portugal. En plus, Minege N'Tundumula Bande était soupçonné d'avoir dirigé l'attaque de l'Udenamo-Monomotapa contre le Poste de Chire (on y reviendra). Il semble aussi que l'ambassadeur du Ghana au Malawi aurait, en échange de l'aide à l'Unami, suggéré en 1963 le rattachement de ce mouvement au Funipamo (Front Uni Populaire Anti-Impérialiste Africain de Mozambique), un mouvement formé par des dissidents du Frelimo et qui préconisait la lutte armée pour l'obtention de l'indépendance. Cette proposition fut aussi refusée par Baltazar da Costa. Après avoir quitté le Frelimo, il fut aussi invité par le MANC (Mozambique African National Congress), l'ancien Kiliman (e) [Quelimane] Freedom Party, formé à la fin de 1962 à Salisbury par des Mozambicains d'ascendance zambézienne et probablement descendants d'*achikundas* à fusionner son mouvement avec ce parti³². Cette proposition du MANC donnait le rôle

National Union. Actividade da UNAMI-União Nacional Africana de Moçambique. Actividade do PPPM-Partido dos problemas do Povo de Moçambique, Lisbonne, 1959-1965, Pasta 2.

³² Le premier leader (d'ailleurs son fondateur) du Kiliman Freedom Party fut Peter Edward Nthamira Balamanja. Il était né dans le hameau Balamanja, a Zomba au Nyassaland en 1934. Ce fut dans ce pays qu'il fit ses études. Entre 1956 et 1960, il fit partie de la police rurale de la Rhodésie du Nord (formée d'Africains). Après l'avoir quittée, il fut conseiller du Chingale Native Court au Nyassaland jusqu'à en 1962. En mai 1963, il fut arrêté par la police rhodésienne, livré à l'autorité portugaise et condamnée à cinq années de prison. Libéré et reparti à l'étranger, il fut membre du Comité Central du Coremo. Ce passage par le Coremo n'a pas duré, car en 1971, on parlait des graves divergences entre ce mouvement et Peter Balamanja. Sur le MANC et Peter Balamanja, voir J. de Vilhena RAMIRES, *Relatório de Situação n°6/70, período de 3 a 17 de Março de 1970 in AHU/MU/GNP/SR133/PT. 10/SCCIM/Relatórios de Situação*. Du même auteur, voir *Relatório de Situação n° 18/70, período de 16 a 29 setembro 1970*, Lourenço Marques, 22 septembre 1970, *in AHU/MU/GM/GNP/SR133/PT.11/SCCIM/Relatórios de Situação*. De même, on peut consulter : PIDE/DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Assunto: Evolução histórica dos partidos emancipalistas de Moçambique*,

principal à l'Unami et à Baltazar da Costa dans la nouvelle organisation à former. Néanmoins cette offre, encore une fois ne fut pas acceptée. Le MANC, qui défendait aussi la voie armée pour atteindre l'indépendance avait fait partie du Funipamo et allait plus tard, avec les autres composants de ce mouvement, constituer le Coremo.

En mai 1964, et avec le même propos, Baltazar da Costa envoya une nouvelle pétition, où il sollicitait encore une fois une « audience privée » à Salazar. Cette audience, selon lui, pouvait avoir lieu au Portugal et non au Mozambique.

Ignoré par les autorités portugaises, Baltazar da Costa fit distribuer un communiqué, en septembre 1964, dans lequel, il affirmait avoir perdu patience et donnait un délai de dix-huit mois aux autorités portugaises pour accorder l'indépendance au Mozambique, à la fin duquel il utiliserait la force. Il disait posséder un groupe d'hommes, prêt au combat, suivant la méthode *Tungu-Tungu*, proche de celle des Mau-Mau au Kenya. Ce fut une simple menace sans conséquences pratiques. En 1965, Baltazar da Costa, selon les sources, se présenta volontairement aux autorités portugaises, ou fut kidnappé par la PIDE au Malawi³³ alors qu'il était à la frontière du Mozambique.

Lourenço Marques, 9 août 1967, Informação n° 822-SC/CI (2), in IANTT/PIDE/DGS/Serviços Centrais, Processo 2826/62, NT 3214, *Frelimo*, Vol. II.

³³ Selon P. B. COELHO, « A primeira frente de Tete e o Malawi », *op.cit.*

Baltazar da Costa, un agent des Portugais ?

En raison de l'énorme popularité de Baltazar da Costa dans la région frontalière de Tete, les Portugais allaient négocier avec lui pour qu'il fasse de la propagande intégrationniste portugaise. Cet accord, fondé sur la haine commune du Frelimo visait donc à perturber les actions de tous les mouvements anti-coloniaux, surtout du Frelimo et du Coremo.

Cette période de la vie de Baltazar da Costa est ambiguë, car s'il apparaît comme un instrument du pouvoir colonial, en même temps, il en profita pour tirer des avantages personnels.

Au lieu de tenir ses promesses, Baltazar da Costa fit de la propagande au nom de l'Unami en faveur de l'indépendance du Mozambique suivant le modèle malawien et zambien, c'est-à-dire une indépendance pacifique. Comme il était très populaire dans cette région, sa propagande (*banjas*, vente de cartes) mobilisait beaucoup de gens, créant une certaine agitation. Dans la région de Zambué, circonscription de Zumbo, les cantonniers abandonnèrent le travail, car « l'indépendance était en train d'arriver » et donc, « ils n'avaient plus besoin de travailler » pour les Portugais. Dans les autres régions, la population était agitée, avec l'idée que « l'indépendance était proche ». Dans un hameau d'Angónia, les milices portugaises en patrouille, considérées comme des « ennemies de l'indépendance », se virent conseiller de ne plus y mettre les pieds³⁴. Les SCCIM présentaient leur inquiétude devant la passivité de l'administration locale, face aux « activités contraires aux intérêts de la nation portugaise »³⁵. Même contrôlé et suivi à la trace, Baltazar da Costa était devenu une menace, provoquant de l'impatience dans les populations, perturbant l'ordre. Pour cela, il fut arrêté.

L'Unami continua à exister et à mener une activité de propagande dans le district de Tete. Ainsi en 1967, est reportée dans le conseil d'Angónia, une vente de cartes et la tentative de promotion du retour du *régulo* Marcus Damas Rinze qui avait été déporté à Nampula, accusé de propagande antiportugaise³⁶. Les activités de l'Unami continuèrent jusqu'aux années 1970, mais très affaiblie et sans leader, beaucoup de ses membres abandonnèrent l'organisation pour

³⁴ SCCIM, *Relatório de Situação nº16, Distrito de Tete nº6, período de 1 de Setembro a 30 de Novembro*, Lourenço Marques, 9 décembre 1966, in AHU/MU/GM/GNP/SR151/Pt.2/*Relatórios e Boletins de Informação*.

³⁵ *Ibidem*.

³⁶ SCCIM, *Relatório de Situação nº8/67, Distrito de Tete nº8, período de 1 Janeiro 1967 a 28 de Fevereiro 1967*, Lourenço Marques, 14 mars 1967, in AHU/MU/GM/GNP/SR133/PT.2/*Relatórios de Situação*.

se joindre au Frelimo³⁷. À l'indépendance, Baltazar da Costa fut arrêté par les nouvelles autorités. Il mourut le 25 septembre 1988 à Maputo.

Baltazar da Costa et les élites de Quelimane

Originaire de l'extrême-occident zambézien, le leader de l'Unami avait déjà côtoyé des Zambéziens de Quelimane tels Arrone Fijamo lors de son séjour à Lourenço Marques. Il avait aussi essayé d'entrer en contact avec d'autres élites de la capitale régionale, notamment celles de l'AAZ, afin qu'ils puissent trouver ensemble, une issue à la question coloniale.

Bien que Baltazar da Costa était un assimilé, il n'avait pas beaucoup d'affinités avec ces anciennes élites de l'AAZ ou de l'AHUZ issues de la période mercantile et très « portugalisés ». Baltazar da Costa n'était pas de plus, membre d'une vieille famille créole ni métisse, il venait d'une petite ville rurale, Moatize. À la différence des élites créoles de Quelimane (qui bien que se battant contre les excès du colonialisme envers les indigènes ne condamnaient pas l'indigénat et se voyaient en guide de l'indigène vers la « civilisation »), Baltazar da Costa défendait la fin de l'indigénat tout court, c'est-à-dire l'ascension de tous les individus sans exception à la citoyenneté et le remplacement du terme « indigène » par le mot « Africain ». De plus, à la différence des créoles de Quelimane, qui vivaient « enfermés » à Quelimane, Baltazar da Costa avait été énormément influencé par le Malawi. De ce fait, malgré son désir d'attirer l'attention de ses « frères » de l'AAZ sur la situation des Africains face à la colonisation, il était loin de pouvoir rallier cette organisation à sa cause. Baltazar da Costa Chagonga était un produit, très faible, de la maturation de nouvelles élites zambéziennes, loin de Quelimane et sans leur passé historique, issues du colonialisme portugais contemporain. En ce sens, il était plus proche des nouvelles élites de Lourenço Marques. Mais il en était très loin par ailleurs : il n'était pas issu de la grande ville, son hinterland britannique n'était pas l'Afrique du Sud mais le Nyassaland, etc... les trajectoires sociales tant d'un Baltazar da Costa Chagonga, que des vieilles élites quelimaniennes ou encore des nouvelles créolités de la capitale, étaient complètement différentes. La trajectoire sociale et politique de B. da Costa Chagonga, illustre cependant que la créolité de Basse-Zambézie n'exprimait pas la totalité des élites zambéziennes.

³⁷ J. de Vilhena RAMIRES, *Relatório de Situação n°12/71, período de 16 a 30 Junho 1971*, Lourenço Marques, 22 juillet 1971, in AHU/MU/GM/GNP/SR133/PT.15/SCCIM/*Relatórios de Situação*.

2. La lutte anticoloniale en Zambézie

La contestation coloniale au Mozambique atteint son zénith avec la création du Frelimo, mouvement qui conduira la lutte anticoloniale armée jusqu'à l'indépendance. Pourtant, en Zambézie plus que dans les autres régions, le Frelimo rencontra des difficultés presque insurmontables. C'est sur les problèmes rencontrés par le Frelimo sur le « front » zambézien, qu'il faut à présent se pencher, car leur compréhension est indispensable pour comprendre les rapports entre les Zambéziens et le Frelimo. La méfiance existant aujourd'hui entre les Zambéziens et le Frelimo y trouve en grande partie son explication. La compréhension des contours de la guerre contre le Portugal implique de retracer, ne serait-ce que brièvement le processus qui a mené à l'émergence du Frelimo pour ensuite étudier plus en détails, la guerre menée par ce mouvement en Zambézie.

Mais, étant donné que le Frelimo n'a pas été le seul mouvement à opérer en Zambézie, il faudra aussi évoquer les actions des autres mouvements comme l'Udenamo-Monomotapa, le Coremo et l'Unar.

A. La formation du Frelimo

Front de Libération du Mozambique (Le Frelimo) est, selon la version officielle, le résultat de la fusion de l'Union Nationale du Mozambique Indépendant (Unami), de l'Union Démocratique du Mozambique (Udenamo) et de l'Union Nationale Africaine du Mozambique (Manu), le 25 juin 1962, à Dar es-Salaam. C'est ce mouvement qui mènera la guerre de libération contre la colonisation portugaise.

Après la « fusion » de ces trois mouvements, la direction du Frelimo fut constituée de la suite : Président: Eduardo Mondlane³⁸; Vice-président: Uria T. Simango ; Secrétaire Général: David J.

³⁸ Né dans l'ancien district de Gaza au Sud de Mozambique en 1920, Eduardo Chivambo Mondlane a étudié en Afrique du Sud et aux États-Unis. Dans ce pays, il a obtenu le titre de docteur en sociologie. Il a été aussi fonctionnaire des Nations Unies et professeur à l'université de Syracuse (New York), avant d'être élu président du Frelimo.

Mabunda; Vice Secrétaire Général : Paulo José Gumane; Trésorier : Mateus Mole; Secrétaire de propagande : Léo Milas; Vice -secrétaire de propagande : Ali Mohamed³⁹.

Rapidement, ce mouvement fut ébranlé par de graves crises, de 1962 jusqu'à au moins 1970. La « fusion » des mouvements en particulier en ce qui concerne l'Udenamo et la Manu était le résultat des pressions de Kwame Nkrumah alors président du Ghana et surtout de la Tanu de Julius Nyerere. En réalité ce que les leaders de ces deux mouvements voulaient n'était pas l'élimination pure et simple de leurs organisations, mais un Frelimo qui fût une simple organisation de coordination de l'action de leurs partis. Dépité, Adelino Gwambe refusa de participer à la création de cette nouvelle organisation et reconstitua son mouvement, désigné alors Udenamo-Monomotapa. Au début de 1964, ce mouvement participera à quelques incidents au Mozambique (on y reviendra).

De même tous les éléments de la Manu n'étaient pas d'accord pour la dissolution de cette organisation et son intégration au Frelimo. Certains accusèrent Mateus Mole d'avoir accepté de faire partie du Frelimo sans les avoir consultés. Ce fut par exemple, le cas du club des Macondes de Pemba. Et les Macondes qui avaient accepté de faire partie du Frelimo se plaignaient de payer les cotisations sans occuper de positions de direction au sein de l'organisation, alors que si le Frelimo existait en Tanzanie, c'était grâce à eux (car la plupart des émigrés mozambicains en Tanzanie étaient des Macondes) ; ils se plaignaient là aussi de la discrimination et de la « sudisation » du mouvement.

Entre-temps, mécontent de n'être que trésorier dans la nouvelle organisation, Mateus Mole, l'ancien leader de la Manu , entra en conflit avec la direction du Frelimo. En août 1962, il fut expulsé. Il fut alors suivi par d'autres éléments Macondes, comme par exemple Lucas Fernandes. Mateus Mole allait tenter de réorganiser la Manu et en août 1964, cette organisation essaya sans succès de commencer la lutte armée dans le district de Cabo Delgado. Avant le 25 septembre 1964 (date du début de la lutte anti-coloniale menée par le Frelimo), la plupart des quelques actions militaires dans ce district étaient attribuées à la Manu⁴⁰. C'est pour contrecarrer le départ de Mateus Mole et capter le soutien des Macondes, que le Frelimo se

³⁹ « Gwambe out of Frelimo », *Mwafrica*, 27 juin 1962, in IANTT/PIDE/DGS, Serviços Centrais, Processo 2826/62-SR, NT3213, *Frelimo*, Vol. I.

⁴⁰ Sur la Manu, voir M. CAHEN, « The Mueda case and Maconde political ethnicity. Some notes on a work in progress », *Africana Studia* (Porto, Centro de Estudos Africanos), 2, 1999, pp. 29-46.

tourna en décembre 1962 vers Lázaro Nkavadame⁴¹, qui deviendra secrétaire de la province de Cabo Delgado en 1963⁴².

En mai 1963, trois autres membres influents abandonnèrent le Frelimo. Il s'agit de Paulo Gumane, David Mabunda et Fanuel Malhuza (anciens dirigeants de l'Udenamo), qui créèrent l'Udenamo-Moçambique, dont le siège était au Caire, en Égypte.

Les dirigeants du Frelimo estiment qu'il y a eu deux crises majeures qui ont secoué le mouvement : d'une part celle qui a mené à la division du mouvement immédiatement après sa formation, et d'autre part, celle qui a mené plus tard (1967-1970), à l'expulsion de Lázaro Nkavadame, Uria Simango et Mateus Gwenjere.

Selon le Frelimo, la première crise dirigée essentiellement par d'anciens éléments de l'Udenamo, de l'Unami et de la Manu s'explique par le fait que ces gens vivaient depuis déjà longtemps à l'extérieur et ne connaissaient pas la réalité du pays⁴³. Leur expérience politique se résumait à la stratégie suivie par les nationalistes des Rhodésies du Sud et du Nord, du Malawi, du Tanganyika et du Kenya qui avaient obtenu leur indépendance par la voie de la négociation, ce qui expliquait leur opposition à la lutte armée⁴⁴. Mais l'Udenamo et la Manu étaient pour la lutte armée.

La crise s'aggrava entre 1968 et 1969, ce qui selon le Frelimo, allait marquer la deuxième crise. Le 4 mai 1968, les étudiants de l'Institut Mozambicain à Dar es-Salaam accusèrent la direction du Frelimo de tribalisme et de régionalisme et prirent position contre la présence des professeurs blancs dans l'Institut, accusés d'être au service des Portugais. Ils provoquèrent des troubles au siège du Frelimo au cours desquels, Mateus Sansão Mutemba, membre du Comité Central du Frelimo, trouva la mort.

Le 3 février 1969, Eduardo Mondlane, le leader du Frelimo fut tué, victime d'un colis piégé. Uria Simango, vice-président du mouvement et qui devait normalement remplacer Eduardo

⁴¹ Figure de grand prestige dans le plateau de Macondes, Lázaro Nkavadame avait été éduqué dans les missions néerlandaises établies dans cette région. Après avoir séjourné longtemps en Tanzanie, il retourna au Mozambique, où il créa une coopérative de cultivateurs de coton, organisation qui eut beaucoup de succès, mais fut contrecarrée par l'administration. Ce fut ainsi qu'il rejoignit le Frelimo.

⁴² M. CAHEN, *The Mueda case...*, *op. cit.*, p. 44.

⁴³ S. MACHEL, *Le processus de la révolution démocratique populaire au Mozambique : textes du président du Frelimo, 1970-1974*, Paris, L'Harmattan, 1977, p. 49.

⁴⁴ *Ibidem*.

Mondlane, fut écarté et un triumvirat composé de Samora Machel⁴⁵ alors secrétaire de la défense, Marcelino dos Santos, secrétaire aux Affaires extérieures et Simango lui-même, est nommé en avril pour diriger le mouvement. Cela accentua les divergences au sommet de cette organisation, car Simango n'était pas d'accord avec la tutelle dont il faisait l'objet.

En mars 1969, Lázaro Nkavadame, secrétaire provincial du district de Cabo Delgado, fut accusé de l'assassinat de Paulo Samuel Kankhomba (responsable militaire envoyé par la direction) en décembre 1968 et de continuer à procéder à l'exploitation du peuple dans les « zones libérées ». En danger d'être arrêté par la police tanzanienne ou pris par le Frelimo, il abandonna ce mouvement et se présenta aux autorités portugaises.

Entre-temps, la crise qui touchait le triumvirat atteint son zénith en novembre 1969, lorsque Uria Simango publia un texte intitulé *Gloomy situation in Frelimo* (Triste situation au sein du Frelimo) dans lequel il proférait de graves accusations sur les dirigeants du Frelimo. Au-delà des habituelles accusations de tribalisme, il accusait les responsables du Frelimo d'assassinats politiques, de corruption, et de népotisme. Ces accusations menèrent à son expulsion par le comité central du Frelimo, ce qui entraîna l'abandon d'autres militants du Frelimo comme ses représentants en Égypte, Judas Honwana et en Suède, Lourenço Mutaca (on y reviendra). Cette nouvelle crise est décrite par les dirigeants du Frelimo comme une crise opposant deux classes divergentes : l'une dirigée essentiellement par Uria Simango, Lázaro Nkavadame et Mateus Gwenjere⁴⁶, de tendance bourgeoise, qui voulait remplacer le colonialisme dans les zones libérées pour exploiter le peuple et l'autre, celle du Frelimo qui, incarnant les objectifs des masses, voulait éliminer l'exploitation de l'homme par l'homme⁴⁷.

Ces crises et luttes de pouvoir peuvent en revanche être vues comme le résultat du choc entre différents types d'élites aux origines, formations et trajectoires sociales très différents. Ces gens là ne se connaissaient pas et s'étaient unis uniquement dans le but d'en finir avec le

⁴⁵ Né à Chilembene, ancien district de Gaza en 1933 et Noir assimilé, Samora Moisés Machel était avant de rejoindre le Frelimo en 1963, infirmier. Il fit partie du 1^{er} groupe des militants du Frelimo partis en Algérie pour la formation militaire. Après l'assassinat de Filipe Samuel Magaia en 1966, il devint responsable du Département de la Défense. Cette figure charismatique s'imposa vite au sein du Frelimo, surtout chez les militaires.

⁴⁶ Selon le Frelimo, Mateus Gwenjere défendait la préparation d'un groupe d'intellectuels, exempts de la lutte et qui constitueraient l'élite bureaucratique du pays après l'indépendance, vision jugée bourgeoise, donc inacceptable. Il était accusé également d'être derrière les incidents de l'Institut Mozambicain de Dar es-Salaam et d'être un agent de la PIDE.

⁴⁷ S. MACHEL, *Le processus de la révolution démocratique...*, op.cit., p. 67.

colonialisme. L'idée d'une « mozambicannité », c'est-à-dire, d'une conscience nationale, n'existait pas dans la plupart d'entre eux. C'est cela qui explique la méfiance et la suspicion des uns envers les autres, ainsi que leurs divergences d'opinion quant à la question coloniale.

Le Frelimo retrouva l'équilibre à partir de l'ascension de Samora Moisés Machel à la tête de ce mouvement en 1970. C'est à ce moment que la guerre connut un véritable essor. Samora Moisés Machel conduisit ensuite la lutte jusqu'à l'indépendance⁴⁸.

Le Frelimo et le « front » de la Zambézie

À l'instar des autres « fronts », l'ouverture du « front » de Zambézie avait été programmée pour débiter le 25 septembre 1964. Pour des difficultés imprévues sur le terrain, la lutte n'y débuta qu'en octobre.

La première attaque du Frelimo en Zambézie fut lancée à l'aube du 4 octobre 1964, lorsqu'un groupe guérillero tenta de prendre d'assaut le secrétariat du poste administratif de Mongué (ou Mongoè). Un cabo de terra (auxiliaire indigène) fut tué, et un gardien de la police administrative (*ex-cipaye*) porté disparu. Puis furent attaquées deux boutiques et la résidence de l'Administrateur du Poste, celui-ci ayant fait face aux assaillants. Deux jours plus tard, le même Administrateur, voyageant pour Milange, fut attaqué. Lui et son fils furent blessés et deux Africains trouvèrent la mort. Le 24 octobre 1964, fut attaqué le Poste administratif de Tacuane par un groupe du Frelimo dirigé par Alberto Mutumula⁴⁹. À l'instar du Poste administratif de Mongué, la résidence de l'administrateur du poste fut prise pour cible. Un entrepôt fut aussi attaqué, une boutique et une prison aussi et quelques ponts dans les hameaux de Mulaviua et Rumala furent détruits. Dans la prison locale, des prisonniers furent libérés. Après cette attaque, les citoyens européens résidants au poste de Tacuane renvoyèrent leurs femmes et leurs enfants au Portugal et se cachèrent pendant plusieurs jours dans la résidence du chef du poste. Les événements d'Angola (1961) étaient dans toutes les mémoires.

⁴⁸ Sur les différentes crises qui secouèrent le Frelimo voir, L. de Brito, *Le Frelimo et la construction de l'État National au Mozambique- Le sens de la référence au marxisme (1962-1983)*, Thèse de doctorat "nouveau régime", Paris, Université de Paris VIII, 1991.

⁴⁹ Né dans le hameau de Namili, de la *regedoria* Mutumula, circonscription de Lugela, Alberto Mutumula, faisait partie de l'Église adventiste du 7^e jour de Munguluni. Avant de rejoindre le Frelimo, il fut ancien interprète du poste de Tacuane. Le rôle de l'église du 7^e jour de Munguluni dans la guerre contre les Portugais, reste à évaluer. Une partie de ses fidèles adhèrent au Frelimo. D'ailleurs, les activités de cette Église restèrent sous étroite surveillance, et un de ses chefs fut même convoqué à Lourenço Marques.

Mais les activités du Frelimo se résumèrent ensuite à des attaques de boutiques ou d'entrepôts, à la destruction ou l'obstruction de petits ponts, de routes, la coupure des fils télégraphiques, ou à de la propagande, rien de grandes conséquences.

En avril 1965, les autorités portugaises considéraient, elles-mêmes avec surprise l'absence d'activité militaire du Frelimo dans le district de Quelimane :

« Une partie de ce district – conseil de Milange et Poste Tacuane, de la circonscription de Lugela, ont été très touchés par des incidents subversifs [...]. Mais, ce qui est un peu surprenant, aucun incident n'a été enregistré pour la période analysée. Déjà en mars nous avons noté un apaisement des activités subversives, mais l'absence totale d'agressions en avril n'était pas prévisible. Les seules informations reçues par ce Bureau par rapport à cette période portent sur l'arrestation de deux éléments du Frelimo par une patrouille militaire dans le conseil de Milange, et sur le départ de Chididi vers Gurué d'un groupe de terroristes. »⁵⁰

La guerre s'arrêtait donc en Zambézie, de même que dans les régions frontalières avec le Malawi, de Mutarara, district de Tete et de Mecanhelas, district du Niassa⁵¹.

La situation socio-économique du district ne fut pas perturbée et était même considérée globalement normale comme l'attestent les chiffres de la collecte d'impôts de 1964 et 1965. Dans tout le district de Quelimane, la collecte de l'impôt domiciliaire (ancien impôt de pailote) en 1965 fut de 103,31 %, tandis qu'en 1964 elle avait été de 98,66 %⁵²; le nombre de contribuables avait accusé une augmentation de 6 731 ; dans toutes les régions administratives frontalières, la recette avait dépassé la barrière de 100 %⁵³, ce qui montre le rattrapage sur l'année précédente.

Selon Leroy Vail et Landeg White, le plus grave incident ayant touché l'armée portugaise pendant les dix années de lutte anticoloniale en Zambézie fut un accident à Mopeia, lorsqu'un pont sur le fleuve Zambèze s'effondra, causant la mort de plusieurs soldats portugais en juin 1969⁵⁴. Le Frelimo ne pénétrera à nouveau en Zambézie qu'en 1974, après la chute de l'*Estado Novo*.

⁵⁰ D. M. GONÇALVES, *Assunto: Panorama da Situação subversiva em Moçambique (Abril de 1965)*, in AHU/MU/GM/GNP/SR036/PT.1/SCCIM, *Situação Subversiva em Moçambique*, Informação n° 1259, Lisbonne, 2 juin 1965, p. 24.

⁵¹ *Ibidem*.

⁵² SCCIM, *Relatório de Situação n° 2/66, Distrito da Zambézia n°1, período 01 Janeiro 1966 a 31 Março 1966*, Lourenço Marques 20 avril 1966, in AHU/MU/GM/GNP/SR133/PT.1, *Relatórios de Situação*.

⁵³ *Ibidem*.

⁵⁴ L. VAIL, L. WHITE, *Capitalism and...*, *op. cit.*, p. 373.

Quelles sont les raisons expliquant l'échec du « front » de Zambézie ? Mauvaise stratégie politico-militaire du Frelimo ? Faible capacité militaire ? Manque de soutien de autorités traditionnelles et des populations locales ? Ou encore, une action politico-militaire portugaise plus forte que celle du Frelimo ? La thèse du manque de soutien des autorités traditionnelles et des populations locales, sera écartée – on le verra, ce n'est pas sur ce plan que le Frelimo échoua. En revanche, c'est du côté d'une mauvaise stratégie et de la faible capacité militaire du Frelimo d'un côté, et d'une action politico-militaire portugaise plus forte que celle du Frelimo de l'autre, qu'il faudra rechercher les principales causes de l'échec. Mais il y a d'autres causes non négligeables ayant concouru aussi à l'échec du Frelimo en Zambézie : mobilisation insuffisante ou inadéquate des populations, manque de préparation militaire lié aux problèmes internes et logistiques, difficulté de s'établir au Malawi, mépris des autorités traditionnelles et les revers militaires au Niassa Sud (conseil d'Amaramba). Enfin, il apparaît que en comparaison avec le Niassa, le Cabo Delgado et un peu plus tard Tete, la Zambézie n'était pas, pour des raisons stratégiques, un enjeu militaire important pour le Frelimo.

Mobilisation inadéquate et insuffisante des populations

L'inspecteur Romeu Ivens-Ferraz de Freitas, dans un rapport de 1962 où il analysait le travail des brigades de l'*Acção Psicossocial* fixées dans les circonscriptions de Milange, Morrumbala, Lugela, et Namarroi, arrivait à la conclusion que l'impopularité du gouvernement portugais parmi les populations locales était grande, que le mécontentement et l'aversion envers les Blancs et l'administration portugaise, perçus comme responsables de tous les maux, étaient très forts. Bref, que l'état d'esprit était vraiment mauvais. Selon lui, les populations de ces régions « ne s'identifiaient ni avec le Blanc ni avec la Nation »⁵⁵.

Les brigades de l'*Acção Psicossocial* avaient beaucoup de mal à convaincre les gens de voir le gouvernement comme un partenaire qui recherchait leur bien-être, qui les considérait comme des Portugais, avec les mêmes droits que les Blancs. Prenant comme modèle le Nyassaland, où la situation des Noirs était bien meilleure que celle existant dans le territoire portugais, les populations locales faisaient savoir que « le Mozambique était une terre où les places les mieux rémunérées étaient exclusivement réservées aux Blancs, comme le droit de faire du commerce,

⁵⁵ R. Ivens-Ferraz de FREITAS, *Relatório da visita às brigadas...*, op. cit., p. 31.

d'avoir des moulins, des voitures et tout ce qui était rentable et correspondait à la richesse. Le Noir sert juste à travailler pour le Blanc et n'a pas de possibilité d'y accéder »⁵⁶.

Un militant du Coremo, Dezimata Lorry Tsandoka, arrêté par l'armée coloniale en 1966, affirmait lors des interrogatoires que le Coremo ainsi que le Frelimo étaient acceptés au poste administratif du Chire car les gens étaient mécontents du Tangata ou Thanghata (travail forcé) pratiqué par l'Administration locale⁵⁷. Il existait ainsi des conditions objectives favorables au travail de mobilisation des populations par le Frelimo dans le Chire, ce qui fut, néanmoins négligé par ce mouvement.

Un autre aspect tient à l'abandon des populations qui avaient rallié le Frelimo suite à ses premières actions militaires. Celui-ci s'avéra incapable de les défendre. Ce fut le cas des populations des hameaux Rumala, Conua, du poste Tacuane, qui, avec leurs chefs avaient soutenu le Frelimo lors de l'attaque de ce Poste et qui s'étaient réfugiés dans les montagnes de Marrevone suite à la répression de l'armée portugaise⁵⁸. Mais délaissées par le Frelimo et tenaillées par la famine, elles furent obligées de quitter leur refuge et d'aller à la recherche de nourriture. Ce fut dans ces circonstances que le chef Rumala fut arrêté puis les autres fugitifs de même à leur tour⁵⁹.

Il y aussi un autre aspect important : le Frelimo avait une vision purement militaire de la lutte, sans jamais chercher à développer un mouvement de contestation sociale clandestin, qui aurait permis à des jeunes de le soutenir tout en restant sur place. La seule chose que ce mouvement offrait comme issue aux jeunes Zambéziens qui pouvaient être tentés par la révolte, c'était de partir en Tanzanie voire même au Malawi pour rejoindre la lutte. Le Frelimo ne proposait rien pour lutter sur place, à Quelimane, ou mobiliser civilement (pas militairement) les paysans. L'absence d'une stratégie de mobilisation claire et convaincante, la vision purement militaire de la lutte d'une part, et l'incapacité du Frelimo à les défendre d'autre part, conduisant une partie de la population à avoir des réticences à l'égard de ce dernier et à revenir dans le giron portugais, contribuèrent à l'échec de la lutte du Frelimo en Zambézie.

⁵⁶ *Ibidem*, p. 27-28.

⁵⁷ SCCIM, *Assunto : Actividades terroristas, Lourenço Marques, Relatório de Informações n°116, 26 août 1966, in AHU/MU/GNP/SR036/PT.5/Situação subversiva em Moçambique.*

⁵⁸ A. L. Henriques de OLIVEIRA, *Relatório da visita ao Distrito da Zambézia ..., op. cit.*

⁵⁹ *Ibidem*.

Les Portugais et l'action psychosociale

S'inspirant souvent des travaux d'experts militaires français de la guerre d'Algérie, les Portugais avaient compris que la victoire dans cette guerre reviendrait à celui qui arriverait à conquérir la population. L'administration partit du principe que le succès de l'action militaire devait aller de pair avec une action psychologique, sociale et politique des masses :

« La lutte qui se déroule entre l'ordre et la subversion est fondamentalement une lutte pour l'obtention de l'adhésion des populations, pour son commandement, et son résultat dépend plus de leur connaissance et de l'action qui va se promouvoir, que de la simple application de la force. »⁶⁰

Cela passait par une connaissance profonde de la société. Recourant aux théories de Lénine et de Mao Tsé-Tong, qui plaçaient au cœur de toutes les guerres la conquête de l'adhésion de la population, plusieurs dispositifs furent mis en œuvre par les Portugais. En juin 1961 débuta dans tout le territoire national la politique de « Promotion de la population autochtone » (*Elevação da população nativa*), effectué par les Services de l'Action Psychosociale.

Le but était d'annuler les effets des idées subversives dans les milieux autochtones et de gagner leur adhésion ; il était expliqué aux indigènes que le gouvernement se souciait de leur vie et qu'il était en train de tout faire pour l'améliorer. On montrait ainsi la fausseté de la propagande ennemie.

Ainsi des moulins furent distribués aux chefs traditionnels, surtout dans la vallée du Chire et au poste Administratif de Mongoé, frontaliers avec le Nyassaland, considérés plus sensibles, plus vulnérables et plus perméables à la subversion. Dans la circonscription de Morrumbala, le *regedor* Tengane, du Poste Administratif du Chire, et les *regedores* Camanga et Dembuenda du chef-lieu de la circonscription, furent les plus concernés⁶¹. Dans les mêmes régions, des puits d'eaux, des écoles et des postes sanitaires furent construits⁶², le but étant non simplement de gagner la confiance de chefs, mais surtout d'éviter que les Mozambicains n'allaient au Malawi déjà indépendant.

⁶⁰ R. da Costa CESÁRIO, *Circular n° 61/C*, Lourenço Marques, 5 mars 1965, in IANNT/SCCIM, Questionário Estudo da Situação - Expediente Geral n°1, 1964-1966, processo n°1 A/2/2, Caixa 388.

⁶¹ J. L. FERNANDES, *Relatório sobre a elevação da população nativa, elaborado nos termos das instruções que acompanharam a circular n°92/B/1/2, confidencial, de 14 de Agosto de 1961*, Morrumbala, 30 juin 1963, in IANNT/SCCIM, processo A/2/2, Caixa 263.

⁶² *Ibidem*.

Pour certains *régulos*, furent accordés des voyages à Quelimane ou à Lourenço Marques, dont le but était de leur faire voir les grandes villes modernes que les Portugais étaient capables de construire. Les *régulos* Mualijane (Lioma) et Muajiu, Nicorropale, Namacala e Mucunha du chef-lieu de Lioma, Gurué, voyagèrent ainsi à Quelimane⁶³. Les *regedores* Dachúdua e Cheringe⁶⁴, du poste Administratif de Mongoé, voyagèrent en août 1963, à Lourenço Marques. Certains *régulos* reçurent des motos⁶⁵. Une participation plus active des autorités traditionnelles à la résolution des problèmes locaux fut entreprise.

Dans le conseil de Quelimane, des résidences en dur furent construites pour les *regedores* Matinada, Milato et le chef de hameau Ambasse. Des cours de couture, d'hygiène et de langue portugaise furent donnés aux indigènes au sein de l'Association Africaine de Zambézie et dans les Missions de Coalane et de la Sagrada Família de Quelimane.

Dans la circonscription de Namacurra, en collaboration avec la Companhia do Boror, de petits travaux dans les maisons de presque tous les *régulos* furent effectués. La Companhia do Boror distribua à chaque *régulo*, un jeu de casseroles, d'assiettes, de verres et de couverts⁶⁶.

Des matchs de football et des fêtes populaires réunissant Blancs et Noirs et des séances de cinéma furent réalisés. La sensibilisation des entreprises à l'amélioration des conditions de vie et de travail des indigènes et à l'élimination des régimes de travail injustes et illégaux fut entreprise. Aux travailleurs indigènes, furent expliqués leurs droits et leurs devoirs dans les lieux de travail. Dans certains établissements les salaires augmentèrent effectivement, comme à Milange où ils passèrent de 140 escudos à 150 escudos mensuels⁶⁷.

Les Portugais disaient aux populations que les soi-disant libérateurs étaient des étrangers qui voulaient simplement prendre leurs terres et leurs biens et remplacer les autorités

⁶³ ADMINISTRAÇÃO DO CONCELHO DO GURUÉ, *Elevação da população nativa*, Vila Junqueiro, Gurué, 30 septembre 1963, 3^o trimestre, in IANNT/SCCIM, processo A/2/2, Caixa 263.

⁶⁴ Dans ce dernier cas, cela ne servit à rien, car le *régulo* Cheringe fut arrêté trois ans plus tard accusé d'avoir collaboré à la vente de cartes du Frelimo, in SCCIM, *Sitrep Circunstanciado n° 8/66, Período de 24 de Março 1966 a 31 de Março 1966, Relatório de Situação n° 2/66, Distrito da Zambézia N°1, período 1 Janeiro 1966 a 31 de Março 1966*, Lourenço Marques, 20 avril 1966, in AHU/MU/GM/GNP/SR133/PT.1, *Relatórios de Situação dos SCCIM*.

⁶⁵ S. R. dos SANTOS, *Relatório sobre a elevação da população nativa*, Mongoé, 14 septembre 1963, 3^o trimestre, in IANNT/SCCIM, processo A/2/2, caixa 263.

⁶⁶ D. ROCHETA, *Elevação da População Nativa, Relatório do 3^o Trimestre*, 1963, in IANNT/SCCIM, processo A/2/2, Caixa 263, Quelimane, 05 décembre 1963.

⁶⁷ F. Alfredo FERNANDES, *Relatório sobre a elevação da população nativa*, 2^o trimestre, Milange, 15 juin 1963, in IANNT/SCCIM, processo A/2/2, Caixa 263.

traditionnelles. Ils n'amèneraient ni hôpitaux, ni routes, ni voitures⁶⁸. Alberto Mutumane qui avait été engagé dans l'armée portugaise, expliqua comment les Portugais faisaient la propagande :

« La propagande portugaise était très forte. Tu sais, ils avaient des affiches où il y avait une figure monstrueuse disant que c'était lui qui viendrait prendre les terres, les femmes, et les animaux de la population. Lorsqu'un gamin était engagé dans l'armée portugaise, la population disait : vasy fils et libère nous de ces voleurs là. »⁶⁹

Pour contrecarrer l'impact de l'indépendance du Malawi sur la population, les aspects négatifs du gouvernement de Banda, étaient soulignés. Horácio Calado, de l'administration de Milange, disait en septembre 1963, que cela était un des aspects les plus importants dans les différentes *banjas* qu'il réalisait auprès des populations locales:

« Aucune opportunité n'a été perdue pour montrer les systèmes défectueux du territoire voisin et souligner l'honnêteté de notre politique. Il est exigé respect mutuel et respect des règles sociales, comme garantie de sécurité et de tranquillité des populations, en contraste avec les incidents survenus dans les autres pays africains, soulignant toujours la protection que le gouvernement donne dans tous les domaines à la population de son territoire. »⁷⁰

L'autre exemple, est celui de l'administrateur de la circonscription de Morrumbala, Jorge Lobo Fernandes :

« Dans le Chire, on a encore profité de la distribution de l'alimentation [à cause des inondations de la rivière Chire en février 1963, qui ont détruit tous les champs, causant une crise alimentaire], pour montrer le souci du gouvernement envers les populations, à la différence de ce qui se passe dans les autres pays, comme par exemple au Nyassaland, où le gouvernement a vendu de la nourriture aux autochtones dont les cultures ont été détruites au lieu de les offrir gratuitement. »⁷¹

De même, la crise installée entre Banda et ses ministres quelques mois après l'indépendance du Nyassaland faisant sombrer le pays dans une grave crise politique, fut utilisée comme propagande par les Portugais. Ils conseillaient aux populations de ne pas soutenir ceux qui

⁶⁸ A. L. Henriques de OLIVEIRA, *Relatório da visita ao Distrito da Zambézia pelo Inspector do Serviço de Acção Psicossocial António Lopes Henriques de Oliveira de 14 de Novembro a 14 de Dezembro de 1964*, Lourenço Marques, 23 décembre 1964, in IANNT/SCCIM, processo 467, Caixa 55.

⁶⁹ Entretien avec Alberto Mutumane, Mocubela, 29 septembre 2004.

⁷⁰ H. CALADO, *Relatório sobre a elevação da população nativa*, Milange, 14 septembre 1963, 3^o trimestre in IANNT/SCCIM, processo A/2/2, Caixa 263.

⁷¹ J. L. FERNANDES, *Relatório sobre a elevação da população nativa, elaborado nos termos das instruções que acompanharam a circular n°92/B/1/2, confidencial, de 14 de Agosto de 1961*, Morrumbala, 3 juin 1963, in IANNT/SCCIM, processo A/2/2, Caixa 263.

voulaient chasser les Blancs du Mozambique, car si un gouvernement noir prenait le pouvoir dans ce pays, celui-ci risquait de sombrer dans la même situation que celle du Nyassaland⁷².

À côté de cette propagande « douce », le gouvernement portugais employait par ailleurs, des méthodes très violentes à l'égard de tout individu suspecté de soutenir les mouvements « subversifs », surtout à l'égard des autorités traditionnelles et d'autres individus noirs considérés comme « évolués ». Selon l'inspecteur António Oliveira, la déportation, ou l'application de peines lourdes n'était pas une solution suffisante pour ces gens-là. La solution était l'application de la « peine maximale », car c'était avec des méthodes dures et fermes que les « héros » de l'occupation avaient garanties leur domination et leur sécurité⁷³. Et effectivement, de nombreux chefs traditionnels furent exécutés, pendant cette période de guerre.

Parallèlement, un autre programme désigné, "Étude de la Situation" (*Estudo da Situação*), dont le but était de « mieux connaître la société, pour mieux agir » fut mis en œuvre. Tout était étudié dans le plus grand détail avec des questionnaires appliqués au niveau de la *regedoria*. Cette tâche fut confiée aux SCCIM. Toutes les forces ou structures susceptibles d'influencer l'« état d'esprit » des populations ou de ceux qui détenaient une capacité de commandement (et qui pour cela pouvaient être utilisés par la subversion) furent étudiées : les autorités traditionnelles, les contradictions qui existaient entre elles, telles que les conflits de succession et entre les populations; les sorciers, les guérisseurs, les devins; les mouvements associatifs, les Églises, les sectes, etc.

L'intense propagande et la répression portugaises envers la population furent entre autres, les facteurs qui freinèrent l'action politico-militaire du Frelimo pendant la lutte anticoloniale.

Manque de préparation militaire, problèmes internes et logistiques

Lorsque le Frelimo déclencha les hostilités en septembre 1964, il n'était pas encore suffisamment prêt du point de vue militaire, pour maintenir quatre « fronts » de combat en même temps (Cabo Delgado, Niassa, Tete et Zambézie) : il n'avait ni les combattants, ni le matériel de guerre suffisants. Mais il menait une course de vitesse pour contrecarrer les actions militaires de l'Udenamo et surtout de la Manu, qui avaient pris les devants, et pour s'imposer comme le seul mouvement capable de mener la lutte contre les Portugais.

⁷² A. L. Henriques de OLIVEIRA, *Relatório da visita ao Distrito da Zambézia...*, op. cit.

⁷³ *Ibidem*.

Selon le premier président du Frelimo, Eduardo Mondlane, l'objectif primordial dans cette étape de guerre étaient les provinces du Niassa et du Cabo Delgado⁷⁴. Il confirma aussi la fragilité du Frelimo pendant cette période. Lors de l'offensive militaire contre les Portugais le 25 septembre 1964, l'armée du Frelimo était composée seulement de deux cent cinquante soldats, organisés en groupes de dix à quinze hommes⁷⁵. Ces hommes étaient confrontés à beaucoup des difficultés, ils étaient mal équipés et mal ravitaillés. Ils n'avaient alors que la possibilité de tendre de petites embuscades, voire des offensives de faible envergure⁷⁶.

Waisone Naisone Ligudja, ancien combattant, qui a fait partie du groupe qui a attaqué le Poste administratif de Tacuane, en témoigne :

« Lorsque nous sommes allés attaquer le Poste de Tacuane nous étions seulement douze. Notre chef était Alberto Mutumula, l'autre était Alberto Chingamuca. Nous avons très peu de matériel de guerre, très peu d'hommes [...], les Portugais étaient nombreux [...], une section seulement ne pouvait pas les attaquer, nous étions peu et nous ne pouvions pas attaquer directement une caserne... »⁷⁷.

Lors de l'attaque au Poste administratif de Mongoè, c'est l'administrateur, seul, qui réussit à repousser les soldats du Frelimo pendant environ une demi-heure. À la fin de 1965, Alberto Mutumula, l'auteur de l'attaque de Tacuane, dut se retirer au Malawi, car il n'avait plus ni munitions, ni possibilité de ravitaillement⁷⁸.

En 1966, le mécontentement et l'abattement parmi les *rapazes* (garçons) de Zambézie étaient palpables, car la plupart se trouvaient cantonnés, sous contrôle de Alexandre Magno, au Malawi sans rien faire, tandis que les autres se trouvaient déjà dans les districts du Niassa et Cabo Delgado. Tel le cas du groupe commandé par António Silva. Plus grave encore, ils possédaient très peu de matériel de guerre, seulement quelques vieux fusils⁷⁹.

Dans une réunion des militants et de réfugiés réalisée au Malawi en octobre 1968, les responsables du Frelimo Bonifácio Gruveta et Ambrósio Chissone, affirmèrent que la fragilité que le Frelimo endurait en Zambézie, était due au manque d'union au sein du peuple

⁷⁴ E. MONDLANE, *Lutar por...*, op. cit., p. 152.

⁷⁵ *Ibidem*, p. 152.

⁷⁶ *Ibidem*, p. 165.

⁷⁷ Entretien avec Waisone Naisone Ligudja, Milange, 3 décembre 2005.

⁷⁸ GABINETE DOS NEGÓCIOS POLÍTICOS, Lisbonne, 24 janvier 1966, janvier-décembre, in AHU/MU/GM/GNP/SR010/PT.16C, *Decalques Confidenciais*.

⁷⁹ PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Assunto : Atividades de terroristas em direcção a Moçambique*, Lourenço Marques, Informação n°230-SC/CI (2), 9 mars 1966, in IANTT/PIDE/DGS, Serviços Centrais, processo 2657/62, *Uria Simanta ou Uria Simango*.

mozambicain et au manque de guérilleros pour soutenir le mouvement. Ils considéraient déjà résolue la question du matériel de guerre. Restait celle de recrutement des hommes⁸⁰.

De plus, l'assassinat dans des circonstances mystérieuses du zambézien Filipe Samuel Magaia, alors chef du Département de la Défense en octobre 1966 avait déjà discrédité les leaders sudistes du Frelimo auprès d'autres Mozambicains (en particulier les Zambéziens), soupçonnés d'avoir orchestré sa mort. Magaia avait été remplacé par le sudiste Samora Machel, ce qui aggravait encore les soupçons d'un complot contre tous les non-sudistes. En mai 1968, lors de la grave crise à l'Institut Mozambicain de Dar es-Salaam, certains étudiants avaient demandé sans succès des explications au président du Frelimo Eduardo Mondlane⁸¹. Né à Mocuba en 1937, Filipe Samuel Magaia, avait très tôt quitté cette province vers Lourenço Marques (1941) où il resta jusqu'à 1958, lorsqu'il alla à Nampula faire son service militaire. À la fin de ce séjour, il retourna à Lourenço Marques en 1960, mais il quitta à nouveau cette ville en 1961 pour aller travailler à Beira⁸². Figure très proche de Uria Simango et Adelino Gwambe, F. S. Magaia, avait été membre de l'Udenamo avant la création du Frelimo. Il fut l'un de rares Zambéziens à avoir participé à la fondation du Frelimo et à avoir occupé un poste important au sein de ce mouvement. Magaia n'était pas d'une famille créole ni métisse zambézienne, ni n'avait vécu à Quelimane. Il était le produit de plusieurs influences : de Lourenço Marques et de Beira. C'est qui montre encore une fois, l'importance des trajectoires sociales. D'ailleurs, le fait d'être né en Zambézie, mais sans y avoir quasiment vécu faisait-il de Magaia un Zambézien ? Ce qui est certain, c'est que les Zambéziens le revendiquèrent – et le revendiquent toujours – comme tel.

Un autre assassinat mystérieux, celui d'Alberto Mutumula en juin 1968, responsable pour la Zambézie, acte attribué à l'União Nacional Africana da Rombézia (Unar) par les dirigeants du Frelimo, augmenta encore le découragement chez les militants zambéziens. Mutumula était une figure très respectée auprès des Zambéziens, surtout ceux de Tacuane. Il avait contribué énormément au recrutement de plusieurs d'entre eux, notamment chez les anciens adeptes de l'Église Adventiste du 7^e jour de Munguluni. D'ailleurs, plusieurs de ces militants désertèrent par la suite. L'expulsion d'Alexandre Magno en avril 1969 accrut encore le malaise des

⁸⁰ PIDE Moçambique, *assunto: Actividades da Frelimo*, Lourenço Marques, Informação n° 1134-SC/CI (2), 16 octobre 1968, in AHU/MU/MU/GM/GNP/SR39/K.6.10.6/ PT.1/Actividades Subversivas em Moçambique.

⁸¹ PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Assunto: Desordens no Instituto Moçambicano em Dar-Es-Salaam*, Informação n° 961-SC/CI (2), 29 août 1968, in ANTT/PIDE/DGS, Processo 2657/62-SR, *Uria Simanta ou Uria Simango*.

⁸² FRELIMO, *Resumo biográfico sobre a participação do camarada Filipe Samuel Magaia na luta de libertação nacional*, Maputo, 30 octobre 2006, in <macua.blogs.com/moambique_para_todos/2006/10/filipe_samuel_m.html>.

Zambéziens à l'égard de leurs « frères » du Sud et beaucoup d'entre eux commencèrent à désertier. Né à Milange, Alexandre Magno était ancien catéchiste et professeur de la Mission catholique de *Nossa Senhora das Dores* dans la même région. Au sein du Frelimo, il était responsable pour le district de Zambézie. Il était aussi vice-président du Comité Régional de ce mouvement au Malawi. Destitué en avril 1969 et considéré comme traître au peuple et à la révolution, il fut accusé par les dirigeants du Frelimo d'avoir détourné les fonds de l'organisation et d'avoir eu un comportement moral et politique incompatible avec l'organisation⁸³. Cette accusation d'immoralité était fondée, entre autres, sur le fait qu'Alexandre Magno, utilisait sa position de chef pour séduire les femmes de soldats :

« Il maltraitait les soldats et abusait de leurs femmes. Alexandre a séduit la femme de Júlio Ramos, combattant du Frelimo. Alors, les autres soldats se sont mis à réclamer auprès de dirigeants du Frelimo des mesures contre lui. »⁸⁴

Après avoir échappé à l'arrestation au Malawi, il rejoint le camp portugais, le 1^{er} octobre 1969. Figure influente du Frelimo parmi les Zambéziens, Alexandre Magno fut ensuite utilisé par les Portugais pour faire de la propagande anti-Frelimo et discréditer le mouvement auprès de ses militants au Malawi et dans la région frontalière. Deux mois après sa reddition, le nombre de réfugiés revenus au pays grâce à ce que les Portugais ont appelé l'« opération Alexandre Magno » était de 63⁸⁵. Des champs reverdissaient dans les *regedorias* Lipali, Chitambo, Mambucha, Nhazombe et Chissulo. En 1972, les autorités portugaises se réjouissaient encore de l'« opération Alexandre Magno », considérée alors comme une réussite :

« Avec la reddition de l'ancien secrétaire provincial du Frelimo, Alexandre Magno en 1969, la subversion dans ce district a souffert un nouveau coup dur. De nombreux éléments du parti et des populations réfugiées au Malawi ont effectué leur retour. Ils ont également commencé à avoir un regard différent sur cette organisation, refusant tout contact avec elle. Il est intéressant de souligner que malgré le fait qu'Alexandre Magno se soit présenté il y a trois ans, la reddition des éléments du Frelimo et des populations réfugiées au Malawi est toujours très encourageante. »⁸⁶

⁸³ F. da Costa FREIRE, *Relatório de Situação n°24/69, período de 11 de Novembro a 25 de Dezembro 1969*, Lourenço Marques, 15 décembre 1969, in AHU/MU/GM/GNP/ SR133/PT.9/SCCIM/*Relatórios de Situação*.

⁸⁴ Entretien avec le « vieux » Malua, Milange, décembre 2005.

⁸⁵ SCCIM, *Sitrep Circunstanciado n° 52/69*, Quelimane, 25 décembre 1969, in AHM/GOVERNO GERAL, *Sitrep Zambézia, 1969 a 1971*, Caixa 2 308.

⁸⁶ PIDE, DELEGAÇÃO EM MOÇAMBIQUE, *Assunto: Situação actual da penetração subversiva no distrito da Zambézia*, Lourenço Marques, Informação, 28 juillet 1972, in IANTT/PIDE/DGS/Serviços Centrais, processo 2826/62-SR, *Frelimo*, Vol.VI.

Effectivement plusieurs dirigeants du Frelimo au Malawi se rendirent aux Portugais, grâce à cette opération, comme par exemple José Alves Dalaudilo (Dulaudilo ?), membre du comité central et responsable pour l'infiltration du matériel de guerre en Zambézie, le 9 octobre 1973⁸⁷. Ancien professeur de la Mission Adventiste du 7^e Jour de Munguluni, circonscription de Lugela, José Alves Dalaudilo avait remplacé Alberto Mutumula, après la mort de celui-ci. Cela jeta par terre encore une fois, les prétentions du Frelimo à pénétrer en Zambézie, selon un témoin resté fidèle au Frelimo :

« Il était étudiant et il était le responsable de l'infiltration du matériel en Zambézie ; Alves [Dulaudilo] a demandé à aller au Malawi voir sa famille. Comme il avait une *classe*⁸⁸, c'était un grand problème [pour lui que d'avoir reçu l'ordre de] quitter la Zambie pour venir au Mozambique à pied. Il est allé à Mulange au Malawi et, là-bas, il a rencontré Alexandre Magno à qui il a raconté qu'il ne supportait pas la souffrance. Il a été invité par Alexandre Magno à se rendre aux Portugais. Parce qu'il connaissait tous les plans d'entrée du matériel de guerre du Frelimo, il les a transmis aux Portugais. À cause de cela, le Frelimo a été obligé de reculer. »⁸⁹

D'autres désertions dans ce groupe à la même période eurent lieu, comme celle de Domingos de Sousa Dias, qui se livra aux autorités portugaises à Tete.

L'expulsion du vice-président du Frelimo, Uria Simango allait accélérer encore les désertions non seulement des Zambéziens, mais également d'autres Mozambicains du Nord du Save. Parmi ces Zambéziens, on peut signaler les cas de Lourenço Mutaca et Miguel Murupa, très proches de l'ancien vice-président du Frelimo. Lourenço Mutaca, ancien interprète de l'administration de l'Alto-Molocué, avait quitté le Mozambique pour suivre ses études au Portugal, avant de rejoindre le Frelimo en Tanzanie, mouvement dans lequel il était un des rares cadres à l'époque (il fut responsable pour les finances du parti et puis son représentant en Suède). Malgré son abandon du parti en 1969, il se « réconcilia » avec le Frelimo à l'indépendance et fut réintégré. Quelques années plus tard, on le retrouva comme fonctionnaire du Haut Commissariat aux Réfugiés en Éthiopie, mais il y fut assassiné par des inconnus dans des conditions mystérieuses le 31 mars 1992. Pour certains Zambéziens, Mutaca a été assassiné par des individus à solde du Frelimo. De son côté, Miguel Murupa, abandonna le Frelimo en novembre 1969. Né à Naburi ancien circonscription de Pebane, en Zambézie,

⁸⁷ PIDE, DELEGAÇÃO EM MOÇAMBIQUE, *Assunto : Logística-Infiltração de material. Zambézia referência ao Ofício secreto n° 1127/S de 19 de julho de 1973 da Rep. Gab. GG anexo por fotocópia*, Lourenço Marques, 26 octobre 1973, in IANTT/PIDE/DGS, Serviços Centrais, Processo 2826/62-SR, *Frelimo*, Vol. X.

⁸⁸ Il était scolarisé, donc ne voulait pas être dans la brousse.

⁸⁹ Entretien avec Xavier Maclune, Milange, 2 décembre 2005. Xavier Maclune (dont le nom de guerre est Namanheta), faisait partie de ce groupe, responsable pour l'infiltration du matériel de guerre en Zambézie.

Miguel Murupa était responsable adjoint aux Affaires externes du Frelimo, et un des rares cadres de ce mouvement. Celui-ci, à l'instar d'Alexandre Magno, se mit à collaborer avec les services de l'Action psychosociale, pour noircir l'image du Frelimo et convaincre ses militants de se rendre aux Portugais⁹⁰. Avec l'aide de Jorge Jardim, un homme d'affaires portugais proche de Salazar, Miguel Murupa fut alors embauché auprès du journal *Voz Africana* (ancien journal de l'Association Africaine de Manica e Sofala devenu propriété de Jorge Jardim) et en profita pour faire de la propagande anti-Frelimo⁹¹. Dans le même but, il utilisa aussi le magazine *Tempo* où Jorge Jardim avait des parts⁹².

Mais au-delà de l'« opération Alexandre Magno », de l'« effet Uria Simango », ou du sentiment de marginalisation, les désertions au sein du Frelimo résultaient aussi des nombreuses privations et difficultés de la délégation du Frelimo au Malawi. L'idée selon laquelle il était impossible de gagner la guerre contre les Portugais, liée aux fréquents revers sur le « front » zambézien, faisait son chemin.

Une lettre adressée au siège du Frelimo à Dar-es Salaam en mai 1970, par les militants de ce mouvement au Malawi, montre quelle était leur difficile situation. Les militants disaient entre autres que leurs enfants ne pouvaient suivre des études, et que l'organisation était en train de perdre en efficacité ; que la guerre était en train d'échouer par manque de matériel de guerre ; que les responsables du Frelimo, comme les réfugiés, souffraient d'une série de privations ; que la lutte se débattait dans des difficultés presque insurmontables, que les soldats du Frelimo luttèrent au milieu de toutes sortes de difficultés, tandis que les Portugais disposaient de tout ce dont ils avaient besoin, ce qui rendait encore plus difficile la lutte⁹³.

La lettre demandait entre autres aux leaders « de ne pas avoir honte de leur dire si la guerre était déjà une cause perdue »⁹⁴. Effectivement, la situation du Frelimo au Malawi était difficile, par

⁹⁰ PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Assunto: Comunismo Internacional*, Lourenço Marques, Informação n° 4126-CI (2), 20 février 1971 in IANNT/PIDE/DGS/Serviços Centrais, Processo CI (2) 4126, *Coremo*, III Vol.

⁹¹ « O debate não convém à Frelimo. O vice presidente Marcelino dos Santos não está preparado pra responder ao Dr Miguel Morupa [Sic] », *Voz Africana*, n° 474 (Beira), 26 juillet 1973.

⁹² « Miguel Murrupa[Sic] explica como e porque voltou a Moçambique. A Frelimo é dominada pelos Chineses e os seus homens encontram-se desmoralizados », *Tempo*, Maputo, 13 décembre 1970, in CEA, Pasta 96709.

⁹³ SCCIM, *Sitrep n°27/70*, Quelimane, 2 juillet 1970, in AHM/GOVERNO GERAL, *Sitrep Zambézia 1969 a - 1971*, Caixa 2 308.

⁹⁴ *Ibidem*.

rapport à la Tanzanie où cette organisation possédait déjà des écoles et des centres médicaux dans les camps de réfugiés et comptait beaucoup sur le soutien de Julius Nyerere.

Les conflits entre ceux qui étaient au départ caractérisés par le Frelimo, comme « ne voulant pas la lutte armée, préférant une voie négocié » et un peu plus tard, fut qualifié de la lutte entre « deux classes antagonistes », mena à la concentration de l'effort militaire dans les districts de Cabo Delgado et Niassa au détriment d'autres régions du pays. Contrôler ces deux districts était crucial pour empêcher que la Manu et les partisans de Nkavadame ne prennent l'avantage. Ces conflits rendirent aussi impossible pendant une longue période (1962-1970), la cohésion du Frelimo et la tenue d'une politique militaire plus agressive contre les Portugais.

Il y avait aussi la question du barrage de Cahora Bassa et les actions militaires du Coremo à Tete. En effet, à partir des années 1968 opérant plus ouvertement à partir de la Zambie, l'effort du Frelimo s'étendit au district de Tete, avec d'une part, le but d'empêcher la construction du barrage de Cahora Bassa et de l'autre, de contrecarrer les activités du Coremo dans cette région. Cela conduisit encore une fois, à négliger la Zambézie. L'importance de Tete dans cette nouvelle étape de guerre est attestée par Eduardo Mondlane :

« ... Cette nouvelle étape de la guerre est particulièrement importante à cause des plans militaires et économiques des Portugais dans cette région. Tete est une région-clé pour le Mozambique : le grand fleuve Zambèze passe par le centre de cette région ; cette province possède de considérables ressources économiques et est traversée par d'importantes voies de communication, incluant la principale route de Salisbury à Blantyre ; dans l'axe Nord-sud, elle traverse plus ou moins le centre du pays [...]. La région de Tete est en train de prendre une importance considérable aussi grâce au récent plan de développement qui consiste en l'érection du barrage de Cahora Bassa [...]. Cahora Bassa est de ce fait, l'une des importantes cibles dans cette étape de guerre. »⁹⁵

Néanmoins, il ne faut pas non plus sous-estimer le dispositif militaire portugais. La Zambézie, à la différence des autres régions du Mozambique présentait une occupation plus homogène. Plusieurs entreprises et compagnies s'y étaient établies depuis le début du siècle et chacune possédait ses milices armées, les fameux *cipayes*, ce qui rendit plus difficile l'action du Frelimo, comme le confirme le témoignage d'un ancien combattant :

« C'était difficile de recruter à la Sociedade de Chá Oriental⁹⁶, parce qu'il y avait beaucoup de contrôle, il y avait beaucoup de Portugais partout, il y avait beaucoup de *cipayes* aussi. Nous

⁹⁵ E. MONDLANE, *Lutar por...*, *op. cit.*, p. 178-179.

⁹⁶ Principale plantation de thé de la circonscription de Milange.

avons trop souffert ici à Milange. Il n'y a presque personne qui a quitté la Sociedade de Chá Oriental pour aller combattre. Nous recrutions dans la *temba* [dans les hameaux]. »⁹⁷

Les différentes crises internes liées aux difficultés logistiques, à une faible préparation politico-militaire et au fort dispositif militaire portugais furent donc des grands handicaps à la lutte du Frelimo non seulement en Zambézie mais aussi dans les autres régions du Mozambique. Elles expliquent aussi l'échec de la première phase de la guerre à Tete, car comment on l'a dit, la guerre s'était arrêtée en Zambézie au même moment qu'à Tete.

Le Frelimo et la désertion de Zambéziens

Les dirigeants du Frelimo ne pardonnèrent jamais les désertions de Zambéziens et restèrent toujours méfiants envers eux, ce qui explique leurs rapports conflictuels à l'indépendance. Pour le Frelimo, ce sont ces désertions qui expliquent en grande partie l'échec de la lutte anticoloniale en Zambézie. Lors d'un meeting à Quelimane en 1983, Samora Machel, parlait de la désertion de plus de 2 000 Zambéziens pendant la lutte anticoloniale, pour les rangs des Portugais. Ces déserteurs furent accusés de s'être joints à la PIDE et à Jorge Jardim (figure politique proche de Salazar et grand homme d'affaires) pour bloquer la lutte du Frelimo en Zambézie. Ils furent accusés d'avoir tué ou kidnappé de nombreux civils et militants du Frelimo, parmi lesquels, Alberto Mutumula, un Zambézien comme eux, signe de « manque d'identité ». Bref, ils furent accusés de plusieurs crimes :

« Pendant la lutte armée de libération nationale, nous nous sommes beaucoup confrontés au sein du Front de Libération du Mozambique, aux actions des bandits armés. Ici dans la province de Zambézie, le banditisme a des caractéristiques spécifiques. Pendant la lutte armée, plus de deux milles hommes originaires de la province de Zambézie ont déserté pour aller au Malawi, où ils ont établi leur base contre le Frelimo. Pendant la guerre de libération, Bonifácio, fut notre représentant au Malawi. En 1969, pour avoir arrêté quinze déserteurs du Frelimo, qui collaboraient avec la PIDE et pour avoir tendu des embuscades à certains d'entre eux et les avoir frappé durement, il fut arrêté et expulsé du Malawi et interdit d'entrer dans ce pays [...]. Le principal agent s'appelait Atanásio Filipe Muhate et travaillait étroitement avec Jorge Jardim. Ici même, il y a de nombreux filleuls de Jorge Jardim. Je vois quelqu'un en train de rire. Il se rappelle son parrain. Cet acte de désertion, coordonné et dirigé par la PIDE, avait les objectifs suivants : de kidnapper à partir du Malawi les populations et les tuer ensuite afin d'attribuer ces actes criminels au Frelimo. Ainsi ils kidnappaient les populations de Milange, de Tacuane, et de Morrumbala ; ils attaquaient des magasins et autres types d'établissement et attribuaient ces actions au Frelimo. Au Malawi ils ont kidnappé et assassiné les militants du Frelimo et dans la plupart de cas, afin de montrer leur fidélité à la PIDE, ils coupaient la tête des militants du Frelimo. Cette tête servait de trophée qu'ils présentaient à leurs patrons. En

⁹⁷ Entretien avec Xavier Maclune, Milange, 2 décembre 2005.

cette occasion, nous rendons hommage au vieux Mutumula, assassiné par des bandits zambéziens, alors que lui-même était zambézien [...]. Le vieux Mutumula avait été envoyé par le Frelimo afin d'organiser l'intérieur [du pays] à partir du Malawi. Les déserteurs zambéziens qui avaient leur base là-bas et servaient la PIDE, l'ont pris en embuscade et lui ont coupé la tête qu'ils ont montrée à la PIDE pour prouver qu'ils avaient tué notre collègue Mutumula. Nous tous savons cela. Bonifácio sait tout cela. Tazama fut chargé de faire l'enquête au Malawi sur l'action de ces bandits de la Zambézie, ces déserteurs au service de la PIDE. Mais, la plupart d'entre vous sont jeunes et ne connaissaient pas cette histoire »⁹⁸.

Établissant une relation entre cet « ancien banditisme » et le début du « nouveau banditisme » (cf. chapitre V et VI) en Zambézie, Samora Machel enchaîna :

« C'est pour cela que vous êtes surpris de l'apparition du banditisme armé en Zambézie et surtout à Morrumbala, Milange, Gurué et Lugela. Malheureusement, les guérilleros de ces districts ne sont pas ici, car j'allais vous le présenter. Les guérilleros originaires de ces districts ne voulaient pas combattre à Cabo Delgado, ils voulaient aller au Niassa afin de pouvoir fuir vers le Malawi. Ils ne voulaient pas combattre à Tete parce que c'est loin du Malawi et donc c'était impossible de désertir. Pendant la lutte armée plusieurs dirigeants zambéziens qui faisaient partie du Comité Central ou du Conseil de Guerre désertèrent. Ils sont allés au Malawi et se sont rendus à la PIDE. Il s'agit de gens que vous connaissez bien: Alexandre Magno, originaire de Milange. Il fut secrétaire provincial de la Zambézie. Il était membre du Comité Central, sur proposition de Bonifácio [gouverneur de la Zambézie]. Lorsqu'il a fui, il a volé des documents et s'est organisé pour assassiner Bonifácio lui-même; António Silva, c'était le chef des opérations au Niassa. Il fut aussi proposé par Bonifácio. [Bonifácio] s'en rappelle. Lorsque il a fui, je l'ai appelé et je lui dit: "le chef que tu as nommé a fui, et maintenant ?". Mário Makauasse qui a déserté vers Vila Cabral en 1965, pour montrer la localisation des bases du Frelimo aux Portugais ainsi que la localisation de zones libérées, les chemins que nous utilisions pour transporter le matériel vers l'intérieur du Niassa ; Zeca Caliate qui a formé plus récemment un parti au Portugal. Il a été grièvement blessé à Tete pendant la guerre. Nous l'avons envoyé se soigner dans un pays socialiste. Lorsqu'il est revenu, il a dit qu'il voulait aller à Tete a nouveau afin de se venger des colonialistes. Il est retourné à Tete avec le grade de commandant. Mais, une fois sur place, il a déserté. Il s'est rendu à ceux qui l'avaient blessé ; Joaquim Machado, Eugénio Machado, Luis Namaonda, José Alves, Luis Arranca-Tudo. Ce dernier dans le but de montrer sa fidélité à la PIDE, a tué huit soldats des Forces Populaires de Libération de Mozambique, appartenant à une section qui avait déserté avec lui. Ce furent même les Portugais qui lui ont dit d'arrêter ce massacre, signe de sa fidélité à la PIDE. »⁹⁹

Telle était la vision policière de S. Machel et du Frelimo sur le difficile relationnement avec les Zambéziens. Leur marginalisation et exclusion à l'indépendance y trouvent en grande partie leur explication. Pour le Frelimo, il ne fallait pas faire confiance à ces gens-là, capables de vendre leur propre pays aux étrangers (on y reviendra dans les chapitres V et VI).

⁹⁸ S. MACHEL, *A nossa força está na unidade (Intervenção do Presidente Samora Machel no comício realizado em Quelimane, em 19 de junho de 1983, para apresentação do novo dirigente da Província da Zambézia)*, Maputo, Instituto Nacional do Livro e do Disco, 1983, pp. 27-29 (Coleção Unidade Nacional, 3).

⁹⁹ *Ibidem*.

Cependant, les zambéziens ne furent pas les seuls à désertir du Frelimo. Beaucoup d'autres Mozambicains surtout du Centre et Nord du pays quittèrent ce mouvement¹⁰⁰. Le cas zambézien fut amplifié et mythifié pour justifier non seulement les déboires du Frelimo dans la région, mais également pour justifier la marginalisation de cette société. Les motifs évoqués par les Zambéziens pour quitter le Frelimo sont les mêmes que ceux évoqués par d'autres Mozambicains, à savoir le « tribalisme » des principaux dirigeants du Front :

« ... Lorsque les mouvements de libération ont commencé à se former, la plupart de leurs membres étaient des Zambéziens lettrés, des Zambéziens cultivés, techniquement formés, plus que les gens du Sud. Les gens du Sud étaient minoritaires et deux situations ont alors émergé : l'influence d'Eduardo Mondlane [premier président du Frelimo né au Sud de Moçambique] était très grande, celui-ci s'est entouré des gens du Sud sans aucune formation [...] petit à petit, il y eut une stratégie de marginaliser les Zambéziens au sein du mouvement. Les Zambéziens se ressentirent beaucoup de cela [...] aucun Zambézien, à l'exception de Filipe Samuel Magaia n'a atteint un poste important au sein du Frelimo. À partir de là, les Zambéziens ont commencé à abandonner le Frelimo [...] Tout cela juste pour démontrer que ces événements ont pesé lourdement chez les Zambéziens. Les clivages entre les Zambéziens, les Maputenses [de Maputo] et les Sofalenses [de Sofala] ont commencé à se dessiner à cette période-là [...] ce ne fut pas par hasard que le premier gouverneur de la Zambézie à l'indépendance fut un Zambézien : le Frelimo craignait l'éclosion d'une guerre civile provoquée par les Zambéziens... »¹⁰¹

Comment interpréter ces désertions ? Pourquoi la plupart de ces déserteurs étaient-ils du Nord du Save ? Étaient-ils de lâches ou étaient-ils inféodés au Portugal comme le disait Samora Machel à propos des Zambéziens ? Ou s'agissait-il d'un clivage entre une « ligne bourgeoise » qui voulait perpétuer l'exploitation du peuple après le départ du colonisateur et une autre, qui se battait pour les « masses » comme le justifiait le Frelimo ? Ou à l'inverse était-ce seulement à cause du « tribalisme » des dirigeants sudistes du Frelimo comme le disaient ces déserteurs ? Ces désertions tenaient beaucoup plus aux différences de trajectoires socioculturelles au sein du Frelimo. Les ressortissants des diverses régions ne se connaissaient pas et avaient eu très peu de contacts entre eux au cours de la colonisation. Le Mozambique comme nation n'existait pas et n'existe probablement pas encore, puisqu'il n'est nécessairement ressenti pour tous les Mozambicains¹⁰².

¹⁰⁰ M. CAHEN, « Mozambique, histoire... », *op. cit.*, p. 243.

¹⁰¹ Entretien avec Camal Meragi, 27 novembre 2005.

¹⁰² M. CAHEN, « Mozambique, histoire... », *op. cit.*, p. 243.

Les chefs traditionnels et la guerre en Zambézie

Certains auteurs considèrent l'échec du Frelimo en Zambézie comme le résultat du manque d'aide de la part des autorités traditionnelles. Or ce type d'analyse présuppose de donner la primauté au rôle de *régulos* (chefs traditionnels reconnus par les Portugais), de les voir comme les seuls détenteurs du pouvoir, minimisant le rôle des autres instances de la structure du pouvoir traditionnel. Cela fut d'ailleurs aussi l'erreur de l'administration coloniale, car dans ses différentes stratégies politiques de valorisation des autorités traditionnelles, elle mettait en avant les *régulos*, délaissant les autres composantes de ce pouvoir, comme les chefs de groupe de hameaux (*chefes de grupo de povoação*) et les chefs de hameaux (*chefe de povoação*) ainsi que les autres chefs considérés légitimes par la population mais non reconnus par l'autorité coloniale, ce qui allait lui coûter cher. Or l'histoire de la guerre dans le district de Quelimane montre bien le rôle joué par ces chefs. Toujours selon ces analyses, le non-soutien des *régulos* au Frelimo en Zambézie s'expliquerait par le fait que ceux-ci jouissaient d'un grand prestige, grâce à leur collaboration avec l'administration coloniale. Parmi les tenants de cette thèse, on a par exemple le sociologue mozambicain Carlos Serra¹⁰³. Selon lui, une des clés pour comprendre l'échec du Frelimo en Zambézie, est le rôle des *régulos*. Ceux-ci n'auraient pas adhéré au Frelimo, parce que depuis 1945 ils y avaient beaucoup de privilèges, vivant bien (salaires, redevances, logement, revenus villageois, etc.). S'appuyant sur Karl Marx, il a appelé « plus-value périphérique » ces avantages¹⁰⁴. De plus, selon C. Serra, dans les années soixante, c'est-à-dire, au moment où le Frelimo déclencha les hostilités militaires, l'usufruit de ladite « plus-value périphérique » par les *régulos* était conséquente¹⁰⁵. Cette thèse, qui correspond d'ailleurs à celle du discours officiel du Frelimo, servira de prétexte pour déconsidérer et étouffer le pouvoir traditionnel à l'indépendance. Or, dans le district de Quelimane, peu, voire très peu, de chefs vivaient dans l'aisance¹⁰⁶. En regardant les choses de plus près, on est à l'inverse mené à conclure que si la lutte anticoloniale menée par le Frelimo a échoué en Zambézie, ce n'est pas « la faute de chefs traditionnels ». Les raisons doivent être recherchés ailleurs et c'est à quoi on va s'attacher maintenant.

¹⁰³ C. SERRA, *De la gestion de corps à la gestion des mentalités en Zambézia, Mozambique (1890-1983) – rapports de domination, conformisme et déviance politiques*, Thèse de doctorat en sociologie, École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris, juin 1995, p. 660.

¹⁰⁴ *Ibidem*, p. 660.

¹⁰⁵ *Ibidem*, p. 660.

¹⁰⁶ Voir les rapports du fonds « Inspection des Services Administratifs et des Affaires Indigènes » (ISANI) à l'Arquivo Histórico de Moçambique (AHM) à Maputo depuis les années 1937 jusqu'à 1973.

La réceptivité de la chefferie envers le Frelimo

Dans les régions de Morrumbala, Milange et Lugela – les seules où le Frelimo a effectué ses actions militaires, même s’il avait des adhérents encartés à Mopeia par exemple –, le Frelimo a bénéficié du soutien de certaines autorités traditionnelles, surtout les chefs de groupe de hameau et les chefs de hameau, c’est-à-dire, aux échelons inférieurs, mais les plus nombreux, de la chefferie.

Par exemple dans la circonscription Morrumbala, plusieurs chefs traditionnels furent arrêtés pour avoir soutenu le Frelimo : ce fut le cas des *régulos* Viage Gonate du *regulado* Nhazanza ; de Punduma Tabanha du *regulado* Zauara ; de Domingos Murire du *regulado* Murire ; de Fabula Macuto du *regulado* Mecanga ; de Lapuquene Quembo, du *regulado* Gumbe ; de Zemca Chote, du *regulado* Campata ; de Alfiche Tole du *regulado* Murrerremba ; de Miquitaio Rebo du *regulado* Muandiua ; de Diniz Binda, du *regulado* Boroma¹⁰⁷.

Dans la circonscription de Milange, le Frelimo reçut aussi le soutien de certains *régulos* comme Muenhare Buanale de la *regedoria* Chitambo¹⁰⁸, Medissane Cazimbe de la *regedoria* Cazimbe, Diogo Dinis Murta de la *regedoria* Nantuto, du poste administratif de Molumbo¹⁰⁹.

Dans la circonscription de Lugela, la *regedoria* Nangoma (dont le *régulo* fut arrêté car accusé de soutenir la subversion), fut démantelée et ses habitants éparpillés dans les alentours de l’Administration de Lugela¹¹⁰. D’autres *régulos* du Poste Tacuane, comme Mucuerra et Mucamula, « adeptes » du mouvement subversif furent également arrêtés.

Les *régulos* – au niveau supérieur de la chefferie – se trouvaient entre le marteau et l’enclume : soutenir la « révolution » ou rester fidèles à l’administration portugaise. Ils étaient des ennemis à abattre de l’un ou de l’autre côté des belligérants. Un des cas les plus connus est celui du *régulo* Mudedereia, du Poste Administratif de Tacuane, fusillé par les Portugais devant plus de 300 personnes et tous ses subordonnés, car accusé d’être un « élément de confiance du

¹⁰⁷ AHM/GOVERNO GERAL, *Ficheiro de Regulado, Distrito da Zambézia*, Processo T/6, Caixa 903.

¹⁰⁸ A. A. VELOSO, *Estudo da Situação, Regedoria Chitambo, Administração do Concelho de Milange, Distrito da Zambézia*, Milange, 30 mars 1965, in IANTT/SCCIM, processo n° 5, Caixa 390.

¹⁰⁹ L. A. ARAGÃO, *Estudo da Situação, Distrito da Zambézia*, 29 mars 1965, in IANTT/SCCIM, processo N° 5, Caixa 390.

¹¹⁰ PIDE MOÇAMBIQUE, *Assunto: Situação no distrito da Zambézia relativa à primeira quinzena de Março ultimo, período de 15 de julho 1966 à 8 de junho 1967*, Lourenço Marques, Informação n° 339-SC/CI (2), 5 avril 1967 in AHU/MU/GM/GNP/SR029/E.5.16/Moçambique. *Ambiente político económico e social*.

Frelimo » et d'avoir soutenu Alberto Mutumula dans l'attaque à ce poste¹¹¹. L'autre cas est celui du *régulo* Balaleia, considéré par les autorités portugaises, comme un élément fidèle et collaborateur, exécuté en décembre 1964 par le Frelimo, pour son hostilité à la marche de la « révolution »¹¹².

Mais parmi les autorités traditionnelles, ce sont bel et bien, les chefs de groupe de hameau et les chefs de hameau qui ont apporté le plus de soutien au Frelimo en comparaison de la strate des *régulos*. L'inspecteur portugais António Lopes Henriques de Oliveira, du *Serviço de Acção Psicossocial* le montra, suite à son périple dans le district de la Zambézie entre novembre et décembre 1964, où il prit contact avec plusieurs autorités locales, notamment les autorités traditionnelles :

« [une fois établis] les contacts que je viens de citer, [...], j'ai traversé la zone de la Vallée du Chire comprenant la région frontalière depuis Majaua (Poste de Mongué) jusqu'à Megaza, en passant par Chilomo et le Poste de Chire. Toute cette ligne de frontière se trouve profondément minée par la subversion, qui touche les populations et les autorités traditionnelles, principalement les chefs de groupe et les chefs de hameau. Les agitateurs du Frelimo maintiennent un contact étroit avec les populations, surtout dans la région de Mongué, y ayant conquis les éléments les plus évolués et les autorités traditionnelles, au niveau des chefs de hameau. La campagne de propagande parmi les masses revêt un caractère d'intimidation, mais parmi les chefferies traditionnelles, il y a une certaine réceptivité spontanée et consciente [souligné par moi]. »¹¹³

Quoique l'inspecteur puisse exagérer les caractères de l'intimidation pour l'obtention de l'adhésion des populations, il est important de voir que les autorités traditionnelles étaient réceptives à la subversion, non seulement celle du Frelimo, mais aussi celle des autres mouvements anticolonialistes. Un nombre non négligeable de chefs de hameau ou chefs de groupe de hameau furent trouvés en possession de cartes de l'Udenamo, par exemple.

Le soutien accordé au Frelimo par les chefs de hameau n'était nullement négligeable, vu leur rôle et leur importance dans leurs régions respectives. De plus, ce sont eux qui faisaient le gros du travail, comme l'explique l'inspecteur colonial J. F. Rodrigues :

« Au nord de la colonie – Province de Zambézie et district du Tete –, les chefs de hameau ne sont pas de simples chefs de familles comme dans les autres régions, mais de véritables autorités

¹¹¹ A. L. Henriques de OLIVEIRA, *Relatório da visita ao Distrito da Zambézia...*, op. cit., p. 29.

¹¹² MINISTÉRIO DO ULTRAMAR, Gabinete do Ministro, *Telegrama recebido do Governador Geral de Moçambique. Assunto : Incidentes*, Lourenço Marques, 22 décembre 1964, in IANTT/AOS/CO/UL-50A, *Informações da Pide*, 1965.

¹¹³ A. L. Henriques de OLIVEIRA, *Relatório da visita ao Distrito da Zambézia...*, op. cit., p. 29.

qui contrôlent en général les zones où se trouvent un grand nombre de petits hameaux de familles. Au sein de cette organisation, ce sont eux qui, dans la pratique, exécutent presque toutes les tâches sur leurs terres respectives, les *regedores* et les chefs de groupe se limitant au simple rôle d'intermédiaires des ordres émanant des administrations. »¹¹⁴

Le chef de groupe Manuel : un cas notable de soutien au Frelimo

Un des exemples les plus marquants du soutien de ces niveaux inférieur du pouvoir traditionnel est celui du chef de groupe de hameaux Manuel, de la *regedoria* Mambucha, circonscription de Milange, à quelques kilomètres de la frontière avec le Nyassaland. Il s'agit d'une région qui avait été très influencée par les événements politiques du Nyassaland. C'était aussi une des régions où le Frelimo essayait de recruter des militants. Il y réussit l'adhésion du chef de groupe de hameaux Manuel, connu également sous le nom de Milha¹¹⁵.

En juin 1964, donc bien avant le début de la lutte armée du Frelimo, et après avoir provoqué quelques incidents, Manuel avait quitté sa terre avec toute sa population et tous ses biens pour rejoindre le Frelimo au Nyassaland, la laissant complètement abandonnée¹¹⁶. Il s'agissait à l'époque de 187 hommes, 229 femmes, 212 garçons et 180 filles¹¹⁷. On voit ici l'importance potentielle d'un chef de groupe de hameaux. En représaille, les autorités portugaises, en la personne de Jorge Jardim venu expressément de Beira, brûlèrent toutes les paillotes du hameau Manuel, et certaines paillotes dans le hameau Chitambo, où le *regulo* était également impliqué dans la subversion¹¹⁸.

Dans la région de Tacuane, lors de la première attaque du Frelimo en octobre 1964, les guérilleros furent soutenus par les autorités traditionnelles, surtout par les chefs de groupe de hameau et les chefs de hameau. Sans le soutien de ces chefs, cette attaque n'aurait jamais connu un tel succès. Il s'agit des chefs des hameaux Conua, Rumala, Indoda, Indavo, Mulaviua et Muconco¹¹⁹. En représaille, l'armée portugaise détruisit toutes les paillotes des habitants des hameaux Rumala et Conua.

¹¹⁴ J. F. RODRIGUES, *Relatório e documentos referentes à inspecção ordinária feita aos conselhos de Quelimane e Chinde, às circunscrições de Gurue, Ile, Lugela, Massingir, Milange, Nhamarroi, Zambeze e respectivos postos administrativos*, Quelimane, 1944, p. 252-253, in AHM/ISANI, Caixa 62.

¹¹⁵ AHU/MU/GNP/SR10/ PT.10C, *Decalques Confidenciais, juin-septembre, 1964*, Lisbonne, 19 août 1964.

¹¹⁶ *Ibidem*.

¹¹⁷ *Ibidem*.

¹¹⁸ SCCIM, *Assunto: Informação sobre Moçambique*, Lourenço Marques, Informação n° 491-SC/CI (2), 29 décembre 1964, in AHU/MU/GNP/SR053/K.6.10/*Incidentes em Moçambique*.

¹¹⁹ A. L. Henriques de OLIVEIRA, *Relatório da visita ao Distrito da Zambézia,...*, *op. cit.*

Néanmoins, à cause de la vision négative qu'il avait du pouvoir traditionnel, le Frelimo ne mobilisa pas au niveau nécessaire les autorités traditionnelles, ce qui explique en partie les réticences de la plupart d'entre elles envers le Frelimo. Dès les origines, les dirigeants du Frelimo voyaient les autorités traditionnelles comme porteurs d'arriération, de tribalisme et de division, et incompatibles avec la modernité nationale. Eduardo Mondlane, premier président du Frelimo, montre bien dans son livre *Lutar por Moçambique* (Lutter pour le Mozambique), écrit pendant la guerre, la vision qu'a le Frelimo des chefs traditionnels :

« Avant la guerre, coexistaient deux autorités : l'administration coloniale et les chefs traditionnels, subordonnés et intégrés au système colonial, mais ayant quand même une certaine autonomie. Immédiatement après que le pouvoir traditionnel est détruit, par la victoire de la guérilla, dans une certaine zone, un vide administratif se manifeste. Néanmoins, le pouvoir des chefs traditionnels a comme origine la société traditionnelle, et dans le passé, ce pouvoir s'appuyait sur une conception populaire de légitimité, et non sur la force. Cela peut créer des problèmes de tribalisme et de régionalisme dans le futur. Pendant la période précoloniale, cette forme de gouvernement a atteint ses fins raisonnablement bien, dans une zone limitée, pourvoyant une forme d'organisation adéquate aux intérêts de la majorité. Mais, même dans ce cas, un domaine restreint avec comme base une petite unité locale, ce modèle ne peut pas satisfaire les nécessités d'un État moderne. Dans les autres régions, ce pouvoir contenait déjà un élément de féodalisme, permettant l'exploitation de la paysannerie, qui, sous une couverture métaphysique et religieuse, était acceptée. La survivance de ce type de système constitue logiquement un frein au progrès de la révolution, qui a comme but l'égalité sociale et politique. Aussi, le colonialisme est venu pervertir toutes les structures du pouvoir traditionnel, encourageant ou introduisant des éléments autoritaires et élitistes. Certainement, lorsque les chefs s'allient au pouvoir portugais, le problème est plus simple à résoudre. [...] Dans les autres cas, lorsque les chefs restent neutres ou même se manifestent ouvertement en faveur de la lutte, la marche du pouvoir révolutionnaire a comme résultat la disparition graduelle du pouvoir traditionnel. Certainement, quand le pouvoir traditionnel ne soutient pas activement la structure coloniale, ni ne s'oppose à la révolution, le changement doit émerger par le biais d'actions positives, de l'émergence de nouvelles formes de pouvoir et de nouvelles idées politiques. La principale arme dans cette lutte, c'est l'éducation, tant général que politique, acquise par l'expérience pratique comme dans les réunions, les débats et les cours. »¹²⁰

L'assimilation de la chefferie traditionnelle au modèle féodale européen, par conséquent à abattre, et de plus considérée, facteur de division et incompatible avec la vision moderne de l'État, empêcha évidemment le Frelimo de privilégier le travail auprès des structures politiques africaines. Il privilégia les autres élites noires, comme les catéchistes, les interprètes, les professeurs, chauffeurs, auxiliaires de bureau, d'ateliers et de taille, bref, tous ceux qui savaient

¹²⁰E. MONDLANE, *Lutar por...op. cit.*, p. 182-183.

lire et écrire le portugais – et relevaient du prototype de la Nation moderne. En Zambézie, c'était le cas par exemple de Alberto Mutumula, ancien interprète de la circonscription de Lugela ; Abilio Tongululo, ancien professeur adventiste à Magassanja ; Alexandre Magno, ancien chef catéchiste et professeur de la mission catholique de *Nossa Senhora das Dores de Milange* ; Alberto Chingamuca, ancien catéchiste de la mission catholique de Zalimba et Fumba ; Luis Sombua, ancien chauffeur de la Sociedade Agricola Simbe ; Bonifácio Gruveta, ancien mécanicien, Lourenço Mutaca, ancien interprète de l'administration de l'Alto-Molocué, etc. C'était avec eux que le Frelimo comptait bâtir l'État moderne et dans ce projet les chefs traditionnels ne comptaient pas. L'inspecteur portugais António Lopes Henriques de Oliveira le nota bien :

« De mon contact avec les autorités païennes [traditionnelles] du Gurué et de Lioma, j'ai gardé l'impression que malgré le fait qu'elles soient *boçais* [frustrées], elles n'ont pas pour notre action la meilleure réception. Leur état d'âme sera franchement réceptif aux premières manœuvres [...] de la propagande subversive qui, à mon avis, ne travaille pas aussi bien avec les autorités traditionnelles qu'avec les autres élites noires. »¹²¹

Ce sont ces élites socialement différentes qui occupèrent des postes de direction au sein du Frelimo, tandis que la plupart des autorités traditionnelles furent reléguées au rôle de simple spectateur. La plupart des anciens *regulos* zambéziens qui s'étaient joints au Frelimo et qui se trouvaient dans les camps des réfugiés au Malawi étaient dans une situation lamentable. Ils n'exerçaient aucune fonction de direction, voire aucune fonction du tout au sein du mouvement, ils n'avaient aucun rôle. Les autres travaillaient dans les champs des paysans malawites, pour survivre, car ils recevaient très peu d'aide, voire aucune de la part du Frelimo¹²². Il était donc normal que certains d'entre eux, humiliés et déstabilisés pour cette inutilité organisée, désertent pour rejoindre le camp des Portugais.

Le soutien des « petits » chefs au Frelimo : une explication possible

Une autre question est de savoir pourquoi le Frelimo a eu beaucoup plus de soutien de la part des chefs de hameau et des chefs de groupe de hameau que des *regulos* ?

Dans la hiérarchie du pouvoir traditionnel, ils étaient les plus misérables, ne recevaient aucune rémunération en échange de leur travail et avaient toujours été négligés par les autorités

¹²¹ A. L. Henriques de OLIVEIRA, *Relatório da visita ao Distrito da Zambézia...*, op. cit., p. 46-47.

¹²² SCCIM, « Anexo C ao Sitrep Circunstanciado n° 09/70 », *Sitrep Circunstanciado n°9/70* Quelimane, 26 février 1970, in AHM/GOVERNO GERAL, *Sitrep Zambézia, 1969 a 1971*, Caixa 2 308.

gouvernementales, malgré leur statut légale tout comme les *régulos*. Les différents rapports de l'Inspection des Services Administratifs et des Affaires Indigènes (ISANI)¹²³ parlent toujours de plaintes de chefs de hameau et de groupe de hameau, réclamant une rémunération. Ces autorités traditionnelles n'arrivaient même pas à avoir de l'argent pour s'acheter leur uniforme, comme l'atteste le rapport de l'inspecteur Granjo Pires :

« Cipriano Albaine, chef de groupe Cussula, au nom de tous les chefs de groupe de hameaux et de chefs de hameaux, une fois encore, a posé la question du paiement des gratifications mensuelles aux chefs de groupe et aux chefs de hameaux, car ce sont eux qui font le plus de travail pour le gouvernement et en échange seulement d'une petite gratification annuelle, qui ne leur permet même pas d'acheter l'uniforme qu'ils sont obligés de porter. »¹²⁴

De même, selon la structuration du pouvoir traditionnel, il était beaucoup plus facile à l'administration coloniale, de surveiller les *régulos*, que les autres types d'autorités traditionnelles. Ceux-ci disposaient d'un espace de manœuvre beaucoup plus grand, par rapport aux *régulos*.

Il ne faut cependant pas non plus se tromper sur la situation socio-économique des *régulos*. Certes ils percevaient une rémunération mensuelle de la part de l'administration portugaise, mais la plupart d'entre eux vivaient misérablement. Par exemple, une des raisons évoquées lors de l'adhésion des autorités traditionnelles au mouvement subversif dans le Poste Administratif de Mongué, était leur « faible prestige » et le manque de confiance envers les autorités portugaises¹²⁵. Par « faible prestige », il faut comprendre un niveau de vie trop modeste et non compatible avec leur statut, autrement dit, un niveau de vie qui ne les différenciait pas réellement de la masse indigène.

L'inspecteur António Henriques de Oliveira s'était montré choqué en 1964 devant la situation misérable des autorités traditionnelles de Gurué et Lioma, malgré le fait que cette région était l'une de plus prospères de la Zambézie. Il affirmait qu'elles avaient un niveau de vie parmi les plus bas de toutes celles qu'il avait déjà contactées¹²⁶.

Nonobstant, depuis le début des années 1940, les Portugais avaient entrepris des politiques de valorisation des autorités traditionnelles, reconnaissant l'impossibilité de mettre en œuvre leur

¹²³ Ce fonds se trouve à l'Arquivo Histórico de Moçambique, à Maputo.

¹²⁴ J. G. PIRES, *Relatório da Inspeção Ordinária ao concelho de Milange pelo Inspector Administrativo João de Granjo Pires de 15 de Novembro 1969 a 7 de Novembro 1970*, Quelimane, 1970, in AHM/ISANI, Caixa 72.

¹²⁵ *Ibidem*, p. 98.

¹²⁶ A. L. Henriques de OLIVEIRA, *Relatório da visita ao Distrito da Zambézia...*, *op. cit.*, p. 45.

projet de colonisation sans leur collaboration. Ce fut la « redécouverte » du rôle des autorités traditionnelles.

Dans le cas du Mozambique, ce fut sous l'impulsion du gouverneur-général José Tristão Bettencourt (1941-1946), que cette politique fut mise en œuvre. Dans le cadre de cette politique de valorisation des *regulos*, il fut recommandé, par exemple, aux administrateurs de, désormais, se faire accompagner des autorités traditionnelles dans les cérémonies publiques de façon à les intégrer à l'administration¹²⁷. La construction de maisons pour les *regulos* fut aussi prévue. Néanmoins, cette politique concerna seulement les *regulos*, et non toutes les autorités traditionnelles (chefs de groupe de hameaux et chefs de hameaux).

Pour la construction de maisons, dans les régions de production du coton, les *regulos* étaient divisés en deux catégories : *regulos* de première classe, ceux qui habitaient dans les zones cotonnières, et les autres, de seconde classe dans les régions où on ne cultivait pas le coton. La priorité dans l'attribution de maisons fut donnée à ceux de première classe¹²⁸.

Pour les *regulos* ayant bien collaboré avec les concessionnaires du coton, une maison avec un toit en tôle ondulée, serait construite¹²⁹. À la fin de 1943, 49 maisons pour chefs traditionnels avaient ainsi été construites dans les régions cotonnières du district de Quelimane¹³⁰. Ce nombre restait dérisoire par rapport au nombre de chefs traditionnels existants dans tout le district de Quelimane. En effet, après la réorganisation entreprise par l'État, supprimant 239 *regulos* et 1747 chefs de groupe de hameaux et chefs de hameau, il y avait à la fin des années 1940 dans cette région, 388 *regulos* et 1 088 chefs de groupe de hameaux et chefs de hameau¹³¹.

En 1948 avait été fixé un salaire mensuel pour les *regulos*. Pour les *regulos* ayant plus de 500 contribuables, le salaire était de 350 escudos, ceux qui possédaient plus de 1000 contribuables recevaient un salaire mensuel de 500 escudos (arrêté n° 7284, 24 mars 1948). Ces salaires restèrent les mêmes jusqu'à la fin des années 1960. Certains *regulos* recevaient seulement 250 escudos.

¹²⁷ Circular n° 920/M/2, 23 août 1941, Ordem da Provincia da Zambézia n° 1, Secção 3, Política Indígena, Quelimane, 30 juin 1942, in *Colónia de Moçambique. Ordem da provincia da Zambézia 1937-194*.

¹²⁸ Circular n° 1:641/B/3, 23 avril 1942, Ordem da Provincia da Zambézia n° 1, Secção 3, Política Indígena, Quelimane, 30 juin 1942, in *Colónia de Moçambique. Ordem da provincia da Zambézia 1937-1943*.

¹²⁹ L. VAIL, L. WHITE, *Capitalism and...*, op. cit., p. 307.

¹³⁰ *Ibidem*.

¹³¹ *Ibidem*.

Au début des années 1970, très peu d'autorités traditionnelles avaient par exemple une maison de maçonnerie, condition indispensable selon les autorités pour augmenter leur prestige et les différencier de la masse. Une source importante pour comprendre la situation des *régulos*, est le fonds des rapports de l'ISANI (l'Inspection des Services Administratifs et des Affaires Indigènes)¹³². D'après ces rapports, depuis longtemps, les *régulos* demandaient la construction de maisons en dur. Par exemple en 1970, dans le chef-lieu de Milange, une des régions les plus touchées par la guerre, il y avait seize *régulos*, treize chefs de groupe de hameaux et cent douze chefs de hameau¹³³. Parmi les *régulos* (les seuls à disposer d'un salaire et du droit d'habiter dans une maison en dur), dix n'avaient pas de maison en dur, trois étaient en train de les construire avec leurs propres moyens et demandaient l'aide des autorités pour en terminer la construction. La situation des deux autres n'était pas indiquée. De même, tous se plaignaient du manque d'infrastructures sociales telles les centres de santé, les écoles, les puits d'eau, mais aussi du manque de bétail, etc¹³⁴. Dans le district de Quelimane, ces demandes ne furent jamais satisfaites, à quelques exceptions près, comme l'atteste par exemple le rapport de 1971 de l'inspecteur Granjo Pires:

« La demande la plus insistante présentée par les autorités, a été celle de leur attribuer un habitat en maçonnerie, voire une aide du gouvernement dans leur construction – de façon à augmenter leur prestige aux yeux de leurs administrés. Une autre demande présentée, ici comme partout, a porté sur des gratifications mensuelles, même insignifiantes, aux chefs de groupe de hameaux et chefs de hameau. »¹³⁵

Ce n'est qu'en 1973, que le gouvernement décida de rémunérer les chefs de groupe, avec un salaire annuel de 2 100 escudos, payé trimestriellement¹³⁶. Les simples chefs de hameaux n'étant toujours pas rémunérés. À la lumière de ces éléments, il est possible, contrairement à l'explication qu'en donna (et en donne) le Frelimo, de comprendre que si la lutte armée anti-coloniale a échoué en Zambézie, ce ne fut pas la « faute des autorités traditionnelles », mais le fruit d'une stratégie délibérée de la part du Frelimo pour marginaliser et même détruire cette institution jugée incompatible avec la vision qu'il avait de ce que devait être un État moderne.

¹³² Une autre source importante pour étudier la situation des autorités traditionnelles sont les rapports du SCCIM, sur l'*Estudo da Situação* (Étude de la Situation).

¹³³ J. G. PIRES, *Relatório da Inspeção Ordinária ao concelho de Milange pelo inspector Administrativo João Granjo Pires de de 15 de novembro à 7 de novembro*, Quelimane, 1970, in AHM/ISANI, Caixa 72.

¹³⁴ *Ibidem* ; J. G. PIRES, *Relatório da Inspeção Ordinária ao Concelho de Quelimane pelo inspector João Granjo Pires de 23 de Novembro 1970 a 3 de Novembro 1971*, Quelimane, 1971, in AHM/ISANI, Caixa 1486.

¹³⁵ J. G. PIRES, *Relatório da Inspeção Ordinária ao Concelho de Quelimane pelo inspector João Granjo Pires de 23 de Novembro 1970 a 3 de Novembro 1971...*, *op.cit.*

¹³⁶ Portaria n° 294/73, *Boletim Oficial*, n° 31, Lourenço Marques, 13 mars 1973.

Cela s'inscrivait aussi comme on le verra, dans la logique du Frelimo, qui s'autoproclamait le seul représentant légitime du peuple mozambicain, éliminant tout concurrent socialement différent et donc jugé dangereux, ou susceptible de mettre de questionner son pouvoir. En plus, comme le notait le premier président du Frelimo, Eduardo Mondlane, il y avait d'une part, la perception du pouvoir traditionnel comme une source de régionalisme et de tribalisme dans un État indépendant et de l'autre, l'affirmation que ces autorités traditionnelles ne constituaient pas un pouvoir légitime car elles avaient été perverties par le colonialisme. Cela revenait à dire que pour le Frelimo, les « vraies autorités traditionnelles » n'existaient déjà plus – depuis la défaite de l'empereur nguni Ngugunhane (changane à l'instar de Eduardo Mondlane et d'autres principaux leaders de ce mouvement) en 1895 et il ne restait que des « fantoches ». Pourtant Ngugunhane, justement, n'était nullement un chef traditionnel mais un empereur guerrier étranger issu du Mfecane zoulou. Le Frelimo en avait cependant fait l'archétype valorisant de résistance primaire anticoloniale...

Le rôle du Malawi

Pour le Frelimo, l'échec du « front » de Zambézie, s'expliquait aussi par l'absence de soutien de Kamuzu Banda, comme le rappelait Samora Machel à Morrumbala, au début juin 1975:

« Notre guerre a pris du retard à cause du Malawi. Nous avons commencé la guerre ici en 1964. Le 25 septembre nous avons commencé la lutte armée dirigée par le camarade Bonifácio, aujourd'hui gouverneur de la Zambézie. [...]. Banda laissait la PIDE travailler dans son pays pour kidnapper les militants du Frelimo et les massacrer. Et les populations aussi... »¹³⁷.

Néanmoins, s'il est vrai que le Malawi, à la différence de la Tanzanie dès le départ et de la Zambie un peu plus tard, n'a pas accepté l'utilisation de son territoire comme base arrière et n'a pas soutenu le Frelimo, cette explication est également insuffisante pour comprendre les raisons de l'échec de la lutte anticoloniale en Zambézie. Cette difficulté, réelle, fut exagérée par le Frelimo pour expliquer ses propres faiblesses.

Le Malawi, pays voisin du Mozambique, obtint l'indépendance le 6 juillet 1964, sous la présidence de Hastings Kamuzu Banda. Le régime portugais savait l'importance que ce pays pouvait jouer dans le conflit et Jorge Jardim, proche conseiller de Salazar, allait jouer un rôle non négligeable pour convaincre Banda de ne pas soutenir les mouvements anti-Portugal. Jorge

¹³⁷ « Samora Machel na Morrumbala. Sem precisarmos do Banda alcançamos a independência », *Notícias da Beira*, (Beira), n° 920, 6 juin 1975.

Jardim qui avait réussi à tisser d'excellentes relations avec Banda, avait été nommé par ce dernier consul du Malawi à Beira, le jour même de l'indépendance du Malawi.

Ce pays, sans accès à la mer, était poussé à suivre une politique de bon voisinage avec les régimes minoritaires blancs d'Afrique du Sud et de Rhodésie du Sud, et avec le Portugal colonial. Les Portugais allaient utiliser cette dépendance envers les ports mozambicains de Beira et de Nacala, pour l'obliger à ne soutenir aucun mouvement anti-Portugal. Banda devait choisir entre soutenir les mouvements indépendantistes mozambicains, avec le risque de fermeture de ports mozambicains, ou choisir une politique de bon voisinage avec les Portugais. Banda choisit l'option la plus réaliste :

« Le Malawi ne va jamais se soulever contre l'Afrique du Sud, ni contre la Rhodésie, ni contre le Portugal, parce qu'en Afrique du Sud il y a 280 000 travailleurs malawites et parce que le Malawi dépend du Mozambique, pour avoir accès à la mer [...]. Je n'ai jamais caché cela et je l'ai le dit lors de l'entrée du Malawi dans l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA). »¹³⁸

C'est cette politique que certains de ses propres ministres lui reprochèrent et qui allait provoquer de graves conflits. Ainsi, un mois après l'indépendance, en août 1964, Kamuzu Banda, se trouva face à une contestation de ministres qui lui rapprochaient sa façon de gouverner (c'est le *Cabinet crisis*). Il s'agissait de Henry Chipembere, ministre de l'Éducation, Yatuta Chisiza, ministre de l'Intérieur, Orton Chirwa, ministre de la Justice, Willie Chokani, ministre du Travail, Augustine Bwanausi, ministre du Logement et du Développement et Kanyama Chiume, ministre des Affaires étrangères. Ils n'étaient pas d'accord avec la politique suivie par Kamuzu Banda envers le régime colonial portugais et les régimes minoritaires blanc. Ils étaient par ailleurs favorables à une reconnaissance de la Chine populaire et à l'expulsion des fonctionnaires civils britanniques afin de parvenir à l'africanisation du secteur public¹³⁹.

Ces ministres reprochaient également à Kamuzu Banda de prendre des décisions sans les consulter et de concentrer les pouvoirs de façon excessive (ne cumulait-il six portefeuilles ministériels ?)¹⁴⁰.

Les divergences devenues insoutenables, Banda décida de limoger ces ministres. En février 1965, Henry Chipembere, le principal leader des contestataires conduisit sans succès une

¹³⁸ « O Malawi e Moçambique nas palavras do dr. Banda », *Voz da Zambézia* (Quelimane) n° 270, , 27 septembre 1967.

¹³⁹ P. L'HOIRY, *Le Malawi*, Paris, Karthala, 1988, p. 117.

¹⁴⁰ *Ibidem*.

rébellion militaire dans le but de faire tomber le gouvernement de Banda. À la fin de 1967, Yatuta Chisiza, essaya également une action militaire dans la région de Mwanza, à la suite de laquelle il fut tué¹⁴¹. Accusé de soutenir le mouvement anti-Banda, le Frelimo vit ses mouvements encadrés étroitement par le gouvernement du Malawi. De nombreuses informations des services secrets portugais confirmèrent l'existence d'une certaine complicité entre le Frelimo et le mouvement anti-Banda. L'infiltration dans le territoire malawite des « chipemberistes », utilisant les *guias de marcha* (laissez-passer) du Frelimo a été connue, de même que les accrochages entre les forces gouvernementales du Malawi et les éléments de Chipembere qui se faisaient passer pour des hommes du Frelimo¹⁴².

Banda, dans une déclaration faite au parlement de son pays le 4 octobre 1967, se montra inquiet de la situation et demanda à la population et à la police d'être plus prudents et de dénoncer tous les individus qui se faisaient passer pour des membres du Frelimo, car il était extrêmement difficile de savoir s'ils étaient du Frelimo ou du groupe de Chipembere :

« Le plus important est que toute la population soit informée par la radio ou par d'autres moyens [...] que si un individu étranger apparaît dans leurs hameaux, il doit être immédiatement dénoncé à la police. Tout individu qui se présente comme membre du Frelimo doit être immédiatement arrêté [...] parce que tous ces individus se font passer pour des membres du Frelimo. Ils disent ne pas être Malawites, ils se font passer pour des membres du Frelimo et disent qu'ils viennent du Mozambique. Par conséquent, je demande aux populations de Ncheu, Dedza, Lilongwe et Chitipa d'arrêter tout individu qui se présente comme membre du Frelimo. Amenez-le à la police et laissez-le prouver qu'il fait vraiment partie du Frelimo. De même pour la police, qui ne doit pas croire toutes les histoires qu'ils racontent et doit les arrêter, et les garder, au moins vingt-six jours avant de les remettre en liberté. »¹⁴³

Il fut interdit aux militants du Frelimo de circuler avec des armes ou de traverser le territoire malawite en direction du Mozambique avec des armes. La présentation à la police ou au MCP, de tout nouveau militant du Frelimo arrivé au Malawi fut exigée ; toutes les boîtes postales du Frelimo à Blantyre et Limbe furent fermées, désormais toute la correspondance destinée au Frelimo devait passer par le quartier général de la police malawite à Chichiri¹⁴⁴. Au même moment, le Malawi établit une coopération au niveau de la sécurité avec les autorités

¹⁴¹ PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Assunto: actividades da Frelimo*, Lourenço Marques, Informação n° 558-SC/CI (2), 28 mai 1968, in IANTT/AOS/CO/UL-50G, *Informações da PIDE-Polícia Internacional de Defesa do Estado sobre a situação nas Províncias Ultramarinas portuguesas*, Pasta 1.

¹⁴² *Ibidem*.

¹⁴³ SCCIM, *Relatório de Situação n°26/67, período de 1 a 31 de outubro de 1967*, Lourenço Marques, 1967 in AHU/MU/GM/GNP/SR133/PT.3/*Relatórios de situação*.

¹⁴⁴ *Ibidem*.

portugaises. Le Malawi se proposait de donner des informations sur les mouvements du Frelimo dans son territoire et, en échange, les Portugais donneraient des informations sur les mouvements de rebelles malawites dans le territoire national.

L'interdiction du transit des armes et des munitions et de tout autre matériel de guerre à destination du Frelimo, s'inscrivait dans le souci du gouvernement malawien d'empêcher que les rebelles de Chipembere, n'en profitassent pour introduire des armes.

Banda et le Frelimo : une relation ambiguë

Néanmoins, même en limitant les mouvements du Frelimo, les autorités malawiennes acceptèrent certaines de ses activités du moment qu'elles n'interféraient pas dans la politique interne. Par exemple, en 1965, les autorités malawites autorisèrent l'ouverture d'un bureau du Frelimo à Limbe. Le Frelimo bénéficiait d'une liberté d'action totale auprès de réfugiés mozambicains au Malawi, à partir du moment où ces activités se résumaient à la simple propagande et non aux activités militaires¹⁴⁵.

En 1966, quinze branches du Frelimo existent au Malawi, éparpillées dans les régions de Lilongwe, Dedza, Mchinji, Mwanza, Ngabu, Chiwawa, Chiromo, Nsanje, Cholo, Mlange, Malosa, Ndirande, Zomba, Fort Johnston, Fort Maguire¹⁴⁶. Il y avait aussi un bureau à Zomba et à Zingwagwa¹⁴⁷.

La répression par les autorités malawites des activités du Frelimo se concentra surtout sur les membres soupçonnés de collaborer avec les forces de Chipembere. Ce fut le cas de l'arrestation de dix membres du Frelimo au début de 1965, trouvés en possession de divers types d'armes à la frontière entre le Malawi et la Tanzanie, libérés néanmoins quelques jours plus tard.

En 1967, les autorités portugaises se réjouissaient de l'attitude du gouvernement de Banda par rapport au Frelimo, « favorable aux intérêts portugais » même s'ils regrettaient le fait qu'il n'arrivait pas à contrôler entièrement son territoire, surtout les régions frontalières¹⁴⁸. C'est cela

¹⁴⁵ F. da Costa FREIRA, *Assunto : Potencialidade da Frelimo no Malawi*, Lourenço Marques, Relatório n°23/6, 11 mai 1967 in AHU/MU/MU/GNP/SR151/SCCIM/Relatórios e Boletins de informação.

¹⁴⁶ *Ibidem*.

¹⁴⁷ *Ibidem*.

¹⁴⁸ SCCIM, *Relatório de Situação n°8/67, Distrito de Tete n°8...*, *op. cit.*

qui explique l'existence de quelques camps d'entraînement du Frelimo près de la frontière avec le Mozambique, dans les régions de Balakas (1964), Chipanga (1966) et Quizimba (1966)¹⁴⁹.

Mais malgré ces faiblesses du contrôle de son territoire (qui permettaient au Frelimo de circuler librement dans certaines régions du Malawi) et même dans l'armée et la police, auprès desquelles le Frelimo trouvait un certain soutien (par exemple, le ministre de la défense du Malawi, Mr Mwalo était accusé dans les années 1970 par les services de renseignements portugais, de soutenir le Frelimo), Banda continua sa politique de coopération avec le gouvernement portugais jusqu'en 1974.

Les camps des réfugiés du Frelimo étaient étroitement surveillés ou fermés, car ils pouvaient abriter des éléments de Chipembere. Ainsi, en 1968, l'ordre de fermeture du camp de réfugiés de Sucassanje, à la frontière avec le Mozambique, où le Frelimo exerçait ses activités de recrutement et de mobilisation fut donné¹⁵⁰. En février 1970, l'administrateur de Mlange (Malawi), intima à tous les militants et aux réfugiés mozambicains du camp de réfugiés du Frelimo à Fumbi, l'ordre de payer désormais des impôts au gouvernement du Malawi. Ceux qui n'avaient pas la possibilité de payer l'impôt seraient obligés de travailler pour le gouvernement du Malawi, ou de quitter le pays¹⁵¹. Ainsi, de nombreuses personnes quittèrent les camps de réfugiés du Frelimo au Malawi. Par exemple, en octobre 1970, 2 128 autochtones étaient rentrés au pays¹⁵². Les raisons indiquées pour ce retour étaient les difficultés que les populations rencontraient au Malawi, notamment le manque de terres pour faire de l'agriculture et les mesures prises par les autorités locales contre les réfugiés¹⁵³.

Dans le même but, en mai 1970, les autorités du Malawi, intimèrent, lors d'une réunion dans la région du Catur malawite¹⁵⁴, à toutes les autorités traditionnelles d'arrêter de soutenir le Frelimo, au risque d'être poursuivis. Ainsi certains *régulos* tels Makangila et Chimwela de la

¹⁴⁹ F. da Costa FREIRA, *Assunto: Potencialidade da Frelimo no Malawi, ...*, op. cit.

¹⁵⁰ SCCIM, *Relatório de Situação n°10/68, período de 1 a 7 de Outubro de 1968*, Lourenço Marques, octobre 1968, in AHU/MU/GM/GNP/SR133/PT.6/*Relatórios de situação*.

¹⁵¹ SCCIM, *Sitrep Circunstanciado n° 10/70*, Quelimane, 5 mars 1970, in AHM/GOVERNO GERAL, *Sitrep Zambézia, 1969 a 1971*, Caixa 2 308.

¹⁵² SCCIM, *Sitrep Circunstanciado n° 41/70*, Quelimane, 8 octobre 1970, in AHM/GOVERNO GERAL, *Sitrep Zambézia, 1969 a 1971*, Caixa 2 308.

¹⁵³ *Ibidem*.

¹⁵⁴ Ne pas confondre avec le Catur mozambicain.

région de Makangila, accusés de soutenir le Frelimo, furent destitués¹⁵⁵. En juillet 1970, la police du Malawi, après avoir détecté un groupe de militaires du Frelimo dans la région frontalière, près du *régulo* Cazimbe, arrêta l'un d'entre eux, les autres ayant réussi à s'enfuir vers le territoire mozambicain¹⁵⁶.

La politique du Malawi de Banda envers le Frelimo se résuma à ce que les autorités portugaises appelèrent « politique d'équilibre » entre deux réalités antagonistes, car si Banda interdisait au Frelimo de circuler avec du matériel de guerre et d'avoir des bases militaires dans son pays, il ne l'a pourtant jamais expulsé. Il permettait aussi la propagande et l'existence de branches du Frelimo. La non-expulsion du Frelimo du territoire malawite par le gouvernement de Banda, s'expliquait aussi par la crainte de voir ce mouvement se joindre à Chipembere pour destituer et imposer au Malawi un gouvernement qui lui serait plus favorable. En même temps, pour continuer à bénéficier des ports mozambicains, il coopérait dans la mesure du possible avec les autorités portugaises dans le domaine de la sécurité.

Mais la situation géographique du Malawi est-elle la seule explication de l'attitude de Banda envers le Frelimo ?

En fait, les réticences de Kamuzu Banda pour soutenir le Frelimo ne s'expliquent pas seulement par la dépendance à l'égard des ports mozambicains, comme le montre le cas de la Zambie qui se trouvait aussi dans la même situation d'absence d'accès à la mer. Elle dépendait des ports de Beira au Mozambique et de Lobito en Angola. Mais à la différence du Malawi, et pour échapper à cette dépendance puis se soustraire au chantage du Portugal, Kenneth Kaunda construisit avec l'aide de la Chine Populaire, une voie ferrée (Tanzam) liant la Zambie à la Tanzanie¹⁵⁷. De plus, la politique du gouvernement zambien à l'égard de la colonisation était sans ambiguïté, contrairement à celle prônée par Kamuzu Banda. Par exemple, en janvier 1965, devant l'Assemblée générale de l'ONU, le représentant de ce pays affirmait catégoriquement que la Zambie n'était pas satisfaite de la situation politique en Angola et au Mozambique, et défendait que ces territoires soient administrés par des autochtones, condition *sine qua non* pour

¹⁵⁵ SCCIM, *Sitrep Circunstanciado* n° 20/70, Quelimane, 14 mai 1970, in AHM/GOVERNO GERAL, *Sitrep Zambézia, 1969 a 1971*, Caixa 2 308.

¹⁵⁶ SCCIM, *Sitrep Circunstanciado* n°21/70, Quelimane, 21 juillet 1970, in AHM/GOVERNO GERAL, *Sitrep Zambézia, 1969 a 1971*, Caixa 2 308.

¹⁵⁷ Même si ce chemin de fer ne fut inauguré que le 23 octobre 1975.

entretenir des bons rapports avec le Portugal¹⁵⁸. La Zambie était aussi le 3^e contribuable de l'OUA¹⁵⁹.

Les réticences de Banda s'expliquent donc aussi par les divergences qu'il avait avec Julius Nyerere et Kenneth Kaunda. Banda détestait ces deux leaders charismatiques africains et c'est en partie à cause de cela que son pays était devenu dépendant du Portugal. Les rapports entre Nyerere et Banda, au début très chaleureux, tournèrent mal pendant le *Cabinet crisis* du fait que certains opposants à ce dernier se réfugièrent en Tanzanie¹⁶⁰. Quant à ses rapports avec Kaunda, ils n'ont jamais été bons : lors de la visite de Kenneth Kaunda au Malawi en 1963 pour présenter ses félicitations au nouveau président de ce pays, ce dernier le fit attendre presque une heure sous la pluie, avant de le recevoir¹⁶¹. Les rapports entre ces deux leaders africains se gâtèrent encore plus en 1964, car à l'instar de la Tanzanie, le régime de Kenneth Kaunda abrita certains opposants au régime du Malawi, tels que Yatuta Chisiza. Les rapports entre ces trois leaders, ne devaient jamais s'améliorer. Cette situation est attestée par le fait que ni Kaunda, ni Nyerere ne visitèrent le Malawi pendant la présidence de Banda et assistèrent pas à ses funérailles.

Le désastre au Conseil d'Amaramba

L'autre motif de l'échec du Frelimo dans sa tentative de mener la lutte anti-coloniale en Zambézie fut l'absence de soutien des populations du Conseil d'Amaramba, en particulier, dans la localité de Nova Freixo (actuel district de Cuamba) et au Poste administratif de Mecanhelas, district du Niassa, à la frontière avec la circonscription de Milange. C'est surtout dans le Poste administratif de Mecanhelas, considéré à l'époque comme le plus important de tout le district du Niassa du point de vue économique (la région cotonnière la plus importante) et démographique¹⁶², que le Frelimo rencontra le plus de difficultés à gagner l'adhésion de la population pendant toute la durée de la guerre contre les Portugais.

¹⁵⁸ MINISTÉRIO DOS NEGOCIOS ESTRANGEIROS, *Transmissão Imediata de Notícias*, Processo 960 171, Ficha : Zâmbia, 14 janvier 1965, in AHU/MU/GM/GNP/SR083/PT.2/H.2221/Zambia/Politica Geral.

¹⁵⁹ J. P. COELHO, *O início da luta armada em Tete, 1968-1969 : a primeira fase da guerra e a reacção colonial*, Maputo, Arquivo Histórico de Moçambique, 1989, p. 59.

¹⁶⁰ Ph. SHORT, *Banda*, London, Routledge and Kegan Paul, 1974.

¹⁶¹ R. HALL, *The high prices of principles. Kaunda and the White South*, Harmondworth, Penguin Books, 1969.

¹⁶² J. A. da Costa ALMEIDA, *Aditamento ao officio n° 543/S de 19 de junho de 1965*, Lourenço Marques, 5 août 1965, in AHU/MU/GM/GNP/053/SR/053/K.6.10/SCCIM/Incidentes em Moçambique; SCCIM, *Boletim de Information*, n° 6/95, Mecanhelas, janvier 1965, in ARQUIVO DO GOVERNO DA ZAMBÉZIA (AGZ).

Le choix de cet itinéraire était une stratégie pour contourner l'interdiction de circuler avec des armes sur le territoire malawien. Ainsi à la fin décembre 1965, dans ce qui peut être considéré comme l'une des plus importantes tentatives de pénétration en Zambézie, le Frelimo envoya à partir du camp d'entraînement de Kongwe en Tanzanie, un groupe de militaires composé d'environ soixante-dix hommes. Il fut stoppé le 3 février 1966 à Nova Freixo, au hameau de Belém, par la population encadrée par l'administration locale¹⁶³. Vingt-huit guérilleros furent arrêtés, quatre furent tués, vingt-trois se rendirent aux autorités du Malawi et la presque totalité du matériel de guerre fut capturé¹⁶⁴. Ce fut l'une de plus grosses défaites subies par les troupes du Frelimo pendant la guerre contre les Portugais. D'autres tentatives de pénétration suivirent, sans plus de succès.

Certains chefs se firent remarquer pour le soutien qu'ils accordaient aux Portugais. Il s'agit surtout des *régulos* Mecanhelas et Chamba, mais également des *régulos* Muicuna, Chipa et Caronga¹⁶⁵. Pour les deux premiers, les autorités locales demandèrent une médaille pour les bons et loyaux services et l'attribution d'un pistolet pour leur défense personnelle¹⁶⁶.

Néanmoins, toutes les autorités traditionnelles n'étaient pas du côté des Portugais, comme les chefs de hameau et les chefs de groupe de hameaux qui se firent à l'inverse remarquer pour le soutien accordé aux guérilleros du Frelimo, comme le reconnaissait l'administration du Poste Administratif de Mecanhelas :

« Selon les éléments en notre possession, il y a à Mecanhelas un grand nombre de personnes importantes dans le milieu local, notamment des chefs de hameau et des chefs de groupe, impliqués dans le mouvement subversif. Cependant, grâce à un ensemble de circonstances qui nous ont favorisé au début, la plus grande partie de la population est acquise à notre cause et collabore franchement. Comment faire avec ces chefs ? [..]. Les éliminer maintenant ? [...] Je crois que ce serait une erreur politique, car la population pourrait en être irrité et changer de camp. »¹⁶⁷

Quelques mois plus tard, certains de ces chefs de groupe de hameau et chefs de hameau considérés « hautement impliqués dans la subversion », notamment les chefs du groupe

¹⁶³ PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Assunto : Actividades de terroristas em direcção a Moçambique*, Lourenço Marques, Informação n°230-SC/CI (2), 9 mars 1966, ..., *op. cit.* L'administration de Mecanhelas parlait de 42 « terroristes » tués et entre 18 ou 19 morts, voir SCCIM, *Anexo ao Boletim de Informação n°13/66*, Mecanhelas, 28 février 1966, in AGZ.

¹⁶⁴ *Ibidem.*

¹⁶⁵ SCCIM, *Boletim de Informação*, n° 15/66, Mecanhelas, 7 mars 1966, in AGZ.

¹⁶⁶ SCCIM, *Boletim de Informação*, n° 2/65 in Mecanhelas, 9 janvier 1965, in AGZ.

¹⁶⁷ SCCIM, *Boletim de Informação*, n° 7/65, Mecanhelas, 17 janvier, 1965 in AGZ.

Cahinguè, Cazimbe, Nicaca, de la *regedoria* Messossomera, Chinguo et Cumulique de la *regedoria* Mecanhelas¹⁶⁸, et le chef de hameau Lumpua, (accusé d'abriter des « terroristes » du Frelimo) furent fusillés¹⁶⁹.

D'autres informations impliquant les chefs de hameau et les chefs de groupe de hameau dans le soutien à la subversion suivirent. Des réunions considérées « subversives » effectuées par ces chefs surtout ceux de la *regedoria* Messossomera, visant l'entrée de matériel de guerre à Mecanhelas et à Molumbo (Zambézie), avaient eu lieu¹⁷⁰.

*Mecanhelas, un cas unique dans les annales de la guerre coloniale au
Mozambique*

Selon le gouverneur général du Mozambique, José Augusto da Costa Almeida (1964-1968), le soutien des populations de Mecanhelas et des principaux chefs aux autorités portugaises s'expliquait d'un coté par une forte répression contre tous ceux qui soutenaient la subversion et d'autre part, par une action politique efficace de l'autorité administrative de Mecanhelas dans la mobilisation de populations locales¹⁷¹. Cette « mobilisation efficace » se traduisit non seulement par le soutien affiché par la population, mais aussi par l'accomplissement de certains de ses obligations envers l'administration locale. Par exemple, en septembre 1965, la collecte de l'impôt domiciliaire atteignit plus de 90 % et la population avait travaillé le coton sans avoir été forcée à le faire¹⁷². Autre exemple de cette réussite : les battues spectaculaires réalisées par des indigènes sous la direction de l'administration locale. Du 17 jusqu'au 19 juillet 1965, 400 autochtones des *regedorias* Cuamba et Matia, encadrés par le personnel de l'Administration et de la Police passèrent au peigne fin les chaînes de montagnes Chiponda et Murrussi, aux alentours de Nova Freixo¹⁷³. En échange, l'administration locale distribua des aliments (boissons alcooliques, viande, etc.) et d'autres types de biens. Lors d'une battue réalisée en novembre 1965 également aux alentours de Nova Freixo, auxquelles participèrent environ 800 personnes de la *regedoria* Chamba en collaboration avec la police de sécurité publique, 3 000

¹⁶⁸ J. A. da Costa ALMEIDA, *Aditamento ao officio n° 543/S...*, *op. cit.*

¹⁶⁹ SCCIM, *Boletim de Informação*, n° 4/66, Mecanhelas, 15 janvier 1966, in AGZ.

¹⁷⁰ J. A. da Costa ALMEIDA, *Aditamento ao officio n° 449/S de 21 mai 1965*, Lourenço Marques, 4 juin 1965, in AHU/MU/GNP/SR053/ K.6.10/SCCIM/*Incidentes em Moçambique*.

¹⁷¹ J. A. da Costa ALMEIDA, *Aditamento ao officio n° 543/S...*, *op. cit.*

¹⁷² J. A. da Costa ALMEIDA, *Aditamento ao officio n° 932/S de 21 de Outubro de 1965*, Lourenço Marques, 29 octobre 1965, in AHU/MU/GNP/SR053/K.6.10/SCCIM/*Incidentes em Moçambique*.

¹⁷³ J. A. da Costa ALMEIDA, *Aditamento ao officio n° 70/S de 5 do corrente*, Lourenço Marques, 13 août 1965, in AHU/MU/GM/GNP/ SR053/, K.6.10/SCCIM/*Incidentes em Moçambique*.

cigarettes et un baril de vin furent distribués aux autochtones ¹⁷⁴. Si ces battues au départ étaient demandées par les autorités, au bout d'un certain temps, elles devinrent spontanées, c'est-à-dire, réalisés par les indigènes sous les ordres de leurs chefs traditionnels qui en prenaient l'initiative.

Mecanhelas, plus qu'aucune autre région du Mozambique, représenta la réussite de la politique portugaise d'actionnement et commandement des populations (réalisation de matchs de foot entre les Blancs et les Noirs et de *banjas* constantes, assistance médicale gratuite, goûters offerts aux autorités traditionnelles et aux éléments influents du milieu autochtone), à tel point que l'Administrateur de Mecanhelas Alvaro Cardoso considérait la question de l'adhésion des populations comme réalisée¹⁷⁵. Considérée comme un cas curieux et unique, Mecanhelas devint un modèle pour les autres régions du Mozambique.

Mais est-ce simplement le « génie » particulier de l'administration portugaise de Mecanhelas, qui explique ce succès ?

En fait pour le comprendre, il faut remonter aux tensions socio-historiques résultant de la traite négrière entre les différents groupes ethniques de Mecanhelas, que les Portugais ont su habilement exploiter. Dans le passé, des caravanes de grands esclavagistes Ajauas, avaient réduit les Lomués à l'esclavage. Or les Yaos (Ajauas) dont l'extension atteint la frontière avec la Tanzanie, avaient été gagnés en premier au Frelimo. De fait, ces clivages se révélèrent de nouveau. Les populations se divisèrent en deux : les Lomués soutinrent les Portugais puisque les Yaos (Ajauas) soutenaient le Frelimo. En 1967, le Bureau des Affaires Politiques (GNP) du ministère de l'Outre-mer informait que malgré beaucoup d'efforts, le Frelimo n'arrivait pas à séduire le groupe ethnique lomué. Le GNP parlait également d'une attaque de Yaos contre les Lomués¹⁷⁶.

Cependant les seuls facteurs ethno-historiques ne sont pas non plus suffisants pour expliquer le soutien des chefs traditionnels au conseil d'Amaramba aux autorités portugaises. C'est un faisceau de facteurs, géopolitiques, ethniques, historiques, économiques, etc., qui, seul, peut

¹⁷⁴ J. A. da Costa ALMEIDA, *Aditamento ao officio n 1010/S de 12 de Novembro de 1965*, Lourenço Marques, 3 décembre 1965, in AHU/MU/GM/GNP/SR053/K.6.10/SCCIM/Incidentes em Moçambique.

¹⁷⁵ D. M. GONÇALVES, *Assunto : Panorama da situação subversiva em Moçambique (Agosto, Setembro e Outubro de 1965)*, Informação n° 1548, Lisbonne, 20 décembre 1965, pp. 34-35, in AHU/MU/GM/GNP/SR036/PT.1, *Situação Subversiva em Moçambique*.

¹⁷⁶ GABINETE DOS NEGÓCIOS POLÍTICOS, *Exmo sr Governador geral*, Lisbonne, 19 juin 1967, janvier-juin, in AHU/MU/GM/GNP/SR011/PT.125, *Decalques secretos*.

expliquer cette situation particulière. De même on peut avancer d'autres explications comme hypothèses de la « loyauté » au Portugal de gens du conseil d'Amaramba.

On l'a vu, le poste administratif de Mecanhelas était la région cotonnière la plus importante du district de Niassa. Or les chefs traditionnels avaient un traitement privilégié dans les zones cotonnières par rapport aux *regulos* des autres régions, ce qui leur permettait d'avoir un niveau de vie un peu plus élevé. Par exemple, le *regulo* Chamba, de la *regedoria* considérée la plus fidèle par les Portugais, réalisait ses battues sur sa propre moto¹⁷⁷.

Selon Allen Isaacman¹⁷⁸, certains chefs traditionnels habitant les zones cotonnières avaient économiquement prospéré au sud du Mozambique grâce à la culture obligatoire du coton, ce facteur ayant été une des raisons de sa loyauté au pouvoir colonial¹⁷⁹. Donc on peut avancer l'hypothèse selon laquelle la position socio-économique privilégiée des *regulos* a été un facteur propice à un soutien aux autorités portugaises dans la région de Mecanhelas.

Les autres explications possibles à cette « loyauté » au Portugal seraient le rapport à la religion catholique et à l'économie moderne. En fait, le conseil d'Amaramba était aussi une zone de forte présence catholique et de modernité : elle fut une des zones les plus investies par l'Église catholique pendant l'État Nouveau, qui cherchait à tout prix, à « portugaiser » les Mozambicains par le biais de la religion¹⁸⁰. Le choix de cette région proche du Nyassaland faisait partie de la stratégie portugaise consistant à contrecarrer l'influence du protestantisme anglo-saxon bien implanté dans cette ancienne colonie britannique. Le conseil d'Amaramba fut de ce fait transformé en la zone la plus « catholique » du Niassa. En fait, et malgré le fait que la majorité de la population du Niassa était (est) musulmane, le conseil d'Amaramba était (est) la zone la plus « catholicisée » de cette région : en 1950, parmi les 4 950 catholiques du Niassa,

¹⁷⁷ SCCIM, *Boletim de Informação*, n° 52/65, Mecanhelas, 14 septembre 1965, in AGZ.

¹⁷⁸ A. ISAACMAN, « Camponeses, trabalho e processo de trabalho: o cultivo forçado de Algodão em Moçambique colonial (1938-1961) », in A. José, P. M. G. MENESES, *Moçambique- 16 anos de historiografia : focos, problemas, metodologias, desafios para a década de 90*, Maputo, 1991, pp. 195-237.

¹⁷⁹ Il s'agit juste d'une hypothèse que ne peut en aucun cas être généralisée, car certains *regulos* de régions cotonnières de Nampula ont soutenu le Frelimo pendant la guerre coloniale.

¹⁸⁰ Sur la question religieuse pendant l'État nouveau, période de grand effort pour la « portugalisation » du Mozambique par le biais du catholicisme voir M. CAHEN, « l'État nouveau et la diversification religieuse 1930-1974. I. Le résistant essor de la portugalisation catholique (1930-1961) », *Cahiers d'Études africaines*, XL (2-158), 2000, pp. 309-349 ; « l'État nouveau et la diversification religieuse 1930-1974. II. La portugalisation désespérée (1959-1974) », *Cahiers d'Études africaines*, XL (3-159), 2000, pp. 551-592.

3 678, soit 74,3 % habitaient le conseil d'Amaramba¹⁸¹. En 1960, parmi les 13 188 catholiques existants au Niassa, environ 70 % (9 173) de catholiques étaient habitants de ce conseil¹⁸².

La zone de Nova Freixo (actuel Cuamba) ainsi que Mecanhelas sont aussi des zones de modernités où arrive le chemin de fer (une des lignes les plus importantes du pays). En effet, ces zones sont traversées par le chemin de fer (en fonctionnement depuis 1970) que depuis Nacala, la lie au Malawi. Ces facteurs faisaient du conseil d'Amaramba, le plus important du Niassa. Le rapport à l'économie moderne d'une part, au catholicisme de l'autre, peuvent être tenus comme facteurs explicatifs de cette « loyauté portugaise ».

On peut affirmer que le manque de soutien des populations d'Amaramba, à un « nœud géopolitique » crucial a sans aucun doute été un des facteurs qui explique l'échec du Frelimo dans sa tentative de mener la lutte anticoloniale en Zambézie. Au cours d'une réunion réalisée en avril 1970, à Fumbi au Malawi, les services secrets portugais citèrent les affirmations de Joaquim Maquival, un des dirigeants du Frelimo selon lesquelles le retard de la guerre en Zambézie, s'expliquait essentiellement par le manque de réceptivité de la population de Mecanhelas¹⁸³. En 1971, ces mêmes services de renseignements portugais citaient Ângelo Zeca Victor (ou Ângelo Victor Zeca), un cadre du Frelimo, affirmant que ce mouvement allait abandonner l'utilisation de la région de Mecanhelas pour pénétrer en Zambézie et faire rentrer à la Base Catur tous les effectifs militaires stationnés à Mecanhelas, à cause du manque de soutien de populations locales¹⁸⁴. De fait, le Frelimo ne réussit pas à utiliser la région de Mecanhelas, jusqu'à, au moins, 1974.

Pour en terminer cette partie il faut souligner que le conseil d'Amaramba n'est pas toute la « grande » Zambézie et les raisons spécifiques qui peuvent y expliquer la fidélité aux Portugais ne sont pas extensibles à toute la Zambézie : le problème de la Zambézie c'est qu'elle ne se sentait guère « mozambicaine » et guère tenté par le futur prévu pour le « Mozambique ».

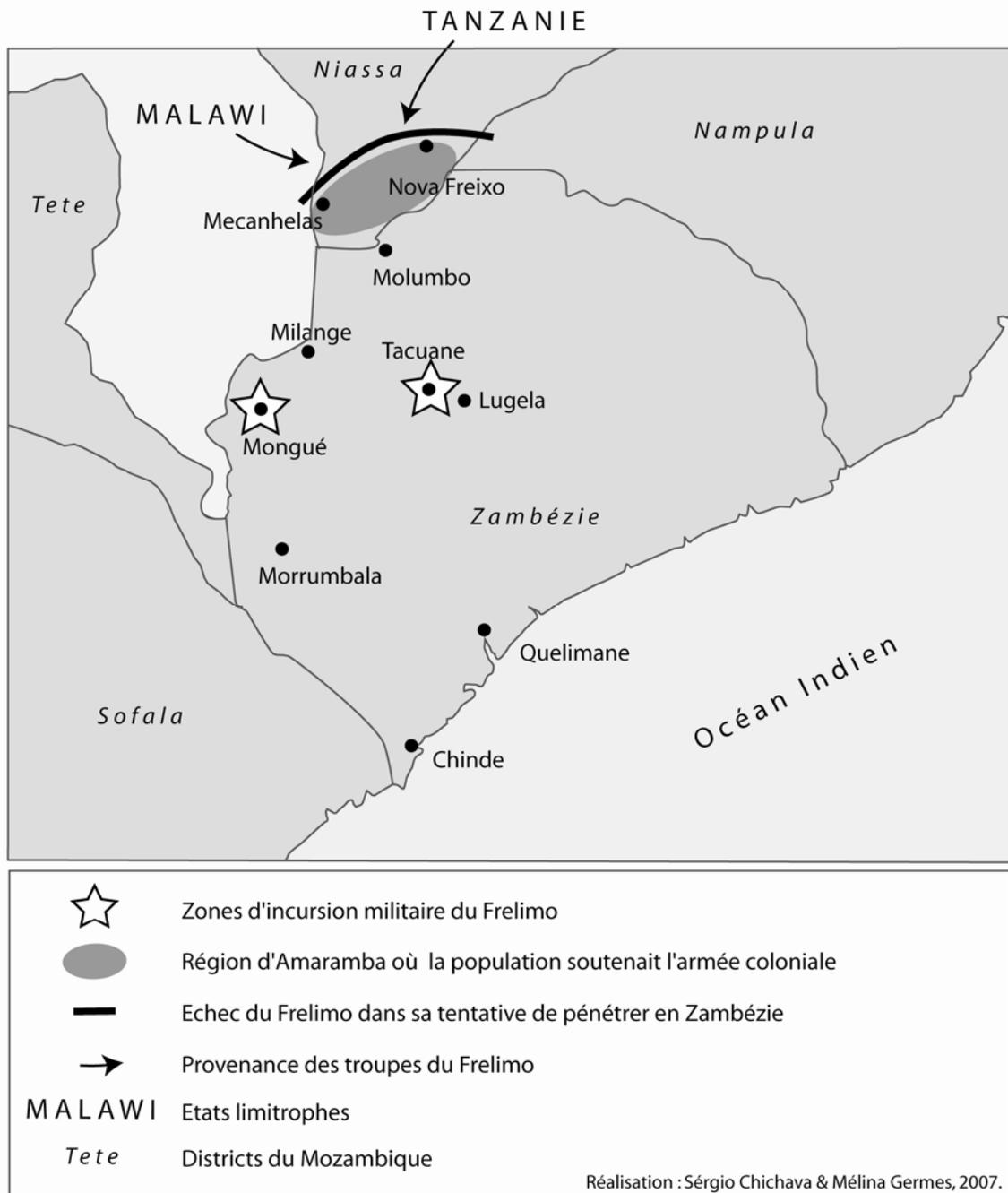
¹⁸¹ M. CAHEN, « L'État nouveau et la diversification religieuse 1930-1974 »..., *op. cit.*, p. 328.

¹⁸² *Ibidem*, p. 330.

¹⁸³ SCCIM, *Sitrep Circunstanciado 18/70*, Quelimane, 30 avril 1970 in AHM/GOVERNO GERAL, *Sitrep Zambézia, 1969 a 1971*, Caixa 2 308.

¹⁸⁴ SCCIM, *Sitrep Circunstanciado n° 21/71*, Quelimane, 27 mai 1971 in AHM/GOVERNO GERAL, *Sitrep Zambézia, 1969 a 1971*, Caixa 2 308.

Document n°22. Les difficultés du Frelimo en Zambézie (1964/1965)



B. Dissidences ou vrais diversifications ? L'Udenamo- Monomotapa, le Coremo et l'Unar en Zambézie

D'autres mouvements essayèrent de combattre les Portugais en Zambézie et à l'instar du Frelimo, leurs actions n'eurent presque aucun impact. Cependant, il est important de voir comment les choses se passèrent sur le terrain.

Udenamo-monomotapa et le Coremo : le nationalisme oublié ?

Dans l'historiographie récente du Mozambique, constituée de manière hégémonique selon les vues du régime en place, on a tendance à négliger les autres mouvements nationalistes qui combattirent le colonialisme portugais. Ces mouvements estampillés « tribalistes » et leurs dirigeants « traîtres », ont toujours été marginalisés par le Frelimo. Certains d'entre ces dirigeants comme Adelino Gwambe, le leader de l'Udenamo-Monomotapa, et Paulo Gumane, le leader de l'Udenamo-Cairo, furent assassinés par le Frelimo.

L'Udenamo- Monomotapa et l'attaque du Poste Administratif du Chire

L'Udenamo-Monomotapa avait été créée par Adelino Gwambe, un des principaux dirigeants nationalistes mozambicains, suite à sa marginalisation lors de la formation du Frelimo en juin 1962, et suite à son incapacité à reconstituer une Udenamo unifiée. La référence au Monomotapa rappelait un ancien empire (le Mwene Mutapa) qui régnait sur de larges parties de l'actuel Zimbabwe et du centre du Mozambique.

Dans la nuit du 29 au 30 mars 1964, l'*Exército de Libertação Nacional de Monomotapa* (l'Armée de Libération Nationale de Monomotapa), Elinamo, bras armé de l'Udenamo, attaqua le secrétariat du poste administratif du Chire, district de Morrumbala, devenant de ce fait le premier mouvement à déclencher des hostilités contre les autorités portugaises¹⁸⁵. Après cette

¹⁸⁵ Selon la version officielle de l'histoire du Mozambique, le Frelimo aurait été le premier mouvement à déclencher des hostilités militaires contre les autorités portugaises au Mozambique, le 25 septembre 1964, lorsque, à Chai, district de Cabo Delgado, J. Alberto Chipande, y aurait donné le premier coup de feu, marquant ainsi le début de la guerre au Mozambique. Même du côté du Frelimo, cette version peut être contestée puisque des actions au Niassa auraient eu lieu avant celle de J. Chipande, dans la nuit du 25 au 26 septembre, déjà le 26...

attaque, dirigée selon les autorités portugaises par John Joe Bande (ou Joe Ntundumula Bande), les militants de l'Udenamo laissèrent le message suivant (le document est authentique) :

« Nous sommes 40 soldats de l'Elinamo plus 95 soldats. Commandant Zodiaco Monomotapa¹⁸⁶. Vive l'*União Democrática Nacional de Monomotapa* (Udenamo). Vive l'armée de Libération Nationale de Monomotapa (Elinamo). À bas le colonialisme portugais. Au poste Administratif du Chire nous cherchions des armes. »¹⁸⁷

Dans la nuit de 2 au matin de 3 mai 1964, un autre incident attribué à l'Udenamo se produisit à Mutarara, district de Tete. Il est reporté, que des militants de ce mouvement aurait implanté un drapeau et deux affiches au contenu suivant :

« La République démocratique populaire du Monomotapa est proclamée. À bas Salazar. Seules l'Udenamo et l'Elinamo gouvernement ce pays. »¹⁸⁸

Ces actions se reproduirent pendant plusieurs mois dans la même région. Lorsque le Frelimo commença ses incursions militaires en Zambézie, il y avait encore des activités militaires de l'Udenamo dans cette région, même si elles étaient devenues insignifiantes, ce qui rendait difficile de discerner les auteurs des attaques (Frelimo ou Udenamo):

« ... Nous savons que le Frelimo a une large responsabilité dans les événements de ce district, mais il y a des informations qui imputent à l'Udenamo la pratique de certaines agressions – d'ailleurs non spécifiées. »¹⁸⁹

Effectivement dans les premiers mois de 1965, fut signalée l'existence de réseaux de l'Udenamo dédiés à la vente de cartes, ainsi que leur démantèlement et l'arrestation de quelques militants de ce mouvement dans certaines régions de la Zambézie, telles que Tacuane ou au Posto Campo, à Mopeia¹⁹⁰.

Cependant, à l'exception de l'attaque au Chire, les actions de l'Udenamo-Monomotapa n'eurent guère d'impact et surtout n'eurent pas de suite. Néanmoins, ce qui resta pour les

¹⁸⁶ La question ici, est de savoir, qui est le commandant Zodiaco Monomotapa. S'agit-il de Adelino Gwambe ou de John Joe Bande ?

¹⁸⁷ A. Ivens-Ferraz de FREITAS, *Boletim de Difusão de informações n° 15/964*, Lourenço Marques, 16 avril 1964, in IANTT/SCCIM, processo n° 993, Caixa 15.

¹⁸⁸ SCCIM, *Boletim de Difusão de informações, n° 42/64*, Lourenço Marques, 22 mai 1964, in IANTT/SCCIM, processo 993, Caixa 15.

¹⁸⁹ D. M. GONÇALVES, *Assunto : Panorama da situação subversiva em Moçambique (até 31 de Março de 1965)*, processo n° 993, Lisbonne, 29 avril 1965, in AHU/MU/GM/GNP/SR053/*Incidentes em Moçambique*, p. 29.

¹⁹⁰ M. C. FERNANDES, *Relatório respeitante ao estudo da Situação. Circunscrição de Mopeia, Posto Administrativo do Campo*, in IANTT/ SCCIM, Posto Campo, 5 juillet 1965, Caixa 465.

annales de l'histoire mozambicaine est le fait que ce fut ce mouvement, et non le Frelimo, le premier à tirer « le premier coup de feu » contre les Portugais.

Le Coremo en Zambézie

Un prospectus du Coremo (Conseil Révolutionnaire de Mozambique) retrouvé à Zumbo, district de Tete, indique le 18 juin 1965 comme date de sa formation à Lusaka¹⁹¹. Le Coremo était le résultat de la fusion de trois mouvements, l'Udenamo-Monomotapa de Adelino Gwambe, l'Udenamo-Moçambique de Paulo Gumane et le Mozambique African National Congress (MANC)¹⁹². Il avait comme principaux dirigeants Adelino Chitofu Gwambe, président ; Peter Simbi, vice-président et Paulo Gumane, secrétaire général. La fusion de ces trois mouvements avait eu lieu sur la pression du gouvernement zambien, comme condition pour qu'ils puissent continuer leur action à partir de son territoire et pour qu'ils puissent recevoir son aide¹⁹³. Donc dès le début, le Coremo comptait sur l'aide du gouvernement de Kenneth Kaunda, tenu comme son « parrain ». C'est à partir de ce territoire, où il possédait ses camps d'entraînement et une base militaire à Macheka, qu'il allait mener des attaques militaires contre les autorités portugaises. Le Coremo avait également le soutien de Kwame Nkrumah et de la Chine populaire.

Ce mouvement puisait ses origines dans le Funipamo (Front Uni Populaire Anti-impérialiste Africain de Mozambique), formé à Kampala, en Ouganda, en mai 1963 par les dirigeants de l'Udenamo-Monomotapa de Adelino Gwambe, de la Manu, de Mateus Mole et par le président par intérim du MANC, Sebastien Sigauke¹⁹⁴. Le Funipamo, qui à l'instar du Frelimo s'était formé comme un « Front » avait eu une existence très éphémère, et n'avait réalisé aucune action militaire.

Très vite, le Coremo allait se trouver confronté à de grandes difficultés. Son leader et d'autres membres furent arrêtés par les autorités tanzaniennes à Dar es-Salaam en rentrant de Nairobi. Cette arrestation, vue comme une manœuvre du Frelimo de concert avec le gouvernement de

¹⁹¹ PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Assunto : Panfletos da Coremo*, Lourenço Marques, Informação, 30 novembre 1965, in IANNT/PIDE/DGS, Serviços Centrais, Processo CI (2) 4126, *Coremo*, Vol.I.

¹⁹² *Ibidem*.

¹⁹³ MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS, Direcção dos Negócios Politicos e da Administração Interna, *Transmissão Imediata de Notícias*, Lisbonne, 2522-CI (2), 14 mai 1965, in IANNT/PIDE/DGS, Serviços Centrais, Processo CI (2) 4126, *Coremo*, vol. I.

¹⁹⁴ IANNT/PIDE/DGS, *Comité Secreto da Restauração da UDENAMO*, Lisbonne, 1963, Processo 1578/63, NT 3295. Sebastien Sigauke était devenu le leader du MANC après l'arrestation du leader de ce parti, Peter Balamanja par la PIDE.

Nyerere, marqua le début de la crise au sein de ce mouvement, Paulo Gumane, profitant de l'absence du leader pour essayer de prendre le pouvoir. De même, malgré le soutien de Kenneth Kaunda et de Nkrumah, la situation financière du Coremo était décrite comme désastreuse. Malgré cela, à partir de 1965 (entre septembre et octobre) le Coremo commença des activités militaires et concentra ses activités dans le district de Tete, plus exactement dans les régions frontalières de Zumbo, Zambué e Fingoé, où il réussit à réaliser quelques attaques spectaculaires. Mais, miné par des conflits internes et par la non-reconnaissance de la part de l'OUA, le Coremo n'arriva jamais à rivaliser avec le Frelimo. Néanmoins, il fut le second mouvement le plus important après le Frelimo. Environ un an après sa formation, parmi les trois principaux dirigeants fondateurs du Coremo, seul Paulo Gumane y demeura. Adelino Gwambe, allait former en novembre 1966, une énième formation, le Papomo (Parti Populaire de Mozambique), mouvement qui resta un simple sigle. Peter Simbe, accusé d'être un agent du Frelimo allait se retirer avec son parti, le MANC.

En Zambézie, le Coremo fut actif surtout dans les régions de Morrumbala (Chire) et de Milange (Mongué). Dans cette dernière, le Coremo, avec le soutien de certains chefs traditionnels locaux, réussit à implanter au début des années 1966 une branche, plus exactement dans les *regedorias* Sabelua et Nanhende (Nhamende ?). Ainsi le *regedor* Sabelua, trouvé avec une lettre et prospectus du Coremo et le chef de groupe de hameau Nanhende, furent arrêtés¹⁹⁵. Une cache d'armes fut également trouvée. Malgré l'arrestation de ces deux chefs, cette branche continua à être active. Mais, par négligence des dirigeants, elle fut abandonnée sans avoir mené d'activité subversive importante¹⁹⁶. Le Coremo essaya également d'installer une base militaire dans la chaîne de montagnes de Morrumbala, sans succès.

De même quelques combats entre le Coremo et le Frelimo eurent lieu. Par exemple, en août 1970, des forces du Frelimo attaquèrent et détruisirent une base du Coremo dans la zone de Massandaluz (Zumbo), arrêtant de nombreux militants de ce mouvement¹⁹⁷. Après cette attaque, la situation déjà fragile du Coremo s'aggrava encore plus. En février 1972, une autre

¹⁹⁵ SCCIM, *Relatório de situação n° 9, Distrito da Zambézia, Sitrep Circunstanciado n° 20/66, período de 16 Junho 1966 a 23 Junho 1966*, Lourenço Marques, 25 juillet 1966, in AHU/MU/GM/GNP/SR36/PT.4/Situação Subversiva em Moçambique.

¹⁹⁶ PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Assunto : actividades do Coremo*, Lourenço Marques, 20 novembre 1967, in IANNT/PIDE/DGS, Serviços Centrais, Processo CI (2) 4126, Coremo, Vol. II.

¹⁹⁷ PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Assunto : Frelimo/Coremo*, Lourenço Marques, Informação n° 1383-CI (2), Actividades do Coremo, 24 octobre 1970, in IANNT/PIDE/DGS, Serviços Centrais, Processo CI (2) 4126, Coremo, Vol. III.

rencontre très violente entre ces deux mouvements eut lieu. C'est lors de cette rencontre que fut tué Gabriel Machava, un des principaux leaders du Coremo¹⁹⁸. C'est ainsi que, fragilisé et ayant de fait arrêté toute activité militaire, le Coremo sous la direction de Paulo Gumane continua à exister jusqu'à l'indépendance. Certains de ses dirigeants dont ce dernier, furent arrêtés par le Frelimo et envoyés aux camps de rééducation où ils trouvèrent la mort.

L'Unar et l'indépendance de la « Rombézie »

D'après un communiqué de l'Unar (Union Nationale Africaine de Rombézie) publié en 1969, ce mouvement fut créé le 5 janvier 1968¹⁹⁹. L'Unar était le résultat d'une dissidence au sein du Coremo, menée par Amós Mauricio Sumane. Né à Messumba, poste Administratif de Metangula, dans le district du Niassa, Amós Sumane d'ethnie Nianja, avait été professeur dans une mission anglicane avant de quitter le Mozambique, pour rejoindre le Frelimo en Tanzanie. Après avoir quitté le Frelimo en 1966, dont il avait été secrétaire aux Affaires sociales et membre du comité central, il rejoignit le Coremo et devint vice-président, mais entra en conflit avec Paulo Gumane. Ce dernier l'accusait de vouloir prendre le pouvoir de force, ce qui le mena à transférer temporairement le « quartier général » du Coremo de Zambie en République Démocratique du Congo²⁰⁰. C'est suite à ces conflits qu'Amós Sumane constitua l'Unar, dont le siège était à Limbe, au Malawi. Même en dehors du Coremo, Amós Sumane, ne cessa d'inquiéter ce mouvement. Ainsi en février 1968, il fut accusé d'avoir ordonné à Matias Tenda (qui plus tard se joignit à Sumane), l'assassinat de l'ancien secrétaire aux Affaires étrangères du Coremo, Mazunzo Bobo²⁰¹. Les autres dirigeants principaux de l'Unar, étaient José Massamba, secrétaire national de l'organisation et ancien représentant du Frelimo à Lilongwe au Malawi et Calisto Trindade, au départ secrétaire à l'information et plus tard, vice-président.

¹⁹⁸ PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, DGS Lourenço Marques para DGS Lisboa, 127/72-GAB, Lourenço Marques, 23 février 1972, in IANTT/PIDE/DGS, Serviços Centrais, Processo 2826/62-SR, NT 3213, *Frelimo*, Vol. VI.

¹⁹⁹ PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, Subdelegação de Beira, *Relatório, assunto : alteração da Designação de Unar para UNAMO*, Beira, Informação n° 416-SC/CI (2), 29 mars 1969, in IANTT/PIDE/DGS, Processo CI(2) 9713, *União Nacional Africana da Rombézia, ou União nacional Africana de Moçambique*.

²⁰⁰ PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Assunto : Disputas internas do Coremo provocam mudanças do "Quartel-General"*, Lourenço Marques, Informação n°252-SC/CI (2), Actividades do Coremo, 13 février 1968, in IANTT/PIDE/DGS, Serviços Centrais, Serviços Centrais, Processo CI (2) 4126, *Coremo*, Vol. II

²⁰¹ PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Assunto : circunstâncias que rodeiam a morte de Mazunzo Million Bobo em Moçambique*, Lourenço Marques, 29 février 1968, in IANTT/PIDE/DGS, Serviços Centrais, Serviços Centrais, Processo CI (2) 4126, *Coremo*, Vol. II.

L'Unar contrastait avec les autres mouvements puisqu'elle prônait l'indépendance de la « Rombézie », dénomination créée de toutes pièces pour inclure la zone entre les fleuves Rovuma et Zambèze, plus exactement les actuelles provinces de Cabo Delgado, Niassa, Tete, Nampula et Zambézie, soit le nord du Mozambique. À la différence du Frelimo et du Coremo, l'Unar défendait la voie pacifique, qui passait par des négociations avec les autorités portugaises pour accéder à l'indépendance de la « Rombézie ». Et pour atteindre cet objectif, les dirigeants de l'Unar prétendaient mettre à profit des bons rapports entre les gouvernements portugais et malawite, pour utiliser ce dernier comme médiateur.

Pour les leaders de l'Unar, la guerre menée par le Frelimo et par le Coremo entraînait des souffrances seulement pour les « Rombéziens » et non pour les populations du Sud dont étaient issus les principaux dirigeants de ces deux mouvements. Le but de l'Unar était donc, selon ses leaders, d'en finir avec le calvaire infligé aux « Rombéziens » par les « tribalistes du Sud ». Ils critiquaient en effet, le tribalisme du Frelimo, car tandis que les gens du Sud allaient étudier en Europe, les « Rombéziens » combattaient et servaient de « chair à canon »²⁰². Le tribalisme du Frelimo, personnifié par son président Eduardo Mondlane avait créé la discorde et la division parmi les Mozambicains. Le mouvement se proposait donc d'éliminer le tribalisme et le régionalisme, considérés comme les obstacles à l'unité nationale en prônant... la division du Mozambique. De plus, l'Unar critiquait également la ligne « communiste » suivie par le Frelimo.

L'Unar, une création des Portugais avec le soutien de Banda ?

Pour certains (dont le Frelimo), l'Unar était une création du « génie politique » de Jorge Jardim et de la PIDE-DGS, avec le soutien de Kamuzu Banda²⁰³. Jardim aurait joué sur la sensibilité régionaliste en Zambézie pour concevoir cette organisation et l'utiliser pour nuire aux activités du Frelimo. Selon ces thèses, Banda aurait soutenu l'Unar car elle permettait de poursuivre son rêve de rattacher le nord du Mozambique au Malawi et de rétablir, en quelque sorte, l'ancien empire marave (qui correspondrait au Malawi d'avant la colonisation). Selon les éléments en notre possession, il est difficile de définir le rôle du président du Malawi et celui de Jorge Jardim dans la création de l'Unar. Il est certain que les rapports entre l'Unar et le gouvernement de Kamuzu Banda furent ambigus, comme le fut d'ailleurs la politique de ce

²⁰² SCCIM, *Boletim de difusão de informações* n° 18/68, UNAR, Lourenço Marques, 13 mars 1968, in AHM/GOVERNO GERAL/*Relatórios de informação 1969 a 1974*.

²⁰³ G. TAJU, « Renamo : os factos que conhecemos », *Cadernos de História* (UEM, Maputo) n° 7, 1988, pp. 5-44 ; « Mozambique : Havoc in the bush », *Africa Confidential* (Londres), n°15, juillet 1982, vol. XXIII.

dernier avec les mouvements anti-portugais. Par exemple, l'impression des tracts de la propagande de l'Unar était faite dans les bureaux du MCP²⁰⁴ et à ses débuts, le bureau du mouvement fonctionnait au *Rest House* de Limbe où habitait Amós Sumane, grâce à l'aide financière du gouvernement de Banda²⁰⁵. De même, les altérations survenues au sein de l'Unar en 1969 – cette organisation devenant Union Nationale du Mozambique (Unamo), la « Rombézie » redevenant « Mozambique » et les Rombéziens redevenant Mozambicains – auraient été dues aux conseils de Kamuzu Banda²⁰⁶. Ce dernier aurait suggéré aux dirigeants de ce mouvement d'abandonner son caractère régional et d'exiger l'indépendance de toute la colonie et non seulement de la Rombézie, en échange d'aide et de reconnaissance politique²⁰⁷. La propagande de l'Unar auprès des réfugiés mozambicains était ainsi soutenue par le gouvernement malawite. Néanmoins, d'autres sources montrent l'imposition de certaines restrictions et de conditionnalités au mouvement de Amós Sumane. Par exemple, le 21 octobre 1969, le vice-président de l'Unar, Calisto Trindade fut, pour des raisons mystérieuses arrêté durant 28 jours²⁰⁸. En 1970, il fut aussi considéré comme « émigré illégal » et les réunions de l'Unar dans la zone de Lilongwe furent interdites²⁰⁹. Dans ces circonstances, il est difficile d'évaluer le degré de l'influence de Banda ou le rôle de Jorge Jardim dans la création de l'Unar. En revanche, il est possible de confirmer le fait que l'Unar ne fut pas une création de la PIDE-DGS²¹⁰. La naissance de l'Unar fut surtout un produit des crises qui opposèrent les différents segments d'élite au sein des mouvements indépendantistes. Ce n'est qu'après sa création que les services secrets portugais envisagèrent d'utiliser cette organisation pour contrecarrer les actions du Frelimo et du Coremo, comme l'atteste une circulaire de la PIDE, en 1969 :

« Les activistes de l'Unamo, peu importe leur statut, seront sujets par cette police au traitement suivant : détention préventive toujours quand ils seront surpris en action de propagande, de séduction, d'organisation, etc. ou amenés à cette police par les autorités administratives ou

²⁰⁴ PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Relatório, assunto : UNAMO. Situação financeira do partido*, Lourenço Marques, 14 octobre 1969, Informação 1 049-SC/CI(2), in IANTT/PIDE/DGS, Processo CI(2) 9713, *União...*, *op. cit.*

²⁰⁵ PIDE, DELEGAÇÃO EM MOÇAMBIQUE, *Assunto : Actividade da Unar*, Lourenço Marques, 16 avril 1968, Informação n° 411-SC/CI (2), in IANTT/PIDE/DGS, Processo CI (2) 9713, *União...*, *op. cit.*

²⁰⁶ PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, Subdelegação de Beira, *Relatório, assunto: alteração da Designação de Unar para UNAMO, ..., op. cit.*

²⁰⁷ *Ibidem.*

²⁰⁸ PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Relatório, assunto : UNAMO condicionamentos e restrições*, 31 octobre 1969, Lourenço Marques, in IANTT/PIDE/DGS, Processo CI (2) 9713, *União ...*, *op. cit.*

²⁰⁹ PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Assunto : UNAMO. Actividades de Organização e propaganda*, Lourenço Marques, 2 décembre 1970, in IANTT/PIDE/DGS, Processo CI (2) 9713, *União ...*, *op. cit.*

²¹⁰ Cette dernière n'avait guère de prise sur les agissements de J. Jardim qui aurait ses propres « services ».

militaires sous accusation fondée. Les détenus feront l'objet d'un interrogatoire circonstancié pendant l'instruction préparatoire dans l'affaire par laquelle ils sont prévenus, de façon à connaître en détail tout ce qui se passe dans le parti, programmes d'action proches et lointains, doctrine politique, dissidences, etc., selon les mêmes méthodes utilisées pour les militants des autres organisations. Parmi les prévenus, on sélectionnera dès le départ ceux qui vont se montrer sensibles à une collaboration proche et immédiate au sein de nos structures d'information et de contre-information, de façon à être utilisés en missions de propagande anti-Frelimo et anti-Coremo, selon les plans mûris et préparés à l'avance par la sous-délégation [de la PIDE] où aura lieu le procès. »²¹¹

En 1973, ces mêmes services secrets disaient qu'il régnait au sein de l'Unar, depuis 1971, un climat détestable nuisant considérablement aux activités de cette organisation, les uns et les autres s'accusant d'être au service des autorités portugaises²¹². Ceci peut confirmer encore une fois que la PIDE n'a pas été derrière la création de l'Unar, mais qu'elle a bien entendu ensuite cherché à y recruter des informateurs.

La stratégie « pacifiste » de l'Unar, pour mener à bien ses prétentions, allait se résumer dans l'envoi de lettres et de mémorandums aux autorités portugaises demandant la réalisation de pourparlers et sa reconnaissance comme représentant des Rombéziens. En mars 1968, Amós Sumane adressa une lettre au ministre portugais des Affaires étrangères, Dr Franco Nogueira, dans laquelle il demandait, entre autres, sa reconnaissance inconditionnelle par les autorités portugaises, la permission d'entrée et d'action dans le territoire national, et l'ouverture de pourparlers pour mettre fin à la colonisation en Rombézie et permettre l'instauration d'un gouvernement démocratique²¹³. Ses demandes restèrent bien évidemment sans réponse, car même si l'Unar défendait la voie pacifique, elle était considérée soit comme un mouvement subversif qui voulait la rupture avec l'ordre colonial, soit comme un simple outil de diversion anti-Frelimo qui devait exister, mais sans qu'on lui donnait de l'importance.

Comme les autres mouvements dissidents du Frelimo, l'Unar ne parvint pas à capter le soutien ou la reconnaissance de l'OUA et d'autres pays, ni à faire de l'ombre au Frelimo. Sa situation financière resta très précaire, ses activités se résumèrent à de la simple propagande. Néanmoins, avec des moyens réduits, l'Unar essaya de faire passer sa propagande auprès de populations

²¹¹ PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Circular*, Lourenço Marques, 11 octobre 1969, in IANNT/PIDE/DGS, Processo CI (2) 9713, *União Nacional Africana da Rombézia, ou União nacional Africana de Moçambique*.

²¹² PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Informação, assunto : Unamo. Importância e actividades*, Lourenço Marques, 23 juillet 1973, in IANNT/PIDE/DGS, Processo CI (2) 9713, *União...*, *op. cit.*

²¹³ AOS/CO/UL-9C, *Correspondência sobre as seguintes questões : actividade da UNAR-União Nacional Africana da Rumbézia*, Pasta 6, Lisbonne, 1968.

surtout dans les régions frontalières des districts de Tete, Zambézie et Niassa et ainsi qu'au Malawi.

En 1968, les autorités gouvernementales de la Zambézie confirmèrent la réception de la propagande de l'Unar, envoyée à certaines autorités administratives du district (Quelimane, Mocuba, Gurué, Lugela, et Milange) et à quelques particuliers²¹⁴. Cette même année, la PIDE rapporta que l'Unar était déjà une organisation très connue par la population, surtout à Milange, où elle disputait au Frelimo la conquête de la suprématie et l'adhésion des populations de cette région²¹⁵. Les responsables du Frelimo pour le « front » de la Zambézie comme Alberto Mutumula et Alexandre Magno envoyaient des émissaires dans cette région pour avertir les populations de ne pas soutenir l'Unar, car il s'agissait d'une organisation au « service des Portugais »²¹⁶.

Dans les années 1970, l'Unar réussit à s'incruster dans certains *regedorias* de Milange. Elle avait six branches dans cette circonscription : Macala dans la *regedoria* Vulalo ; Tambe dans la *regedoria* Dulanha ; Licucune dans la *regedoria* Marulha ; Nalango dans la *regedoria* Njema ; Marongane dans la *regedoria* Nhacama ; Chulu dans la *regedoria* Mangassaja²¹⁷. L'Unar faisait aussi sa propagande dans les *regedorias* Tengua, Nhazombe, Mandua, Congono, Mandua, Gerasse et Sana, dans la même circonscription²¹⁸.

L'Unar est souvent cataloguée comme régionaliste ou tribaliste, car ses dirigeants se battaient pour l'indépendance d'une partie seulement du Mozambique. Mais il ne faut pas s'enfermer dans cette vision acceptant le cadre post-colonial comme seul potentiellement pertinent : l'Unar pouvait aussi être un exemple d'une négation du Mozambique tel qu'il fut « fabriqué » par les Portugais, espace non nécessairement ressenti par les populations. L'étude de l'Unar met en lumière, plus généralement, les difficultés qu'il y a à parler de nation au Mozambique.

²¹⁴ SCCIM, UNAR, *Relatório de situação n° 03/68, período de 1 a 31 de Março de 1968*, Lourenço Marques, 15 mai 1968, in AHU/MU/GM/GNP/SR133/Pt.4/*Relatórios de Situação*.

²¹⁵ PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Relatório, assunto : Unar e Frelimo "Lutam" pelo domínio político das massas*, Lourenço Marques, 29 aout 1968, in IANNT/PIDE/DGS, Processo CI (2) 9713, União..., *op. cit.*; SCCIM, *Relatório de situação n° 09/68, período de 1 a 30 de Setembro 1968*, Lourenço Marques, 15 novembre 1968, in AHU/MU/GM/GNP/SR 133/Pt.6/*Relatórios de situação*.

²¹⁶ *Ibidem*.

²¹⁷ PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, Subdelegação de Beira, *Relatório, assunto : Unamo, Organização político administrativa*, Beira, Informação n° 518-CI (2), 13 avril 1970, in IANNT/PIDE/DGS, Processo CI (2) 9713, União..., *op. cit.*

²¹⁸ *Ibidem*.

Lors de l'indépendance du Mozambique, ce mouvement disparut mais réapparut un peu plus tard sur le nom de PRM (Parti Révolutionnaire du Mozambique) contestant, cette fois-ci de façon violente, les politiques du Frelimo (cf. chapitre V).

Après l'analyse des différents moments de la contestation coloniale et des protagonistes respectifs, il est important de revenir, avant de conclure de dire quelques mots sur les thèses qui imputent aux Zambéziens l'échec du Frelimo dans cette province. Contrairement au discours officiel, si le Frelimo a échoué en Zambézie ce ne fut pas la « faute des Zambéziens » (*assimilados*, chefs traditionnels, etc.). De même, la position ambiguë du Malawi à l'égard des mouvements anticoloniaux, n'est pas un facteur suffisant pour expliquer l'échec. Il faut insister aussi sur le fait que la Zambézie et Tete n'étaient pas les objectifs primordiaux du Frelimo pendant les premières années de guerre. Ce n'est qu'après le début de l'offensive du Coremo et des travaux du Barrage de Cahora Bassa que Tete – et non la Zambézie – devint une cible importante. L'attention avait été portée aux provinces de Cabo Delgado et du Niassa, pour des raisons qu'on a déjà expliquées, à savoir le manque d'hommes, une faible préparation politico-militaire, la concurrence d'autres mouvements anticolonialistes (surtout la Manu). Encore en 1969, Eduardo Mondlane reconnaissait le déséquilibre des forces sur le terrain en faveur des Portugais, affirmant que la victoire dépendait du renversement de cette situation très défavorable. Pour Mondlane, malgré le fait que le Frelimo était politiquement fort, il était encore faible du point de vue militaire, presque incapable d'étendre la guerre à d'autres régions²¹⁹.

L'attribution de l'échec de la guerre aux Zambéziens est ainsi une explication a posteriori, instrumentalisée afin d'affaiblir et de marginaliser les milieux sociaux capables de lui faire concurrence. La question de fait est, en effet que, en Zambézie, le Frelimo rencontrait une société avec sa propre élite et des trajectoires historiques différentes de celle du Sud et, à l'inverse de l'extrême nord, suffisamment puissant pour ne pas ressentir le Frelimo comme solution d'émancipation

²¹⁹ E. MONDLANE, *Lutar por...*, *op. cit.*, p. 210.

Conclusion de la deuxième partie

Il faut souligner un fait frappant : malgré les tentatives des différents groupements indépendantistes – à l'échelle nationale (Frelimo, Coremo, Udenamo), voire même à l'échelle régionale (Unar) – de mener une guerre en Zambézie ou d'attirer des militants, on ne trouve aucun exemple d'individus de l'AAZ ou de l'AHUZ qui firent partie de ces différents groupements. De même, aucun membre de l'élite créole et métisse de Quelimane ne fit partie de l'Unami, mouvement créé à Tete, mais également situé au cœur du « vieux » Mozambique. Quelimane n'a joué aucun rôle intellectuel dans la genèse du nationalisme au Mozambique à la différence de Lourenço Marques où il n'y a également eu aucune lutte armée, mais qui fut le cœur intellectuel de la genèse du Frelimo, la quasi-totalité des militants zambéziens du Frelimo venaient de l'intérieur (Mocuba) et des zones frontalières (Milange, Lugela, Alto-Molocé), c'est-à-dire des zones loméées. La question n'est pas principalement ethnique. Mais ces zones de l'intérieur ne faisaient pas partie de l'espace du premier âge de la colonisation, elles étaient loin de la zone historique des *prazos* et de l'élite créole.

Troisième partie -

Le « Zambézianisme » à l'épreuve de l'« Homme Nouveau »

Alors que le Frelimo s'attendait à une guerre anticoloniale encore plus longue et plus dure¹, les événements se précipitent : avec l'intensification de la pression militaire dans les colonies en particulier en Guinée-Bissau et la chute de l'État Nouveau au Portugal (1974). Ces événements eurent comme conséquences, l'indépendance des colonies portugaises, entre autres. Mais l'indépendance, comme le disait Eduardo Mondlane, ne signifiait pas en elle-même la fin des problèmes des Mozambicains. Plusieurs questions allaient alors se poser au Frelimo, mouvement reconnu par les Portugais comme le seul « représentant légitime » de tous les Mozambicains.

Comment combler le vide laissé par le colonisateur ? Comment faire marcher l'appareil bureaucratique complexe jusqu'ici aux mains des seuls Blancs ? Comment faire cohabiter les différents groupes socio-ethniques dans un État fabriqué de toutes pièces par le colonisateur, un État qui jusqu'en 1942, était en partie administré par l'État, en partie par les compagnies chartre ? Il s'agissait d'un pays où les différents groupes avaient peu de contacts : le Sud plus proche de l'Afrique du Sud, le Centre tourné vers les Rhodésies, l'extrême Nord tourné vers la Tanzanie.

Comment bâtir l'État-Nation (avec, en soubassement, une question non posée : faut-il construire un État-Nation ?) ? Avec quels moyens ? Avec quelle expérience ? Telles sont, les principales questions auxquelles le Frelimo fut confronté dès 1975. Le processus de la construction, non questionné, d'un nouvel État-Nation allait se révéler une tâche très difficile. Des clivages entre le Frelimo et les différents segments de la population mozambicaine marginalisés par le nouveau pouvoir qui avait choisi d'être le seul maître, des crises

¹ Voir E. MONDLANE, *Lutar por...*, *op. cit.*,

économiques permanentes, accompagnées d'une guerre civile, allaient marquer le nouvel État indépendant. D'autres questions se posèrent spécifiquement en Zambézie : avec la fin du colonialisme, qu'en était-il de l'identité politique zambézienne ? Était-elle un danger pour le nouvel État indépendant ? Que faire de la « portugalité » zambézienne ? Que faire avec ces « *harkis* » zambéziens ? Les renvoyer chez leurs « frères » portugais, les marginaliser, ou composer avec eux ? Quels allaient être les rapports entre les « vieilles » élites zambéziennes et le nouveau pouvoir composé par les « jeunes » élites essentiellement sudistes et socialement issus des milieux de la vie coloniale nouvelle du XX^e siècle ? Le cas zambézien pose ainsi des questions « mozambicaines », mais aussi plus générales, sur la problématique de la construction de l'État-Nation dans des pays issus de la colonisation et hétérogènes du point vu ethnique et de trajectoires sociales.

Chapitre V - L'« Homme Nouveau » et la révolution «marxiste- léniniste »

Suite au pénible essor de l'anticolonialisme séparatiste en Zambézie, il faut aborder les derniers jours du colonialisme au Mozambique en général et dans cette province en particulier. Il faut aussi aborder l'« arrivée » et les premières années du Frelimo au pouvoir. Dans ce chapitre on évoquera dans un premier temps la Révolution des Œillets et son impact dans la colonie du Mozambique. Il est intéressant de voir comment le Frelimo est devenu le seul mouvement crédible aux yeux des Portugais pour négocier l'indépendance du Mozambique et comment la marginalisation de vastes segments de la société mozambicaine a provoqué des profonds ressentiments. De même, il est important d'analyser le projet « frelimiste » de la construction d'un nouvel État, dont la seule expérience de direction découlait de la lutte anticoloniale.

En un second temps, on étudiera les rapports entre le Frelimo et les Zambéziens après l'indépendance. Si au départ, le mouvement fut bien accueilli dans la province, ses rapports avec la population et les élites locales se détériorèrent rapidement et devinrent essentiellement conflictuels. La Zambézie fut même le « cauchemar » du Frelimo. Plus que toute autre région au Mozambique, cette province est celle qui provoqua et qui continue de provoquer le plus de problèmes aux dirigeants du Frelimo.

En janvier 1975, lors d'un entretien au journal *Notícias*, le premier gouverneur¹ de la Zambézie issu du nouveau régime, Bonifácio Gruveta Massamba déclarait : « Le peuple de la Zambézie soutient le Frelimo, les masses adhèrent au Frelimo même dans les coins les plus éloignés de la province. Le peuple accepte de se sacrifier pour nous aider et d'accomplir même les tâches les

¹ Le gouverneur est le représentant du gouvernement à niveau provincial. Il répond directement au président de la République. La figure immédiate au gouverneur était le *Chefe de Apoio e Controlo* (Chef de Soutien et Surveillance). Aujourd'hui, cette figure fut remplacé par celle de *Secretário Permanente* (Secrétaire Permanent).

plus pénibles. »² En effet, lorsque le Frelimo fit son entrée à Quelimane, il fut reçu comme le Libérateur par une foule en liesse. Les soldats du Frelimo furent acclamés comme des héros. Quelques mois après, les rapports entre les populations locales et le Frelimo n'étaient déjà plus les mêmes. En 1977, le vice-ministre de la Défense d'alors demandait aux autorités zambéziennes d'Errego, district d'Ile, de maintenir secret son passage pour cette région, car les Lomués ne supportaient pas le Frelimo et qu'ils ne l'avaient jamais supporté³. Au même moment, à Mopeia, quand les dirigeants du parti disaient dans les meetings « vive le Frelimo ! », les gens répondaient : « vive Kachasu ! »⁴. Dans un rapport accablant, le gouvernement du district de Namacurra par exemple, parlait de la « dissipation de l'émotion » qui avait caractérisé les premiers jours de l'indépendance⁵. Dans un autre rapport de 1978, cette fois-ci du gouvernement provincial, il apparaissait que le Frelimo n'avait plus le soutien de la population, que le peuple n'allait plus aux meetings du parti, qu'il éprouvait une indifférence totale et complète envers le Frelimo⁶. Que s'était-il passé ? Comment le fossé entre les Zambéziens et le Frelimo s'était-il creusé si vite ?

1. La Révolution des Œillets et l'indépendance des colonies portugaises

Quel fut l'impact de la chute de l'*Estado Novo* au Mozambique ? Comment furent vécus les derniers jours du colonialisme dans cette ancienne colonie portugaise ? Pour mieux comprendre cela, on évoquera dans un premier temps le rôle de la *Junta de Salvação Nacional* (le mouvement de forces armées qui a remplacé le régime de Salazar et Caetano) dans la décolonisation des colonies et ensuite, on se concentrera sur l'impact de ces événements au Mozambique, avec un regard centré sur la Zambézie.

² « Povo da Zambézia confia na Frelimo – Bonifacio Gruveta ao Notícias », *Notícias* (Maputo), n°16360, 12 janvier 1975.

³ L. VAIL, L. WHITE, *Capitalism and...*, *op. cit.*, p. 392.

⁴ *Ibidem*. Le Kachasu est une boisson locale. Dans sa campagne contre la « vieille et décadente société féodale », le Frelimo interdisait entre autres, toute distillation des boissons « traditionnelles ».

⁵ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE NAMACURRA, *Relatório referente aos meses de Julho e Agosto de 1976*, Namacurra, 27 août 1976, in ARQUIVO DO GOVERNO DA ZAMBÉZIA. (AGZ).

⁶ GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, *Relatório sobre a situação da Provincia nos últimos dois meses*, Quelimane, 29 juillet 1978, in AGZ.

A. Les derniers jours du colonialisme au Mozambique

La crise de l'économie portugaise, la pression grandissante de l'ONU, les difficultés militaires de plus en plus grandes rencontrées dans les guerres coloniales ainsi que la crise au sein de l'armée dont de larges secteurs prônaient désormais une solution politique pour régler la question coloniale, menèrent à la destitution du régime dictatorial de Marcelo Caetano le 25 avril 1974 par un groupe de militaires, connu sous le nom de Mouvement des Forces Armées (MFA). Une *Junta de Salvação Nacional* ou Junte de Salut National (JSN), composée uniquement de militaires, dont les généraux António de Spínola et Costa Gomes, remplaça le gouvernement déchu.

La Junta de Salvação Nacional et les territoires de l'Outre-mer

Auteur du coup d'État, la *Junta de Salvação Nacional* n'était malgré tout pas nécessairement prête à donner l'indépendance tout de go à ses colonies. Le général António de Spínola, son président avait publié en février 1974 un livre, *Portugal e o futuro* (« Le Portugal et son avenir ») dans lequel il défendait certes une solution politique et non militaire pour la question coloniale, mais qui passait par un modèle d'autodétermination et d'association de type fédéral. Il défendait avec acharnement le maintien des territoires portugais de l'Outre-mer sous influence métropolitaine, non plus par la force, mais selon d'autres formes. António de Spínola, qui rêvait encore d'un « Grand Portugal », affirmait que sans ses colonies, le Portugal risquerait de perdre de son importance sur la scène internationale et subirait de graves conséquences économiques :

« ... non seulement notre influence en Afrique est essentielle pour le progrès futur du pays mais aussi pour sa grande prééminence à l'échelle mondiale. Sans l'Outre-mer, nous serions dans l'obligation de choisir entre la pauvreté ou l'absorption ; entre le vieux rêve ibérique ou la vassalité envers les grandes puissances non européennes ou à l'épine soviétique enfoncée dans le dos de l'Occident ... »⁷.

Pour António de Spínola, aucun Portugais ne devait renoncer à ses domaines de l'Outre-mer :

« Aucun Portugais ne doit l'accepter. Et c'est contre cette éventualité que nous devons nous battre. Mais ce n'est plus par la force ou par la proclamation unilatérale d'une vérité que nous

⁷ « Portugal e o futuro-Análise da conjuntura nacional pelo general António de Spínola », *Diário Popular* (Lisbonne), n° 11264, 1 mars 1974.

allons réussir à conserver les territoires portugais de l'outre-mer. Cette voie était seulement en train de nous conduire à la désagrégation de tout le territoire national... »⁸.

Mais Spínola rencontra une opposition au sein même du gouvernement. Mário Soares, le ministre portugais des Affaires étrangères du gouvernement provisoire et leader du parti socialiste, défendait la décolonisation complète et inconditionnelle des colonies, condition nécessaire pour tirer le Portugal de son isolement sur la scène internationale et notamment au sein de la communauté européenne et pour lui redonner de la crédibilité :

« Si le Portugal commence le processus de décolonisation et si les dirigeants au pouvoir donnent des garanties suffisantes de continuité démocratique, je crois que les pays européens et en particulier ceux de la communauté, n'auront aucune difficulté à donner à mon pays un important soutien technique et économique. »⁹

Mais c'est au sein des forces armées que Spínola rencontra le plus d'opposition. Le 22 juin, l'organisation du MFA au Mozambique, envoya un ultimatum à la Commission Coordinatrice exigeant, la reconnaissance du Frelimo comme seul interlocuteur pour les pourparlers visant à l'indépendance du Mozambique. Elle donna un délai d'environ une semaine pour l'adoption de cette décision, à la fin duquel la Force aérienne arrêterait le ravitaillement des troupes¹⁰. Avant même cette exigence des militaires du Mozambique, à Bissau les militaires portugais avaient déjà exigé la reconnaissance de la République de Guinée-Bissau (déclarée unilatéralement dès 1973) et son droit à l'autodétermination et à l'indépendance. En septembre, ce furent les militaires portugais de São Tomé qui firent les mêmes types d'exigences au profit du MLSTP (Mouvement de Libération de São Tomé e Príncipe)¹¹.

Après la formation du gouvernement provisoire au Portugal le 16 mai 1974, des pourparlers avec les mouvements anticoloniaux furent engagés. D'autres mouvements tels que le Coremo demandèrent leur inclusion dans les pourparlers, mais pour les autorités portugaises, seul le Frelimo était l'interlocuteur. Cette crédibilité s'explique par la position de force de ce dernier sur le théâtre des opérations. Interrogé à ce sujet, Mário Soares, le principal responsable pour les pourparlers répondit :

⁸ *Ibidem.*

⁹ « Contactos com movimentos de libertação só com novo governo formado- diz Mário Soares », *A Capital* (Lisbonne), n° 2223, 6 mai 1974.

¹⁰ J. Paulo GUERRA, *Descolonização portuguesa. O regresso das caravelas*, Lisboa, Dom Quixote, 1996, p. 62.

¹¹ *Ibidem.*

« Le seul parti avec lequel nous allons négocier, c'est le parti qui fait la lutte. Cela est seulement du réalisme. Pour en finir avec la guerre, il faut arriver à un accord avec ceux qui sont en train de faire la guerre. »¹²

Cette position de certains secteurs portugais allait évidemment conforter la position du Frelimo de considérer comme le seul mouvement légitime au Mozambique.

Les mouvements politiques post-25 avril

La chute de l'*Estado Novo* avait permis aussi l'apparition de plusieurs dizaines de partis politiques au Mozambique. Ces partis étaient formés essentiellement par des dissidents du Frelimo, par des assimilés noirs et métis et par des Blancs nés au Mozambique.

Le Gumo, comme a l'a vu au chapitre III, avait été formé par des assimilés noirs, métis et par des Blancs un peu avant la chute du régime de Marcelo Caetano. Ces éléments qui n'avaient jamais fait partie du Frelimo, ni d'autres mouvements anticoloniaux (à l'exception de la vice-présidente Joana Simeão, qui avait fait un passage fugace au Coremo), essayèrent aussi de se positionner dans le champ politique, défendant le référendum et reconnaissant au Frelimo la compétence pour négocier la paix avec le gouvernement portugais. Selon eux, c'était bien ce mouvement qui avait commencé la résistance au Mozambique¹³. Le Gumo, sans grande représentativité au sein des couches populaires, vit ses meetings systématiquement boycottés, mettant en danger la vie de ses responsables¹⁴. Aussi, suite à des divergences, notamment le soupçon d'avoir collaboré avec la DGS (c'est qui était d'ailleurs vrai), Joana Simeão, fut expulsée et créa ensuite le Front Commun du Mozambique (Frecomo), qui n'eût aucune activité politique notable.

Parmi les partis formés par les dissidents du Frelimo, il faut signaler l'Union pour la Paix du Peuple du Mozambique (Unipomo) de Lázaro Nkavadame, l'ancien -secrétaire du Frelimo pour le district de Cabo Delgado ; le Mouvement National pour l'Indépendance du Mozambique, (Monipamo) de Basílio Banda ancien combattant du Frelimo ; et le Parti de Coalition Nationale (PCN) de Uria Simango. Néanmoins et malgré le fait que, Basílio Banda avait menacé de « transformer le Mozambique en un nouveau Congo », si le Frelimo excluait les

¹² « Portugal- Frelimo. Kaunda preside à abertura de negociações » *Diário de Lisboa* (Lisbonne), n° 18474, 5 juin 1974.

¹³ « O Gumo e a Frelimo », *Diário de Lisboa* (Lisbonne), n° 18476, 3 juin 1974.

¹⁴ « O povo disse não ao Gumo », *Tempo* (Lourenço Marques), n° 191, 12 mai 1974.

autres mouvements en affirmant être le seul à avoir droit au pouvoir¹⁵, son parti et celui de Nkavadame n'eurent presque aucun impact. Parmi ces trois partis, le plus important et celui qui inspirait le plus de crainte au Frelimo, était le PCN formé en août 1974 à Beira essentiellement par des anciens leaders du Frelimo tels que Uria Simango, Mateus Gwenjere, Miguel Murrupa et Paulo Gumane. Faisait encore partie du PCN, Joana Simeão du Frecomo. À l'indépendance, Basílio Banda, Lázaro Nkavadame et tous les autres leaders du PCN (à l'exception de Miguel Murrupa qui réussit à s'enfuir) firent arrêtés et envoyés en « camps de rééducation ».

Parmi les partis formées par des Blancs portugais nés au Mozambique, il faut noter le Fico (*Ficar Convivendo*, Rester ensemble), le CDM (Conseil Démocratique du Mozambique), le MF (Mouvement Fédéraliste) et le MDM (Mouvement de Démocrates du Mozambique).

Dans ses premières apparitions le sigle Fico signifiait « Front Intercontinental de Convergence Occidentale »¹⁶. Il fut changé quelques jours après en « *Ficar Convivendo* »¹⁷ afin de perdre ce parfum d'extrême droite. Le Fico défendait l'idée d'un référendum de sortie de crise et se battait pour le maintien du Mozambique au sein de ce qu'il appelait « Communauté Luso-Brasilienne »¹⁸. Soutenant l'idée selon laquelle la colonisation portugaise avait contribué au développement de la colonie et à la promotion de la population, les dirigeants du Fico ne voyaient aucun inconvénient au maintien de la citoyenneté portugaise pour les indigènes du Mozambique¹⁹. Gomes Santos et Machado Lopes, furent les principaux fondateurs du Fico. Ce mouvement était contre le système de parti unique.

Le CDM créé aussi par un groupe de Blancs, défendait l'autodétermination et la participation du Mozambique à une communauté lusitanienne. Cette autodétermination passait par une autonomie progressive, car les populations locales n'étaient pas encore prêtes à prendre leur destin en main. À l'instar du Fico, il était clairement contre le système de parti unique. Parmi ses principales figures, il y avait João Soares Cardoso, Armando Monteiro et Vasco Ferreira Pinto. Ce mouvement décida son auto-dissolution lorsque l'idée du référendum fut

¹⁵ « De Mbabane para Lusaka. Que faz correr Jorge Jardim ? », *Diário de Lisboa* (Lisbonne), n° 18 539, 17 août 1974.

¹⁶ « Fico é um movimento de gente simples e para gente simples », *Notícias* (Lourenço Marques), n° 16 142, 19 mai 1974.

¹⁷ « Ficar Convivendo. Boletim n° 3 », *Notícias* (Lourenço Marques), n° 16144, 21 mai 1974.

¹⁸ « Fico é um movimento de gente simples e para gente simples », *op. cit.*

¹⁹ *Ibidem.*

complètement balayée le 27 juillet, avec l'acceptation inconditionnelle de l'indépendance du Mozambique.

Le Mouvement Fédéraliste de Mozambique défendait, comme son l'indique, la création d'un État fédéral, composé par les anciens colonies et la métropole et se positionnait clairement contre une séparation des domaines de l'Outre-mer du Portugal. Il se réclamait de António de Spínola, et son but était de préserver l'essence de la communauté lusitanienne²⁰. Parmi ses principaux leaders se trouvaient Vasco Alves Cardiga et Guilherme Fonseca.

Le quatrième de ces mouvements était le Mouvement de Démocrates du Mozambique et parmi ses principaux leaders il y avait entre autres José Luís Cabaço, Rui Baltazar dos Santos Alves, Perreira Leite, Carlos Adrião Rodrigues, Joaquim Barradas, etc. Il faut souligner que dans chacune des principales villes du Mozambique, des individus blancs, métis et assimilés avaient créé des petites organisations locales appelés de « Démocrates » (Démocrates de Lourenço Marques, Démocrates de Quelimane, etc.) Des ces différentes organisations naquit le Mouvement de Démocrates du Mozambique. Certains de ses éléments avaient fait partie du Mouvement Fédéraliste, tels que Carlos Adrião Rodrigues. À la différence des trois mouvements précédents, les Démocrates du Mozambique avaient inclus certains Noirs assimilés tels que Mário Machungo, Eulália Mutemba, Alfeia Vilanculos. Plus perspicace et encore plus réaliste, ce mouvement soutenait le Frelimo et condamnait tous les actes de violence orchestrés par des agitateurs ou par des groupes anti-Frelimo. Il réalisa plusieurs meetings de soutien au Frelimo, ce qui le mit en opposition avec tous les autres mouvements qui soutenaient le référendum. La plupart des membres du MDM occupèrent ensuite des postes de direction au sein du nouvel État, tels Mário Machungo, Rui Baltazar et José Cabaço, comblant ainsi l'énorme déficit de cadres dans lequel se débattait le Frelimo.

Cependant, dans le cas de Quelimane, parmi les individus qui avaient créé le mouvement « Democratas de Quelimane », on trouvait certains membres de l'AAZ qui essayaient de changer de camp tels Carmo Gomes, Albano Moaz dos Santos Gonçalves²¹ et Simões Mendonça²². Les « Democratas de Quelimane » à l'instar de ceux de Lourenço Marques et Beira se présentaient

²⁰ « Personalidades e movimentos – Federalistas pronunciam-se », *Notícias* (Lourenço Marques), n° 16179, 27 juin 1974.

²¹ Père du poète Sebastião Alba (Dinis Albano Carneiro Gonçalves).

²² « Democratas de Quelimane : exploração latifundiária é responsável pelos distúrbios », *Tempo* (Lourenço Marques), n° 205, 25 août 1974.

comme défenseurs de la « ligne idéologique du Frelimo » et essayèrent de réaliser des réunions avec la population en faveur de ce mouvement. Ils dénoncèrent aussi les crimes de la PIDE-DGS. Mais il était bien tard, et ces individus qui s'étaient auparavant identifiés avec le colonisateur furent, à la différence des « Democratas de Lourenço Marques », marginalisés par le Frelimo²³.

Cette période fut aussi marquée par l'apparition d'un parti créé par un créole zambézien, qui, s'il n'a rencontré aucun succès, doit néanmoins être signalé. Le Mouvement National Africain (Mona) fut créé à Nampula par Domingos Cardoso en mai 1974²⁴. Au départ, ce parti défendait un « Mozambique uniquement pour les Africains ». Très peu de temps après sa création, le Mona introduisit des altérations dans ses statuts afin de « s'ouvrir à tous les Mozambicains indépendamment de leur race ou couleur de peau »²⁵. En juin 1974, il changea de nom et devint Parti National Africain (Pana) et invita tous les autres partis à former un « front commun contre le Frelimo et le pouvoir colonial »²⁶. Domingos Cardoso fit sans grand succès quelques meetings à Nampula. Il fut ensuite invité par Basílio Banda à faire partie du PCN, ce qu'il refusa²⁷. Son parti disparut avec l'arrivée du Frelimo, quand il fut arrêté, puis libéré peu après²⁸.

Des grèves et des incidents sans précédent

Parallèlement, un mouvement sans précédent de grèves de travailleurs éclata dans tout le pays, mettant l'économie en grande difficulté. Les principales exigences étaient l'amélioration des conditions de travail et l'augmentation des salaires. À l'instar des autres régions du pays, la Zambézie fut aussi secouée par cette vague de grèves²⁹. Ainsi les marins de la Companhia do Boror à Macuse ainsi que les travailleurs de chemins de fer entrèrent en grève ; le personnel des SMAE (Services Municipaux d'Eau et Électricité) aussi, exigeait la démission d'un haut responsable de cette institution, l'ingénieur Peixoto Duarte.

²³ *Ibidem*.

²⁴ « Mona – Movimento Nacional Africano (sede em Nampula) », *Notícias* (Maputo), n° 16139, 16 mai 1974.

²⁵ *Ibidem*.

²⁶ « Mona ou a frustração das elites africanas », *Notícias* (Maputo), n° 16166, 13 juin 1974.

²⁷ Entretien avec Domingos Cardoso, Maputo, 27 décembre 2005.

²⁸ *Ibidem*.

²⁹ Sur les grèves en Zambézie, voir, « Municipes pedem JSN demissão presidente câmara e respectiva direcção » *Notícias da Beira* (Beira), n° 8843, 10 mai 1974 ; « Quelimane », *Notícias da Beira* (Beira), n° 8848, 15 mai 1974 ; *Notícias*, (Maputo), n° 16151, 28 mai 1974.

Quelques ressortissants de la commune de Quelimane, exigèrent la démission du maire de la ville considéré comme un proche du gouvernement de M. Caetano. À la Sena Sugar Estates, les travailleurs africains se mirent en grève, exigeant la démission de la direction considérée comme raciste. Un groupe d'anciens prisonniers de la PIDE/DGS s'organisa pour étudier les atrocités commises par cette police politique et demanda le jugement de ses éléments.

Des incidents violents se multiplièrent, les plus graves ayant été enregistrés dans le district de Nampula. Plusieurs établissements commerciaux, résidences, usines, propriétés agricoles, plantations de sisal et de coton etc., appartenant à des Blancs et à des Indiens furent saccagés. Dans le district de Zambézie, la situation était également explosive, surtout dans la région de Macuse, actuel district de Namacurra et à Morrumbala. Ici aussi furent touchées les propriétés de Blancs et des Indiens. Il est remarquable que ce soit ces deux strates de la population qui furent victimes de ces incidents, car considérés comme des alliés des colonisateurs. À Macuse, les incidents avaient commencé lorsque les populations locales se soulevèrent en revendication des terres expropriées par la Companhia do Boror, ce qui dégénéra en attaques et saccage des entrepôts de coprah de la compagnie³⁰. Ce mouvement se propagea vers d'autres régions du district de Zambézie telles que Pebane et Moma, dans le district de Nampula. À Morrumbala, les Groupes spéciaux (troupes noires d'élite de l'armée coloniale) et les milices portugaises commencèrent les perturbations, qui provoquèrent en retour des contestations populaires. Il ne s'agit pas ici de raconter le détail de ces événements, mais de souligner que, liés au gigantesque mouvement de grèves, ils eurent comme conséquence, l'accélération de l'exode massif de la population blanche, perturbant énormément l'économie. Des milliers de Portugais commencèrent à quitter le pays. À la-mi septembre 1974, environ 5 000 citoyens portugais (sur 187 000 selon le recensement de 1970) avaient déjà abandonné le pays³¹. Ce nombre allait augmenter de façon très significative avec l'indépendance du Mozambique.

Un exemple de répercussions négatives de ces incidents est celui du district de Nampula, car quelques jours après ces événements, une situation de pénurie alimentaire fut signalée, le réseau commercial ayant été sérieusement affecté³².

Ces grèves et ces incidents eurent aussi comme résultat, la perte de confiance des entrepreneurs et la fuite de capitaux. De sorte que l'économie se débattait dans une insuffisance de devises et

³⁰ « Democratas de Quelimane : exploração latifundiária é responsável pelos distúrbios»..., *op. cit.*

³¹ « 5 000 brancos fugiram de Moçambique », *Diário de Lisboa* (Lisbonne), n° 18565, 18 septembre 1974.

³² « Cessar-fogo em Moçambique », *Diário de Lisboa* (Lisbonne), n° 18541, 20 août 1974.

de nombreux propriétaires de terres étaient confrontés à un manque d'insecticides, en raison du refus de la concession de crédits de la part de la Banque³³. Cette grave situation économique obligea une délégation dirigée par le Dr. Mascarenhas Galvão à se rendre à Lisbonne afin de trouver une issue. Néanmoins, ces grèves et manifestations qui paralysaient l'économie du pays étaient inévitables, venant d'une population africaine pendant très longtemps humiliée par la colonialisme. Leur impact sur l'économie du Mozambique reste encore à évaluer.

La situation sur le terrain des combats

En ces « mois intermédiaires », la situation militaire empirait de plus en plus pour les autorités portugaises à cause des actions de guérilla plus fortes et plus consistantes non seulement au Mozambique, mais surtout en Guinée-Bissau. Le gouvernement portugais était aussi confronté à ses propres militaires qui exigeaient une solution politique rapide, et au rejet par le Frelimo de l'idée du référendum. En effet, les dirigeants de ce mouvement estimaient qu'au Mozambique, seul leur mouvement avait contribué à détruire l'*Estado Novo* et de ce fait était le seul garant du processus démocratique dans le nouvel État indépendant, et le seul véritable représentant du peuple mozambicain³⁴.

Le Frelimo annonça la réouverture du « front de Zambézie » le 7 juillet 1974, un mois et demi après la Révolution des Œillets. Cette réouverture fut surtout symbolique, car elle s'effectua sans incident majeur, le découragement ayant déjà gagné les militaires portugais. En effet, après l'annonce de l'ouverture du « Front » de la Zambézie, les soldats portugais commencèrent à désertir en masse. En Zambézie seulement, 1 000 désertions furent répertoriées, ainsi que des refus de combattre³⁵.

Selon Bonifácio Gruveta, la première entrée de soldats du Frelimo en Zambézie se fit le 26 juin 1974 dans la circonscription de Morrumbala, Chire étant la première « zone libérée » de la Zambézie³⁶.

³³ « Moçambique, uma delegação economica chega hoje à Lisboa », *Diário de Lisboa* (Lisbonne), n° 18547, 27 août 1974.

³⁴ « Nova recusa de Samora Machel a um referendo », *Notícias* (Lourenço Marques), n° 16167, 15 juin 1974 ; « Samora Machel reagindo ao referendo de que fala o governo português », *Diário Popular* (Lisbonne), n° 18481, 8 juin 1974.

³⁵ M. HALL, T. YOUNG, *Confronting Leviathan. Mozambique since independence*, Londres, Hurst & Company, 1997, p. 38.

³⁶ « Entrevista com Bonifácio Gruveta, governador da Zambézia », *Tempo* (Maputo), n°261, 5 octobre 1975.

La paix étant déjà un fait consommé au sud du fleuve Zambèze et avant même la signature de l'accord de cessez-le-feu, des "réunions d'éclaircissement" avec les populations étaient fréquemment réalisées dans certaines régions du pays notamment Tete, Vila Pery (actuel Chimoio) et Zambézie. En Zambézie, des réunions de ce type furent par exemple réalisées à Milange et à Gurué.

Dans la région de Milange, le Frelimo contacta non seulement la population noire, mais aussi des secteurs importants de la population blanche, tels que les commerçants, les industriels, les agriculteurs, etc. Le but de ces contacts était d'expliquer, et de rassurer sur la nature et la bonne foi du mouvement. Ainsi, il invita les populations à reprendre leurs activités normales et à rouvrir les commerces. Les fils du médecin, de l'administrateur et du chef de la poste de Milange (tous Blancs) furent invités par les guérilleros à visiter la base militaire du Frelimo et à y passer quelques jours. De leur côté, ceux-ci mirent une voiture à la disposition de guérilleros³⁷. Dans la circonscription du Gurué, où furent aussi réalisés des « réunions d'éclaircissement », des éléments de la population offrirent sept tonnes de denrées alimentaires, des médicaments et des vêtements aux guérilleros³⁸.

L'accord de Lusaka et l'indépendance

Après plusieurs crises internes, la *Junta de Salvação Nacional* décida d'accepter l'indépendance du Mozambique le 27 juillet 1974, et le 7 septembre 1974, fut signé un accord de cessez-le-feu à Lusaka. Il prévoyait entre autres, l'indépendance du Mozambique le 25 juin 1975. Jusqu'à cette date, le pays serait dirigé par un Haut-Commissaire (Victor Crespo), conseillé par un gouvernement composé aux deux tiers par les éléments du Frelimo et pour un tiers par des éléments choisis par le Haut-Commissaire. Joaquim Chissano devint le chef de ce gouvernement dénommé gouvernement de transition.

À la suite de cet accord, la réaction de certains secteurs de la communauté blanche qui étaient contre l'indépendance ou qui auraient voulu faire partie des négociations, fut très violente. De même, d'autres secteurs blancs qui étaient en principe favorables à l'indépendance mais selon des critères autres que ceux de l'Accord de Lusaka qui reconnaissait le Frelimo comme légitime représentant du peuple mozambicain, réagirent violemment. Ces groupes de la petite-

³⁷ « Cessar-fogo em Moçambique », *Diário de Lisboa...*, *op. cit.*

³⁸ *Ibidem.*

bourgeoisie coloniale craignaient d'être marginalisés ou d'être niés en tant que communauté avec l'ascension d'un pouvoir noir.

Ainsi, le jour même des accords, de violents incidents furent signalés à Lourenço Marques³⁹. Pendant quatre jours, la station du Radio Club à Lourenço Marques fut occupée. Avant cela, les insurgés avaient attaqué la prison centrale, libérée des centaines d'agents de la PIDE/DGS, tombés en disgrâce après la chute du régime de Marcelo Caetano. Ce mouvement appelé « Moçambique Livre » (Mozambique Libre), était composé essentiellement de citoyens blancs, parmi lesquels, il y avait des éléments du Fico (Gomes dos Santos) et du Mouvement Fédéraliste⁴⁰. Selon le journal portugais *Diário de Lisboa*, ce mouvement était aussi soutenu par certains secteurs noirs tels que Uria Simango, Basílio Banda, Paulo José Gumane⁴¹. Au même moment, des groupes pro-Frelimo manifestaient contre cette action de « Moçambique Livre », bloquant des routes et attaquant des propriétés de la communauté blanche. Le bilan à la fin de ces incidents, fit état d'une centaine de morts⁴². Sans avoir réussi à capter le soutien du gouvernement portugais et celui de forces armées, sur lequel il comptait, ce mouvement pied-noir se rendit le 10 septembre. Mais, de nouveaux incidents très violents et attribués à un groupe de « Commandos » portugais soutenus par certains secteurs Blancs et Noirs, éclatèrent à nouveau le 21 octobre à Lourenço Marques. Le bilan cette fois-ci fut officiellement de 41 personnes mortes et 88 blessées dans les communautés blanches et noires⁴³. Par ailleurs, les nouvelles annonçaient aussi qui avait eu lieu à Quelimane une grande manifestation de soutien au mouvement « Moçambique Livre »⁴⁴. Cela n'allait évidemment pas améliorer les rapports entre les Zambéziens et le Frelimo à l'indépendance.

³⁹ « Graves incidentes em Lourenço Marques », *Diário de Lisboa* (Lisbonne), n° 18556, 7 septembre 1974. Sur les événements survenus après le 25 avril au Mozambique, voir A. RITA-FERREIRA, « Moçambique post-25 de Abril : causas do êxodo da população de origem europeia e asiática », in *Moçambique. Cultura et história de um país*, Lisbonne, Universidade de Coimbra, 1988, pp. 121-169.

⁴⁰ « Os partidos fantoches apoiam a rebelião », *Diário de Lisboa* (Lisbonne), n° 18557, 9 septembre 1974.

⁴¹ *Ibidem*, J. JARDIM, *Moçambique, terra queimada*, Lisbonne, Intervenção, 1976. p. 350. Rien ne permet de fonder la thèse d'un soutien de Uria Simango au « Moçambique Livre ».

⁴² « Uma centena de mortos em Lourenço Marques », *Diário de Lisboa* (Lisbonne), n° 18559, 11 septembre 1974.

⁴³ « Reaccionários provocam distúrbios. Agitadores serão severamente punidos », *Tempo* (Lourenço Marques), n° 213, , 27 octobre 1974. A. Rita-Ferreira parle de 42 morts et de 150 blessés in, « Moçambique post-25 de Abril... », *op. cit.*

⁴⁴ J.-M. DUFOUR, *Prague sur Tage. Chronique de la révolution portugaise 25 avril 1974- 25 avril 1975*, Paris, La Nouvelle aurore, 1975, p. 111.

Cette période était aussi fertile en rumeurs. De nouvelles alarmantes sur l'organisation de groupes armés hostiles à l'indépendance et au Frelimo se répandirent. Selon le gouvernement portugais, cette réaction qui se préparait au Malawi, avait le soutien du président de ce pays, Kamuzu Banda, grand ami de Jorge Jardim⁴⁵. Le 23 juillet, le gouvernement portugais rompit les relations diplomatiques avec le Malawi accusé entre autres, d'obstruer sa politique de décolonisation en soutenant Jorge Jardim, une personnalité pour laquelle, il y avait un mandat d'arrêt⁴⁶.

Selon le journal *Diário de Lisboa* de 10 août 1974, cette vaste opposition armée serait organisée par des anciens membres du Frelimo notamment Uria Simango, Mateus Gwenjere, Miguel Murupa, Joana Simeão, Alberto Magaia, etc., et par le citoyen portugais Jorge Jardim⁴⁷. Rien ne vint par la suite fonder ces rumeurs.

Le gouvernement de transition réussit à maîtriser la situation et dans ce climat tendu, le 25 juin 1975, l'indépendance du Mozambique fut proclamée par le Frelimo. Tous les autres mouvements ou partis politiques accusés d'être un produit colonial, furent abolis au profit du parti unique. Samora Machel, fut, sans élection, nommé par le Comité Central du Frelimo, président de la République.

B. Le Frelimo au pouvoir

Comment furent les premières années du Frelimo au pouvoir ? Quelles stratégies politico-économiques a-t-il mis en place ? Quelles étaient ses représentations de la société mozambicaine ? Qu'est-ce que signifiait l'indépendance pour la grande majorité de la

⁴⁵Jorge Jardim, était un important et un influent homme d'affaires portugais. Il était propriétaire des journaux *Notícias da Beira*, *Voz Africana* et *Economia de Moçambique* dans la ville de Beira et il avait des parts dans l'hebdomadaire *Tempo*, publié à Lourenço Marques. Très proche du défunt régime de Salazar (mais sans bonnes relations avec son successeur, M. Caetano) et grand ami de Kamuzu Banda, il avait été nommé consul du Malawi à Beira, le jour même de l'indépendance de ce pays. Il tomba en disgrâce avec la chute de l'« *Estado Novo* ». Jorge Jardim, ennemi juré du communisme défendait entre autres, une indépendance pour les colonies portugaises, en particulier le Mozambique, qui passait par la formation d'une communauté luso-brésilienne, où le Portugal jouerait le rôle principal et le portugais serait la langue officielle et où les intérêts économiques portugais auraient un traitement privilégié. Ces idées, selon Jardim avaient le soutien de Kenneth Kaunda et s'inscrivaient dans un « Programme de Lusaka » resté confidentiel et signé dès 1973, in J. JARDIM, *Moçambique terra...*, op. cit.

⁴⁶ « Portugal corta relações com o Malawi », *Diário de Lisboa* (Lisbonne), n° 18 518, 23 juillet 1974.

⁴⁷ « Desertores da Frelimo e mercenários de Jorge Jardim organisam a reacção », *Diário de Lisboa* (Lisbonne), n° 18 533, 10 août 1974.

population mozambicaine ? Les développements qui suivent tenteront de répondre à ces questions.

La vision « frelimiste » de la société mozambicaine

La représentation que le Frelimo avait de la société est liée à son expérience dans les « zones libérées ». Elle tient beaucoup également à l'origine socio-ethnique de ses dirigeants : petits bureaucrates sudistes modernes. Les « zones libérées » étaient des régions soustraites à l'État colonial et qui étaient entrées dans la mythologie historique du Front. L'analyse de « zones libérées » est importante pour comprendre la préfiguration du futur État indépendant d'une part, et « le sens de la référence au marxisme »⁴⁸, d'autre part. En effet, l'expérience des « zones libérées » fut utilisée par le Frelimo pour légitimer l'adoption du marxisme et des « villages communaux » (on y reviendra).

En opposition aux « zones libérées » classifiées zones libres des intrigues, de l'individualisme, de l'exploitation de l'homme par l'homme, zones caractérisées par l'existence de nouvelles institutions du pouvoir populaire et démocratique et de nouveaux rapports entre les hommes⁴⁹, le Frelimo se méfiait des régions qui n'avaient pas connu la guerre (« zones non-libérées »). C'est dire qu'il craignait les populations qui n'avaient jamais été dans son giron. Selon le Frelimo, il y avait un fossé entre les deux types de région, car tandis que dans les « zones libérées » on notait déjà l'épanouissement des masses et la libération de l'initiative créatrice, dans les « zones non libérées », les populations restaient toujours attachées au *modus vivendi* colonial. C'est précisément dans ces zones qu'il fallait procéder à une « décolonisation mentale » des populations⁵⁰. En plus, dans les « zones libérées », la guerre avait tissé des rapports très étroits entre les populations, elle avait sédimenté l'unité et l'amour de la patrie, à l'identité mozambicaine. Considérées comme source d'inspiration ou embryon de la nouvelle société que le Frelimo voulait bâtir, les « zones libérées » servirent de prototype à la nouvelle nation en construction . Le Frelimo allait se battre pour « libérer » toutes les régions du pays, qui n'avaient

⁴⁸ Pour reprendre l'expression de L. de BRITO, *Le Frelimo et la construction de l'État National au Mozambique- Le sens de la référence au marxisme (1962-1983)*, Thèse de doctorat "nouveau régime", Paris, Université de Paris VIII, 1991.

⁴⁹ « Rompamos definitivamente com a burguesia para consolidar o poder Popular. Documento do presidente Samora Machel no comício de 22 de junho em Maputo », *Tempo* (Maputo) n° 617, 8 août 1982.

⁵⁰ « Mozambique, "c'est le peuple qui doit s'emparer de tout" », *AfriqueAsie* (Paris), *Spécial Mozambique*, 109, Société d'éd. Afrique Asie Amérique Latine, 17-30 mai 1976.

pas connu la guerre, car elles étaient encore « prisonnières » des défauts de la vieille et défunte société « féodale et capitaliste ».

Samora Machel, lors de sa visite en août 1976 à la Base Intchinga, en « zone libérée » du district de Cabo Delgado, exprima en quelques mots ce que représentaient les « zones libérées » pour le Frelimo :

« J'aurais aimé que la guerre durât au moins 15 ans. Au moins 15 ans. Elle aurait transformé toutes ces mentalités. C'eût été vingt ans, cela aurait été encore mieux. Tout notre pays serait ce qu'il est cet endroit. Si la guerre avait duré vingt ans, nous n'aurions aucun problème : nous regarderions les choses de la même façon, nous les analyserions de la même façon, nous aurions gagné une pensée unique. Nous n'aurions pas de divergences, nous aurions gagné une expérience identique, une vision identique, une capacité identique d'analyser. Vous voyez ces populations ici dans les zones libérées ? Gens sains, pas d'hypocrisie, pas de trahison. »⁵¹

Cette idée de Samora Machel de voir la guerre comme un moyen de parvenir au fantasme de l'uniformité, de l'unicité, était en quelque sorte, le prolongement de celle de Eduardo Mondlane, le premier président du Frelimo. En 1969, soit cinq ans après le début de la lutte anti-coloniale, Mondlane déclarait que si la guerre durait plus longtemps encore, elle allait faciliter la tâche du Frelimo pour combattre le tribalisme, la superstition, l'élitisme, le « divisionnisme », bref tous les maux sociaux. Cette lutte était déjà en cours dans les « zones libérées » :

« ...nos problèmes ne vont pas disparaître avec l'indépendance. Cependant, si la guerre dure encore longtemps, [les problèmes] seront moins graves. L'indépendance en soi, ne change pas les attitudes d'un peuple d'un jour à l'autre [...]. Si demain le Portugal se décidait à donner l'indépendance au Mozambique, ce travail [combat à la superstition, au tribalisme, à l'élitisme, au "divisionnisme", etc.], devrait être mené dans tout le reste du pays. Mais si les Portugais restent encore cinq, dix ans ou plus, alors, ce travail aura déjà beaucoup progressé. »⁵²

En 1977, faisant un bilan du mouvement de grèves qui avait secoué le pays immédiatement après le 25 avril 1974, et critiquant l'augmentation des salaires faite par le gouvernement de transition, le Frelimo affirma que ces actions provoquées par des agitateurs dont le but était de créer un chaos économique et social afin de prendre le pouvoir, s'étaient fait plus sentir dans les zones qui n'avaient pas connu la guerre de libération :

« Et c'est le panorama général provisoire, dans les régions du pays qui sont restées éloignées du processus de la lutte de libération. C'est précisément dans ces régions que le mode de

⁵¹ « Presidente Samora Machel em Cabo Delgado: Gostaria que a guerra tivesse durado pelo menos quinze anos », *Tempo* (Lourenço Marques), n° 307, 22 août 1976.

⁵² E. MONDLANE, *Lutar por...*, op. cit., p. 248-249.

production capitaliste a avancé le plus, concrètement dans les régions urbaines industrielles et dans les grandes plantations. »⁵³

En effet, la crainte du Frelimo par rapport à ces régions se justifiait par le fait que c'était là où la classe ouvrière était la plus nombreuse et socialement (sinon politiquement) capable de contester le modèle « frelimiste ». Le Frelimo se méfiait aussi des villes par opposition à la campagne, considérées comme lieu des vices, des réactionnaires, des calomnies, des rumeurs, bref, de tous les maux⁵⁴. C'est sur cette base idéologique que furent aussi édifiées les « villages communaux » dans les zones rurales : il fallait créer des villes rurales.

À la fin de la guerre, les « zones libérées » ne représentaient qu'une part modeste du territoire mozambicain, estimée à 15 % du territoire global (quelques régions rurales des provinces de Niassa, Tete et Cabo Delgado) et dont la densité démographique était faible: moins de 10 % de la population. De plus, ces fameuses « zones libérées » ne comprenaient aucun centre urbain. Le paradoxe est qu'à l'indépendance, l'autoproclamation du Frelimo comme parti unique (avec l'appui des nouvelles autorités portugaises), signifiait l'expansion brutale de ce pouvoir politique sur 85 % du territoire qui ne l'avait jamais connu. Elle signifiait aussi l'application de l'expérience – de surcroît mythifié – de l'administration de ces « zones libérées » à l'échelle nationale⁵⁵.

Le Frelimo et le marxisme

Deux ans après son ascension au pouvoir en juin 1975, le Frelimo adopta le « marxisme-léninisme » comme idéologie officielle, lors de son troisième congrès (1977).

Il adopta également un « projet socialiste » qui se traduisait par la mise en place d'une stratégie de développement basée sur un système de planification centralisée, dont l'acteur principal était l'État. Le « marxisme-léninisme » était selon le Frelimo, le résultat ou la synthèse de son expérience pratique pendant la lutte anti-coloniale, il ne résultait pas principalement de la lecture des livres de Marx, Engels ou Lénine. Le « marxisme-léninisme », n'était donc pas un produit d'importation, et le socialisme pourrait être une solution efficace pour vaincre le sous-développement :

⁵³ FRELIMO, *Programa de 1977*, Maputo, 1977, p. 7.

⁵⁴ S. MACHEL, « Onde estão os donos dos prédios ? », *Seara Nova* n° 1564, Lisbonne, février 1976.

⁵⁵ Pour plus de détails voir M. CAHEN, « Mozambique, histoire... », *op. cit.*, et « Lutte armée d'émancipation anticoloniale ou mouvement de libération nationale ? Processus historique et discours politique. Les cas des colonies portugaises et du Mozambique en particulier », *Revue Historique* 315 (637), janvier 2006, pp. 113-138.

« Le marxisme-léninisme n'est pas une option livresque. Il vit aujourd'hui au sein de masses travailleuses mozambicaines, parce qu'il a été développé par les militants du Frelimo dans le processus de la lutte contre l'exploitation, contre le colonialisme et contre l'impérialisme, parce que, par la synthèse de nos expériences de lutte, nous avons su forger les principes idéologique révolutionnaires qui nous guident [...] Le socialisme est seul à même de résoudre tous les problèmes de la famine, de l'ignorance, de la nudité et de la misère des populations. »⁵⁶

Pour bâtir cette société « socialiste », il fallait doter la population d'une nouvelle mentalité, une mentalité libre de l'« obscurantisme ». Cela requérait « *l'elevação da consciência política das massas* » (l'élévation de la conscience politique des masses) très arriérée, selon le Frelimo. Elle était également pleine de vices et de séquelles du colonialisme et de la société « féodale » telles que, la religion, l'individualisme, l'élitisme, la sorcellerie, l'alcoolisme, la polygamie, la prostitution, les rites d'initiation, les mariages prématurés, la consommation de boissons traditionnelles, etc. Il fallait également éliminer tous les éléments qui avaient « collaboré » avec le colonialisme tels que la « bourgeoisie » constituée essentiellement par les bureaucrates ; les chefs traditionnels, les anciens agents de la PIDE/DGS ou ses collaborateurs, les anciens travailleurs ou collaborateurs des services de l'Action Psychologique, les anciens membres de l'ANP (l'ancien parti unique portugais), etc. Ceux-ci furent humiliés et empêchés d'être élus ou de voter, d'être membres du parti, alors que celui-ci se disait « parti de tout le peuple ». Pour ce Parti, la destruction de ces « structures » du passé n'était pas une tâche secondaire, ni un luxe idéologique, elle était la condition pour le triomphe de la révolution⁵⁷. Il fallait transformer la « population » pour qu'elle devienne le « peuple ».

Pour cela, les dirigeants du Frelimo réalisèrent dès le début des sessions obligatoires avec la population dans le but de diffuser la ligne idéologique du Parti et d'« élever sa conscience politique ». Il était par exemple normal de mettre en œuvre tous les week-ends des « *reuniões de esclarecimento* » (séances d'éclaircissement) auxquelles la participation du peuple était obligatoire, sous peine d'être considéré « ennemi de la révolution ».

Pour bien mener sa politique, le Frelimo mit en place de nouvelles « structures »⁵⁸ partisans. Les premières de ces structures furent les GD (Groupes Dynamiseurs) créés à partir de septembre 1974. Les Groupes Dynamiseurs étaient présents dans l'administration, dans les

⁵⁶ FRELIMO, *Seminário Nacional sobre a estruturação do Partido*, "Síntese das discussões dos Grupos", Maputo, février 1978, p.2.

⁵⁷ « Um ano de Independência », *Notícias* (Maputo), 25 juin 1976 (édition spéciale).

⁵⁸ Dans le vocabulaire courant, le mot « structure » signifie les instances partisans de l'État et par extension, les personnes qui en font partie : « le structure est venu nous rendre visite », signifie que le camarade de la direction du parti est arrivé.

entreprises, dans les quartiers, dans les villages communaux, bref dans tous les secteurs de la société. La tâche principale de ces nouvelles structures était de politiser, de mobiliser et d'organiser les masses, ou plus simplement de leur montrer la ligne « correcte » du Frelimo. Fondées sur la confusion entre structures municipales et structures du parti, très vite ces organismes devinrent une arme d'oppression, commettant les plus horribles déviations et haïs par la population, comme le montre ce témoignage :

« Il était préférable de retourner à la politique du *regulo*, parce qu'avec le Frelimo il a y eu cette politique de battre les gens. Moi-même, j'ai été tabassé, attaché, accusé de voler des pagnes. C'est précisément le GD, qui s'était mal comporté avec la population. Le Frelimo est entré d'une façon très dure, il était préférable de retourner au temps du *regulo*, parce que le GD utilisait la dictature, il ne voulait rien savoir du peuple, le GD pensait que c'était lui-même qui avait fondé le Frelimo. »⁵⁹

Une police politique, le Service National de Sécurité Populaire (Snasp) fut créée en octobre 1975⁶⁰. Le Snasp avait comme tâche de détecter, de neutraliser et de combattre toutes formes de subversion, de sabotage et d'action dirigées contre le « pouvoir populaire » et ses « représentants », contre l'économie nationale et contre les objectifs de la République populaire du Mozambique⁶¹.

Et pour réhabiliter ou châtier les « ennemis de la révolution », furent créés les camps de « rééducation ». Les premiers camps de « rééducation » furent créés à la fin de 1974, dans les *colonatos* (colonats) abandonnés hors de la capitale. Pour le Frelimo, la rééducation était différente de la punition, elle s'inscrivait dans la lutte pour la création de l'« Homme nouveau » et d'une société nouvelle et pure. Armando Guebuza, le ministre de l'Intérieur de l'époque expliquait le sens de la rééducation pour le Frelimo de la façon suivante:

« Ce qu'on prétend avec la rééducation, c'est d'enlever les valeurs négatives qui pullulent dans la mentalité de la personne et de les transformer en valeurs positives utiles à notre peuple, c'est-à-dire, donner à l'homme les possibilités et les tâches qui l'aideront à contribuer à la création et à l'édification d'une nouvelle société. »⁶²

Du 26 au 30 novembre 1975, le Frelimo réalisa à Macomia, ancien district de Cabo Delgado, la première conférence nationale du département d'information et de propagande (DIP) dont le

⁵⁹ Entretien avec Sadiane, Maputo, 16 novembre 2005.

⁶⁰ Decreto n° 21/75, in *Boletim da República*, n° 46, Maputo, 11 octobre 1975.

⁶¹ « Le Frelimo renforce le "pouvoir populaire" », *Marchés Tropicaux et Méditerranéens* (Paris), n°1566, 14 novembre 1975.

⁶² « Combater o Crime é combater o capitalismo -salientado na sessão de abertura do Seminário Nacional de Reeducação », *Notícias* (Maputo), n° 17 024, 21 novembre 1976.

but était de trouver les meilleurs moyens de propager la ligne politique du Frelimo et de faire connaître ses activités. La Radio Mozambique, créée après la nationalisation du Radio Clube du Mozambique, de la Radio Pax et de l'émetteur de l'Aéro-club de Beira et qui avait l'exclusivité de la production et de la diffusion radiophonique sur tout le territoire, fut obligée d'inclure dans ses programmes musicaux, de la musique à caractère « révolutionnaire »⁶³. Le programme du parti « *Voz da Frelimo* » (Voix du Frelimo), créé pendant la lutte anticoloniale, fut remis en route et intégré dans les programmes de la Radio Mozambique et furent aussi créés les « *Jornais do Povo* » (journaux du peuple)⁶⁴. Dans les « villages communaux », fut prévue la création de centres d'écoute collective⁶⁵. Le Frelimo mit aussi la main sur la presse écrite et les journaux *Notícias*, *Diário de Moçambique* et l'hebdomadaire *Tempo*, qui passèrent sous le contrôle de l'État.

Dans les entreprises, usines et autres secteurs d'activité furent créés le 13 octobre 1976, les Conseils de Production (qui donnèrent plus tard naissance à l'Organisation des Travailleurs Mozambicains, en octobre 1983), pour lutter contre la bourgeoisie et contribuer à « détruire les vieux rapports de production capitaliste et établir de nouveaux rapports sociaux de production »⁶⁶. Ils devaient aussi organiser la production, qui était désorganisée et était en chute, instaurer la discipline et défendre les travailleurs. Ils devaient surveiller les actes de sabotage de l'économie pratiqués par la bourgeoisie. Les Conseils de production représentaient selon le Frelimo la prise du contrôle du secteur industriel par la classe ouvrière. C'était l'aboutissement de l'alliance « ouvriers-paysans »⁶⁷.

Pour renforcer les autres « structures » déjà existantes, furent formés en juin 1978, les GVP (Groupes de Vigilance Populaire), dont le but était selon le Frelimo, de contrecarrer l'action chaque fois plus importante des « ennemis de la révolution »⁶⁸. Ces groupes étaient constitués par des individus voués à la cause de la « révolution populaire ». À l'instar des Groupes Dynamiseurs, les Groupes de Vigilance devaient s'implanter dans les usines, entreprises, institutions publiques, quartiers résidentiels, etc. Très vite, ces « structure »s furent accusées de

⁶³ *Marchés Tropicaux et Méditerranéens* n° 1570, 12 décembre 1975. Sur la nationalisation de la radio voir *Marchés Tropicaux et Méditerranéens* n° 1562, 17 octobre 1975.

⁶⁴ *Ibidem*.

⁶⁵ *Ibidem*.

⁶⁶ « *Conselhos de Produção. Primeiro ano de actividade (1)* », *Tempo* (Maputo), n° 376, 16 octobre 1976.

⁶⁷ Sur ces questions voir M. CAHEN, État et pouvoir populaire au Mozambique, *Politique Africaine* (Paris, Karthala), 19, 1985, pp. 36-60.

⁶⁸ « *A partir da proxima semana, Grupos de Vigilância do Rovuma ao Maputo* », *Notícias* (Maputo), n° 17590, 10 juin 1978.

manque d'articulation avec les autres « structures » et du manque de planification de leur travail⁶⁹. De même, les Groupes de Vigilance Populaire, à l'instar des GD, devinrent la terreur des populations, commettant toutes sortes d'abus.

Pour compléter son implantation, le Frelimo réalisa en 1977, les premières élections locales, provinciales et nationales, dont le but était de créer les Assemblées du Peuple. Ces dernières étaient considérées comme l'« expression suprême du pouvoir populaire ». Ces élections débutèrent le 25 Septembre 1977 dans tout le pays. Tous les individus qui avaient « collaboré » avec les autorités portugaises virent leur participation interdite (autorités traditionnelles, agents des Services de l'Action Psychosociale, anciens militaires dans les rangs portugais, etc.). Les candidats de la liste du Frelimo étaient présentés au peuple, mais finalement choisis par celui-ci. À la fin de ces élections 27 040 députés nationaux, provinciaux et locaux avaient été élus dans tout le pays⁷⁰.

À l'instar de toutes les autres « structures » créées, les Assemblées du peuple, n'arrivèrent pas vraiment à exercer leur rôle. Rapidement, les députés furent accusés de ne pas participer aux réunions, de ne pas lire les dossiers du parti, de ne pas planifier leur travail, ou même de ne pas avoir compris ou de ne pas se rappeler, qu'ils avaient été élus députés, etc.

Le sens de l'indépendance pour la population

Pour la plupart des personnes, l'indépendance signifiait l'aisance, moins de travail ou aller au travail seulement lorsqu'ils en avaient envie sans la contrainte coloniale, se reposer, ne plus payer l'impôt, puisque l'impôt était réclamé par les Portugais, etc. Mais les gens qui pensaient de cette façon furent vite déçus et les conflits entre patrons et travailleurs se multiplièrent.

Cela obligea le gouvernement à intervenir plus d'une fois pour remettre de l'ordre, comme par exemple, le ministre du travail Mariano Matsinha en 1975 :

« Il y en a qui disent : maintenant je suis indépendant ; si je veux aller travailler, j'y vais, si je ne veux, je n'y vais pas, parce que je suis libre. D'autres arrivent à 8 heures ou à 9 heures chez leurs employeurs en disant que le colonialisme est terminé. Mais l'indépendance ne consiste pas à

⁶⁹ « Desencadeada fase de consolidação dos grupos de vigilância popular, *Notícias* (Maputo), n° 17 88424 mars 1979.

⁷⁰ M. CAHEN, *Mozambique. La révolution implosée*, Paris, Karthala, p. 76.

faire ce que nous voulons individuellement ; elle consiste à faire ce que nous voulons de façon collective et organisée. »⁷¹

Ce malentendu venait en fait de la manière dont était compris le slogan du Frelimo : le pouvoir au Mozambique était « populaire », c'est-à-dire, qu'il appartenait au peuple, que l'indépendance signifiait la « fin de l'exploitation de l'homme par l'homme ». Ces slogans tirés d'une abstraction politique, furent très souvent pris au pied de la lettre.

À la Facoza (Fábrica de Cobertores da Zambézia), une usine de fabrication de couvertures à Quelimane, le niveau de productivité de l'entreprise baissa beaucoup car les ouvriers refusaient de travailler, sous prétexte, que « le patron ne voulait pas leur prêter sa propre voiture pour transporter les matériaux de construction de leur maisons » car disaient-ils c'était une manière de « perpétuer l'exploitation »⁷²!

Dans les plantations de thé à Gurué, les employés travaillaient seulement trois heures par jour, puisque disaient-ils avec « l'indépendance, l'exploitation était finie ». Ils n'avaient pas complètement tort car, l'« indépendance avait volé leurs salaires » et avait empiré leurs conditions de travail. C'est ce qui amena Sérgio Vieira, un haut cadre du Frelimo à se rendre sur place pour discuter avec les travailleurs⁷³. Dans la cellule⁷⁴ de Namuguma, district de la Maganja da Costa, la population refusa de travailler dans les champs, surtout dans la production de coton sous prétexte qu'elle était indépendante et que l'« indépendance signifiait repos »⁷⁵. Mais le « repos » dont parlait la population ici signifiait abandonner une culture coloniale très haïe. Rappelons que le coton était pendant l'*Estado Novo*, une culture forcée. Ainsi, l'indépendance pour la population signifiait arrêter cela, attitude parfaitement respectable et compréhensible. C'est cela que le Frelimo n'avait pas compris, accusant la population de paresse.

⁷¹ « Une mise au point du ministre du Travail », *Marchés Tropicaux et Méditerranéens* (Paris), n° 1570, 12 décembre 1975.

⁷² « FACOZA », *Notícias* (Maputo), n° 16900, 15 octobre 1976.

⁷³ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DO GURUÉ, *Relatório mensal referente aos meses de julho e Agosto*, Gurué, 3 septembre 1976, in AGZ.

⁷⁴ Niveau de localité correspondant au hameau, et dont la dénomination se confond sciemment avec celle du Parti.

⁷⁵ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DA MAGANJA DA COSTA, *Relatório das actividades politcias, economicas e sociais desenvolvidas durante o mês de Março do corrente ano*, Maganja da Costa, 5 avril 1979, in AGZ.

Ces exemples se multiplièrent dans la plupart de régions du pays et furent une des raisons de la nationalisation de certaines entreprises par l'État sous prétexte que les patrons étaient en train d'exploiter les travailleurs sabotant de ce fait, les conquêtes « révolutionnaires ».

La guerre contre la religion

« C'est pour quoi la religion? Pour nous tromper. C'est pour quoi les églises? Pour nous diviser. Moi, j'étais de l'église de Rome, celui-là était de l'église de la Mecque, l'autre était de l'église anglaise ou américaine. D'autres avaient leur siège en Rhodésie, en Afrique du Sud, en République Fédérale d'Allemagne. Et ce sont ces églises qui nous divisaient. Notre foi allait à Rome, à la Mecque ou à l'Angleterre, elle ne restait pas au Mozambique pour lutter contre le colonialisme. »⁷⁶

Dès son fameux voyage « triomphal » réalisé les premiers mois de 1975, Samora Machel commença à s'attaquer à la religion (surtout à l'Église catholique et à l'islam), alors considéré, comme un élément de division et de conflit.

Une des premières grandes mesures prises par l'État après l'indépendance visait indirectement les religieux. Ce fut la nationalisation en août 1975 des établissements scolaires appartenant aux institutions religieuses et aux entités privées. Il fut interdit à ces institutions d'enseigner, car leur enseignement était considéré comme étranger au programme officiel. Selon le Frelimo, la conception métaphysique des religieux entrainait en opposition avec sa conception matérialiste du monde, pour cela, ils ne pouvaient pas enseigner, sous risque de détourner la population de la « ligne correcte » du parti. Tout église proche d'une école (cas général dans les missions) devait fermer.

Les comptes bancaires de missionnaires furent gelés sous prétexte qu'ils étaient en train d'escroquer le peuple. Les chapelles, les églises, et autres institutions religieuses furent fermées et la construction de nouveaux édifices religieux fut interdite. L'enseignement du Coran et de la langue arabe fut banni⁷⁷. Dans certains endroits, les musulmans furent obligés de manger de la viande de porc et il leur fut interdit de porter la chéchia (cofió).

Un prêtre ou un autre chef religieux pour se déplacer d'un district à l'autre ou d'une localité à l'autre, devait demander une autorisation aux « structures » locales du parti. Il y avait un contrôle étroit des activités religieuses. De même furent dissoutes ou interdites les associations

⁷⁶ « A campanha de estruturação foi uma grande vitória popular- Presidente Samora Machel num comício em Maputo », *Notícias* (Maputo), n° 17 752, 12 novembre 1978.

⁷⁷ GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, *Síntese do Relatório de Pebane*, Quelimane, 22 février 1980, in AGZ.

religieuses considérées divisionnistes et discriminatoires, et donc, menaçant l'unité nationale. À leur place furent créées les Organisations Démocratiques de Masses (ODM), tels que l'OJM (Organisation de la jeunesse Mozambicaine), l'OMM (Organisation de la Femme Mozambicaine), etc. Il fut interdit de réaliser des réunions interconfessionnelles ou de créer de nouvelles églises. Les églises créées après l'indépendance étaient considérées illégales et non reconnues par l'État, qui devait trouver les moyens de les éliminer⁷⁸.

L'hostilité ouverte envers la religion mena à l'abandon ou à l'expulsion de centaines de missionnaires pendant les deux premières années, comme en témoigna la lettre épiscopale de 1976 :

« Entre 1975 et 1976, plus de 600 missionnaires ont quitté le pays. Certains, peut-être le plus grand nombre, sont partis à cause des difficultés d'adaptation à la nouvelle situation ou traumatisés par des événements qui ont accompagné la Révolution ; d'autres à cause de la maladie ou de l'âge, ou encore expulsés par le gouvernement ou empêchés de revenir. »⁷⁹

Pour le Frelimo, la religion était un obstacle à l'essor de la nouvelle société « socialiste » en construction. Il souhaita même sa suppression :

« L'État socialiste n'a pas besoin de la religion. Ç'eût été mieux si les prêtres, les évêques, les sacerdoxes et les autres missionnaires construisaient des routes, des ponts, des usines, des édifices et même cultivaient ! Tout ce personnel religieux est très bien formé et a suivi des nombreuses années de formation. Ce serait plus profitable pour le peuple, mais la réalité est autre, nous ne devons pas accepter cela. Les guérisseurs continuent, les églises, les associations religieuses tout cela continue. Nous devons dépasser ces phénomènes. »⁸⁰

La guerre contre la religion continua jusqu'à 1982, lorsque Samora Machel réuni avec les églises, atténua la politique antireligieuse. La guerre civile a accéléré ce tournant.

Les « villages communaux »

Le « projet socialiste » se traduisait aussi par la mise en place d'une politique de « socialisation et de modernisation de la campagne » (villages communaux, champs collectifs, coopératives). Conforme au « marxisme-léninisme », cette politique résultait, selon le Frelimo, de l'expérience de la lutte anticoloniale, dans les « zones libérées ». L'objectif officiel était d'« organiser le

⁷⁸ MINISTÉRIO DO INTERIOR, Serviço provincial da Zambézia, *Ponto de análise sobre a palestra a religião*, Quelimane, 5 juillet 1980, in AGZ.

⁷⁹ CONFERÊNCIA ESPICOPAL DE MOÇAMBIQUE, *Carta Pastoral do episcopado de Moçambique, Viver a fé no Moçambique de hoje*, Maputo, 1976.

⁸⁰ MINISTÉRIO DO INTERIOR, *I seminário nacional sobre questões das actividades associativas e religiosas*, Maputo, 4 juillet 1980.

peuple », vivant isolé et éparpillé, afin de créer « l'homem novo » parlant portugais, non superstitieux, non religieux, non alcoolique, non polygame, habitant dans un village communal, bref un homme « moderne », affranchi de tous les vestiges de la « société féodale ». En ce sens, les « villages communaux », étaient donc vus comme les « embryons » des futures villes mozambicaines. Dans les *aldeias comunais* (villages communaux), les paysans devaient, sous l'orientation des Groupes Dynamiseurs et des délégués des Assemblées du Peuple, produire collectivement dans les machambas colectivas (champs collectifs) et dans les cooperativas (coopératives). Ils devaient également résoudre collectivement leurs problèmes quotidiens.

Cette stratégie de « modernisation autoritaire » du Frelimo a provoqué des réactions anti-étatiques et de méfiance de la paysannerie à l'égard de l'État. L'obligation de vivre dans des villages communaux, sans prendre en compte les traditions et rapports sociaux locaux et sans avoir d'infrastructures capables de satisfaire les besoins sociaux, étaient très souvent un motif de discorde entre les populations rurales et le Frelimo.

Même au sein du Frelimo, le processus de villagisation tel qu'il fut mis en pratique ne faisait pas consensus. Ainsi le 18 août 1978, le ministre de l'Agriculture, Joaquim Ribeiro de Carvalho, responsable de la mise en œuvre de cette politique, fut limogé et accusé de bloquer le processus d'édification de « villages communaux », donnant la primauté à la technique, au détriment de l'initiative et de la contribution populaire⁸¹. Il fut également expulsé du Comité Central du Frelimo et accusé de mœurs petits-bourgeoises.

En 1980, il y avait plus de mille « villages communaux » dans tout le pays, dans lesquels habitaient 1,3 millions des paysans, l'équivalent de presque 15 % de toute la population rurale. Cabo Delgado était la province ayant le plus grand nombre de villages communaux⁸², mais cela venait principalement des parties qui étaient d'anciennes zones de guérilla dans lesquels les Portugais avaient obligé les paysans à se regrouper en « aldeamentos » afin d'empêcher tout le contact avec les mouvements indépendantistes. Et le Frelimo leur avait donné l'ordre d'y rester. Mais en Zambézie, il n'y avait pratiquement eu ni d'*aldeamentos* ni de « villages communaux ». Il faudra donc y revenir.

⁸¹ « Presidente da Republica demite Ministro da Agricultura. Comunicado da Presidência da Republica », *Notícias* (Maputo), n° 17659, 19 août 1978.

⁸² CENTRO DE ESTUDOS AFRICANOS, *Relatório de Investigação. A constituição e o desenvolvimento de Aldeias Comunais na base de cooperativas agrícolas no Distrito de Mocuba, província da Zambézie*, CEA/UEM, Universidade Karl Marx, Maputo, Leipzig, 1981, p. 18.

Le Frelimo dans le système international

S'agissant de la politique extérieure, le Frelimo se tourna essentiellement vers les pays du bloc socialiste, les pays scandinaves, la Hollande, la Suisse, etc. Divers accords de coopération furent conclus avec ces pays. Pour combler le manque de cadres ces pays envoyèrent de centaines de techniciens au pays.

Dès le début, le Frelimo afficha son soutien total et inconditionnel aux mouvements anticolonialistes notamment les mouvements zimbabwéens ZANU-FP de Robert Mugabe et ZAPU de Joshua Nkomo en Rhodésie et l'ANC (Congrès National Africain) en Afrique du Sud. Tous ces mouvements reçurent des facilités pour utiliser le territoire mozambicain comme base arrière. De même une « Banque de Solidarité » pour aider ces « peuples opprimés » fut créée en 1976⁸³. Chaque travailleur mozambicain fut obligé de donner un jour de son salaire à cette banque. L'autre but de cette banque était d'aider à la reconstruction des « villages communaux » en cas de catastrophes naturelles⁸⁴.

À cette politique d'hostilité envers ces deux régimes, la Rhodésie répondit dès le début de l'année 1976, avec des attaques en territoire mozambicain, à la recherche des militants de la ZANU-FP et de la ZAPU. Des infrastructures socio-économiques (ponts, voies ferrées, etc.) furent détruites et des centaines de personnes furent tuées. Les provinces de Tete, Gaza et Manica comptèrent parmi les plus visées par le régime rhodésien. En mars 1976, le gouvernement mozambicain, adoptant la résolution des Nations Unies contre la Rhodésie de Ian Smith, annonça la fermeture de frontières avec ce pays⁸⁵ et se déclara en « état de guerre » — sans pour autant déclarer la guerre. La fermeture des frontières eut de graves répercussions sur l'économie nationale. Cette décision (sans aucune doute, courageuse) entraîna un préjudice d'environ 500 millions de dollars entre 1977 et 1979⁸⁶.

À partir de cette même année, la Rhodésie commença à diffuser à partir de l'émetteur « *Voz da Africa Livre* » des programmes extrêmement hostiles au régime de Samora Machel. Ces programmes émis en langue portugaise et dans quelques langues mozambicaines commencèrent à perturber l'ordre, créant une agitation au sein des populations, comme le montre par

⁸³ « Discurso do presidente Samora no dia dos Heróis moçambicanos », *Notícias* (Maputo), n° 16 741, 5 février 1976.

⁸⁴ *Ibidem*.

⁸⁵ *Boletim da República*, n° 25, 1° Suplemento, Maputo, 3 mars 1976.

⁸⁶ « Garantir execução do prioritário, Relatório do Governo sobre a situação no país », *Tempo* (Maputo), n° 826, 10 août 1986.

exemple, l'administration du district zambézien de Mopeia en 1976, qui sollicitait l'intervention du gouvernement :

« ...les nouvelles diffusées quotidiennement par l'émetteur d'"Afrique Libre" démobilisent les populations moins conscientes, aident les confusionnistes à répandre des rumeurs avec le but de discréditer les actions du gouvernement et du parti. Nous sommes en train de procéder à un combat intense pour l'explication aux masses populaires, des diverses formes d'attaque que nous porte notre ennemi direct. En face de cette situation, nous suggérons le brouillage de cette fréquence pour en empêcher l'écoute, afin d'éviter ainsi la démoralisation des gens les moins éclairés. »⁸⁷

Pis encore, la Rhodésie soutint aussi la création du MNR (Mozambican National Resistance), dont l'acronyme mozambicain fut ensuite Renamo (Résistance Nationale du Mozambique)⁸⁸, un mouvement militaire hostile au régime « marxiste » du Frelimo, qui allait mener une guerre sans merci contre celui-ci.

Jusqu'en 1976, l'Afrique du Sud mena une politique de coexistence pacifique avec le régime de Maputo. Puis elle répondit par une réduction drastique du nombre de travailleurs mozambicains dans les mines sud-africaines. Entre 1975 et 1982, il passèrent de 118 030 à seulement 45 491 travailleurs, c'est-à-dire, une diminution de 61,5 % sur la période, représentant une perte d'environ 568 millions de dollars américains⁸⁹. Le transit de marchandises par les ports mozambicains fut aussi réduit, avec un préjudice de 248 millions de dollars⁹⁰. Elle répondit aussi par des attaques sur le territoire mozambicain à la recherche de présumés éléments de militants de l'ANC, et en soutenant plus tard la Renamo.

Guerre, crise socio-économique : un régime écartelé

Une des premières grandes mesures prises par le Frelimo après l'indépendance, fut la nationalisation du secteur de l'éducation⁹¹. Cette mesure phare de la politique de l'éducation des masses, cachait d'autres ambitions, car avec la nationalisation de l'éducation, le Frelimo, contrôlait seul un des instruments les plus sûrs de la diffusion de la propagande. En 1976, ce fut la nationalisation des immeubles locatifs dont le but officiel était d'accorder l'habitation à

⁸⁷ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE MOPEIA, *Relatório dos meses de julho e Agosto de 1976*, Mopeia, 31 août 1976, in AGZ.

⁸⁸ Sur la Renamo voir Ch. Geffray, *La cause des armes au Mozambique. Anthropologie d'une guerre civile*, Paris, Karthala, 1990 ; M. CAHEN, *Mozambique. La révolution...*, op. cit.

⁸⁹ COMISSÃO NACIONAL DE PLANO, *Informação económica*, Maputo, janvier 1984, p. 35.

⁹⁰ *Ibidem*, pp. 33-34.

⁹¹ Decreto 12/75, *Boletim da República*, n° 32, Maputo, 6 septembre 1975.

tous les Mozambicains⁹². Désormais, seul l'État pouvait louer les immeubles. Mais en réalité, c'était pour empêcher que les immeubles abandonnés par les Portugais lors de leur départ précipité ne tombent dans les mains de la petite-bourgeoisie indienne, car l'élite bureaucratique de la direction du Frelimo n'avait pas à cette date, les moyens de se les approprier. C'est donc dans ce contexte qu'il faut comprendre cette soi-disant mesure populaire du Frelimo. L'autre grande mesure faisait référence à la nationalisation de la médecine, qui à l'instar de l'éducation devint gratuite à partir de novembre 1977. Le but officiel de cette loi était de « placer la médecine au service du peuple en en élargissant les bienfaits aux masses et en empêchant que la maladie ne soit une source d'enrichissement »⁹³. Comme on peut le constater, les nationalisations politiquement décidées touchaient au départ les écoles, les hôpitaux, les logements, les journaux, etc., mais non les entreprises (sauf la raffinerie de pétrole). Le Frelimo fut obligé de les nationaliser à cause du départ de patrons, mais au début ce n'était pas son objectif majeur. Il faisait ainsi plus de nationalisations de « contrôle » que de « socialisation ».

Dès les premières années de l'indépendance, le Frelimo dut faire face aux difficultés socio-économiques résultantes de la fuite de colons (techniciens, commerçants, etc.) et de sa politique d'hostilité envers les régimes minoritaires de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie. En 1976, le pays se vit confronté à une pénurie en biens de première nécessité, considérée par le Frelimo comme une action de l'impérialisme pour le détruire.

Cette crise s'expliquait aussi par la politique d'hostilité et de marginalisation des cadres issus de la période coloniale, considérés, comme une bourgeoisie locale. Pour le Frelimo, malgré le manque de cadres auquel il était confronté, il était préférable d'avoir un État moins efficace et moins efficient, à la condition de ne jamais se laisser dominer par ladite bourgeoisie afin d'éviter des mauvaises surprises, comme l'expliqua Samora Machel :

« Il y a des manœuvres de la bourgeoisie locale qui ont déjà échoué. Ainsi certains avaient pensé qu'après la prise du pouvoir, au bout d'un certain temps, le Frelimo aurait eu grand besoin de cadres qualifiés et ce serait parmi ces "évolués" qu'on aurait été obligé de les chercher. Ils pensaient de cette manière s'emparer de l'appareil de l'État et bloquer ou détourner nos projets. Mais nous n'avons pas ce besoin absolu de techniciens et de cadres administratifs dont la bourgeoisie dispose plus que le Frelimo. Nous n'avons pas peur de rendre, dans une première phase, l'appareil de l'État moins efficace, à condition qu'il garde son inspiration et son caractère populaire. C'est toujours mieux que d'avoir un État théoriquement efficace mais entièrement aux mains de la petite-bourgeoisie car nous serions alors totalement dépendants de notre

⁹² Decreto 5/76, *Boletim da República*, n° 14, Maputo, 5 février 1976.

⁹³ « Decreto- lei sobre estabelecimento da socialização da medicina », *Notícias* (Maputo), n° 17 331, 25 septembre 1977.

ennemi de classe. Combien de pays africains ont connu ce phénomène et sont ainsi tombés aux mains des classes privilégiées !... »⁹⁴

Pour le Frelimo, cette situation était le résultat de l'action des ennemis internes et externes. Au niveau interne, les commerçants importateurs (surtout Indiens) avaient délibérément arrêté d'importer les produits, tandis que les autres commerçants faisaient de la spéculation. Au niveau externe, c'était le résultat de l'action de l'impérialisme qui sabotait les fournitures au pays⁹⁵. La crise socio-économique avait aussi pour le Frelimo, comme origine, les actes de terrorisme, les destructions et les sabotages de l'ennemi. Il était aussi le résultat de la sécheresse au centre et sud du pays et de la hausse du prix du pétrole⁹⁶.

Pour combler le vide laissé par la fuite des commerçants coloniaux et la paralysie des commerçants indiens qui avait déstructuré le réseau commercial, furent créés les *Lojas do Povo* (Magasins du Peuple) en 1976 (décret de 17 juin)⁹⁷. La priorité fut donnée aux zones rurales (les plus touchées par la fuite de colons) et aux « zones libérées ». Deux ans à peine après leur création, les *Lojas do Povo* furent accusées d'être des antres de la corruption et du vol et de ne pas servir le peuple, ce qui mena à l'introduction en avril de profondes transformations dans leur structure de fonctionnement⁹⁸. En mai en 1980, considérées comme un véritable échec les *Lojas do Povo* furent dissoutes. Elles étaient accusées de plusieurs méfaits : prestation de mauvais service au public, négligence, mépris du public, désorganisation, etc.⁹⁹

En 1979, pour minimiser le grand déficit en denrées alimentaires dans les zones urbaines, furent créées dans certaines villes du pays les « *zonas verdes* » (zones vertes)¹⁰⁰, consacrées à la production des légumes, des fruits et d'animaux de petite taille.

Cependant, la guerre commença à prendre une grande ampleur au début des années 1980. La Rhodésie (Zimbabwe) était devenue indépendante, mais non seulement la Renamo pouvait

⁹⁴ « Mozambique, "c'est le peuple qui doit s'emparer de tout" »,..., *op. cit.*

⁹⁵ « Como age o inimigo. Como e por que surgem as dificuldades nos abastecimentos », *Notícias* (Maputo), n° 17 272, 28 juillet 1977.

⁹⁶ FRELIMO, *Du sous-développement au socialisme. Rapport du Comité Central au IV congrès du Parti Frelimo*, Maputo, 26-30 avril, Paris, l'Harmattan, 1983.

⁹⁷ « Lojas do Povo: como se gerou e desenvolveu um monstro no seio do nosso Estado. De uma solução de emergência ao desvio esquerdista de querer "tomar conta de tudo" », *Notícias* (Maputo), n° 17 888, 1 avril 1980.

⁹⁸ *Ibidem.*

⁹⁹ *Ibidem.*

¹⁰⁰ « Para minimizar problema de abastecimentos. Iniciada criação de zonas verdes em algumas cidades do país », *Notícias* (Maputo), n° 17 996, 14 juillet 1979.

s'appuyer sur l'autre ennemi juré du Frelimo, l'Afrique du Sud mais elle avait déjà une implantation sur le territoire mozambicain lui permettant de mener des attaques à partir de l'intérieur. La Renamo avait de plus le soutien du régime malawite de Kamuzu Banda.

Coincé, le régime durcit encore plus sa position, et resserra de plus en plus le contrôle des citoyens. Ainsi en juillet 1982, fut introduite la Carte de Résident, dont le but officiel était de contrôler l'exode rural¹⁰¹. Dans le même but, en mai 1983, fut menée l'« opération production », ou l'opération de nettoyage des villes, qui consistait à évacuer les « improductifs » de la ville vers la campagne. Selon les dirigeants du Frelimo, l'excès de concentration des populations sans travail dans les villes, donnait lieu à l'exacerbation de la délinquance et de la criminalité. Cette politique, selon le régime de Samora Machel, cadrait aussi avec le plan de réorganisation de l'économie. De plus, selon le Frelimo, on ne comprenait pas qu'il y ait du chômage dans les villes, tandis qu'il y avait beaucoup de travail à la campagne. Un délai de 15 jours fut donné à tous les « improductifs » pour se présenter auprès des autorités gouvernementales afin de rentrer dans leurs terres d'origine ou dans les centres de production indiqués par le gouvernement¹⁰². Les réfractaires étaient considérés comme des criminels. Ainsi, des dizaines de milliers d'hommes et de femmes, furent déplacés vers la campagne. Ce processus entraîna des abus et règlements de compte du fait des GD. La famine décima les « improductifs » envoyés « produire » en brousse. L'histoire de cette page sombre reste à faire.

Par la loi 5/83 du 31 mars, le gouvernement introduisit de sanctions encore plus sévères à l'égard des « ennemis de la révolution » : l'application du fouet, l'interdiction ou la fixation du lieu de résidence contre tous les perturbateurs de l'ordre social, les saboteurs de l'économie, etc.¹⁰³

Sur le plan économique, début de 1983, le Mozambique se trouva pour la première fois dans l'incapacité d'assumer sa dette extérieure¹⁰⁴. Cette dette contractée essentiellement auprès de

¹⁰¹ « Cartão de Residente », *Tempo* (Maputo), n° 612, 4 juillet 1982.

¹⁰² « Nos proximos 15 dias. Improdutivos devem apresentar-se aos GDS. Lançada operação de "Limpeza" das cidades » *Notícias* (Maputo), n° 19 344, 21 juin 1983.

¹⁰³ « Penas mais severas para inimigos da Revolução. Lei da Comissão Permanente da Assembleia Popular divulgado ontem em defesa do Poder Popular », *Notícias* (Maputo), n° 19275, 2 avril 1983.

¹⁰⁴ « Rapport sur la situation économique », *Bulletin d'Information de l'AIM* (Maputo), n° 92, février 1984, pp. 6-10.

l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), était estimée en avril 1983 à 1,4 milliard de dollars, non compte tenu de la dette contractée avec les pays de l'Est.¹⁰⁵

C'est pourquoi au début de 1984, pour la première fois fut évoquée la possibilité d'une adhésion du Mozambique au FMI et à la Banque mondiale. Effectivement, le gouvernement mandata son ministre de finances Rui Balthazar et le gouverneur de la Banque du Mozambique Prakash Ratilal pour entamer les négociations avec les institutions de Breton Woods, en vue d'une possible adhésion¹⁰⁶. Ces institutions poussèrent à la normalisation avec l'Afrique du Sud, afin que le pays puisse dégager des devises convertibles.

Pour endiguer les effets de la guerre et de la crise socio-économique, un accord de paix fut alors signé avec l'Afrique du Sud, le 16 mars 1984. D'après cet accord, connu sous le nom d'Inkomati ou Nkomati, le Frelimo s'engageait à ne plus soutenir les mouvements hostiles au régime sud-africain et de son côté, le régime de l'apartheid, à ne plus soutenir la Renamo. Le Mozambique signa aussi un accord de sécurité avec le Malawi le 23 octobre 1984. Le but était d'empêcher que le territoire malawite ne serve de base arrière à la Renamo¹⁰⁷. Ces accords restèrent lettre morte du côté de l'Afrique du Sud et la guerre devint plus cruelle encore. De son côté le Frelimo ferma les camps de l'ANC. La Renamo, au début simple instrument de déstabilisation au service de la Rhodésie, réussit aussi à s'incruster au sein des populations rurales, incarnant leur mécontentement vis-à-vis d'un pouvoir du Frelimo qui s'avérait oppressif sans pour autant apporter aucun gain social. Le cheval de bataille de la Renamo était tout ce qui opposait les populations rurales à l'État du Frelimo : villages communaux, champs collectifs, coopératives, pouvoir traditionnel, guérisseurs, religion, etc.

En 1986, le régime du Frelimo était au bord du gouffre. La Renamo était présente dans presque tout le pays. Soutenue par l'Afrique du Sud et par le Malawi et par une partie de la population, elle menait de terribles attaques mettant certaines régions à feu et sang, surtout dans la vallée du Zambèze, les provinces de Manica, Sofala, Tete et Zambézie.

¹⁰⁵ *Ibidem*.

¹⁰⁶ « Possibilité d'admission du Mozambique au FMI », *Bulletin d'Information de l'AIM* (Maputo), n° 94, avril 1984.

¹⁰⁷ « Visita presidencial ao Malawi. Um reencontro na história », *Tempo* (Maputo), n° 734, 4 novembre 1987.

Pour s'en sortir, Samora Machel, fit appel à l'aide militaire des pays de la « Ligne de Front »¹⁰⁸. La Tanzanie et le Zimbabwe envoyèrent des forcées armées, tandis que la Zambie, le Botswana et l'Angola accordèrent un soutien matériel et logistique¹⁰⁹. Le 11 septembre, Samora Machel, demanda aux pays de la « Ligne de Front » de prendre des mesures drastiques contre le Malawi si ce pays continuait à soutenir la Renamo. Ces mesures allaient de la fermeture des frontières terrestres à la fermeture de l'espace aérien pour les avions entrant ou sortant du Malawi. Samora Machel menaça aussi de placer des missiles le long de la frontière commune entre les deux pays et d'attaquer militairement ce pays. La situation ne changea pas, et le 19 octobre, Samora Machel périt dans un accident d'avion, en rentrant d'une réunion de sécurité des pays de la « Ligne de Front » à Lusaka¹¹⁰. Il fut remplacé par l'ancien ministre des Affaires étrangères, Joaquim Chissano. Celui-ci à l'instar de son prédécesseur, était intransigent quant aux pourparlers avec les « bandits » de la Renamo, mais ouvert au resserrement des liens économiques et politiques avec les pays occidentaux. Ainsi lors de son voyage en Zambézie et à Sofala en avril 1987, Joaquim Chissano déclarait à la population de Nicosadala, que certaines personnes trouvaient que le Frelimo devait négocier avec la Renamo. Selon Joaquim Chissano, ces gens avaient tort, car le Frelimo n'avait pas à discuter avec les « bandits armés »¹¹¹. Mais l'accroissement des difficultés sur les plans socio-économiques et militaires, le menèrent à changer d'attitude.

C'est dans ce contexte de crise profonde que le Frelimo accepta de dialoguer avec la Renamo à partir de 1989 et qu'en juillet de cette même année, plusieurs mois avant la chute du mur de Berlin, il abandonna toute référence au « marxisme-léninisme », car selon ses dirigeants, celui-ci avait déjà causé beaucoup trop de « problèmes ». En 1990, il adopta une nouvelle constitution qui ouvrait le pays au multipartisme concomitamment avec l'accentuation de virage néolibéral et à l'économie de marché¹¹² Une politique d'approche et de réconciliation avec les chefs

¹⁰⁸ Organisation créée pendant la période de l'Apartheid par les pays de l'Afrique Austral pour faire face à la domination économique et politique de l'Afrique du Sud. Faisaient partie de cette organisation, l'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Mozambique, le Swaziland, le Zimbabwe, la Zambie et la Tanzanie.

¹⁰⁹ « Tropas tanzanianas cumpriram o seu papel », *Tempo* (Maputo), n° 948, 11 décembre 1988.

¹¹⁰ Ce mystérieux accident n'a jamais été éclairci, malgré des nombreuses promesses de la part des autorités mozambicaines et sud-africaines..

¹¹¹ « Visita presidencial. Paz desponta na Zambézia e em Sofala », *Tempo*, (Maputo), n° 862, 19 avril 1987.

¹¹² Les premières mesures de libéralisation économiques datent elles, de 1984 et 1985 notamment la libéralisation des prix de vente et les salaires. Le programme d'ajustement structurel fut approuvé en janvier 1987.

traditionnels, les guérisseurs, les religieux, bref avec tous les anciens « ennemis » et « obstacles » à la révolution « socialiste », fut mise en route.

2. Le Frelimo et la société zambézienne : un rapport conflictuel

Dans ce cadre général lors des premières années de l'indépendance et jusqu'à la fin des années 1980, quelle fut la spécificité de la société zambézienne ? Quels furent les rapports entre l'État et les Zambéziens ? On va aussi étudier la guerre civile en Zambézie ainsi que les rapports entre les Zambéziens et les mouvements anti-Frelimo.

A. L'« Homme Nouveau » en Zambézie

Si le Frelimo se méfiait des régions qui n'avaient pas connu la guerre, que dire de la Zambézie, où il avait essayé de faire une guerre, mais qui avait échoué ? Pis, l'élite zambézienne avait une vision de la question coloniale radicalement différente de celle du Frelimo. De plus, pendant la guerre de libération, la plupart des Zambéziens qui avaient rejoint le Frelimo désertèrent. Les rapports entre le Frelimo et les Zambéziens furent dès lors très tendus.

La Zambézie « zone non libérée »

La méfiance du Frelimo envers la Zambézie, considérée comme le centre de l'exploitation de l'homme par l'homme, le centre de la bourgeoisie, la « collaboratrice » du colonialisme, se manifesta tout suite dès l'indépendance. Le Frelimo avait besoin de s'imposer dans cette province jugée difficile. Ce n'est pas un hasard s'il choisit la Zambézie pour réaliser sa première réunion nationale du 16 au 21 février 1975. Elle fut réalisée dans la ville de Mocuba et fut la plus importante depuis le deuxième congrès tenu pendant la guerre coloniale en 1968. 372 délégués venus de toutes les régions du pays y participèrent. C'est au cours de cette réunion, connue sous le nom de « Réunion Nationale des Comités de Districts », que le Frelimo définit les principales orientations de sa politique. Tel fut le cas par exemple de la liste des « ennemis de la révolution », ceux qui devaient être combattus et exclus de tout processus politique. C'est là qu'il annonça aussi la politique de villagisation et sa politique internationale.

Ensuite, le Frelimo réalisa encore en Zambézie trois réunions importantes : le I^{er} Séminaire de la Santé, le I^{er} Séminaire des Coopératives et le I^{er} Séminaire des *Lojas do Povo* (Magasins du Peuple).

Le I^{er} Séminaire national de la Santé eut lieu à Quelimane du 30 octobre au 4 novembre 1975. Étudier les conséquences de la politique de nationalisation de la médecine et trouver les solutions aux problèmes soulevés, était le principal but de ce séminaire. La nationalisation de la santé avait provoqué le départ de nombreux médecins étrangers du pays, entraînant une baisse de la qualité des services¹¹³. Une campagne nationale d'hygiène fut lancée, afin d'améliorer les conditions sanitaires : cela impliquait entre autres, la construction de latrines améliorées sur l'ensemble du territoire national. Il fallait donc procéder, selon le Frelimo, à l'éducation du peuple et à la fixation de certaines normes par le biais de campagnes de sensibilisation des populations. Il s'agissait de la « médecine promotive », c'est-à-dire des attitudes préventives de santé diffusés par la mobilisation politique¹¹⁴.

Le I^{er} Séminaire des coopératives eut lieu du 3 au 12 octobre 1976. Le développement de « villages communaux » impliquait la mise en place des coopératives, considérées comme la forme avancée du travail collectif. Chaque « village communal » devait donc se doter d'une coopérative. Selon le Frelimo, le but du séminaire était de faire le point sur le fonctionnement et les activités des coopératives populaires¹¹⁵. D'après ce parti, les coopératives étaient un atout dans la lutte contre l'exploitation, contre le capitalisme et elles cherchaient à en finir avec les *cantineiros* (commerçants privés). Mais cela ne passait que d'une simple propagande, car ce que le Frelimo voulait en effet, c'était de casser le paysannat avec la villagisation. Or, il n'y avait pas de meilleur endroit que la Zambézie, pour réaliser ce séminaire. En effet, le Frelimo craignait le degré de développement de la paysannerie et de la propriété privée dans cette province, perçues comme obstacles à la politique de socialisation. Il ne faut pas perdre de vue que cette province, était considérée le « berceau » de l'exploitation de l'homme sur l'homme et une zone encore non « libérée ».

¹¹³ « Séminaire de la Santé à Quelimane » in *Marchés tropicaux et Méditerranéens* (Paris), n°1566, 14 novembre 1975.

¹¹⁴ REPUBLIQUE POPULAIRE DU MOZAMBIQUE, Ministère de la Santé, *Les soins de santé primaire au Mozambique*, Maputo, INLD, 1978. Sur la médecine promotive, voir pp. 91-96.

¹¹⁵ *Marchés Tropicaux et Méditerranéens* (Paris), n° 1 620, 26 novembre 1976.

Et enfin, du 7 au 10 décembre 1976, le Frelimo réalisa dans cette même province, la première réunion nationale des Magasins du peuple, qui, comme on l'a vu, étaient aussi un des atouts majeurs du Frelimo pour combler le vide laissé par les commerçants étrangers qui avaient quitté le pays, immédiatement après le 25 avril 1974 et le 25 juin 1975. Toutes ces réunions faisaient partie de la quête d'enracinement du Frelimo en Zambézie.

La représentation frelimiste de la société zambézienne

Pour gouverner la province de Zambézie, le Frelimo l'analysa comme politiquement divisée en trois zones : la région frontalière ou d'influence malawite, la région intérieure ou d'influence « superstitieuse » et les centres urbains ou zones d'influence « bourgeoise ». Chacune de ces zones avait ses caractéristiques spécifiques, nécessitant donc, selon le gouvernement local, un traitement spécial¹¹⁶.

La région frontalière constituée essentiellement des districts de Lugela, Morrumbala et de Milange, était caractérisée selon le Frelimo par l'adoption d'un style de vie malawite, par un refus systématique de la politique de « socialisation de la campagne » (villages communaux, champs collectifs et coopératives) et par une « faible mobilisation politique »¹¹⁷. Ces zones étaient caractérisées aussi par l'« infiltration de l'ennemi », surtout celle du mouvement Africa Livre, perturbant « l'adhésion des masses au processus révolutionnaire »¹¹⁸. Les populations locales qui, par ailleurs, utilisaient surtout la monnaie malawite (refusant même parfois carrément la monnaie du Mozambique) allait au Malawi s'acheter des produits et pour mouliner le maïs et la mapira (car du côté du Mozambique il n'y avait pas de moulins). Le Frelimo a essayé d'interdire ces pratiques sans aucun succès jusqu'à aujourd'hui¹¹⁹.

Dans les régions intérieures ou régions soumises à l'influence « superstitieuse », il y avait selon le Frelimo « une certaine acceptation de la politique du parti, mais le manque de cadres capables

¹¹⁶ O. A. TAZAMA, *Relatório sobre a situação da província referente aos meses de Agosto, Setembro e Outubro de 1978*, Quelimane, 31 octobre 1978, in AGZ.

¹¹⁷ *Ibidem*.

¹¹⁸ FRELIMO, *Relatório do secretariado do comité Provincial à sua II reunião Ordinária, Quelimane*, 21 mars 1978, in AGZ.

¹¹⁹ Le Frelimo vient de déclarer l'année 2007, année de guerre contre la monnaie malawite dans les régions frontalières de la province de Zambézie (surtout le district de Milange) que selon, les autorités, est en train d'étrangler la monnaie du Mozambique, le metical, « Moeda malawiana sufoca o metical: Governo declara guerra à circulação do kwacha », 2 février 2007, <www.portaldogoverno.gov.mz/noticias/news_folder_econom_neg/fevereiro2007>.

de la galvaniser constituait le plus grand handicap »¹²⁰. Dans ces régions, il y avait encore des *macangueiros* (devins) qui, défendant la croyance en les forces surnaturelles, créaient de l'agitation et du « divisionnisme » au sein de la population. Pour lutter contre l'action de ces éléments dont l'influence était très grande, il fallait « doter la population de connaissances scientifiques »¹²¹. Selon le Frelimo, ces régions se caractérisaient aussi par le « tribalisme » et le « régionalisme ». Le gouvernement proposa donc d'arrêter et d'envoyer tous les *macangueiros* dans des centres de rééducation. La lutte entre le Frelimo et les *macangueiros* en Zambézie fut ainsi très dure. Considérés comme archaïques et hostiles à la ligne politique du Frelimo, nombre d'entre eux furent humiliés, leurs instruments brûlés et ils furent envoyés se faire « rééduquer »¹²². Cette lutte contre les *macangueiros*, à l'instar de celle menée contre les autorités traditionnelles, fut très souvent un motif de rupture entre la population rurale et le Frelimo. Il était interdit aux populations de fréquenter les *macangueiros*. Elles devaient fréquenter seulement les hôpitaux. Le plus paradoxal est qu'il y avait des zones sans hôpitaux, ou, s'ils existaient, leur situation était mauvaise, tout y manquait, du personnel médical aux médicaments, en passant par les conditions d'hospitalisation :

« La misère continue. Dans les hôpitaux, les conditions d'hygiène ne sont pas acceptables. Ces hôpitaux aux difficultés colossales ne peuvent pas être un centre de diffusion de la ligne politique du Frelimo au service du peuple. Les malades dans l'exemple de la Maganja da Costa auxquels ce rapport fait référence, dorment sur des planches dans des paillotes sans éclairage. L'alimentation des malades est tout simplement dégradante. Il n'y a pas de médecins, il y a juste un infirmier de 2^e classe, un infirmier auxiliaire, deux agents sanitaires et une sage-femme, ce qui amène les masses à pratiquer la magie et à recourir, toujours et seulement, aux *macangueiros* et aux guérisseurs. »¹²³

L'autre paradoxe dans cette politique « moderniste » du Frelimo tenait au fait qu'au moment même où il disait vouloir détruire les vestiges de l'appareil colonial, il les reproduisait dans la pratique. En ce qui concerne les guérisseurs, les magiciens, les rites d'initiation, la distillation et la consommation de boissons alcooliques traditionnelles, le gouvernement colonial avait, lui aussi, essayé sans succès de les interdire¹²⁴. Et certains cadres de l'administration coloniale,

¹²⁰ O. A. TAZAMA, *Relatório sobre a situação da província referente aos meses de Agosto,...*, *op. cit.*

¹²⁰ *Ibidem.*

¹²¹ FRELIMO, *Relatório do secretariado do comité Provincial à sua II^a reunião ordinária*, Quelimane, 21 mars 1978, in AGZ.

¹²² « Na Zambézia – Abaixo a superstição é a palavra de ordem », *Notícias* (Maputo), n° 16427, 19 mars 1975.

¹²³ COMITÉ COORDENADOR DA MAGANJA DA COSTA, *Relatório*, Quelimane, 7 mars 1975, in AGZ.

¹²⁴ Par exemple, par le *Diploma Legislativo* n° 256 de 23 août 1930, le gouvernement colonial au Mozambique avait interdit la fabrication de boissons alcooliques par les indigènes.

beaucoup plus réalistes, défendaient que le moyen le plus efficace, malgré sa lenteur, dans la lutte contre les guérisseurs et les magiciens, passait par la propagation et l'extension du réseau sanitaire¹²⁵.

Enfin, les centres urbains, constitués essentiellement par les villes de Quelimane et de Mocuba, étaient caractérisés selon le Frelimo, par une totale indifférence et même une distanciation envers la politique du parti. On y trouvait le maintien du style de vie et des titres de famille « typiques de la bourgeoisie », propres à la vieille et défunte société capitaliste, bref un esprit de substitution au capitalisme, et l'existence de complexes de supériorité ou d'élitisme. La population de ces deux centres urbains préférait les loisirs et les passe-temps « typiques de la bourgeoisie » à la politique, et refusait systématiquement de participer aux meetings du Frelimo¹²⁶. Elle s'adonnait aussi à la prostitution¹²⁷.

Les jeunes de ces deux centres urbains aussi s'intéressaient non pas à la politique du parti, mais aux discothèques. Leur style de vie bourgeoise se manifestait dans leur façon de s'habiller par des pantalons trop serrés, des perruques de style Angela Davis, des coiffures à la Jimmy Hendrix, du maquillage, des ongles longs et vernis, le culte des blue-jeans, des chaussures à des talons hauts, des cheveux frisés¹²⁸. Selon le gouvernement de la province, l'État ne fonctionnait pas normalement parce que la plupart de ses cadres étaient des anciens « collaborateurs » du régime colonial. Ces fonctionnaires hérités de la période coloniale, ne s'intéressaient pas au travail politique, ils s'intéressaient aux bals, aux fêtes, au football en salle. Il s'agissait de cadres sans aucune « initiative créatrice », imprégnés des idéaux colonialistes. Ainsi, ils ne garantissaient pas l'accomplissement d'un travail politique efficace au sein de l'appareil de l'État ; ils devaient donc être remplacés¹²⁹. Ce style de vie « bourgeois » était observable à Luabo comme à Chinde, même s'il n'était pas aussi poussé qu'à Quelimane et à Mocuba.

C'est là que commença la chasse aux dits « bourgeois » accusés de bloquer le fonctionnement normal de l'État. Ainsi Né Afonso (de la vieille et importante famille créole zambézienne des Santana Afonso), qui était le responsable de Radio Mozambique à Quelimane, fut limogé de

¹²⁵ ADMINISTRAÇÃO DO CONSELHO DE QUELIMANE, *considerações sobre Negócios Indígenas*, Quelimane, 17 août 1954, in AHM/DSNI, Caixa 136.

¹²⁶ O. A. TAZAMA, *Relatório sobre a situação da província referente aos meses de Agosto...*, *op. cit.*

¹²⁷ *Ibidem.*

¹²⁸ GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, *Relatório sobre a situação da Província nos últimos dois meses ...*, *op. cit.*

¹²⁹ O. A. TAZAMA, *Relatório sobre a situação da província referente aos meses de Agosto...*, *op. cit.*

son poste¹³⁰. D'autres responsables, comme les directeurs provinciaux des Transports, du Plan et de Travaux publics étaient accusés d'avoir été membres de l'ANP (Action Nationale Populaire, l'ancien parti unique portugais). Le responsable local de l'APIE (Administration du Parc Immobilier de l'État), était suspecté, car il apparaissait sur quelques photos avec des membres de l'ANP¹³¹. Selon le gouvernement, des mesures similaires à celle prise contre Né Afonso devaient être prises contre ces personnes, afin d'optimiser le fonctionnement de l'État. La persécution du responsable local de l'APIE avait déjà pris une tournure sérieuse en février 1978, lorsqu'il fut accusé en public de porter préjudice à l'État en payant pour un son appartement un loyer d'un montant inférieur à celui stipulé par la loi¹³². Pour le gouvernement du Frelimo, cela n'était que la continuation d'un comportement colonialiste d'exploitation, caractéristique des assimilés zambéziens¹³³. De même, selon le gouvernement provincial, l'inefficacité de l'État était avérée au niveau de la police, de l'armée et des milices. Cela s'expliquait aussi par le fait que la plupart de ses membres étaient des cadres hérités de la période coloniale¹³⁴.

Le gouvernement zambézien proposait aussi la suppression des bals pour la collecte de fonds, l'usage du nom du parti pour leur réalisation et la suppression de la consommation des boissons alcoolisées dans ces fêtes. Il ne faut pas s'étonner de ces propositions du gouvernement zambézien, car dès son arrivée au pouvoir, le Frelimo s'était prononcé contre les bals qui représentaient à ses yeux une culture importée, décadente et immorale, allant de pair avec la prostitution. Pour le Frelimo, au Mozambique, il n'y avait pas de place pour ce type de fêtes, elles devaient être supprimées¹³⁵.

Certes, la persécution de cette prétendue classe bourgeoise qui allait caractériser la politique du Frelimo, fut menée dans tout le pays, creusant un fossé entre les deux camps. Mais la spécificité de la Zambézie tenait au fait que l'élite locale, jugée élitiste et très proche du colonialisme, fut, plus qu'ailleurs, durement persécutée par le pouvoir en place. Cela explique en grande partie, le

¹³⁰ *Ibidem.*

¹³¹ *Ibidem.*

¹³² « Na Zambézia. Director provincial da APIE pagava renda inferior ao estipulado », *Noticias* (Maputo), n° 18 209, 12 février 1978.

¹³³ *Ibidem.*

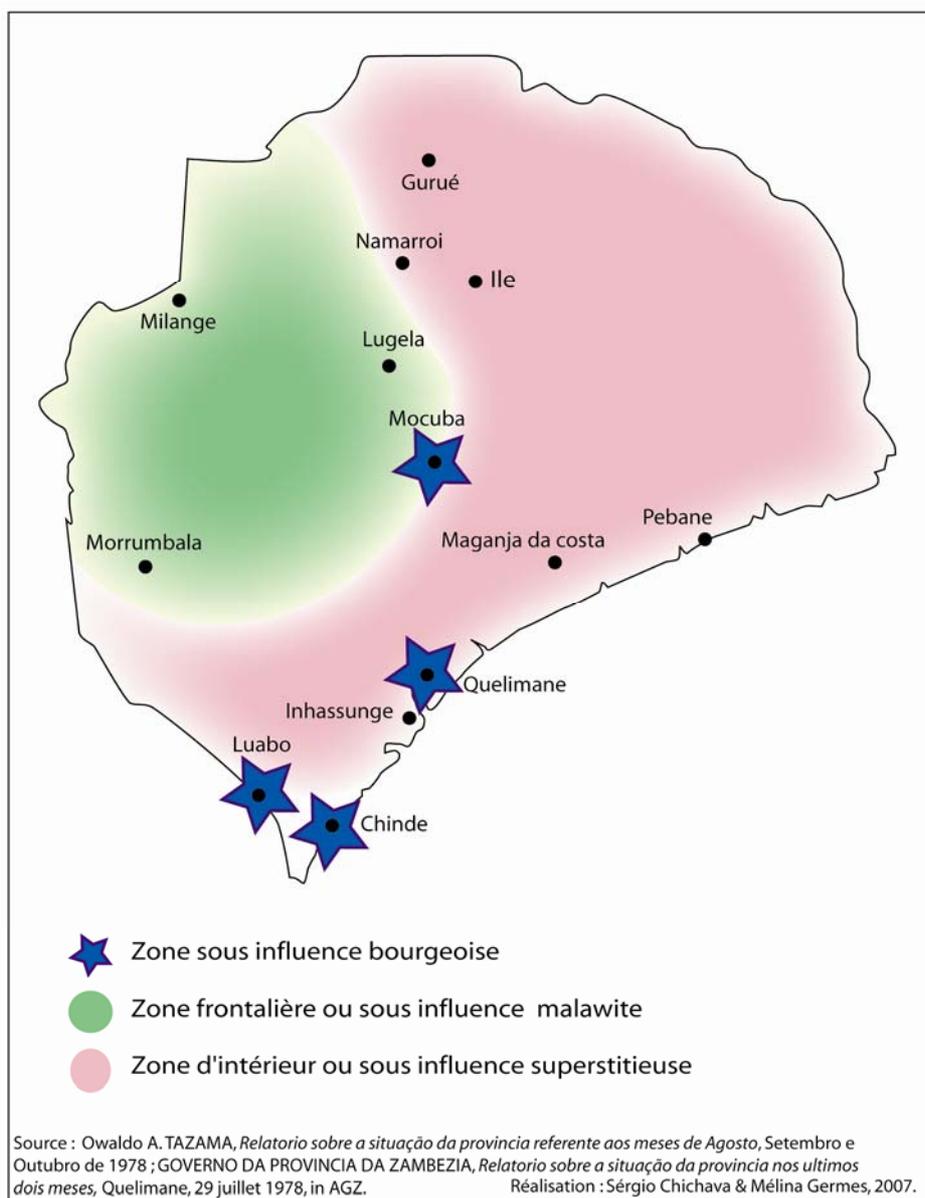
¹³⁴ O. A. TAZAMA, *Relatório sobre a situação da província referente aos meses de Agosto...*, *op. cit.*

¹³⁵ Sur ce sujet, voir A. RITA-FERREIRA, « Moçambique post-25 de Abril... », *op. cit.*, p. 144.

départ au Portugal de plusieurs centaines de Zambéziens pendant les premières années de l'indépendance¹³⁶.

¹³⁶ Selon l'ancien président du Frelimo Samora Machel, la Zambézie fut la province où la plupart des anciens assimilés abandonnèrent le pays à l'indépendance – en l'absence d'aucune enquête, cela n'a pas encore été vérifié. Voir S. MACHEL, *A nossa força está na unidade...*, *op. cit.*

Document n°23. La société zambézienne selon le Frelimo



La fin de l'économie de plantation

Après le 25 avril 1974, les entreprises et compagnies zambéziennes habituées à fonctionner sur la base d'une main-d'œuvre bon marché entrèrent dans une crise profonde. Des milliers de techniciens et de propriétaires d'entreprises abandonnèrent le pays. En conséquence, plusieurs entreprises firent faillite, menant des milliers de travailleurs au chômage.

Entre 1975 et 1977, aucune entreprise de thé de Gurué, Milange, Socone et Tacuane ne fit de profit¹³⁷. Il s'agissait de presque toutes les plus importantes entreprises de la Zambézie telles que la Sena Sugar Estates Ltd, la Companhia do Boror, la Companhia da Zambézia, la Companhia Agrícola de Murroa, la Companhia Agrícola e Comercial Lopes & Irmãos, la Companhia Nacional de Produtos Coloniais, l'Empresa Monteiro & Giro Lda, la Sociedade Agrícola do Madal, la Sociedade Agrícola de Pebane, l'Empresa Madeiras¹³⁸. Cette situation était aussi liée au sabotage économique du fait des propriétaires, ce qui mena l'État à procéder à leur nationalisation, mais non immédiatement (ce qui montre les hésitations du Frelimo envers les nationalisations de « production » et non seulement d'« encadrement » comme l'avaient été celle des écoles, des médias, des hôpitaux, etc.).

Pour contrôler ce secteur, furent créées l'*Unidade de Produção Estatal Boror* et l'*Unidade de Produção de Nauela-Lioma*. La première contrôlait toute la production de coprah et une grande partie du bétail, tandis que la seconde contrôlait la production des cultures annuelles, telles que le maïs, les haricots, le tournesol, etc. Le secteur du thé qui, en Zambézie, employait environ 60 000 travailleurs entra en faillite. En août 1977, la plupart des entreprises de thé furent nationalisées (17 parmi les 21 existantes) et en 1978, fut créée l'Emocha (Entreprise Mozambicaine de Thé), contrôlée directement par l'État.

De surcroît, au début de 1978, la vallée du Zambèze fut touchée par de terribles inondations, considérées à l'époque comme les plus dévastatrices depuis trente ans. Des milliers des

¹³⁷ DIRECÇÃO PROVINCIAL DE FINANÇAS DA ZAMBÉZIA, *Relatório*, Quelimane, 11 mai 1977, in AGZ.

¹³⁸ *Ibidem*.

personnes furent touchées, et les infrastructures socio-économiques sérieusement endommagées¹³⁹.

La situation économique ne cessa de s'aggraver et les recettes connurent une chute libre, tandis que les dépenses augmentaient. Par exemple, alors que, les années précédentes, la Zambézie transférait plus de 100 000 contos au trésor public, elle eut besoin, à partir de 1977, de demander des fonds aux autres provinces, pour payer des dépenses courantes¹⁴⁰.

Mais les nationalisations des entreprises ne réussirent pas à redresser la situation. Le chômage, la famine et le désespoir frappèrent la Zambézie, et provoquèrent d'inévitables conflits entre la population et le nouveau pouvoir, car on manquait de tout en Zambézie, notamment de denrées de première nécessité telles que l'huile alimentaire, le sucre, le savon, les vêtements, les pagnes, les allumettes, le pain etc. Dès 1978, on parlait du dénuement des populations rurales de la Zambézie¹⁴¹. Il n'est donc pas étonnant que la joie qui avait caractérisé l'accueil du Frelimo, fût remplacée par la nostalgie du temps colonial, comme l'atteste l'exemple suivant :

« Lors d'une réunion qui eut lieu dans le cercle Nabalane ex-Diba, des individus prirent la parole au nom d'autres personnes, et posèrent la question du chômage ; ils en arrivèrent à la conclusion que même s'ils étaient battus et humiliés pendant l'époque coloniale, il n'y avait pas de chômage, car les hommes allaient travailler dans les compagnies sucrières de Luabo, Marromeu ou Buzi. Ce qui n'était plus le cas. »¹⁴²

La fabrication des boissons alcooliques interdites par le Frelimo, ou le non-paiement des impôts, étaient souvent justifiés par la population par le manque d'emploi. Dès lors, distiller de la boisson pour payer les impôts devenait légitime à ses yeux.

L'autre secteur qui provoquait de graves ennuis au Frelimo, était celui des transports et des voies de communication (en ce qui concerne les routes, même pendant la période coloniale, la Zambézie n'était pas bien équipée, mais avec le Frelimo au pouvoir, la situation avait empiré). Dès 1975, on rapporte des cas d'isolement de populations faute de transports publics ou de bonnes voies de communication. Par exemple l'administration du district de Lugela disait que :

¹³⁹ « Programa de acção em curso nas zonas alagadas pelo Zambeze », *Notícias* (Maputo), n° 17519, 31 mars 1978; « Cheias do Zambeze: Luta-se contra o tempo para salvar vidas e bens », *Notícias* (Maputo), n° 17 516, 28 mars 1978; « As cheias do Zambéze », *Notícias*, (Maputo), n° 17 520, 1 avril 1978.

¹⁴⁰ DIRECÇÃO PROVINCIAL DE FINANÇAS DA ZAMBÉZIA, *Relatório, ..., op. cit.*

¹⁴¹ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE NAMARROI, *Relatório da situação socio-político e administrativo do distrito de Namarroi, referente aos meses de Janeiro a junho do ano 1978*, Namarroi, 30 juin 1978, in AGZ.

¹⁴² ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DA MAGANJA DA COSTA, *Relatório das actividades políticas, económicas e sociais desenvolvidas durante o mês de Março do corrente ano*, Maganja da Costa, 5 avril 1979, in AGZ.

« ... dans les années antérieures, la route Lugela-Sugula donnait accès aux transports en commun bi-hebdomadaires, au profit de la population de ces régions. Aujourd'hui, à cause de la détérioration de l'état des routes et du manque de bons ponts, il n'existe plus de transports en commun pour le hameau de Sugula, ce qui constitue un grand problème pour le peuple, car la distance entre Sugula et Lugela est d'environ 50 Kms. »¹⁴³

Cette situation était la norme dans presque tous les districts de la Zambézie, comme ici à Milange :

« Avec l'arrêt des cars de l'*Auto Viação da Zambézia* due au nombre insuffisante des véhicules et à la détérioration de l'état des voies de communication, la population du district de Milange doit parcourir environ 120 Kms à pied pour aller au chef-lieu. »¹⁴⁴

L'entité étatique responsable de l'entretien des routes se trouvait, faute de moyens, incapable de résoudre la situation. Le blocage ou l'inaccessibilité des voies de communication rendait difficile l'acheminement des produits, des lieux de production vers les marchés. Par exemple à Gurué ou Socone, des centaines de tonnes de thé pourrissaient dans les entrepôts.

Les raisons de la crise de l'économie zambézienne

Selon le Frelimo, c'était la guerre de déstabilisation, aggravée par les catastrophes naturelles qui détruisaient l'économie du pays. Mais ces explications ne sont pas suffisantes pour comprendre les causes réelles de la catastrophe.

Bien avant les inondations de 1978, ou l'entrée sur la scène politique de la Renamo en 1982, la situation économique de la province était déjà très critique. Tout manquait, même les produits les plus élémentaires, pour ne pas parler de la crise des transports. La guerre de la Renamo contre l'État du Frelimo est venue seulement aggraver la situation d'une économie qui était déjà en difficulté, anéantir une économie déjà malade. Les longues queues dans les magasins à la recherche de nourriture, la pénurie ne serait-ce que d'une aiguille par exemple, ont commencé bien avant la guerre. Il était fréquent dans les différentes entreprises de thé, que des tonnes de ce produit se détériorent en raison de l'absence de marchés, de voitures et d'essence pour leur acheminement. Des milliers des travailleurs fuyaient des plantations, faute de salaire.

Certes, plusieurs entreprises commencèrent à être paralysées ou à ne plus atteindre leurs buts à cause du sabotage et de la fuite de leurs propriétaires et techniciens¹⁴⁵, ou de la chute du prix

¹⁴³ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE LUGELA, *Relatório*, Lugela, 5 août 1975, in AGZ.

¹⁴⁴ GOVERNO DA PROVINCIA DA ZAMBÉZIA, *Relatório da visita de trabalho do senhor D.N.T.R. aos Distritos de Milange, Gurué, Alto Molocué, Gilé, Mocuba e Morrumbala entre os dias 28/8/81 a 5/9/81 na provincia da Zambézia*, Quelimane, 30 septembre 1981, in AGZ.

des matières premières sur le marché international (base de l'économie zambézienne), mais aussi à cause de la politique suivie par le Frelimo. Ce dernier mettait en avant la mobilisation politique au détriment de la gestion économique. L'ingérence incessante des Groupes Dynamiseurs dans la gestion des entreprises, paralysait souvent leurs activités, afin de réaliser les réunions du parti. Si le patron refusait, il était tout de suite catalogué comme réactionnaire, saboteur, etc.

L'obsession de détruire l'« appareil capitaliste colonial » et de le remplacer par un nouvel appareil socialiste sans aucune base matérielle ni sociale et sans une orientation politique claire, fut une autre raison de cet échec économique. Rappelons que, pour le Frelimo, il était préférable d'avoir un État qui marchait mal, plutôt qu'un État sous le contrôle de ce qu'il entendait être la « bourgeoisie ».

La politique de la « socialisation de la campagne » en Zambézie

La politique de la « socialisation de la campagne » fut un échec total en Zambézie. Dans cette province, ne serait-ce que le discours n'a pas pris. Les sabotages, la fuite au Malawi des populations qui habitaient dans les districts frontaliers, ou vers les autres régions où elles pensaient que n'existaient pas de « villages communaux », le refus ouvert d'aller y vivre, et la désinformation furent quelques manifestations de la résistance des paysans.

Le facteur « villages communaux », phénomène majeur dans la politique de la construction de l'« homme nouveau » du Frelimo et d'une société sans exploitation, où régnait le travail collectif (dans champs collectifs et dans les coopératives et) a été analysé par plusieurs auteurs comme une des causes de l'impopularité du Frelimo dans les zones rurales¹⁴⁶. En ce qui concerne la Zambézie, selon Jean-Claude Legrand, ce ne fut pas la villagisation qui a créé les ressentiment de la paysannerie à l'égard du Frelimo, puisqu' en 1978 par exemple, elle ne touchait que 0,5 % de la population, et en 1982 seulement 2 % (à l'exception du district de Milange qui souffrait des attaques d'Africa Livre et qui connut une politique intensive de villagisation forcée, soi-disant pour protéger les populations de ces attaques, dans les autres districts, la villagisation fut très

¹⁴⁵ Selon le gouvernement zambézien, environ deux ans après l'indépendance, dans 13 unités de production, tous les employés de nationalité étrangère avaient quitté leurs postes et abandonné le pays. Sur cette question voir DIRECÇÃO PROVINCIAL DE FINANÇAS DA ZAMBÉZIA, Serviços de Finanças, *Relatório*, Quelimane, 11 mai 1977, in AGZ.

¹⁴⁶ Ch. GEFFRAY, *La cause des armes...*, *op. cit.* ; M. CAHEN, *La révolution...*, *op. cit.*

faible)¹⁴⁷. Mais, on ne peut pas être approuver cet auteur, car ce n'est pas parce que la villagisation a touché in fine une partie très infime de la population, que le Frelimo ne l'a pas tentée et qu'elle ne fut un des facteurs de l'impopularité de ce parti. Les questions sont inverses : pourquoi la villagisation fut moins importante en Zambézie qu'en d'autres provinces ? Pourquoi a-t-elle, touché seulement 2 % de la population ? Presque partout dans la province de la Zambézie, la politique des « villages communaux » fut effectivement tentée mais elle y échoua dès le début, en raison d'une très forte résistance.

La résistance paysanne à la villagisation

Les conflits entre les populations et l'État à propos de la villagisation furent très vifs en Zambézie. D'un côté l'État-parti forçait les gens à aller vivre dans les « villages communaux », et de l'autre, les paysans refusaient obstinément ce processus. Certains responsables du Frelimo y trouvèrent la mort ou furent menacés par la population. Le secrétaire du cercle Carico à Gurué, accusé d'être le principal responsable de l'obligation de vivre dans les « villages communaux » fut assassiné¹⁴⁸. Les paysans ne voulaient non plus travailler dans les champs collectifs et dans les coopératives, préférant travailler individuellement. Les dirigeants du Frelimo ne comprenaient tout simplement pas les raisons de cette résistance, et parlaient de « l'absence d'un esprit d'union au sein du peuple », ou de « faible conscience politique ». Mais les raisons étaient autres et la résistance paysanne à la « socialisation de la campagne » fut multiforme :

a) La confrontation directe

Dans les districts frontaliers de la Zambézie, comme Lugela, Milange et Morrumbala, par exemple, la difficulté de créer des villages communaux, des coopératives et champs collectifs fut attribuée par le Frelimo, à la mauvaise influence du Malawi, pays « impérialiste et capitaliste »¹⁴⁹. Le Frelimo accusait aussi des « éléments infiltrés au sein du parti » comme étant des obstacles à cette politique en Zambézie.

Par exemple, en juillet 1979, dans la cellule de Chidanda à Morrumbala, le gouvernement local avait dû réaliser une *banja* (réunion publique) avec les populations locales, pour connaître les motifs de l'échec de la « socialisation de la campagne » dans cette région. Certaines personnes

¹⁴⁷ J.-C. LEGRAND, « Logique de guerre et dynamique de la violence en Zambézia, 1976-1991 », *Politique africaine* (Paris, Karthala), 50, 1993, pp. 88-104.

¹⁴⁸ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DO GURUÉ, *Relatório das actividades desenvolvidas durante o período de 15 de Fevereiro a 15 de Março do corrente, no âmbito político, económico e social*, Gurué, 14 mars 1981, in AGZ.

¹⁴⁹ GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, *Relatório*, Quelimane, 21 février 1978, in AGZ.

prireut la parole et parmi eux, un vieux, du nom d'Alfandêga. Alfandêga expliqua de la façon suivante, les raisons du refus de la villagisation :

« Nous ne voulons pas aller vivre dans le Village Communal, c'est pour cela que lorsque l'infirmier Davane [membre du Frelimo] nous a appelés pour la distribution de parcelles de terre, nous avons arrêté de participer aux travaux. Si, au début des travaux, nous venions travailler, c'était juste pour aider le gouvernement [...] si aujourd'hui il vient nous parler des villages, nous pensons que le Frelimo a détruit le Mozambique [...] vous pouvez nous tuer mais nous n'allons jamais accepter d'aller vivre dans les villages communaux. Nous allons fuir vers le district de Milange où il n'y a pas de villages communaux [...] Nous n'allons pas fuir vers le Malawi parce que là-bas la vie est difficile [...], tous les jours il faut aller acheter à manger dans les bazars, alors que ici cela n'existe pas, nous allons fuir juste à Milange. Vous dites que notre gouvernement est populaire, que c'est le peuple qui gouverne, mais maintenant vous nous obligez à vivre dans les villages alors que nous ne le voulons pas! »¹⁵⁰

Alfandêga, qui avait été secondé par un certain Capesse fut arrêté et « rééduqué » pendant une semaine, de même que ce dernier – durée de peine très courte qui est, en soi, une indication que le gouvernement était obligée d'être très prudent. À Morrumbala, le gouvernement continua à insister pour que les paysans aillent vivre dans les « villages communaux », sans jamais réussir à les convaincre. Ils fuyaient non seulement vers Milange, mais aussi vers Mocuba, car ils pensaient que, là-bas, il n'y avait pas de « villages communaux ». En 1981, aidé par les milices « populaires », le gouvernement local brûla les habitations dispersées des populations, afin de les obliger à vivre dans les villages¹⁵¹.

Dans le district de Lugela (Muelamade, Rumala Alto et Tenede), la population refusait la villagisation affirmant que si le gouvernement avait du pouvoir, « il pouvait envoyer des armes pour tuer tout le monde », mais que elle n'allait jamais vivre dans les « villages communaux »¹⁵². Dans le district de Namacurra et dans la localité de Novanana près d'Alto Molocué, la population disait qu'elle ne voulait pas les « villages communaux », qu'elle voulait seulement Dieu, car si elle était indépendante, c'était grâce à lui¹⁵³. Un comble pour le Frelimo !

¹⁵⁰ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE MORRUMBALA, *Confidencial*, ofício n°35/D/8, Morrumbala, 18 septembre 1979, in AGZ.

¹⁵¹ GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, *Memorando*, Quelimane, 8 octobre 1981, in AGZ.

¹⁵² ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE LUGELA, *Relatório mensal de 15 de julho à 15 de Agosto*, Lugela, 15 août 1981, in AGZ.

¹⁵³ GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, *Reunião com as brigadas provinciais para a divulgação PPI*, Quelimane, 8 mai 1982, in AGZ.

b) L'escapisme, comme forme de résistance

À la confrontation directe avec Frelimo, d'autres paysans préféraient fuir vers des régions où ils pensaient qu'il n'y avait pas des « villages communaux ». Par exemple, beaucoup des paysans de Nampula fuirent vers la Zambézie, car ils savaient que, là, il n'y avait pas de « villages communaux ». Lors de la première réunion provinciale sur la socialisation de la campagne en Zambézie réalisée en novembre 1979, le gouverneur Oswaldo Tazama, constatant l'échec de cette politique, disait que la Zambézie était un obstacle à ce processus, étant devenue un lieu de refuge de populations venant de Nampula :

« Nous sommes un poids pour les camarades de Nampula. Tandis qu'ils intensifient le travail de mobilisation pour les villages communaux, les populations locales fuient vers la Zambézie, et traversent la rivière Ligonha parce que ici, il n'y a pas de villages. Elles traversent le Ligonha et lorsqu'elles arrivent ici, elles voient que c'est vrai, qu'il n'y a pas de villages, il n'y a rien, ni personne qui en parle. Alors nous sommes un poids. Nous sommes un poids pour Nampula et c'est pour cela, que nous insistons que nous devons dépasser cela. »¹⁵⁴

Dans quelques régions de cette province, pour échapper à la villagisation forcée, certains éléments de la population partaient vers la ville, vers les chefs-lieux des districts¹⁵⁵. Les populations de Socone, dans le district d'Ile et celles de Muveia, dans le district de Gurué, allèrent ainsi à Cololo, car le responsable local du Frelimo y était connu comme ne voulant pas de la vie « collective »¹⁵⁶. En effet, il n'était pas rare de trouver des éléments des GD ou des députés, qui au lieu d'inciter la population à vivre dans les villages communaux, au contraire, les en dissuadaient. Dans le district de Mocuba, les populations quittèrent le « village communal Eduardo Mondlane » vers les zones basses (en bordure des rivières). Dans ces zones, elles créèrent leurs propres « structures » politiques à l'insu du gouvernement, en autogestion populaire¹⁵⁷.

c) Les rumeurs, une arme contre les « villages communaux »

Les rumeurs étaient une autre arme utilisée contre les « villages communaux ». Dans le district de la Maganja Costa, le gouvernement local disait que des gens venant de l'extérieur du district démobilisaient les populations locales, affirmant que dans les endroits d'où ils venaient, il n'y

¹⁵⁴ GOVERNO DA PROVINCIA DA ZAMBÉZIA, *I reunião provincial das aldeias comunais e cooperativas, discurso de abertura de sua excelência o Governador da Provincia Oswaldo Tazama*, Macuse, 5 novembre 1979, in AGZ.

¹⁵⁵ GOVERNO DA PROVINCIA DE MOZAMBIQUE, *Relatório sobre a situação da Província nos últimos dois meses*, Quelimane, 29 juillet 1978, in AGZ.

¹⁵⁶ GOVERNO DA PROVINCIA DA ZAMBÉZIA, *Reunião com as brigadas provinciais para a divulgação PPI*,..., op. cit.

¹⁵⁷ *Idem*.

avait pas de « villages communaux » ni de coopératives¹⁵⁸. La rumeur selon laquelle l'organisation de la population en « villages communaux », avait pour but de plus facilement les exterminer par les troupes du Frelimo (les Forces Populaires de Libération du Mozambique), circulait aussi en Zambézie¹⁵⁹. Dans le district de Mopeia, région de Conho par exemple, circulait un bruit selon lequel on n'était pas obligé de vivre dans les « villages communaux » parce qu'un responsable venu de Maputo était arrivé sur place pour en finir avec cette « mauvaise » politique. Selon le gouvernement local, à cause de cela, tout avait reculé¹⁶⁰.

Les raisons de l'échec de la socialisation de la campagne

Plusieurs facteurs ont contribué à l'échec de la politique de la « transformation de la brousse en villes ». En voici les plus importants.

a) *Le principe de « compter sur ses propres forces »*

En 1980 par exemple, il n'y avait aucun village communal à Gurué car les gens refusaient carrément d'y vivre. Le gouvernement local expliqua cet échec par le manque de transport pour l'acheminement du matériel de construction de la brousse vers les lieux choisis pour édifier les villages et par la destruction des marquages des parcelles¹⁶¹. Parfois la population était obligée de marcher plus de 50 Kms à pied, à la recherche des matériaux de construction. C'était la théorie du « compter sur ses propres forces » selon le Frelimo. D'après ce parti, le problème du sous-développement n'allait pas se résoudre avec des tracteurs, des engrais ou de meilleures techniques, cela viendrait après. Au départ, les paysans devaient « compter sur leurs propres forces »¹⁶². Cela signifiait par exemple, que la population devait défricher la brousse de l'emplacement du futur village avec ses propres instruments comme les machettes, les coupe-coupe, les bêches, etc. La tâche du gouvernement était simplement de les aider dans la mesure de ses possibilités¹⁶³. Mais, le principe « compter sur ses propres forces », était dès le début condamné à l'échec, car il n'était pas accolé à un objectif des paysans eux-mêmes, mais à un objectif issu de l'imaginaire bureaucratique du Frelimo. Ce principe n'était pas mauvais en soi, le problème est que les paysans ne voulaient pas se mobiliser pour quelque chose qu'ils ne

¹⁵⁸ *Ibidem*.

¹⁵⁹ GOVERNO DA PROVÍNCIA DE MOZAMBIQUE, *Relatório sobre a situação da Província nos últimos dois meses*, op. cit.

¹⁶⁰ GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, *Síntese da intervenção de Morrumbala*, Quelimane, 19 décembre 1978, in AGZ.

¹⁶¹ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE GURUÉ, *Relatório*, 15 novembre 1980, in AGZ.

¹⁶² « Aldeia Comunal é, antes de mais a produção colectiva », *Tempo* (Maputo), n°261, 5 octobre 1975.

¹⁶³ *Ibidem*.

ressentaient pas comme leur permettant de vivre mieux, qui n'apportait pas un progrès social. Et naturellement une aide massive de l'État aurait aidé, mais les paysans seraient alors seulement spectateurs de ce que les services étatiques auraient fait pour eux.

b) L'absence de terres vacantes

Dans la zone littorale de la province de Zambézie, (Maganja da Costa, Pebane, Inhassunge, Chinde), les autres difficultés auxquelles le gouvernement local avait été confronté pour mettre en œuvre la politique de villagisation, étaient la prolifération des cocotiers (rappelons que la Zambézie avait certaines des plus grandes cocoteraies du monde), le manque de terres libres pour leur édification, car toute la terre était déjà densément occupée. Le gouvernement provincial reconnaissait ces difficultés :

« Nous voulons faire spécifiquement référence aux problèmes de la zone littorale de notre province, en ce qui concerne la participation des populations résidentes au processus de socialisation de la campagne. Ici il y a prédominance des grandes plantations de cocotiers partagées entre plusieurs familles ou appartenant aux grandes entreprises publiques ou privées. Chaque famille dit que le terrain occupé par ces plantations lui appartient. C'est là qu'elles mènent leurs activités en général en régime de monoculture, rendant difficile ou presque impossible la mobilisation pour le coopératisme. »¹⁶⁴

Cela fut un grand handicap pour cette politique, car l'établissement des « villages communaux » impliquait l'abattage des cocotiers ou d'anacardiens, avec comme conséquence la fin de l'une des principales ressources d'une partie importante de la population locale. Certains responsables du Frelimo essayèrent de le faire de force, au mépris des populations. Ce fut le cas du district de Chinde par exemple.

c) Le gouvernement et le manque de planification

Mais il y avait aussi un manque de planification et des heurts avec les techniciens du gouvernement. Il n'était pas rare par exemple, après que la population ait identifié et préparé un terrain pour la construction d'une « village communal », que d'autres responsables viennent pour dire que l'endroit n'était pas adéquat :

« L'initiative des populations n'a jamais manqué. La plupart du temps, elles ont choisi les endroits et ont attendu les orientations des administrations compétentes. Ces orientations n'ont jamais été données et plus grave encore, le plus souvent, lorsque les paysans commencent les travaux, nous apparaissions là-bas et nous disons, que l'endroit n'est pas adéquat. Cette

¹⁶⁴ GOVERNO DA PROVINCIA DA ZAMBÉZIA; *Relatório sobre a socialização do campo et cooperativização*, Quelimane, 2 avril 1982, in AGZ.

situation brise l'initiative de ceux qui acceptent d'organiser leur vie, selon les instructions du parti. »¹⁶⁵

Outre, les responsables zambéziens du Frelimo se plaignaient du manque de cadres pour faire fonctionner les différentes commissions des villages communaux au niveau des districts. Ils se plaignaient aussi du manque de topographes pour démarquer les parcelles. Cette situation se vérifiait un peu partout en Zambézie et fut le aussi un motif de chocs entre le gouvernement et les populations qui avaient pourtant accepté d'y vivre collectivement.

d) Le choc entre la « tradition » et la « modernité »

À l'instar d'autres régions du pays, les paysans refusaient abandonner leurs villages d'origine pour vivre dans les « villages communaux », parce que cela signifiait abandonner les sépultures de leurs ancêtres, chaque famille détenant normalement son cimetière dans les zones rurales. Ils avaient aussi peur d'attraper des maladies dans les « villages communaux » (choléra, dû au manque d'hygiène et au mécontentement des esprits des ancêtres) :

« Une personne habite normalement la zone où ont été enterrés ses grands-parents, ses parents, c'était difficile à cause de la tradition des gens de quitter ces lieux [...]. En plus, nos grands-parents n'ont jamais vécu dans les villages communaux. Alors pourquoi nous ? L'autre motif, étaient les maladies. S'il y avait une épidémie, elle touchait tout le monde, personne n'échappait parce que nous partageons le même puits d'eau... »¹⁶⁶

Le mépris des traditions locales, jugées archaïques et incompatibles avec l'État moderne du Frelimo, fut ainsi une des raisons de l'échec de la politique de « socialisation de la campagne ».

e) Le PRM, la Renamo et les « villages communaux »

Cependant, il serait faux de dire que l'échec de la villagisation est seulement dû à la résistance de paysans. La guerre civile est un des éléments qui entrent dans le faisceau de facteurs d'échec.

Lorsque le Partido revolucionário de Moçambique (PRM) entra en Zambézie en 1976, il s'attaqua aux « villages communaux », en en « libérant » les paysans. Un des cas les plus flagrants de ces actions du PRM, eut lieu à Muabanama, district de Lugela. Le 20 septembre 1982, le PRM brûla le seul village communal, considéré pilote, dans ce district. Les 94 maisons du village furent brûlées, ce qui réduisait « à néant les plans de la construction de villages communaux dans ce district » de Lugela, car il était le village pionnier pour tout le district¹⁶⁷. La

¹⁶⁵ FRELIMO, *Relatório do Comité provincial à 2ª Conferência*, Quelimane, 15 janvier 1981, in AGZ.

¹⁶⁶ Entretien avec le régulo Cazimbe, Molumbo-Milange, 15 septembre 2004.

¹⁶⁷ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE LUGELA, *Relatório mensal de 15 de Setembro a 15 de Outubro de 1982*, Lugela, 12 octobre 1982, in AGZ.

Renamo fit ensuite la même chose à partir de 1982. Par exemple, dans le district de Gurué, où l'administration locale disait que la principale cible des « bandits » étaient les « villages communaux », parmi les vingt-trois villages existant dans tout le district, la Renamo en brûla dix-huit, réduisant à néant la politique de « socialisation de la campagne » du Frelimo¹⁶⁸. Cette lutte acharnée de la Renamo contre les « villages communaux » est confirmée aussi par certains Zambéziens :

« Ici à Milange, il y avait des gens qui voulaient habiter dans les villages communaux, qui avaient déjà accepté les ordres d'aller vivre dans les villages communaux, mais la Renamo a détruit ces villages. La politique de la Renamo était contre les villages communaux. Ils ont brûlé tous les villages parce que c'était plus facile de les attaquer que d'attaquer les forces du Frelimo. »¹⁶⁹

La destruction des « villages communaux » fut en effet une efficace instrumentalisation politique en vue de coopter le soutien populaire, au sein d'une stratégie globale du PRM et de la Renamo s'en prenant les points de fixation de l'antagonisme entre le Frelimo et les populations.

La situation dans les champs collectifs et dans les coopératifs

Si, au début, une partie des paysans suivit les orientations du parti, cela ne dura pas. En 1977, l'administration de Lugela disait par exemple que les paysans n'acceptaient plus le travail collectif, car la production des années antérieures (1975 et 1976), n'avait pas encore eu de marché et était en train de se détériorer¹⁷⁰. À l'inverse, dans la plupart des cas, la production n'était pas suffisante pour qu'il y ait une redistribution significative aux membres de la coopérative n'en voyaient pas les bénéfices. Maintes fois, les résultats dans les coopératives et dans champs collectifs étaient inférieurs à la production d'un seul paysan. Pour les paysans zambéziens, le travail collectif tel qu'il avait été organisé, signifiait plus un recul qu'une amélioration de leurs vies. L'autre question, tournait autour du détournement des fonds et de la mauvaise gestion par les responsables du Frelimo. Tel fut le cas du district du Gurué, où les paysans ne voulaient plus des coopératives et des champs collectifs, car disaient-ils, l'argent avait été volé par les chefs¹⁷¹. Cette situation semble avoir été banale dans toute la province. Une autre question encore était relative au manque d'instruments de travail, telles les bêches, coupe-

¹⁶⁸ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DO GURUÉ, *Relatório das actividades desenvolvidas durante os meses de Novembro e Dezembro de 1987*, 22 janvier 1988, in AGZ.

¹⁶⁹ Entretien avec Eduardo Santos Buancel, Milange, 13 septembre 2004.

¹⁷⁰ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE LUGELA, *Relatório*, Lugela, 11 août 1977, in AGZ.

¹⁷¹ CONSELHO EXECUTIVO DISTRITAL DO GURUÉ, *Relatório*, Gurué, 9 janvier 1979, in AGZ.

coupe, pelles et du manque d'engrais, d'insecticides, etc. La « socialisation de la campagne » était donc vouée à l'échec dès son implémentation.

Un État au désespoir : Des villages nés de la guerre et des catastrophes naturelles

Les seuls « villages communaux » que le Frelimo a réussi à bâtir en Zambézie résultèrent de la situation de guerre et de catastrophes naturelles (inondations surtout). Ce fut le cas des « villages communaux » des districts de Chinde (zone de Caçaira, près du chef-lieu du district)¹⁷², de Morrumbala et Mopeia, bâtis lors des inondations du fleuve Zambèze en 1978. Dans ce dernier district, les habitants qui avaient été obligés de quitter leurs lieux de résidence des riches terres des rives du fleuve pour l'inondation ne furent pas autorisés à y retourner. Ce fut l'occasion pour l'administration locale de construire des « villages communaux » en d'autres « lieux adéquats ». Le même phénomène se passa, au Sud, dans la vallée du Limpopo.

Mais, même ces rares villages créés ne furent jamais stabilisés, car dès que la situation revenait à la normale, les gens retournaient dans leurs anciennes régions d'origine. Les populations retournaient vers les zones basses, plus fertiles, malgré leur prédisposition aux inondations. La fuite des « villages communaux » vers les anciens lieux de résidence résultait essentiellement de la famine, de l'éloignement des anciens champs des populations ainsi que de l'inadéquation de nouvelles terres où se trouvaient les « villages communaux » ou encore de l'épuisement rapide dû à la concentration de gens et de cultures, sans engrais ni irrigation sur trop peu de terres. Les habitants exigeaient la construction de villages dans la région riveraine, très souvent touchée par les inondations du Zambèze mais riche, sans quoi, elles menaçaient d'aller se réfugier à Marromeu (province de Sofala) ou à Luabo, car elles pensaient que, là-bas, il n'y avait pas de « villages communaux ». Chico Chale Chissomba, considéré l'un des agitateurs des populations fut arrêté afin d'être « rééduqué ». La situation amena le gouvernement local à convoquer une réunion d'urgence¹⁷³ et le gouverneur ordonna le retrait forcé des populations des zones basses vers les « villages communaux » sur les collines¹⁷⁴. Ce retrait forcé des populations vers les

¹⁷² ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE CHINDE, *Relatório*, Chinde, 9 janvier 1979, in AGZ.

¹⁷³ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE MOPEIA, *Cópia do diário de serviço referente ao mês de Agosto de 1978*, Mopeia, 1 septembre 1978, in AGZ.

¹⁷⁴ COMISSÃO DISTRITAL DAS ALDEIAS COMUNAIS DE MOPEIA, *Relatório*, Mopeia, 27 mai 1980, in AGZ.

« villages communaux » commença en juin 1980, accompagné de la destruction des anciennes maisons¹⁷⁵.

D'autres villages résultèrent de la nécessité d'isoler la population du PRM. Ce fut le cas de ceux de Milange (on y reviendra). Plus tard, d'autres villages résultèrent carrément des populations « récupérées » de la Renamo, dont le cantonnement était la condition imposée pour obtenir de l'aide alimentaire¹⁷⁶. Il s'agissait de mieux les contrôler, afin d'empêcher le rétablissement de leur contact avec l'ennemi. Par exemple, après la « récupération » du district de Morrumbala en avril 1987 (occupé pendant environ un an et demi par la Renamo) les travaux d'édification de nouveaux « villages communaux » commencèrent dès juillet. Mais à cause de la famine et des mauvaises conditions d'hygiène (provoquant une mortalité très élevée), l'essentiel de la population s'en fuit de ces villages¹⁷⁷.

1981 : l'année de l'échec de la « socialisation de la campagne »

En 1981, le gouvernement provincial reconnut l'échec de la politique de « socialisation de la campagne » et recommanda à la Commission zambézienne des Villages Communaux, d'étudier les raisons de cet échec et de proposer des solutions afin de redresser la situation¹⁷⁸.

Selon la Commission, il y avait en 1981 dans toute la province de Zambézie seulement 20 « villages communaux » en développement ; 18 embryons et 85 « futurs embryons ». Ces villages abritaient seulement 28 460 habitants. La Commission constatait de ce fait, que « malgré l'existence 2 300 000 habitants à encadrer dans les villages communaux, le processus de « villagisation » était très lent¹⁷⁹.

Le seul « village communal » considéré comme une réussite en cette période, était le village de Muiane, dans le district de Gilé¹⁸⁰. C'était le seul qui possédait ses propres moyens pour la commercialisation et l'écoulement des produits. Il possédait même un camion acheté par les

¹⁷⁵ *Ibidem*.

¹⁷⁶ ADMINISTRAÇÃO DE MORRUMBALA, *Relatório das actividades realizadas durante o ano de 1989*, Morrumbala, 31 mars 1989, in AGZ.

¹⁷⁷ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE MORRUMBALA, *Relatório das actividades realizadas durante o ano de 1988*, Morrumbala, 31 décembre 1988, in AGZ.

¹⁷⁸ GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, *Relatório da Situação da Provincia referente aos meses de Janeiro e Fevereiro*, Quelimane, 28 février 1981, in AGZ.

¹⁷⁹ COMISSÃO PROVINCIAL DAS ALDEIAS COMUNAIS, *Resenha de actividades desenvolvidas individualmente pelos membros do Conselho Coordenador*, Quelimane, 6 juillet 1981, in AGZ.

¹⁸⁰ GOVERNO DA PROVÍNCIA DE MOZAMBIQUE, Secretariado provincial de Eleições, *Relatório da comissão provincial de eleições*, Quelimane, 8 juin 1980, in AGZ.

villageois¹⁸¹. Les responsables de ce village étaient envoyés pour transmettre leur « expérience » ainsi que les avantages de « villages communaux » aux habitants des autres parties de la Zambézie, considérées difficiles. De même, dans les champs collectifs et les coopératives, la situation était très mauvaise. En 1981, il n'y avait que 130 champs collectifs et coopératives agricoles dans toute la province¹⁸², confrontés à de nombreuses difficultés. La plupart d'entre eux, n'existaient que sur le papier. En août de cette même année, la Commission Coordinatrice de Coopératives en Zambézie, reconnut aussi la faillite des coopératives¹⁸³. La plupart de coopératives avaient contracté des dettes auprès de la Banque du Mozambique, de l'Empresa Nacional de Comércio (Enacomo) et des *Lojas do Povo* pour l'achat de tracteurs, de moulins et de divers types des produits, et n'étaient pas en condition de rembourser leurs dettes. Mais le plus grand facteur de faillite des coopératives était selon cette Commission, le détournement des fonds de la part des responsables. Parmi eux, il y avait le directeur provincial de coopératives, un Changane de Gaza, Filimão Daniel Nhatumbo, accusé de s'enrichir sur le dos des paysans. Ce n'est donc pas étonnant lorsque les Zambéziens disent que leur richesse était volée par les changanes. Déçus de l'attitude de ces nouveaux exploiters qui se comportaient comme d'anciens *muzungos*, nombre des paysans qui y étaient entrés abandonnèrent leurs coopératives. Dans celle d'Irrugo, les paysans abandonnèrent aussi les cultures dans les champs, les laissant se détériorer sans le récolter. Dans d'autres coopératives encore, au cours de la même récolte, les paysans se divisaient entre eux les produits sans rendre compte aux responsables.

La reconnaissance de l'échec de la politique de « socialisation de la campagne » n'a pas signifié la fin des efforts du Frelimo. Au contraire, ils continuèrent jusqu'à la fin de la guerre, néanmoins sans aucun succès. La socialisation de la campagne n'était, en effet, pas un objet principalement social ou économique, mais avant tout un impératif issu de l'imaginaire national du Frelimo et de la volonté de créer les conditions d'un contrôle politique de la majorité paysanne de la population du pays. L'habitat dispersé, de surcroît en contact avec les esprits des ancêtres, était « mentalement inadmissible » pour le Frelimo, extérieur au paradigme de la nation homogène et moderne. Il fallait « moderniser les paysans » indépendamment de

¹⁸¹ *Ibidem*.

¹⁸² COMISSÃO PROVINCIAL DAS ALDEIAS COMUNAIS, *Resenha de actividades desenvolvidas individualmente pelos membros do Conselho Coordenador*, *op. cit.*

¹⁸³ COMISSÃO COORDENADORA DAS COOPERATIVAS DE CONSUMO, *Relatório*, Quelimane, 13 août 1981, in AGZ.

leurs aspirations sociales propres. Cette politique fut menée à l'échelle de tout le pays, et on note partout une résistance, plus ou moins active ou passive, selon les cas. En Zambézie, le degré relativement développé de l'agriculture paysanne dans la zone côtière ou à l'autre bout de la province, vers la frontière malawite, combiné aux « faiblesses historiques » du Frelimo dans la province, ont permis à la paysannerie, plus qu'ailleurs, d'empêcher l'État d'appliquer son paradigme de modernisation autoritaire¹⁸⁴. Mais la résistance prit encore d'autres formes, relevant d'un imaginaire paysan opposé à celui de l'État. Comme celle de la Tanzanie, la paysannerie zambézienne ne fut pas « capturée » par l'État¹⁸⁵.

B. Le phénomène *Chupa-sangue* : la « politique par le bas » en réaction à la politique du Frelimo ?

L'une des formes les plus emblématiques et les plus dramatiques de la « résistance imaginaire », fut le phénomène *chupa-sangue* en août 1979.

Le chupa-sangue, un phénomène récurrent en Zambézie

Dans l'imaginaire zambézien, les *Chupa-sangue* étaient des gens qui, pendant la nuit, allaient de maison en maison, et par le biais d'instruments spéciaux introduisaient des tuyaux et suçaient le sang de leurs victimes¹⁸⁶. Mais ce qu'il faut noter de suite, c'est que, ces « vampires » réalisaient leurs actions en concertation avec les structures politiques et administratives du Frelimo à tous les niveaux¹⁸⁷. Or, ce phénomène n'était pas nouveau en Zambézie, même s'il eut cette fois-ci, des effets jamais atteints auparavant.

Pendant la période coloniale, en février 1969, dans les *regedorias* Nhazombe, Vulalo, Chissulo e Dulanha, district de Milange, ce type des rumeurs avaient déjà couru¹⁸⁸. À l'époque, les rumeurs disaient que, pendant la nuit, des *mapangos* (anthropophages) tuaient les gens et les amenaient au Malawi, pour y vendre la viande humaine¹⁸⁹. Selon la PIDE, ces rumeurs étaient habituelles

¹⁸⁴ M. CAHEN, communication personnelle, 5 mars 2007.

¹⁸⁵ Sur la paysannerie tanzanienne voir G. HYDEN, *Beyond Ujamaa in Tanzania: Underdevelopment and an uncaptured peasantry*, Londres, Heinemann, 1980.

¹⁸⁶ O. A. TAZAMA, Governo da Província da Zambézia, *Relatório da actividade inimiga na província*, Quelimane, 27 août 1979, in AGZ.

¹⁸⁷ *Ibidem*.

¹⁸⁸ AHM, PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Relatório de Informação na Província n°3/69, período de 1 a 15 de Fevereiro de 1969*, Lourenço Marques, 1969-1970.

¹⁸⁹ *Ibidem*.

dans la région chaque année à la même époque, pendant la période de la récolte de maïs. Ainsi les auteurs profitaient de la fuite des populations pour voler dans les champs en toute tranquillité¹⁹⁰. Des rumeurs similaires arrivaient aussi de temps en temps, pendant la récolte de *feijão boer* (un type de haricot)¹⁹¹.

Peu de temps après l'arrivée du Frelimo en Zambézie, ces rumeurs revinrent à la surface, cependant sans atteindre une grande ampleur. En janvier 1975, avant même la proclamation de l'indépendance, les populations locales disaient qu'il y avait des « vampires » qui suçaient le sang des gens pendant la nuit. Ces rumeurs étaient accompagnées d'autres selon lesquelles un soulèvement militaire contre le Frelimo aurait bientôt lieu. Cela mena le premier gouverneur de la Zambézie Bonifácio Gruveta à se rendre à Gurué où ces rumeurs étaient les plus intenses afin d'expliquer à la population leur fausseté¹⁹². Ce fut le premier signe de la réaction zambézienne à la politique de « modernisation » autoritaire du Frelimo. En effet, lors des premiers mois du gouvernement de transition, le parti avait commencé son implantation sur le territoire national par le biais des Groupes Dynamiseurs, et les « ennemis » de la Révolution et les structures « féodales » en étaient écartés. L'incitation à la politique de « collectivisation » avait déjà commencé. De même, le chaos dans les plantations avait déjà provoqué l'absence ou le retard des salaires, les carences de nourriture, etc. Mais ces rumeurs n'eurent pas de suite. En revanche, en 1979, elles revinrent à la surface.

La spécificité du *Chupa-sangue* de 1979

Les événements d'août 1979 eurent un impact dévastateur. Ils intervinrent après la réalisation des assemblées du peuple en 1977 et au cours de la fameuse campagne de « restructuration » du parti débutée le 3 février 1978. Rappelons que pendant les élections des assemblées locales et provinciales, les anciennes autorités traditionnelles, les guérisseurs, les anciens « collaborateurs » du colonialisme, les religieux « fanatiques », les polygames, etc., furent tous interdits de vote et déclarés inéligibles. Dans la localité de Cubá à Lugela par exemple, 27 personnes furent empêchées de voter pour s'être « identifiées avec le colonialisme »¹⁹³. Dans le même district, neuf individus qui faisaient déjà partie des « structures » du Frelimo (secrétaires, membres des

¹⁹⁰ *Ibidem*.

¹⁹¹ Entretien avec le *régulo* Mudedereia, Lugela, 27 septembre 2004.

¹⁹² « Bonifacio Gruveta esclarece população », *Notícias* (Maputo), n° 16376, 27 janvier 1975.

¹⁹³ COMISSÃO DISTRITAL DE ORGANIZAÇÃO DE ELEIÇÕES DE LUGELA, *Relatório*, Lugela, 7 novembre 1977, in AGZ.

GD et de l'OMM), en furent expulsés sous prétexte qu'ils étaient des « infiltrés »¹⁹⁴. La préparation et la réalisation de ces élections n'avaient pas été faciles. Par exemple, dans le cercle de Dulanha, poste administratif de Mongoé, le jour prévu pour la réalisation des élections, la population les avait boycottées. Selon la commission locale des élections, la population avait préféré aller à l'église et s'adonner à la consommation de boissons alcooliques (interdites par le Frelimo). Ce fut après une grande campagne de « mobilisation », que la population finit par voter¹⁹⁵. Il faut souligner aussi que dans certaines régions de la Zambézie, des éléments des GD essayèrent de boycotter le travail des brigades des élections, car le travail des députés serait rémunéré, alors que le leur ne l'était pas¹⁹⁶.

La campagne de « restructuration » du parti visait officiellement à éliminer les éléments « infiltrés » et à enrôler de nouveaux membres « non compromis » avec le régime colonial. Mais en réalité, elle visait à supprimer tout pluralisme au sein du Frelimo. Ceux qui exerçaient déjà des fonctions de responsabilité au sein du parti ou de l'État et qui ne convenaient plus, étaient chassés après la « découverte » de leur passé incompatible avec les qualités exigées des membres du parti. Ils étaient accusés d'être responsables de l'inactivité qui caractérisait les « structures » de l'organisation. La politique de « socialisation de la campagne » ne marchait pas parce que, au sein des « structures », il y avait des éléments « infiltrés ». Plusieurs campagnes de « restructuration » du parti furent donc réalisées afin d'écarter ces éléments « anti-révolutionnaires » et de purifier le parti. C'est le cas de l'administrateur de la localité de Socone, district d'Ile, José Albino, dont le passé « compromettant » (ancien cipaye) fut découvert deux jours après la tenue des élections des assemblées du peuple de 1978¹⁹⁷.

Ces fameuses campagnes de « restructuration » ne changèrent rien au fonctionnement des « structures » du Frelimo. L'immobilisme, la désorganisation ainsi que l'abandon de leurs postes pour une grande partie des membres des « structures », au contraire s'intensifièrent. À Alto-

¹⁹⁴ Honório Pereira, *Relatório*, 13 décembre 1977, in AGZ.

¹⁹⁵ GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, 1^a comissão de eleições, Serviço radiotelefonico, *Informação*, Mongoé, Milange 26 septembre 1977, in AGZ.

¹⁹⁶ Considérée un devoir patriotique, le travail de GD n'était pas rémunéré. De même que celui des autres « structures » du Frelimo tels que l'OMM, l'OJM. Le paradoxe est qu'il s'agissait d'un travail à temps plein, qui ne laissait pas place pour l'exercice d'autres activités. C'est cela sans aucun doute qui explique en grande partie l'abandon et l'inactivité de ces « structures », comme le soulignent plusieurs rapports des administrateurs de la Zambézie. Ils abandonnaient leurs postes au sein du Parti, pour aller chercher du travail ailleurs. Malgré cela, l'abandon du travail dans le Parti était considéré comme le résultat d'une « basse conscience politique ».

¹⁹⁷ COMISSÃO DISTRITAL DE ORGANIZAÇÃO DE ELEIÇÕES DO ILE, *Relatório*, Ile, 2 novembre 1977, in AGZ.

Molocué où pendant toute l'année de 1981, l'assemblée locale s'était réunie une seule fois, les deux autres séances furent annulées pour l'absence de quorum. Le gouvernement local se plaignait aussi, disant que les sessions de l'assemblée locale concurrençaient les meetings effectués avec la population, que les députés ne comprenaient pas bien leurs tâches ni les fonctions de l'assemblée¹⁹⁸.

Dans le cadre de la « restructuration » du parti en 1978, 2 434 travailleurs s'étaient inscrits en Zambézie pour être membres du parti, mais les deux tiers, (1 624 soit 67 %) virent leurs candidatures refusées, pour absence des qualités indispensables pour être membre du Frelimo¹⁹⁹. Ce fut à la fin de cette campagne de « restructuration », que les photos des anciens « collaborateurs » de l'ennemi furent affichées dans les lieux publics.

Selon la version officielle, ces éléments, encouragés directement ou indirectement par les religieux organisèrent la réaction à la politique du Frelimo en Zambézie. Profitant de la facilité avec laquelle les populations locales croyaient à ce type de bruits et de la campagne de collecte de sang qui était en cours, les rumeurs selon lesquels il y avait des « suceurs de sang », commencèrent à circuler. En très peu de temps, elles atteignirent presque tous les districts de la Zambézie. Selon le gouvernement local, les agitateurs étaient d'anciens agents de la PIDE, de l'ANP, de la Police de Sécurité Publique (PSP), des anciens cipayes et *regedores*, des prêtres, aussi bien que les GD rejetés par le Frelimo dans le processus de la « restructuration », enfin des polygames, des marginaux et des voyous²⁰⁰. Sans oublier, parmi lesdits agitateurs, des membres du PRM ou d'« Africa Livre ». En clair, en avait là toute la gamme des marginalités et ennemis imaginables par les responsables du parti. Toujours selon le gouvernement zambézien, le bruit avait émergé à Milange, mais là, grâce « au niveau élevé de conscience politique » de la population locale, il ne s'était pas répandu. L'« ennemi », dans l'impossibilité de tromper les populations frontalières, avait orienté son action vers les zones de l'intérieur ou celles de « l'influence superstitieuse » (Gurué, Namarroi, Lugela, Ile, Mocuba, Pebane, Maganja da Costa) en raison de l'obscurantisme, de l'ignorance, du tribalisme et du régionalisme qui régnaient et du mécontentement des anciennes autorités traditionnelles. La cible de l'ennemi était de paralyser les activités productives, car à cause de ces rumeurs, les gens dormaient pendant la

¹⁹⁸ CONSELHO EXECUTIVO DO DISTRITO DE ALTO MOLOCUÉ, *Relatório das actividades desenvolvidas durante o ano de 1981*, Alto Molocué, 31 décembre 1981, in AGZ.

¹⁹⁹ FRELIMO, *Relatório do secretariado do comité Provincial à sua II reunião Ordinária*, Quelimane, 21 mars 1978, in AGZ.

²⁰⁰ O. A. TAZAMA, *Governo da Província da Zambézia, Relatório da actividade...*, op. cit.

journée puisque la nuit, pour ne pas être surpris par les « vampires », ils veillaient autour d'âtres, jouant du djembe, chantant et dansant, ou ils se regroupaient autour des maisons, les hommes d'un côté et les femmes et les enfants de l'autre. Donc, il n'y avait pas de temps pour travailler²⁰¹.

Les travaux dans les champs collectifs ou dans les coopératives furent paralysés, car les gens avaient peur d'être attrapés et de se faire sucer le sang, comme par exemple, à Namarroi, dans la coopérative 1° de Maio du village communal de Tambua²⁰². Dans ce district, le prêtre italien Magiorino Madella et deux catéchistes de nationalité mozambicaine, Salvador Silva et Bernardo Canauete, accusés d'être les principaux promoteurs de ces rumeurs, furent arrêtés et amenés à Quelimane²⁰³. Une manifestation pacifique exigeant leur libération eut lieu devant le bureau de l'Administrateur de Namarroi par des habitants encadrés par des religieux italiens. De même, deux anciens *régulos* furent arrêtés²⁰⁴. Dans le district de Gurué, les travailleurs des plantations de thé de l'entreprise Emocha, commencèrent à abandonner leurs postes de travail sous prétexte qu'ils allaient être victimes d'un suceur de sang s'ils allaient travailler²⁰⁵. Dans ce même district, deux personnes se présentèrent à l'administration locale avec plein de coups sur le corps, affirmant avoir été victimes de « vampires », ce qui ne fut jamais confirmé par les analyses médicales²⁰⁶. À Lugela, huit « agitateurs » furent arrêtés et envoyés à Quelimane, parmi lesquels se trouvaient d'anciennes autorités traditionnelles ou des gens proches d'eux, tels que les fils du *régulo* Muagauanha²⁰⁷.

La capitale zambézienne ne fut pas épargnée par les rumeurs du *chupa-sangue*. À l'instar d'autres régions, dans les quartiers périphériques de la ville, la population ne dormait pas pendant la nuit, et jouait au djembe pour mettre en garde les « vampires ». Les agressions contre les « structures » (organisations du Frelimo) se multiplièrent aussi. Les rumeurs avaient atteint aussi certaines régions de Nampula notamment l'ancienne région du Sultanat d'Angoche, où furent signalés des incidents entre les populations et les forces de l'ordre ou les autorités.

²⁰¹ *Ibidem.*

²⁰² *Ibidem.*

²⁰³ *Ibidem.*

²⁰⁴ SNASP, Gabinete de Informação e Análise, *Assunto: Relatório sobre o boato contra-revolucionário "Chupa-sangue"*, Quelimane, 20 août 1979, in AGZ.

²⁰⁵ *Ibidem.*

²⁰⁶ *Ibidem.*

²⁰⁷ GABINETE DO ADMINISTRADOR DO DISTRITO DE LUGELA, *Relatório a que se refere a mensagem n°1/DPAC/980, da Direcção de Apoio e controle da Zambézia*, Lugela, 6 janvier 1980, in AGZ.

Un état de quasi révolte populaire

La situation devint de plus en plus difficile et incontrôlable. Le siège des responsables du Frelimo par le peuple se resserra encore plus et des confrontations violentes eurent lieu, conduisant à la mort de plusieurs personnes. Mais c'est à Pebane, Maganja da Costa et à Inhassunge, que le phénomène atteignit les proportions les plus alarmantes.

Dans les deux premiers districts, la population armée de bâtons, de machettes, de lances et d'autres objets contondants, attaqua les « structures » du Frelimo : GD, secrétaires du parti, députés, administrateurs, etc., reconnus comme les vampires, ou leurs collaborateurs ou instigateurs principaux. À Pebane, certaines personnes, le corps pleins de coups s'étaient présentées à l'administration locale affirmant avoir été victimes d'un *chupa-sangue* ; la maison de l'administrateur fut encerclée et lui-même agressé, ainsi que son épouse. Les familles des fonctionnaires du gouvernement et du parti furent aussi agressées²⁰⁸. Le bilan fit état d'un mort et de sept blessés (parmi lesquels quatre grièvement, dont l'administrateur-adjoint et le chef du secrétariat). Sept personnes furent arrêtées, parmi lesquels, il y avait deux *regulos*.

Les prêtres de l'église catholique venant de Gilé et de Gurué, ainsi que l'évêque de Quelimane furent accusés d'être directement impliqués dans les émeutes de Pebane, car ils auraient réalisés des meetings « étranges » avec la population locale²⁰⁹. Les causes des émeutes de Pebane seraient le « tribalisme », car selon les responsables du Frelimo en Zambézie, les gens dans le cours même de l'agitation se demandaient pourquoi tous les responsables du district n'étaient pas originaires de la province de Zambézie, même pour les *Lojas do Povo*, alors qu'il y avait localement des gens capables d'occuper ces postes²¹⁰. Cette réaction n'était pas étonnante, car la Zambézie s'était toujours plainte, dès le début, de la « sudisation » du pouvoir par le Frelimo, comme le raconta l'évêque de Quelimane :

« Au début, le Frelimo a envoyé ici seulement des cadres du Sud, alors les Zambéziens ont interprété cela comme un colonialisme du Sud. Cela a fait reculer la Zambézie par rapport au Frelimo. Même les administrateurs étaient du Sud, le chef de *Apoio e Control*²¹¹, même le chef du poste étaient du Sud. Même à l'université, lorsque le professeur sait que cet étudiant vient du Centre ou du Nord, la probabilité d'échouer est plus grande par rapport à celui qui vient du Sud. Les bourses d'étude pour la R.D.A ou Cuba étaient pour les étudiants du Centre et Nord,

²⁰⁸ SNASP, Gabinete de Informação e Análise, *Assunto : Relatório sobre o boato...*, *op. cit.*

²⁰⁹ *Ibidem*.

²¹⁰ *Ibidem* ; O. A. TAZAMA, *Governo da Província da Zambézia, Relatório da actividade...*, *op. cit.*

²¹¹ C'est la figure immédiatement important après le gouverneur de la province.

les cours les moins prestigieux. Mais l'Angleterre et la France, c'était pour les gens du Sud. Toi, qui t'a donné la bourse que tu as ? Comment l'as tu eue ? »²¹².

À Missale, poste administratif de Bajone, district de la Maganja da Costa, l'administrateur local fut attaqué par la population. Dans les accrochages avec les forces de l'ordre, quatre personnes furent tuées et huit blessées, ainsi que le commandant de l'armée. Sept autres personnes furent arrêtées parmi lesquelles trois étaient d'anciennes autorités traditionnelles, accusées d'être les principaux coupables²¹³. Dans ce poste administratif fortement islamisé, le gouvernement local accusa aussi la hiérarchie musulmane et les anciens anetes (propriétaires de terres), expropriés lors de la nationalisation de la terre²¹⁴. Dans la localité de Maneia, Mocabela, des gens se présentaient aux autorités locales avec la marque de coups, affirmant avoir été victimes de suceurs de sang, même des enfants âgés de quatre ou cinq ans²¹⁵.

À Inhassunge, où les « structures » locales du parti furent aussi agressées, et à l'instar des émeutes de Pebane, la résidence de l'administrateur fut encerclée par la population. Dans les affrontements qui suivirent avec les forces de l'ordre, deux personnes trouvèrent la mort et onze furent blessées²¹⁶.

Les gens de « structures » du Frelimo souffrirent beaucoup de ces heurts avec la population. Ils leur étaient impossible de dormir chez eux se devaient de dormir avec la population, sous peine d'être accusés de connivence avec les « suceurs »²¹⁷.

La « guerre imaginaire » entre les Zambéziens et le Frelimo ne s'arrêta pas avec le phénomène *chupa-sangue*. À la fin de 1981, dans le district d'Ile, des rumeurs circulèrent à nouveau selon lesquelles, en collaboration avec les députés et les autres membres du parti, les techniciens cubains de l'entreprise CETA, étaient des criminels, des kidnappeurs et des anthropophages²¹⁸. Des accrochages entre la population locale et les travailleurs de cette entreprise eurent lieu. Les habitants se regroupaient par groupes de huit à dix personnes pour dormir et pouvoir faire face aux tueurs²¹⁹. Au début de 1982, le même type de rumeurs circula encore à Morrumbala²²⁰.

²¹² Entretien avec l'évêque de Quelimane, Dom Filipe Governo, Quelimane, 9 octobre 2004.

²¹³ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DA MAGANJA DA COSTA, *Relatório sobre o levantamento da situação política e social do Distrito da Maganja da Costa*, Maganja da Costa, 2 septembre 1979, in AGZ.

²¹⁴ *Ibidem*.

²¹⁵ *Ibidem*.

²¹⁶ CONSELHO EXECUTIVO DA CIDADE DE QUELIMANE, *Relatório*, Quelimane, 15 septembre 1979, in AGZ.

²¹⁷ Entretien avec le régulo Mudedereia, Lugela, 27 septembre 2004.

²¹⁸ GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, *Informação n°1*, Quelimane, 12 novembre 1981, in AGZ.

²¹⁹ *Ibidem*.

Dans cette même région, des tracts bien réels incitant la population à croire en la religion et en l'existence de Dieu circulaient²²¹.

Contrairement au discours du Frelimo, selon lequel le phénomène *chupa-sangue* était dû au « manque d'unité et d'identité » des Zambéziens et promouvait l'action des « bandits armés »²²², on ne peut rien comprendre si on s'en tient à ce niveau d'analyse. Quelles qu'aient été les possibles manipulations d'opposants de tous genre, il s'est bien agi d'un phénomène mental dû à une grande angoisse populaire face à l'imposition d'un étranger qui s'imposait à leurs corps. Il s'est bien agi d'une réaction zambézienne aux politiques de « modernisation » autoritaire du Frelimo : villagisation forcée, négation religieuse et culturelle, sentiment de « colonisation » et d'exclusion par le Sud. Il n'est donc pas étonnant de voir l'évêque de Quelimane (lui-même ancien accusé lors des émeutes de Pebane), affirmer :

« Le *chupa-sangue* a été l'expression parabolique du mécontentement de la population, peut-être le gouvernement n'a pas bien compris le message. Le fait que le peuple ait accusé le gouvernement fut une parabole pour s'opposer à l'exploitation, à l'oppression d'autant plus qu'il attaquait le gouvernement lui-même, les administrateurs [...] Les biens du peuple étaient exploités par le gouvernement. La réaction a été très violente, la population a libéré des prisonniers à Pebane... »²²³

De telles rumeurs, quand elles se propagent, ne sont jamais réductibles à l'action de comploteurs de l'ombre. Elles venaient surtout de la grande angoisse populaire provoquée par la négation des êtres dans les politiques modernistes du Frelimo. Ce n'est qu'après et seulement après, que certains – lesdits ennemis intérieurs – purent capitaliser militairement ou politiquement l'expression imaginaire et spontanée du mécontentement.

²²⁰ GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, *Relatório*, Quelimane, 12 avril 1982, in AGZ.

²²¹ *Ibidem*.

²²² « Bandits armés », désignation officielle et dépolitisant pour désigner les rebelles de la Renamo (ou en Zambézie, du PRM). S. MACHEL, *A nossa força está na unidade...*, *op. cit.*, p. 37.

²²³ Entretien avec l'évêque de Quelimane, Dom Filipe Governo Quelimane, 9 octobre 2004.

3. La Zambézie et les mouvements anti-Frelimo

En 1976, quelques mois après l'indépendance, un mouvement armé opposé au Frelimo fit son apparition dans la province. Il s'agissait du Partido Revolucionário de Moçambique (PRM), conduit au départ par Amós Sumane, ancien membre du Frelimo et plus tard par Gimo Phiri. Dès cette époque, le PRM commença à mener des attaques sur tout ce qui symbolisait la présence de l'État du Frelimo. Le soutien de la population au PRM fut très important et décisif. C'est la population qui nourrissait les soldats du PRM, et les informait du déplacement et du positionnement des troupes du Frelimo. Le Frelimo lui-même dut le reconnaître avec stupéfaction. Ce même soutien fut accordé ensuite à la Renamo, lorsque ce mouvement commença à mener des attaques contre le Frelimo dans la province à partir de 1982.

A. Le PRM et la contestation du Frelimo

Dès 1976, Partido Revolucionário de Moçambique qui avait sa base arrière au Malawi, commença à attaquer le régime du Frelimo en Zambézie, étant le premier mouvement anti-Frelimo de l'après 1975.

PRM, Africa Livre, Wotcha Weka et quelques autres

Le PRM était un avatar de l'UNAR ou Unamo, mouvement qui, comme on l'a vu au chapitre précédent, avait été créé pendant la guerre coloniale et qui voulait l'indépendance de la « Rombézie ». Cependant, quelques précisions sur le PRM s'imposent. Il n'est pas rare de trouver dans la littérature une confusion entre PRM et África Livre. C'est le cas chez des auteurs tels que Jean-Claude Legrand²²⁴, Carlos Serra²²⁵, Nina Renee Bowen²²⁶. Même dans les documents officiels du Frelimo, très souvent le PRM a été assimilé à África Livre. Or África Livre était juste une station de radio créée par le régime rhodésien pour faire de la propagande anti-Frelimo :

²²⁴ J.-C. LEGRAND, « Logique de guerre et dynamique de la violence en Zambézia, 1976-1991 »..., *op. cit.*

²²⁵ C. SERRA, *De la gestion de corps...*, *op. cit.*

²²⁶ N. R. BOWEN, *Traders and livelihood strategies in post-conflict Zambézia*, Londres, PhD thesis, London School of Economics and Political Science, juillet 2000.

« Le PRM n'a jamais été África Livre, c'était à cause de la radio [...] África Livre, c'était une station de radio. Notre parti a été toujours le PRM, mais les gens utilisaient le nom África Livre pour désigner le PRM à cause de la radio. Ce nom d'África Livre désignait tous les mouvements qui luttèrent contre le Frelimo, aussi bien la Renamo que le PRM. Le PRM a dû faire un grand travail pour dire aux gens, qu'il n'était pas África Livre, que África Livre est une radio qui parle et divulgue tout ce que nous sommes en train de faire, c'était une Radio qui parlait mal du Frelimo, des villages communaux, des laissez-passer [...] ce n'était pas un parti, c'était juste une radio... »²²⁷.

D'autres confondaient le PRM et le *Wotcha Weka*, tenant ce dernier pour un mouvement²²⁸. Or *Wotcha Weka* n'a jamais été un mouvement, il s'agissait du nom de l'action, encouragée par le PRM, des populations pour brûler les « villages communaux ». *Wotcha Weka* signifie « brûle toi-même » [ton village communal] dans les langues locales. Gimo Phiri²²⁹ devenu leader du PRM après l'arrestation d'Amós Sumane, explique la différence :

« C'était un langage que les guérilleros utilisaient avec la population : vous êtes en train de vous plaindre à cause des villages communaux ? Alors, les guérilleros organisaient la population pour qu'elle brûle elle-même leurs paillotes dans les villages communaux et ensuite retourne dans ses zones d'origine. [Les paysans] brûlaient les villages à l'instigation du PRM, qui profitait du fait qu'ils n'aimaient pas les villages communaux. Lorsque nous arrivions dans les villages communaux, nous donnions quelques tirs en l'air pour faire comprendre à la population que nous étions arrivés et pour qu'elle commence à brûler les villages. Ainsi le Frelimo ne pouvait pas inculper les populations. C'était une action concertée entre la population et le PRM. Dès que nous commençons à tirer en l'air pour tromper les GD, la population savait déjà que c'était nous. Ainsi, le Frelimo pensait que c'était nous qui les avions brûlés, alors que c'était la population. C'était pour finir avec les villages communaux [...] c'est un des facteurs qui nous a donné du soutien dans la population. »²³⁰

L'incendie des « villages communaux » par les populations, accompagné de leur fuite vers le Malawi ou vers les anciennes zones de résidence, est une réalité qui fut confirmée par le ministère de la Défense lui-même, au cours d'une réunion tenue à Milange en 1982²³¹.

²²⁷ Entretien avec Gimo Phiri, Tete, 27-28 octobre 2004.

²²⁸ C. SERRA, *De la gestion de corps...*, op. cit. ; N. R. Bowen, op. cit.

²²⁹ Selon *Africa Confidential* n°13, vol. XXX, Londres, 23 juin 1989, Gimo Phiri serait un « Mozambican Asian business man », ce qui est tout faux. Bernardo Alfai Gimo, un Noir, plus connu sous le nom de Gimo Phiri est né dans le poste administratif de Charre, ancienne circonscription de Mutarara, province de Tete, le 5 mai 1948. Après avoir fait la 4^e année rudimentaire dans la mission locale, il a travaillé à Vila Pery (actuel Chimoio) et ensuite à Beira. C'est là qu'il a fait ses premiers pas en politique. Dans les années 1970, il fit partie du Frelimo, recrutant des militants pour ce mouvement surtout dans sa région natale. Déçu (selon lui) par le caractère « marxiste » du Frelimo, il quitta le pays pour le Malawi en 1974, encore sous le gouvernement de transition, pour se joindre à d'autres militants anti-Frelimo, tels que Amós Sumane.

²³⁰ Entretien avec Gimo Phiri, Tete, 27-28 octobre 2004.

²³¹ MINISTÉRIO DA DEFESA Nacional, *Sintese da Reunião Conjunta das Forças de Defesa e Segurança das Províncias do Niassa e Zambézia*, Milange, 4 février 1982, in AGZ.

Le PRM revint aux mêmes endroits du district de Milange (le district le plus affecté) où il agissait pendant la lutte anti-coloniale, par exemple dans les hameaux et *regedorias* de Sabelua, Tengua, Nhazombe, Congono, Mandua, Gerasse, Saenda, Ponderane, Vulalo, etc., à Milange. Rappelons que l'UNAR avait créé des branches dans ces régions pendant la lutte anti-coloniale (voir le chapitre IV), et qu'en septembre 1968, un groupe de l'UNAR, dont faisait partie Matias Tenda, avait été arrêté dans la région de Vulalo.

Il s'agit là de l'un des facteurs expliquant l'implantation facile et rapide de ce mouvement en Zambézie, car leurs militants étaient déjà connus et eux-mêmes ils connaissaient le terrain. Le champ d'actions du PRM couvrait aussi les districts de Mutarara (terre natale de Gimo Phiri, à Tete), Mecanhelas (une région du Niassa qui n'a jamais porté le Frelimo dans son cœur, voir chapitre précédent), Lugela (surtout la région de Muabanama, frontière avec le district de Milange), Namarroi, Gurué, Morrumbala et Mopeia, en Zambézie. La plupart de ses militants étaient des Zambéziens de l'ethnie Lomué, des gens qui avaient le plus souffert de la fin de l'économie de plantation et la de politique de « modernisation » autoritaire du Frelimo. Il s'agit d'ailleurs, rappelons-le, d'une ethnie qui avait été déjà humiliée et méprisée par les Portugais et par les différentes compagnies capitalistes qui passèrent par la Zambézie.

Au début, le PRM utilisait des bâtons, des haches, des machettes, des lances. Petit à petit, il commença à voler des armes et des uniformes aux soldats, miliciens et policiers du Frelimo. Certains de ces « contre-révolutionnaires » (selon la version officielle), étaient d'anciens soldats du Frelimo pendant la lutte anti-coloniale. C'est le cas du fameux commandant Lucas Saguata. Lucas Saguata avait été militaire de l'armée coloniale à São Tomé e Príncipe. Pour avoir participé à une rébellion dans ce pays, il fut arrêté et incarcéré pendant dix ans, avant de rejoindre les rangs du Frelimo et devenir instructeur de ce mouvement à Nashingwea en Tanzanie²³². À l'indépendance, Lucas Saguata se joignit au PRM, ayant été, le commandant principal de ce mouvement en Zambézie. La légende veut qu'il possédait des pouvoirs magique²³³.

Ce mouvement trouva dès le début un soutien parmi les populations rurales déçues par le Frelimo. Le PRM attaquait les « villages communaux », les sièges du Frelimo, les députés, les

²³² PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Actividades terroristas no Distrito do Niassa*, Lourenço Marques, Informação n° 696-SC/CI (2), 17 août 1966 in AHU/MU/GM/GNP/K.6.10/SR036/PT.4, Situação subversiva em Moçambique.

²³³ Entretien avec Gimo Phiri, Tete, 27-28 octobre 2004.

GD, les membres des Organisations Démocratiques de Masse (ODM), les magasins du peuple, c'est-à-dire, tout ce qui représentait l'État-parti. Au début 1979, la plupart des gens des « structures » du Frelimo dans le district de Milange où le PRM était très actif, avaient abandonné leurs fonctions en s'enfuyant vers le Malawi, par crainte des actions de ce mouvement, paralysant quasiment les activités politiques du parti²³⁴. Le gouvernement fut obligé d'envoyer des renforts (militaires et des cadres plus dévoués) pour minimiser l'impact des agressions et « mobiliser » la population²³⁵.

Le PRM attaquait aussi les milices et les policiers pour voler des armes, des uniformes, des bottes, des cartes d'identité de la Police Populaire du Mozambique (PPM). Il n'était donc pas rare de voir les agents du PRM déguisés en éléments du Frelimo attaquer les positions de ce parti. Par exemple, le 21 mai 1980, dans la zone de Chindio à Milange, un groupe du PRM vêtu avec des uniformes volés à la PPM attaqua un poste de police, tuant un policier²³⁶.

L'aggravation de la situation militaire

Malgré les renforts envoyés en 1979, la situation politico-militaire devint encore plus difficile, surtout dans la région de Milange. En 1980, la Commission Coordinatrice des Forces de la Défense et Sécurité locale, reconnut la gravité de la situation et que le PRM n'était pas un simple groupuscule de bandits, comme le gouvernement le pensait jusqu'à la. Elle demanda encore des renforts :

« ... Nous voulons informer les structures centrales de la province que la situation militaire de Milange est bouleversée. [Il ne faut plus] minimiser, il ne s'agit plus de simples bandits comme nous le disions jusque là, mais d'agents fantoches de l'*África Livre*. Nous devons renforcer nos positions, augmenter le nombre de soldats, afin de repousser le nombre élevé de bandits qui apparaissent ces derniers jours [...] si nos positions restent avec les effectifs qu'elles ont aujourd'hui, nous souffrirons de lourdes pertes. »²³⁷

Rien qu'entre les mois de mars et septembre 1980, avaient eu lieu dans ce district environ trente attaques. Elles étaient soutenues surtout par d'anciens *regulos* et chefs de hameaux²³⁸. De même, un nombre non négligeable de secrétaires de quartiers et de GD, de commissaires de

²³⁴ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE MILANGE, *Relatório*, Milange, 10 avril 1979, in AGZ.

²³⁵ *Ibidem*.

²³⁶ MINISTÉRIO DA DEFESA NACIONAL, 1º destacamento especial (Tigre), *Relatório*, Mongoé, Milange, 1 juin 1980, in AGZ.

²³⁷ COMISSÃO COORDENADORA DAS FORÇAS DE DEFESA E SEGURANÇA, *Relatório*, Milange, 25 mai 1980, in AGZ.

²³⁸ MINISTÉRIO DA DEFESA NACIONAL, 1º destacamento especial (Tigre), *op. cit.*

district, de membres des ODM abandonnèrent leurs fonctions pour se joindre aux forces du PRM²³⁹. C'est un des facteurs qui en expliqua rapidement la force. Ce soutien de certaines « structures » du Frelimo fut très décisif pour les actions du PRM. C'étaient elles par exemple qui donnaient les informations sur les mouvements des troupes du Frelimo. C'était elles aussi qui contribuaient en denrées alimentaires. En très peu de temps, le PRM réussit à gagner les paysans locaux en recevant de quoi manger, des cachettes, des informations sur les mouvements des troupes du Frelimo, etc., à tel point que le gouvernement imposa la construction des « villages communaux » par la force pour mieux contrôler les paysans et éviter tout contact avec le PRM :

« Avec comme principe la tradition des premiers combats de la lutte de libération nationale, il a été fondamental [pour le PRM] de gagner l'adhésion des populations et d'avoir son plein soutien moral et alimentaire. L'évolution des actions des bandits dirigés par les agents de l'África Livre qui ont assimilé notre expérience, montre qu'ils profitent du regroupement familial et des populations isolées pour mettre en pratique leurs actions. Et nous admettons cela comme réalité parce qu'ils reçoivent tout le soutien moral, alimentaire, financier et à la dissimulation de leurs bases et de leurs mouvements. Nos armes que ces bandits ont volées, se trouvent dans les maisons des populations. Comment notre action portera-t-elle ses fruits si les bandits continuent à recevoir le soutien de la population ? Et parmi ceux qui les soutiennent, certains le font de libre conscience, et d'autres par intimidation, mais tous contribuent à la perpétuation de ces bandits. Et pour cela nous proposons encore une fois [afin de réussir] l'isolement des contre-révolutionnaires, le rassemblement obligatoire des populations dans les villages communaux ; la localisation des endroits où doivent être construites les villages communaux. »²⁴⁰

Un rapport du ministère de la Défense résuma en quelques points, les facteurs qui amenaient la population à soutenir le PRM :

« ... Notre étude a constaté que notre population est facilement gagnée par l'ennemi dans les villages communaux parce qu'on ne respecte pas les promesses faites lors de l'acte de la fixation des masses populaires dans les villages communaux, les conditions de survie telles que des boutiques pour l'achat de denrées, des hôpitaux, des marchés, des écoles et même de l'assistance politique. »²⁴¹

L'autre aspect tenait aux abus des « structures » du Frelimo sur les populations. Effectivement, dès le début le Frelimo dut faire face à l'indiscipline et à l'abus des « structures » contre les populations. Les Groupes de Vigilance Populaire (GVP) étaient accusés de maltraiter la

²³⁹ COMISSÃO COORDENADORA DAS FORÇAS DE DEFESA E SEGURANÇA, *Relatório*, Quelimane, 28 octobre 1980, in AGZ.

²⁴⁰ *Ibidem*.

²⁴¹ MINISTÉRIO DA DEFESA NACIONAL, *Sintese da Reunião...*, op. cit.

population, tandis que les miliciens étaient accusés non seulement de la maltraiter, mais aussi de la tuer²⁴². À Milange, où, on l'a vu, le PRM était très actif, les milices étaient les « champions de la terreur ». Les exactions les plus diverses étaient commises contre la population.

Les déboires du PRM

Néanmoins au milieu des années 1980, le PRM essuya un revers avec la destruction de plusieurs de ses bases et l'arrestation des plusieurs militants, dont le leader, Amós Sumane. D'autres membres importants furent également arrêtés comme Joaquim Veleia, (ancien commissaire du Frelimo à Gurué, qui s'était joint au PRM, exécuté en 1981) et Matias Tenda (condamné à mort en juin 1982)²⁴³. Il ne faut non plus oublier l'assassinat à Milange du « terrible » Lucas Saguata, le 6 avril 1981, dans un piège monté par le Frelimo. Le Malawi, également sous la pression du Frelimo, commença à réprimer le PRM. Ainsi, le 26 janvier 1981, dix-huit éléments du PRM furent arrêtés par les autorités locales et livrés au gouvernement du Mozambique²⁴⁴.

En 1982 le tribunal militaire révolutionnaire condamna trente militants du PRM : quatre étaient condamnés à mort et 27 à des peines de prison très lourdes²⁴⁵. Parmi eux, se trouvait une femme, qui profitant de sa position de cheffe au sein de l'OMM, recrutait des femmes, et récoltait des fonds et des denrées alimentaires pour le PRM²⁴⁶. La particularité la plus importante ici, est que tous les militants arrêtés étaient originaires de la Zambézie.

La fusion entre le PRM et la Renamo

Dans une lettre datée du 28 juin 1982 envoyée à Gimo Phiri, Orlando Cristina (dont le nom de guerre était Mário Salima), alors secrétaire-général de la Renamo, proposa l'unification du PRM et de la Renamo. Selon Cristina la dispersion de forces était un handicap dans la lutte contre le Frelimo :

« L'existence de différents groupes armés serait très dangereuse pour le futur du pays. Dans une révolution, la discipline est essentielle. Il est nécessaire que nous nous mettions en garde contre les graves problèmes futurs résultant de forces divisées qui peuvent jeter le pays et le peuple

²⁴² GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, *Relatório sobre a situação da Província nos últimos dois anos...*, *op. cit.*

²⁴³ « Mozambique: Havoc in the bush »..., *op. cit.*

²⁴⁴ COMISSÃO COORDENADORA DAS FDS, *Síntese do relatório do 3º destacamento especial referente ao mês de janeiro de 1981*, Milange, 12 mars 1981, in AGZ.

²⁴⁵ « TMR condena 32 contra-revolucionários. Quatro réus com pena de morte », *Tempo* (Maputo) n° 541, 22 février 1981; *Notícias* (Maputo), 16 mars 1981.

²⁴⁶ *Ibidem.*

dans la confusion, dans le chaos et dans la destruction complète de ce que nous sommes en train de créer avec beaucoup de sacrifice. »²⁴⁷

Deux mois plus tard, en août, les deux mouvements, fusionnèrent. Afonso Dhlakama, leader de la Renamo restait à la tête du mouvement et Gimo Phiri, en devenait vice-président. Cette unification marqua aussi l'entrée de la Renamo en Zambézie en août 1982. À partir de cette période, la guerre prit une autre dimension, devenant très agressive. Mais cette union ne dura pas, et suite à des divergences, Gimo Phiri quitta la Renamo en 1987 et recréa l'Unamo en hommage, selon lui, à Amós Sumane. Il combattit de nouveau le Frelimo et la Renamo. Il fut ensuite récupéré par le Frelimo afin de combattre la Renamo, en échange de certaines promesses. Gimo Phiri expliqua ainsi les raisons de son départ de la Renamo et comment il fut ensuite soudoyé par le Frelimo :

« Cela a été une raison très simple : d'abord, les guérilleros dont la plupart étaient Lomués disaient qu'ils étaient exclus, qu'ils n'avaient pas accès aux postes de direction à cause du tribalisme, que seulement les Ndaus pouvaient être commandants. Ainsi les Lomués n'étaient pas satisfaits. Ensuite : je ne sais pas si c'était vrai ou pas, il y a eu une rumeur, selon laquelle un groupe dirigé par Evo Fernandes²⁴⁸ voulait m'abattre, car il pensait que j'avais des liens avec le Frelimo. Je pense que Dhlakama n'était pas mêlé à cette affaire. J'ai fait une lettre à Dhlakama où je lui disais que j'abandonnais le groupe, mais il refusa mon départ. Enfin, l'autre raison de la rupture, ce fut la destruction des infrastructures du pays. Si nous gagnions la guerre, nous allions gouverner quoi ? C'est une des choses qui m'a fait quitter la Renamo, même Orlando Cristina n'était pas d'accord avec la destruction. Je n'acceptais pas la destruction du Mozambique. Si nous détruisions, où allions-nous trouver l'argent pour reconstruire le pays ? Tu penses que ceux qui disaient à Dhlakama de détruire, vont lui donner de l'argent si un jour il prend le pouvoir ? Notre but était de lutter contre le communisme et non de détruire, je suis parti avec 3 000 hommes. À cette époque, 1987, année de la rupture, nous avons attaqué le Frelimo et la Renamo. Et le gouvernement se voyant attaqué de deux cotés, nous a contactés. Il y a eu des promesses qui n'ont pas été respectées, aujourd'hui je me trouve dans une situation d'abandon. Nous avons fait un accord avec le Frelimo, qu'il n'a pas tenu. »²⁴⁹

Suite à l'accord entre le Frelimo et le groupe de Gimo Phiri, fut créée une nouvelle force dénommée « Groupe Maria », qui n'était autre que les restes de l'ancien PRM. C'est ce groupe commandé par Gimo Phiri, qui a rendu possible la sécurité de certaines régions de la Zambézie, surtout autour de Milange. Puis la troupe de Gimo Phiri fut démobilisée avec celle du Frelimo dans le cadre de l' Accord Général de Paix (AGP).

²⁴⁷ Mário Salima, lettre à Gimo Phiri, 28 juin 1982 (archives personnelles, ville de Tete, octobre 2004).

²⁴⁸ Secrétaire-général de la Renamo (après l'assassinat d'Orlando Cristina), d'origine goanaise.

²⁴⁹ Entretien avec Gimo Phiri, Tete, 27-28 octobre 2004.

Lors de l'ouverture du pays au pluralisme politique en 1990 et sans aucune doute grâce à la complicité du Frelimo, Gimo Phiri perdit la présidence de l'Unamo²⁵⁰ au profit de Carlos Alexandre dos Reis, ancien délégué de ce mouvement à Lisbonne. Né à Milange, Zambézie, Carlos Alexandre dos Reis, est un personnage fort controversé. Pendant la période coloniale il avait été interprète dans l'administration de la circonscription de Milange. En 1966 à la suite d'une rafle faite par la PIDE contre un prétendu réseau du Frelimo en Zambézie, il fut arrêté. Devenu commerçant à l'indépendance, il fut arrêté accusé de spéculation et d'autres crimes économiques. Il apparut ensuite à Lisbonne en lien avec la Renamo ou avec le PRM et le Snasp, les services secrets du régime de Maputo. En l'absence de Gimo Phiri qui se trouvait encore en brousse, Carlos Reis légalisa le parti, organisa un premier congrès et s'autoproclama leader. Aujourd'hui, il est toujours leader de l'Unamo et dit se battre pour le fédéralisme. Ce fut le début de la « mort » politique de Gimo Phiri.

Ensuite, Gimo Phiri créa l' Union Démocratique du Mozambique (Udemo), mouvement qui jusqu'à aujourd'hui n'a aucune expression et n'a d'ailleurs pas engagé les formalités pour être reconnu par l'État. Ce « nouveau » mouvement se bat aussi selon ses dirigeants, pour la création d'un État fédéral, qui diviserait le Mozambique en deux parties, le Nord et le Sud²⁵¹. Lors de la première séance plénière de la quatrième session du parlement en 1996, le président de la République, Joaquim Chissano répondant à une question posée par un député de la Renamo, nia avoir pris des engagements envers Gimo Phiri. Pour Chissano, Gimo Phiri n'était qu'un simple dissident de la Renamo, qui avait demandé de l'aide au Frelimo pour combattre le mouvement rebelle d'Afonso Dhlakama²⁵². Face à ce discours de Joaquim Chissano au parlement, l'Udemo, qui disait posséder 3 000 combattants menaçait de reprendre la guerre, afin de forcer le Frelimo à accomplir ses engagements²⁵³. Ce n'était qu'un Bluff.

Gimo Phiri vit aujourd'hui dans une petite chambre, dans la ville de Tete, où selon lui, « il attend toujours et pacifiquement [qui soient tenus] les promesses du Frelimo », partageant sa vie entre le Mozambique, et le Malawi où se trouve sa famille.

²⁵⁰ L'Unamo fut le premier parti politique légalisé après l'introduction du multipartisme au Mozambique. Sur cette question voir « Unamo registration confirmed », *Mozambiquefile* (Maputo), n°189, avril 1992.

²⁵¹ « Udemo diz ter 3 000 mil homens prontos a combater », *Notícias* (Maputo) n° 23 431, 11 mars 1996.

²⁵² *Ibidem*.

²⁵³ *Ibidem*.

B. La Zambézie de la Renamo

La Renamo, elle n'était pas « zambézienne », mais quel fut l'impact de sa fusion avec le PRM dans la guerre civile ? Quelle fut la réaction de la population à l'égard de la Renamo ? Comment le Frelimo répondit-il à cette nouvelle situation ?

La Renamo et le durcissement de la situation militaire

Lorsque la Renamo pénétra en Zambézie avec l'aide du PRM, la situation politico-militaire devint vite insoutenable. Les actions militaires changèrent rapidement de nature, devenant encore plus violentes. Des voitures étaient attaquées, des mines étaient placées sur les routes, des coopérants étaient attaqués ou kidnappés, etc. Ce fut le cas de six techniciens bulgares en août 1982 et de vingt-quatre autres de nationalité soviétique kidnappés en août 1984. La Renamo s'acharna aussi, à l'instar du PRM, sur les « structures » du Frelimo (GD, secrétaires de quartiers, députés, etc.) et sur tout ce qui représentait l'État de ce parti (professeurs, médecins, infirmiers, hôpitaux, écoles, usines, plantations de thé, « villages communaux », etc.). Cette obsession pour détruire ladite « modernité » étatique mena la Renamo par exemple, à se méfier de tous ceux qui parlaient la langue portugaise, perçus comme étant du Frelimo:

« Si tu parlais portugais dans cette zone, tu avais des problèmes avec la Renamo. Ils pensaient que tu étais du Frelimo. Le petit copain de ma tante a été tué par la Renamo parce que, lorsqu'il a été arrêté, il répondait aux questions posées par la Renamo en portugais, il venait d'arriver de Nampula. »²⁵⁴

La Renamo faisait toujours le contraire du Frelimo. Elle se ralliait aux autorités traditionnelles, aux guérisseurs, aux devins, etc., méprisés par le régime de Samora Machel. Dans ses incursions militaires, elle rasait tous les grands bâtiments sauf les églises comme par exemple à Lugela, Milange, Morrumbala, Micaune et Molumbo²⁵⁵. Elle épargnait aussi les maisons de gens, c'est-à-dire, de simples paysans, de ceux qui n'avaient aucun lien ou n'étaient pas suspectés d'avoir liens avec le Frelimo et son État.

En très peu de temps, la Renamo gagna l'adhésion des populations rurales, comme l'attestèrent plusieurs rapports des administrateurs locaux. À Morrumbala par exemple, un district occupé

²⁵⁴ Entretien avec Bacalhau, Maputo, 10 novembre 2005.

²⁵⁵ J. CARIMO, « Crónicas de Namuli. A Religião dos Bandidos », *Tempo* (Maputo), n° 947, 4 décembre 1988.

par la Renamo le 16 août 1982, (quelques jours après son entrée en Zambézie), dont le chef-lieu était resté isolé au milieu de localités conquises (Megaza, Pinda, Derre, Muandiuva, Mepinha, Guerissa et Chire) et où toutes les activités économiques étaient presque paralysées, le gouvernement local disait que:

« En très peu de temps la Renamo a réussi à gagner l'adhésion des populations de Morrumbala. C'est dans ces régions que l'influence de la Renamo est très forte, où l'adhésion de la population à ce mouvement est volontaire. »²⁵⁶.

À Milange, en mars 1983, le gouvernement disait que la population était déjà « conquise » par les « bandits » et se joignait volontairement à eux²⁵⁷.

La facile adhésion de la population aux « bandits » s'explique non seulement par le fait de se battre contre la « modernité » du Frelimo mais aussi, contre les mauvais traitements des « structures » du régime de Maputo, en vue de la construction dudit État « moderne ». En septembre 1982, le commandant militaire provincial de la Zambézie, Bonifácio Gruveta adressa un mémorandum au gouverneur Oswaldo Tazama, dans laquelle, il montrait quel niveau avait atteint l'abus des « structures » du Frelimo contre les populations :

« Sous les ordres des administrateurs locaux, les milices et les Groupes de vigilance prennent les biens des populations. Dans les gares du district de Namacurra, les milices fouillent les bagages des passagers, prennent les boissons qu'ils trouvent et ensuite, ce sont eux qui les boivent, fait dont le peuple a connaissance. »²⁵⁸

En revanche, il semble qu'en Zambézie, la Renamo a été moins dure à l'égard de populations qu'elle courtisait. Lors de l'attaque de Belua et Cuge, sections de l'entreprise Emocha, la Renamo a abattu des têtes de bétail et les a distribuées à la population. Dans certaines de ces actions, la Renamo était aidée par la population, comme à Megaza, près de Morrumbala, lorsqu'elle y captura le bétail d'un certain Arnaldo en septembre 1982²⁵⁹.

Un rapport du gouvernement de Gilé, montre que si la Renamo au début, avait utilisé la force ou l'intimidation, elle était en train de changer de tactique, essayant de conquérir l'adhésion des populations par des moyens plutôt pacifiques :

²⁵⁶ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE MORRUMBALA, *Relatório para o Governador da Provincia da Zambézie*, Morrumbala, 13 septembre 1982, in AGZ.

²⁵⁷ GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, Gabinete do Governador, *Informação diária (Resumo)*, Quelimane, 31 mars 1983, in AGZ.

²⁵⁸ B. GRUVETA, Comando provincial da Zambézia, *Nota informativa*, Mocuba, 14 septembre 1982, in AGZ.

²⁵⁹ ADMINISTRAÇÃO DE MORRUMBALA, *Do Administrador de Morrumbala, para o Governador da Provincia da Zambézia*, Morrumbala, 5 septembre 1982, in AGZ.

« Les bandes armées utilisent une nouvelle tactique pour ne plus maltraiter la population, ni prendre ses biens par la force, mas seulement par le biais d'offre ou en échange d'argent. L'ennemi, pour gagner la population, procède à la distribution de t-shirts. Il s'agit de t-shirts volés dans les autres endroits où il est passé lorsqu'il venait à Gilé. »²⁶⁰

En août 1983, dans le cadre de son « offensive présidentielle » contre toutes les « insuffisances », Samora Machel, considérant qu'il y avait une grande désorganisation et un relâchement au sein des forces armées qui facilitaient les actions des mouvements anti-Frelimo procéda à la réorganisation des effectifs des forces armées en Zambézie et annonça le début d'une vaste offensive contre la Renamo. Des commandants, des capitaines, etc., furent rétrogradés et des vétérans de la lutte anti-coloniale, des militaires qui avaient combattu les régimes de Ian Smith et celui d'Idi Amin Dada lors de l'invasion de la Tanzanie, furent appelés à intégrer l'armée en Zambézie²⁶¹. Le cas le plus emblématique fut le remplacement de Bonifácio Gruveta, le commandant provincial, par le brigadier José Ajape, ancien commandant du petit groupe de troupes mozambicaines envoyé soutenir la guérilla en Rhodésie²⁶². Les militaires rétrogradés furent envoyés dans des lieux de production :

« Lorsque j'ai visité Mocuba, j'ai rencontré des commandants qui avaient été envoyés de Maputo pour dynamiser les forces armées, pour diriger les opérations. Certains d'entre eux sont ici depuis octobre de l'année dernière. J'ai demandé : « à combien de combats avez-vous participé ? ». Et on m'a répondu : « à aucun combat ». D'autres sont ici à Quelimane et à Mocuba depuis janvier pour entraîner les soldats et les amener au combat. Et je leur ai demandé : « à combien des combats avez-vous participé ? ». Et ils ont répondu : « à aucun ! ». Mais il s'agit d'un capitaine et d'un lieutenant des Forces Armées du Mozambique, des Forces Populaires du Mozambique. Nous les avons donc rétrogradés. Ils sont ici en train d'amollir les soldats, en train d'occuper illégalement les maisons et de toucher des salaires, d'être nourris par l'armée juste pour faire du vagabondage, pour se transformer en gloutons et en paresseux. Ils sont ici. Je les ai remis au camarade Mário Machungo²⁶³. Il va leur donner des tâches sur les lieux de production. Ils vont gagner leur salaire là-bas, pas ici dans l'armée. Ici, notre métier c'est le combat. »²⁶⁴

Cette « offensive » présidentielle affecta aussi la police locale jugée également inopérante et corrompue. Samora Machel s'en prit également aux *régulos* qui selon lui, enrôlaient la population pour la Renamo et leur adressa un ultimatum :

²⁶⁰ ADMINISTRAÇÃO DE GILÉ, *Do Administrador do distrito de Gilé para Governador da Província Da Zambézia*, Gilé, 10 novembre 1982, in AGZ.

²⁶¹ « Zambézia : reorganizar as FAM para desbaratar os bandos armados », *Tempo* (Maputo), n°670, 14 août 1983. « Le président Samora retourne à Zambézia », *Bulletin d'Information* (Maputo), n° 86, Agência de Informação de Moçambique, août 1983.

²⁶² *Ibidem*.

²⁶³ Gouverneur de la Zambézie à l'époque.

²⁶⁴ « Zambézia. Ofensiva militar e economica », *Tempo* (Maputo), n°671, 21 août 1983.

« ...Ici en Zambézie certains *regulos* son en train d'enrôler la population pour les rangs des bandits armés. Ces *regulos* seront donc tués. Je suis en train d'appeler tous ces *regulos* pour qu'ils rentrent vite avec les populations, car nous allons déclencher une grande offensive en Zambézie. Nous avons le peuple de la Zambézie derrière nous... »²⁶⁵

Il est vrai que la situation militaire connu temporairement quelques améliorations, comme par exemple, la réouverture des certaines routes vitales pour l'économie locale au trafic, permettant par exemple la reprise de l'exportation du thé à Gurué²⁶⁶. Pour apaiser la situation économique, Samora Machel nomma un nouveau gouverneur pour la Zambézie, l'économiste Mário Machungo, né à Maputo, mais la situation économique continua à se détériorer. Celui-ci fut remplacé en 1986, par Feliciano Gundana, un vétéran de la lutte anticoloniale, né à Sofala. À ce moment-là, la Renamo contrôlait de vastes régions de la Zambézie.

La force de la Renamo s'expliquait aussi par la faiblesse du Frelimo. En effet, les soldats étaient confrontés à toutes sortes de difficultés logistiques et matérielles tels le manque d'alimentation, d'uniformes, de bottes, de voitures, etc., comme l'atteste le rapport suivant de 1983 :

« La situation dans la province de Zambézie n'est pas du tout bonne. L'ennemi a tendance à confiner toute la province, parce que notre capacité de réponse est faible. Cette faiblesse vient du nombre réduit d'effectifs dans la province [...] notre armée arrive très souvent tard dans les endroits attaqués par l'ennemi du fait du manque de transport, même si l'ennemi reste dans ces endroits très longtemps. Nous manquons d'uniformes, de bottes ou des baskets. Les soldats restent souvent en lambeaux et [vont] pieds-nus. »²⁶⁷.

La Zambézie « libérée »

Pendant le dernier trimestre de 1986, la Renamo introduisit des milliers d'hommes à partir de l'Afrique du Sud, dont le but était selon le président Joaquim Chissano de couper le Mozambique en deux à partir de la vallée du Zambèze, afin d'avoir accès à la mer²⁶⁸.

En même temps, d'autres groupes de la Renamo venant du Malawi entrèrent en Zambézie par la région de Milange occupant la presque totalité des chefs-lieux des districts de cette province. Lors d'une attaque au chef-lieu du district de Gilé en février 1986, l'administrateur local, José

²⁶⁵ *Ibidem*.

²⁶⁶ « Mozambique: politicising the ranks? », *Africa Confidential*, n°4, 15 février 1984, Vol. XXV.

²⁶⁷ MINISTÉRIO DA DEFESA NACIONAL, *Sintese do Encontro orientado pela sua excelência Major General e comandante militar provincial da Zambézia*, Quelimane, 27 janvier 1983, in AGZ.

²⁶⁸ « Guerra que nos movem é para destruir o povo Presidente Joaquim Chissano na abertura da AP (2ª sessão da Assembleia Popular) », *Tempo* (Maputo), n° 887, 11 juin 1987.

Albino fut tué²⁶⁹. Ce district fut occupé en octobre de la même année, le nouvel administrateur s'étant réfugié à Pebane.

À l'instar du Frelimo pendant la lutte anticoloniale, la Renamo soutenue par les chefs traditionnels et les *Mujibas* ou *Mujuba*²⁷⁰ créa un système d'administration dans les régions qu'elle avait conquises (même s'il n'atteint pas le niveau de celui du Frelimo). Plus que dans les autres régions, ce fut en Zambézie que les « zones libérées » de la Renamo acquirent une certaine importance²⁷¹. Dans la région de Milange, la Renamo avait certaines infrastructures sociales, mais ce fut à Derre à Morrumbala, (occupé la première fois en 1982 et puis de 1986 à 1990), qu'elle avait implanté un système administratif encore plus important²⁷². La Zambézie devint aussi le grenier de la Renamo. La nourriture produite ici, alimentait les militaires de ce mouvement dans les provinces de Manica et de Sofala²⁷³.

À la fin de 1986, le nombre de personnes souffrant de pénuries alimentaires était d'environ 1,5 million (plus de la moitié de toute la population zambézienne, estimée à 2 418 851 habitants par le recensement de 1980). Les populations rurales se réfugièrent au Malawi, (environ 200 000 personnes parmi lesquelles il y avait des habitants de Tete) d'autres allaient vers Quelimane, la capitale (environ 70 000)²⁷⁴. Dans cette ville, les réfugiés dormaient dans les garages, sur des balcons ou dans quelques centres d'accueil construits à la périphérie de la ville. Les communications terrestres entre la capitale et les districts étaient complètement paralysées à cause de l'insécurité. Les seuls moyens de déplacement restaient l'avion ou le bateau, les routes ayant été complètement endommagées par des mines ou obstruées par des troncs des arbres ou par des trous²⁷⁵. La Renamo concentra ses efforts sur les infrastructures socio-économiques, ruinant complètement l'économie zambézienne moderne. Au cours de cette période seulement

²⁶⁹ GOVERNO DA PROVINCIA DA ZAMBÉZIA, Direcção Provincial de Apoio e controlo, *Sintese do relatorio do distrito de Gilé referente ao mês de Fevereiro de 1986*, Quelimane 30 mai 1986, in AGZ.

²⁷⁰ La milice de jeunes armés au service de *régulos* partisans de la Renamo. Ils ne faisaient pas partie de la guérilla.

²⁷¹ Voir M. CAHEN, *Les Bandits. Un historien au Mozambique*, Paris, Centre Culturel Calouste Gulbenkain, 2002 ; M. HALL, T. YOUNG, *Confronting Leviathan...*, *op. cit.*, p. 184-185.

²⁷² M. HALL, T. YOUNG, *Confronting Leviathan...*, *op. cit.*, p. 184.

²⁷³ *Ibidem*.

²⁷⁴ « Agression sud-Africaine contre la Zambézia et Tete », *Bulletin d'Information de l'AIM* (Maputo), n° 125, AIM, décembre 1986.

²⁷⁵ *Ibidem*.

(septembre-décembre), l'usine de sucre de Luabo, l'usine de Thé de Milange et les mines de tantalite à Ile furent entièrement détruites²⁷⁶.

Pendant les élections locales (assemblées du peuple) réalisées entre août et décembre 1986 dans le district de Namarroi, le chef de la brigade locale, Pedro Zeca, fut tué. Dans les districts de Morrumbala, Gilé et Mopeia, il ne fut pas possible réaliser les élections à cause de la guerre. À Milange seulement deux assemblées du peuple furent élues, l'une au chef-lieu et l'une autre, dans une localité du même district. Dans ce même district, la brigade provinciale des élections fut attaquée obligée de se réfugier dans la province voisine de Nampula. De même, dans le district de Lugela, la brigade provinciale ne put travailler à cause de l'insécurité²⁷⁷. Dans ce district, une seule assemblée seulement fut élue, celle de l'Alto-Lugela²⁷⁸. La Zambézie était la province avec le plus grand nombre de gens affectés par la guerre parmi les provinces du Mozambique.

Document n°24. Population victime de la guerre et/ou famine au Mozambique à la fin 1986

Provinces	nombre d'habitants	Districts les plus affectés	Nombre de victimes
Maputo-Province	535 762	Magude, Moamba, Matutuine.	270 871
Gaza	1 119 614	Chicualacuala, nord de Chibuto, Guijá, Massingir.	332 892
Inhambane	1 147 195	Funhaloro, Mabote, intérieur de Morrumbene, Panda, Tome.	430 000
Sofala	1 225 838	Caia, Chemba, Cheringoma et Maringué	571 209
Manica	737 706	Barué, Guro, Machaze (le plus affecté) et Tambarra	94 810
Tete	956 451	Mutarara	458 000 ²⁷⁹
Zambézie	2 877 438	Chinde, Inhassunge, Maganja da Costa, Milange, Morrumbala, Nicoadala, Pebane.	847 000
Nampula	2 765 943	Erati, Memba, Mongicual, Monapo, Muecate, Nacala-a-Velha, Nacaroa	130 000 ²⁸⁰
Cabo Delgado	1 081 794	Montepuez	4 097
Niassa	592 045	Cuamba	430 000

Source : M. CAHEN, *La Révolution implosée*, Paris, l'Harmattan, 1983, p. 22.

²⁷⁶ M. CAHEN, *La Révolution...*, op. cit., p. 19. ; « Zambézia : Malawi e bandidos de mãos dadas no saque », *Tempo* (Maputo), n° 843, 7 décembre 1986.

²⁷⁷ GABINETE PROVINCIAL DE ORGANIZAÇÃO DE ELEIÇÕES, *Relatório da comissão provincial de Eleições à primeira sessão da Assembleia provincial*, Quelimane, 13 décembre 1986, in AGZ.

²⁷⁸ ADMINISTRAÇÃO DE LUGELA, *Relatório*, Lugela, 2 juillet 1987, in AGZ.

²⁷⁹ Parmi ces victimes, il y avait de gens de la Zambézie et de Sofala.

²⁸⁰ Il s'agissait des réfugiés zambéziens.

La Zambézie reprise

Pour faire face à cette situation, la population fut organisée et entraînée pour combattre la Renamo avec des armes rudimentaires tels que des bâtons, des lances, des arcs et flèches, etc. On parla de l'organisation et de l'entraînement de 10 000 « volontaires » dans toute la province²⁸¹. Dans le district de la Maganja da Costa par exemple, un certain commandant « Manhoso », vétéran de la guerre coloniale, aurait dirigé un petit groupe de 300 hommes utilisant ce type d'armes rudimentaires, permettant la récupération de certaines populations prises par la Renamo²⁸². À Ile, Mário Elimue était aussi à la tête d'un autre groupe qui combattait le mouvement d'Afonso Dhlakama et à Namarroi, on parlait des violents combats entre ces « groupes de vigilance » et les rebelles²⁸³.

Pour renverser la situation, un poste de commandement avancé des troupes du Frelimo dirigé par le général Henriques Lagos Lidimo fut constitué à Quelimane, travaillant en coordination avec les troupes zimbabwéennes et tanzaniennes. Il s'agissait des meilleures troupes du Frelimo, entraînées par l'Union Soviétique (les « bérets rouges »). Les troupes zimbabwéennes avaient essentiellement la responsabilité de sécuriser les provinces de Tete, Sofala et Manica, mais participèrent aussi aux combats pour la récupération de la Zambézie où combattaient les troupes tanzaniennes (3 000 hommes). Le Frelimo trouva aussi le soutien des Britanniques, pour l'entraînement des soldats. C'est par exemple, les troupes entraînées par les Britanniques qui permirent la récupération de la très importante ville de Gurué, en novembre 1986²⁸⁴.

Au début de 1987, la situation s'améliora un peu, la prise de Quelimane et la coupure du pays en deux par la vallée du Zambèze ayant été évitées. Des convois de voitures avec des vivres et des médicaments pour les populations réussissaient à partir de Quelimane vers des régions auparavant inaccessibles²⁸⁵. Malgré cela, la situation militaire restait encore précaire. Par exemple, le 12 février la Renamo attaqua le district de Gurué et détruisit entre autres cinq

²⁸¹ « La population de Zambezia organise la lutte », *Bulletin d'Information de l'AIM* (Maputo), n° 125, décembre 1986.

²⁸² *Ibidem*.

²⁸³ *Ibidem*.

²⁸⁴ K. MAIER, « The battle for Zambezia », in *Africa Report*, New York, African American Institute, mars-avril, 1989, pp. 13-15.

²⁸⁵ « Amélioration de la situation en Zambezia », *Bulletin d'Information de l'AIM* (Maputo), n° 127, février 1987.

usines de thé²⁸⁶. Par ailleurs, il faut évoquer la manière dont usa le Frelimo pour réussir à empêcher les troupes d'Afonso Dhlakama, de s'emparer complètement de la Zambézie.

Dans ce processus, de nombreuses exactions contre la population furent commises par les troupes du Frelimo. L'indiscipline, les viols de femmes, les assassinats à tort et à travers, les agressions physiques, les vols de produits dans les champs, les pillages des biens de populations, étaient systématiques et constants dans toute la Zambézie.²⁸⁷ À Pebane, les Forces Armées du Mozambique (FAM) et les *Napharamas* (on y reviendra) étaient complices dans le pillage des biens d'urgence²⁸⁸ et ceux des populations²⁸⁹. À Ile, le « terrible » soldat Coloma Leopardo faisait régner la terreur²⁹⁰.

L'interdiction d'aller au Malawi fut renforcée sous prétexte que les gens allaient entrer en contact avec la Renamo. Beaucoup de Zambéziens furent tués pour avoir essayé d'entrer ou être entrés au Malawi. À Milange, ville attaquée et occupée par la Renamo en 1986, pour peupler la ville après sa récupération par le Frelimo le 2 juin 1988 après dix-huit mois d'occupation, les soldats utilisèrent les moyens les plus exécrationnels pour obliger les gens à revenir. Les individus soupçonnés d'être agents ou collaborateurs de la Renamo étaient torturés ou tués :

« Notre troupe allait chercher les gens réfugiés dans la brousse pour les obliger à vivre au village. S'ils refusaient, ils étaient attachés et amenés ici. Elle arrêtait aussi les gens suspectés d'être de la Renamo et les traînait derrière les blindés, les gens étaient torturés de toutes les façons. Ici à Milange, le commandant Funhamuendo était le "terrible". »²⁹¹

Des instructions furent données par le Commandement militaire provincial pour éliminer tout élément suspecté de collaborer avec la Renamo et il n'était pas rare dans ces cas, qu'il y ait des abus et des crimes les plus abominables commis par des militaires, comme l'amputation de

²⁸⁶ « Massacre à Gurué », *Bulletin d'Information de l'AIM* (Maputo), n° 128, mars 1987.

²⁸⁷ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE MORRUMBALA, *Informação de carácter confidencial*, Morrumbala, 5 mars 1991; GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, *Síntese da visita de sua excelência Ministro da Agricultura ao Distrito*, Nicoadala, 20 septembre 1993 ; ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DA MAGANJA DA COSTA, *Relatório de trabalho realizado em Mabala, Cabuir e Muolôa de 1 a 11 de Setembro de 1986*, Maganja da Costa, 17 septembre 1986 ; ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE GILÉ, *Relatório da situação política, económica e social do distrito do Gilé referente ao mês de Abril de 1986*, Gilé, 10 mai 1986, in AGZ.

²⁸⁸ Les biens d'urgence étaient ceux qui étaient offerts par la Communauté Internationale pour aider les populations victimes de la guerre et d'autres désastres naturels.

²⁸⁹ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE PEBANE, *Síntese da reunião entre os Governos de Moma, provincia de Nampula e de Pebane*, Pebane, 24 juillet 1991, in AGZ.

²⁹⁰ GABINETE DO ADMINISTRADOR DO DISTRITO DO ILE, *Assunto: Mau comportamento praticado na maioria das nossas tropas estacionadas no Distrito do Ile*, Informação n°03/88, Ile, 6 décembre 1988, in AGZ.

²⁹¹ Entretien avec le « vieux » Malua, Milange, décembre 2005.

sexes²⁹². Des vieux, des malades, des enfants étaient obligés de faire partie des rangs de l'armée du Frelimo²⁹³. Le général Henriques Lagos Lidimo devint ainsi un homme à la fois très craint et haï par les Zambéziens, même parmi ses propres hommes. Il a fait fusiller des soldats qui n'avaient pas mené l'opération prévue, sans qu'il y ait procès en tribunal militaire.

Dans cette province, entre 1983 et octobre 1992, 875 écoles d'EP²⁹⁴1 parmi les 1 242, (c'est-à-dire 70 %), sept autres d'EP²⁹⁵2 parmi les 27 existantes et 20 des 22 systèmes de fourniture d'eau potable, furent détruits par la guerre²⁹⁶. La Zambézie ne déparait donc pas du pays en état d'urgence et le nombre global de réfugiés dans les pays voisins était estimé à un million en 1988²⁹⁷. La Zambézie y avait plus que sa part. La population se vêtait d'écorces d'arbres, et présentait des cas de malnutrition très graves et divers types de maladies. À Mopeia, Pebane, Chinde et Namarroi par exemple, en septembre 1988, environ quinze à vingt personnes mourraient chaque jour, victimes de la famine et de maladies diverses²⁹⁸, tandis qu'à Gilé en octobre de la même année, mourraient entre vingt à trente personnes²⁹⁹.

À la fin de 1988, la situation militaire empira de nouveau, notamment après le départ des troupes tanzaniennes en décembre³⁰⁰. Les 13 et 14 mai 1989, la Renamo attaqua le district de Pebane et y pénétra jusqu'au chef-lieu, détruisant plusieurs infrastructures³⁰¹. À Mopeia, le chef-lieu du district fut de nouveau attaqué (après avoir été récupéré le 7 mars 1987) et occupé le 27 juin 1989 pendant neuf jours, avant d'être récupéré le 6 juillet³⁰². En septembre 1989, le gouvernement du district de Lugela, affirmait qu'après la reprise du chef-lieu le 2 décembre 1988, celui-ci avait été victime de cinq attaques et que, en raison de l'insécurité, son champ

²⁹² ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE MOPEIA, *Assunto: Informação*, Mopeia, 6 novembre 1990, in AGZ.

²⁹³ GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, SIC/B.3/88, *Transcrição da nota n° 109/GADM/1988 de 4 de junho do Administrador de Morrumbala*, Quelimane, 9 juin 1988, in AGZ.

²⁹⁴ École élémentaire du cours préparatoire au CM2 .

²⁹⁵ École primaire 2^e niveau, correspondant en France au 1^{er} cycle du collège.

²⁹⁶ GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, *Seminário sobre o Desenvolvimento da Zambézia*, Mocuba, juin 1995, in AGZ.

²⁹⁷ « Emergência Moçambique. Zambézia a luz no fundo do tunel », *Tempo* (Maputo), n° 935, 11 septembre 1988.

²⁹⁸ *Ibidem*.

²⁹⁹ « Gilé: refazer a vida », *Tempo* (Maputo), n° 978, 9 juillet 1989.

³⁰⁰ K. MAIER, « The battle for Zambezia »..., *op. cit.*

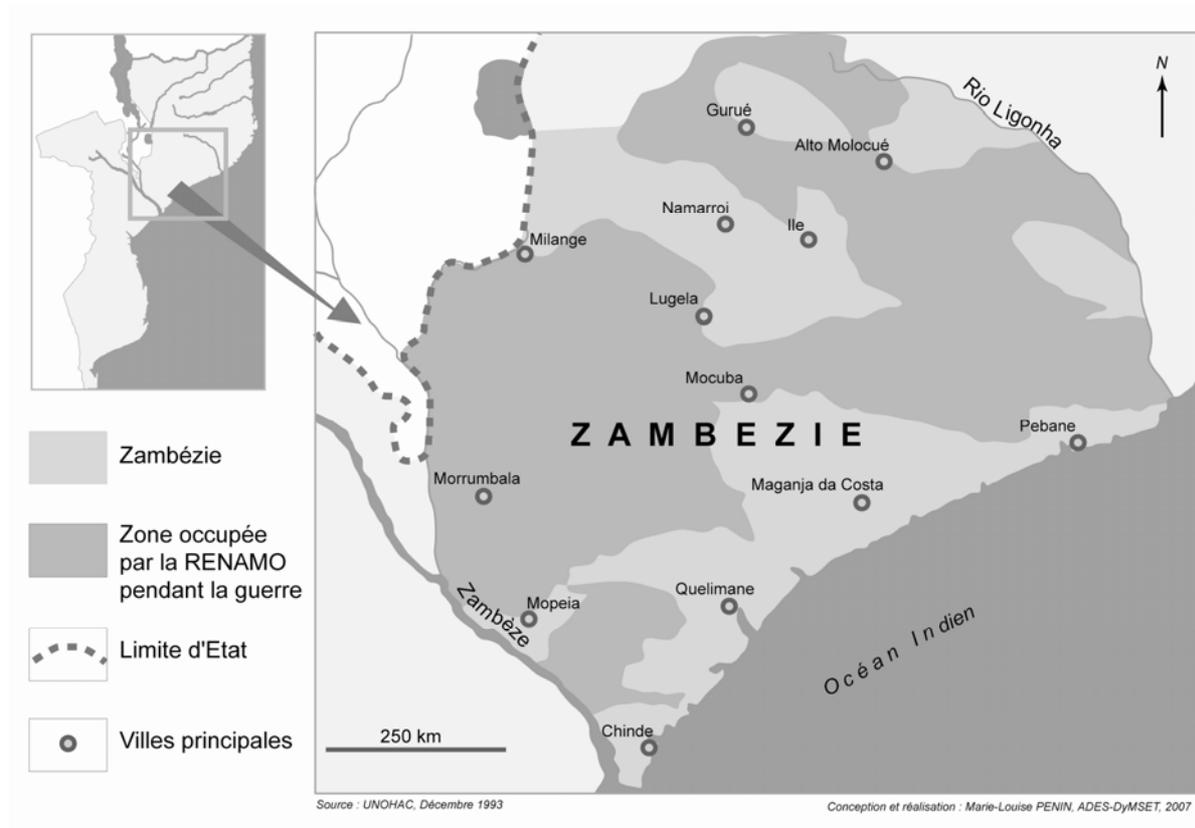
³⁰¹ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE PEBANE, *Relatório das actividades desenvolvidas durante os meses de Abril/julho, Pebane*, 1 août 1989, in AGZ.

³⁰² ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE MOPEIA, *Relatório das actividades realizadas no âmbito do Programa de emergência ao longo do ano de 1990*, Mopeia, janvier 1991, in AGZ.

d'action ne dépassait pas les 10 Kms à la ronde³⁰³. A la Maganja da Costa, en 1990, cinq des neuf localités étaient encore sous les mains de la Renamo³⁰⁴. À Alto-Molocué, seulement un poste administratif, le chef-lieu, fonctionnait, parmi les deux postes existants en 1990³⁰⁵.

À la fin de la guerre en octobre 1992, selon les sources gouvernementales ici étudiées, la Renamo contrôlait plus de la moitié de la province de la Zambézie³⁰⁶.

Document n°25. Zone occupée en Zambézie par la Renamo pendant la guerre



³⁰³ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE LUGELA, *Relatório*, Lugela, 20 septembre 1989, in AGZ.

³⁰⁴ DIREÇÃO PROVINCIAL DA INDÚSTRIA E ENERGIA DA ZAMBÉZIA, *Relatório da visita ao Distrito da Maganja da Costa*, Quelimane, 12 juin 1990, in AGZ.

³⁰⁵ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE ALTO-MOLOCUÉ, *Relatório resumo da situação do distrito de Alto Molocué durante o 1º semestre de 1990*, 20 juillet 1990, in AGZ.

³⁰⁶ J. HANLON, *Peace without profit: How the IMF blocks rebuilding in Mozambique*, Oxford, Heinemann, 1996, p. 20.

Les Napharamas, une réponse de la population à la guerre

Les *Napharamas* (ou *Naparamas*) représentent l'un des derniers acteurs de la guerre en Zambézie. Le mot *Napharama* signifie en macua « force irrésistible »³⁰⁷. Leur première apparition en Zambézie, remontait au début de 1990 dans la région de l'Alto-Molocué³⁰⁸. Il s'agissait d'une force créée par un guérisseur du nom de Manuel António qui se disait un envoyé de Dieu, venu libérer les gens contre les actions de la Renamo. Il disait avoir passé six jours dans la tombe, après avoir été atteint de la rougeole³⁰⁹. Sur le leader des *Napharamas* plusieurs histoires mythologiques ont couru :

« J'ai connu le *Napharama*. Je ne sais pas d'où il venait, mais les gens disent qu'il venait de Nampula. À l'époque, il y avait une rumeur selon laquelle, il avait été envoyé par Jésus Christ pour en finir avec la guerre. Il venait et disait : je suis le *Pharama*, je ne suis contre personne, je veux juste en finir avec la guerre. Il disait : allez chercher des coupe-coupe pour me découper et la population allait les lui chercher et lui coupait la tête, la coupait en petits morceaux, elle l'enterrait et le soumettait au feu pour le brûler. A la fin du feu, il apparaissait vivant de l'autre coté et demandait si nous avions encore des doutes sur sa force. L'autre manière de démontrer sa force, c'était de le tuer avec une arme lourde comme le bazooka. On tirait sur lui, mais les balles trouaient juste la chemise et non lui. Ainsi la population voyait qu'il était un homme très fort. Ensuite, il choisissait un homme de cette région et le vaccinait pour qu'il devienne chef. Beaucoup de jeunes ont commencé à être vaccinés. Moi même je voulais être *Pharama*, parce que j'étais fatigué de la guerre, mais ma mère m'a retiré a de la queue, parce que j'étais petit, aussi parce que je suis d'une famille chrétienne et ne pouvais pas être vacciné. Le recrutement était volontaire. »³¹⁰

La spécificité de ce groupe tient au fait qu'il émergea de la société elle-même, fatiguée de la guerre. Les actions des *Napharamas* se firent sentir en Zambézie et à Nampula. Dans la province de Zambézie, les *Napharamas* étaient présents dans tous les districts à l'exception de Milange, Mopeia et Chinde³¹¹. Si le Frelimo reconnaissait les avantages qu'il pouvait tirer de l'action des *Napharamas* dans la lutte contre la Renamo, en même temps, il craignait la perte de prestige de ses forces armées aux yeux de la population. Il craignait aussi l'infiltration des opportunistes, qui sous couvert d'être *Napharamas*, allaient créer la panique dans la population :

³⁰⁷ A. VINES, *Renamo: from terrorism to democracy in Mozambique*, Londres, University of York, Centre for Southern African Studies, 1996, p. 118.

³⁰⁸ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE ALTO-MOLOCUÉ, *Relatório resumo da situação...*, *op. cit.*

³⁰⁹ A. VINES, *Renamo...*, *op. cit.*

³¹⁰ Entretien avec Bacalhau, Maputo, 10 novembre 2005.

³¹¹ GOVERNO DA PROVINCIA DA ZAMBÉZIA, *Balanço das actividades do Governo durante o 1º trimestre de 1991*, Quelimane, 30 juillet 1991, in AGZ.

« Sur l'aspect politique, il a y eu un phénomène [bizarre] qui exige une analyse approfondie. Il s'agit de l'action d'un citoyen qui, utilisant des ruses de guérisseur, s'est mis [en affaire] avec plusieurs citoyens [et] en échange du paiement de 1500,00mts (l'équivalent aujourd'hui à 0,05 euros), appliquait [aux volontaires] un vaccin traditionnel dénommé *Pharama*, censé les immuniser contre les coups des instruments contendants et des armes à feu. Cette situation a attiré plusieurs adeptes qui ont participé ensuite aux opérations de libération de plusieurs personnes, ainsi qu'à l'exécution de quelques bandits. Malgré le fait que ce soit une action louable, le danger résultant de cela, est le mépris de nos forces armées par ces gens, s'auto-intitulant vrais libérateurs. L'autre danger est l'implication de gens mus par des intérêts personnels qui s'intègrent dans le but de voler les biens de la population. »³¹²

L'action des *Napharamas* s'avéra décisive et réussit à contenir les attaques de la Renamo, « améliorant la sécurité » en Zambézie.

La récupération des *Napharamas* par le Frelimo

Les *Napharamas* furent ensuite récupérés par le Frelimo. Cette récupération ne se fit pas seulement en fonction du simple désir de les utiliser contre la Renamo mais, d'une part, pour mieux les contrôler et, d'autre part, sous la pression de la société elle-même. En effet, la population ne comprenait pas les raisons pour lesquelles le Frelimo ne soutenait pas les actions des *Napharamas*, qui avaient contribué énormément à stopper les attaques de la Renamo, ramenant la sécurité en zone gouvernementale comme l'illustre le rapport du gouvernement du district de l'Alto-Molocué :

« Dans un meeting réalisé par le gouverneur de la province, un élément de la population disait qu'avant l'arrivée du dit guérisseur [Manuel António] au chef-lieu du district, les populations fuyaient leurs maisons pour dormir dans la brousse afin de ne pas être surprises par l'ennemi, et qu'après deux mois d'activités dudit guérisseur, ils dorment déjà dans leurs maisons, [et cet élément de la population] était surpris d'entendre que ledit *Pharama* n'avait pas le soutien du parti ni du gouvernement. »³¹³

La récupération des *Napharamas* par le Frelimo fut donc organisée non seulement pour des raisons politico-militaires, mais aussi sous pression d'une partie de la société qui voyait dans ces guerriers, leur salut. Les résultats de cette alliance furent immédiatement tangibles. En septembre 1990, l'administration du district de l'Alto-Molocué pouvait se féliciter de l'action des *Napharamas* en coordination avec les militaires du Frelimo. Selon les responsables du Frelimo, grâce aux guerriers de Manuel António, plusieurs « bandits » ou leurs collaborateurs, notamment des *régulos* très influents, s'étaient rendus aux autorités avec leurs armes. La

³¹² ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE ALTO-MOLOCUÉ, *Relatório resumo da situação...*, op. cit.

³¹³ GOVERNO DA PROVINCIA DA ZAMBÉZIA, *Síntese da visita de trabalho efectuada por sua excelência o Governador da Província ao Distrito de Alto-Molocué e Localidade de Mugalama-Ile*, Quelimane, juillet 1990, in AGZ.

situation militaire dans plusieurs régions telles Mutala, Chapala et au Poste administratif de Nauela auparavant très touchées, était décrite comme étant en franc progrès³¹⁴.

La réponse de la Renamo aux Napharamas

Si, pendant une certaine période, la Renamo sembla avoir perdu le contrôle de la situation, sa réaction ne se fit pas attendre. Elle créa aussi une terrible force avec les mêmes caractéristiques que celles des *Napharamas* pour contrecarrer leur action, dont le nom fut *Mulelepeia* (certains *Mulelepeias* étaient d'anciens *Napharamas* retournés). Après un moment très délicat, ce fut le début de la contre-offensive. En Zambézie, cette nouvelle force de la Renamo, se fit sentir pour la première fois, à Nauela, district de l'Alto-Molocué :

« Pendant le mois en analyse [mars 1991], nous avons constaté l'intensification des actions criminelles dans cette zone. Les actions criminelles des bandits armés à Nauela ont pris de nouvelles formes, car les bandits armés ont créé un terrible groupe assassin, qui sous la force de la drogue [magie] et d'armes blanches, à l'instar du groupe « *Pharama* » de Manuel António, a créé un cercle protecteur autour des populations en sa captivité, empêchant d'une certaine façon le contact que nos forces étaient en train de réaliser avec les populations. »³¹⁵

Cette force de la Renamo eût beaucoup d'adhérents dans les populations soit parce qu'elles étaient pro-Renamo, ou parce que les *Napharamas* commençaient à être discrédités à cause de certaines actions barbares. En effet, à partir de 1991, plusieurs actes de vandalisme commises par les guerriers de Manuel António furent signalés, notamment le vol de biens destinés aux secours d'urgence ainsi que ceux de la population, l'incendie des paillotes et des greniers et le viol des femmes³¹⁶. De libérateurs, les *Napharamas* étaient devenus des oppresseurs. Parallèlement, la Renamo avait commencé une politique de réconciliation avec la population, ayant diminué sensiblement les actes de violence, ce qui expliqua aussi l'adhésion affichée à ses *Mulelepeias*, sa nouvelle force de type *Napharama*. Par exemple, l'administration de l'Alto Molocué disait qu'au Poste Administratif de Nauela, zone occupée par la Renamo³¹⁷ qui y avait

³¹⁴ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE ALTO MOLOCUÉ, *Relatório mensal referente ao mês de Setembro*, Alto Molocué, 8 octobre 1990, in AGZ.

³¹⁵ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DO ALTO-MOLOCUÉ, *Relatorio mensal*, Alto Molocué, 31 mars 1991, in AGZ.

³¹⁶ GOVERNO DA PROVINCIA DA ZAMBÉZIA, *Balanço das actividades do Governo durante o 1º trimestre de 1991...*, op. cit. ; ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE ALTO-MOLOCUÉ, *Relatório mensal referente ao mês de Outubro*, Alto-Molocué, 31 octobre 1990, in AGZ.

³¹⁷ L'Administration de l'Alto-Molocué considérait le Poste Administratif de Nauela, comme le « Centre Logistique » de la Renamo. Il s'agit d'une des régions les plus fertiles de la Zambézie. Rappelons que c'est là qu'avait été créée l'*Unidade de Produção de Nauela-Lioma*, responsable de la production de cultures annuelles, telles que le maïs, les haricots, le tournesol, etc.

créé de nouvelles « structures » politiques, les populations qui auparavant avaient été récupérées des mains des « bandits » fuyaient et retournaient volontairement à nouveau dans leur giron. Cela s'expliquait, selon les dirigeants du Frelimo, par le fait que la Renamo avait réduit énormément les sévices contre la population, maintenant victime des *Napharamas*³¹⁸. De même, des dizaines de personnes commencèrent à se faire « vacciner » volontairement pour faire partie de cette nouvelle force de la Renamo. En très peu de temps, la situation devint à nouveau dangereuse pour le Frelimo³¹⁹.

Le Frelimo se trouvait donc devant un dilemme, car comme on l'a vu, si d'une part les *Napharamas* avaient contribué énormément à « rétablir la sécurité » en Zambézie, d'autre part, ils commettaient des abus contre la population. Plus d'une fois, le Frelimo avait pensé se débarrasser d'eux ou les ignorer, mais lorsque la situation devenait difficile, il était obligé de faire de nouveau appel à eux, comme dans le cas de Nauela, lorsque les *Mulelepeias* commencèrent à y prendre de l'initiative :

« ... Il y a des cas où des éléments de ladite force [*Napharamas*] lorsque ils rencontrent la population en train d'aller à ses anciens champs [...], leur arrachent leurs biens, c'est-à-dire, des vêtements, des bêtes et autres. Ils arrachent aussi leurs biens, sous le prétexte qu'ils ont libéré la population, mais qu'ils ne reçoivent aucune aide du gouvernement [...] Il est important dire que [c'est] la direction de notre commando, [qui] reconnaissant que la situation à Nauela est très sérieuse, a de nouveau fait appel aux *Pharamados* de l'Alto Ligonha [Gilé] avec son guérisseur, étant donné que de notre point de vue, c'est le seul moyen de contrecarrer la situation en ce moment. »³²⁰

Manuel António fut tué lors de combats avec la Renamo le 5 décembre 1991 à Macuse, district de Namacurra et son corps fut ensuite amené à Quelimane³²¹. On reparla encore des *Napharamas* lors des manifestations de la Renamo (en contestation des résultats des élections de 1999) dans le district de Montepuez au Cabo Delgado en novembre 2000, donc très loin de leur zone d'origine. Ils étaient accusés d'avoir participé à l'assassinat (par le biais de la

³¹⁸ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE ALTO-MOLOCUÉ, *Relatório mensal referente ao mês de Outubro*, Alto-Molocué, 31 octobre 1990, in AGZ.

³¹⁹ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE ALTO-MOLOCUÉ, *Relatório mensal referente ao mês de Janeiro*, Alto-Molocué, 31 janvier 1991, in AGZ.

³²⁰ *Ibidem*.

³²¹ « Barama leader killed », *Mozambiquefile* (Maputo), n°186, janvier, 1992. « Barama » est l'une des orthographes pour (na) *parama* ou *Napharama*.

sorcellerie) de plus de quatre-vingt militants de la Renamo arrêtés par la police, dans une prison locale et de s'être infiltré dans les autres manifestations réalisées dans ce district³²².

Les *Napharamas* et les *Mulelepeias* représentent, comme on l'a dit, le dernier puzzle de cette guerre fratricide et à l'instar des autres forces, ils furent démobilisés dans le cadre des accords de paix. Bien que les *Napharamas* aient été aussi présents dans la province de Nampula, leur origine fut le district zambézien de l'Alto-Molocué et plus probablement le poste administratif de Nauela³²³. Leur action a pris une grande ampleur dans cette dernière province, jusqu'à ce qu'ils deviennent un phénomène marquant en Zambézie, à tel point qu'une fois de plus, les Zambéziens furent perçus comme des gens « anormaux ». En 1991, l'évêque de l'Église catholique de Nampula Dom Manuel Vieira Pinto disait que les *Napharamas* de Nampula étaient plus « dociles » et plus « humains » que ceux de la Zambézie, que si certains *Napharamas Nampulenses* étaient violents contre les populations, c'était à cause de la mauvaise influence de leurs « frères » zambéziens³²⁴. L'origine des *Napharamas* était la zone des « sauvages » lomués, loin de la zone créole et leur base sociale était essentiellement la population rurale. Qu'il ait eu ou non au départ, une instigation ou une manipulation par le Snasp (les services secrets du régime de Maputo), cela n'enlève rien au fait que le « phénomène » a fonctionné et on peut donc considérer sans aucun doute l'action des *Napharamas* dans ces premiers moments, comme une réaction des « groupes subordonnés », une sorte de mode populaire d'action politique (MPAP), même s'ils furent vite instrumentalisés par le Frelimo. Les *Mulelepeias* aussi se sont formés en Zambézie, et d'après l'administration du district de l'Alto-Molocué, ce groupe serait né dans la région de Mugema, au poste administratif de Nauela, donc dans le même district³²⁵. Mais à la différence des *Napharamas*, les *Mulelepeias* furent une pure création de la Renamo pour s'opposer aux premiers. Mais l'importante est que, de la même manière, c'est la teneur

³²² « Governo criticado pelo seu papel no dia 9 de Novembro », NotMoc, n° 44, 20 novembre 2000, <<http://www.mol.co.mz/notmoc/00120po.html>> ; « Montepuez: Reclusos "dizimados" na esquadra », NotMoc, n° 45, 27 novembre 2000, <<http://www.Mol.co.mz/notmoc/001127po.html>>.

³²³ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE ALTO-MOLOCUÉ, *Relatório resumo da situação do distrito de Alto Molocué durante o 1º semestre de 1990*, 20 juillet 1990, in AGZ. Sans préciser le lieu exact, I. Lundi, estime que les *Napharamas* étaient originaires de la Haute-Zambézie. Voir I. LUNDI, « Partidos políticos: A leitura da vertente étnico-regional no processo democrático », in B. MAZULA, *Eleições, democracia e desenvolvimento*, Maputo, Embaixada do Reino dos Países Baixos, 1995, p. 462.

³²⁴ A. SAFRÃO, Administração da Ilha de Moçambique, *Relatório*, Ilha de Moçambique, 1991, in ARQUIVO DO GOVERNO DE NAMPULA (AGN).

³²⁵ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE ALTO-MOLOCUÉ, *Relatório mensal referente ao mês de Janeiro*, Alto-Molocué, 31 janvier 1991, ..., *op. cit.*

magique de leur guerre qui a été le facteur actif. Quelles que soient les manipulations, dans un cas comme dans l'autre, cela a « fonctionné ».

Quelle lecture peut-on faire de la présence du Frelimo en Zambézie, pendant les premières années de l'indépendance ? Un seul mot la résume : elle fut simplement catastrophique. Le mépris et l'hostilité envers cette société ont entraîné un rejet en bloc du Frelimo par les Zambéziens, pourtant eux-mêmes traversés de trajectoires sociales et identités les plus diverses. Le Frelimo avait les mots d'un discours « anticapitaliste » et « antiféodal ». Mais outre le fait qu'assimiler la société africaine au « féodalisme » était un mimétisme catastrophique d'un marxisme eurocentré et approximatif³²⁶, sa politique revenait à une hostilité globale envers presque toutes les formations sociales africaines, vues comme « ennemies » ou en tout cas non pertinents et à « organiser ». Cette politique qui a bouleversé la société toute entière explique les conflits survenus entre le Frelimo et les populations locales. Il ne s'agit pas d'un refus de la modernité en soi, mais de celle d'un État ressenti, socialement et identitairement, comme étranger, voire étrange et de surcroît lourdement autoritaire. Ce fut la contestation de cette politique qui fut à l'origine du silence de l'élite créole de Quelimane, du phénomène populaire du *chupa-sangue*, du soutien au PRM au départ et à la Renamo ensuite de vastes secteurs paysans. Ce soutien zambézien à la Renamo ne fut pas gêné par le fait qu'elle était un mouvement trans-ethnique. Mais elle appâta la dynamique militaire à une convergence d'intérêts, c'est-à-dire le partage d'un ennemi commun.

³²⁶ On le sait, Marx avait construit le modèle, pour l'Europe, de la succession de trois grands modes de production : esclavagiste (antiquité), féodal (Moyen-Âge) et capitaliste (époque contemporaine). Pour le reste du monde, il avait travaillé sur le concept de « mode de production asiatique » qui, tout contestable ou simpliste qu'il fut, montrait au moins que, selon lui, la fameuse succession des époques où le féodalisme précédait le capitalisme, n'était pas un modèle universel. Mais le Frelimo avait besoin de le penser tel (M. CAHEN, Communication personnelle, mars 2007).

Chapitre VI - La libéralisation économique, la décompression autoritaire et le « zambézianisme » à l'ordre du jour

On l'a vu, les rapports entre le Frelimo, la Zambézie et les Zambéziens, ont été très difficiles. En 1983, Samora Moisés Machel, alors président de la République, affirma dans un meeting à Quelimane destiné à la présentation du nouveau gouverneur de la province de Zambézie, le Maputense Mário da Graça Machungo, que la Zambézie, était un « champ de confrontation » que le fait que la Zambézie était la province la plus peuplée¹, la plus riche, la province la mieux située du point de vue géostratégique et la seconde province la plus grande en surface, étaient un « problème »². Pourquoi au lieu d'être un atout, toutes ces caractéristiques de la Zambézie, devenaient-elles un problème ? Dans ce même meeting Samora Machel, accusant de raciste et d'élitiste, que l'élite créole et assimilée zambézienne s'identifiait plus à la culture portugaise qu'à la culture mozambicaine, qu'elle était mécontente de l'indépendance, et que pour cela, elle représentait politiquement la Renamo à Quelimane. Pourquoi la permanence de ce conflit entre les élites du Frelimo et les élites zambéziennes ?

On a vu au chapitre V, que lors de la guerre civile, la Renamo avait essayé, plus que dans n'importe quelle région, d'occuper la Zambézie. De même, tout de suite après les élections de 1994, le leader de la Renamo, Afonso Dhlakama, affirma que pour des raisons stratégiques, il allait désormais vivre à Quelimane, ce qui créa une certaine agitation chez ses opposants directs,

¹ Selon le recensement de 1980.

² S. MACHEL, *A nossa força esta na unidade...*, *op. cit.*

le Frelimo, voyant dans cette attitude une tentative de diviser le pays³. Il affirma aussi, que Quelimane était la seconde capitale de la Renamo, et qu'elle l'avait toujours été⁴. En est-il ainsi ?

Ce chapitre cherchera à discerner les traits dominants de l'identité politique actuelle de la Zambézie, dans une perspective socio-historique. Au-delà de la relation de sa simple existence, il s'agit de montrer que cette identité politique est en tant que telle, un facteur fort de conflits entre les élites de cette province et celles du Frelimo. Il s'agit aussi de montrer comment cette identité est récupérée et instrumentalisée par des hommes politiques (surtout de l'opposition) en vue de victoires politiques, principalement dans les périodes électorales. Cela requiert une analyse des discours des hommes politiques, et aussi des Zambéziens sans responsabilité particulière, car avant tout, l'identité politique est plus facilement « traçable » dans l'expression des discours qui en sont des « marqueurs ».

Il est néanmoins nécessaire de commencer par dresser le cadre général de la politique d'ajustement structurel et des événements qui ont suivi les accords de Rome d'octobre 1992 : la fin de la guerre, l'avènement d'un régime pluraliste et la tenue d'élections.

1. La reconfiguration politique et l'entrée en scène de nouveaux acteurs politiques

Pour mieux cerner le tournant politique des années 1990, il faut dans un premier temps, faire un état des politiques d'ajustement structurel et ensuite, des accords de paix et de la conjoncture politique postérieure au 4 octobre 1992, en orientant bien sûr cette approche générale vers la Zambézie.

A. L'adhésion au FMI, à la Banque Mondiale, la fin du « marxisme » et de la guerre

On a vu au chapitre précédent que les stratégies politiques et économiques adoptées par le Frelimo n'avaient pas donné les résultats espérés et que la situation du pays au début des années

³ « Dlhakama vai viver em Quelimane », *Notícias* (Maputo), n° 23 073, 18 janvier 1995 ; « A leitura da situação é de Afonso Dhlakama. Chissano não acertou nas suas promessas », *Savana*, n° 55, Maputo, 3 février 1995.

⁴ « Renamo a caminho das autárquicas », *Savana* (Maputo) n° 57, 17 février 1995.

1983 était devenu insoutenable. On a vu également qu'en 1984, le gouvernement du Frelimo avait entrepris les premiers pourparlers avec les institutions de Breton Woods, en vue son adhésion.

C'est encore à partir de 1984, que les premières mesures de libéralisation économique (libéralisation des prix de vente et les salaires) furent prises. En janvier 1987, encore en pleine guerre civile, un programme d'ajustement structurel, dont l'objectif principal était la « stabilisation macro-économique », fut approuvé.

Le bilan du Programme d'ajustement structurel au Mozambique

Une vingtaine d'années après, à quelques exceptions près, le bilan est plus que mitigé. L'effort pour maîtriser l'inflation a été plus ou moins réussi. Si en 1986 l'inflation était de 186 %, elle a été de 9,1 % en 2004 et de 14 % en 2005⁵. De même, le PIB a connu un taux de croissance extraordinaire. Par exemple, si jusqu'en 1987, ce taux était négatif, il est aujourd'hui, de 8 % en moyenne, soit un des plus élevés au monde. Pourtant, ce « bon élève » du FMI et de la Banque Mondiale⁶, reste l'un des pays les plus pauvres du monde. 70 % du budget de l'État vient de l'aide internationale⁷ mais selon les rapports sur le développement humain du PNUD, le Mozambique se situe toujours dans les derniers rangs de l'Indice de Développement Humain (IDH). En 1995, le Mozambique occupait la 167^e place sur un ensemble de 174 pays ; en 2005, dix ans plus tard, la situation n'a presque pas changé. Sur un ensemble de 177 pays, le Mozambique occupe le 168^e rang, faisant toujours partie des dix derniers, en ce qui concerne l'éducation et l'espérance de vie⁸. En effet, la pauvreté absolue touche aujourd'hui 69,4 % de la population, et 53,5 % des adultes ne savent ni lire ni écrire⁹. Selon des rapports d'Amnesty International, 75 % de la population mozambicaine, par manque de moyens, n'a pas accès à la justice. Environ 58 % de la population mozambicaine n'a pas accès à l'eau potable, dans un

⁵ « Inflação em 2005, quase duplica previsão do governo », 13 janvier 2006, in <<http://www.stop.co.mz/news/new.php?idnew=7715>>; « Banco Central quer reduzir inflação para metade em 2006 », 27 janvier 2006, in <<http://www.stop.co.mz/news/new.php?idnew=7838>>.

⁶ En 2001, les bailleurs de fonds ont annoncé que le Mozambique allait être bénéficiaire d'une importante remise de dette dans le cadre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). Dans cette même période, le taux de croissance économique a été de 15%. Cependant, le FMI, a reconnu la faillite de l'initiative pour les PPTE (octobre 2003).

⁷ « Mozambique », *The Economist* (Londres), 16 août 2003, p. 60.

⁸ PNUD, *Rapport Mondial sur le Développement Humain 2005. La coopération internationale à la croisée des chemins. L'aide, le commerce et la sécurité dans un monde marqué par les inégalités*, <<http://hdr.undp.org/reports/global/2005/francais/>>.

⁹ *Ibidem*.

pays riche en ressources hydrauliques ; 73 % n'a pas accès aux services de santé de base¹⁰ et 104 enfants décèdent chaque jour en 2004¹¹. La privatisation d'entreprises auparavant nationalisées, depuis l'ajustement structurel, a mis beaucoup de travailleurs au chômage. On estimait par exemple pour l'année 2002, à plus de 100 000, le nombre de travailleurs ayant perdu leurs emplois¹².

Le programme d'ajustement structurel n'a pas réussi à réduire les déséquilibres régionaux profonds et socio-historiques qui datent de la fin du XIX^e siècle ; au contraire, le fossé s'est accentué. La redistribution de la richesse reste très inégalitaire, profitant à une minorité et plus particulièrement à la capitale du pays. Une part disproportionnée des investissements est toujours faite à Maputo. Par exemple en 2001, 93 % des investissements directs ont été faits à Maputo, tandis qu'au Niassa (au Nord), il n'y a pas eu un seul investissement¹³. Les privatisations aussi se trouvent concentrées au Sud, plus concrètement à Maputo¹⁴. La capitale du pays ressemble à un îlot à l'écart des autres régions du pays. Cela ne signifie en aucun cas que la majorité du peuple de cette ville en profite, mais que s'y trouve une élite qui en profite pleinement. La plupart des entreprises privatisées dans le cadre du Programme de Réhabilitation Économique (PRE) sont aux mains des membres du Frelimo ou de ses « amis », à tel point que certaines personnes appellent le PRE, le « Programme de réhabilitation des exploités »¹⁵. Alors qu'à Maputo le pourcentage de la population sous le seuil de pauvreté absolue est de 47,8 %, dans d'autres régions du pays il dépasse très largement les 50 %. Par exemple selon le rapport du PNUD de 2000, à Sofala en 1997, le pourcentage de la population sous le seuil de pauvreté était de 87,9 % !

Malgré un taux de croissance économique moyen spectaculaire, la croissance ne s'est pas encore traduite positivement dans la vie quotidienne des populations. Manger continue à être un luxe pour des millions de mozambicains (47 % de la population souffre de malnutrition)¹⁶. Par

¹⁰ *Ibidem*.

¹¹ UNICEF, *Unicef Mozambique statistics*, 2004, <http://www.unicef.org/french/infobycountry/Mozambique_226.html>.

¹² M. A. PITCHER, *Transforming Mozambique. The politics of privatization, 1975-2000*, Cambridge, University Press, 2002, p. 170.

¹³ « Mozambique », *The Economist*, *op. cit.*, p. 60.

¹⁴ M. A. PITCHER, *Transforming Mozambique...*, *op. cit.*

¹⁵ V. TICKNER, « Structural adjustment and pricing policy in Mozambique », *Review of African Political Economy* (Sheffield), 53, 1994, pp. 25-42.

¹⁶ UNICEF, *Unicef Mozambique statistics*, 2004, <http://www.unicef.org/french/infobycountry/Mozambique_226.html>.

ailleurs, les programmes d'ajustement structurel ont affaibli de manière importante les capacités d'intervention de l'État dans son rôle de garant des droits sociaux. Il y a dans la majorité du peuple une perte de confiance en l'avenir, un désenchantement vis-à-vis d'une politique discréditée. La croissance économique reste très vulnérable aux conditions climatiques (sécheresses, inondations, etc.). Par exemple, si le taux de croissance a été de plus de 7 % en 1999, lors des graves inondations de 2000, il a chuté à environ 2 %¹⁷.

Comment expliquer ce bilan plus que mitigé du programme d'ajustement structurel ?

Mozambique, un cas parmi d'autres de l'échec des Programmes de l'Ajustement structurel

En s'appuyant sur l'analyse de Joseph Stiglitz¹⁸, on peut dire que l'une des importantes causes de l'échec des politiques du FMI au Mozambique, est leur application aveugle, sans prendre en compte de les spécificités du pays. C'est ce qu'il désigne par méthode à « taille unique »¹⁹, c'est-à-dire, par exemple, que les mesures appliquées en Russie, sont les mêmes que celles à appliquer au Mozambique.

Au Mozambique, la guerre civile a plongé le pays dans le chaos. Elle a fait des centaines de milliers de victimes et de déplacés (on estime à un million le nombre de victimes à la fin de la guerre, en octobre 1992). Beaucoup d'infrastructures telles que des hôpitaux, des écoles, des usines, des zones d'agriculture, et des ponts avaient été détruites. Selon João Mosca, l'Unicef estimait les pertes économiques de la guerre à 5,5 milliards de dollars entre 1980 et 1985, l'équivalent de trois fois, la valeur de la production totale de l'économie du pays en 1985²⁰. Pour la même période, le même auteur estimait aussi à environ 25 % le personnel médical en milieu rural tué ou kidnappé²¹. Le redressement de l'économie mozambicaine nécessitait un autre type de mesures que celles appliquées jusqu'à aujourd'hui.

Les accords de Rome et la fin de la guerre

Le V^e congrès du Frelimo, les 24 – 30 juillet 1989, a marqué une nouvelle étape dans l'orientation de ce mouvement et dans le futur du pays. Défini comme le « congrès de la paix et

¹⁷ SARDC, « Atualização do desenvolvimento Humano em Moçambique », <<http://databases.sardc.net/books/HDR2001port/view.php?id=9>>.

¹⁸ J. STIGLITZ, *La grande..., op. cit.*

¹⁹ *Ibidem*, p. 73.

²⁰ J. MOSCA, *A experiência socialista em Moçambique (1975-1986)*, Lisbonne, Instituto Piaget, 1999, p. 153.

²¹ *Ibidem*, p. 154.

de la réconciliation », ce congrès représentait une tentative de rapprochement du Frelimo avec les anciens « ennemis » de la patrie. C'est au cours de ce congrès que l'admission de religieux et des propriétaires, alors considérés comme « exploiters du peuple », fut pour la première fois reconsidérée²². Le V^e congrès, confirma la transformation des anciens ennemis de la bourgeoisie en nouveaux « bourgeois ». En effet, c'est lors de ce congrès que la propriété de moyens de production par les membres du Frelimo, auparavant interdite, fut permise sans restriction²³. Il est intéressant de noter que c'est ce congrès, tenu avant la chute du Mur de Berlin, qui décida de l'abandon du « marxisme-léninisme ». il s'est donc agi d'une initiative propre et non d'un effet d'entraînement ultérieur. Mais il faut noter aussi que, alors que le pays était déjà complètement en système économique néo-libéral, pas une fois le Congrès n'évoqua le passage au pluralisme politique. Cela montre bien que le bureau politique hésita jusqu'à fort tardivement et ne mettant nul lien automatique entre libéralisme politique et démocratisation politique²⁴.

En quête de réconciliation avec la société, le gouvernement promulgua la loi 3/89 du 19 juillet 1989, d'amnistie et clémence envers les crimes d'offenses corporels et de dommages de même que les amendes respectives ; les crimes passibles d'une condamnation jusqu'à un an²⁵. Cette loi remplaçait la loi 2/79 du 1^{er} mars 1979 et pardonnait les condamnations pour crime contre la sécurité du peuple et de l'État populaire prévue par cette dernière. Néanmoins, la loi 3/89 excluait les crimes par association de malfaiteurs et les crimes pratiqués avec des armes à feu²⁶.

En juillet 1989, le Frelimo accepta de dialoguer indirectement avec la Renamo²⁷. En août, une délégation de l'Église, en connaissance de cause de ce parti rencontra la Renamo à Nairobi afin d'exposer les principes du Frelimo pour une sortie pacifique du conflit²⁸. Des négociations directes commencèrent un an plus tard. Entre le 9 et le 11 juillet 1990, à Rome, la première rencontre de haut niveau après quinze ans de guerre civile, fut organisée entre le régime de Maputo et le mouvement d'Afonso Dhlakama²⁹. Le 30 novembre 1990, le gouvernement du

²² « Por um consenso nacional. Defende relatório do CC », *Tempo* (Maputo), n° 981, 30 juillet 1989.

²³ *Ibidem*.

²⁴ M. Cahen, communication personnelle, 9 mars 2007.

²⁵ « Assembleia popular decreta amnistia e perdão », *Tempo* (Maputo), n° 983, 13 août 1989.

²⁶ *Ibidem*. La loi 2/79 fut complètement abrogée le 16 août 1991, par la loi 19/91.

²⁷ « Une chance pour la paix », *Marchés tropicaux et méditerranéens* (Paris), n° 2304, 5 janvier 1990.

²⁸ « Dirigentes religiosos reunem com cabecilhas da Renamo », *Tempo* (Maputo), n° 983, *op. cit.*

²⁹ « Mozambique. Rome : premier pas vers la paix », *Marchés tropicaux et méditerranéens* (Paris), n° 2332, 20 juillet 1990.

Frelimo adopta une nouvelle constitution qui consacrait le multipartisme, la liberté de presse et d'association et l'économie de marché.

Cependant, il faut souligner qu'au début de l'année 1990, le Frelimo s'était vu pour la première fois confrontée à une vague de grèves sans précédent, de surcroît dans les zones urbaine, le cœur de sa base sociale. Ces grèves ont débuté le 8 janvier 1990, dans la capitale du pays, et se sont étendues à presque toutes les autres capitales provinciales (Beira, Nampula, Quelimane, Chimoiio). L'agitation sociale toucha des secteurs vitaux de l'économie notamment la santé, l'éducation, les transports et les communications (les ports, la compagnie publique de transport) et différentes entreprises. Dans le secteur de l'éducation par exemple, les professeurs exigèrent une augmentation de salaire de 100 %. En conséquence, la rentrée scolaire fut reportée. Il s'agissait de la plus grande mobilisation sociale au Mozambique depuis 1975³⁰. Le « système de domination »³¹ était donc dans une crise profonde dont l'origine était plutôt endogène. L'ouverture politique fut ainsi plus propulsée par la grave crise économique, sociale et politique interne résultant des « mauvaises » stratégies politiques et économiques choisies et par la pression de la guerre civile, que par les pressions des institutions de Bretton Woods ou par les puissances occidentales.

Mais pour le Frelimo, ces changements ne devaient être compris en rien comme des conséquences de la pression exercée par la guerre que poursuivait la Renamo, ni même par la pression de celle-ci dans les pourparlers qui étaient en cours³². De plus, le Mozambique n'était pas un cas isolé : d'autres pays du continent, qui, à la différence du Mozambique n'avaient pas connu la guerre, étaient en train de connaître de pareils changements³³.

Le Frelimo, sans avoir fait de référendum capable de justifier ses affirmations et en une attitude purement démagogique, affirmait pendant le débat du projet pour l'adoption d'une nouvelle constitution, que la majorité de la population avait rejeté le multipartisme, choisissant de continuer avec le monopartisme. Mais toujours en raison de son caractère démocratique (soulignons que, selon le Frelimo, la démocratie au sein de ce mouvement était née lors de sa

³⁰ « Agitation sociale et réponse gouvernementale », *Marchés tropicaux et méditerranéens* (Paris), n° 2306, 19 janvier 1990.

³¹ Ch. MESSIANT, « À propos de transitions démocratiques ». Notes comparatives et préalables à l'analyse du cas Angolais, *Africana Studia, Revista Internacional de Estudos Africanos*, (Porto, Centro de Estudos Africanos), 2, 1999, pp. 61-95.

³² FRELIMO, Comité provincial da Zambézia, *IV sessão do comité provincial realizada em Quelimane de 14 a 18 de Setembro de 1990*, Quelimane, Setembro 1990, in ARQUIVO DO GOVERNO DA ZAMBÉZIA (AGZ).

³³ *Ibidem*.

formation et s'était approfondie dans les « zones libérées »), le Frelimo avait pris en compte l'opinion de cette minorité:

« Lorsque la majorité du peuple s'est prononcée en faveur du monopartisme, mais avec le parti Frelimo, cela démontre le grand vote de confiance au parti Frelimo. Par ailleurs, il y a des Mozambicains qui sont pour le multipartisme, non parce qu'ils veulent créer des partis, mais simplement parce qu'ils veulent donner cette opportunité à tous ceux qui veulent former leur parti. Ainsi le Comité Central a pris aussi en compte l'opinion et les souhaits d'un nombre considérable de citoyens qui ont participé au débat populaire du projet de révision de la constitution, favorable à l'introduction du multipartisme. En optant pour le multipartisme, le Comité Central est en train de donner continuité à la liberté et à la démocratie implantées par le Frelimo, d'amplifier l'espace politique pour les différentes forces sociales et de matérialiser le droit d'association. »³⁴

Le 4 octobre 1992 et après une série de rencontres à Rome, le Frelimo et la Renamo, sous les auspices de la Communauté de Santo Egidio, aboutirent à la signature d'un accord général de paix (AGP)³⁵. Cet accord qui prévoyait, entre autres, la reconnaissance du Frelimo comme le gouvernement légitime du Mozambique, prévoyait aussi la réalisation d'élections dans un délai d'un an, compté à partir de la date de l'accord.

Pour superviser le cessez-le feu, une Commission de supervision et de contrôle du cessez-le feu (CSC), était créée. Elle était dirigée par un représentant spéciale du secrétaire général de l'ONU. Il s'agissait de l'italien Aldo Ajello, responsable de la mission de l'ONU pour le Mozambique, (Onumoz), composé de 4 000 casques bleus et de 6 000 civils³⁶. Au-delà des représentants de l'ONU, cette commission était composée de représentants du Frelimo, de la Renamo, de l'OUA, et d'autres pays choisis par les deux anciens belligérants. Cette commission devait garantir le respect des accords par les deux parties et résoudre les éventuels conflits.

La Renamo, qui se souciait de la neutralité des services de sécurité de l'État (Sise, ancien Snasp) et de la Police, considérés inféodés au pouvoir en place, demanda la création de commissions pour contrôler l'activité et garantir le respect de la loi et des droits des citoyens, par ces deux institutions. D'ailleurs pendant les pourparlers, la Renamo avait exigé la dissolution pure et simple du Sise, exigence néanmoins refusée par le Frelimo. Selon les dirigeants de ce parti, le

³⁴ *Ibidem*.

³⁵ Sur les accords de Rome, voir MOÇAMBIQUE, *Acordo Geral da Paz de Moçambique*, Rome, 4 octobre 1992, Ch. MESSIANT, « La paix au Mozambique : un succès de l'ONU », in R. MARCHAL, Ch. MESSIANT, *Les chemins de la guerre et de la paix. Fins de conflit en Afrique orientale et australe*, Paris, Karthala, 1997, pp. 49-105 ; R. Morozzo della Rocca, *Mozambique. De la guerre à la paix. Histoire d'une médiation insolite*, Paris, L'Harmattan, 1997.

³⁶ « Momento histórico », 30 septembre 1994, < <http://www.mol.co.mz/notmoc/1994/14.html> >.

Sise n'avait rien à voir avec l'ancien Snasp, il avait subi des transformations de façon à le rendre plus compatible avec la nouvelle conjoncture politique. Quant à la police, et grâce à l'insistance de la Renamo, une des clauses de l'accord préconisait sa « départmentalisation ».

Pour superviser l'action du Sise, une Cominfo (Commission nationale d'Information) fut créée. Quant à la police, la Commission nationale aux Affaires Policières (Compol) fut créée. Ces deux commissions étaient composées chacune de 21 éléments : douze personnes proposés par le Frelimo et par la Renamo (six par chacun des anciens belligérants), neuf citoyens indépendants, ayant présenté un comportement hors de toute suspicion.

Les accords de Rome, prévoyaient aussi la démobilisation et la création d'une nouvelle armée unifiée et le retrait complet des troupes étrangères du pays, immédiatement après le cessez-le feu. Pour superviser et diriger ce processus, une commission conjointe composée par de hauts cadres militaires du Frelimo et de la Renamo, la Commission Conjointe pour la Formation des Forces Armées du Mozambique (CCFADM³⁷) fut créée³⁸. D'après l'AGP, cette nouvelle armée devait avoir un effectif de 30 000 hommes, dont 24 000 pour l'armée régulière, 4000 pour l'aviation et le reste pour la Marine. Le gouvernement affirmait avoir 64 466 hommes à démobiliser, tandis que la Renamo affirmait en posséder 22 637³⁹.

B. La Zambézie après le 4 octobre

Qu'en était-il de la Zambézie, une des province les plus touchés par la guerre civile, immédiatement après les accords de Rome ?

La Zambézie toujours sous tension

L'administration de Mopeia parlait de l'existence d'un climat de paix, de fraternisation entre les soldats de la Renamo et ceux du Frelimo, tout de suite après la déclaration du cessez-le feu⁴⁰. Effectivement, trois jours après l'accord de paix, un groupe de militants de la Renamo avait stoppé un convoi militaire du Frelimo dans la région de Morrumbala, demandant du sel. Les soldats du Frelimo avaient donné non seulement du sel, mais aussi du savon et des cigarettes à

³⁷ Cette commission a pris possession le jour de l'entrée en vigueur du cessez-le feu. Les accords prévoyaient aussi, qu'elle allait cesser ses fonctions, après la formation du nouveau gouvernement issu des élections de 1994.

³⁸ MOÇAMBIQUE, *Acordo Geral da Paz de Moçambique*, op. cit.

³⁹ «Démobilisation by mutiny», *Mozambiquefile* (Maputo), n° 217, août, 1994.

⁴⁰ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE MOPEIA, *Boletim Informativo Quinzenal* n°16/92, Quelimane, 15 octobre 1992, in AGZ.

leurs « frères » de la Renamo. Ensuite, ils s'étaient serrés la main. Des événements similaires se produisaient un peu partout dans la province de Zambézie. Le 14 octobre, deux responsables militaires de la Renamo à Namacurra, rencontrèrent l'administrateur local, à qui ils demandèrent de quoi manger et vêtir leurs soldats⁴¹. Ils invitèrent aussi les responsables locaux du Frelimo à visiter les zones sous le contrôle de la Renamo et promirent de retirer les mines disséminées sur les routes de Namacurra⁴². À Racate, zone sous contrôle de la Renamo, dans le district côtier de Pebane, la Renamo envoya une lettre aux missionnaires de l'église catholique locale, auxquelles elle demanda entre autres, de l'aide en vue de la réconciliation avec le Frelimo⁴³. Ils demandaient aussi de la nourriture, des vêtements, des médicaments⁴⁴.

Mais ce climat d'apaisement dura peu. La lutte pour le contrôle du territoire entre les deux camps, mena aussi à des incidents un peu partout dans le pays et en particulier dans les provinces de Cabo Delgado, Tete, Maputo, Zambézie et Nampula. C'est dans ces deux dernières provinces, qu'eurent lieu les incidents les plus graves⁴⁵. Le 17 octobre, en Zambézie, la Renamo attaqua le district de la Maganja da Costa et s'empara de son chef-lieu et deux jours plus tard, elle s'empara aussi du district de Lugela⁴⁶.

Dans une lettre adressée au directeur provincial de services d'Information et Sécurité de l'État (Sise), Carlos Reis, le leader de l'Unamo se plaignit aussi de l'activité subversive du « Groupe Maria » de Gimo Phiri⁴⁷. Selon Carlos Reis, le « Groupe Maria » était en train de perturber et de bloquer les activités politiques de l'Unamo à Milange, empêchant la réalisation de ses meetings⁴⁸. Suite à cette plainte de Carlos Reis, le gouvernement de la Zambézie, demanda aux forces armées, de remettre de l'ordre dans cette région. C'était une tentative de revanche de Gimo Phiri déchu de la tête de ce mouvement (voir le chapitre précédent). Selon le parti de Carlos Reis, le « Groupe Maria » était en train de terroriser les habitants de Milange, ayant assassiné à tort et à travers quelques civils⁴⁹.

⁴¹ « Fraternisation and food aid as hostilities cease », *Mozambiquefile* (Maputo), n° 196, novembre 1992.

⁴² *Ibidem*.

⁴³ *Ibidem*.

⁴⁴ *Ibidem*.

⁴⁵ « Renamo violets the cease fire », *Mozambiquefile* (Maputo), n° 196, *op. cit.*

⁴⁶ *Ibidem*.

⁴⁷ UNIÃO NACIONAL DE MOÇAMBIQUE, Secretariado Provincial da Zambézia, *Para Director Provincial dos serviços de informação e segurança do Estado*, Quelimane, 16 août 1993, in AGZ.

⁴⁸ *Ibidem*.

⁴⁹ *Ibidem*.

Des informations inquiétantes et un peu floues parlaient de l'existence dans les districts de Milange et de Lugela d'un certain mouvement dénommé Rombezia (qui serait en quelque sort, la « réédition » de l'Unar), composé d'environ 850 hommes et dont le leader serait un certain Chapala. Au mouvement Rombezia, qui selon les informations officielles, avait des rapports étroits avec la Renamo, s'étaient joint 600 anciens -soldats de ce mouvement⁵⁰.

En août, la responsabilité de la perpétration de deux embuscades contre des voitures dans la route que lie Quelimane et Mocuba, fut attribuée au groupe Rombezia⁵¹.

Sans indiquer leurs leaders, leur origine ou leur exacte localisation, le gouvernement de la Zambézie parlait aussi de l'émergence d'un certain mouvement armé, appelé « *Boinas Verdes* » (Bérets Verts)⁵². Ledit mouvement « Bérets Verts », avait manifesté ses intentions belliqueuses, en éparpillant un peu partout des lettres offensantes⁵³. Les *Young Pioneers*, branche paramilitaire du MCP de Kamuzu Banda, furent aussi signalées comme force qui menaçait la stabilité politique de la Zambézie⁵⁴.

D'autres nouvelles indiquaient que le leader de l'Unamo était en train de préparer un plan avec la Renamo, pour la reprise de la guerre en faveur du fédéralisme, au cas où ce dernier mouvement perdrait les élections de 1994⁵⁵. Pour cela, ils comptaient sur ledit mouvement Rombezia. À Lioma, district de Gurué, le mouvement de Carlos Reis était accusé de propager des rumeurs selon lesquelles, le gouvernement du Frelimo avait cédé à l'Unamo la province de la Zambézie⁵⁶. Après une période d'accalmie, pendant laquelle on n'a entendu plus parler de ces soi-disant mouvements armés, en février 1996, la police de Nacala, province de Nampula, annonça l'arrestation de trois individus de la Rombezia qui étaient en train d'acheter des armes⁵⁷. Depuis lors, les informations sur ces mouvements, sont devenues presque inexistantes

⁵⁰ COMISSÃO DE SUPERVISÃO E CONTROLO DO ACORDO GERAL DE PAZ, *Relatório balanço de doze meses do Acordo Geral de Paz na Provincia da Zambézia*, Quelimane, 4 octobre 1993, in AGZ; COMISSÃO DE SUPERVISÃO E CONTROLO DO ACORDO GERAL DE PAZ, *Síntese da XI reunião Ordinária*, Quelimane, 6 octobre 1993, in AGZ.

⁵¹ « Separatists blamed for attacks », *Mozambiquefile* (Maputo) n° 218, septembre 1994.

⁵² COMISSÃO DE SUPERVISÃO E CONTROLO DO ACORDO GERAL DE PAZ, *Relatório balanço de doze meses...*, *op. cit.*

⁵³ *Ibidem.*

⁵⁴ « Visita presidencial do presidente Chissano à Zambézia », *TVM Especial*, Émission télévisée, 3 septembre 1994. Les Young Pionniers ont combattu à coté de la Renamo contre le Frelimo.

⁵⁵ COMISSÃO DE SUPERVISÃO E CONTROLO DO ACORDO GERAL DE PAZ, *Síntese da XI reunião...*, *op. cit.*

⁵⁶ *Ibidem.*

⁵⁷ « Supostos homens armados criam pânico em Nampula », in < <http://www.africa.upenn.edu/Newsletters/notmoc74.html>>.

et il apparaît clairement qu'il ne s'est agi que de rumeurs. Cependant, ce qui est « vrai », ce que la Zambézie en 1994-96 connaissait un climat propice à la propagation de ces « nouvelles », ce qui indique la tension latente persistante. Le Rombézia n'a jamais existé et l'Unamo fut une création du Frelimo afin de « détruire » politiquement Gimo Phiri (cf. chapitre V) et de gêner l'implantation de la Renamo, comme parti politique dans la province. Carlos Reis, le leader de l'Unamo, était tenu par des affaires de droit commun par le Frelimo. Il n'est pas étonnant que ce fut le premier parti à s'être enregistré dans le pays après l'ouverture au pluralisme.

Vers les élections de 1994 : un chemin sinueux

Le processus de la formation de la nouvelle armée connut un grand retard. À la veille des élections d'octobre 1994, cette force n'était composée que de 1 200 soldats⁵⁸. Les deux parties se débattaient dans de grandes difficultés pour trouver de quoi former la nouvelle armée. Très peu d'anciens soldats voulaient en effet en faire partie. Par exemple, en Zambézie, selon l'Organisation Internationale de la Migration (OIM), aucun soldat du gouvernement ne voulait faire partie de la nouvelle armée⁵⁹. Dans le campement de la Renamo à Sabelua, district de Milange, parmi les 1 383 soldats cantonnés, seulement 20 voulaient s'y intégrer⁶⁰. Tous voulaient retourner à la vie civile, rentrer chez eux. Les difficultés de vie militaire et les circonstances de leur recrutement de deux cotés, expliquent leurs réticences.

La démobilisation des militaires, dont la fin avait été prévue 180 jours après la signature des accords, était également très en retard. Des manifestations pour la démobilisation, avaient lieu un peu partout, tant du côté de la Renamo que du Frelimo.

Cependant, il faut souligner que des manifestations de soldats du Frelimo avaient commencé bien avant la signature des accords de paix. En septembre 1992, les provinces de Cabo Delgado (district de Montepuez), Niassa (district de Mandimba), Manica (district de Machaze), Sofala (districts de Chibabava et Dondo), avaient été touchées par des mutineries violentes⁶¹. Les soldats exigeaient le paiement des soldes en retard depuis plusieurs mois et suspectaient leur détournement. Ils se plaignaient de la famine et au cours de la plupart de ces mutineries, ils

⁵⁸ « Momento histórico », *op. cit.*

⁵⁹ « Demobilisation by mutiny »..., *op. cit.*

⁶⁰ *Ibidem.*

⁶¹ « Discontent continues in the army », *Mozambiquefile*, n° 195, octobre 1992.

attaquaient les entrepôts du Département de Prévention et Combat aux Calamités Naturelles (DPCCN)⁶², des magasins et des bazars, déroband de la nourriture.

Après les accords de paix le 4 octobre 1992, les soldats ajoutèrent aux exigences antérieures, celle de la démobilisation immédiate et refusèrent de rejoindre la nouvelle armée. Les mutineries devinrent de plus en plus violentes. Pour ces soldats, le retard de la démobilisation était une stratégie pour être intégrés de force dans la nouvelle armée, d'où leur réaction violente⁶³. Par exemple, les mutineries provoquées par les soldats de la Renamo entre le 8 et 28 juillet 1994, dans leurs zones de cantonnement de Lurio et Quinga (Nampula), Mohiua et Sabelua (Zambézie), Nhamacala, Magunde, Namagua et Savane (Sofala), Chioco et Muchena (Tete), et Chinhanganine (Maputo) s'expliquent par leur peur d'être transférés vers la zone de cantonnement de Chiramba, province de Tete, où ils pensaient qu'ils seraient forcés d'intégrer la nouvelle armée⁶⁴. Les mauvaises conditions de vie dans les lieux de cantonnement et le retard dans le paiement des soldes, sont les autres facteurs qui expliquent les mutineries. Le retard de la démobilisation lui-même était dû à la méfiance existant entre les deux anciens belligérants : il s'agissait d'une stratégie défensive. S'y ajouta ensuite l'accord pour que l'Onuzom verse à chaque démobilisé un « subside » qui était modeste, mais loin d'être négligeable pour un jeune rural voulant retourner chez lui, « avoir son champ » et se marier. La distribution de ce subside lui-même prit souvent du retard, qui fut interprété comme manœuvre pour pousser à l'intégration à la nouvelle armée. En fait, l'existence de ce « subside » fut – sans doute involontairement – une arme puissante de l'ONU pour pousser les soldats à rentrer chez eux. De ce fait, les deux camps virent leurs armées se « dissoudre » presque seules, ce qui empêchait toute velléité de retour à la guerre – en tous cas du côté de la Renamo, le Frelimo gardait des corps d'élite et la police militaire non démobilisés.

La Zambézie fut une des régions les plus touchées par les mutineries en particulier, celles de soldats du Frelimo. En janvier 1993, mai et juillet 1994, les soldats du Frelimo se manifestèrent dans plusieurs régions de cette province, tels que Quelimane, Milange, Nicoadala et Mocuba. C'est dans ce dernier district que furent enregistrés les incidents les plus graves, les soldats ayant

⁶² *Ibidem*. L'organisme d'État chargé d'apporter des secours en cas des « calamités », entaché de nombreux cas de corruption et détournement. Aujourd'hui cet organisme s'appelle INGC (Institut National de Gestion de Calamités).

⁶³ Sur le refus d'intégrer la nouvelle armée voir « Soldiers reject the FADM », *Mozambiquefile* (Maputo), n° 212, mars 1994.

⁶⁴ « Demobilisation by mutiny »..., *op. cit.*

attaqué et saccagé l'hôpital local et quelques maisons⁶⁵. Fait particulier à signaler dans le cas zambézien, les soldats commencèrent aussi à s'en prendre à leurs propres chefs. Dans le campement de la Renamo à Mocubela, district de la Maganja Costa, en Zambézie, les soldats attaquèrent violement le brigadier Raúl Dick, le 31 mai 1994, représentant de la Renamo à la Commission du Cessez-le Feu (CCF)⁶⁶. Les jours suivants, ils attaquèrent les installations de la mission de l'ONU et volèrent de la nourriture. Ils se plaignaient de faim, exigeaient leur démobilisation immédiate, la plupart refusaient d'intégrer la nouvelle armée et voulaient regagner le plus vite possible leur maison, avec en poche le petit subside promis par l'ONU⁶⁷.

À Quelimane, le 2 août, les soldats du Frelimo prirent en otage le commandant provincial de l'armée, Raimundo Tomocene, et le responsable aux Ressources Humaines, le capitaine Albano João de Deus⁶⁸. Ils exigeaient la démobilisation avant... midi, et menaçaient d'attaquer et de détruire la ville de Quelimane, de prendre l'aéroport et d'attaquer les avions, s'ils n'étaient pas immédiatement démobilisés⁶⁹. Après une série de négociations et de promesses de démobilisation pour le 6 août, Raimundo Tomocene et Albano de Deus, furent relâchés le jour suivant, après avoir été sérieusement maltraités, surtout le dernier qui dut être hospitalisé⁷⁰.

Il faut souligner aussi que les manifestations ne touchèrent pas seulement les soldats de la Renamo et du Frelimo, mais aussi les milices et les *Naparamas*. Ainsi, le 2 août 1994 (la même date que les soldats du Frelimo prirent en otage R. Tomocene et A. de Deus), des centaines des *Naparamas* bloquèrent pendant trois jours la principale voie d'accès entre Quelimane et le district de Nicoadala, rendant la circulation impossible⁷¹. D'autres marchèrent en direction à la capitale. Les *Naparamas* demandaient des compensations pour s'être battu aux cotés du Frelimo contre la Renamo et les mêmes conditions de démobilisation que celles accordés aux troupes gouvernementales. La situation se normalisa après une rencontre entre le gouverneur de la province, Carlos Agostinho de Rosário, et les leaders des révoltés, rencontre qui se termina par

⁶⁵ Sur ces émeutes voir *Mozambiquefile* (Maputo), n° 199, février, 1993 ; *Mozambiquefile* (Maputo), n° 215, Juin 1994 ; *Mozambiquefile*, (Maputo), n° 217, août 1994. Voir aussi Ch. MESSIANT, « La paix au Mozambique... ».

⁶⁶ « Demobilisation by mutiny », *Mozambiquefile*, (Maputo), n° 217, août 1994.

⁶⁷ *Ibidem*.

⁶⁸ « Further mutinies and rioting », *Mozambiquefile* (Maputo), n° 218, septembre, 1994.

⁶⁹ *Ibidem*.

⁷⁰ *Ibidem*.

⁷¹ *Ibidem*.

la promesse de résoudre leurs revendications. Les incidents avec les *Naparamas*, se reproduisirent encore le 18 août, cette fois-ci à Namapa, province de Nampula⁷².

Toujours en Zambézie, l'Udemo (le « Groupe Maria »), menaçait de ne pas rendre ses armes à l'Onumuz et de reprendre la guerre, si leurs forces ne recevaient pas le même traitement que celui des forces du Frelimo, et si elles n'étaient pas réintégrées à la société civile⁷³.

Il serait fastidieux de parler de toutes les mutineries créées par les soldats, les milices ou les *Naparamas*. Comme bilan pour tout le pays, on peut dire, en ce qui concerne les mutineries de soldats, qu'en janvier six incidents furent rapportés, 13 en mars, et 36 en mai, du côté gouvernemental. Dans la même période et du côté de la Renamo, 12 incidents furent rapportés en janvier, 21 en mars et 31 en mai⁷⁴. Entre les mois d'avril et de septembre, la mission de paix de l'ONU comptabilisa 374 incidents créés par les soldats démobilisés de deux côtés⁷⁵. De même, il faut souligner que les révoltes de soldats, avaient parfois pris des formes très violentes, comme par exemple le viol de femmes, l'assassinat de civils, le vol de biens de la population – et cela, surtout du côté des troupes du Frelimo⁷⁶. Ce comportement vil ne découlait pas du simple désir de « rentrer à la maison », il faisait aussi partie du quotidien des soldats gouvernementaux pendant la guerre (voir chapitre V). En revanche, il faut souligner que si la majorité des simples soldats voulaient la démobilisation, la plupart des officiers des FAM, qui étaient les privilégiés dans l'armée, ne voulaient pas être démobilisés⁷⁷.

Enfin, il y avait le problème des enfants-soldats, non reconnus comme soldats par aucune des parties en présence (Frelimo, Renamo, Onumuz). En général, ces enfants ne reçurent pas ce « subside » mais on a pu dire que 70 % d'entre eux avaient réussi à retrouver leurs familles.

Le processus de démobilisation des soldats fut considéré comme achevé le 20 octobre 1994, le Frelimo ayant démobilisé 55 589 soldats et la Renamo, 20 300⁷⁸. Par ailleurs, le leader de la Renamo accusa le Frelimo d'avoir infiltré à Milange des milliers de citoyens malawites avec des

⁷² *Ibidem*.

⁷³ « Visita presidencial do presidente Chissano à Zambézia », ..., *op. cit.*

⁷⁴ A. VINES, *Renamo...*, *op. cit.*, p. 153.

⁷⁵ *Ibidem*.

⁷⁶ « A tradition of mutiny », *Mozambiquefile* (Maputo), n° 214, mai 1994.

⁷⁷ Ch. MESSIANT, « La paix au Mozambique... », *op. cit.*

⁷⁸ « Momento histórico », < <http://www.mol.co.mz/notmoc/1994/14.html> >

cartes d'identité du Mozambique⁷⁹, afin qu'ils puissent voter pour ce parti. Quelques jours avant le début de la campagne électorale, Afonso Dhlakama affirmait que la sécurité du pays était en cause, car disait-il, le Frelimo était en train de persécuter les membres et sympathisants de la Renamo⁸⁰. Il accusait entre autres, la police d'avoir tué douze sympathisants de ce mouvement en Zambézie⁸¹.

La Renamo et l'exigence d'un Gouvernement d'unité nationale

La peur d'une défaite lors des élections de 1994, qui signifierait la mise en danger de son parti politique naissant, fait que le mouvement d'Afonso Dhlakama exigea un accord préalable aux élections avec le Frelimo, pour la formation d'un Gouvernement d'unité nationale (GUN). La Renamo n'était pas sûre de son poids réel dans le champ politique mozambicain, son passé de mouvement composé de simples va-nu-pieds, les « bandits » selon la terminologie officielle, n'était pas propre à rassurer les dirigeants de ce mouvement. Mais par ailleurs, la Renamo savait pertinemment qu'en Afrique plus qu'ailleurs, « *The winner takes all* ». Il fallait donc créer les conditions politiques et matérielles de survie du parti minoritaire, et le GUN en était le meilleur moyen. L'idée du GUN était fortement appuyée par l'ANC sud-africaine et Nelson Mandela en personne, qui l'avaient expérimentée avec succès dans leur propre pays⁸².

Pour la Renamo, le GUN était la meilleure solution pour garantir la réconciliation et l'unité nationale⁸³. Selon elle, le Frelimo avait jusqu'au 25 septembre 1994 pour accepter cette idée, faute de quoi il serait responsable de ce qui allait survenir après les élections d'octobre⁸⁴.

La Renamo, qui désirait les portefeuilles des Affaires Étrangères, de la Défense et des Finances, voulait aussi que le leader du parti arrivé en second, soit nommé vice-président de la République⁸⁵.

⁷⁹ « Dhlakama está seguro em Sofala. Afonso Dhlakama percorreu a província de Sofala na semana de 20 a 27 de Junho e, uma coisa ficou clara: a larga adesão das pops sena e ndau à Renamo », *Savana* (Maputo), n° 24, 1 juillet 1994.

⁸⁰ « Segurança do país está em causa. Há tensão na Renamo Reconhece Afonso Dhlakama ao Savana, », *Savana* (Maputo), n° 34, 9 septembre 1994.

⁸¹ *Ibidem*.

⁸² M. CAHEN, Communication personnelle, 9 mars 2007.

⁸³ « Governo de Unidade Nacional? Todos contra a Frelimo », *Domingo* (Maputo), n° 616, 3 avril 1994.

⁸⁴ « Dhlakama: Chissano deve aceitar GUN até 25 de Setembro », *Domingo*, (Maputo), n° 638, Maputo, 28 août 1994.

⁸⁵ « Afonso Dhlakama ao Domingo, : Vice-presidente da República deve ser o 2° mais votado », *Domingo*, (Maputo), n° 618, 17 avril 1994.

L'idée du GUN était soutenue aussi par d'autres partis d'opposition tels que le Monamo (Mouvement National du Mozambique) de Máximo Dias⁸⁶, le PCN (Parti de Convention Nationale) de Lutero Simango⁸⁷, qui voyaient en elle la seule possibilité d'accéder au pouvoir. Pour le Monamo, à cause de la corruption, de la grave crise économique et sociale, le pays était devenu ingouvernable et pour renverser la situation, il fallait former un GUN fort, compétent, composé par des éléments non corrompus de tous les partis politiques et de la société civile⁸⁸. De son côté, le PCN affirmait que la non-formation d'un GUN après les élections était très dangereuse pour le pays et qu'il était la seule condition pour la paix⁸⁹.

Pour le Frelimo, qui dès le début refusait absolument cette idée, le GUN allait contre l'esprit des accords de Rome. De plus, pour le Frelimo, il n'y avait aucun exemple au monde où un pareil type de gouvernement avait réussi à s'imposer, disait-il⁹⁰, en fermant les yeux sur le formidable exemple de l'Afrique du Sud voisine. En plus, le GUN entraînait en contradiction avec la Constitution de la République, soulignait le Frelimo⁹¹. Selon Joaquim Chissano, l'idée du GUN exigée par la Renamo était soutenue par certains pays de la communauté internationale qui avaient tendance à empêcher l'autodétermination des peuples, en imposant leur vision du monde et leur volonté aux Africains⁹². Selon l'hebdomadaire *Domingo* un journal très proche du Frelimo, à la tête de ce groupe de pression, on trouvait des pays, comme le Portugal, les États-Unis et l'Angleterre⁹³ – remarquons, une fois de plus, l'oubli de l'Afrique du Sud...

L'idée du GUN échoua, essentiellement à cause du refus du Frelimo. D'autres facteurs contribuèrent à noircir encore le climat. D'un côté, le processus de formation de la nouvelle armée était inachevé (d'ailleurs, il est toujours en cours, quinze ans après les accords de paix !). D'un autre côté, on parlait par exemple de l'existence de bases secrètes ou de cachettes d'armes de la Renamo dans les provinces de Sofala, Gaza, Tete et Manica⁹⁴. De même, les militaires démobilisés menaçaient de boycotter les élections si leurs revendications n'étaient pas prises au

⁸⁶ Ancien-leader du Gumo.

⁸⁷ Fils de l'ancien leader du Frelimo, Uria Simango.

⁸⁸ « Governo de Unidade Nacional? Todos contra a Frelimo »..., *op. cit.*

⁸⁹ *Ibidem.*

⁹⁰ *Ibidem.*

⁹¹ « Para aceitar o GUN. O Governo está sob pressões internacionais. Reconhece Chissano », *Domingo*, (Maputo), n° 631, 10 juillet 1994.

⁹² *Ibidem.*

⁹³ *Ibidem.*

⁹⁴ « Momento histórico », ..., *op. cit.*

sérieux. Ils exigeaient par exemple, leur réinsertion sociale⁹⁵. Il ne faut pas non plus oublier la question de la « double administration », c'est-à-dire, l'existence de zones sous contrôle de la Renamo (où l'État n'existait pas, et où les autres partis politiques, même le Frelimo avaient du mal à réaliser leurs activités) et les zones sous le contrôle du Frelimo. Par exemple, en Zambézie, parmi les 45 postes administratifs existants dans toute la province, 8 étaient sous le contrôle de Renamo. De même pour 50 localités parmi les 180 existantes⁹⁶. C'est dans ce climat tendu que le pays alla aux élections de 1994.

2. La Zambézie : une province « rebelle »

La Zambézie a déjà fait son apparition dans les incidents militaires cités infra. Mais il faut y revenir sur la base de sources écrites et orales, afin de mieux cerner son identité politique. En un premier temps, on portera le regard sur la vision que les élites zambéziennes ont d'elles-mêmes, de la société zambézienne, et des autres. On mettra aussi en relief les rapports entre la Zambézie et l'État (colonial, et puis du Frelimo). En un second temps, on tentera de cerner cette identité politique notamment, par le biais du vote qui généralement fut en faveur de la Renamo. L'analyse des trois scrutins tenus au Mozambique après les accords de paix de 1992, privilégiera les thèmes et les dimensions mobilisés par les candidats des différentes campagnes électorales, en vue de capter l'adhésion et le vote des électeurs zambéziens. L'analyse portera seulement sur les deux grandes formations politiques du Mozambique, la Renamo et le Frelimo, les autres formations politiques, étant pratiquement inexistantes et, leurs scores ne dépassant pas les 5 %, ne leur donnant pas droit à une représentation parlementaire et ne permettant même pas de les distinguer du permanent et fort « vote par erreur ». Dans un second temps, en s'appuyant sur les « paroles des électeurs », on esquissera les raisons qui mènent la Zambézie à voter en faveur de l'ancien mouvement rebelle.

⁹⁵ *Ibidem.*

⁹⁶ « Visita presidencial do presidente Chissano à Zambézia », ..., *op. cit.*

A. La construction historique d'une identité politique zambézienne

« Maria Antónia - Bonjour.

Sérgio Chichava - Bonjour.

M. A. - ...Vous venez de quel pays ?

S. Ch. - Je viens du Mozambique.

M. A. - Du Mozambique ? De quel partie du Mozambique ? Vous savez, moi aussi je suis née au Mozambique, à Quelimane.

S. Ch. - De Maputo, ancienne Lourenço Marques.

M. A. - De Maputo ? Vous savez Maputo ce n'est rien, même si c'est la capitale. Quelimane, c'est le véritable emblème du Mozambique. »⁹⁷

L'identité politique zambézienne tire un de ses vecteurs fondamentaux du système des *prazos*. Le système des *prazos*, on l'a vu, a brisé les anciennes royaumes africains, a mené aux mélanges entre autochtones et étrangers, créant une petite élite, créole et moderne, portant des noms portugais et parlant le portugais : les anciens *prazeiros*, hommes ou femmes (les fameuses *donas*), très puissants, propriétaires de terres et d'esclaves, formaient une élite coloniale préexistant à l'introduction du capitalisme moderne des grandes compagnies et à l'émergence d'une économie de plantation, faisant de la Zambézie, la province la plus riche du Mozambique.

Cependant, la Zambézie est fort hétérogène. Aussi faut-il préciser que lorsqu'on parle de l'identité politique zambézienne ici, on parle surtout de la composante qui a conquis une relative hégémonie à l'échelle provinciale, celle véhiculée par l'élite créole, historiquement liée au système des *prazos*. En effet, il n'y a évidemment pas une seule et unique identité sur le plan politique dans cette région fort hétérogène. Par exemple, les Chuabos, du groupe ethnique dont font généralement partie les ressortissants de cette élite créole, sont perçus par les autres groupes ethniques zambéziens, notamment les Lomués, comme arrogants, pleins de complexes de supériorité :

« Les *machuabos* se croient les plus importants de la province. Par exemple, pour Bonifácio Gruveta⁹⁸, la Zambézie allait jusqu'à Nicoadala [...] les directeurs, les dirigeants étaient de

⁹⁷ Conversation avec Maria Antónia, Lisbonne, 1er juin 2005. Maria Antónia est une portugaise contrainte de quitter le pays après les accords de Lusaka qui prévoyaient l'indépendance du Mozambique. Cette conversation (car ce n'est fut une entretien) eut lieu à l'Arquivo Histórico Ultramarino (AHU) à Lisbonne, son lieu de travail.

⁹⁸ Premier gouverneur de la Zambézie, lui-même zambézien.

Quelimane jusqu'à Namacurra [...] ceux-la pouvaient être dirigeants, les autres ne comptaient pas. »⁹⁹

D'une certaine manière, la Zambézie était un Mozambique en plus petit : on reprochait en Zambézie aux Chuabos ce que généralement on reproche aux « gens du Sud » (Tsua, Changane, Ronga) à l'échelle mozambicaine. Le Frelimo méprisait les Lomués au profit des Chuabos, dit un autre témoin :

« Après l'indépendance, le Frelimo ne connaissait pas bien la province, les membres du premier gouvernement furent tous de Quelimane : Gruveta, Lobo, Cassimo, etc. Ils n'ont pas compris que la province avait sa dynamique régionale. Était seulement Zambézien celui né à Quelimane, les gens de la Haute-Zambézie étaient ignorés. Seulement aujourd'hui, le Frelimo s'est réveillé. »¹⁰⁰

Tout cela s'explique par des raisons socio-historiques. Les Portugais avaient toujours considéré les Lomués comme des barbares, des sauvages, des non-civilisés. Il s'agit en effet de zones qu'ils n'ont conquises qu'à l'orée du XX^e siècle après une forte résistance.

Malgré ces tensions internes, cette identité politique « chuabo-créole » ou côtière allait à la rencontre d'autres identités politiques zambéziennes et les entraînait dans un genre de « pan-zambézienisme » en raison du fait que lorsque le Frelimo combattait le « racisme » et l'« élitisme » de l'élite créole de cette région, il marginalisait de fait tous les Zambéziens indistinctement. Et lui-même n'avait pas une conception des Lomués (tout comme les Macuas) meilleure que celle que les Portugais avaient développée. Cela fut et est exploité par l'opposition, notamment la Renamo¹⁰¹. De ce fait, l'identité politique créole était « opératoire » puisqu'il s'agissait de se battre contre le Sud au nom des aspirations de tous les Zambéziens.

Le complexe de supériorité

Face à la supériorité et à l'arrogance du Sud, la Zambézie a d'abord affirmé son identité politique, par l'affirmation de son propre complexe de supériorité au sens adlérien¹⁰². Le complexe de supériorité zambézien a toujours visé à compenser l'infériorité que la Zambézie ressentait à l'égard de Nampula, de Beira et Maputo (Lourenço Marques), conséquence du lent déclin de son élite créole et « ratage » de son passage de l'esclavagisme au capitalisme colonial,

⁹⁹ Entretien avec Aníbal Castro Morgado, Maputo, 2 novembre 2005.

¹⁰⁰ Entretien avec Carlos Caminho Zomane, Quelimane, 3 septembre 2004.

¹⁰¹ Voir M. CAHEN, *Les bandits...*, op. cit., pp. 45-46.

¹⁰² Alfred Adler a développé la psychologie individuelle, mais ses conclusions peuvent être appliquées à l'étude du collectif, à l'étude de la structure sociale. Voir par exemple, A. ADLER, H. SCHAFFER, *Le sens de la vie : étude de la psychologie individuelle comparée*, Paris, Payot, 1995.

sur lequel elle n'eut aucune prise. Fondé sur ce qu'on appellera « sentiment permanent d'exclusion », le complexe de supériorité zambézien n'est rien d'autre qu'un souvenir de puissance combiné à l'impuissance actuelle, une incapacité de s'imposer comme une vraie élite alternative malgré son énorme potentiel.

Ce complexe de supériorité a ses mythes historiques. Ainsi, selon la tradition locale, c'est la femme zambézienne, la seule au Mozambique, qui avait reçu de la couronne portugaise le titre noble de *Dona*. Ce titre, rappelons-le, aurait été attribué par la reine *Dona Maria II* à la femme métisse née dans le *Concelho* de Quelimane, lui octroyant les mêmes droits que la femme de la métropole. La femme joue un rôle très important dans la société zambézienne matriarcale. Selon le témoignage du Zambézien António Ruas, c'est à partir de ces *Donas*, qu'est né ce qu'il désigne comme « élitisme zambézien » :

« La Zambézie est la seule région du Mozambique où les femmes locales ont reçu le titre de *Dona*. Or, *Dona*, c'est le féminin de *Dom*, titre attribué aux nobles Portugais... Même au Portugal, les femmes locales n'ont pas cette appellation [...] moi-même j'ai vu l'*alvará* [certificat] d'une des femmes qui avait reçu le titre de noblesse. Si ces femmes allaient au Portugal, elles étaient reçues à la cour. Plus tard, le titre de *dona* s'est généralisé, mais le nombre de celles qui étaient considérées comme de noblesse portugaise, était restreint. Du fait que la plupart d'entre elles étaient filles de gens appartenant à la noblesse portugaise, allait naître l'élitisme C'est là que naît l'élitisme. L'élitisme existait de même parmi les métis. »¹⁰³

Ce fut d'ailleurs cet « élitisme » qui avait mené en quelque sorte à l'émergence de l'Association Humanitária da Zambézie, créée en 1948 par un groupe de Noirs et des métis de seconde classe, qui se sentaient exclus de l'*Associação Africana da Zambézia* (voir chapitre III). Rappelons aussi, que selon José Roldão, le respect, la cordialité et la franchise ainsi que l'amour profond à la patrie portugaise qui caractérisent les Zambéziens, était dû à leurs *donas* (voir chapitre I). Naturellement, le recours à l'origine noble portugaise n'est que une recherche a posteriori d'outils opératoires pour défendre une dignité menacée. D'une certaine manière, c'est un mythe comparable à tous les mythes d'origine des clans de la société bantoue environnante, même paré des vertus d'une précoce modernité¹⁰⁴.

Ce complexe de supériorité s'exprima par exemple par le mépris et une rivalité affichée contre Lourenço Marques et Beira, puis contre Nampula, les nouveaux et principaux centres de développement du XX^e siècle. Dans une lettre écrite à Francisco Ó da Silva, José Roldão,

¹⁰³ Entretien avec António Ruas, Maputo, 6 janvier 2006.

¹⁰⁴ M. Cahen, communication personnelle, 9 mars 2007.

écœuré par la comparaison faite avec Lourenço Marques, affirmait que la « vieille » Zambézie n'avait pas de leçons à recevoir ni de la « jeune » Lourenço Marques, ni de la « jeune » Beira — deux villes créées *ex-nihilo* à la fin du XIXe siècle — car à la différence de ces dernières, Quelimane représentait la « véritable colonisation européenne », la colonisation latine, où la convivialité entre les Noirs et les Blancs était ancienne, où il n'y avait pas de racisme : les Noirs et les Blancs jouaient au foot et buvaient du thé ensemble depuis longtemps en Zambézie. De même, les Zambéziens étaient déjà « civilisés » et parlaient le portugais bien avant Lourenço Marques et Beira. En Bref, la convivialité entre les Blancs et les Zambéziens avait déjà une grande tradition socio-historique par rapport à ces deux régions même si elles étaient déjà plus développées économiquement que la Zambézie :

« Lourenço Marques et Beira [...], sont en train de connaître un grand développement seulement depuis cinquante ans. Inhambane, Zambézie et île du Moçambique, avec leurs *foros* [forals] et centres de population européenne, c'est-à-dire, de vraie colonisation européenne, de vieille colonisation latine et non germanique, colonisation présente dans l'esprit d'Alexandre de Macédoine, guide fraternel de la Révolution française ; colonisation comme a su la faire ce grand Portugais, qui de lui même rend important et illustre l'histoire d'une patrie. L'immortel, Afonso de Albuquerque, génie vénéré par les peuples conquis; [...]. Comme j'étais en train de le dire, ces centres ont, dans les rapports entre les Blancs et les Noirs qui y ont cours, de vieilles racines, de vieilles traditions historiques, qui datent de très longtemps. »¹⁰⁵

Ce mépris s'explique aussi par le fait que, selon les Zambéziens, à la différence de Lourenço Marques et de Beira, construits à l'aide de l'or¹⁰⁶, des tickets de train¹⁰⁷, et de la métropole, la Zambézie s'était construite sur et par l'effort des Zambéziens, c'est-à-dire, avec une mérite propre¹⁰⁸. En plus, du point de vue économique, la Zambézie défiait n'importe quelle région du Mozambique et si, elle n'était pas encore plus développée que toutes les autres, c'était parce qu'on la bloquait au profit d'autres régions, principalement Lourenço Marques et Beira, ces véritables parasites. C'est en Zambézie qu'avaient été publiés les premiers journaux, créées les premières associations d'autochtones bien avant Lourenço Marques et Beira. Ces deux villes étaient « petites », sans rien à enseigner à Quelimane.

¹⁰⁵ J. J. ROLDÃO, « À propósito de uma entrevista. Chutando... a bola »,..., *op. cit.*

¹⁰⁶ Pour chaque travailleur mozambicain dans les mines de l'Afrique Sud, l'État recevait un montant en or. Cela a joué jusqu'à aujourd'hui un rôle très important dans le développement du sud du Mozambique, défini pendant la période coloniale, comme réserve de main-d'œuvre pour les mines du Rand.

¹⁰⁷ Les voies ferrées tout comme les ports respectifs de Lourenço Marques et Beira, ont été construits essentiellement, pour servir l'économie des pays voisins, l'Afrique du Sud et la Rhodésie du Sud. Cela a été, et continue d'être, décisif pour l'économie mozambicaine.

¹⁰⁸ « Comunicações — O Grande Problema da Zambézia », *Notícias* (Lourenço Marques), n°11 631, 23 mars 1962 ; « Zambézia essa desconhecida? Boletins de Importação. Uma exposição da Associação do Fomento », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 286, 10 février 1962.

La rivalité avec Nampula

Après avoir complètement perdu la bataille contre Lourenço Marques et Beira, la « vieille » Zambézie se trouva face à un « nouveau né », Nampula, qui avait réussi à se relever après l'ouverture du port de Nacala et la construction des chemins de fer. Par exemple, en 1962, dans le but de lutter contre la tuberculose, des dispensaires avaient été créés un peu partout au Mozambique. Or, ils devaient rester sous l'orientation des centres de prophylaxie et diagnostic de Lourenço Marques, Beira et Nampula. Les dispensaires de la Zambézie furent mis sous la pression du Centre de Nampula. Cela fut vu comme un outrage. Il était préférable, en dernier ressort, d'être subordonné à Beira plutôt qu'à Nampula. La lutte fut acharnée, comme l'atteste l'exemple suivant :

« L'arrêté 16 044 de 28 avril n'est pas passé inaperçu auprès de la population de Quelimane. La ville et tout le district zambézien, se sont sentis vexés devant un critère qui prétend laisser dans l'oubli toute la valeur et les justes droits de ces terres, sans aucune doute les plus riches et les mieux mises en valeur de toute la province. Par cet arrêté, encore une fois, Quelimane est subordonné à Nampula, sans aucune attention pour les positions géographiques respectives, sans le minimum de considération pour l'importance des territoires inclus dans cet arrêté [...]. Sur la forme, il est en soi choquant et injuste de mettre Quelimane à égalité avec des territoires qui, certainement n'ont jamais rêvé, pour l'instant, d'être à la hauteur de la déjà adulte et progressive capitale zambézienne. Mais l'anomalie est d'autant plus grave que notre district justifie déjà pleinement la prétention d'avoir son hôpital doté de prérogatives propres et indispensables. »¹⁰⁹

Cette même année, 1962, le gouvernement proposa de créer trois écoles d'enseignement spécial pour les enfants handicapés à Lourenço Marques, Beira et Nampula. Encore une fois, la Zambézie protesta contre ce qu'elle considérait injuste. Comment se fait-il que la « vieille Zambézie », plus riche et plus « progressive » que la « petite » Nampula, soit omise au détriment de celle-ci ? Si l'on construisait une école, à Nampula, il fallait la construire aussi en Zambézie, exigeaient les Zambéziens¹¹⁰. De plus, rappelaient-ils, la Zambézie n'était pas en train de demander des faveurs, elle exigeait ce qui correspondait à son statut économique et démographique¹¹¹. Lorsque, la même année et pour l'émission des licences d'exportation, le Mozambique fut divisé en trois régions (Nord, Centre et Sud avec sièges à Lourenço Marques, Beira et Nampula respectivement), la Zambézie se sentit une nouvelle fois outragée pour avoir

¹⁰⁹ « Mais uma vez a Zambézia sente-se menosprezada », *Notícias* (Maputo), n° 11680, 11 mai 1962.

¹¹⁰ « Esta aguerrida comunidade... (23) Escolas de recuperação de crianças », *Notícias*, (Maputo), n°11 631, 23 mars 1962 ; « Esta aguerrida comunidade... (24) problemas de ensino », *Notícias* (Maputo), n°11652, 13 avril 1962.

¹¹¹ *Ibidem*.

été délaissée en faveur de la « jeune et belle » Nampula. La guerre se fit sentir encore une fois quand l'*Associação de Fomento da Zambézia* (Association de Développement de la Zambézie), adressa un mémorandum au gouverneur général de la province de Mozambique, dans laquelle, elle dénonça cette injustice de plus¹¹². Selon cette déclaration, si Nampula était intégrée dans les nouvelles mesures, alors qu'elle était inférieure à la Zambézie, cette dernière devait être intégrée aussi. Au lieu de diviser le pays en trois régions, il fallait le diviser en quatre¹¹³.

La « portugalité » zambézienne comme synonyme de « civilisation »

Le fait de porter des noms portugais, de parler portugais, d'avoir vécu très longtemps avec les Portugais et d'autres étrangers explique aussi ce complexe de supériorité zambézien. Les autres, surtout les gens du Sud, étaient moins « civilisés » ou analphabètes, comme l'explique Camal Meragi :

« Le Zambézien pense que la plupart des gens du Sud sont illettrés et sont moins nombreux et que, donc, ils ne sauraient pas dominer le pays. Chaque Zambézien parle portugais, même dans les zones les plus éloignées de la province. Il y a une caractéristique : lorsque commence l'exode vers le Portugal à l'indépendance, la Zambézie a été la province qui a eu le plus d'émigrants parce que le Zambézien était très attaché au colonialisme. Les liaisons entre les femmes noires et les Blancs étaient très fortes. »¹¹⁴

L'épisode qui suit est illustratif de la perception que les Zambéziens ont des gens du sud. Un employé, envoyé par son chef porter une lettre à l'agence de la compagnie publique de transports aériens LAM à Quelimane se vit répondre par la fonctionnaire qui n'arrivait pas à lire la lettre manuscrite : « Ton patron écrit très mal, je n'arrive pas à la lire ». L'autre répondit : « C'est normal, c'est un machangana, il ne sait pas écrire [le portugais] »¹¹⁵.

À cela, s'ajoutait le fait que la Zambézie, grâce à l'économie de plantations d'une part et à un sous-sol riche en minerais d'autre part, était devenue la province au plus fort PIB du Mozambique, et donc, dans l'imaginaire zambézien, la Zambézie, n'avait pas « besoin des autres, pour vivre » :

« L'orgueil zambézien découle du fait que c'est là-bas, plus qu'ailleurs, qu'il y avait beaucoup de Portugais. C'est là-bas que sont apparus pour la première fois les mulâtres. C'est une province qui n'avait presque pas d'analphabétisme, tous les gens parlaient portugais [...] Le Zambézien dit : nous, nous savons parler portugais correctement et avec l'accent du Portugal, nous portons

¹¹² « Zambézia essa desconhecida?... » ..., *op. cit.*

¹¹³ *Ibidem.*

¹¹⁴ Entretien avec Camal Meragi, Quelimane, 27 novembre 2005.

¹¹⁵ Observation personnelle, Quelimane, 6 décembre 2005.

des noms portugais [...] Ce orgueil existe aussi à Inhambane [...] c'est pour cela que le Zambézien, ne se laisse jamais humilier. À cause de cela, pour le Frelimo, le Zambézien cherche la confusion, mais ce n'est pas vrai, c'est parce qu'il dit les choses clairement, sans détours [...], il n'est pas brute comme on l'entend souvent, cela c'est parce que les gens ont peur de l'orgueil zambézien. Le *colono* (colonisateur) a une part de responsabilité dans tout cela. Cette histoire de dire : vous, vous avez tout et vous n'avez besoin de personne d'autre pour vivre [...] L'on parlait même de l'existence de pétrole à Micaune. C'est la richesse existant en Zambézie, qui rend le Zambézien orgueilleux. »¹¹⁶

Rappelons que, selon le Zambézien Arrone Fijamo, le Mozambique était un pays composé de « dix associés », différents les uns des autres selon leur valeur économique, mais où paradoxalement, les moins forts économiquement dominaient les plus forts. Toujours selon ce Zambézien, avec l'avènement du pluralisme, il était temps d'en finir avec cette injustice (voir chapitre III). Le choc des complexes de supériorité a été à l'origine de plusieurs conflits entre les élites zambéziennes et le Frelimo. D'une certaine manière, il est l'expression idéologique de la rivalité de deux élites africaines, coloniales toutes deux, mais issues de deux âges distincts de la colonisation portugaise¹¹⁷. Il explique aussi la persécution et les humiliations dont ont été victimes les métis et les assimilés zambéziens et leur exode fréquent au Portugal.

Le combat frelimiste À l'« élitisme » et au « racisme » zambézien

Dès son entrée en Zambézie et dans le souci de forger l'uniformité de qu'il considérait être l'unité, le Frelimo s'attaqua au style de vie de l'élite créole zambézienne. Les conflits se firent sentir dès cette période.

La richesse zambézienne comme source des conflits

Pour le Frelimo, le fait que les Zambéziens se considéraient plus riches que les autres, de dire que le Mozambique, sans la Zambézie, n'existerait pas, pouvait mettre en cause l'unité nationale. Samora Machel, dans un de ses premiers meetings, à Milange, lors de son mythique voyage « triomphal » en 1975, affirma à propos de cela, et en référence aux Zambéziens, que l'unité nationale était incompatible avec l'idée de considérer certaines provinces plus riches que d'autres :

¹¹⁶ Entretien avec Aníbal Castro Morgado, Maputo, 2 novembre 2005.

¹¹⁷ M. CAHEN, communication personnelle, 9 mars 2007

« Les richesses de la Zambézie sont les richesses de Maputo, les richesses de Beira sont les richesses du Niassa. Il n'y a pas de provinces plus développées que d'autres. Il y a juste un seul sous-développement, celui qui concerne tout le pays. »¹¹⁸

Le discours de Samora Machel lors du meeting de 1983, resté fameux à Quelimane, condense les représentations que le Frelimo avait (et a encore) de cette province. Dans ce discours, qui a marqué définitivement la rupture entre l'élite créole zambézienne et le Frelimo, Samora Machel revint non seulement sur le sujet, mais aussi sur l'importance démographique, territoriale et géographique de la province, constituant autant de grands problèmes que le pays avait, selon lui, en Zambézie. Selon le président du Frelimo, qui s'adressait principalement aux nouvelles générations, il fallait pour comprendre la province de la Zambézie, prendre en compte tous ces éléments :

« ...En premier lieu, la province de Zambézie est la province la plus peuplée de notre pays. En deuxième lieu, elle est la deuxième province la plus grande de notre pays. Il y a donc, deux caractéristiques importantes dans la province de Zambézie. C'est probablement pour cela, que vous avez des difficultés pour comprendre cette province [...]. Pourtant, le premier problème que nous avons ici est le fait que la Zambézie est la province la plus peuplée et la deuxième la plus grande [en surface]. Grâce à sa production, la province de Zambézie contribue substantiellement à l'approvisionnement du peuple, non seulement de la Zambézie, mais aussi celui de Sofala, de Tete, de Manica et de Maputo. Juste à titre d'exemple :

-Vous avez produit 33 % du maïs produit dans notre pays en 1981. Cette même année, vous avez produit 70 % des haricots, 50 % du manioc que nous sommes en train de consommer ; dans cette province sont élevés dans les secteurs public et privé, environ 90 000 têtes de bétail, ce qui est encore trop peu; la Zambézie a une importance particulière dans la production des produits stratégiques d'exportation, tels le coprah, les crevettes, le sucre, la noix de cajou, le sisal, le bois; plus de 50 % des devises que le pays a proviennent de l'exportation des produits originaires de cette province. Cette province baignée par l'océan Indien, est particulièrement riche en crevettes. Il ne faut pas oublier la pêche artisanale pratiquée dans les rivières de l'intérieur. Le plus grand fleuve du Mozambique et de l'Afrique, le Zambèze à son embouchure au Chinde, dans cette province. Ici en Zambézie, nous avons des pegmatites, des émeraudes, la Zambézie possède une base industrielle qu'il faut développer. Elle possède des usines de thé, des usines de cardage du coton, de traitement de la noix de cajou et du sisal, de sciage du bois et de production des meubles. Elle possède des usines de couvertures, de chaussures, de coprah, de boissons et des moulins. [...]. Écoutez bien Zambéziens : toutes nos attentions sont tournées vers cette province, à cause de cette richesse. Grâce à sa localisation géographique, la Zambézie constitue le point d'intersection entre le centre, c'est-à-dire entre Sofala et la région nord, Nampula. Son territoire va de l'océan Indien jusqu'au Malawi, de Sofala à Tete au sud, de Nampula au Niassa au nord [...]. Il faut prendre conscience de cette immense richesse du sol et du sous-sol dans cette parcelle de notre pays [...] il faut connaître la localité, le district, la

¹¹⁸ « A nossa luta não é contra raça nenhuma mas sim contra o colonialismo.-Samora Machel em Milange. », *Notícias* (Maputo), n° 16 503, 5 juin 1975.

province et l'incorporer comme partie de la nation. Il faut assumer la dimension de la province de Zambézie comme partie de la République populaire du Mozambique, comme un organe d'un même corps humain. Comme dans le corps humain, lorsque un organe ne marche pas bien, tout l'organisme est affecté... »¹¹⁹.

C'était bien le cas : la Zambézie était « malade ».

Les créoles sudistes et les créoles zambéziens : des rivalités déjà anciennes

Samora Machel reprit son affirmation que les élites créoles zambéziennes se caractérisaient par l'élitisme, par le racisme et par une attitude paternaliste envers le peuple. Mais l'histoire de sa connaissance des Zambéziens datait des années 1950, avant le début de la lutte anticoloniale et depuis ce moment, il n'avait eu que des ennuis avec eux. Cette attitude de l'élite zambézienne qui continuait à être « très assimilée à la culture portugaise », devait être prise au sérieux, car elle facilitait la tâche de l'ennemi. Pour cela, il fallait entreprendre une bataille sans merci contre tous ces maux :

« Vous voulez que je vous dise la vérité [...] Personnellement, j'ai eu des contacts avec des Zambéziens, particulièrement avec les Quelimaniens à partir des années 1950. Depuis 1950, jusqu'à maintenant, j'ai commencé à bien comprendre l'homme quelimanien, ses problèmes et ses traumatismes. Le *mulâtre de Quelimane* avait un statut spécial et il se comportait comme tel, même en dehors de Quelimane. Ils se regroupaient toujours en petits groupes, lorsque par exemple ils allaient en ville dans l'ex-Lourenço Marques. C'est comme ça que je les ai connus. J'en ai connu beaucoup, comme Albano de Castro Ferreira, Luis Filipe Lobo, Alexandre Magno, Nelly Magno¹²⁰. Ils se sentaient perdus à Lourenço Marques. Leur *élitisme* et leur *lutte constante pour assimiler les habitudes portugaises* sont bien connus. Même en Zambézie, ils habitaient seulement à Quelimane, ils ne connaissaient même pas leur propre province. Je pense qu'il faut du courage aujourd'hui, pour discuter ce type de problèmes, dans un pays indépendant. Nous ne voulons pas de racisme, nous ne voulons pas d'élitisme. Pour cela, en Zambézie, il faut détruire l'élitisme et le racisme à partir de Quelimane. Le premier combat doit être entrepris, ici, à Quelimane. Nous devons danser ensemble la culture du peuple, la culture du peuple mozambicain, sa valeur, son héroïsme, incorporé dans la danse et dans la chanson. Le *mulâtre* ne pouvait pas danser les danses que, aujourd'hui, nous voyons les jeunes et les adultes danser à l'aéroport, parce qu'il s'agissait de "danses des indigènes, de bêtes, de sauvages". Leur civilisation était la civilisation qui avait peur du soleil¹²¹. Mais c'est cette civilisation qu'ils aimaient imiter. Après les mulâtres, il y avait les *Noirs assimilés* qui habitaient ici et à Mocuba¹²².

¹¹⁹ S. MACHEL, *A nossa força esta na unidade...*, op. cit., pp-16-21.

¹²⁰ D'après certains témoignages recueillis, et aussi quelques rumeurs qui circulent en Zambézie et surtout à Quelimane, Samora Machel, lors de son cours d'infirmier à Lourenço Marques aurait essayé de courtiser Nelly Magno, qui faisait aussi des études d'infirmier. Cela aurait mal tourné pour lui, Nelly Magno, l'ayant repoussé selon lui à cause de la différence de statut social, d'où la haine envers les métis et les assimilés de Quelimane...

¹²¹ Civilisation nordique, européenne en l'occurrence, portugaise.

¹²² Deuxième ville de la Zambézie.

Entre ces derniers et les *mulâtres*, il y avait contact, ils étaient des parrains. Hors de ces deux groupes, il n'y avait plus personne en Zambézie! Ces problèmes sont sérieux maintenant que nous avons des bandits armés. Moi-même, j'étais un assimilé. Lorsque j'ai fui [pour rejoindre le Frelimo], j'étais très assimilé. Mais le peuple m'a éduqué. Lorsque nous avons fait connaissance, moi et Gruveta, j'étais très assimilé. Je ne savais pas parler avec les indigènes, je savais seulement parler avec les "parrains". Mais heureusement j'ai fui. J'ai abandonné tout cet environnement et le peuple m'a éduqué. Le peuple est une source permanente de l'éducation, pour la transformation [...]. Il est nécessaire de prendre conscience lorsque nous avons un comportement paternaliste envers le peuple [...]. Les problèmes que nous avons ici en Zambézie créent des conditions pour le développement et la liberté de mouvement des bandits armés [souligné par moi, S. C.]. »¹²³

Dans cette période (1983), la guerre civile devenait plus cruelle en Zambézie et Samora Machel explosa de rage contre les Zambéziens, accusés de soutenir les « bandits armés ». Pour lui, l'ennemi avait progressé en Zambézie à cause du manque d'unité et d'identité de la population zambézienne, en contraste avec les populations du Sud, où l'ennemi avait pu être chassé¹²⁴. Pour « manque d'identité » Samora Machel veut dire que les Zambéziens ne s'identifiaient pas à la nation mozambicaine, il veut dire aussi qu'ils n'avaient aucune personnalité, qu'ils étaient tribalistes et régionalistes.

Ce « manque d'unité et d'identité » qui caractérisait selon lui la population de Zambézie et facilitait la tâche aux « bandits » était dû, au fait que la Zambézie avait vécu pendant très longtemps sous la domination coloniale, et n'avait que peu connu la guerre de libération :

« ... Malheureusement, la lutte armée de libération nationale en Zambézie a duré seulement quelques mois. Cela n'a pas permis son enracinement au sein du peuple, cela n'a pas permis, que la province de la Zambézie, gagne sa propre valeur. [...]. Comme nous l'avons dit, malheureusement la guerre de libération nationale n'a pas atteint ce niveau, qui pouvait permettre à toute la province de s'unir, à l'instar du Cabo Delgado, du Niassa, de Tete, de Manica et Sofala. Parce que l'unité ne s'est pas consolidée, il y a encore des divisions parmi nous. Pour cela, la population de la Zambézie ne comprend pas la signification profonde de l'ennemi. Elle a compris seulement le sens du colonialisme. Elle n'a pas compris qui est l'ennemi dans cette phase, qui est le bandit armé, quelle est son origine, sa genèse. Les populations de districts et origines ethniques différentes n'ont pas cheminé ensemble pendant la longue marche, n'ont pas été ensemble dans les embuscades contre l'ennemi, n'ont pas versé leur sang ensemble. C'est pour cela, qu'il y a des divisions au sein de la population, qu'il y a du mécontentement et parfois des rivalités. »¹²⁵

¹²³ S. MACHEL, *A nossa força esta na unidade...*, *op. cit.*, p. 35-37.

¹²⁴ *Ibidem*.

¹²⁵ *Ibidem*, p. 31-35.

En bref, la diversité ethnique en Zambézie était pour Samora Machel un problème. Elle créait le « divisionnisme », un champ favorable aux « bandits ».

Dans ce discours Samora Machel déclarait que le « banditisme » n'était pas un phénomène nouveau en Zambézie, qu'il datait de la période coloniale et y présentait, plus qu'ailleurs, l'expression la plus pure et ses caractéristiques les plus spécifiques. Le banditisme y avait commencé avec la désertion de plus de 2 000 combattants zambéziens partis rejoindre les rangs des Portugais. Il cita les noms des traîtres zambéziens telles Alexandre Magno, António Silva, Mário Makauasse, Zeca Caliate, José Alves Dulaudilo, Luís Namaonda, Arranca-Tudo et les frères Joaquim et Eugénio Machado (cf. chapitre IV). Parmi ces anciens combattants du Frelimo cités par Samora Machel, le seul cas connu est celui de Zeca Caliate qui avait joint la Renamo en 1978 sous l'invitation de l'ancien secrétaire général de ce mouvement, Orlando Cristina, mais dont l'entrée dans ce mouvement avait été météorique¹²⁶. Selon Samora Machel, ces combattants avaient déserté « parce qu'ils avaient peur de la guerre ». C'est pour cela que les Zambéziens sont, jusqu'à nos jours, considérés comme des « lâches » et de traîtres. C'était ces « traîtres et lâches », aidés par les anciennes autorités traditionnelles et les anciens *cipayes*, qui composaient le gros des « bandits » qui étaient en train d'attaquer la Zambézie. Ces « bandits » étaient aidés aussi par les « assimilés » locaux, « têtes de poules » et « filleuls » de Jorge Jardim, qui s'identifiaient plus au Portugal qu'au Mozambique, qui essayaient de répandre des rumeurs selon lesquelles, le « "bandit" allait arriver à Quelimane »¹²⁷.

De même, pour l'ancien président du Frelimo, les *assimilados* zambéziens ne se sentaient pas mozambicains, malgré le fait de posséder une carte d'identité mozambicaine. C'est pour cela qu'à l'indépendance, ils avaient tout fait pour rejoindre leurs « frères » portugais qui avaient fuit vers le Portugal. C'est pour cela aussi qu'ils étaient main dans la main avec les « bandits » :

« ... [Les bandits] utilisent les *assimilados* qui possèdent seulement une carte d'identité mozambicaine [mais qui ne s'identifient pas comme tel], pour diffuser que "pendant le temps colonial, c'était bien" ! On trouve ce type d'attitude dans toutes les capitales provinciales n'est-ce pas ? Les *assimilados* de la Zambézie n'ont-ils pas changé de nationalité [à l'indépendance] ? C'est pour cela qu'ils fuient vers le Portugal. Mais là-bas, ils ne trouvent même pas du travail dans une station de service, ni même un travail de serveur, malgré le fait qu'ils soient des ingénieurs. Mais c'est vers là-bas qu'ils fuient ! Les femmes deviennent de domestiques [...]. Ce travail est de luxe [pour eux], parce qu'on gagne beaucoup d'argent. C'est ça que vos oncles, vos copains, vos fiancées, vont faire au Portugal. Ils fuient parce qu'ils aiment être des domestiques. Ils préfèrent

¹²⁶ J. CABRITA, *Mozambique. The tortuous road to democracy*, Londres, 2000, p. 165-166.

¹²⁷ S. MACHEL, *A nossa força esta na unidade...*, *op. cit.*, p. 26-27.

suivre leur patron ! [...]. N'étaient-ils pas des *assimilados* de Zambézie que changèrent de la nationalité, lorsque nous les avons l'expulsés en 1976? Vous vous rappelez? Où sont-ils? Ils sont au Portugal ! »¹²⁸

Notons le contresens dans les mots de l'ancien président du Frelimo : si les *assimilados* zambéziens furent expulsés pourquoi ne changeraient-ils pas de nationalité ?

Pour Samora Machel, certains Zambéziens n'étaient pas « normaux », ils étaient « délinquants ». Il n'était donc pas étonnant, poursuivait Samora Machel, que ce fut en Zambézie qu'avaient eu lieu après l'indépendance les premières exécutions, qu'il y eut beaucoup de criminalité dans la ville de Quelimane, qu'il y eut l'assassinat de prêtres à Milange¹²⁹ et qu'il eut, le phénomène *chupa-sangue*¹³⁰. Le Frelimo avait eu tort de ne pas avoir fusillé les propagateurs de cette dernière rumeur, c'est à cause de son manque de sévérité que les Zambéziens commettaient encore des débordements, poursuivait le leader de ce parti. Ce discours était empreint de « tribalisme », le phénomène même que le Frelimo prétendait combattre. En effet, pour Samora Machel, l'« anormalité » des Zambéziens les poussait à des actions dont d'autres Mozambicains étaient incapables : seul un « bandit » zambézien était selon lui capable de violer des enfants ou de tuer d'autres Zambéziens. On comprend alors clairement pourquoi les Zambéziens ne s'identifient pas au Frelimo.

Mais pourquoi Samora Machel parlait-il à propos de l'élite zambézienne des « filleuls » de Jorge Jardim? La réponse à cette question se trouve en partie dans le livre de Jorge Jardim, *Moçambique, terra Queimada* (« Mozambique, terre brûlée ») publié en 1976 où il critiquait très fortement le Frelimo. Selon Jardim, un grand admirateur du « lusitannisme zambézien », Quelimane devait être la capitale du pays du fait de sa localisation. La Zambézie était la province la plus « portugaise du Mozambique », raison pour laquelle le Frelimo n'avait pas réussi y faire la guerre contre le Portugal. De plus, la Zambézie où l'intégration raciale entre les Noirs et les Blancs s'était selon lui, réalisée, était la région qui avait le moins souffert des mauvaises influences étrangères¹³¹, sous entendu, antiportugaises, russes, américains, sud-africaines. En ce sens, la Zambézie représentait un « Front » interne dans la lutte contre ceux qui

¹²⁸ *Ibidem.*, p. 38-42.

¹²⁹ Il s'agit du prêtre Bento assassiné le 19 octobre 1976 à Milange. En un acte d'intimidation, les assassins de ce prêtre furent fusillés en public à Quelimane en 1977. Cette action contribua à accroître encore le fossé entre les Zambéziens et le Frelimo.

¹³⁰ S. MACHEL, *A nossa força esta na unidade...*, *op. cit.*, p. 37.

¹³¹ J. JARDIM, *Moçambique terra...*, *op. cit.*, pp. 156-157.

voulaient une rupture totale avec la métropole¹³². C'est par le territoire zambézien, riche et stratégique, que passait le futur du Mozambique, et sans sa participation, il était impossible d'unifier le pays. La création d'une « Communauté lusitanienne », où le Portugal aurait un rôle capital, devrait se faire aussi avec le soutien de cette région¹³³. C'est en ce sens que les dirigeants du Frelimo allaient cataloguer les Zambéziens de « filleuls » de Jorge Jardim, d'anti-indépendantistes, bref, d'ennemis de la « Révolution ».

Muana Chuabo a kan kala buruto ou la fierté d'être Chuabo

Dans une tentative instrumentalisatrice de dresser les uns contre les autres, Samora Machel posait la question suivante : comment une minorité (les Chuabos) pouvait prétendre dominer la majorité (les Lomués) et se considérer « supérieure » aux autres ? De plus, cette ethnie chuabo elle-même, d'où vient cette élite créole et métisse, était divisée selon un véritable « apartheid social », en une palette de castes se méprisant entre elles. Il fallait éliminer ce problème aussi :

« Ici à Quelimane, il y a les Chuabos, *muana chuabo a kan kala buruto* [le fils du chuabo n'est pas brute]. Il y a les Chuabos qui représentent la minorité. Ici, parmi vous, il y a des Chuabos ? Parmi les Chuabos, il y a trois catégories : il y a le Chuabo de 1^e catégorie, de 2^e catégorie et de 3^e catégorie [...]. Nous avons ce problème ici en Zambézie. Ici et dans n'importe quelle partie du monde, il est nuisible d'assumer notre tribu [...]. Ils se méprisent entre eux : "Qui est celui-là ? Vous étiez serviteur de mon père. Mais à cause de cette merde d'indépendance, aujourd'hui nous sommes égaux. Qu'est-ce que c'est ça ?". Cette discrimination a existé et existe encore. Mais heureusement, elle est en train de diminuer significativement. Je vois plein de monde [dans le meeting] que je n'ai pas vu lorsque je suis venu ici en 1976. À cette période, j'ai fait un meeting et ces gens-là regardaient le meeting depuis les terrasses de leurs maisons... »¹³⁴

Samora Machel n'avait pas tort sur le diagnostic. L'élite zambézienne par exemple s'était sentie outragée par la nomination de Bonifácio Gruveta au poste de gouverneur de la province de Zambézie en 1975. Bonifácio Gruveta, bien que chuabo, était vu comme un ancien indigène, un ancien *moleque* (serviteur) et n'avait ni la formation ni le prestige social suffisant pour diriger ses anciens patrons :

« ...Les origines sociales de Gruveta entraient en contraste avec les origines sociales de l'élite zambézienne. Il venait d'une famille sans nom, sans prestige. La seule façon de se faire respecter était d'opprimer ceux qui ont un nom [ceux qui ont du prestige social]... La fusillade qu'il a fait

¹³² *Ibidem.*

¹³³ *Ibidem.*

¹³⁴ S. MACHEL, *A nossa força está na unidade...*, *op. cit.*, p. 31-32.

au stade du Ferroviário c'était une des façons [d'opprimer]. Qui était Gruveta ? Un individu sans aucun passé, qui vient de rien, un individu méconnu. Cela a été un choc... »¹³⁵.

Cette même idée est défendue par un autre témoin. Bonifácio Gruveta, de même que Oswaldo Tazama, originaire du Niassa et second gouverneur de la Zambézie, étaient tenus comme indignes de gouverner les créoles zambéziens, plus « civilisés » et plus instruits qu'eux :

« La nomination de Gruveta au poste de gouverneur de la Zambézie fut un acte de mépris de la part du Frelimo aux Zambéziens : Gruveta était un ancien employé des travaux publics, un simple mécanicien [...], alors comment allait-il gouverner ses anciens patrons ? Tazama était pire que l'autre : il parlait très mal le portugais... »¹³⁶

Bonifácio Gruveta et Oswaldo Tazama en particulier ainsi que les autres gouverneurs qui passèrent par la Zambézie, allaient se heurter à cette arrogance des créoles et y répondre par la persécution. Par exemple, en 1978, le gouvernement d'Oswaldo Tazama se montrait agacé par la « portugalité » des *assimilados* zambéziens qui allait jusqu'au point de fêter les jours fériés du Portugal, telles le 10 juin, la journée du Portugal, de Camões et des Communautés¹³⁷. Cette « portugalité » ne s'arrêtait pas là, car dans leurs fêtes, les *assimilados* zambéziens invitaient leurs frères, les Portugais¹³⁸. C'était à Quelimane, ville où habitait l'essentiel des *assimilados*, qu'était le grand centre de tous les maux sociaux :

« La ville de Quelimane fut un grandes épicode de la société coloniale capitaliste. Ici, le capitalisme colonial a réussi à exacerber d'une façon très particulière les tendances petites-bourgeoises chez beaucoup de Mozambicains. Ici, la propriété privée joue un rôle important, car dans la plupart de cas, le "palmier" est le seul moyen de subsistance de son propriétaire. Cela est un des grands problèmes auxquels nous allons nous confronter dans le futur. »¹³⁹

Le 7 octobre de cette même année, fut entreprise à Quelimane, une « campagne de combat au style de vie bourgeoise », correspondant à la vieille société capitaliste coloniale¹⁴⁰.

¹³⁵ Entretien avec Caldino Dalmas, Quelimane, 25 novembre 2005.

¹³⁶ Entretien avec João Carimo, 20 novembre 2005, Maputo.

¹³⁷ GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, *Relatório sobre a situação da província nos dois últimos meses*, Quelimane, 29 juillet 1978, in AGZ.

¹³⁸ *Ibidem*.

¹³⁹ *Ibidem*.

¹⁴⁰ O. A. TAZAMA, *Relatório sobre a situação da província referente aos meses de Agosto, Setembro e Outubro de 1978*, Quelimane, 31 octobre 1978, in AGZ.

Document n°26. Gouverneurs de la Zambézie depuis 1975

Gouverneur	Lieu de naissance	Période
Bonifácio Gruveta	Nicoadala – Zambézie	1975-1978
Oswaldo Tazama	Lago – Niassa	1978-1983
Mario Machungo	Maputo	1983-1986
Feliciano Gundana	Buzi – Sofala	1986-1987
Agostinho do Rosário	Inhambane	1987-1994
Orlando Candua	Zambézia	1994-1999
Lucas Chomera	Buzi – Sofala	1999-2004
Carvalho Muária	Ancuabe – Cabo Delgado	2004...

Comment expliquer cette attitude des créoles zambéziens ?

José Roldão disait déjà que les lois sociales étaient inéluctablement séparatistes, que ce n'est pas parce qu'on est devenu assimilé aujourd'hui qu'on va s'asseoir à la table avec des gens renommés. L'élitisme zambézien n'est pas né avec l'attribution du titre de *Dona* aux femmes de Quelimane. Cela n'est qu'un des aspects de la question, en plus tardif. Il fut hérité de leurs ancêtres, les anciens *muzungos*, seigneurs de terres et d'esclaves, bref, les anciens seigneurs de la Zambézie. Ces gens-là, même s'ils n'avaient plus d'esclaves ni de terres, menaient une vie de *muzungos* mais à la différence des leurs ancêtres, ils étaient des *muzungos* plus « modernes », plus « portugalisés ». De plus, ils ne pratiquaient pas l'esclavage, ni ne torturaient l'indigène, mais tout simplement, une sorte d'*apartheid* social, une séparation entre groupes sociaux. Il ne devait y avoir aucun mélange social entre les indigènes et les Africains « évolués ». Les indigènes devaient habiter leurs quartiers, séparés de ceux des assimilés. Ce sont eux qui devaient civiliser l'indigène rustre, parler en son nom, lui montrer le chemin de la civilisation ou le lui défendre. Il n'est donc pas étonnant que Arrone Fijamo ait pu dire « je suis noir, mais pas comme les autres noirs rustres »¹⁴¹. Les Africains « évolués » de Quelimane n'étaient-ils pas appelés par les indigènes *muzungos* au même titre que les blancs ?¹⁴²

Cette lutte « antiraciste » et « anti-élitiste » d'un Samora Machel contre l'arrogance zambézienne doit naturellement être vue comme un conflit entre élites issues de trajectoires socialement différentes et chacune en quête d'hégémonie. Mais en l'occurrence, les trajectoires sont

¹⁴¹ Entretien avec Verónica Fijamo, Quelimane, 29 novembre, 2005.

¹⁴² Voir *A copra na economia geral da colonia de Moçambique*, Lisbonne, Livraria Cruz, 1950.

également historiquement différentes : il s'agit d'un conflit entre élites issues d'âges différents de la colonisation, en l'occurrence de la colonisation mercantile et servile tardivement persistante, et du capitalisme colonial ancré dans des villes créées *ex-nihilo* à Beira et surtout à Lourenço Marques. Samora Machel ne voyait pas l'arrogance sudiste et voyait celle de l'Autre Zambézien. Mais à la différence de ce dernier, il était lui, au pouvoir.

Le sentiment permanent d'exclusion

L'identité politique zambézienne s'exprime aussi par un sentiment permanent d'exclusion. La Zambézie a toujours eu le sentiment d'être ignorée, oubliée et méprisée par les autorités depuis l'époque coloniale contemporaine, d'être exploitée, malgré le fait d'être la province la plus productive du Mozambique, de contribuer à hauteur plus de 30 % au budget du pays tout en s'attirant le mépris des autres provinces (ou districts coloniaux) de, Lourenço Marques, Beira et Nampula.

Dans les années 1960, tandis que les autres villes telles que Lourenço Marques, la « fille chérie » ou Beira, étaient en plein essor et ceci « grâce à la Zambézie », elle, malgré sa grande importance économique, stagnait, avec seulement 145 Kms de voie ferrée qui dataient de 1921, avec seulement 65 Kms de route goudronnés sur les 5 000 existants¹⁴³, aucun hôpital, aucun aéroport ou aucun quai, dignes de ce nom. Pour les Zambéziens, il était inacceptable que la province la plus riche, la plus importante du point de vue démographique, la plus « occupée », bref, la plus « portugaise » du Mozambique (c'est-à-dire avec beaucoup des Portugais et « portugalisé ») et qui pour cela était un « modèle vivant de colonisation » et un « honneur national », reçoive pareil traitement¹⁴⁴.

De plus, selon les Zambéziens, si cette province ne se développait pas, c'est parce qu'elle était étranglée par le gouvernement au profit des autres régions : car si on lui donnait simplement le même traitement et les mêmes moyens (bonnes routes, voies ferrées, etc.), la Zambézie dépasserait n'importe quelle autre région du Mozambique.

¹⁴³ Cela en 1962. En 1973, lors de la probation du dernier plan de Développement de l'ère coloniale, la Zambézie, était le pire district avec seulement 165, 6 Kms de routes asphaltés. La situation est toujours préoccupante en Zambézie, (voir chapitre 2).

¹⁴⁴ Voir J. ROLDÃO, « A Zambézia », *Voz da Zambézia* (Quelimane), n° 466, 23 août 1965; « Os caminhos de ferro no distrito da Zambézia », *Notícias* (Lourenço Marques), n° 11983, 15 juin 1962 ; « Anotação », *Notícias*, (Lourenço Marques), n° 11977, 8 juin 1962.

Le Frelimo, le nouveau colonisateur

Si hier, la Zambézie se sentait méprisée par l'État colonial, aujourd'hui, elle se sent méprisée et oubliée par l'État du Frelimo. Mais si pendant la période coloniale, le sentiment d'exclusion de la part du Sud était seulement économique, à l'arrivée du Frelimo au pouvoir, il devint aussi politique, les Zambéziens se sentant désormais exclus du pouvoir. En outre, la rivalité avec Beira et Nampula perdit de sa vitalité, car dans ces régions aussi, le sentiment de soumission au Sud se manifesta.

Aujourd'hui, il y a en Zambézie, un sentiment selon lequel le Sud a remplacé le colonisateur. Si hier, la métropole était à Lisbonne, aujourd'hui elle est à Maputo, la colonisation n'est pas finie, elle a seulement changé de mains et de couleur :

« À l'indépendance, tout est resté comme par le passé. Lisbonne a été substituée par Maputo. Tout l'argent de la Zambézie va vers Maputo, exactement comme à l'époque coloniale, quand il allait à Lisbonne. Les biens qui étaient volés par les Portugais n'ont pas été reversés aux Zambéziens après l'indépendance. Le thé, par exemple, a continué à être produit, mais tout allait à Maputo. Emocha¹⁴⁵ avait son siège à Maputo. Les routes continuent comme avant, comme le colon les a laissées. Alors, le Zambézien, dit : *pôxa* [zut], ces gens-là sont en train de tout amener à Maputo. Ce qui est important pour le Zambézien, ce ne sont pas les discours [...], mais que ses richesses lui rapportent [...], il veut continuer avec son carnaval, comme il faisait à l'époque coloniale... »¹⁴⁶.

Cette manière de voir est aussi confirmée par l'actuel évêque de Quelimane, Dom Filipe Governo. Selon lui rien n'a changé avec l'indépendance. Au contraire, la situation a empiré avec les nationalisations :

« La Zambézie fut toujours la plus opprimée, même pendant la période coloniale. Il était interdit aux Noirs d'avoir des bovins, ils pouvaient avoir uniquement des caprins. C'était une interdiction des colonialistes. Même si elle contribuait pour 60 % de l'économie nationale, elle fut toujours dépouillée, de la période coloniale jusqu'à aujourd'hui [...] à l'indépendance, dès que le Frelimo a pris le pouvoir, il a commencé à nous exploiter encore plus avec les nationalisations [...]. Les Zambéziens sont un peuple pacifique, [les gens du Frelimo] profitent du pacifisme de ce peuple pour l'exploiter. De la part du Zambézien, il n'y a pas un esprit de vengeance. »¹⁴⁷

¹⁴⁵ Empresa Moçambicana de Chá (Entreprise mozambicaine de Thé), entreprise politique établie à l'indépendance.

¹⁴⁶ Le carnaval avait été supprimé à l'indépendance sous prétexte qu'il était bourgeois, qu'il était incompatible avec la nouvelle société alors en construction, entretien avec Aníbal Castro Morgado, Maputo, 2 novembre 2005.

¹⁴⁷ Entretien avec l'évêque Dom Filipe Governo, Quelimane, 9 octobre 2004.

En 1994, lors de la visite de Joaquim Chissano dans la province, certains ressortissants locaux lui demandèrent, les raisons par lesquelles les Zambéziens étaient systématiquement exclus du pouvoir. Joaquim Chissano répondit en disant qu'au Mozambique, « il y avait seulement des Mozambicains »¹⁴⁸. Ce genre de réponse « frelimiste » est très typique d'un discours pan-mozambicain masquant la prédominance de certains groupes ethniques. Puisque tout le monde est « mozambicain », quelle importance y a-t-il à ce que les gens du Sud soient surreprésentés dans l'appareil de l'État. Le simple fait de le remarquer était un signe de tribalisme. Le Frelimo n'envisageait pas que ladite « remarque » recouvrait aussi une souffrance, qu'elle soit sociale, culturelle ou symbolique. D'ailleurs, pour le Frelimo, ce tribalisme était caractéristique des Zambéziens. Sur ce plan, malgré les changements politiques de 1990, le Frelimo n'a pas encore changé en 1994 : la diversité était encore envisagée comme contraire à l'idée même de nation. En retour, cette exclusion des Zambéziens du pouvoir politique et économique à l'indépendance, nourrissait chez eux l'explication que tous les malheurs que connaissait le Mozambique relevaient de la responsabilité de gens du Sud. Il n'est donc pas rare d'entendre dans les rues de Quelimane, des phrases du genre : « ces machanganas ont détruit le pays ».

Le fédéralisme, une solution à l'exclusion ?

Ce sentiment d'exclusion mène aujourd'hui certains notables zambéziens, à demander le fédéralisme. Cette demande ne vient pas seulement de cette élite créole, mais aussi d'autres segments d'élites zambéziennes. D'après elles, le fédéralisme, est la seule solution pour une redistribution équitable de ressources politiques et économiques, pour sortir de la marginalisation, la seule condition pour que la Zambézie retrouve sa vraie position dans le pays :

« Nous voulons du fédéralisme, de l'autonomie parce que tout est décidé au sud. Cela ne veut pas dire diviser la nation, loin de là. Alors pourquoi le Frelimo refuse-t-il ? Je pense qu'un jour [le pays] va exploser [...]. Le fédéralisme rend une nation encore plus forte. Avec le fédéralisme, il n'y a pas d'apathie... »¹⁴⁹

Le premier gouverneur de la Zambézie indépendante, Bonifácio Gruveta, affirme que c'est la mauvaise politique du Frelimo dans cette province qui pousse les Zambéziens à demander le fédéralisme :

¹⁴⁸ I. LUNDI, « Partidos políticos: A leitura da vertente étnico-regional no processo democrático », B. MAZULA, *Eleições, democracia e desenvolvimento*, Maputo, Ambassade des Pays Bas, p. 461.

¹⁴⁹ Entretien avec l'évêque Dom Filipe Governo, Quelimane, 9 octobre 2004.

« Le problème est la redistribution de la richesse. La Zambézie a déjà contribué à 60 % du budget de l'État. Quel bénéfice en tira-t-elle ? Aucun ! Même si aujourd'hui ce n'est plus la même Zambézie, les gens n'oublient pas ! Notre politique de redistribution de la richesse fut mauvaise, le Frelimo a négligé la Zambézie [...]. La Zambézie n'a même pas un hôpital digne de ce nom [...], il n'y a même pas une université publique [...], l'ISPU¹⁵⁰ est une création d'un Zambézien, il n'a rien à voir avec le gouvernement du Frelimo. Tout cela amène les gens à se demander à quoi sert l'indépendance [...]. C'est cela qui explique l'impopularité du Frelimo en Zambézie. Autre chose importante : un peuple, n'importe lequel et de n'importe quelle partie du monde, veut que ses enfants soient au pouvoir. La Zambézie n'a personne au pouvoir, elle n'y a jamais eu personne, cela frustre aussi les Zambéziens. »¹⁵¹

Mais si après l'indépendance, la Zambézie fut effectivement exclue des secteurs stratégiques du pays dans les domaines économique, social et politique, cela n'est pas la seule explication de ce sentiment d'exclusion. Il s'explique aussi par l'impuissance des élites zambéziennes à renverser la situation, après l'écrasement des *prazos* en 1890 et le changement de capitale en 1907, vers Lourenço Marques et de s'imposer comme une puissance nationale alternative.

L'identité zambézienne : des continuités et des héritages

On peut donc dater de la fin du XIX^e siècle ce sentiment d'exclusion, de mépris ou d'exploitation. À cette époque, les élites zambéziennes déçues allèrent même jusqu'à penser à se séparer du Mozambique et se constituer en un État indépendant. D'après elles, les richesses zambéziennes ne contribuaient pas à développer la Zambézie, mais d'autres régions. La colonisation n'était pas en train d'apporter des bienfaits mais des méfaits. Il fallait laisser la Zambézie « voler de ses propres ailes », clamait alors l'élite créole zambézienne. La presse zambézienne de l'époque, créée par les « enfants du pays », était fertile de ce type de discours. Un des exemples les plus éloquentes fut donné par le journal *O Clamor Africano*, du 30 août 1893, cité par V. D Zamparoni :

« Aujourd'hui plus vigoureuses que jamais, les idées d'émancipation coloniale sont très fortes. Le mécontentement est général et très profond, ce qui peut d'un moment à l'autre basculer vers le pire [...]. Quelimane a toujours voulu être seule dans son progrès, refusant d'être sous l'influence de Moçambique [île de Mozambique, alors la capitale]. Depuis longtemps, le gouvernement-général du Mozambique se comporte comme une sangsue envers ce puissant district : d'un côté c'était le subside au district de Tete, le subside au district de Manica [...], le subside à Sofala ; de l'autre côté, il y avait les aides concédés à Inhambane. Une fois même fut octroyée 4 000\$000 *reis* à Lourenço Marques. Il ne faut pas oublier le fait que lorsque les coffres du gouvernement général étaient vides, il venait se ravitailler ici. Ils ont tout pris et Quelimane

¹⁵⁰ Institut Supérieur Polytechnique Universitaire, une université privée créée par le Zambézien Lourenço de Rosário.

¹⁵¹ Entretien avec Bonifácio Gruveta, Maputo, 15 janvier 2005.

est aujourd'hui fatigué. Mais ce ne fut pas seulement cela qui a apporté le "malheur" à la Zambézie [...]. Il a débuté avec la mission de civilisation de Henrique Macedo, notamment ses soi-disant accords de vassalité, les expéditions afin de soumettre des *regulos* qui nous ont toujours respectés ; cette façon de procéder survenue en 1890, nous a conduit à cet extrême¹⁵². Maintenant ils trouvent que Quelimane doit être encore plus assujéti aux impôts et pour cela ils ont augmenté les taxes sur les vins, les alcools et le cognac, les taxes exorbitantes sur le tabac et dernièrement sur le permis de port d'armes... »¹⁵³.

Ce « zambézianisme » résulte d'un mélange complexe entre une formation sociale locale distincte et une vraie élite coloniale, mais de l'âge colonial antérieur, mercantile, vaincue et marginalisée lors du passage au capitalisme colonial, à la fin du XIX^e siècle. Le regret de José Roldão, une des figures les plus représentatives de l'identité politique créole de Zambézie, exprimé en 1961 en réaction aux affirmations selon lesquelles le collège des Sœurs de Cluny à Quelimane, n'avait produit que des amantes de Blancs et non de bonnes épouses de foyer, énoncées en 1914 par le gouverneur de Zambézie, Filipe de Carvalho, n'est pas à ce titre, étonnant. Roldão, demandant le rétablissement de la vérité et que justice soit faite après avoir énuméré la liste de quelques *Donas* formées par les Sœurs Cluny et qui étaient selon lui, de véritables femmes de foyer, constitutives de l'élite locale et motif d'orgueil zambézien, affirma :

« ... Si c'était possible, je pourrais continuer à énumérer l'énorme liste des élèves du Collège de S. José de Cluny, descendantes de notoires *Donas* de Zambézie, que la vague destructrice du prestige des gens d'ici¹⁵⁴ a submergé après la guerre de 1895¹⁵⁵, sous le prétexte que seules les *reinois* [gens de la Couronne] étaient les seigneurs, détruisant ainsi la très bonne, très édifiante et très nécessaire politique de coopération, dont aujourd'hui nous avons besoin en Afrique. »¹⁵⁶

Il exprimait ici limpide le regret de la destruction politique, et de la marginalisation sociale et économique, de l'élite *prazeira* lors de la conquête effective du territoire consécutive au Congrès de Berlin, dont, selon lui, les effets se faisaient sentir maintenant que, en ce début des années 1960, le vent de l'histoire tournant. La « vieille » élite *prazeira* n'aurait-elle pas la mieux placée pour mener la « politique de coopération » dont le Portugal avait besoin pour se maintenir en Afrique ? Il est certain que cette culture assimilationniste n'était pas celle du

¹⁵² Il s'agit d'expéditions militaires d'occupation effective du territoire, parfois menées contre des chefs que se considéraient déjà « portugais », mais en toute indépendance.

¹⁵³ V. D. ZAMPARONI, « A imprensa negra em Moçambique : A trajetória de o "O Africano"-1908-1920 », *Africa, Revista do Centro do Estudos Africanos*, (São Paulo Universidade de São Paulo), XI (1), , 1988, p. 76.

¹⁵⁴ En portugais : *gente da terra*.

¹⁵⁵ Quand les derniers *prazos* ont été vaincus militairement par les Centurions envoyés de métropole. Voir R. PÉLISSIER, *Naissance du Mozambique...*, *op. cit*

¹⁵⁶ J. J. ROLDÃO, « Pela verdade e pela justiça », *O Brado Africano* (Maputo), n° 1830, 27 mai 1961.

Frelimo. Elle n'en constituait pas moins un élément d'une possible culture nationale en formation.

B. Le sens du vote zambézien en faveur de la Renamo

Cette identité politique zambézienne s'exprime t-elle aujourd'hui par le biais du vote mozambicain ? Il ne s'agit pas d'étudier les « élections pour les élections », le vote sera vu comme éventuel révélateur d'un processus socio-historique plus vaste : celui du rapport au politique et à l'État. Dans ce cadre, une attention spéciale devra être accordé à la manière dont la Renamo a profité des orientations du Frelimo pour instrumentaliser l'identité politique de la Zambézie en vue de gains politiques.

Octobre 1994 : les premières élections pluralistes du Mozambique

Pour les premières élections pluralistes du Mozambique, la campagne électorale a débuté officiellement le 13 septembre et a fini le 24 octobre 1994.

Mais le candidat du Frelimo, Joaquim Chissano, avait déjà commencé sa campagne électorale quelques mois avant le début officiel, sous la couverture de « visites d'État ». Il avait ainsi sillonné diverses régions du pays. En ce qui concerne la Zambézie spécifiquement, une région *a priori* hostile, Joaquim Chissano visita cette province du 21 au 26 août 1994, environ trois semaines avant le début de la campagne électorale, afin de mesurer la « température ». À Quelimane, des affiches disaient : « Chissano : Empire de Gaza »¹⁵⁷, en allusion à la « sudité » du pouvoir qui avait caractérisé le régime monopartite. Ces manifestations se sont soldées par quelques confrontations entre la police et les manifestants, manifestations probablement organisées par la Renamo. Dans ce déplacement, lorsque la population lui demanda les raisons pour lesquelles, la vie était extrêmement chère, Joaquim Chissano, conformément à ce que constituait déjà son programme de campagne, au moins pour la Zambézie, répondit :

« [Les gens de la Renamo] ne vous expliquent pas pourquoi le prix de la *capulana* [pagne] est aujourd'hui trop élevé. Ils ne vous expliquent pas, pourquoi, le prix du sucre est trop élevé. Ils ne vous expliquent pas pourquoi sur les routes, il n'y a pas de bus. Lorsqu'ils vous l'expliquent, ils disent que c'est parce que le gouvernement ne veut pas, mais moi, je vais vous expliquer les raisons pour lesquelles la *capulana* coûte cher, le sucre coûte cher. C'est parce qu'ils ont détruit toutes les usines qui produisaient du sucre dans notre pays [...] Luabo c'est ici en Zambézie [...]

¹⁵⁷ « Visita presidencial do presidente Chissano à Zambézia », *TVM Especial*, Émission télévisée, 3 septembre 1994.

ils sont allés brûler l'usine de Luabo¹⁵⁸, ils l'ont attaqué plus d'une fois et ont fini par tout brûler [...], ils ont brûlé les machines, ils ont brûlé le sucre [...] Ils disent que s'ils arrivent au gouvernement, ils vont vendre le sucre moins cher. Comment feront-ils cela, s'ils ont tout brûlé ? »¹⁵⁹

La campagne du Frelimo qui avait débuté à Nampula, la plus grande circonscription électorale du Mozambique avec 50 sièges sur 250 en 1994, fut entièrement dominée par le thème de la guerre civile. La Renamo était toujours présentée comme un simple groupe de voyous, de tueurs ayant ruiné le pays. Il en fut de même en Zambézie. Le 1^{er} octobre, à Lugela, Joaquim Chissano, incita au nom de la réconciliation, le peuple à pardonner les sévices commis par les « bandits » de la Renamo, mais à ne jamais les oublier :

« Oublier est une chose et pardonner en est une autre. Si quelqu'un te coupe une oreille, peux-tu oublier que tu n'as pas d'oreille ? »¹⁶⁰

Quelques jours plus tard, cette fois-ci dans la capitale provinciale, Quelimane, Joaquim Chissano revint encore sur le caractère belliqueux de la Renamo. Selon le candidat du Frelimo, le pays connaissait beaucoup de problèmes parce que la Renamo avait tout détruit :

« Nous avons un des meilleurs services de santé et d'éducation, mais [il a été] détruit par la Renamo. La Renamo attaquait les populations et les obligeait à abandonner leur terre et aujourd'hui, elle dit que les salaires ne sont pas suffisants pour acheter un sac de riz. Ils ont amené la pauvreté et aujourd'hui, ils disent que les salaires sont très bas. Comment pensent-ils que le riz sera moins cher, s'ils ont brûlé les magasins ? »¹⁶¹

Également dans le but de noircir encore plus l'image de la Renamo, le Frelimo tenta un coup de théâtre. Il annonça que, dans la résidence de son candidat à Quelimane, une bombe avait été trouvée, dans le but d'éliminer Joaquim Chissano. Mais Afonso Dhlakama condamna fermement et immédiatement cet incident : la mort de Chissano mettrait en danger la démocratie et le processus de paix, car selon le leader de la Renamo, Joaquim Chissano était le seul élément du Frelimo qui collaborait personnellement avec lui¹⁶². Dans certaines régions de la Zambézie, le Frelimo rencontra quelques difficultés pour galvaniser l'électorat. Par exemple, dans le district de Morrumbala, zone entièrement dominée par la Renamo, l'administration

¹⁵⁸ Sur la destruction de l'usine de sucre du Luabo, il y a beaucoup de versions. Selon la version officielle, elle a été détruite par la Renamo. Pour la Renamo, ce sont les bombardements aériens des troupes gouvernementales et zimbabwéennes, qui ont détruit l'usine du Luabo. Voir par exemple, « A Frelimo tenta parar o vento com as mãos », *Demos*, 24 novembre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, novembre 1999.

¹⁵⁹ « Visita presidencial do presidente Chissano à Zambézia »,..., *op. cit.*

¹⁶⁰ « Chissano on the hustings », *Mozambiquefile* (Maputo), n° 220, AIM, novembre 1994.

¹⁶¹ *Ibidem.*

¹⁶² « Retrospectiva da campanha eleitoral de Afonso Dhlakama », TVM, Émission télévisé de 18 novembre 1994.

locale dut décréter une journée fériée pour que le candidat du Frelimo réussisse à y faire sa campagne électorale.

Le leader de la Renamo ouvrit sa campagne dans la province stratégique de Zambézie. Interrogé par les journalistes sur les raisons de ce choix et non de Sofala, sa région natale, le candidat de la Renamo affirma avoir choisi cette province, d'une part, comme récompense à l'aide apportée à son mouvement par la population locale pendant la guerre civile, et de l'autre parce que le Frelimo avait toujours détesté cette province¹⁶³. En réponse à Joaquim Chissano, le candidat de la Renamo affirma que si la Zambézie était confrontée à beaucoup de difficultés dans les secteurs de l'éducation, de la santé et dans les autres domaines socio-économiques, ce n'était pas de la faute de la guerre de la Renamo, mais bien de la faute de la corruption pratiquée sous le Frelimo¹⁶⁴.

À l'instar de ce que la Renamo avait fait pendant la guerre civile, c'est-à-dire valoriser la religion et les autorités traditionnelles, auparavant négligées par le Frelimo, Afonso Dhlakama, promit de respecter ces institutions. Il insista aussi sur la question des « villages communaux », des champs collectifs, des coopératives, du sinistre Snasp, affirmant que c'est la guerre de la Renamo qui avait mis un terme à toutes ces « mauvaises choses », amenant la démocratie au pays¹⁶⁵. Il promit de résoudre les problèmes de la commercialisation des produits, un des grands talons d'Achille des paysans, d'en finir avec les déséquilibres régionaux, construisant par exemple, une université publique dans la province de Nampula, bref de vaincre la pauvreté¹⁶⁶.

Il utilisa également sa jeunesse (il avait 41 ans) comme argument contre J. Chissano alors âgé de 55 ans. Pour A. Dhlakama, le pays avait besoin d'un président jeune, encore doté de toutes ses capacités intellectuelles et physiques, ce qui n'était pas le cas du candidat du Frelimo, déjà fatigué, déjà « *capulana velha* » (vieux pagne).

Plus spécifiquement en ce qui concerne la Zambézie, A. Dhlakama joua sur la question de la marginalisation et de l'exclusion politico-économique de cette région par le Frelimo :

¹⁶³ « Dhlakama na Zambézia: Renamo é o único capaz de resolver os problemas do país », *Domingo* (Maputo) n° 642, , 25 septembre 1994.

¹⁶⁴ *Ibidem*.

¹⁶⁵ Voir M. CAHEN, *Les bandits...*, *op. cit.*

¹⁶⁶ *Ibidem*.

« La production ne vous sert pas à vous, les Zambéziens. Le Frelimo ne vous a jamais donné de l'importance à vous, les Zambéziens. C'est pour renverser la situation que je suis ici, pour vous demander votre vote. »¹⁶⁷

Il promit aussi que la Zambézie serait désormais et toujours gouvernée par des Zambéziens, du gouverneur jusqu'aux administrateurs, car la Zambézie avait été toujours gouvernée par des étrangers et les Zambéziens avaient été toujours exclus du pouvoir, même dans les entreprises publiques¹⁶⁸. Il affirma que le Renamo à la différence du Frelimo tient pour égaux tous les groupes ethniques du pays sans aucune discrimination. Il donna l'exemple des « sauvages » et « arriérés » Macua-Lomués, qui avaient été selon lui, méprisés par le Frelimo. Afonso Dhlakama promit aussi la décentralisation. Cette idée de décentralisation reposait sur le fait que la plupart des petits partis politiques formés spécifiquement par des Zambéziens, demandaient le fédéralisme – ce dont se distinguait son parti.

Le vote

Douze candidats à la présidence de la République, douze partis politiques et deux coalitions participèrent aux élections de 1994. Parmi ces partis et coalitions, le Parti Travailleuse (PT) et le Parti de Renouveau Démocratique (PRD) et l'Union Démocratique (UD) participèrent seulement aux élections législatives. De même, il faut souligner que hormis le Pimo, le PRD, le Pademo, le Fumo/PCD, le PT et l'Unamo, tous les autres partis concourraient dans toutes les circonscriptions électorales.

¹⁶⁷ « Afonso Dhlakama em Quelimane. De lenço verde ao pescoço », *Savana* (Maputo), n°36, 23 septembre 1994.

¹⁶⁸ *Ibidem* ; M. CAHEN, *Les Bandits...*, op. cit., p. 46.

Document n°27. Élections de 1994 au Mozambique - Candidats et partis politiques

Candidat	Parti politique/Coalition
Joaquim Chissano	Frelimo
Afonso Dhlakama	Renamo
Máximo Dias	Monamo/FAP
Casimiro Nhamitambo	Sol
Carlos Alexandre dos Reis	Unamo
Padimbe Kamati	PPPM
Domingos Arouca	Fumo/PCD
Vasco Campira Momboya	Pacode
Wehia Ripua	Pademo
Yacoob Sibindy	PIMO
Mário Machel	Indépendant
Carlos Jeque	Indépendant

Source : B. MAZULA (org), *Eleições, democracia e desenvolvimento*, Maputo, Embaixada do Reino dos Países Baixos, 1995.

Le profil social des candidats

Joaquim Chissano et Mário Machel étaient nés dans la province de Gaza. Le premier un « militant de la première heure », était devenu à l'indépendance, ministre des affaires étrangères. Il avait remplacé Samora Machel, à la tête de la présidence du Mozambique, après son décès. Mário Machel faisait partie de la famille de Samora Machel mais était politiquement marginal, et exerçait le métier de consultant en commerce international ; Máximo Dias (le seul candidat métis afro-goanais) était avocat, ancien président du Gumo, ancien exilé politique et né à Morrumbala, en pleine Zambézie créole ; Carlos Reis, ancien interprète de l'administration coloniale à Milange (sa terre natale, située au cœur de la Zambézie « sauvage », celle des Macua-Lomués). Il avait été arrêté par la PIDE en 1966, lors de l'arrestation de plusieurs Zambéziens soupçonnés d'être agents du Frelimo. À l'indépendance, il fut commerçant et ensuite représentant du PRM à Lisbonne. Wehia Ripua, ancien combattant du Frelimo pendant la lutte anticoloniale, était le seul candidat né au Niassa, la province la plus pauvre du Mozambique ; Domingos Arouca, avocat, ancien assimilé, ancien président du *Centro Associativo dos Negros da Colónia de Moçambique*, qui avait été aussi directeur du journal de l'Associação Africana de Lourenço Marques, *O Brado Africano* et qui s'était exilé au Portugal après

l'indépendance, était le seul candidat né dans la province de Inhambane. La province de Tete, présentait deux candidats : Casimiro Nhamitambo et Vasco Campira Momboya, tous deux nés à Mutarara. Vasco Campira Momboya, qui après l'indépendance avait vécu en exil, était un ancien membre du mouvement nationaliste MANC (Mozambique African National Congress)¹⁶⁹, puis du Coremo. Carlos Jeque, avocat, ancien membre du Fumo/PCD, était né à Marracuene, à quelques kilomètres de Maputo. Padimbe Kamati, un ancien exilé politique, était un Maconde de Cabo Delgado longtemps émigré au Kenya. La province de Sofala, avait deux candidats, Afonso Dhlakama, fils d'un chef traditionnel de Chibabava et ancien membre du Frelimo et Jacob Sibindy, également ancien membre du Frelimo et cousin de lignage du premier.

Ces élections furent remportées par le Frelimo et son candidat Joaquim Chissano avec respectivement 44,33 % et 53,3 % des voix. La Renamo, principal parti de l'opposition, obtint 37,78 % et son candidat Afonso Dhlakama, 33,73 % de voix. L'Union Démocratique (UD), une coalition de trois partis (Palmo, Panade et Panamo) réussit à franchir la barrière des 5 %¹⁷⁰, obtenant ainsi le droit d'être représenté au Parlement. En termes de représentation parlementaire, la Renamo obtenait 112 députés, le Frelimo 129 et la coalition UD, 9. Le peuple afflua aux urnes sans aucune hésitation. Le taux de participation fut de 88 %. Dix-huit partis politiques participèrent à ces élections

En ce qui concerne la répartition régionale des voix, la Renamo se retrouva avec la majorité absolue dans cinq des onze provinces : Sofala, Manica, Tete, Nampula, et Zambézie. De son côté, le Frelimo obtenait la majorité absolue dans quatre circonscriptions électorales du Sud : Maputo-Province, Maputo-Ville, Gaza et Inhambane avec plus de 80 % des voix. Le Frelimo également gagnait les élections dans les provinces du Niassa et de Cabo Delgado, dans l'extrême

¹⁶⁹ Le MANC, dont l'objectif était obtenir l'indépendance du Mozambique, avait été formé par Peter Balamanja à Salisbury en 1963. Très peu de temps après, ses principaux leaders ayant été arrêtés par la police rhodésienne à la demande des autorités portugaises, ses membres rejoignirent le Funipamo et puis le Coremo.

¹⁷⁰ Le seuil de 5 % est le pourcentage minimum des voix à l'échelle nationale qu'un parti ou une coalition doit obtenir pour avoir une représentation au Parlement. Pour comprendre les facteurs qui ont permis à cette coalition sans aucune expression dans l'espace politique mozambicain de franchir la barrière des 5% et de ce fait, être représentée au Parlement, voir L. de BRITO, « O comportamento eleitoral nas primeiras eleições multipartidárias em Moçambique », in B. MAZULA, *Moçambique, eleições, democracia e desenvolvimento*, Maputo, Embaixada do Reino dos países Baixos, 1995 pp. 473-499. Voir aussi M. CAHEN, *Les bandits...*, *op. cit.*, pp. 214-215.

nord du pays avec la majorité relative (47,45 % de voix au Niassa) et absolue (58,25 % au Cabo Delgado).

Document n°28. Nombre de députés pour chaque parti ou coalition en 1994 au niveau national

Circonscription	Frelimo	Renamo	UD
Maputo-Ville	17	1	0
Maputo Province	12	1	0
Gaza	15	0	1
Inhambane	13	3	2
Sofala	3	18	0
Manica	4	9	0
Tete	5	9	1
Zambézia	18	29	2
Nampula	20	32	2
Cabo Delgado	15	6	1
Niassa	7	4	0
Total	129	112	9

Source : B. Mazula (org.), *Moçambique - Dados Estatísticos do Processo Eleitoral 1994*, Maputo, STAE, 1997.

La percée renamiste en Zambézie

En ce qui concerne la Zambézie, le phénomène surprenant fut la victoire écrasante de la Renamo et de son candidat, Afonso Dhlakama. Par rapport à l'élection présidentielle en Zambézie, le leader de la Renamo, avec 47,6 % de voix, fut le plus plébiscité, suivi de Joaquim Chissano, le candidat du Frelimo avec 38,59 %, Carlos Reis, se plaçant troisième, loin derrière, avec 3,11 %. Le cas de Carlos Reis est intéressant, car, comme, on l'a déjà vu, il est né dans le district de Milange, en Zambézie. D'ailleurs, il a recueilli plus de voix dans ce district que dans les autres, soit 3 549. Globalement, la principale raison pour laquelle C. Reis a eu des voix, ce qu'il avait des lunettes (comme Dhlakama). Dans les élections législatives, le Frelimo obtint dix-huit mandats sur les 49 en jeu correspondant à 31,49 % des voix. La Renamo quant à elle, en obtenait 29, équivalant à 52,54 % des voix. Enfin, la coalition UD, recueillit deux mandats, correspondant à 4,5 % des voix.

Document n°29. Résultats des élections présidentielles de 1994 en Zambézie

Électeurs recensés	1 710 564
Votants	997 953
Suffrages exprimés	906 494
Bulletins Blancs	54 097
Bulletins Nuls	37 362
Abstention	172 611

Candidats	Voix	%
Afonso Dhlakama	431 538	47,6
Joaquim Chissano	349 844	38,59
Carlos Reis	28 227	3,11
Wehia Ripua	27 662	3,05
Máximo Dias	22 340	2,46
Vasco Campira	13 011	1,44
Yacoob Sibindy	8 758	0,97
Domingos Arouca	6 738	0,74
Carlos Jeque	6 032	0,67
Casimiro Nhamitambo	4 449	0,49
Padimbe Kamati	4 318	0,48
Mário Machel	3 577	0,39

Source : B. Mazula (org.), *Moçambique - Dados Estatísticos do Processo Eleitoral 1994...*, op. cit.

Document n°30. Résultats des élections législatives de 1994 en Zambézie

Électeurs recensés	1 710 564
Votants	996 643
Suffrages exprimés	884 338
Bulletins Blancs	68 432
Bulletins Nuls	43 873
Abstention	172 611

Partis/Coalitions	Voix	%
Renamo	463 844	52,54
Frelimo	278 559	31,49
UD	39 489	4,5
AP	13 420	1,52
PCN	10 782	1,22
Sol	13 946	1,6
Pimo	10 308	1,17
Fumo/PCD	10 154	1,15
PRD	9 553	1,08
Pacode	9 037	1,02
PPM	8 236	0,93
Unamo	6 548	0,74
Pademo	6 020	0,68
PT	4 442	0,5

Source: B. Mazula (org.), *Moçambique - Dados Estatísticos do Processo Eleitoral 1994...*, op. cit.

District	Frelimo		Renamo	
	Voix	(%)	Voix	(%)
Alto Molocué	13 720	25	38 166	66
Chinde	18 851	38	21 720	44
Quelimane	22 721	35	32 429	51
Gilé	14 682	35	20 993	50
Gurué	36 269	54	19 453	29
Ile	27 477	36	30 974	41
Inhassunge	12 893	44	9 924	34
Lugela	12 155	33	20 101	56
Maganja da Costa	21 563	28	35 062	47
Milange	7 548	9	56 792	73
Mopeia	5 218	30	9 025	52
Mocuba	27 369	41	31 259	47
Morrumbala	6 986	11	45 800	76
Namacurra	12 153	24	28 564	57
Namarroi	6 116	30	10 870	53
Nicoadala	21 823	35	28 546	46
Pebane	11 015	26	24 166	58

Source : B. Mazula (org.), *Moçambique - Dados Estatísticos do Processo Eleitoral 1994...*, op. cit.

Cependant, la Renamo contesta ces résultats, arguant de graves irrégularités. Parmi ces irrégularités, le mouvement de Afonso Dhlakama donnait comme exemple le cas de 3 500 électeurs de Mucurumba, district de Mopeia, zone dominée par la Renamo, qui avaient voté seulement le deuxième jour des élections, car les hélicoptères qui amenaient le matériel de vote avaient localisé tardivement les bureaux de vote¹⁷¹. Jugeant ces recours incapables de modifier globalement les résultats finaux, la Commission Nationale d'Élections (CNE) décida de les valider, confirmant la victoire de Joaquim Chissano et de son parti.

De même, il faut rappeler un autre épisode qui a agité le pays peu après ces élections. Comme on l'a déjà dit dans la partie introductive de ce chapitre, quelques mois après la divulgation des résultats de ces élections, Afonso Dhlakama agita le pays, affirmant que pour des raisons « logistiques », le siège de la Renamo serait désormais transféré de Maputo (considéré excentrique) à Quelimane. Afonso Dhlakama expliqua ainsi les raisons que le menaient à vouloir changer le siège de son parti vers le « vieux » Chuabo (Quelimane) :

¹⁷¹ « Alegadas pela Renamo. Dossier de irregularidades dá entrada na CNE », *Savana* (Maputo), n° 43, 11 novembre 1994.

« Relativement à la question de vivre à Quelimane, je dirais qu'elle est fondamentale [...]. La raison n'est pas politique. Pour moi, aller à Quelimane est une question de logistique [...] Il y en a qui disent : Dhlakama veut aller là-bas pour consolider ses victoires dans les cinq provinces où il a gagné la majorité. Certes avec Nampula et la Zambézie, il n'y a pas de doute, celui qui contrôle ces deux provinces domine le pays, le reste n'est que du bavardage. Rien que dans les cinq provinces où la Renamo a gagné, vivent plus de neuf millions d'habitants. Ne serait-ce que du point de vue économique, c'est là où se trouvent les ressources minérales et forestières, les produits de l'agriculture [coprah, cajou] [...] et les gens pensent que Dhlakama est le président de tout cela et que mon frère Chissano reste seulement avec trois provinces. Alors que ce n'est pas du tout cela, mon problème est logistique, car étant à Quelimane, mes dépenses vont se réduire de moitié. Par exemple d'ici [Maputo], si je veux parler avec le délégué de la Renamo à Cabo Delgado [...], les dépenses sont énorme rien que pour le transport. Mais si je suis à Quelimane, je vais payer moins [...] Le point-clé est la question logistique. »¹⁷²

On peut douter du facteur « logistique » et penser qu'il s'agissait d'un moyen de contourner la loi¹⁷³. Il s'agissait là encore une fois de l'instrumentalisation de l'identité politique zambézienne à des fins politiques, car les Zambéziens voulaient que Quelimane, grâce à sa localisation stratégique et à son importance économique soit la capitale du Mozambique. Le « coup » échoua cependant et Afonso Dhlakama renonça vite. La loi n'empêchait pas le leader de la Renamo d'avoir sa « résidence » à Quelimane mais on peut penser que tant les pressions du gouvernement que de la communauté internationale installée dans la capitale, eurent raison de cette idée originale : inventer le Mozambique loin de sa capitale...

Les élections de 1999

Lors des élections de 1999, le Frelimo, dont le slogan était « Ensembles pour un Futur meilleur », ouvrit sa campagne électorale dans la province « rebelle » de Zambézie, tandis que la Renamo ouvrit la sienne dans la province « inhospitalière » de Gaza¹⁷⁴.

En un geste d'anticipation, et un jour avant le début officiel de la campagne électorale, le candidat du Frelimo inaugura à Quelimane en sa qualité de « chef d'État », la délégation locale de la télévision (TVM). Lors de cette séance d'inauguration, il y eut une coupure de courant de dix minutes environ, ce qui créa une certaine panique parmi les gens de la sécurité du candidat

¹⁷² « A leitura da situação é de Afonso Dhlakama. Chissano não acertou nas suas promessas »,..., *op. cit.*

¹⁷³ La loi oblige les partis politiques à avoir leur siège central à Maputo, comme garantie de leur caractère « national ». On ne saurait mieux illustrer d'où est imaginée la nation.

¹⁷⁴ « Eleições : Chissano e Dhlakama iniciam campanha na casa do "inimigo" », *Boletim Lusa*, 19 octobre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, octobre 1999.

du Frelimo¹⁷⁵. Joaquim Chissano fut obligé de procéder à l'inauguration à la lumière de phares de voitures ! Cet acte fut vu par certains comme un sabotage de la Renamo¹⁷⁶. La question de la télévision était importante car elle était un des thèmes de campagne du Frelimo, ce parti la considérant comme une réussite et un signe de son engagement pour le développement de la Zambézie.

Le 19 octobre 1999, jour de l'ouverture de la campagne, dans un meeting à Quelimane, Joaquim Chissano présenta le document « Un Engagement envers le pays » incluant son programme de gouvernement en cas de victoire, dans lequel il s'engageait à augmenter le PIB per capita, à réduire la pauvreté, les déséquilibres régionaux, bref à promouvoir l'amélioration de conditions de vie des populations¹⁷⁷. Mais avant de le présenter, le candidat du Frelimo demanda à deux responsables religieux, un de l'Église catholique et l'autre de religion musulmane, de bénir le document¹⁷⁸. Le Frelimo instrumentalisait la religion, auparavant considérée un ennemi de la « révolution ». De même, quelques mois avant le début de la campagne électorale, lors de sa visite à Pebane, district le plus « musulman » de la province de Zambézie, Joaquim Chissano s'habilla en musulman et se coiffa d'un *cofió* (chéchia).

Les thèmes de la campagne restèrent invariables. Joaquim Chissano continua de rendre la Renamo responsable du retard économique du pays, tandis qu'Afonso Dhlakama continua les habituelles critiques sur le passé « marxiste-léniniste » du Frelimo (politique de socialisation de campagne, laissez-passer, etc.).

Mais, il y eut quelques exceptions. La grande nouveauté fut la place centrale occupée par la question de la chefferie. Plus que dans le scrutin précédent, elle devint omniprésente. Le Frelimo, avec des buts éminemment électoralistes, affirma pour la première fois, le rôle important joué par les autorités traditionnelles dans la structuration de la société et promit un

¹⁷⁵ « PR Chissano inaugura às escura delegação da TVM na Zambézia », *Boletim Lusa*, 19 octobre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, octobre 1999.

¹⁷⁶ *Ibidem*.

¹⁷⁷ « Eleições : Chissano promete aumentar PIB per capita », *Boletim Lusa*, 20 octobre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, octobre 1999.

¹⁷⁸ *Ibidem*.

cadre légal¹⁷⁹. Les *régulos* furent approchés, invités à prendre place dans les meetings du Frelimo, etc. Plus que jamais, le Frelimo compta sur eux pour gagner les élections, comme l'attestent les contacts établis avec l'influent *régulo* Digodiua par un des responsables en Zambézie, Salimo Abdul :

« Nous avons eu un rendez-vous en privé, je lui ai expliqué le programme du Frelimo. Il m'a interrogé sur plusieurs questions et il m'a dit que son grand problème, c'était la peur que la Renamo reprenne la guerre. Je lui expliquais la situation géostratégique du Mozambique, sur nos rapports avec les pays voisins, qui écartaient l'hypothèse d'un retour du conflit armé au Mozambique. »¹⁸⁰

Salimo Abdul, affirmait avoir contacté aussi d'autres *régulos* tels le *régulo* Chamanga et sa famille.

Rapidement, le Frelimo et la Renamo se battirent pour le contrôle de la chefferie. L'un des responsables de la Renamo en Zambézie, Manuel Pereira¹⁸¹, accusait le Frelimo d'embobiner les *régulos* en échange d'argent, considérant que ces *régulos* étaient propriétés de la Renamo¹⁸².

Le candidat du Frelimo se référa aussi aux réalisations faites par son gouvernement pendant les cinq dernières années, telles que la réhabilitation des écoles, des hôpitaux, des ponts, des routes, auparavant détruites par la Renamo. Mais, plus que jamais, les attaques sur le leader de la Renamo se firent dures. Cela s'explique par l'absence d'arguments convaincants dans cette région où le Frelimo avait subi une écrasante défaite lors des élections antérieures, Joaquim Chissano affirmant que « Afonso Dhlakama n'a aucune capacité pour gouverner le pays »¹⁸³, ou qu'Afonso Dhlakama n'avait aucune expérience pour diriger le pays, sinon l'expérience de le détruire, comme par exemple lors de son discours à Nicoadala, le 19 novembre :

« Lors de l'indépendance, Chissano a été ministre des Affaires Étrangères et Dhlakama a fui vers la Rhodésie. Lorsque Chissano construisait, Dhlakama détruisait »¹⁸⁴.

¹⁷⁹ *Ibidem* ; « Autoridade tradicional. Frelimo reconhece-a, finalmente », *Médiafax*, 27 octobre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, octobre 1999 ; « Eleições : poder dos régulos vai ter enquadramento constitucional », *Boletim Lusa*, 2 novembre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, novembre 1999.

¹⁸⁰ « Régulo Digodiua assegura apoios ao partido no poder », *Notícias*, 2 novembre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, novembre 1999. Sur la question de *régulos*, voir encore, « Zambézia. Frelimo e o seu candidato com promessas de voto dos régulos », *Notícias*, 3 novembre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, novembre 1999.

¹⁸¹ Ne pas confondre avec le responsable de la Renamo à Sofala.

¹⁸² « Renamo acusa Frelimo de aliciar régulos na Zambézia », *Notícias*, 6 novembre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, novembre 1999.

¹⁸³ « Campanha eleitoral. Chissano ataca Dhlakama », *Médiafax*, 21 octobre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, octobre 1999.

¹⁸⁴ « Eleições : Chissano "investe" em zonas mais populosas da Zambézia », *Boletim Lusa*, 20 octobre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, octobre 1999.

Plus que dans les précédentes élections, Afonso Dhlakama critiqua la corruption qui gangrenait le pays et le Frelimo lui-même, et promit d'en finir avec cela. Il insista aussi sur la vieillesse de Chissano.

Cette campagne fut aussi marquée par des grands problèmes financiers de la Renamo. Tandis que le candidat du Frelimo avait déjà sillonné 11 des 12 circonscriptions électorales existantes, c'est-à-dire trois semaines après le début de la campagne électorale, le candidat de la Renamo en était encore au début de sa campagne, ayant travaillé seulement dans la circonscription de Gaza¹⁸⁵. Alors que dans toutes les grandes villes du pays, des dizaines de voitures pleines de jeunes faisaient campagne pour le Frelimo, distribuant des t-shirts, des pagnes avec les symboles de ce parti, de la bière à bas prix, la Renamo et le reste de l'opposition, sans moyens financiers et matériels et sans le *trust fund*¹⁸⁶, faisaient campagne avec les «moyens du bord». De plus, Afonso Dhlakama fut obligé d'interrompre sa campagne pendant une semaine environ, une rumeur circulant dans les milieux proches du Frelimo, selon laquelle, il était gravement malade et avait été évacué d'urgence vers l'Afrique du Sud pour être soigné¹⁸⁷.

La campagne fut marquée aussi par des incidents entre membres et partisans de la Renamo et du Frelimo. Trois semaines après le début de la campagne électorale, deux incidents furent signalés dans le district de Milange en Zambézie, sans conséquence grave. En revanche dans la même région à Errego, dans le district d'Ile furent reportés les incidents les plus graves. Dix personnes avaient été blessées, dont, quatre grièvement¹⁸⁸. Parmi les blessés, se trouvaient le premier secrétaire du Frelimo du district d'Ile, António Sebastião Valetim, qui avait perdu deux dents, Carlos Janeque, responsable local de l'OJM, l'organisation de la jeunesse du Frelimo, blessé grièvement à l'œil et hospitalisé à Quelimane¹⁸⁹. La Renamo, dont le secrétaire-général,

¹⁸⁵ « Chissano completa o país. Dhlakama ainda no início », *Savana*, 5 novembre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, novembre 1999 ; « Falta de fundos abana campanha da "perdiz" », *Médiafax*, 4 novembre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, novembre 1999.

¹⁸⁶ Il s'agit de l'argent que la communauté internationale via l'Onuzoz avait distribué aux partis politiques afin de garantir leur participation aux élections de 1994, condition *sine qua non* pour garantir la paix et le renforcement de la démocratie. Or, lors des deuxièmes élections, chaque parti comptait sur ses propres moyens, à l'exception des partis ayant représentés au parlement, qui bénéficient de l'argent de l'État, cependant très insuffisant pour mener une vraie campagne électorale.

¹⁸⁷ « Dhlakama evacuado para fora de Moçambique », *Domingo*, 7 novembre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, novembre 1999.

¹⁸⁸ « Dez feridos em escaramuças entre Frelimo e Renamo no Ile », *Notícias*, 12 novembre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, octobre 1999 ; « Na Zambézia. Renamo destroi comité distrital da Frelimo », *Domingo*, 14 novembre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, octobre 1999.

¹⁸⁹ *Ibidem*.

João Alexandre, était considéré comme principal responsable de ces incidents, fut accusée aussi d'avoir détruit le siège local du Frelimo¹⁹⁰. João Alexandre était accusé aussi d'avoir ordonné l'agression d'un autre militant du Frelimo dans la ville de Mocuba¹⁹¹. Une force policière fut envoyée au district d'Ile pour enquêter sur les raisons des incidents¹⁹².

Le Frelimo : au bord de la défaite

Le vote eut lieu les 3 et 4 décembre 1999. À la différence des précédentes élections, celles-ci, avaient seulement deux candidats à la présidence de la République : Joaquim Chissano et Afonso Dhlakama. Armando Siveia du Panaoc, Joaquim Nyota, du Parti Démocratique de Libération du Mozambique (Padelimo) Yacoob Sibindy du Pimo et Wehia Ripua qui était le candidat de la coalition Umo (Union Mozambicaine de l'Opposition)¹⁹³, qui avaient présenté leurs candidatures à la présidence de la République, avaient été exclus par la Cour Suprême sous prétexte que leurs candidatures présentaient de nombreuses irrégularités¹⁹⁴.

La coalition Renamo-Union Électorale comprenait : le Front Démocratique Uni (UDF), le Mouvement National de Moçambique (Monamo), le Parti de Coalition National (PCN), le Parti de l'Unité Nationale (PUN), le Front de l'Alliance Patriotique (FAP), le Parti du Progrès du Peuple du Mozambique (PPPM), le Front Uni du Mozambique (Fumo)¹⁹⁵, l'Alliance Nationale du Mozambique (Alimo), le Parti de Renovation Démocratique (PRD) et l'Union National du Mozambique (Unamo).

À part le Frelimo et la Renamo-UE, sept autres partis politiques participèrent à ce scrutin, mais à la différence des deux premiers, ne furent présents que pour les élections législatives.

¹⁹⁰ *Ibidem.*

¹⁹¹ *Ibidem.*

¹⁹² *Ibidem.*

¹⁹³ L'Umo était au départ une coalition de cinq partis notamment l'Unamo, le Pacode, le Pamomo, le Parti Sol et le Pademo. Mais quelques jours après sa formation, l'Unamo fit défection vers la coalition Renamo-Union Électorale et le Parti Sol, suite aux divergences, fut exclu de la coalition. L'Umo participa, aux élections avec seulement trois partis. Cette coalition fondée en 1999 en vue des élections de cette même année, disparut quelques mois après les élections en 2000.

¹⁹⁴ « Ripua, Nyota et Siveia excluidos da corrida presidencial », *Noticias*, 13 octobre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, Octobre 1999 ; « Sibindy rasteirado no "Supremo" », *Médiafax*, 18 octobre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, Octobre 1999.

¹⁹⁵ Domingos Arouca ancien président du parti Fumo/PCD, qui n'était pas d'accord avec l'idée d'adhésion de son parti à la coalition Renamo-Union Électorale, idée soutenue par les autres membre de sa direction, présenta sa démission de la direction du parti.

Parti politique / Coalition
Frelimo
Renamo-Union Électorale
Union Mozambicaine de l'Opposition (Umo)
Parti Travailliste (PT)
Parti Démocratique et Libéral du Mozambique (Padelimo)
Parti National des Ouvriers et Paysans (Panaoc)
Parti Pour le Développement Social du Mozambique (Pasomo)
Parti Progrès et Libéral du Mozambique (PPLM)
Parti Libéral du Mozambique (Palmo)

Source : « Ripua, Nyota et Siueia excluidos da corrida presidencial », *Noticias*, 13 octobre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, Octobre 1999 ; « Sibindy rasteirado no "Supremo" », *Médiafax*, 18 octobre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, Octobre 1999.

Ces élections, à l'image de celles de 1994, furent remportées par le Frelimo et son candidat (par ailleurs président sortant), Joaquim Chissano. Mais à la différence de celles de 1994, ce fut une victoire très étriquée et peut-être même usurpée. La différence entre Afonso Dhlakama et Joaquim Chissano fut minime (4,58 %). En fait, le Frelimo obtint officiellement 48,55 % des voix et son candidat 52,29 %. De son côté, la Renamo-Union Électorale obtint 38,79 % des voix et son candidat Afonso Dhlakama 47,71 %. Le taux de participation fut de 69 %. Par ailleurs, aucun autre parti de l'opposition ne réussit à franchir le seuil des 5 %. L'UD, la coalition qui y était parvenu en 1994, cessa d'exister à la suite de contradictions internes.

Du point de vue de la distribution régionale du vote, rien ne changea. Le Frelimo continua d'être fort au Sud (Maputo-Ville, Maputo-Province, Gaza et Inhambane) et dans l'extrême Nord du pays (Cabo Delgado) La Renamo en revanche eut toujours pour fief le centre du pays (Sofala, Manica, Zambézia et Nampula, Tete). Dans la province du Niassa, il y eut certain équilibre, avec un petit avantage cette fois ci pour la Renamo¹⁹⁶.

Cependant, la Renamo-Union Électorale contesta les résultats du scrutin, affirmant qu'il avait donné lieu à de nombreuses fraudes. Elle soumit un recours à la Cour Suprême, demandant l'invalidation des résultats et un nouveau recompte des voix, mais la Cour décida de confirmer les résultats donnés par la Commission Nationale Électorale¹⁹⁷. N'étant pas d'accord avec le

¹⁹⁶ Mais il faut rappeler que, en 1994, c'est le Frelimo qui avait remporté les élections dans cette circonscription.

¹⁹⁷ L'opinion des observateurs internationaux (Centre Carter et Union Européenne) est que, globalement, les élections ont été d'une façon générale, libres et équitables.

verdict de la Cour suprême, la Renamo-Union Électorale décida de ne pas reconnaître la légitimité du gouvernement du Frelimo, issu de ces élections. Cependant Dhlakama refusa une attitude « à la malgache » qui lui proposait nombre de ses cadres : refus du résultat, établissement à Beira, coupure du pays en deux, appel à la communauté internationale. À l'inverse des pourparlers entre les deux partis eurent lieu. La Renamo-Union Électorale exigea la nomination de gouverneurs issus de son parti dans les provinces où elle avait obtenu la majorité et l'intégration de ses membres dans les conseils d'administration des entreprises publiques. Le Frelimo, extrêmement habile dans une manœuvre de diversion, prolongea les discussions et essaya de déstabiliser son adversaire, en l'accusant de chercher seulement un partage du « gâteau » et sans avoir de réelles revendications politiques. Ainsi Joaquim Chissano annonça que Raúl Domingos (membre de la Renamo mandaté pour entamer des négociations avec le Frelimo) avait demandé de l'argent pour son propre compte. Cette situation créa un malaise au sein de la Renamo qui décida de l'expulser¹⁹⁸, l'accusant d'avoir trahi l'esprit du parti et d'être devenu collaborateur du Frelimo. Au même moment, le Frelimo en profita pour nommer ses gouverneurs en excluant totalement la Renamo. Encore une fois la Renamo qui ne s'était pas tenu à la revendication démocratique du recomptage des voix, s'était laissée piéger par le Frelimo, montrant sa faiblesse politique¹⁹⁹.

Après l'échec des négociations, la Renamo, poussée par sa base poursuivit d'autres formes de contestation dont des manifestations non autorisées. Le régime réagit très violemment, sans aucune nuance dans le degré de violence exercée. La police utilisa des balles réelles pour réprimer les manifestations. Environ quarante personnes furent tuées lors de ces manifestations, d'autres furent emprisonnées dans des conditions barbares – quelques jours plus tard environ 83 d'entre furent retrouvées morts dans une prison de Montepuez, province de Cabo Delgado au nord du pays. Ce fut l'incident le plus grave depuis la fin de la guerre²⁰⁰.

¹⁹⁸ Celui-ci créa ensuite un nouveau parti politique, le PDD (*Partido Para Paz, Democracia e Desenvolvimento*), le 4 octobre 2003, censé être, selon lui, la troisième force politique du pays.

¹⁹⁹ Sur ces questions voir, M. CAHEN, « Mozambique : l'instabilité comme gouvernance ? », *Politique Africaine* (Paris, Karthala), 80, 2001, pp. 111-135.

²⁰⁰ *Ibidem*.

Document n°34. Nombre de députés pour chaque parti en 1999

Circonscription	Frelimo	Renamo-UE
Maputo ville	14	2
Maputo Province	12	1
Gaza	16	0
Inhambane	13	4
Sofala	4	17
Manica	5	10
Tete	8	10
Zambézia	15	34
Nampula	24	26
Cabo Delgado	16	6
Niassa	6	7
Total	133	117

Source : « Acta do Apuramento Nacional das Eleições Legislativas de 1999 », *Boletim da República*, I, Série n° 1, 3° Suplemento, 7 janvier 2000.

Une montée spectaculaire de la Renamo en Zambézie

Pour ce qui est de la Zambézie, aux élections présidentielles, le candidat du Frelimo, Joaquim Chissano obtint 29,55 % de voix, soit environ 10 points de moins qu'en 1994, tandis que Afonso Dhlakama obtint 61,7 %, soit 14 points de plus qu'en 1994.

Document n°35. Résultats des élections présidentielles de 1999 en Zambézie

Électeurs recensés	1384 626
Votants	908 037
Suffrages exprimés	794 778
Bulletins Blancs	73 475
Bulletins Nuls	39 784
Abstention	304 466

Candidats	Voix	%
Joaquim Chissano	234 891	29,55
Afonso Dhlakama	559 887	70,4

Source : STAE, *Eleições Gerais 1999*, Maputo, Pandora Box Lda, 2002 (CD-ROM).

Par rapport aux élections législatives en Zambézie, la coalition Renamo-UE, confirmant sa suprématie dans cette région, augmentait son score de plus de 20 % et obtenait une forte majorité, à savoir 70,40 % des voix, passant ainsi de 29 députés en 1994 à 34 députés en 1999. Elle gagna aussi dans tous les districts, à l'exception de celui de Inhassunge. Quant au Frelimo,

il obtint 15 députés, quatre de moins qu'en 1994, équivalent à 21,7 % des voix (10 points de moins qu'en 1994).

Document n°36. Résultats des élections législatives de 1999 en Zambézie

Électeurs recensés	1 384 626	Partis/Coalitions	Voix	%
Votants	880160	Renamo-UE	436 287	50,72
Suffrages exprimés	737 936	Frelimo	191 356	22,25
Bulletins Blancs	93 021	PT	26 747	3,11
Bulletins Nuls	49 203	SOL	22 162	2,58
Abstention	304 466	Palmo	21 238	2,47
		Padelimo	18 871	2,19
		UD	11 517	1,34
		UMO	9 758	1,13

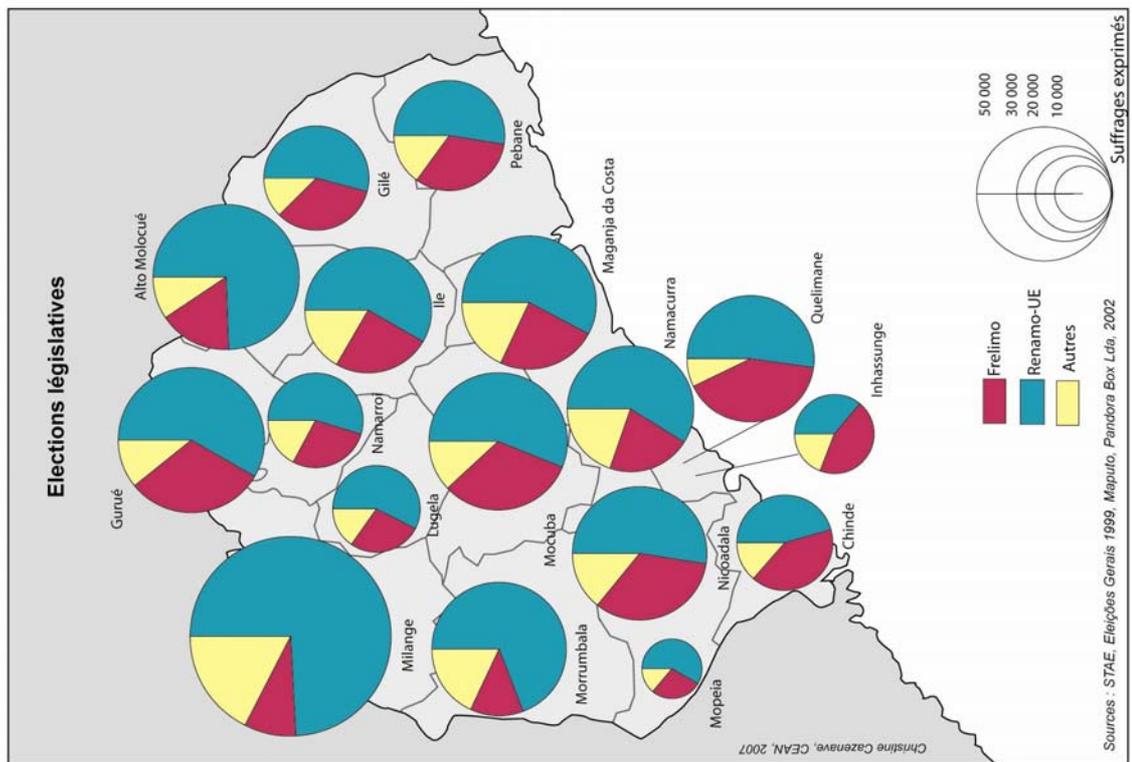
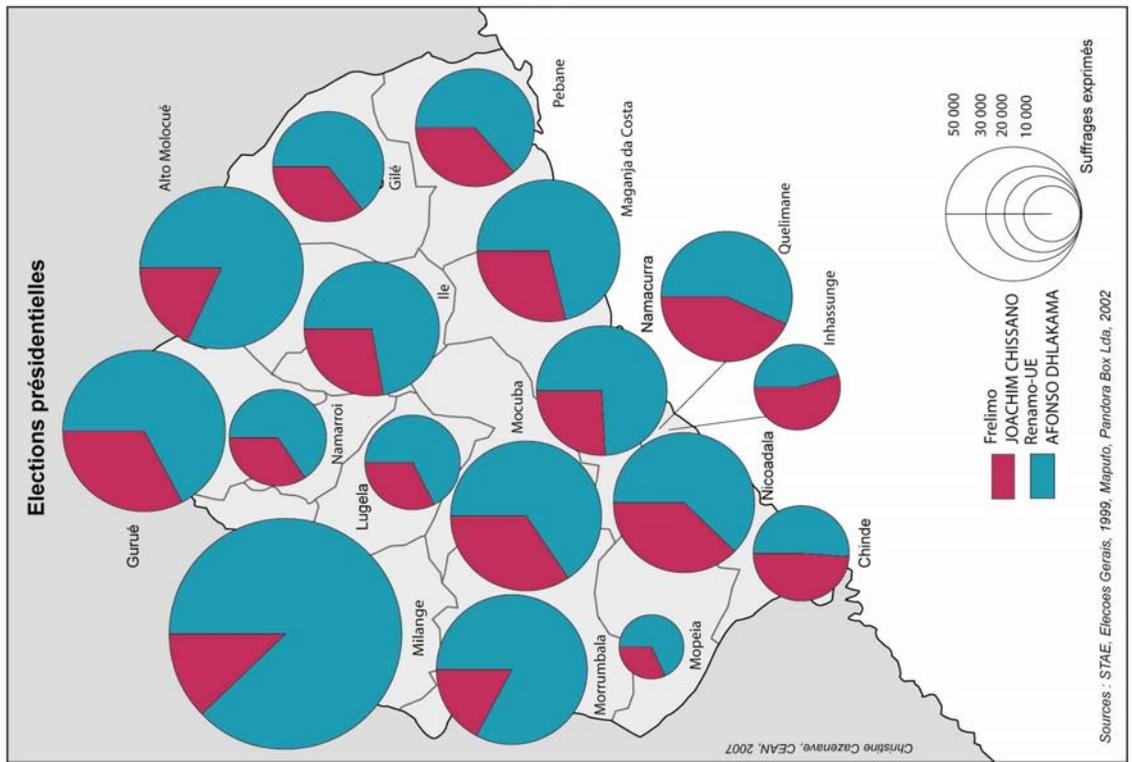
Source: « Acta do Apuramento Nacional das Eleições Legislativas de 1999 », *Boletim da República, ..., op. cit.*

Document n°37. Frelimo, Renamo-UE- Résultats des élections législatives de 1999 par district en Zambézie

District	Frelimo		Renamo	
	Voix	(%)	Voix	(%)
Alto Molocué	9 194	16	42 424	74
Chinde	11 902	41	13 234	45
Quelimane	18 103	40	23 3633	52
Gilé	11 8181	33	19 264	54
Gurué	17 763	31	33 437	58
Ile	10 995	24	25 705	58
Inhassunge	9 948	45	7 997	36
Lugela	7 118	27	15 092	57
Maganja da Costa	11 704	23	28 341	57
Milange	7 107	8	62 331	74
Mocuba	16 383	31	28 855	56
Mopeia	3 355	27	7 007	58
Morrumbala	6 187	12	33 570	69
Namacurra	9 222	21	25 567	59
Namarroi	7 969	28	15 503	54
Nicoadala	16 104	33	25 645	52
Pebane	12 194	32	19 851	52

Source : STAE, *Eleições Gerais 1999*, Maputo, Pandora Box Lda, 2002 (CD-ROM).

Elections législatives et présidentielles du Mozambique en 1999 : résultats pour la Zambézie



Élections de 2004 : Armando Guebuza, le nouveau « joker » du Frelimo

Lors des élections de 2004, le Frelimo changea de slogan et de candidat. De « Ensembles pour un futur meilleur » il passa au « Frelimo, la force du changement » et le candidat présidentiel fut Armando Guebuza, un autre membre historique de ce parti. Armando Guebuza, plus que candidat du Frelimo, fut opportunément présenté pour des questions stratégiques, comme un candidat du Nord, plus concrètement de Nampula, la province la plus peuplée du pays et fief de la Renamo. En effet, bien que ses parents soient nés à Catembe, province de Maputo, Armando Guebuza était né à Murrupula en 1943, province de Nampula. Mais il l'avait très tôt quittée, à l'âge de 5 ans, pour Maputo, ne parlant même pas la langue locale, l'*e-makhuwa*. Il ne s'est jamais identifié comme Macua, mais comme un Ronga, groupe ethnique du sud du Mozambique. D'ailleurs, Armando Guebuza fut cité comme l'un de membres fondateurs de l'association des originaires et amis de Maputo, *Ngiyana*, une association explicitement ronga (les changanes ne sont pas originaires de Maputo). Cette instrumentalisation de l'identité ethnique avait pour but de contrecarrer le discours des opposants du Frelimo, selon lequel, « depuis que le pays est indépendant, il est toujours gouverné par les gens du Sud » et d'essayer de capter le vote de l'électorat du Centre et Nord du pays, plus proche de la Renamo.

Il n'est donc pas étonnant que le nouveau candidat du Frelimo, ouvrit sa campagne dans la province de Nampula. Dans son district de naissance, Murrupula, Armando Guebuza fit des cérémonies d'évocation des esprits, chose impensable quelques années auparavant pour le Frelimo, qui considérait cela comme des pratiques arriérées incompatibles avec l'objectif de bâtir une nation moderne. Cela ne voulait évidemment pas dire que le Frelimo avait changé de nature, mais simplement qu'il instrumentalisait la « tradition » à des fins politiques.

À la différence de son prédécesseur, Armando Guebuza ne visa plus directement son principal adversaire, Afonso Dhlakama, mais il ne fait aucun doute que le thème de la guerre réapparut à nouveau à la veille des élections, la Renamo étant toujours accusé d'« intimider les électeurs ». Selon le candidat du Frelimo, la Renamo-Union Électorale en Zambézie faisait circuler des rumeurs selon lesquelles, « si les gens ne votaient pas pour elle, celle-ci allait reprendre la guerre », comme on peut le voir dans le discours d'Armando Guebuza à la population de Milange :

« Il faut voter sans peur. Nous savons qu'ils sont passés chez vous pour dire : si vous ne votez pas pour nous, la guerre va revenir [...] il n'y aura pas de guerre. Les Mozambicains ont décidé d'en finir avec la guerre. Et les Mozambicains qui ont décidé d'en finir avec la guerre, c'est nous. Il faut voter avec votre conscience, voter pour le maïs et pour le djembe [symboles du Frelimo], parce que c'est ici que se trouve le futur. »²⁰¹

Il parla des réalisations du Frelimo pendant son dernier mandat, affirmant que le Frelimo avait déjà montré sa capacité à endiguer la pauvreté et accusa la Renamo de bloquer la reconstruction du pays :

« Il y a ceux qui, quand vient le temps de décider du budget de l'État, votent contre le budget [...], ils disent nous ne voulons pas de budget [...] sans le budget, comment aurons-nous des professeurs [...] comment construire la maternité [...] et lorsque le gouvernement du Frelimo présente la proposition, pour discuter de la meilleure manière, ils disent : nous ne voulons pas ce budget, nous n'approuvons pas le budget [...] et apparaît le Frelimo : nous, nous voulons le budget, nous voulons que ce pays marche, nous voulons que la population boive de l'eau potable, que l'électricité arrive dans tous les endroits, que la TV se répande dans tout le pays, mais [les gens de la Renamo] ne veulent pas, ils votent contre [...] quelques fois, lorsque arrive le temps de voter, ils abandonnent le parlement [...] parfois, ils commencent à danser, à jouer avec les chaises dans le parlement [...] C'est à vous de décider [...] voulez-vous ceux qui vont danser dans le parlement ? Ceux qui ne veulent pas qu'il y ait des médicaments dans les hôpitaux ?... »²⁰²

Bref, pour le Frelimo l'image qu'il avait de la Renamo pendant la guerre civile n'avait pas changé. Le mouvement d'Afonso Dhlakama ne passait d'un simple groupuscule de marginaux, sans aucun programme politique et dont le seul objectif était de bloquer le développement du pays.

De son côté, le candidat de la Renamo-Union Électorale avait choisi de terminer sa campagne en Zambézie. Lors de son passage à Mocuba, deuxième ville de la Zambézie, en novembre 2004, des manifestants pro-Renamo brandissaient des affiches contre Armando Guebuza, sur lesquelles on pouvait lire : « Nous sommes fatigués d'être trompés. Nous ne voulons pas de Guebuza ici, Guebuza c'est un bandit, un criminel, un assassin »²⁰³. Par ailleurs, la continuité dans le discours fut le trait dominant de la campagne de la Renamo-Union Électorale. Afonso Dhlakama affirmait que malgré le fait que le Frelimo ait présenté un nouveau candidat, celui-ci, était à l'instar de l'ancien, « vieux » et que à l'image de tous les dirigeants du Frelimo, il était

²⁰¹ « Armando Guebuza. Eleições 2004, Zambézia », TVM, Émission télévisée, novembre 2004.

²⁰² *Ibidem*.

²⁰³ « Afonso Dhlakama. Campanha eleitoral Zambézia. Mocuba e Namacurra », in TVM, Émission télévisée, Maputo, novembre 2004.

aussi corrompu et voleur. Il promet de respecter les plus âgés, d'en finir avec la pauvreté, la criminalité, le chômage et d'améliorer le système de justice :

« Je suis venu ici, moi Dhlakama, je suis juste venu pour vous saluer, pour vous dire, papa, maman, Dhlakama continue à être le même [...] Je suis venu ici demander son vote à la population de Mocuba et pour vous promettre, ce n'est pas seulement demander le vote, demander, oui, et dire : Lorsque je serais président du Mozambique, je vais bien gouverner, je vais gouverner avec la démocratie, gouverner en vous respectant, gouverner en écoutant la parole des Anciens, gouverner pour faire en sorte qu'il y ait de la justice, gouverner pour en finir avec la criminalité, gouverner pour en finir avec la pauvreté absolue, gouverner pour garantir la stabilité, gouverner pour garantir la dignité du peuple mozambicain, gouverner pour amener le développement, gouverner pour permettre que les jeunes de Mocuba aient un emploi, pour éviter que les jeunes avec 12^e année continuent à vendre du bois dans le bazar... »²⁰⁴

Encore une fois, le candidat de la Renamo-Union Électorale, insista sur le fait que le Frelimo avait toujours marginalisé la Zambézie, malgré le fait qu'il s'agit de la province la plus riche du Mozambique. En plus de son caractère discriminant, le Frelimo était un parti incompétent. Selon Afonso Dhlakama, pour s'en sortir, la Zambézie devait voter pour la coalition Renamo-Union Électorale et pour elle seule :

« ..., votre province, vous les Zambéziens, sont toujours trompés [par le Frelimo] [...] Zambéziens, vous êtes riches par nature, Dieu vous a donné la richesse [...] le problème vient du gouvernement du Frelimo. Le Frelimo n'arrive pas à rentabiliser les ressources naturelles que Dieu vous a données. Regardez la forêt de la Zambézie, il y a le bois, regardez la richesse des ressources minérales du Gilé et de Mocuba, regardez cette côte, la crevette, le poisson, regardez la terre pour l'agriculture [...], pour que la population de la Zambézie en finisse avec la famine et pour promouvoir le développement de la province et créer de l'emploi pour la jeunesse. Bien administrée, elle peut alimenter tout le territoire mozambicain [...] le Frelimo à trente ans de gouvernement et il parle de "Futur meilleur", c'est un mensonge ! Ils ne savent pas gouverner, ils sont des menteurs, ils savent seulement voler, ce que ces gens savent faire c'est juste faire des discriminations [...], jamais ils ne vont amener des investissements dans votre district de Mocuba. »²⁰⁵

Comme on l'a déjà vu, la campagne électorale au Mozambique fut marquée par des incidents, généralement entre les militants du Frelimo et de la Renamo. Elle fut aussi marquée par certains « faits divers ». En Zambézie, par exemple, le Frelimo se plaignit que la députée de la Renamo-Union Électorale, Elisa Silvestre, se faisait passer pour Luísa Diogo²⁰⁶ et promettait à toutes les femmes de la Maganja da Costa, que si elles votaient pour elle, elle allait résoudre

²⁰⁴ *Ibidem.*

²⁰⁵ *Ibidem.*

²⁰⁶ Femme politique du Frelimo très influente et très populaire, ayant occupé le poste de ministre de Finances et actuellement, celui de Premier Ministre du gouvernement du Frelimo depuis 1999.

tous leurs problèmes²⁰⁷. Le Frelimo accusait aussi le PDD (Parti Démocratique et du Développement) de Raúl Domingos, de tromper les électeurs du district de l'Alto-Molocué, en les encourageant à voter pour le PDD, car disaient-ils, « le PDD et le Frelimo sont des frères et des amis »²⁰⁸.

Pour ce qui est des incidents, le Frelimo se plaint d'agressions contre ses membres et ses partisans dans les districts de Namarroi et de Pebane, provoqués par ceux de la Renamo-Union Électorale. Dans ce dernier district, selon le Frelimo, ces agressions étaient conduites par le député de la Renamo-Union Électorale, Luís Boavida²⁰⁹. Ce député était accusé aussi d'avoir attaqué, avec l'aide d'autres éléments de la Renamo-Union Électorale, le *régulo* Coroba de la région de Naburi, district de Pebane, et d'avoir affiché chez lui par la force, des affiches de la Renamo-Union Électorale²¹⁰.

Document n°39. Un gamin zambézien avec une affiche d'Armando Guebuza pendant la campagne électorale



²⁰⁷ « Zambézia. Queremos ganhar todos os lugares disponíveis », *Domingo* (Maputo), 14 novembre 2005.

²⁰⁸ *Ibidem*.

²⁰⁹ *Ibidem*.

²¹⁰ *Ibidem*.

Une écrasante défaite de la Renamo-Union Électorale

Cinq candidats et leurs respectifs partis ont participé aux élections présidentielles et législatives. Quinze autres participèrent seulement aux législatives.

Document n°40. Élections présidentielles de 2004 au Mozambique – Candidats et partis politiques

Candidat	Parti politique/Coalition
Armando Guebuza	Frelimo
Afonso Dhlakama	Renamo-Union Électorale
Carlos Reis	Mouvement pour la Bonne Gouvernance (MBG)
Raúl Domingos	Parti Démocratique et du Développement (PDD)
Yacoob Sibindy	Parti Indépendant de Mozambique (Pimo)

Source : « Eleições gerais 2004 : resultados finais », in *Pagina da AIM/Resultados finais* <www.sortmoz.com/aimnews/Portuguese/eleicoes.htm>.

Document n°41. Liste des partis politiques et coalitions participants aux élections législatives de 2004 au Mozambique

Parti politique / Coalition
Frelimo
Renamo-Union Électorale
Mouvement pour la Bonne Gouvernance (MBG) ²¹¹
Parti Démocratique et du Développement (PDD)
Parti Indépendant de Mozambique (Pimo)
Parti de la Réconciliation Nationale (Parena)
Parti pour la Liberté et Solidarité (PAS)
Parti pour le Amplification Sociale (Pasomo)
Parti Sol (PS)
Parti Écologiste (PE)
Parti les Verts du Mozambique (PVM)
Parti Libéral Démocratique (Palmo)
Parti de la Réconciliation Démocratique (Parena)
Parti Démocratique et Libéral du Moçambique (Padelimo)
Congrès de Démocrates Unis du Mozambique (CDU)
Parti Populaire Démocratique (PPD)
Union Démocratique (UD)
Front Élargi de l'Opposition (FAO) ²¹²
Union pour le Salue du Mozambique (Usamo) ²¹³

Source : « Eleições gerais 2004 : resultados finais », in *Pagina da AIM/Resultados finais* <www.sortmoz.com/aimnews/Portuguese/eleicoes.htm>.

²¹¹ Coalition de deux partis : Unamo et Parti pour Tous les Nationalistes du Mozambique (Partonamo).

²¹² Coalition de deux partis : Front Libéral (FL) et Parti Africain Conservateur (PAC).

²¹³ Coalition de 3 partis : Parti Démocratique Pour la Restauration Sociale (Padres), Parti Socialiste du Mozambique (PSM) et Union pour le Changement (UM).

Ces élections furent remportées par le Frelimo avec 62,03 % des voix et le candidat présidentiel par 63,74 %. La coalition Renamo-Union Électorale obtint 29,73 % et son candidat présidentiel, 31,74 %. Raúl Domingos du PDD, le troisième candidat en ordre décroissant a eu seulement 2,73 % de voix²¹⁴. Quant à Yacoob Sibindy et Carlos Reis, ils eurent chacun moins de 1 % de voix²¹⁵. Et à l'instar des élections de 1999, aucun parti de l'opposition autre que la Renamo-Union Électorale, ne franchit le seuil de 5 %, ce qui confirma une fois de plus la bipolarisation politique du pays.

Cependant, comme dans les précédentes élections, la Renamo contesta encore une fois les résultats, arguant de l'existence de nombreuses irrégularités et le 27 décembre fit appel à la Commission Nationale d'Élections (CNE). Et comme il était prévisible, la CNE rejeta l'appel de la Renamo, confirmant la victoire du Frelimo et de son candidat. La Renamo persista, en soumettant sa contestation au Conseil Constitutionnel (CC). Cette institution, à l'instar de la CNE décida de valider les résultats en faveur du Frelimo et de son candidat, car l'appel de la Renamo avait été effectué hors de la période légale. C'est exact, même si incroyable (et sujet à diverses interprétations).

Comment expliquer cette défaite écrasante de la Renamo ?

Ces élections ont été caractérisées par un taux apparent d'abstention très élevé, estimé à 64 % à niveau nationale. En Zambézie, parmi les 1 874 601 électeurs inscrits, seul 474 119 (soit 25 %) exercèrent leur droit de vote. Aucun district n'a atteint, par exemple, un taux de participation supérieur ou égal à 35 %. Quelimane et Alto Molocué avec un taux de 33 %, furent les circonscriptions où la participation fut la plus forte. C'est dans le district de Mopeia que la participation fut la plus faible, avec un taux de 19,6 %. Cette abstention a été beaucoup plus néfaste pour la Renamo-Union Électorale que pour le Frelimo. Ceci peut être imputé à la Renamo elle-même qui, en tenant toujours un discours sur la fraude, c'est-à-dire en disant que le Frelimo truquait toujours les élections, n'a pas motivé ses électeurs à aller voter puisqu'ils étaient persuadés que le Frelimo resterait au pouvoir. Afonso Dhlakama, par exemple, affirmait que lui et son parti avaient gagné toutes les élections précédentes, mais que le Frelimo, les avait tous truquées²¹⁶. Il disait pendant la campagne, que le Frelimo, était comme d'habitude en

²¹⁴ « Eleições gerais 2004 : resultados finais », Página da AIM/Resultados finais, <<http://www.sortmoz.com/aimnews/Portuguese/eleicoes.htm>>.

²¹⁵ *Ibidem.*

²¹⁶ « Dhlakama ameaça assumir poder onde vencer », www.rtp/index.pht?article=139567&visual=5

train de préparer la fraude²¹⁷. La Renamo fut donc victime de son propre discours. Beaucoup d'électeurs de ce parti ne sont pas allés voter, car disaient-ils, « À quoi sert-il d'aller voter, si mon parti ne va jamais gagner à cause de la fraude du Frelimo ? » Ainsi s'exprime par exemple la Zambézienne Maria Antónia et sa famille :

« Je ne suis pas allée voter parce que chaque fois que nous votons, nous entendons que la Renamo a perdu. Personne dans ma famille n'est allée voter à cause de cela. Moi, jamais je n'irais de nouveau voter, parce que mon parti ne gagne jamais. Si je vais voter, mon vote est donné à une autre personne, non à la personne pour qui j'ai voté. Cela, c'est de la corruption. Ils sont toujours en train de voler les votes de Dhlakama. Le Mozambique est plein de corruption, avec Dhlakama, les choses vont s'améliorer. Figure-toi que les voleurs tuent les gens et lorsqu'ils sont amenés au commissariat, quelques minutes après ils sont relâchés ! Il n'y a pas de loi, il y a rien ! Comment le pays va-t-il se développer ? Nous voulons des lois, mais avec le Frelimo, nous resterons toujours comme ça. Chômage, coût de la vie chaque fois plus élevé [...] Nous voulons nous sentir comme citoyens. À bas la corruption ! Avec Dhlakama la vie va s'améliorer. S'il gagne, je vais faire une fête. Tout le monde va voter pour une chose meilleure, mais rien ne change. Il y a toujours des fraudes, nous voulons voir une chose différente [un autre gouvernement que celui du Frelimo], pour voir comment elle va gouverner, mais notre vote ne vaut rien. »²¹⁸

D'autres facteurs ont peut-être joué un rôle non négligeable dans cette abstention, qui a peut-être été aussi un empêchement de voter : l'éloignement des bureaux de votes par rapport aux lieux de résidence, l'insuffisance du recensement des électeurs, le retard de l'ouverture des bureaux de votes, l'inversion fréquente des listes électorales, ainsi que le retard dans l'envoi du matériel de vote, etc., dans les zones de forte implantation de l'opposition²¹⁹.

Selon le prêtre Luciano qui faisait partie de l'équipe locale d'*Observatório Eleitoral*, dans le district de Chinde, la distance entre les lieux de résidence et les bureaux de votes a été un des facteurs principaux, qui a démotivé les électeurs d'aller voter :

« Dans la zone de Matilde [district de Chinde], certaines personnes devaient marcher une distance d'environ 15 ou 20 Kms pour aller voter et devaient traverser le fleuve Zambèze. Or au lieu d'aller voter, les gens préféraient rester chez eux à cause la distance. Il s'agit d'une zone de forte influence de la Renamo. La distance entre les lieux de résidence et les bureaux de vote, a

²¹⁷ *Ibidem*.

²¹⁸ Entretien avec Maria Antónia, Quelimane, 4 décembre 2004.

²¹⁹ Il s'agit d'un constat personnel, car j'ai fait partie de l'équipe de l'*Observatório Eleitoral* (Observatoire Électorale), une organisation de la société civile chargée d'observer les élections en Zambézie. Il s'agissait de la deuxième fois que la société civile était autorisée à observer les élections, le but étant d'éviter des événements similaires à ceux de 2000, suite à la contestation de résultats électoraux par la Renamo. La première avait été en 2003, lors des élections municipales.

dicté le vote à Chinde. Il y a également la question de l'omission de noms dans les cahiers électoraux. »²²⁰

La même situation fut constatée par exemple au poste administratif de Chire, district de Morrumbala, comme l'atteste le témoignage d'un autre membre de l'*Observatório Eleitoral* :

« Les distances étaient très grandes, ce qui amena à ce que les seuls hommes aillent voter, parce qu'ils avaient des vélos. Mais aussi, il y avait le problème des listes électorales, qui ne correspondaient pas aux bureaux de vote, ce qui empêchait les gens de voter. Cela s'est vérifié dans tous les bureaux de votes que j'ai contrôlés à Campata, Chilomo et Sandramo. Dans les autres cas, il y avait des cahiers électoraux avec des noms omis. »²²¹

Par exemple, le poste de vote EP1 de Malema, poste administratif de Mulela, district de Pebane, n'avait toujours pas à 15 heures, le 1^{er} décembre 2004, la nouvelle liste électorale actualisée en 2003, il avait seulement celle de 1999. Donc, ont eu le droit de vote seulement ceux dont les noms faisaient partie du cahier de 1999²²². Le recul de la Renamo peut entre autres, être expliqué par cette « désorganisation volontaire » du processus électorale (troc des listes électorales, éloignement des bureaux de votes, etc.). Il faut signaler aussi que les manœuvres du Frelimo pour désorganiser le processus avaient commencé pendant le recensement électoral. Selon le Carter Center, la distance moyenne entre les lieux de résidence des électeurs et les lieux de recensement était deux fois plus importante en Zambézie et Nampula que pour la moyenne nationale²²³. Également, pendant le recensement électoral, la Renamo se plaignait de la non-mobilisation d'un nombre suffisant de brigades pour recenser les électeurs dans les régions où elle a une forte influence. De plus, il ne fut pas effectué de nouveau recensement (comme le demandait l'opposition et comment il paraissait plus logique). Il fut simplement réalisé une actualisation des anciennes listes électorales, sans tenir compte par exemple des personnes décédées. Dans ce cas, comment peut-on analyser le taux réel d'abstention, par exemple ? Il est évident que le taux d'abstention annoncé ne correspond pas à la réalité. Dans ce sens l'analyse quantitative d'élections au Mozambique pose des problèmes insurmontables. Il est illustratif le fait que, à l'instar des élections de 1999, les résultats détaillés par bureau de vote ne furent pas publiés. Et ce qui est sûr, c'est qu'on alla aux élections sans que le nombre total d'électeurs ne soit publié, ce qui permet potentiellement toutes les fraudes.

²²⁰ Entretien avec le prêtre Luciano, Quelimane, 4 décembre 2004.

²²¹ Entretien avec José Chambal, Quelimane, 4 décembre, 2004.

²²² Observation personnelle.

²²³ Relatório do Carter Center sobre a atualização do recenseamento Eleitoral de Moçambique, 28 juin-15 juillet 2004, Maputo, août 2004, in <www.cartercenter.org/documents/1831.pdf>.

La « résistance » de la Zambézie

À l'inverse du résultat national, la Renamo gagna encore une fois les élections en Zambézie. En effet, elle obtint 52,73 % de voix et son candidat, 56,78 %. Quant à Armando Guebuza, il obtint 37,45 % et le Frelimo 36,31 %. Dans un contexte globalement catastrophique pour elle, la Renamo se retrouva néanmoins avec des majorités absolues, voire des scores dépassant les deux tiers des voix dans les régions frontalières avec le Malawi, telles Milange et Morrumbala, (à l'exception de Lugela, où elle détient une majorité relative). Le même score fut observable en Alto-Molocué, district frontalier avec la province de Nampula et berceau des *Naparamas* en Zambézie. Dans la zone côtière et dans les zones de l'intérieur, la Renamo garda des majorités relatives. À l'exception de Gurué où elle avait perdu en 1994, mais gagné en 1999 et 2004, de Inhassunge où elle a perdu tant aux élections de 1994 qu'à celles de 1999 et 2004, la Renamo domina à nouveau complètement la circonscription électorale de Zambézie. Le cas du district côtier d'Inhassunge mérite une analyse à part, en tant que seul district où la Renamo ne réussit jamais à gagner en Zambézie. Il semble que la raison principale en soit le fait que ce mouvement ait assassiné pendant la guerre civile, trois prêtres italiens des Capucins (Camillo Campanella, Francisco Bortolotti e Oreste Saltori) en 1989²²⁴, une congrégation très influente dans cette région. La population d'Inhassunge n'a jamais pardonné cela. Naturellement, ce fait fut exploité par le Frelimo pendant la campagne électorale, pour montrer le caractère « mauvais » de la Renamo. Un fait nouveau dans les dernières élections de 2004, fut la victoire du Frelimo dans le district côtier de Chinde, proche de Quelimane, une région auparavant acquise à la Renamo. Il faut souligner aussi que le Frelimo perdit encore à Quelimane, plein « cœur » de la créolité, le centre de tous les maux sociaux selon ce parti.

²²⁴ « Ocorrido há seis meses em Inhassunge. BA's responsáveis pelo assassinato dos padres. Confirmam sacerdotes da Ordem Capuchinhos da Itália », *Notícias* (Maputo), n° 21319, 9 octobre 1989.

Document n°42. Nombre de députés pour chaque parti en 2004

Circonscription	Frelimo	Renamo-UE
Niassa	9	3
Cabo Delgado	22	4
Nampula	27	23
Zambézie	19	29
Tete	14	4
Manica	7	7
Sofala	6	18
Inhambane	15	1
Gaza	17	0
Maputo Province	12	1
Maputo ville	14	2
Africa	1	0
Europe	1	0
Total	160	90

Source : Boletim sobre o processo político em Moçambique, n° 32, 15 juillet 2005, in <http://www.mozambique.mz/awepa/awepa31/awepa31.htm>.

Document n°43. Frelimo, Renamo- Résultats des élections législatives et présidentielles de 2004 par district en Zambézie

Elections Législatives				District	Elections Présidentielles			
Frelimo		Renamo			Frelimo		Renamo	
Voix	(%)	Voix	(%)		Voix	(%)	Voix	(%)
10 320	24	23 979	57	Alto Molocué	9 782	26	24 133	63
8 021	40	7 537	37	Chinde	8 686	44	8 520	43
15 607	45	16 818	49	Quelimane	16 907	43	18 758	48
6 455	39	6 797	41	Gilé	7 123	42	7 800	46
16 053	36	19 209	43	Gurué	17 349	39	21 661	49
7 675	28	12 529	46	Ile	8 491	31	14 325	53
6 839	45	4 789	31	Inhassunge	7 544	49	5 266	34
5 786	31	7 810	42	Lugela	6 040	33	9 134	50
8 004	29	10 342	38	Maganja da Costa	9 944	33	13 593	46
6 384	14	25 158	56	Milange	7 181	16	29 471	66
14 222	40	14 622	41	Mocuba	15 148	43	16 013	45
3 841	33	5 100	44	Mopeia	4 068	36	5 794	51
6 123	20	18 416	59	Morrumbala	7 323	23	21 201	66
7 348	25	12 942	44	Namacurra	8 529	28	15 681	52
6 246	32	7 539	38	Namarroi	7 223	35	9 396	46
10 367	33	12 341	40	Nicoadala	11 603	37	14 622	46
8 895	37	9 227	38	Pebane	9 201	40	10 458	45

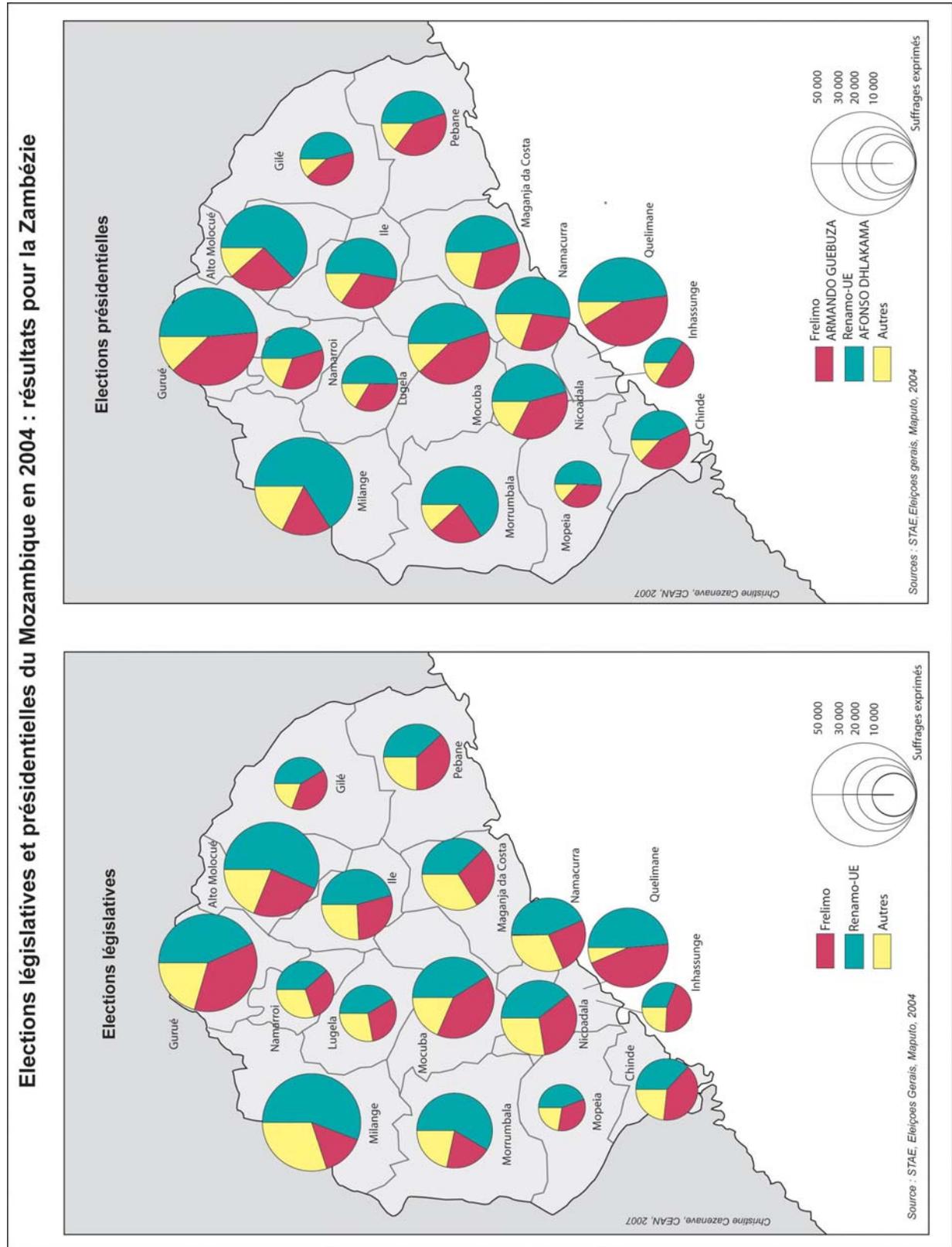
Source : STAE, Eleições Gerais 2004, Maputo, 2005.

Par rapport à 1999, la Renamo perdit cinq députés, elle passa donc de trente-quatre à vingt-neuf députés. Quant au Frelimo, il gagna quatre, passant de quinze à dix-neuf députés. La Zambézie (de pair avec Sofala), resta quand même, la circonscription où la Renamo enregistra le moins de pertes par rapport aux précédentes élections.

Cependant, malgré le fait que la Zambézie vote en faveur de la Renamo, pendant les dernières élections municipales de 2003 en Zambézie, le Frelimo a gagné dans les quatre municipalités de cette province à savoir Quelimane, Mocuba, Gurué et Milange. Comment expliquer cela ?

D'abord, il faut noter que, à la différence des élections générales, où la totalité du district (avec ses postes administratifs et ses localités) correspond à une circonscription électorale, dans les élections municipales, seul le chef-lieu du district est considéré municipalité, correspondant donc à une circonscription électorale. Mais le gros de la population qui n'habite pas les chefs-lieux est ainsi exclu du processus. Et globalement, l'électorat du Frelimo est urbain. On comprend alors la différence entre les résultats des élections générales et des élections municipales. L'illusion des résultats des élections municipales de 2003 fut confirmée par les élections générales de 2004.

De même, il faut souligner deux cas intéressants survenus dans les villes de Mocuba et de Quelimane. Dans la première ville, le candidat de la Renamo-UE, José Manteigas Gabriel fut exclu par la Commission Nationale d'Élections (CNE), après une réclamation du Frelimo arguant de l'existence de nombreuses irrégularités dans sa candidature. Selon le Frelimo, José Manteigas avait falsifié les documents qui prouvaient qu'il était résident de la ville de Mocuba six mois avant les élections, comme le préconise la loi. Cela s'est révélé plus tard faux et après un recours de la Renamo-UE, le Conseil Constitutionnel a décidé d'annuler la décision de la CNE mais... à un jour de la réalisation du scrutin, ce qui ne permettait plus au candidat de ce parti de mener une campagne électorale quelconque. Pour cela, la Renamo demanda à la CNE, la suspension du processus électoral dans cette municipalité, demande refusée. Et comme était prévisible, la victoire à Mocuba fut acquise au Frelimo et son candidat, Rogério Gaspar.



À Quelimane, le Frelimo qui se savait être en terre hostile, présenta comme candidat Pio Matos, un métis d'une des anciennes familles créoles zambéziennes et ancien membre de la Renamo. Cela fut aussi décisif pour la victoire de ce parti, les Zambéziens votèrent plus pour Pio Matos que pour le parti, comme le montre le témoignage suivant :

« Pio Matos est un enfant du pays. Nous avons voté pour lui parce qu'il vient d'une famille très connue ici, d'une famille très respectée. Nous n'avons pas voté pour le Frelimo. Si le Frelimo avait présenté un autre candidat que Pio Matos, il aurait perdu les élections »²²⁵.

Cela montre que ce n'est pas parce que les Zambéziens s'identifient idéologiquement avec la Renamo, mais elle est utilisée comme un instrument pour faire pression au Frelimo.

Pourquoi voter Renamo ?

La manière la plus féconde de comprendre les raisons pour lesquelles la Zambézie vote en faveur de la Renamo, c'est de « laisser parler » les Zambéziens. D'abord, il faut souligner que certains facteurs comme la pauvreté, le chômage, la corruption, la criminalité, évoquées pour justifier le vote en faveur de la Renamo, ne sont pas seulement spécifiques à la Zambézie. Néanmoins, il y en a d'autres, qui la concernent spécifiquement, tels que la « théorie » du complot : pour les Zambéziens, il y aurait du côté du Frelimo une intention délibérée de détruire la Zambézie. On commencera par les facteurs les plus généraux pour insister ensuite sur ceux qui conduisent au « zambézianisme ».

Le chômage, la pauvreté, la guerre civile et l'exclusion comme déterminants du vote

On a vu lors du chapitre précédent, que lorsque le Frelimo est arrivé au pouvoir, un chaos économique a suivi et a entraîné la perte de milliers d'emplois et la fermeture de nombreuses entreprises et usines. Or dans une région comme la Zambézie qui n'avait jamais connu le chômage, cela lui a coûté cher ; les gens l'ont rendu responsable de ce malheur qu'ils vivent aujourd'hui :

« Lorsque le Frelimo est arrivé, les emplois ont disparu, il y a eu la famine. Après l'indépendance, il n'y a pas eu une grande considération pour la Zambézie de la part du Frelimo. Les gens devaient marcher de nombreux kilomètres en quête d'eau. C'est aussi parce

²²⁵ Entretien avec Caldino Dalmas, Quelimane, 25 novembre 2005.

que les gens pensent que le gouvernement du Frelimo est du Sud, parce qu'il n'y a pas de transports, que les immeubles sont seulement ceux du temps colonial... »²²⁶.

Le mécontentement de milliers d'anciens travailleurs de plantations zambéziens est, sans aucun doute, un facteur déterminant du vote. Ces derniers tiennent le Frelimo pour responsable de la grave situation dans laquelle ils se trouvent depuis longtemps, et réclament des indemnités que le gouvernement rechigne à payer. Lors de la campagne électorale de 2004, Luísa Diogo, directrice de campagne du Frelimo pour la Zambézie et Première ministre, a dû organiser une réunion d'urgence avec des milliers d'anciens travailleurs de l'ancienne entreprise d'État de production de thé, Eموcha, tombés en disgrâce après sa fermeture, à qui elle a dû promettre des dédommagements²²⁷. Au mécontentement d'anciens travailleurs de plantations, il faut ajouter celui d'anciens petits propriétaires de plantations, en particulier des planteurs de cocotiers de la zone côtière. Ceux-ci, qui étaient vus par le Frelimo comme des « petits-bourgeois », sont de ceux qui souffrirent le plus de la désorganisation du circuit de commercialisation (fuite de commerçants portugais et indiens, manque de transports et de marché, difficultés du port de Quelimane, problèmes de routes, etc.). En 1978, il y avait dans toute la province de Zambézie environ dix mille tonnes de coprah en train de pourrir, car il n'y avait aucune possibilité d'écoulement²²⁸. Le petit producteur, ne vivant que de cela, était le plus touché par cette situation. Les compagnies qui leur achetaient leur production habituellement ne pouvaient plus le faire, car se débattant dans les mêmes problèmes. Leurs entrepôts se retrouvaient remplis à ras bord de coprah, dont elles ne savaient pas quoi faire. Il ne faut pas oublier que les petits producteurs représentaient 43 % de la production totale de coprah en Zambézie²²⁹. Les revenus qu'ils tiraient de la vente de coprah aux compagnies avaient énormément contribué à leur émancipation. La situation était extrêmement désespérante :

²²⁶ Entretien avec Sadiane, 16 novembre 2005.

²²⁷ « Como votarão os descontentes ? », *Media fax*, 30 novembre 2004, <www.macua.blogs.com>. Le gouvernement d'Armando Guebuza qui prend au sérieux cette question a commencé tout suite après son investiture à faire l'inventaire de ces travailleurs mécontents, afin des procéder au paiement des indemnités respectives. C'est le cas des 4 500 anciens travailleurs du Complexo Agro-pecuário de Lioma, ancienne entreprise de l'État. Dans le cas des anciens travailleurs d'Emocha, le gouvernement a déjà commencé le paiement des dédommagements. Voir à ce sujet, « governo gasta cerca de 70 milhões para ex-trabalhadores do Complexo Agro-pecuário de Lioma », 20 mars 2006, <<http://www.zambezia.co.mz/content/view/1876/81/-27k>>. ; « No Gurué: Governo paga salários das indemnizações dos trabalhadores da extinta EMOCHÁ », 28 juin 2006, <<http://www.zambezia.co.mz/content/view/2279/-26k>>.

²²⁸ « Zambézia: o difícil escoamento dos produtos agrícolas. Copra: 10 mil toneladas à espera de barco », (*Tempo*), Maputo, n°405, 9 juillet 1978.

²²⁹ *A Copra na economia geral de Moçambique*, Braga, Livraria Cruz, 1950.

« Les gens n'avaient pas besoin de travailler pendant le temps du *colono* [des Portugais]. Ils faisaient de l'agriculture et vendaient leurs cocos aux compagnies [...] Ici les compagnies dépendaient énormément de la production paysanne, mais avec l'indépendance, tout a changé [...] tout a disparu. Les gens étaient obligés de manger du coco tous les jours, car il n'y avait rien d'autre à manger. La Madal [Sociedade de], la Boror [Companhia do] ou la Companhia da Zambézia n'achetaient plus les cocos [...] les enfants étaient obligés de rester à la maison sans pouvoir aller à l'école, car la population n'avait pas d'argent pour leurs acheter des vêtements [...]. Aujourd'hui les gens sont pauvres [...]. Tous ceux qui vivaient de leurs cocoteraies sont devenus pauvres [...] comment veux-tu qu'ils oublient cela ? »²³⁰.

Cette crise ne touchait pas seulement le secteur de la coprah, mais tout le secteur agricole zambézien.

Outre la question de la pauvreté et du chômage, l'action des soldats du Frelimo pendant la guerre civile est un autre motif évoqué pour expliquer la désaffection des Zambéziens envers ce parti. Ainsi en témoigne Manuel Abudo, originaire d'Inhassunge :

« Dans ma région, Micaune, la plupart de gens adorent la Renamo. C'est parce que les choses (produites) sont très chères et parce qu'il y a du chômage. C'est pour cela qu'ils n'aiment pas le Frelimo. Les gens pensent que, avec la Renamo, peut-être les choses ne seraient pas comme ça. C'est aussi à cause des promesses non accomplies du Frelimo. Mais aussi parce que pendant la guerre, les soldats du Frelimo ont tué beaucoup de gens dans la zone des Abreu. Lorsque le Frelimo est allé récupérer cette zone, il a dit : ce sont vous les hommes, qui ont collaboré avec la Renamo alors, les hommes étaient tués dans la zone des Abreu, à Inhassunge. Dans la zone de Katsiwa, le Frelimo a tué beaucoup de gens. Il s'agissait seulement des hommes, qui étaient tués, non des femmes [...] les soldats du Frelimo nous faisaient souffrir. Dans cette zone, la population a vécu très longtemps avec la Renamo. Lorsque les soldats de la Renamo avaient faim, ils allaient demander à la population, ils n'arrachaient pas en usant la force, ils demandaient [...]. Les dirigeants pensent juste à remplir leurs poches. Qu'en est-il de l'aide des pays étrangers ? Est-ce que ces pays n'envoient rien pour nous ? Nous sommes souffrants toujours. »²³¹.

La même thèse est défendue par un autre témoin, accentuant aussi le fait que les Zambéziens sont fatigués du tribalisme pratiqué par le Frelimo :

« C'est la pauvreté qui amène les gens à voter la Renamo. Les gens pensent que, avec la Renamo, les choses vont s'améliorer. Les gens disent que dans notre région il n'y a rien, alors qu'au Sud, il y a tout. Même quand je suis allé rendre visite à mon beau-père, il m'a dit que Guebuza va gagner parce qu'il est du Nord. Un président qui vient du Nord peut penser à nous. Nous sommes fatigués des ces *gajos* [mecs] du Sud. Ils font tout pour le sud, tout c'est qui est bon se trouve au Sud. Alors, les gens veulent qu'il y ait des biens aussi dans leur zone [...] au moins quelques changements. Socone, qui est ma zone d'origine, produit beaucoup de maïs et

²³⁰ Entretien avec Caldino Damas, 25 novembre 2005.

²³¹ Entretien avec Manuel Abudo, Quelimane, 30 novembre 2005.

beaucoup de camions venaient de Maputo pour acheter le maïs. Mais les gens vendaient seulement parce qu'ils n'avaient pas d'autre choix, ils préféraient avoir d'autres types de clients que ces gens du Sud. Ils nous disaient que vendre le maïs aux gens du Sud, même si cela leur rapportait de l'argent, c'était la même chose que le jeter. Cela leur faisait très mal de vendre le maïs aux gens du Sud. Ils demandaient pourquoi dans leurs coins, il n'y avait même pas l'un des leurs capable d'acheter le maïs. Même dans les *serviços* [de la fonction publique], il y a seulement les gens du Sud. Même dans la brousse les paysans pensent de cette façon, qu'ils sont en train d'être exploités par les gens du Sud. C'est aussi parce que pendant la guerre, le Frelimo a fait "*muita merda*" [beaucoup d'atrocités]. Les soldats tiraient en l'air et tandis que la population fuyait, ils en profitaient pour voler. S'ils étaient découverts en train de voler, ils tuaient les paysans. Beaucoup de *coisas* [infrastructures] ont été détruites par le Frelimo, mais les gens ont peur de le dire. »²³²

Le sentiment d'exclusion et de marginalisation est aussi partagé par Gory, un jeune de 27 ans résidant à Quelimane et travaillant dans l'un des restaurants les plus importants de cette ville. Selon lui, le Zambézien est l'individu le plus méprisé par le Frelimo :

« Les gens sont révoltés contre le Frelimo. Nous recevons beaucoup d'offrandes des pays étrangers, mais rien ne change. 25, 27 années de gouvernement du Frelimo et rien bouge. Bien des produits qui sont en train de développer le pays viennent de la Zambézie, mais cela ne profite pas à la Zambézie, il y a juste de l'exploitation. Les gens ici en Zambézie font tout faire pour faire tomber le gouvernement du Frelimo. Tout le monde ici parle de cela [...] quelques fois les entreprises sont privatisées, mais cela ne donne aucun bénéfice, il y a beaucoup de chômage [...] Les gens qui fréquentent ce bar, ici où je travaille, viennent du Sud. Je ne sais pas s'il n'y a des Zambéziens capables de fréquenter ce bar. Mais je pense qu'ils veulent venir, sauf qu'ils n'en ont les moyens. La plupart de mes collègues viennent du Sud, les gens du Sud sont considérés comme les plus "capables". Le Zambézien est le moins considéré. Ici en Zambézie, nous sommes piétinés par les gens du Sud. Ce n'est pas la Renamo qui oblige les gens à se révolter, cela date de longtemps. Avant, lorsque le Frelimo était le seul parti, les gens se révoltaient, mais ils étaient maltraités. Nous voulons tester un président du Nord ou du Centre, juste un mandat, pour voir quels seront ses rapports avec le peuple. Dans la campagne, le sentiment contre le Frelimo est plus fort qu'ici dans la ville, parce que là-bas, la "guerre" contre la famine continue encore. »²³³

Cette marginalisation est traduite par certains Zambéziens comme « théorie du complot ».

Un complot du Frelimo pour détruire la Zambézie ?

Pour les Zambéziens, le Frelimo, n'a jamais voulu développer cette province, sous prétexte qu'il s'agissait d'une province rebelle, très proche des Portugais. Cette méfiance des Zambéziens envers le Frelimo, s'explique par la façon dont le Frelimo s'est comporté pendant les premières

²³² Entretien avec Ernesto Bacalhau, Maputo, 10 novembre 2005.

²³³ Entretien avec Almeida Gory, Quelimane, 6 décembre 2005.

années de l'indépendance. Verónica Fijamo livre ce qu'elle considère accablant, le sentiment des Zambéziens envers le Frelimo :

« Certes, nous n'avons pas adhéré à la lutte anticoloniale, mais la Zambézie fait partie du Mozambique [...] nous entendons toujours parler des ponts et des routes, tous construits à Maputo. La Zambézie fait partie du Mozambique, ne cessera jamais de faire partie du Mozambique. Les gamins déposent des CV, mais seuls ceux de Maputo décrochent un emploi. As tu déjà vu un hypermarché ici ? Nous avons la voie ferrée des CFM [Chemin de Fer du Mozambique], mais à quoi ça sert ? Tous les trains sont en panne, est-ce possible ? Nous n'avons aucun train ! Les gamins sont diplômés, mais ils ne trouvent pas de travail. J'ai un cousin qui a été diplômé à Cuamba [Faculté d'Agronomie de l'Université Catholique au Niassa], mais il ne trouve d'emploi nulle part. Même à Maputo, ils mangent du meilleur poisson alors que nous ici, nous avons beaucoup de rivières. Même s'ils nomment un dirigeant zambézien à la tête de la province, ce sont ceux du Sud qui commandent, ils effraient ce dirigeant et il ne fait rien pour la Zambézie. Le futur de la Zambézie, c'est de tomber, cela va s'effondrer. Même si un Zambézien essaie de s'en sortir, il est toute suite bloqué. Il y a combien d'années que l'on parle du pont sur le fleuve Zambèze ? Ou sur la rivière Lugela²³⁴ ? C'est très triste, la situation de notre Zambézie. Il est dommage que tu n'aies pas de transport, tu irais voir ce que se passe dans les districts. C'est triste, très triste voir notre Zambézie dans cet état. Nos clubs [de football] aussi, ne marchent pas. Avant ce n'était pas comme ça. Pourquoi avons nous renvoyés les Blancs chez eux ? Nous allons encore avoir trop de problèmes. Le Frelimo s'est trop vengé sur la Zambézie. Les autres régions n'ont pas été traitées de cette façon. Tu vas à Maputo et tu trouves des villas, ici rien ! La Zambézie est le grenier du Mozambique. Le Mozambique sans la Zambézie n'existe pas. Nous avons bien reçu le Frelimo lors de l'indépendance, je ne comprends pas cette hostilité. Ils ont été bien reçus, mais nous avons commencé à voir des choses, le Frelimo nous a beaucoup piétinés, il était très raciste [contre les mulâtres]. »²³⁵

Cette « théorie du complot » s'explique aussi par le sentiment selon lequel, les bombardements aériens du Frelimo contre la Renamo en Zambézie et qui ont détruit beaucoup d'infrastructures et tué beaucoup de civils, ont été intentionnels, le but étant d'anéantir complètement cette province.

Camal Meragi, ancien assimilé, né à Maputo mais parti en Zambézie lorsqu'il avait seulement trois mois et appartenant à l'élite créole, livre la perception que les Zambéziens ont du Frelimo, tenu comme responsable de tous les malheurs de la Zambézie. Selon les Zambéziens, il y a un complot préparé par le Frelimo, pour détruire la Zambézie:

²³⁴ Ce pont qui sépare les districts de Lugela et de Mocuba, a été détruit par la Renamo pendant la guerre civile.

²³⁵ Entretien avec Verónica Fijamo, Quelimane, 29 novembre 2005.

« Aujourd'hui, on peut dire catégoriquement que la Renamo a une influence très forte. Les gens pendant la journée sont du Frelimo, mais pendant la nuit ils sont de la Renamo²³⁶. Envers la Zambézie, il y a eu une stratégie délibérée pour tout détruire. Cela a été une stratégie pendant la guerre civile. Il y a déjà eu des investisseurs qui voulaient reprendre l'exploitation du palmier²³⁷, mais le gouvernement n'a pas accepté. La Zambézie est stoppée délibérément. Il convient de maintenir clairement et délibérément la Zambézie sous-développée. Le *colono* [colonisateur] portugais laissait le Noir se développer, mais le gouvernement du Frelimo n'a jamais donné de liberté au Zambézien pour libérer son initiative créatrice. Il n'y pas le sentiment que la Zambézie fait partie du Mozambique. Nous y vivons parce qu'il n'y a pas d'autre choix [...] Tout ce qui est en train d'arriver à la Zambézie, tout cela a été planifié pour faire stagner la Zambézie. Au Zambézien n'a été donnée aucune opportunité. La plupart des dirigeants étaient du Sud. Tous les postes les plus importants étaient occupés par les sudistes. Les directeurs de transports, de la santé, etc., tout ce personnel était du Sud. »²³⁸.

Le vote renamien de la Zambézie : une revanche à l'hostilité du Frelimo

Pour Camal Meragi, les discours très hostiles de Samora Machel en Zambézie, expliquent aussi les réticences des Zambéziens envers ce parti :

« Il y a le discours de Samora Machel qui a créé l'exode de beaucoup de Zambéziens vers Maputo [...], c'étaient les Zambéziens qui se mariaient avec les *Maputenses* [de Maputo] [...] les gens pensaient que dans l'éventualité où le gouvernement prendrait des mesures répressives envers les Zambéziens, ils allaient s'en sortir. Les gens disaient lors des fêtes : "je suis protégé car je me suis marié avec une ou un *Maputense*" [...], d'autres sont allés au Portugal. »²³⁹.

Selon les témoignages recueillis auprès de l'élite créole zambézienne, les métis ont souffert après l'indépendance, ont été discriminés par le Frelimo, accusés d'être des amis des Portugais, d'élitistes, etc. :

« Pour le Frelimo, les Mozambicains étaient les Noirs, les métis ont souffert ici en Zambézie. Cela prendra beaucoup de temps pour cicatriser. Le Frelimo est mal entré en Zambézie [...], même les visites du Président ici n'ont jamais été heureuses. À chaque foi les zambéziens étaient offensés. C'est pour cela que les Zambéziens n'adhèrent pas au Frelimo. »²⁴⁰

De fait, chaque déplacement de Samora Machel en Zambézie, fut motif d'inquiétude pour les Zambéziens. Le simple fait de ne pas aller aux meetings du Président de la République était vu comme un signe d'élitisme et de racisme²⁴¹. Les attaques de Samora Machel envers les

²³⁶ Il est vrai que nombre de gens maintiennent les apparences pour ne pas être châtiés par le Frelimo. Ce châtiement peut passer par exemple, par la perte d'emploi pour les fonctionnaires, ainsi que par la marginalisation sociale et politique.

²³⁷ Rappelons que la Zambézie possède un des plus grandes cocoteraies du monde.

²³⁸ Entretien avec Camal Meragi, Quelimane, 27 novembre 2005.

²³⁹ *Ibidem*.

²⁴⁰ Entretien avec René Trindade, Quelimane, 31 octobre 2005

²⁴¹ S. MACHEL, *A nossa força esta na unidade...*, *op. cit.*, p. 32.

Zambéziens, commencèrent dès son fameux voyage « triomphal » (de l'extrême nord à l'extrême sud, soit du Rovuma au Maputo). Le discours de Samora Machel en 1975 avait obligé Joaquim Chissano, à voyager d'urgence à Quelimane, pour apaiser les esprits²⁴².

Le discours de Quelimane de juin 1983, déjà cité, est une marque importante pour comprendre les mauvais rapports entre le Frelimo et les Zambéziens. Les Zambéziens ne pardonnèrent jamais ce discours de Samora Machel et restèrent toujours avec l'impression que le Frelimo ne les avait jamais portés dans leur cœur. Le vote zambézien en faveur de la Renamo, ainsi que la méfiance envers le Frelimo, trouvent aussi dans ce discours sa légitimation.

Le conflit entre la Zambézie et le Frelimo, n'est pas seulement un conflit entre deux générations d'élites différentes, il est aussi un conflit entre la vision « frelimiste » de la société, plus exactement, entre la classique division entre « zone libérée » et « zone non libérée ». Le Frelimo n'avait pas compris que l'identité politique zambézienne n'était pas au départ un problème en soi. Elle était la seule façon pour les élites zambéziennes de perpétuer le mythe de la « Grande et vieille Zambézie », la seule façon d'exister, de se faire respecter et de se faire entendre, après avoir été complètement déçues à l'orée du XX^e siècle par le capitalisme. Elle était devenue un problème lorsque, sous prétexte de combattre l'élitisme, le processus d'identification de cette région à la « Nation » a été bloqué.

²⁴² J. JARDIM, *Moçambique terra...*, *op. cit.*, p. 383.

Conclusion de la troisième partie

Les deux derniers chapitres ont peint, l'essentiel des représentations que le Frelimo a de la société zambézienne, et de leurs rapports depuis l'indépendance à nos jours. Il ne fait aucun doute que le Frelimo n'a pas traité de la même façon les *assimilados*, les « collaborateurs » de l'ennemi ou les soi-disant bourgeois du Sud de la même manière que ceux de Zambézie. Comme le disait René Trindade, petit-fils des deux grands *prazeiros* zambéziens, Mariano Henriques de Nazaré et António Manuel de Sousa, ancien administrateur colonial, membre des commandos portugais et de l'ANP, qui fut pour cela persécuté : « Joel Libombo [du sud] ne fut-il pas membre des commandos ? Alors pourquoi deux poids, deux mesures ? »²⁴³

Cependant, il est important de souligner le fait que malgré toutes les vexations, la Zambézie n'a jamais souhaité se séparer du Mozambique. La demande du fédéralisme n'a jamais été comme, il est souvent perçu par le Frelimo, un désir de séparation, mais la recherche, par des segments de l'élite locale, d'un meilleur équilibre régional dans le pays.

Ces deux chapitres ont retracé aussi les grands traits de l'identité politique zambézienne axée notamment sur le complexe de supériorité et le sentiment permanent d'exclusion et sur un rapport spécifique au colonisateur qui poussait plus à un anticolonialisme intégrationniste que séparatiste.

Le nouveau contexte démocratique semble être la seule issue pour cette région. En effet, en votant en faveur de la Renamo, la Zambézie peut forcer le Frelimo à changer d'attitude à son égard. Ce ne veut pas dire évidemment que le Frelimo verrait la Zambézie avec un autre regard, mais simplement qu'il serait obligé de faire une politique d'adaptation pragmatique. Il est évident qu'il n'est plus possible de continuer à ignorer une province si stratégique et si importante que la Zambézie, comme le fut souvent. Elle est comme on l'a vu, la deuxième circonscription électorale du Mozambique. Elle est aussi, une des plus importantes provinces au

²⁴³ Entretien avec René Trindade, Quelimane, 31 octobre 2005.

point de vue économique. C'est dans ce contexte que le Frelimo sera tôt ou tard, forcé de composer avec ce peuple qu'il considère « sans identité », parce qu'il en a une autre, impensable pour lui, donc inexistante.

Conclusion

Tout au long de ce travail la préoccupation fondamentale fut d'expliquer, dans une perspective socio-historique, les raisons pour lesquelles l'identité politique de la Zambézie était au centre de l'origine des clivages entre les Zambéziens et le Frelimo. On a insisté sur le fait qu'on traitait surtout de l'identité politique de la région de la Zambézie qui a connu le premier ou le « vieux » régime de *prazos* et donc une colonisation précoce et qu'il ne s'agissait pas de la totalité des identités politiques dans toute la province de Zambézie. Ceci découle d'une part, de la forme qu'a prise la colonisation dans cette région, car ce n'est pas toute la Zambézie actuelle qui a vécu sous le « vieux » système de *prazos*. L'autre partie de la Zambézie a seulement connu le système des *prazos* de compagnies, à l'orée du XX^e siècle. C'est pour cela qu'on parle de différents « âges » de colonisation. Cependant, l'identité politique dont on il est question ici prend le dessus sur les autres identités politiques tout simplement parce qu'elle exprime aujourd'hui, en grande partie, le sentiment des tous les Zambéziens. Par exemple, ce sont tous les Zambéziens que se sentent exclus et méprisés par le pouvoir.

L'étude de l'identité politique zambézienne a impliqué l'analyse des origines de la société créole et métisse de cette province, ses rapports à l'État colonial et au Frelimo. Étudier l'identité politique zambézienne visait aussi à donner une explication scientifique à la vision stéréotypée de cette société et à montrer comment elle a contribué non seulement à la stigmatisation du Zambézien, mais aussi à creuser l'écart entre celui-ci et les gens du Sud, identifiés comme étant du Frelimo. De même, on a essayé de démontrer comment le Frelimo dans sa croisade contre les créoles et métis zambéziens a transformé en un grand problème l'identité politique de cette province. On n'a pas oublié non plus de montrer comment cette identité politique se mobilise aujourd'hui, dans le nouveau cadre politique comme ressource par les hommes politiques, surtout ceux de l'opposition, notamment la Renamo. Avant de conclure, il faut ajouter quelques mots sur l'idéologie assimilationniste zambézienne, sur le rapport entre la société

créole zambézienne et le politique dans le nouveau cadre de pluralisme politique et enfin sur ce qui semble être un « retournement de veste » de la part du Frelimo par rapport à la Zambézie.

Le projet assimilationniste Zambézien : un parallèle avec le cas martiniquais

Les idées assimilationnistes de José Roldão ou d'Arrone Fijamo peuvent d'une certaine façon être comparées à celles du Martiniquais Aimé Césaire. Quelle est la différence entre les propos de José Roldão lorsqu'il demandait l'intégration des Africains dans les institutions publiques, les mêmes droits et obligations pour les Africains assimilés que ceux octroyés à leurs frères portugais, et ceux d'Aimé Césaire qui dans ce qu'il appela la « départementalisation » et non « assimilation », demandait à la mère patrie, les mêmes salaires pour les Martiniquais que ceux payés aux Français de Métropole, les mêmes mesures sociales (allocations familiales, congés payés, etc.) ?¹ Sur le plan formel, il n'y a pas de différence et on peut considérer que la revendication intégrationniste était une forme d'anticolonialisme, comme on l'a vu aux premiers chapitres. Mais la différence fondamentale réside dans le fait que dans le cas zambézien on est en présence d'une société préexistante au colonialisme, même si elle en a subi de profondes transformations pendant la colonisation. Il s'agit d'une société bantoue, soumise, exploitée mais survivante. Dans le second cas, il s'agit d'une société « fabriquée » entièrement par la colonisation avec l'importation d'Africains. Dans ce dernier cas, il s'agissait de la revendication sociale et politique de descendants d'esclaves, alors que dans le premier, la revendication intégrationniste de l'élite créole s'oppose sur des sociétés africaines dont l'historicité n'avait pas été autant brisée par la traite servile. L'intégrationnisme antillais pouvait être interclassiste ? Pouvait-il concerner beaucoup plus que l'élite en Zambézie ? Mais il ne fait aucun doute que, dans le cas zambézien, si les élites locales furent à l'indépendance vilipendées, c'est d'abord parce que leurs idées du « Grand Portugal » (la métropole avec toutes ses anciennes colonies, ces derniers transformés en DOM-TOM) n'ont pas réussi à s'imposer et furent vaincues par celles du Frelimo qui défendait une séparation pure et simple avec le Portugal. Alors que dans le cas de la Martinique (mais aussi de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion) ce furent les idées assimilationnistes qui triomphèrent. C'est en ce sens qu'il faut inscrire les attaques et la marginalisation des Zambéziens appelés « faux Mozambicains ».

¹ P. LOUIS, *Aimé Césaire. Rencontre avec un nègre fondamental*, Paris, Arléa, 2004.

Les mêmes idées qui, là, furent saluées comme progressistes furent, ici, considérées comme traîtres, et leur milieu social porteur fut stigmatisé.

**L'« assimilationisme » zambézien versus l'« assimilationisme » du
Frelimo : quelles différences ?**

De même pour comprendre les clivages entre les Zambéziens et le Frelimo, il faut se pencher sur les différences entre l'assimilationisme zambézien et celui de l'élite sudiste du Frelimo.

L'assimilation pour les premiers était intimement liée à leur identité profonde, à la différence par exemple de Samora Machel dont l'assimilation demandée en 1957, n'était qu'une simple formalité sur le chemin de la délivrance d'une carte d'identité. L'assimilation était zambézienne de « fait » et non de procédure de cas à la différence de l'élite du Frelimo. C'est cela que le Frelimo ne comprit pas. C'est pour cela encore, qu'il fut facile pour Samora Machel d'« abandonner son assimilation » comme il disait en critique aux assimilés zambéziens qui selon lui, étaient toujours restés « assimilés » malgré l'indépendance². Ces gens-là avaient été socialisés comme des Portugais dès leur enfance, ils avaient été coupés de leur monde africain : langues, mœurs, etc. À l'école, à l'Église, à la maison, toutes ces institutions les socialisaient comme des Portugais. Comme le disait si bien José Roldão, on inculquait à la jeunesse de Quelimane l'amour à la mère-patrie, la fierté d'être portugais (voir chapitre I). Domingos Cardoso, fils d'une *Nhanha* (femme indigène maîtresse d'un Européen) dans cette même lignée de José Roldão dit : « les *nhanhas* avaient la fierté d'éduquer leurs enfants mulâtres comme des Portugais [...] Elles faisaient tout pour les éloigner du milieu d'où elles venaient, c'est-à-dire, du milieu indigène »³. En ce sens, il était légitime pour Roldão de demander « pourquoi se battre contre la mère-patrie », car c'était cette patrie que les avaient éduqués, que les avaient civilisés, eux qui étaient « autant portugais que leurs frères de la métropole » et qui n'avaient pas d'autre patrie que le Portugal (voir chapitre III). Ce sentiment de « portugalité » était manifeste chez les autres créoles zambéziens. C'est le cas de l'alors président de l'Association Africaine de Zambézie, João Artur do Carmo Gomes qui, lors de la visite de Paul Bristol, dirigeant d'une

² S. MACHEL, *A nossa força está na unidade...*, op. cit.

³ Entretien avec Domingos Cardoso, Maputo, 27 décembre 2005.

organisation de la jeunesse du Parti Conservateur Britannique⁴, au local de cette association déclarait:

« Le temps qui passe - appelé l'heure de l'Afrique pour certains - est en train de créer de grandes controverses sur le meilleur chemin à suivre dans ce continent. Indépendance, disent certains ; ségrégation, demandent d'autres. Il faut nous laisser vivre comment on a toujours vécu jusqu'à aujourd'hui. C'est ce que nous demandons nous tous, Portugais de n'importe quelle couleur de peau ou croyance, du Minho ou du Mozambique. C'est avec une grande joie que nous voyons le mouvement de sympathie qui est en train de se créer dans certains pays autour de nos problèmes. Et c'est ainsi que certains observateurs nous visitent, parmi lesquels on a la présence aujourd'hui de Votre Excellence, dont l'intérêt est de voir de près et de fait, notre façon de vivre. Nous n'avons rien à cacher, nous sommes humbles, francs et affables. Nous partageons le même idéal de la patrie... »⁵.

Aucune autre région du Mozambique que la Zambézie n'a subi une colonisation si particulière (système de *prazos*) et seule la Zambézie avec les petites terres firmes en face de l'île de Moçambique et de la presqu'île d'Inhambane ont connu des plantations pendant la période servile. Il ne fait nulle doute que la structuration sociale zambézienne découle de ce type de colonisation. C'est en ce sens qu'il faut comprendre l'idéologie assimilationniste des élites zambéziennes.

Trajectoire politique contemporaine de l'élite créole et métisse zambézienne

À ce stade de notre étude, il est important de dresser un bilan de la situation politique actuelle de l'élite créole et métisse zambézienne. Si à l'indépendance un nombre non négligeable d'entre eux se sont réfugiés au Portugal, soit par crainte de représailles, soit pour fuite à des persécutions, ceux qui restèrent ne font pas partie du paysage politique actuel. La marginalisation fut si forte, qu'encore aujourd'hui on ne trouve aucun Zambézien de la vieille créolité à la tête d'un parti politique, malgré le fait que, comme on l'a dit, la plupart des partis politiques créés à la suite à l'introduction du multipartisme en 1990 sont composés des gens de cette province. Mais il s'agit alors de gens de l'autre Zambézie, celle de la colonisation tardive, qui n'a pas connu le système de *prazos*, en tout cas pas le premier système, surtout de Macua-Lomués. À titre d'exemple, on peut signaler les cas de Carlos Alexandre dos Reis de l'Unamo, Martins Bilal et António Palange du Palmo, Maneca Daniel du Parti de la Rénovation

⁴ Paul Bristol fut entre 1961-1968, le premier leader du Conservative Monday Club. Il s'agissait d'une organisation créée en janvier 1961 par des éléments proches du Parti Conservateur britannique et fortement opposée à la décolonisation de pays africains.

⁵ « Paulo Bristol em Quelimane », *Notícias* (Lourenço Marques), n° 11666, 27 avril 1962.

Démocratique (PRD), José Palaço du Front d'Action Patriotique (FAP). Les seules exceptions dans le monde créole zambézien sont celles de Máximo Dias du Monamo et de Domingos Cardoso. Le premier, dont le parti est quasi-inexistant, a déjà participé aux trois élections qui ont eu lieu jusqu'à aujourd'hui. Dans celle de 1994, il fut candidat à la présidence et son parti aux législatives. Mais dans les autres deux scrutins (1999 et 2004), il ne se présenta pas aux présidentielles, son parti participant aux élections législatives en coalition avec la Renamo. Le second avait créé en 1992 un parti politique désigné Confédération Démocratique du Mozambique (Codemo). Néanmoins, ce parti de Domingos Cardoso qui était une re-création du Mouvement National Africain (Mona), parti créé après le 25 avril 1974, n'a jamais eu d'expression politique, pire encore, il n'a jamais participé à aucun processus électoral, faute de moyens⁶. La plupart d'entre eux, défendent le fédéralisme (Palmo, Unamo, Codemo), seule solution à leurs yeux pour retirer la Zambézie de l'isolement politique, économique et social. C'est aussi la seule façon de redonner une réelle valeur à cette province, la seule façon de se faire entendre. Le fédéralisme n'est pas seulement le désir des leaders politiques zambéziens. C'est aussi le sentiment d'une partie de la créolité zambézienne, comme le dit René Trindade : « Puisque nous avons notre potentialité économique mal exploitée et mal redistribuée, je défends le fédéralisme, chaque province devait avoir une certaine autonomie »⁷.

Cependant en 1992, un groupe composite d'intellectuels zambéziens (créoles et non créoles) résidant à Maputo avait créé le Mouvement Civique de Solidarité et de Soutien à la Zambézie (Mociza), une association dont le but officiel était de « promouvoir les intérêts de cette région ». Parmi ces Zambéziens, il y avait entre autres, Hélder Muteia, Pedro Murrima, Abdul Carimo (un Afro-goannais). Craignant la transformation de ce mouvement en parti politique, le Frelimo coopta certains de ses membres les plus influents à des postes politiques. Ainsi Hélder Muteia fut député (1994-1999), vice-ministre de l'Agriculture en 1998, puis Ministre entre 2000-2004. Abdul Carimo fut député et vice-président de l'Assemblée de la République. Quant à Pedro Murrima, il fut nommé PDG des Services Postaux du Mozambique (Correios de Moçambique). Le Mociza fut ainsi fragilisé à la naissance. Le Mociza n'est qu'un cas parmi d'autres. En effet, le Frelimo procéda de même avec d'autres associations, telle l'Association pour le Développement de Nampula (Assana), qui vit certains de ses membres influents comme

⁶ Entretien avec Domingos Cardoso, Maputo, 27 décembre 2005.

⁷ Entretien avec René Trindade, Quelimane, 30 novembre 2005.

Adelaide Amurane nommé au poste de vice-ministre du Travail ou Dionísio Cherewa, nommé président de la mairie de Nampula.

Néanmoins, aujourd'hui ni Hélder Muteia, Abdul Carimo ou Pedro Murrima n'occupent de postes au sein du parti ou de l'État, au grand dépit des Zambéziens. L'actuel Secrétaire général du Mociza, Feliciano José Leão, affirme que ces trois anciens membres du Mociza furent « séduits et abandonnés par le Frelimo »⁸. Dans ce contexte de marginalisation, certains Zambéziens pensent que leur poids démographique va changer la donne en leur faveur un jour. Ainsi disent-ils, un jour on aura un Zambézien à la tête du pays, car malgré leur marginalisation, ils sont présents presque partout grâce à leur nombre, surtout à Maputo, la capitale :

« Dans les rues de Maputo, on trouve beaucoup de machuabos, on écoute des gens à parler le chuabo à Maputo, dans les marchés informels de Maputo, un grand nombre de gens qui s'y trouvent sont des Zambéziens, au sein des institutions publiques aussi, même au sein du parti Frelimo. Notre heure va arriver. Nous sommes trois millions... »⁹.

Une autre question importante est de savoir pourquoi les dirigeants du Frelimo attaquaient l'assimilationnisme zambézien, alors que eux aussi avaient été assimilés ?

Il faut rappeler que la marginalisation de la Zambézie peut être comparée à la guerre que le Frelimo a livré contre la religion, contre ce qu'il appelé « structures archaïques et féodales » tels le pouvoir traditionnel, la polygamie, les mariages prématurés, les rites d'initiation, etc. Elle peut être comparée aussi et surtout avec la méfiance envers les villes (considérés comme des lieux de vices, de rumeurs, de prostitution, bref, de tous les maux sociaux), envers les régions qui n'ont pas connu la guerre coloniale, appelés officiellement « zones non libérées » (vues comme étant pleines d'hypocrisie et de trahison, où les populations vivaient encore à la mode coloniale) et enfin envers les soi-disant bourgeois (héritiers de la culture coloniale d'exploitation du peuple, et donc dangereux pour le nouvel État « socialiste » alors en construction). Quelle que soit la théorisation portée par le discours du Frelimo, il s'agissait surtout de milieux sociaux étrangers à l'*ethos* et l'*habitus* de la principale élite dirigeante du Frelimo, de milieux sociaux capables de s'opposer aux politiques de ce parti. Il fallait donc les éliminer. Cette crainte était encore grand en ce que concerne la Zambézie où selon le Frelimo, le capitalisme (un ennemi à combattre) avait le plus avancé et avait laissé de fortes racines et attaches. Effectivement, dans

⁸ « Máfias "sino-moçambicana" na Zambézia. "Estamos a ser cercados e o valor da Independência está a perder-se". Diz Feliciano José Leão, SG adjunto da Mociza », 12 février 2007, in <http://www.canalmoz.com/default.jsp?file=ver_artigo&nivel=0&id=&idRec=1569>.

⁹ Entretien avec Roberto do Ó da Silva, Quelimane, 30 novembre 2005.

cette province, la classe ouvrière (anciens travailleurs des plantations) était la plus nombreuse et la propriété des moyens de production n'était pas seulement l'apanage des grandes compagnies et entreprises coloniales. Il y avait un nombre non négligeable de petits propriétaires, surtout de palmiers. Rappelons qu'en Zambézie, les « indigènes » rivalisaient avec les compagnies et les entreprises quant au nombre de cocotiers. Ces gens qui ne vivaient que de cela, furent aussi les plus pénalisés par les politiques du Frelimo.

L'ère Guebuza, un revirement ?

Environ trente ans après la décolonisation du Mozambique, quand le naufrage de la Zambézie semble déjà consommé, on assiste aujourd'hui avec le nouveau régime de Maputo issu des élections de 2004, à un rapprochement avec la Zambézie. En effet, en claire rupture avec la politique jusqu'alors suivie par ses prédécesseurs, le gouvernement du Frelimo dirigé par Armando Guebuza essaie aujourd'hui de courtiser pour la première fois les Zambéziens. La tenue du 9^e congrès du Frelimo du 10 au 14 novembre 2006, en est l'exemple le plus éloquent. En effet, il s'agit de la toute première fois qu'un congrès de ce parti au pouvoir depuis l'indépendance se réalisa en dehors de Maputo. Selon le Frelimo, le choix de la Zambézie pour la réalisation de son congrès s'explique essentiellement « par le fait qu'il s'agit de la province la plus peuplée du Mozambique, une province avec beaucoup de ressources naturelles, grande productrice de coprah, thé, riz, maïs entre autres »¹⁰. En plus, d'après ce parti, la réalisation du congrès à Quelimane, montre que contrairement à ce que disent certains, le Frelimo n'est pas un parti tribaliste ou régionaliste, il est « un parti d'unité nationale »¹¹. En reconnaissant le grand potentiel économique et la grande densité démographique de cette province, non plus comme un danger (comme il l'était selon le Frelimo dans un passé non lointain), le Frelimo ne fait rien d'autre que tenter d'instrumentaliser l'identité zambézienne — les temps nouveaux obligent. De même, en évoquant son caractère « nationaliste », ce parti est simplement en train de faire rompre avec un passé (qui lui poursuit jusqu'à aujourd'hui) dans laquelle les zambéziens furent discriminés. Bref, il s'agit de dire que « le Frelimo n'a jamais discriminé les zambéziens ».

De même, il est intéressant de voir un frémissement de changement dans le discours du Frelimo par rapport à la population de cette province. Il ne s'agit plus d'un peuple sans «

¹⁰ FRELIMO, « IX congresso vai realizar-se em Quelimane », <<http://www.frelimo.org.mz>>.

¹¹ « Mozambique : le parti au pouvoir tient son congrès dans un fief adverse », <www.tv5.org/TV5Site/info/afp_article.php?rub=?>.

identité », un peuple « compliqué » ou « confusionniste », mais d'un peuple, qui peut apporter son « expérience » de vie au Frelimo et au Mozambique :

« Nous sommes convaincus qu'en Zambézie, nous aurons la capacité de nous inspirer des *riches traditions zambéziennes* afin de penser le présent et le futur de ce beau pays, Mozambique, notre patrie aimée. Nous avons encore la conviction que dans la ville de Quelimane, nous aurons la fraîcheur des palmiers, nous bénéficierons de *l'hospitalité de la population de la province de Zambézie, ce diamant encore à tailler*. Nous congratulons la population de la Zambézie pour l'honneur et pour l'opportunité historique d'être la première province à accueillir le premier congrès du Frelimo en dehors de Maputo, depuis la conquête de l'indépendance nationale. »¹².

Cette citation témoigne d'un changement très superficiel, mais l'objectif est le même : s'il faut « tailler le diamant », c'est qu'il faut changer le peuple de la Zambézie, ce dénote toujours une approche paternaliste. Le Frelimo dirait-il de la population de Maputo qu'elle est « à tailler » ? Cela rappelle la fameuse politique des « villages communaux », parfait exemple d'une approche paternaliste, dont le but était d'« organiser le peuple », comme si le peuple avait attendu le Frelimo pour être « organisé »

Cependant la Renamo, principal parti d'opposition et fortement implanté dans la région, essaya tout pour conserver la Zambézie. Ainsi, en claire concurrence avec le Frelimo, elle annonça la tenue d'une réunion de démobilisés de guerre de la Renamo à Quelimane entre le 30 octobre et le 2 novembre 2006, soit quelques jours avant le congrès du Frelimo, dont le but serait la création d'une association des anciens combattants de la lutte pour la « démocratie »¹³. Les dirigeants de la Renamo interrogés à ce sujet, affirmaient que le choix de Quelimane n'avait rien à voir avec la dispute avec le Frelimo en quête d'hégémonie dans cette région : elle fut choisie tout simplement parce qu'elle fait partie du Mozambique¹⁴. Néanmoins, cette intention de la Renamo fut décrite par le Frelimo comme une réelle tentative de faire obstruction à la tenue de son congrès¹⁵. Obstruction, non, affirmation, oui. La cause était aussi que du fait de son importance population, la Zambézie inclut un nombre considérable d'Anciens Combattants de la Renamo. D'ailleurs, le leader de ce parti, vient d'annoncer qu'il possède 5

¹² FRELIMO, « Discurso de Edson Macuáua na Assembleia da República », 2 novembre 2006, <<http://www.frelimo.org.mz>>.

¹³ Cette réunion fut rapportée pour le 19 décembre 2006.

¹⁴ « Quelimane vai aquecer. Desmobilizados da Renamo reunem-se no final de Outubro », 6 septembre, 2006, <http://www.canalmoz.com/default.jsp?file=ver_artigo&nivel=0&id=&idRec=911>.

¹⁵ FRELIMO, « Brigadas centrais partem para as províncias com as atenções viradas para o IX congresso », 18 septembre 2006, <<http://www.frelimo.org.mz>>.

000 hommes dans cette province prêts à combattre le Frelimo en cas de futures fraudes électorales¹⁶.

Comment peut-on interpréter cette nouvelle attitude du Frelimo à l'égard de la Zambézie ? S'agit-il d'un acte de repentance ? Ou d'une simple tactique politique ?

D'abord, il faut dire que le Frelimo n'a pas changé la perception qu'il avait de la Zambézie. Le « rapprochement » avec les Zambéziens fait partie de la nouvelle stratégie politique du Frelimo pour éliminer politiquement la Renamo. Il s'agit aussi, dans un contexte multipartite, de s'assurer du soutien zambézien, la deuxième circonscription électorale du Mozambique. Ensuite, il faut ne pas perdre de vue que ce ne pas seulement la Zambézie qui est « approchée », mais toutes les régions et milieux sociaux auparavant marginalisés. C'est le cas par exemple de Nampula (depuis l'ascension d'Armando Guebuza à la tête de la direction du Frelimo), la plus grande circonscription électorale et fief de la Renamo. D'un point de vue global, cette stratégie fait partie de l'idéologie de parti unique, qui aujourd'hui fait un retour en force sous la forme de l'apologie ouverte de l'ultra-hégémonie. D'ailleurs cette idéologie n'a jamais disparu au sein du Frelimo. Le but c'est d'éliminer toute opposition politique à ce parti¹⁷. Le Frelimo veut la totalité de la nation. C'est donc dans ce contexte global qu'il faut situer l'attitude du Frelimo envers la Zambézie.

¹⁶ FRELIMO, « Dlhkama afirma-se decidido : "Enquanto não governar este país não deixarei a liderança da Renamo" », 6 février 2007, < <http://www.frelimo.org.mz> >.

¹⁷ Les exemples ne manquent pas. Depuis l'ascension d'Armando Guebuza à la présidence du Mozambique, des dizaines de membres de la Renamo furent enrôlés pour le Frelimo en échange de certains bénéfices. De même, ce parti a encouragé la constitution d'une soi-disant « Opposition Constructive », une coalition de huit partis politiques. Cette « opposition » vient d'offrir une somme d'argent au Frelimo en soutien à son congrès !!! Du jamais vue en politique !

De la pertinence de la « mozambicanité »

On l'a dit, l'un des enjeux de cette recherche était de discuter de la pertinence de l'identité mozambicaine, de l'identité « nationale ». L'identité mozambicaine existe-t-elle ? La réponse ne peut être qu'ambivalente. Les pages que l'on vient de lire expriment cette complexité. La nation existe pour ceux qui ont toujours bénéficié du système, pour les gens proches du pouvoir. Pour les Zambéziens par exemple, la « nation » est à 1 200 Kms de chez eux, à Maputo. Quand ils disent que le Frelimo est un parti sudiste et travaille seulement pour le Sud, lorsqu'ils se plaignent d'être exploités par le Sud, que veulent-ils dire ? Ils veulent dire tout simplement qu'ils ne s'identifient pas avec la nation dont parle le Frelimo, ils ne la ressentent pas comme la leur, ils ne s'y sentent que comme simples marginaux. Et lorsque Armando Guebuza, s'adressant au parlement mozambicain, affirma que l'« état de la nation est bon », de quelle nation parla-t-il ? De celle de l'élite du Frelimo, de ceux que profitent du néolibéralisme et de la corruption. La nation – c'est-à-dire la pan-nation mozambicaine – existe uniquement pour ceux qui imaginent le pays à partir de Maputo. Si l'État doit créer la nation, force est de constater que dans le cas mozambicain, elle relève toujours du mirage. Pour que les gens assument la « mozambicanité », il faut que la redistribution de richesses, que le progrès social ne soit pas l'apanage d'un seul groupe, il faut que cet État les intègre en son sein, il faut que la diversité ethnique ne soit pas niée au profit d'un seul groupe – en un mot, il faut qu'il puisse y avoir identification. Ce n'est pas l'hétérogénéité ethnique qui est mauvaise en soi, mais l'usage que l'on fait d'elle. Dans le cas mozambicain, alors que les Machanganas (dans cette acception, tous ceux qui viennent du Sud du Save), disaient « à bas le tribalisme », ils la pratiquaient en excluant les autres du pouvoir. Le « tribalisme » concernait tous ceux qui n'étaient pas comme eux. Même avec le libéralisme, le Frelimo ne s'est pas vraiment ouvert, ceux qui ne partagent pas ses idées restent en dehors de sa « nation ». Le cas zambézien peut donc illustrer l'incongruité du modèle de la nation proclamée avant qu'elle ne soit ressentie.

Sources et Bibliographie

I- Sources orales

Manuel Abudo, Quelimane, 30 novembre 2005

Jeune zambézien de l'ethnie chuabo, né dans l'actuel district d'Inhassunge, ancien Prazo de même nom près de Quelimane. Il travaille aujourd'hui comme « chauffeur » de *Ndjinga* (taxi-vélo). En effet, en Zambézie, le manque des transports publics est comblé par le transport en vélo. Beaucoup de jeunes Zambéziens s'adonnent à ce travail pour survivre. L'entretien a porté sur la dynamique de la guerre en Zambézie et son impact sur la détermination du vote dans la région, favorable à la Renamo.

António Alves, Maputo, 26 octobre 2005

Lomué de l'Alto-Molocué, il fit partie d'un groupe de jeunes de cette région partis se joindre au Frelimo pendant les dernières années de la guerre coloniale. L'intérêt de son témoignage vient du fait qu'il aide à comprendre non seulement les contours de la guerre coloniale en Zambézie, mais également les rapports entre les Lomués et les Chuabos.

Maria Antónia, Quelimane, 4 décembre 2004

L'entretien avec cette jeune Chuabo de Quelimane, a porté sur le quotidien politique zambézien : pourquoi la Zambézie vote en faveur de la Renamo ? Quel regard portent les Zambéziens sur les machanganas (dans cette acception, tous les gens du Sud du Save, tenus comme acquis au Frelimo) ?

Ernesto Bacalhau, Maputo, 10 novembre 2005

Né à Gurué, jeune Lomué habitant Maputo depuis les années 1990, il travaille aujourd'hui à l'Arquivo Histórico de Moçambique à Maputo (AHM). Il a essayé de faire partie des *Naparamas* et l'entretien fut importante a aidé a comprendre non seulement la dynamique de la guerre en Zambézie, mais également le sentiment des Zambéziens envers les gens du Sud.

Eduardo Santos Buancel, Milange, 13 septembre 2004

Ancien combattant, né à Milange où il habite toujours, son témoignage a porté sur la lutte anticoloniale en Zambézie, sur la guerre civile et sur la politique de communalisation de la campagne à Milange.

Domingos Cardoso, Maputo, 27 décembre 2005

Fils d'une *nhanha* zambézienne, ce métis fut l'un des rares Zambéziens de la vieille créolité a créer un parti politique, le Codemo (Confédération Démocratique du Mozambique), lors de l'introduction du pluralisme politique au Mozambique en 1990. Ce parti dont l'existence fut météorique, fut une

réactivation du Mouvement National Africain (Mona) créé après le 25 avril 1974. Il fut à cause de cela persécuté par le régime du Frelimo. À l'instar d'autres Zambéziens, il vit aujourd'hui à Maputo. Il est le témoin vif de la décadence du vieux monde zambézien issu du système des *prazos*.

João Carimo, 20 novembre 2005, Maputo

Ancien journaliste du magazine *Tempo* pendant la guerre civile, aujourd'hui haut-fonctionnaire de la mairie de Quelimane, il a auparavant travaillé dans le gouvernement provincial de Oswaldo Tazama. Il fut témoin de la cruauté de la guerre civile en Zambézie, comme en témoignent ses reportages dans *Tempo*.

José Chambal, Quelimane, 4 décembre, 2004

Changane travaillant en Zambézie depuis un certain temps, il a fait partie de l'*Observatório Eleitoral* et il a travaillé à Mopeia, au poste administratif de Campo. L'entretien a porté sur le processus de vote lors des élections de 2004.

Régulo Cazimbe, Molumbo, Milange, 15 septembre 2004 ; Régulo Mudedereia, Lugela, 27 septembre 2004

Les *régulos* pendant la guerre coloniale, les *régulos* et le Frelimo à l'indépendance, le phénomène *chupa-sangue* : voilà deux *régulos* importants parmi d'autres pour aborder ces sujets. Le choix du *régulo* Cazimbe a tenu au fait qu'un de ses oncles, ancien *régulo* a été assassiné par le Frelimo pendant la guerre coloniale, accusé de soutenir les Portugais. À l'inverse, un des ses neveux, Nedissane Cazimbe fit partie du Frelimo pendant cette guerre. Le second fut choisi parce que son oncle, l'ancien *régulo* Mudedereia a été tué par les Portugais pendant la guerre coloniale accusé de soutenir le Frelimo.

Francisco Conceição, Maputo, août 2004

Né à Inhambane au Sud, F. Conceição est fonctionnaire à l'Université E. Mondlane à Maputo. L'entretien avec lui a porté sur la perception que les « sudistes » ont des Zambéziens. Ces représentations sont le produit du discours du Frelimo à l'égard des Zambéziens et de la Zambézie.

Caldino Dalmas, Quelimane, 25 novembre 2005

Membre du Parti Libéral du Mozambique (Palmo), fondé par le Zambézien António Palange, un des rares à demander le fédéralisme. L'entretien a porté sur les raisons pour lesquelles la Zambézie vote en faveur de la Renamo et sur les rapports entre les Zambéziens et le premier gouverneur du Frelimo en Zambézie, Bonifacio Gruveta.

Verónica Fijamo, Quelimane, 29 novembre 2005

Fille d'Arrone Fijamo, l'une des vedettes du monde associatif zambézien et un grand « laboureur » de la « portugalité » zambézienne, elle vit toujours à Quelimane et travaille à la Banque du Mozambique, la banque centrale. Non seulement son témoignage (dont l'obtention fut difficile à obtenir) fut déterminant pour connaître un peu de la vie de son père, mais également il a beaucoup apporté sur les rapports entre le Frelimo et anciens *assimilados* zambéziens.

Júlio Pedro Francisco, Quelimane, 6 décembre 2005

Retraité des chemins de fer, Júlio Pedro Francisco est membre d'une des familles métisses et créoles zambéziennes ayant fait partie tant de l'AAZ ainsi que de l'AHUZ. Un des ses frères, Bernardo Pedro

Francisco fut même président de cette dernière association. Son témoignage est important pour comprendre le monde des créoles et métis zambéziens, de même que de leur vie associative.

Maria Genoveva, Quelimane, 4 décembre 2004

Jeune fonctionnaire de 29 ans au ministère des Finances à Quelimane où elle est née, elle est l'un des exemples du métissage à la zambézienne : fille d'un Noir avec une femme métisse d'origine Afro-gonaise. La question métisse aujourd'hui, les rapports entre la Zambézie et l'État du Frelimo, furent entre autres, les sujets de l'entretien.

Almeida Gory, Quelimane, 6 décembre 2005

Jeune Chuabo, qui travaille au Refeba, l'un des meilleurs restaurants du vieux Chuabo (autre nom de la ville de Quelimane). L'entretien a porté sur le regard des zambéziens sur le sud, sur le Frelimo et sur la Renamo.

Dom Filipe Governo, Quelimane, 9 octobre 2004

Il fut l'un des premiers et rares noirs à accéder au poste d'évêque pendant les dernières années de la période coloniale et de ce fait l'un des responsables religieux considérés comme « controversé » par des gens proches du pouvoir. Grâce à sa position, il est l'un des témoins privilégiés sur la politique antireligieuse du Frelimo et sur les rapports conflictuels entre ce parti et les Zambéziens.

Waisson Naisson Ligudja, Milange, 3 décembre 2004

Membre du groupe de soldats du Frelimo qui fit la première attaque contre les Portugais à Tacuane en octobre 1964. L'entretien a porté essentiellement sur les raisons de l'échec de la guerre contre les Portugais en Zambézie.

Prêtre Luciano, Quelimane, 4 décembre, 2004

Témoignage intéressant sur les élections de 2004. Le Prêtre Luciano de l'Église catholique fit partie de l'équipe de l'*Observatório Eleitoral* placée en Zambézie. Il a travaillé dans le district de Chinde.

Xavier Maclune, Milange, 2 décembre 2005

Combattant du Frelimo pendant la guerre coloniale, ce Lomué de Milange est aujourd'hui chef des Anciens Combattants. L'entretien a porté sur certains aspects de la guerre coloniale.

Ernesto Malua ("Velho" Malua), Milange, décembre 2005

Combattant clandestin du Frelimo né à Milange où il vit actuellement, ce Lomué fut arrêté et maltraité par la police politique portugaise (PIDE/DGS) pendant la guerre coloniale. Il garde encore les traces de cette période sur son corps. L'entretien avec cet ancien combattant, cadre supérieur du Frelimo à Milange a aidé à comprendre non seulement les contours de la guerre coloniale, mais également la politique de « modernisation autoritaire » du Frelimo (villages communaux, champs collectifs, coopératives, etc.) et la guerre civile à Milange.

Bonifácio Gruveta Massamba, Maputo, 15 janvier 2005

Premier gouverneur de la Zambézie à l'indépendance, député à l'Assemblée de la République, il fait partie du Conseil d'État, institution créée très récemment (2005). Il est un des rares Zambéziens à faire partie des hautes sphères du Frelimo. Il est d'ailleurs aujourd'hui la seule référence zambézienne dans le monde politique du Mozambique. Ce Chuabo, ancien indigène selon la terminologie coloniale, a eu des

difficultés pour diriger la province de Zambézie, à cause de ses origines sociales : comment un ancien « serviteur », non instruit pouvait-il diriger ses anciens patrons ? Sa réponse à cette situation fut violente : il fut le premier et seul gouvernant au Mozambique à procéder à des exécutions publiques en 1977.

Camal Meragi, Quelimane, 27 novembre 2005

Ancien cadre supérieur du ministère de l'Agriculture à Maputo à l'indépendance, ce Zambézien (né à Maputo en 1959, mais ayant quitté cette ville à l'âge de trois mois vers la Zambézie où il a vécu jusqu'en 1975), vient de quitter cette ville pour retourner à Quelimane, où il a créé une ONG, l'Agência de Desenvolvimento Local da Zambézia (Adelza). Le but cette ONG est selon lui de redonner à la Zambézie sa vraie place au sein de la société mozambicaine. Il est l'un des rares Zambéziens ayant quitté la confortable vie de Maputo pour retourner en vieux pays chuabo. L'entretien avec un tel témoin ayant vécu dans le monde créole zambézien, faisant partie d'une des familles les plus importantes de la Zambézie (son père fut administrateur colonial), a été importante pour « plonger » dans ce monde.

Aníbal Castro Morgado, Maputo, 2 novembre 2005

Cadre supérieur au ministère des Anciens Combattants, ce Lomué de l'Alto-Molocué est membre du Frelimo depuis 1973. Il fait partie de la petite élite noire de la Zambézie « sauvage », c'est-à-dire, la Zambézie intérieure qui n'a pas connu le système des *prazos*. Il a travaillé à Quelimane directement avec les premiers gouverneurs de la Zambézie, Bonifácio Gruveta et Oswaldo Tazama et l'entretien a permis de comprendre les premières années du Frelimo dans cette province.

Alberto Mutumane, Mocubela-Maganja da Costa, 29 septembre 2004

Il reçut le Frelimo au chef-lieu de la Maganja da Costa et hissa son drapeau en 1975. Tombé en disgrâce quelques années plus tard, le Frelimo ayant « découvert » qu'il avait servi dans les rangs militaires portugais, il est aujourd'hui commerçant à Mocubela, un des postes administratifs du district de la Maganja da Costa. Il est ainsi l'un des témoins de la marginalisation portée à certains milieux sociaux par le Frelimo. Ce Lomué fut le premier administrateur de ce district. Il fut aussi l'un des témoins du phénomène *chupa-sangue* et échappa de justesse à la colère populaire, dirigée contre tous les symboles de l'État.

Álvaro do Ó da Silva, Maputo, 13 janvier 2005

Diplomate, il fait partie de la vieille famille métisse et créole zambézienne Ó da Silva, une des plus importantes au sein de l'AAZ avec les familles Roldão, Santana Afonso ou Trindade. L'entretien avec Álvaro do Ó da Silva s'est déroulé autour de la question coloniale et des *assimilados* zambéziens, ainsi que de la désaffection de la Zambézie envers le Frelimo.

Roberto do Ó da Silva, Quelimane, 30 novembre 2005

De la même famille des Ó da Silva il vit toujours à Quelimane, ce qui est inhabituel, car la plupart des anciens *assimilados* zambéziens vivent aujourd'hui à Maputo ou au Portugal. Son témoignage est capital pour comprendre les rapports de la créolité à l'État colonial et au Frelimo.

Gimo Phiri, Tete, 27-28 octobre 2004

Bernardo Alfai Gimo, membre du grand clan Phiri et dit « Gimo Phiri », originaire de Mutarara, a été le principal leader du PRM, après l'arrestation de son fondateur Amós Sumane. L'entretien a porté sur le parcours du PRM et de la dynamique de la guerre civile en Zambézie, et plus généralement sur la problématique de la construction de l'État-Nation. Il vit à Tete et au Malawi.

Teófilo Roldão, Quelimane, 27 novembre 2005

Retraité des chemins de fer, Teófilo Roldão est fils de José Roldão, la figure la plus connue du monde créole et associatif zambézien pendant la période coloniale. Son témoignage est capital non seulement sur la vie de son père, mais également pour comprendre la société créole et métisse zambézienne. Ayant fait partie de l'armée coloniale, il a été inquiet à l'arrivée du Frelimo, d'autant plus qu'il était membre d'une des familles officiellement considérées comme « laquais » des Portugais. Teófilo Roldão vit dans une très humble maisonnette d'un quartier suburbain de la ville de Quelimane. Il est témoin et exemple du déclin de la vieille société métisse et créole zambézienne.

António Ruas, Maputo, 6 janvier 2006

Ancien membre de l'AAZ et ancien employé de la Compagnie de Zambézie, il vit aujourd'hui à Maputo. Son témoignage est important pour comprendre la vie créole et métisse zambézienne, et les activités de l'AAZ et de son célèbre président José Roldão.

Ernesto Sadiane, Maputo, 16 novembre 2005

Ancien indigène de l'ethnie Chuabo, il est actuellement chauffeur de taxi à Maputo. Auparavant, il a été militaire gouvernemental pendant la guerre civile. Il habite à Maputo depuis un certains temps. Il est un témoin intéressant de la guerre civile et des premières années du Frelimo en Zambézie : les abus des « structures politiques » de ce parti envers la population, la faillite des plantations, la politique de communalisation de la campagne, etc.

René Trindade, Quelimane, 30 novembre 2005

Descendant de la famille Manuel Henriques de Nazaré, un des grandes *prazeiros* zambéziens, René Trindade fut administrateur colonial et membre de l'ANP, le parti unique portugais. Sa famille fut aussi l'une des fondatrices de l'AAZ. Chuabo, il fut à l'instar d'autres *assimilados* zambéziens persécuté par le Frelimo, accusé d'être un « *comprometido* » (un collaborateur de l'ennemi). Témoin privilégié pour comprendre du monde des *assimilados* zambéziens et de leurs rapports avec le Frelimo, il vit toujours en Zambézie, à Quelimane. Il est aujourd'hui employé de l'Agrimo, une entreprise de commercialisation de coton.

Carlos Caminho Zomane, Quelimane, 3 septembre 2004

Né à Lugela, Carlos Zomane fait partie de l'ethnie Lomué. Aujourd'hui, il habite à Quelimane, où il travaille dans un projet du ministère de la Santé. L'entretien a porté surtout sur les rapports entre les Chuabos et les Lomués. Il a porté aussi sur les rapports entre le Frelimo et les divers groupes ethniques zambéziens.

II - Sources écrites publiées

Ouvrages et articles généraux

- ADLER, Alfred & SCHAFFER, Herbert, *Le sens de la vie : étude de la psychologie individuelle comparée*, Paris, Payot, 1995.
- AMOSSY, Ruth & PIERROT, Anne Herscheberg, *Stéréotypes et clichés*, Paris, Armand Colin, 2005.
- AYALON, David, *Le phénomène mamelouk dans l'orient islamique*, Paris, PUF, 1996.
- BADIE, « Analyse comparative et sociologie historique », *Revue International de Sciences Sociales*, Paris, Unesco, La sociologie historique. Débat sur les méthodes, 133, 1992, pp. 363-372.
- BADIE, Bertrand & HERMET, Guy, *La politique comparée*, Paris, Armand Colin, 2001.
- BADIE, Bertrand, HERMET, Guy, TILLY, Charles, « La sociologie historique. Débat sur les méthodes », *Revue Internationale de Sciences Sociales*, (Paris, Unesco), 133, 1992, pp. 364-505.
- BORDALO, Francisco Maria, *Ensaio sobre a estatística das possessões portuguesas na Africa Occidental e Oriental, na Asia Occidental, na China e na Oceania*, Lisbonne, Imprensa Nacional, 1859.
- BOURDIEU, Pierre, CHAMBOREDON, Jean-Claude & PASSERON, Jean.-Claude, *Le métier de sociologue*, Paris, EHESS, 1983.
- BUSINO, Giovanni, *Élites et élitisme*, Paris, PUF, 1992.
- CHEBEL, Malek, *La formation de l'identité politique*, Paris, Payot, 1998.
- CLARENCE-SMITH, Gervase, *O terceiro império português (1825-1975)*, Lisbonne, Teorema, 1985.
- COENEN-HUTHER, Jacques, *Sociologie des élites*, Paris, Armand Colin, 2004.
- COULON, Christian, *La science politique et les modes populaires d'action politique : la descente aux enfers comme voie de salut*, Journée d'étude "modes populaires d'action politique", CNRS, LASIC, Paris, 25 mars 1982.
- DELOYE, Yves, *Sociologie historique du Politique*, Paris, La découverte, 2003.
- DURKHEIM, Émile, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF, 1999.
- EMMANUEL, Arghiri, *L'échange inégal : essai sur les antagonismes dans les rapports économiques internationaux*, Paris, Maspero, 1969.
- FISCHER, Gustave-Nicolas, *Les concepts fondamentaux de la psychologie*, Paris, Dunod, 2005.
- GIDDENS, Anthony, *La constitution de la société. Éléments de la théorie de la structuration*, Paris, PUF, 1987.
- HERMET, Guy, « À propos de l'obstination historique », *Revue International de Sciences Sociales*, (Paris, Unesco), 133, 1992, pp. 389-396.
- HERMET, Guy, BADIE, Bertrand, Pierre, BIRNBAUM, BRAUD, Philippe, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, Paris, Dalloz, 2001.
- HERMET, Guy, *Le Passage à la Démocratie*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1996.
- JANOWITZ, Morris, « A sociological perspective on Wallerstein », *American Journal of Sociology*, (Chicago, University of Chicago Press) LXXXII (5), 1977, pp. 1090-1096.
- KALBERG, Stephen, *La sociologie historique comparative de Max Weber*, Paris, La découverte, 2002;
- KAUFMANN, J.-Claude, *L'invention de soi. Une théorie de l'identité*, Paris, Armand Colin, 2004.
- LE COADIC, Ronan, *L'identité bretonne*, Paris, Terre de Brume Éditions, 1998.
- LEVI-STRAUSS, Claude, *L'identité : séminaire interdisciplinaire dirigée par Claude Lévi-Strauss, au collège de France*, Paris, PUF, 1995.

- LÉVY-BRUHL, Lucien, *Les fonctions mentales dans les sociétés inférieures*, Paris, PUF, 1951.
- LOUIS, Patrice, Aimé Césaire, *Recontre avec un nègre fondamentale*, Paris, Arléa, 2004.
- MARTIN, Denis-Constantin, « A la quête des OPNI. Comment traiter l'invention du politique ? », *Revue Française de Science Politique* (Paris, FNSP), XXXIX (6), 1989, pp. 793-815.
- MARTIN, Denis-Constantin, « Le choix d'identité », *Revue française de Science Politique* (Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques), XLII (4), août 1992, pp. 582-593.
- MARX, Karl (1850), *Les luttes de classes en France 1848-1850*, Paris, Éditions sociales, 1967.
- MAYAFFRE, Dominique « Dire son identité politique. Étude du discours politique français au XXe siècle », *Cahiers de la Méditerranée*, (Paris, Centre de Méditerranée Moderne et Contemporaine), 66, pp. 247-264.
- MOSCOVICI, Serge, « Des représentations collectives aux représentations sociales », in D. JODELET (dir.), *Les Représentations sociales*, PUF, 1997, pp. 79-103.
- MOSCOVICI, Serge, *La psychanalyse, son image et son public*, Paris, PUF, 1961.
- MUCCHIELLI, Alex, *L'identité*, Paris, PUF, 1986.
- ORFALI, Brigitte, « Les représentations sociales: un concept essentiel et une théorie fondamentale en sciences humaines et sociales », *L'année sociologique* (Paris, PUF), L (1), 2000, pp. 235-254.
- OTAYEK, René, *Identité et démocratie dans un monde global*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2000.
- POCHARD, Jean-Charles, « "Nous, vous, eux". La discrète contribution des pronoms au processus d'identification politique », Denis-Constant MARTIN, *Cartes d'identité. Comment dit-on "nous" en politique*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1994, pp.
- SKOCPOL, Theda, « Wallerstein's world capitalist system: A theoretical and historical critique », *American Journal of Sociology* (Chicago, University of Chicago Press), LXXXII (5), 1977, pp. 1057-1074.
- SKOCPOL, Theda, *États et révolutions sociales. La révolution en France, en Russie et en Chine*, Paris, Fayard, 1985.
- SKOCPOL, Theda, *Vision and Method in historical sociology*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984.
- STIGLITZ, Joseph, *La grande désillusion*, Londres, Norton, 2002.
- TILLY, Charles, *La Vendée : Révolution et contre-Révolution*, Paris, Fayard, 1970 (1964).
- WALLERSTEIN, Immanuel, *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-monde*, Paris, La Découverte, 2006.
- WALLERSTEIN, Immanuel, *Impenser la science sociale. Pour sortir du XIX^e siècle*, Paris, PUF, 1995.
- WILLIANSO, John, « What Washington means by policy reform », WILLIANSO, John, (dir.), *Latin American Adjustment: how much has happened*, Washington, Institute for International Economics, 1990, pp. 7-20.

Ouvrages et articles sur l'Afrique

- AMSELLE, Jean-Loup, « Ethnies et espaces : pour une anthropologie topologique », in AMSELLE, J.-L. & M'BOKOLO Elikia (Dir.), *Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et État en Afrique*, Paris, La découverte, 1999, pp. 11-48.
- AMSELLE, Jean-Loup, *Anthropologie de l'identité en Afrique et ailleurs*, Paris, Payot, 1997.
- ANDRADE, Mário Pinto de, *Origens do nacionalismo Africano*, Lisbonne, Dom Quixote, 1997.
- BAYART J.-F., MBEMBE A. & TOULABOUR, C., *Le politique par le bas en Afrique noire. Contributions à une problématique de la démocratie*, Paris, Karthala, 1992.

- BETTENCOURT, Marcelo, *Dos Jornais às armas. Trajectórias da contestação angolana*, Lisbonne, Vega, 1999.
- BIONDI, Jean-Pierre, *Saint-Louis du Sénégal. Mémoires d'un métissage*, Paris, Denoël, 1987.
- BONNARDEL, Régine, *Saint-Louis du Sénégal : mort ou naissance ?*, Paris, L'Harmattan, 1992.
- BOURMAUD, Daniel, *La politique en Afrique*, Paris, Montchrestien., 1997.
- BUIJTENHUIJS, Robert, « les hauts et les bas du politique par le bas », *Politique Africaine* (Paris, Karthala), 46, 1992, p. 150-151.
- CLOT, André, *L'Égypte des mamelouks. L'empire des esclaves (1250-1517)*, Paris, Perrin, 1996.
- DARBON, Dominique, « Images et discours de l'ethnicité », in DARBON, Dominique (Dir.), *Ethnicité et nation en Afrique du Sud*, Paris, Karthala, 1995, pp. 7-24.
- DARBON, Dominique, « The people shall govern ! », in DARBON, Dominique (Dir.), *Ethnicité et nation en Afrique du Sud*, Paris, Karthala, 1995, pp. 121-150.
- DIAS, Jill, « Uma questão de identidade : respostas intelectuais às transformações económicas no seio da elite crioula da Angola portuguesa entre 1870 e 1930 », *Revista Internacional de Estudos Africanos* (Lisbonne, Instituto de Investigação Científica e Tropical), 1, janvier/Juin, 1984, pp. 61-94.
- DUFOUR, Jean-Marc, *Prague sur Tage. Chronique de la révolution portugaise 25 avril 1974- 25 avril 1975*, Paris, La Nouvelle aurore, 1975.
- DURAND, Jean-Baptiste-Léonard, *Voyage au Sénégal en 1785 et 1786*, Paris, Agasse, 1803, 2 vols.
- GUERRA, João Paulo, *Descolonização portuguesa. O regresso das caravelas*, Lisbonne, Dom Quixote, 1996.
- HALL, Richard, *The high prices of principles. Kaunda and the White South*, Harmondworth, Penguin Books, 1969.
- HYDEN, Goran, *Beyond Ujamaa in Tanzania: Underdevelopment and an uncaptured peasantry*, Londres, Heinemann, 1980.
- L'HOIRY, Philippe, *Le Malawi*, Paris, Karthala, 1988.
- LAMIRAL, Dominique Harcourt, *L'Afrique et le peuple africain*, Paris, Dessene, 1789.
- MESSIAUT, Christine, « À propos de transitions démocratiques ». Notes comparatives et préalables à l'analyse du cas Angolais, *Africana Studia, Revista Internacional de Estudos Africanos*, (Porto, Centro de Estudos Africanos), 2, 1999, pp. 61-95.
- OTAYEK, René, « Vu d'Afrique. Société Civile et Démocratie. De l'Utilité du Regard Décentré », *Revue Internationale de Politique Comparée*, (Paris, De Boeck University) IX (2), 2002, pp. 193-212.
- SHORT, Philip, *Banda*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1974.

Ouvrages et articles sur le Mozambique

Période coloniale

- « "De Brito Camacho para Freire Andrade". Documento 12 », Lourenço Marques, 5 septembre 1922, in ANDRADE, Freire d', *Documentos*, [S. L, S. N], pp. 7-11.
- « Agricultura em Moçambique », *As colónias portuguesas, Revista Ilustrada* (Lisbonne), Ano VIII, 5, 20 mars 1889.
- « Cartas do governador e tenente general dos Rios de Sena, Jerónimo Pereira, ao governador e capitão-general, no ano de 1800, "Inventário do fundo do século XVIII- Arquivo Histórico de Moçambique. (continuação do n° 82), sumario e transcrições" », *Moçambique*, 83, Documentário Trimestral, 1955, pp. 55-68.

- « O Prazo Mahindo. Grande propriedade agrícola em Moçambique », *As colónias portuguesas, Revista Ilustrada* (Lisbonne), Ano IX, 3, 31 mars 1891.
- « Prazos da Coroa. Protesto de arrendatários de Quelimane e Tete contra o relatório do secretário dos Negócios Indígenas e resposta deste », *Província de Moçambique. Relatórios e informações, anno de 1909*, Lourenço Marques, Imprensa Nacional, 1909, pp. 561-581.
- ALBUQUERQUE, Mouzinho de, *Moçambique 1896-1898*, Lisbonne, Manoel Gomes Editor, Livreiro de suas Magestades e Altezas, 1899.
- ASSOCIAÇÃO HUMANITÁRIA AFRICANA DA ZAMBÉZIA, *Estatutos Aprovados por portaria n° 7 405 de 26 de Junho de 1948*, Lourenço Marques, 1948.
- AZEVEDO, J. A. Serrão de, « Notícia sobre a Empresa Agrícola do Lugela, Lda », *Boletim da Agência Geral das Colónias* (Lisbonne, Agência Geral das Colónias), Ano 2, 9, 1929, pp. 100-131.
- BARBOSA, João M. Governo da Zambézia, *Relatório do Governo do Distrito Relativo ao ano de 1959*, Quelimane, 1960.
- BETTENCOURT, J. T., Relatório do Governador Geral de Moçambique, respeitante ao período de 20 de Março de 1940 a 31 de Dezembro de 1942, Lisbonne, Agência Geral das Colónias, 1945.
- BOTELHO, José Justino Teixeira, *História militar e política dos portugueses em Moçambique de 1833 aos nossos dias*, Coimbra, Imprensa da Universidade, 1921.
- CARDOSO, J., « Companhia do Boror- Breve resenha da sua acção na ocupação e na exploração económica da Zambezie », *Moçambique, Documentario Trimestral* (Lisbonne, Imprensa Nacional), 35, ano 9, pp. 91-111.
- CARRILHO, João Luís, *Distrito de Tete, Relatório do governador 1911-1912*, Lourenço Marques, Imprensa Nacional, 1913.
- CARVALHO, F., « Relatório do Delegado de Saúde de Quelimane », *Distrito de Quelimane. Relatório do Governador, 1914-1915*, Lourenço Marques, Imprensa Nacional.
- CARVALHO, F., *Distrito de Quelimane. Relatório do Governador, 1913-1914*, Lourenço Marques, Imprensa Nacional, 1914.
- CASTILHO, Augusto de, *Relatório da guerra na Zambézia em 1888*, Lisbonne, Imprensa Nacional, 1891.
- CASTILHO, Augusto de, « A vila de Quelimane », *Ocidente* (Lisbonne), 4(86), 11 mai 1881.
- CASTRO, Francisco de Mello e, *Atrocidades cometidas na Zambézia, Arquivo das Colónias* (Coimbra, Imprensa Nacional) 1919, 21, IV (21), 1928.
- CIRNE, M. J. Mendes de Vansconcelos e, *Mémoria sobre a província de Moçambique*, Maputo, Arquivo Histórico (1890), 1990.
- COMPANHIA DA ZAMBÉZIA, « Estatutos da Companhia da Zambezie aprovados por decreto de 20 de Maio de 1892, publicados no Diário do Governo n° 116, de 23 e reduzidos à escriptura publica em 25 do mesmo mez e anno e decretos de concessão », *Estatutos e Relatórios, 1892-1898, I*, Lisbonne, Typographia do Commércio de Portugal, 1892.
- COMPANHIA DA ZAMBÉZIA, *Relatório de Contas do Conselho de Administração e Parecer do Conselho Fiscal relativos ao exercício de 1960*, Lisbonne, 21 avril 1961.
- COMPANHIA DA ZAMBÉZIA, *Relatório, Contas e parecer do Conselho Fiscal relativos à gerência de 1898 apresentados à Assembleia geral em 30 de junho de 1899*, Lisbonne, Typografia da Companhia Nacional Editora, 1899.
- COMPANHIA DO BOROR; *Relatório de Contas do Conselho de Administração e Parecer do Conselho Fiscal Relativos ao exercício de 1963*, Lisbonne, 1964.
- COUTINHO, João de Azevedo, *Mémorias de um velho marinheiro e soldado de Africa*, Lisbonne, Livraria Bertrand, 1941.

- DIAS, Margot, *Os Maganjas da Costa. Contribuição para o estudo dos sistemas de parentesco dos Povos de Moçambique*, Lisbonne, Junta de Investigações do Ultramar, 1965.
- DIAS, Raúl Neves, *A imprensa periodica em Moçambique 1854-1954*, Lourenço Marques, Imprensa Nacional, 1956.
- EÇA, Filipe Gastão de Almeida de, *De degredado a Governador. Episodios e subsidios inéditos para a história de Moçambique*, Lisbonne, Tipografia Severo Freitas Mega Encadernação, 1950.
- ENES, António, *Moçambique. Relatório apresentado ao governo (1893)*, Lisbonne, Agência Geral das Colónias, 3ª edição, 1942.
- FERRÃO, Francisco, « Relatório a que procedeu o Secretário dos Negócios Indigenas, sobre emigração dos indigenas, nos districtos de Quelimane et Tete, e sobre outros assumptos mencionados na portaria provincial n.º 268, de 13 de maio de 1908 », *Provincia de Moçambique, Relatórios e informações, anno de 1909*, Lourenço Marques, 1909, pp. 210-263.
- FERREIRA, José Carlos, VEIGA, Vasco Soares Da, *Estatuto dos Indígenas portugueses dans províncias da Guiné, Angola e Moçambique*, Lisbonne, Tipografia Escola, 1957.
- FOA, Édouard, *Du cap au lac Nyassa*, Paris, Plon, 1897.
- GERALDES de Mello C., « Le sisal au Mozambique », *Boletim da Agência Geral das Colónias* (Lisbonne, Agência Geral das Colónias), Ano 2, 11, 1926, pp. 66-81.
- GUYOT, Paul, « Le Zambèze », *Bibliothèque Illustré des Voyages Autour du Monde par Terre et par Mer*, n.º 20, Paris, Librairie Plon, 1881, 32pp.
- HOPPE, Fritz, *A Africa Oriental Portuguesa no tempo do Marquês de Pombal, 1750-1777*, Lisbonne, Agência Geral do Ultramar, 1970.
- INE, *Anuário estatístico do Ultramar 1950-1953*, Lisbonne, Tipografia Portuguesa, 1952.
- LACERDA, Francisco Gavicho de, *Cartas da Zambézia (assuntos coloniais)*, Lisbonne, Livraria Rodrigues, 3ª edição, 1939.
- LACERDA, Francisco Gavicho de, *Figuras e episódios da Zambézia*, Lisbonne, Sociedade Nacional de Tipografia, 1929.
- LOBATO, Alexandre, *aspectos de Moçambique no antigo regime colonial*, Lisbonne, Junta de Investigações do Ultramar, 1962.
- LOBATO, Alexandre, *colonização senhorial da Zambézia e outros estudos*, Lisbonne, Junta de Investigações do Ultramar, 1962.
- LOBATO, Alexandre, *Evolução Administrativa e economica de Moçambique (1752-1763)*, Lisbonne, Alfa, 1989.
- LUPI, Eduardo Couto, *Districto de Quelimane, Relatório do governador 1907 a 1909*, Lourenço Marques, Imprensa Nacional., 1909.
- MINISTÈRE DES PROVINCES D'OUTRE-MER, *Statut politico-administratif de la province du Mozambique*, Lisbonne, Agência Geral do Ultramar, 1963.
- MIRANDA, Antonio Pinto de, « Mémoire sobre a costa de Africa », in *Relações de Moçambique setecentista*, Lisbonne, Agência Geral do Ultramar, 1955, pp. 231-301.
- MONDLANE, Eduardo, *Lutar por Moçambique*, Sá da Costa, Lisbonne, 1969.
- MONTEIRO, G. A, *Sena Sugar Estates, Ltd, 1893-1953- 60 anos de açúcar na Zambézia*, Lisbonne, 1955.
- NAVARRO A. & FERNANDES, F. M., *A cultura do sisal em Moçambique nos últimos dez anos*, Braga, Livraria Cruz, 1957.
- NEWITT, Malyn, *Portuguese Settlement on the Zambesi*, Londres, Longman, 1973.
- OLIVEIRA, Mário de « O habitat nas zonas suburbanas de Quelimane. Um caso positivo de formação de sociedades multirraciais », *Geographica, Revista da Sociedade de Geografia de Lisboa*, Lisbonne, 1965, pp. 65-75.

- REBELO, Domingos José Soares, « Estudos económicos- O Chá de Moçambique (1924-1950) », *Moçambique, Documentário Trimestral* (Lourenço Marques, Imprensa Nacional), 68, 1951, pp. 31-67.
- REGO, António da Silva, SANTOS, Eduardo dos, *Atlas Missionário português*, Lisbonne, Junta de Investigações do Ultramar e Centro de Estudos Históricos Ultramarinos, 1964.
- RIBEIRO, Caldeira, « Sisal », *Boletim da Sociedade de Estudos da Colónia de Moçambique* (Lourenço Marques, Tipografia Popular de Roque Ferreira), Ano I, 5, 1932, pp. 119-125.
- RIBEIRO, Sousa, *Anuário de Moçambique*, Lourenço Marques, Imprensa Nacional, 1940.
- RITA-FERREIRA, António, *Agrupamento e caracterização étnica dos indigenas de Moçambique*, Lisbonne, Junta de Investigações do Ultramar, 1958.
- RODRIGUES, David, *A Ocupação de Moçambique (1869-1909)*, Lisbonne, Revista Infantaria 1910.
- SANTOS, Rui Martins dos, *Uma contribuição para a análise da economia de Moçambique*, Lisbonne, Editorial Império, 1958.
- SARAIVA BRAVO, Nelson, *A Cultura algodoeira na economia do Norte de Moçambique*, Lisbonne, Junta des Investigações do Ultramar, 1963.
- SENA SUGAR ESTATES, Limited, *Relatório e contas do Exercício findo em 31 de dezembro de 1957*, Londres, E.C 4, Delegação Lisboa, “Exposição do Presidente do Conselho de Administração, Tenente Coronel C. B. R. Hornung”, juin 1958.
- SENA SUGAR ESTATES, *Sena Sugar Estates Limited, O que é e o que vale economica e socialmente, Exposição das actividades economicas de Moçambique comemorativa da visita de sua excelência o presidente da Republica General Francisco Higinio Craveiro Lopes*, août, 1956.
- SEQUEIRA, João Rodrigues, « Palmares da Zambézia- A Sociéte du Madal », *Moçambique, Documentário Trimestral* (Lourenço Marques, Imprensa Nacional), 38, 1944, pp. 61-74.
- SILVA, Jacinto Candido da, *Estatutos da Companhia do Luabo, Sociedade Anonyma de Responsabilidade Limitada*, Lisbonne, Imprensa Nacional, 9 juin 1896
- VASCONCELLOS, E. J. C. e, *As colónias portuguesas. Geographia physica, politica e económica*, Lisbonne, Typographia da Companhia Nacional Editora, 1896.
- VILHENA, Ernesto, *Regimes dos Prazos. Relatório apresentado ao Conselho Colonial, em julho de 1915, pelo vogal representante da provincia de Moçambique*, Lisbonne, Imprensa Nacional de Lisboa, 1916.

Période post-coloniale

- ARAÚJO, Maria Benedita de, *O giro moçambicano. Subsídio para a história de Moçambique (1498-1752)*, Coimbra, Universidade de Coimbra, 1992.
- BRITO, Luís De, « O comportamento eleitoral nas primeiras eleições multipartidárias em Moçambique », in MAZULA, Brazão, *Moçambique, eleições, democracia e desenvolvimento*, Maputo, Ambassade des Pays Bas, 1995, pp. 473-499.
- BRITO, Luis De, *Cartografia eleitoral de Moçambique-1994*, Maputo, Livraria Universitária, 2000.
- CABRITA, João, *Mozambique. The tortuous road to democracy*, Londres, Palgrave, 2000.
- CAHEN, Michel, « Corporatisme et colonialisme. Approche du cas mozambicain, 1933-1979. I. Une genèse difficile, un mouvement squelettique », *Cahiers d'Études Africaines* (Paris, EHESS), 92, 1983, pp. 383-417.
- CAHEN, Michel, « l'État nouveau et la diversification religieuse 1930-1974. I. Le résistible essor de la portugalisation catholique (1930-1961) », *Cahiers d'Études africaines*, XL (2-158), 2000, pp. 309-349.
- CAHEN, Michel, « l'État nouveau et la diversification religieuse 1930-1974. II. La portugalisation désespérée (1959-1974) », *Cahiers d'Études africaines*, XL (3-159), 2000, pp. 551-592.

- CAHEN, Michel, « Lutte armée d'émancipation anticoloniale ou mouvement de libération nationale ? Processus historique et discours politique. Les cas des colonies portugaises et du Mozambique en particulier », *Revue Historique* (Paris, PUF), 315 (637), janvier 2006, pp. 113-138.
- CAHEN, Michel, « Mozambique : l'instabilité comme gouvernance ? », *Politique Africaine* (Paris, Karthala), 80, 2001, pp. 111-135.
- CAHEN, Michel, « The Mueda case and Maconde political ethnicity. Some notes on a work in progress », *Africana Studia* (Porto, CEA), 2, Fundação Engº António Almeida, pp. 29-46.
- CAHEN, Michel, « Une Afrique Lusophone libérale ? La fin des premières Républiques », *Lusotopie* (Paris, Karthala), 1995, pp. 85-104.
- CAHEN, Michel, *Ethnicité politique. Pour une lecture réaliste de l'identité*, Paris, L'Harmattan, 1998.
- CAHEN, Michel, *La nationalisation du monde. Europe, Afrique. L'identité dans la démocratie*, Paris, L'Harmattan, 1999.
- CAHEN, Michel, *Les Bandits. Un historien au Mozambique*, 1994, Paris, Centre Culturel Calouste Gulbenkian, 2002.
- CAHEN, Michel, *Mozambique, analyse politique de conjoncture 1990*, Paris, Indigo Publications, 1990.
- CAHEN, Michel, *Mozambique: La révolution implosée*, Paris, L'Harmattan, 1987.
- CAHEN, Michel, WANIEZ Ph., BRUSTLEIN V., « Pour un atlas social et culturel du Mozambique », *Lusotopie* (Paris, Karthala), 2002/2001, p. 331-345.
- CAPELA, José « Introdução histórica », in SAN BRUNO DE, Emilio, *Zambexiana: cenas da vida colonial*, Maputo, AHM, 1999.
- CAPELA, José, « A imprensa Moçambicana até a independência », in RIBEIRO, Fatima, SOPA, António, (coords), *140 anos de imprensa em Moçambique. Estudos e relatos*, Maputo, Associação Moçambicana de Língua Portuguesa (AMOLP), 1996, pp. 11-27.
- CAPELA, José, « Moçambique no século XIX », VALENTIM, Alexandre, *O império Africano-Séculos XIX e XX*, Lisbonne, Instituto de História contemporânea da Faculdade de Ciências Sociais e Humanas da Universidade Nova de Lisboa, 2000, pp. 117-134.
- CAPELA, José, *A república popular da Maganja da costa, 1862-1898*, Porto, Afrontamento, 2ª edição, 1988.
- CAPELA, José, *Donas, Senhores e Escravos*, Porto, Afrontamento, 1995.
- CAPELA, José, *O escravismo colonial em Moçambique*, Porto, Afrontamento, 1993.
- CAPELA, José, *O tráfico de escravos nos portos de Moçambique 1733-1904*, Porto, Afrontamento, 2002.
- CENTRO DE ESTUDOS AFRICANOS, *Relatório de Investigação, A constituição e o desenvolvimento de Aldeias Comunais na base de cooperativas agrícolas no Distrito de Mocuba, província da Zambézia*, CEA/UEM, Universidade Karl Marx, Maputo, Leipzig, 1981.
- COELHO, João Paulo Borges, « A "primeira" frente de Tete e o Malawi », *Arquivo* (Maputo, Arquivo Histórico de Moçambique) 15, 1994, pp. 43-108.
- COELHO, Paulo, *Início da Luta Armada em Tete, 1968-1969: A primeira fase da guerra e a reacção colonial*, AHM, Maputo, 1989.
- COMISSÃO NACIONAL DE PLANO, *Informação económica*, Maputo, janvier 1984.
- CONFERÊNCIA ESPICOPAL DE MOÇAMBIQUE, *Carta Pastoral do episcopado de Moçambique. Viver a fé no Moçambique de hoje*, Maputo, 1976.
- CRUZ E SILVA, Teresa, *Igrejas protestantes e consciência política no sul de Moçambique (1930-1974)*, Lourenço Marques, Promédia, 2001.
- FIJAMO, Arrone, *Ecos de Inhamitanga*, Maputo, Associação dos Escritores Moçambicanos, 1998.
- FRELIMO, *Du sous-développement au socialisme. Rapport du Comité Central au IV congrès du Parti Frelimo*, Maputo, 26-30 avril, l'Harmattan, 1983.
- FRELIMO, *Programa de 1977*, Maputo, 1977.

- GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, *Plano Estratégico de Desenvolvimento, 2001/2005*, Quelimane, 2001.
- HALL, Margaret, YOUNG, Tom, *Confronting Leviathan. Mozambique since independence*, Londres, Hurst & Company, 1997.
- HANLON, Joseph, *Peace without profit- How the IMF blocks rebuilding in Mozambique*, Oxford, Heinemann, 1996.
- HEAD, Judith, HEDGES, David, « Problemas da história da Zambézia », *Estudos Moçambicanos* (Maputo, CEA/UEM), 4, 1981, pp. 127-139.
- HEAD, Judith, « A Sena Sugar Estates e o Trabalho Migratório », *Estudos Moçambicanos* (Maputo, CEA/UEM), 1, 1980, pp. 53-72.
- ISAACMAAN, Allen, ISAACMAAN, Barbara, *Mozambique. From colonialism to revolution, 1900-1982*, Hampshire, Westview Press, Inc., 1983.
- ISAACMAAN, Allen, *The tradition of resistance in Mozambique. Anti-colonial activity in the zambesi valley*, Londres, Heinemann, 1976.
- ISAACMAN, Aleen, « Camponeses, trabalho e processo de trabalho: o cultivo forçado de Algodão em Moçambique colonial (1938-1961) », A. José, P. M. G. Meneses, *Moçambique- 16 anos de historiografia : focos, problemas, metodologias, desafios para a década de 90*, Maputo, 1991, pp. 195-237.
- ISAACMAN, Allen, ISAACMAN, Barbara, « Os prazeiros como trans-raianos: um estudo sobre a transformação social e cultural », *Arquivo* (Maputo, AHM), 10, 1991, pp. 37-82.
- ISAACMAN, Allen, ISAACMAN, Barbara, *Slavery and beyond. The making of men and Chikunda ethnic identities in the unstable world of South-Central Africa, 1750-1920*, Heinemann, Portsmouth, 2004.
- ISAACMAN, Allen, *Mozambique. The Africanization of a European institution. The Zambezi Prazos 1750-1902*, Londres, Madison: University of Wisconsin Press, 1972.
- JARDIM, Jorge, *Moçambique, terra queimada*, Lisbonne, Intervenção, 1976.
- KARL, Maier, « The battle for Zambezia », *Africa Report*, New York, African American Institute, mars-avril, 1989, pp. 13-15.
- LEGRAND, Jean-Claude, « Logique de guerre et dynamique de la violence en Zambézia, 1976-1991 », *Politique Africaine* (Paris, Karthala), 50, 1993, pp. 88- 104.
- LIESANGANG, Gerard, « José Fernandes Jr., Ca. 1872-1965 : Testemunho do período mercantile do imperialismo colonial na antiga zona de influência de Tete », *Arquivo* (Maputo, AHM), n° 10, 1991, pp. 49-82.
- LUNDI, Irae, « Partidos políticos: A leitura da vertente étnico-régional no processo democrático », in MAZULA, Brazão, *Moçambique, Eleições, Democracia e Desenvolvimento*, Maputo, Embaixada do Reino dos países Baixos, 1995, pp. 423-472.
- MACHEL, Samora, « Onde estão os donos dos prédios ? », *Seara Nova*, n° 1564, Lisbonne, février 1976.
- MACHEL, Samora, *Le processus de la révolution démocratique populaire au Mozambique : textes du président du FRELIMO, 1970-1974*, Paris, L'Harmattan, 1977.
- MACHEL, Samora, *A nossa força está na unidade (Intervenção do Presidente Samora Machel no comício realizado em Quelimane, em 19 de junho de 1983, para apresentação do novo dirigente da Província da Zambézia)*, Maputo, Instituto Nacional do Livro e do Disco, 1983, (Coleção Unidade Nacional, 3).
- MARTINEZ, Francisco Lerma, *O povo macua e a sua cultura*, Lisbonne, Instituto de Investigação Tropical, 1989.
- MAZULA, Brazão (org.), *Moçambique-Dados estatísticos do processo eleitoral 1994*, Maputo, STAE, 1997.
- MOÇAMBIQUE, *Acordo Geral da Paz de Moçambique*, Rome, 4 octobre 1992

- MORIER-GENOUD, Eric, « Archives, historiographie et Églises évangéliques au Mozambique », *Lusotopie* (Paris, Karthala), pp. 621-630, 2000.
- MOSCA, João, *A experiência socialista em Moçambique (1975-1986)*, Lisbonne, Instituto Piaget, 1999.
- NEWITT, Malyn, *A history of Mozambique*, Londres, Hurst & Company, 1995.
- PELISSIER, René, *Naissance du Mozambique- Résistances et révoltes anticoloniales (1854-1918)*, Orgeval (France), Pélissier, Tome I et II, 1984.
- PNUD, *Relatório Nacional do Desenvolvimento Humano*, Maputo, SARDC, 1999.
- PNUD, *Relatório Nacional do Desenvolvimento Humano*, Maputo, SARDC, 2000.
- RITA-FERREIRA, António, « A sobrevivência do mais fraco: Moçambique no 3º quartel do século XIX », *I reunião internacional de história de África. Relação Europa-África no 3º quartel do século XIX*, (Lisbonne, Instituto de Investigação Científica Tropical), 1989, pp. 299-348.
- RITA-FERREIRA, António, « Breve nota sobre o segundo regime de prazos da Zambézia », *Memoriam do vice-Almirante A. Teixeira da Mota*, Lisbonne, Academia Militar, Instituto de Investigação Tropical, 1989, vol. II, pp. 351-358.
- RITA-FERREIRA, António, « Moçambique post-25 de Abril : causas do êxodo da população de origem europeia e asiática », in *Moçambique. Cultura et história de um país*, Lisbonne, Universidade de Coimbra, 1988, pp. 121-169.
- RITA-FERREIRA, António, *Povos de Moçambique. História e cultura*, Porto, Afrontamento, 1975.
- ROCHA, Aurélio, *Associativismo e nativismo em Moçambique : contribuição para o estudo das origens do nacionalismo moçambicano (1900-1940)*, Maputo, Promédia, 2002.
- ROCHA, Ilidio, « Tabua cronologica da imprensa », F. Ribeiro, António Sopa, (coords) *140 anos de imprensa em Moçambique*, Maputo, Associação Moçambicana da lingua Portuguesa, pp. 293-303.
- ROCHA, Ilidio, *A imprensa de Moçambique*, Lisbonne, Livros do Brasil, 2000.
- RODRIGUES, Eugénia, « "Em nome do Rei". O levantamento dos Rios de Sena de 1763 », *Anais de História de Além-mar*, (Lisbonne, Faculdade de Ciências Sociais e Humanas, Universidade de Lisboa), 4, 2003, pp. 335-380.
- SERRA, Carlos, (Coord), *Historia de Moçambique*, Maputo, Departamento de Historia da Universidade Eduardo Mondlane, 2000, Vol. I.
- SOUSA, J. T. A. A. de & CORREIA S. J., F. A. da Cruz, *500 anos de Evangelização em Moçambique (11 de março- 11 de março de 1998)*, Maputo, Paulinas, 1998.
- STAE, *Eleições Gerais 1999*, Maputo, Pandora Box Lda, 2002 (CD-ROM).
- TAJU, Gulamo, « RENAMO : os factos que conhecemos », *Cadernos de História* (Maputo, UEM), 7, 1988, pp. 5-44.
- TICKNER, Vincent, «Structural adjustment and pricing policy in Mozambique», *Review of African Political Economy* 53, Sheffield, ROAPE, 1994, pp. 25-42.
- VAIL, Leroy, WHITE, Landeg, *Capitalism and colonialism in Mozambique. A study of Quelimane District*, Londres, Heinemann, 1980.
- VINES, Alex, *Renamo. From terrorism to democracy in Mozambique?*, Londres, Centre for Southern African Studies, University of York, 1991.
- WUYTS, Marc, « Economia Política do colonialismo em Moçambique », *Estudos Moçambicanos* (Maputo, CEA/UEM), 1, 1980, pp. 9-22.
- ZAMPARONI, Valdemir, « A imprensa negra em Moçambique : A trajetória de o "O Africano"-1908-1920 », *Africa*, Revista do Centro do Estudos Africanos, (Sao Paulo, Universidade de São Paulo), XI (1), 1988, pp. 73-86.
- ZAMPARONI, Valdemir, « Monhés, Baneanes, Chinas e Afro-mahometanos. Colonialismo e racismo em Lourenço Marques, 1890- 1940 », *Lusotopie* (Paris, Karthala), 2000, pp. 191- 222.

Articles de presse

Notícias da Beira

- ROLDÃO, José, « “FICO”: Quem disse isso? Dantes exigiam alvará para sermos cidadãos », *Notícias da Beira*, n° 8851, 18 mai 1974.
- « Samora Machel na Morrumbala. Sem precisarmos do Banda alcançamos a independência », *Notícias da Beira*, n° 920, 6 juin 1975.
- « Democratas do Chuabo: Nação é o povo », *Notícias da Beira*, n° 8837, 8 mai 1974.
- « Quelimane, Municipales pedem JSN demissão presidente câmara e respectiva direcção » *Notícias da Beira*, n° 8843, 10 mai 1974.
- « Quelimane », *Notícias da Beira*, n° 8848, 15 mai 1974.
- « Gumo na Zambézia », *Notícias da Beira* n° 8856, 23 mai 1974.

O Brado Africano (Lourenço Marques)

- BAGANHA, F., « A bem da nação e do Império. O Africano pede lugar nas juntas Provinciais e corporações municipais », *O Brado Africano*, n°1084, 30 octobre 1943.
- ROLDÃO, José, « A hora que passa », *O Brado Africano*, n° 1827, 24 mai 1961.
- ROLDÃO, José, « Pela verdade e pela justiça », *O Brado Africano*, n° 1830, 27 mai 1961.
- « Associação Africana da Zambézia », *O Brado Africano*, n° 1290, Lourenço Marques, 17 juillet 1948.
- « Associação Africana de Quelimane: Sessões culturais- cinco minutos de conversa entre os associados », in *O Brado Africano*, n° 1025, 9 août 1941.
- « Associação Africana de Quelimane », *O Brado Africano*, n° 1023, 19 juillet 1941.
- « Carta de Quelimane. A fome na Zambézia », *O Brado Africano*, n° 1031, 10 octobre 1941.
- « Discurso de José Júlio Roldão em Magogoda, 27 novembre », *O Brado Africano*, n° 1364, 31 décembre 1949.
- « Figuras de destaque », *O Brado Africano*, n° 1269, 14 février 1948.
- « Grémio Africano de Quelimane », *O Brado Africano*, n° 564, 4 juillet 1931.
- « Grupo Desportivo Zambeziano. Lista dos corpos gerentes para o ano de 1954 », *O Brado Africano*, n° 1510, Ano XXXVII, 26 décembre 1953.
- « José Júlio Roldão », *O Brado Africano*, n° 1269, 14 février 1948.
- « José Júlio Roldão », *O Brado Africano*, n° 1271, 6 mars 1948
- « José Júlio Roldão », *O Brado Africano*, n° 1272, 13 mars 1948
- « José Júlio Roldão », *O Brado Africano*, n° 1471, 17 mai 1952.
- « Na velha Zambézia. Visita presidencial », *O Brado Africano*, n° 960, 16 septembre 1939.
- « Uma entrevista oportuna. O presidente da Associação Africana da Zambézia expõe o seu sentir. Panorama da vida associativa africana », *O Brado Africano*, n° 1281, 15 mai 1948.

Voz Africana (Beira)

- BAGANHA, F., « Crónica de Quelimane », *Voz Africana*, n° 16, 30 avril 1935
- ROLDÃO, José, « A propósito de uma entrevista. Chutando...a bola », *Voz Africana*, n° 82, 15 décembre 1952.
- POTT, Karel, « Um aniversário », *Voz Africana*, n° 38, 31 décembre 1956.
- ROLDÃO, José, « Epistolas », *Voz Africana*, n° 103, 31 janvier 1962.

- « O debate não convém à Frelimo. O vice presidente Marcelino dos Santos não está preparado pra responder ao Dr Miguel Morupa [Sic] », *Voz Africana*, n° 474, 26 juillet 1973.
- « Quelimane saúda camaradas da Frente », *Voz Africana*, n° 535, 21 septembre 1974.

Voz da Zambézia

- JANEIRO, Eduardo A., « Associação Africana ou associação mista », in *Voz da Zambézia*, n° 56, 31 août 1957.
- ROLDÃO, José, « Ainda o problema da mestiçagem », *Voz da Zambézia*, n°18, 1 décembre 1956.
- ROLDÃO, José, « A verdade », *Voz da Zambézia*, n° 10, 6 octobre 1956.
- ROLDÃO, José, « Ainda o problema da mestiçagem », *Voz da Zambézia*, n° 18, 1 décembre 1956.
- ROLDÃO, José, « Bairro indigena. Um problema municipal », *Voz da Zambézia*, n° 57, 7 septembre 1957.
- ROLDÃO, José, « Eleições na Associação Africana da Zambézia. Esclarecimentos de José Júlio Roldão », *Voz da Zambézia*, n° 130, février 1959.
- ROLDÃO, José J., « Epistolas », *Voz da Zambézia*, n° 205, 16 juillet 1960.
- ROLDÃO, José, « A batalha de Namacurra », *Voz da Zambézia*, n° 206, 23 juillet 1960.
- ROLDÃO, José, « Epistolas », *Voz da Zambézia*, n° 226, 10 décembre 1960.
- ROLDÃO, José, « Fazei muita cristandade, fazei justiça », *Voz da Zambézia*, n° 201, 18 juin 1960.
- ROLDÃO, José, « A propósito de uma entrevista », *Voz da Zambézia*, n°283, 16 décembre 1961.
- ROLDÃO, José, « Eleições municipais », *Voz da Zambézia*, n° 286, 10 février 1962.
- ROLDÃO, José, « A Zambézia », *Voz da Zambézia*, n° 466, 23 août 1965.
- ROLDÃO, José, « Dívida do Município a pagar a dois governadores e a uma figura da Igreja em Quelimane », *Voz da Zambézia*, n° 410, 14 avril 1972.
- « Dona Júlia Roldão », *Voz da Zambézia*, n° 148, 13 juin 1959.
- « A câmara municipal autorizou que a Associação Africana armazenasse milho ensacado na sua sede », *Voz da Zambézia*, n° 288, 7 février 1968.
- « A visita do Governador Geral a Quelimane. A população da Cidade recebeu apoteoticamente o Dr Baltazar Rebelo de Sousa », *Voz da Zambézia*, n°319, 9 octobre 1968.
- « Biblioteca Nun'Alvares », *Voz da Zambézia*, n°39, 24 avril 1957.
- « Tribuna da Associação do Fomento », *Voz da Zambézia*, n° 1, 5 août 1956.
- « Quelimane progride dia a dia », *Voz da Zambézia*, n° 37, 13 avril 1957.
- « O futuro salão de Quelimane-ambiente fino e nada de jogo nem mariscos », *Voz da Zambézia*, n° 44, 1 juin 1957.
- « Foi inaugurado o Aerodromo do Chinde », *Voz da Zambézia*, n°59, 21 septembre 1957.
- « O Colégio no Guruê abrirá em Setembro proximo », *Voz da Zambézia*, n°456, juin 1957.
- « Instrucção pública em Quelimane », *Voz da Zambézia*, n° 15, 10 novembre 1956 ; « Ensino primário », *Voz da Zambézia*, n° 7, 15 septembre 1956.
- « Associação Africana da Zambézia e o plano de fomento de Moçambique », *Voz da Zambézia*, n° 76.
- « O magno assunto de Quelimane », *Voz da Zambézia*, n° 16, 17 novembre 1956.
- « Problemas da cidade de Quelimane que exigem soluções urgentes », *Voz da Zambézia*, n° 57, 16 novembre 1957.
- « Crise de água na cidade de Quelimane », *Voz da Zambézia*, n° 68, Quelimane, 23 novembre 1957.
- « De dia para dia agrava-se assustadoramente a falta de água na cidade. Quelimane precisa inadiavelmente de água », *Voz da Zambézia*, n° 69, 30 novembre 1957.
- « A falta de água em Quelimane », *Voz da Zambézia*, n° 70, 7 décembre 1957.

- « Pertencem à Zambézia mais de 80 % da produção mineira da Província », *Voz da Zambézia*, n° 212, 3 septembre 1960.
- « Matar o tempo em Quelimane », *Voz da Zambézia*, n° 413, 14 octobre 1973.
- « Associação Africana », *Voz da Zambézia*, n° 53, 10 août 1957.
- « Associação Africana da Zambézia », *Voz da Zambézia*, n° 212, 3 décembre 1960.
- « Eleições na Associação Africana da Zambézia », *Voz da Zambézia*, n° 129, 31 janvier 1959.
- « Empossada nova comissão da União Nacional », *Voz da Zambézia*, n° 287, Quelimane, 18 février 1962.
- « Novas comissões distrital e conselha da União Nacional », *Voz da Zambézia*, n° 287, 18 février 1962.
- « Virgílio Fernandes », *Voz da Zambézia*, n° 36, 3 août 1963.
- « Associação Africana da Zambézia », *Voz da Zambézia*, n° 62, 12 octobre 1957.
- Voz da Zambézia*, 21 octobre 1970.
- « José Roldão », *Voz da Zambézia*, n° 304, 16 juin 1962.
- « José Julio Roldão », *Voz da Zambézia*, n° 309, 17 novembre 1962.
- « José Julio Roldão », *Voz da Zambézia*, n° 319, 29 septembre 1962.
- « Eleita nova vereação do município de Quelimane », *Voz da Zambézia*, n° 291, 17 mars 1962.
- « Associação Africana ou associação mista? », *Voz da Zambézia*, n° 55, 24 août 1957.
- « A Humanitária festejou o seu XIII aniversário », *Voz da Zambézia*, n° 130, 7 février 1959.
- « Indeferido o pedido da Associação Humanitária da Zambézia », *Voz da Zambézia*, n° 141, 25 avril 1959.
- « Impressões de viagem », *Voz da Zambézia*, n° 288, 24 février 1962.
- « Tem razão sr. Arrone Fijamo », *Voz da Zambézia*, n° 294, 7 avril 1962.
- « Extinto a partir de 16 de Novembro o serviço de Acção Psicossocial », *Voz da Zambézia*, n° 520, Ano XI, 21 septembre 1966.
- « O Malawi e Moçambique nas palavras do dr. Banda », *Voz da Zambézia*, n° 270, 27 septembre 1967.
- « Zambézia essa desconhecida? Boletins de Importação. Uma exposição da Associação do Fomento », *Voz da Zambézia*, n° 286, Quelimane, 10 février 1962.

União (Lourenço Marques)

- « Da Zambézia », *União*, n° 495, 28 mai 1947.

Diário de Moçambique (Beira)

- FIJAMO, Arone, « Impressões de viagem » *Diário de Moçambique*, n° 4082, 8 mars 1962.
- FIJAMO, Arone, « Carta aberta ao sr. Ferrão », *Diário de Moçambique*, n° 4108, 3 avril 1962.
- ROLDÃO, José Júlio, « Revogação do estatuto dos indigenas como consequência da evolução Portuguesa », *Diário de Moçambique*, n° 3906, 9 septembre 1961.
- ROLDÃO, José Júlio, « No tempo das Donas », *Diário de Moçambique*, n°550, 6 mai 1966.
- « Quelimane, 64. Enjeitada e triste », *Diário de Moçambique*, n° 4747, 22 janvier 1964.
- « Zambézia. O preço do Arroz », *Diário de Moçambique*, n° 4452, 1963.

Revista Tempo (Lourenço Marques/Maputo)

Période coloniale

- « O povo disse não ao Gumo », *Tempo*, n° 191, 12 mai 1974.

- « Democratas de Quelimane : exploração latifundiária é responsável pelos distúrbios», *Tempo*, n° 205, 25 août 1974.
- « Reaccionários provocam distúrbios. Agitadores serão severamente punidos », *Tempo*, n° 213, 27 octobre 1974.

Période post-coloniale

- « Entrevista com Bonifácio Gruveta, governador da Zambézia », *Tempo*, n°261, 5 octobre 1975.
- « Aldeia Comunal é, antes de mais a produção colectiva », *Tempo*, n°261, 5 octobre 1975.
- « Rompamos definitivamente com a burguesia para consolidar o poder Popular. Documento do presidente Samora Machel no comício de 22 de junho em Maputo », *Tempo*, n° 617, 8 août 1982.
- « Presidente Samora Machel em Cabo Delgado: Gostaria que a guerra tivesse durado pelo menos quinze anos », *Tempo*, n° 307, 22 août 1976.
- « Conselhos de Produção. Primeiro ano de actividade (1) », *Tempo*, n° 376, 16 octobre 1976.
- « Garantir execução do prioritário, Relatório do Governo sobre a situação no país », *Tempo*, n° 826, 10 août 1986.
- « Cartão de Residente », *Tempo*, n° 612, 4 juillet 1982.
- « Visita presidencial ao Malawi. Um recontro na história », *Tempo*, n° 734, 4 novembre 1987.
- « Tropas tanzanianas cumpriram o seu papel », *Tempo*, n° 948, 11 décembre 1988.
- « TMR condena 32 contra-revolucionarios. Quatro réus com pena de morte », *Tempo*, n° 541, 22 février 1981.
- CARIMO, João, « Crónicas de Namuli. A Religião dos Bandidos », *Tempo*, n° 9474 décembre 1988.
- « Zambézia: reorganizar as FAM para desbaratar os bandos armados », *Tempo*, n°670, 14 août 1983.
- « Guerra que nos movem é para destruir o povo. Presidente Joaquim Chissano na abertura da AP (2ª sessão da Assembleia Popular) », *Tempo*, n° 887, 11 juin 1987.
- « Zambézia : Malawi e bandidos de mãos dadas no saque », *Tempo*, n° 843, 7 décembre 1986.
- « Visita presidencial. Paz desponta na Zambézia e em Sofala », *Tempo*, n° 862, Quelimane, 19 avril 1987.
- « Emergência Moçambique. Zambézia a luz no fundo do tunel », *Tempo*, n° 935, 11 septembre 1988.
- « Gilé: refazer a vida », *Tempo*, n° 978, 9 juillet 1989.

Notícias de Maputo (Lourenço Marques)

Période coloniale

- « Mona – Movimento Nacional Africano (sede em Nampula) », *Notícias*, n° 16139, 16 mai 1974.
- « Mona ou a frustração das elites africanas », *Notícias*, n° 16166, 13 juin 1974.
- « O emissor Regional da Zambézia começa hoje a funcionar », *Notícias*, n° 10 479, 3 septembre 1958.
- « Fico é um movimento de gente simples e para gente simples », *Notícias*, n° 16 142, 19 mai 1974.
- « Ficar Convivendo. Boletim n° 3 », *Notícias*, n° 16144, 21 mai 1974.
- « Nova recusa de Samora Machel a um referendo », *Notícias*, n° 16167, Lourenço Marques, 15 juin 1974.
- « Personalidades e movimentos. Federalistas pronunciam-se », *Notícias*, n° 16179, 27 juin 1974.
- « Povo da Zambézia confia na Frelimo-Bonifacio Gruveta ao Notícias », *Notícias*, n°16360, 12 janvier 1975.
- « Bonifacio Gruveta esclarece população », *Notícias*, n° 16376, 27 janvier 1975.

- « Na Zambézia- Abaixo a superstição é a palavra de ordem », *Notícias*, n° 16427, 19 mars 1975.
- « A Zambézia defende os seus interesses », *Notícias*, n° 11639, 31 mars 1962.
- « Esta aguerrida comunidade. O importante plano de aproveitamento da bacia do Zambeze », *Notícias*, n° 11617, 9 mars 1962.
- « Esta aguerrida comunidade. O importante plano de aproveitamento da bacia do Zambeze », *Notícias*, n° 11 624, 16 mars 1962.
- « Gumo propõe para dirigir destinos de Moçambique, Dr Willen Pott », *Notícias*, n° 16 148, Lourenço Marques, 25 mai 1974.
- « Associação Africana da Zambézia vai ter nova orientação », *Notícias*, n° 16 413, Lourenço Marques, mars 1975.
- « Comunicações-O Grande Problema da Zambézia », *Notícias*, n° 11 631, 23 mars 1962
- « Mais uma vez a Zambézia sente-se menosprezada », *Notícias*, n° 11680, 11 mai 1962.
- « Esta aguerrida comunidade... (23) Escolas de recuperação de crianças », *Notícias*, n° 11 631, 23 mars 1962.
- « Esta aguerrida comunidade... (24) problemas de ensino », *Notícias*, n° 11652, 13 avril 1962.
- « A nossa luta não é contra raça nenhuma mas sim contra o colonialismo-Samora Machel em Milange », *Notícias*, n° 16 503, 5 juin 1975.
- « Os caminhos de ferro no distrito da Zambézia », *Notícias*, n° 11983, 15 juin 1962 ; « Anotação », *Notícias*, n° 11977, 8 juin 1962.

Période post-coloniale

- « A campanha de estruturação foi uma grande vitória popular- Presidente Samora Machel num comício em Maputo », *Notícias*, n° 17 752, 12 novembre 1978.
- « A partir da próxima semana, Grupos de Vigilância do Rovuma ao Maputo », *Notícias*, n° 17590, 10 juin 1978.
- « Cheias do Zambeze: Luta-se contra o tempo para salvar vidas e bens », *Notícias*, n° 17 516, 28 mars 1978.
- « Combater o Crime é combater o capitalismo -salientado na sessão de abertura do Seminário Nacional de Reeducação », *Notícias*, n° 17 024, 21 novembre 1976.
- « Como age o inimigo. Como e por que surgem as dificuldades nos abastecimentos », *Notícias*, n° 17272, 28 juillet 1977.
- « Decreto- lei sobre estabelece socialização da medicina », *Notícias*, n° 17 331, 25 septembre 1977.
- « Desencadeada fase de consolidação dos grupos de vigilância popular », *Notícias*, n° 17 884, 24 mars 1979.
- « Discurso do presidente Samora no dia dos Heróis moçambicanos », *Notícias*, n° 16 741, 5 février 1976.
- « Educação e Cultura. Desencadeada na Zambézia ofensiva política nas escolas. Trinta estabelecimentos criados em 1978 », *Notícias*, n° 17720, 10 octobre 1978.
- « FACOZA », *Notícias*, n° 16900, 15 octobre 1976.
- « Lojas do Povo : como se gerou e desenvolveu um monstro no seio do nosso Estado. De uma solução de emergência ao desvio esquerdista de querer “tomar conta de tudo” », *Notícias*, n° 17 888, 1 avril 1980.
- « Minérios pegmatíticos da Zambézia tem larga aplicação industrial. Exploração industrial adequada será fonte de divisas para o país », *Notícias*, n° 18 008, 26 juillet 1979.
- « Na provincia da Zambézia. Jazigos de minérios pegmatíticos são considerados dos maiores do mundo », *Notícias*, n° 18 003, 21 juin 1979

- « Na Zambézia. Director provincial da APIE pagava renda inferior ao estipulado », *Notícias*, n° 18 209, 12 février 1978.
- « Nos proximos 15 dias. Improdutivos devem apresentar-se aos GDS. Lançada operação de “Limpeza” das cidades » *Notícias*, n° 19 344, 21 juin 1983.
- « Ocorrido há seis meses em Inhassunge. BA's responsáveis pelo assassinato dos padres. Confirmam sacerdotes da Ordem Capuchinhos da Itália », *Notícias*, n° 21319, 9 octobre 1989.
- « Para minimizar problema de abastecimentos. Iniciada criação de zonas verdes em algumas cidades do país », *Notícias*, n° 17 996, 14 juillet 1979.
- « Penas mais severas para inimigos da Revolução. Lei da Comissão Permanente da Assembleia Popular divulgado ontem em defesa do Poder Popular », *Notícias*, n° 19275, 2 avril 1983.
- « Presidente da Republica demite Ministro da Agricultura. Comunicado da Presidência da Republica », *Notícias*, n° 17659, Maputo, 19 août 1978.
- « Programa de acção em curso nas zonas alagadas pelo Zambeze », *Notícias*, n° 17519, Maputo, 31 mars 1978.
- « Udemo diz ter 3 000 mil homens prontos a combater », *Notícias*, n° 23 431, Maputo, 11 mars 1996.
- « Um ano de Independência », *Notícias*, 25 juin 1976 (édition spéciale).
- « As cheias do Zambèze », *Notícias*, n° 17 520, 1 avril 1978.

Domingo (Maputo)

- « Na provincia de Maputo. Guerra pela desmobilização », *Domingo*, n° 634, 31 juillet 1994.
- « Governo de Unidade Nacional? Todos contra a Frelimo », *Domingo*, n° 616, 3 avril 1994.
- « Dhlakama: Chissano deve aceitar GUN até 25 de Setembro », *Domingo*, n° 638, 28 août 1994.
- « Afonso Dhlakama ao Domingo : Vice-presidente da República deve ser o 2° mais votado », *Domingo*, n° 618, 17 avril 1994.
- « Para aceitar o GUN. O Governo está sob pressões internacionais. Reconhece Chissano », *Domingo*, n° 631, 10 juillet 1994.
- « Dhlakama na Zambézia: Renamo é o único capaz de resolver os problemas do país », *Domingo*, n° 642, Maputo, 25 septembre 1994.
- « Zambézia. Queremos ganhar todos os lugares disponíveis », *Domingo*, 14 novembre 2005.

Savana (Maputo)

- « A batalha da Zambézia », *Savana*, n° 42, 4 novembre 1994.
- « Para defesa da sua dignidade e cultura. Os senas precisam de ter voz no governo », *Savana*, n° 8, 11 mars 1994.
- « Em Cabo Delgado. Porque não há administradores Macuas ? », *Savana*, n° 15, 6 mai 1994.
- « O regionalismo é da Frelimo e não do povo », *Savana*, n° 21, 10 juin 1994.
- « A governação deve incluir...Dr. Artur Vilanculos põe fim a anos de silêncio político », *Savana*, n° 283, 18 juillet 1999.
- « A leitura da situação é de Afonso Dhlakama. Chissano não acertou nas suas promessas », *Savana*, n° 55, 3 février 1995.
- « Renamo a caminho das autárquicas », *Savana*, n° 57, 17 février 1995.
- « Dhlakama está seguro em Sofala. Afonso Dhlakama percorreu a provincia de Sofala na semana de 20 a 27 de Junho e, uma coisa ficou clara: a larga adesão das pops sena e ndau à Renamo », *Savana*, n° 24, 1 juillet 1994.

- « Segurança do país está em causa. Há tensão na Renamo Reconhece Afonso Dhlakama ao Savana », *Savana*, n° 34, 9 septembre 1994.
- « Afonso Dhlakama em Quelimane. De lenço verde ao pescoço », *Savana*, n°36, 23 septembre 1994.
- « Alegadas pela Renamo. Dossier de irregularidades dá entrada na CNE », *Savana*, n° 43, 11 novembre 1994.

Mozambiquefile (Maputo)

- « Barama leader killed », *Mozambiquefile*, n°186, janvier, 1992.
- « UNAMO registration confirmed », *Mozambiquefile*, n° 189, avril 1992.
- « Discontent continues in the army », *Mozambiquefile*, n° 195, octobre 1992.
- « Demobilisation by mutiny », *Mozambiquefile*, n° 217, août, 1994.
- « Fraternisation and food aid as hostilities cease », *Mozambiquefile*, n° 196, novembre 1992.
- « Renamo violets the cease fire », *Mozambiquefile*, n° 196, novembre 1992.
- « Separatists blamed for attacks », *Mozambiquefile*, n° 218, septembre 1994.
- « Soldiers reject the FADM », *Mozambiquefile*, n° 212, mars 1994.
- « Further mutinies and rioting », *Mozambiquefile*, n° 218, septembre, 1994.
- « A tradition of mutiny », *Mozambiquefile*, n° 214, mai 1994.
- « Chissano on the hustings », *Mozambiquefile*, n° 220, novembre 1994.

Bulletin d'Information de l'AIM (Maputo), éd. en français

- « Le président Samora retourne à Zambézia », *Bulletin d'Information de l'AIM*, n° 86, août 1983.
- « Rapport sur la situation économique », *Bulletin d'Information de l'AIM*, n° 92, février 1984.
- « Possibilité d'admission du Mozambique au FMI », *Bulletin d'Information de l'AIM*, n° 94, Maputo, avril 1984.
- « Agression sud-Africaine contre la Zambézia et Tete », in *Bulletin d'Information de l'AIM*, n° 125, AIM, décembre 1986.
- « Amélioration de la situation en Zambézia », *Bulletin d'Information de l'AIM*, n° 127, février 1987.
- « Massacre à Gurué », *Bulletin d'Information de l'AIM*, n° 128, mars 1987.

Diário Popular (Lisbonne)

- « Portugal e o futuro-Análise da conjuntura nacional pelo general António de Spínola », *Diário Popular*, n° 11264, 1 mars 1974.

A Capital (Lisbonne)

- « Contactos com movimentos de libertação só com novo governo formado- diz Mário Soares », *A Capital*, n° 2223, 6 mai 1974.

Diário de Lisboa (Lisbonne)

- « Negociações com a Frelimo », *Diário de Lisboa*, n° 18476, 3 juin 1974.
- « O Gumo e a Frelimo », *Diário de Lisboa*, n° 18476, 3 juin 1974.
- « Portugal- Frelimo. Kaunda preside à abertura de negociações » *Diário de Lisboa*, n° 18474, 5 juin 1974.
- « Samora Machel reagindo ao referendo de que fala o governo português », *Diário de Lisboa*, n° 18481, 8 juin 1974.
- « Portugal corta relações com o Malawi », *Diário de Lisboa*, n° 18 518, 23 juillet 1974.

- « Desertores da Frelimo e mercenários de Jorge Jardim organizam a reacção », *Diário de Lisboa*, n° 18 533, 10 août 1974.
- « De Mbabane para Lusaka. Que faz correr Jorge Jardim ? », *Diário de Lisboa*, n° 18 539, 17 août 1974.
- « Cessar-fogo em Moçambique », *Diário de Lisboa*, n° 18541, 20 août 1974.
- « Moçambique, uma delegação económica chega hoje à Lisboa », *Diário de Lisboa*, n° 18547, 27 août 1974.
- « Graves incidentes em Lourenço Marques », *Diário de Lisboa*, n° 18556, 7 septembre 1974.
- « Os partidos fantoches apoiam a rebelião », *Diário de Lisboa*, n° 18557, 9 septembre 1974.
- « Uma centena de mortos em Lourenço Marques », *Diário de Lisboa*, n° 18559, 11 septembre 1974.
- « 5 000 brancos fugiram de Moçambique », *Diário de Lisboa*, n° 18565, 18 septembre 1974.

Afrique-Asie (Paris)

- « Mozambique, "c'est le peuple qui doit s'emparer de tout" », in *Afrique-Asie*, n° 109, Spécial Mozambique, Société d'éd. Afrique Asie Amérique Latine, 17-30 mai 1976.

Marchés Tropicaux et Méditerranéens (Paris)

- « Le Frelimo renforce le "pouvoir populaire" », *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, n°1566, 14 novembre 1975.
- Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, n° 1570, 12 décembre 1975.
- Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, n° 1562, 17 octobre 1975.
- « Une mise au point du ministre du Travail », *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, n° 1570, 12 décembre 1975.
- « Séminaire de la Santé à Quelimane » *Marchés tropicaux*, n°1566, 14 novembre 1975,
- Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, n° 1 620, 26 novembre 1976.

Africa Confidential (Londres)

- « Mozambique: Havoc in the Bush », *Africa Confidential*, XXIII (15), juillet 1982.
- « Mozambique: politicising the ranks? », *Africa Confidential*, II (4), 15 février 1984.
- Africa Confidential*, XXX (13), 23 juin 1989.

The Economist (Londres)

- « Mozambique », *The Economist*, août 2003.

Législation

Législation coloniale

- DIRECÇÃO GERAL DA COLÓNIAS, « Decreto 16 475 », *Colecção Oficial de Legislação Portuguesa publicada no ano de 1929*, 1º Semestre, Lisbonne, Imprensa Nacional, 1936.
- MINISTÉRIO DAS COLÓNIAS, Decreto-lei, n° 23 229, I série, n°261, Lisbonne, 15 novembre 1933
- MINISTÈRE DES PROVINCES D'OUTREMER, *Statut Politico-Administratif de la province de Mozambique*, Lisbonne, Agência Geral do Ultramar, 1963.
- MINISTÉRIO DA MARINHA E ULTRAMAR, *Regimen dos Prazos da Coroa, Collecção de leis, regulamentos e mais disposições legais promulgadas desde 1832 a 1896*, Lisbonne, Imprensa Nacional, 1897.

- MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS DA MARINHA E ULTRAMAR, *Reorganização dos Serviços administrativos da Província de Moçambique, aprovada por decreto de 23 de Maio de 1907*, Lisbonne, Imprensa Nacional, 1907.
- MINISTÉRIO DO ULTRAMAR, *Revogação do decreto-lei, n° 39 666, que promulga o estatuto dos indígenas portugueses das províncias da Guiné, Angola e Moçambique, decreto-lei n° 48 893*, Lisbonne, 6 septembre 1961.
- Decreto 163, *Boletim Oficial da Província de Moçambique*, I Série, n° 51, Lourenço Marques, 17 décembre 1921.
- Boletim do Governo da Província de Moçambique, n° 1, 13 mai 1854.
- Boletim do Governo Geral da Província de Moçambique, n° 1, Parte Official, Secção do Ultramar, Lisbonne, 3 janvier 1859.
- Boletim Oficial*, n° 23, Lourenço Marques, 18 avril de 1914.
- Diário do Governo*, I Série, n° 165, Lisbonne, 30 juin 1926.
- Boletim Oficial da Colónia de Moçambique*, I Série, n° 21, Lourenço Marques, 25 mai 1929.
- Decreto n° 18 570, *Diário do Governo*, I série, n° 156, Lisbonne, 8 juillet 1930.
- Diploma Legislativo n° 255, *Boletim Oficial da Colónia de Moçambique*, I Série, n° 34, Lourenço Marques, 23 août 1930.
- Boletim Oficial da Colónia de Moçambique*, III Série, n° 34, Lourenço Marques, 23 août 1930.
- SILVA, J. Castro e, « Ordem da Província da Zambézia n° 1 », Quelimane, 30 juin 1937, in *Colónia de Moçambique. Ordem da Província da Zambézia 1937-1943*.
- Circular n° 3:022/M/3, 29 octobre 1941, Ordem da Província da Zambézia n° 1, Secção 3, Política Indígena, Quelimane, 30 juin 1942, in *Colónia de Moçambique. Ordem da Província da Zambézia 1937-1943*.
- Circular n° 2:890/B/11, Ordem da Província da Zambézia n° 1, Secção 3, Política Indígena, 17 octobre 1941, Quelimane, 30 juin 1942, *Colónia de Moçambique. Ordem da província da Zambézia 1937-1943*.
- Circular n° 2:961/B/11, 24 octobre 1941, « Ordem da Província da Zambézia n° 1, Secção 3, Política Indígena », Quelimane, 30 juin 1942, *Colónia de Moçambique. Ordem da província da Zambézia 1937-1943*.
- Circular n° 920/M/2, 23 août 1941, Ordem da Província da Zambézia n° 1, Secção 3, Política Indígena, Quelimane, 30 juin 1942, in *Colónia de Moçambique. Ordem da província da Zambézia 1937-1943*.
- Circular n° 1:641/B/3, 23 avril 1942, Ordem da Província da Zambézia n° 1, Secção 3, Política Indígena, Quelimane, 30 juin 1942 in *Colónia de Moçambique. Ordem da província da Zambézia 1937-1943*.
- Boletim Oficial de Moçambique*, I Série, n° 21, Lourenço Marques, 30 mai 1942.
- Portaria n° 294/73, *Boletim Oficial*, n° 31, Lourenço Marques, 13 mars 1973.

Législation post-coloniale

- Boletim da República*, n° 25, 1° Suplemento, Maputo, 3 mars 1976.
- Decreto 12/75, *Boletim da República*, n° 32, Maputo, 6 septembre 1975.
- Decreto 5/76, *Boletim da República*, n° 14, Maputo, 5 février 1976.
- GOVERNO DE TRANSIÇÃO DE MOÇAMBIQUE, Decreto-Lei n° 675, *Boletim Oficial*, I Série, n°8, Maputo, 18 janvier 1975.
- Decreto n° 12/76, *Boletim da República*, n° 38, Maputo, 12 avril 1976.
- Boletim da República*, n° 67, Maputo, 29 novembre 1975.

« Acta do Apuramento Nacional das Eleições Legislativas de 1999 », *Boletim da República*, I, Série n° 1, 3° Suplemento, 7 janvier 2000.

II – Littérature grise

Thèses et mémoires non publiés

- ANGIUS, Matteo, *A figura e obra do jornalista José Júlio Roldão (1900-1979) Contribuição para a história da imprensa em Moçambique*, Mémoire de maîtrise, UEM, Maputo, 1997.
- BOWEN, Nina Renee, *Traders and livelihood strategies in post-conflict Zambézia*, Londres, PhD thesis, London School of Economics and Political Science, Juillet 2000.
- BRITO, Luís De, *Le Frelimo et la construction de l'Etat National au Mozambique- Le sens de la référence au marxisme (1962-1983)*, Thèse de doctorat “nouveau régime”, Paris, Université de Paris VIII, 1991.
- CHICHAVA, Sérgio, *Mozambique : la démocratie vue d'en « bas »- La perception de la démocratie selon les milieux sociaux urbains*, Mémoire de DEA, Institut d'Etudes politiques de Bordeaux, Bordeaux, 2003.
- SERRA, Carlos, *De la gestion de corps à la gestion des mentalités en Zambézia, Mozambique (1890-1983)- rapports de domination, conformisme et déviance politiques*, Thèse de doctorat “nouveau régime” Paris, EHESS, 1995.

Divers

- CAHEN, Michel, *Les mutineries de la Machanga et de Mambone (1953) : conflits sociaux, activisme associatif et tension religieuse dans la partie orientale de la « zone vandau »*, Bordeaux, 1991.
- FIJAMO, Arrone, *Tese para candidatura à presidente de Moçambique. Loucura democrática nas esteves e florestas da lendária Zambézia*, Quelimane, septembre 1994.
- FIJAMO, Arrone, *Só com a história do passado é que se pode caminhar seguro para o futuro*, Quelimane, 20 avril, 1994.
- FIJAMO, Arrone, *Deduções sobre a história dos usos e costumes Africanos*, Quelimane, Vol. I [s.d].
- TEIXEIRA, Luisa Pinto, « Partners in business – the working of the Indian traders of Zambézia, Moçambique, 1870-1910s », Lisbonne, 2004, 30p. multigr., à paraître, *Lusotopie*, 2008.

III - Documents d'archives

Arquivo do Governo de Nampula (AGN)

SAFRÃO, Abel, Administração da Ilha de Moçambique, *Relatório*, Ilha de Moçambique, 1991.

Arquivo do Governo da Zambézia (AGZ), Quelimane

Période coloniale

COMISSÃO MUNICIPAL DO CONCELHO DE QUELIMANE, *Relatório*, Paços do Conselho de Quelimane, 30 novembre 1939.

SCCIM, *Boletim de Informação*, n° 2/65, Mecanhelas, 9 janvier 1965.
SCCIM, *Boletim de Information*, n° 6/95, Mecanhelas, janvier 1965
SCCIM, *Boletim de Informação*, n° 7/65, Mecanhelas, 17 janvier, 1965.
SCCIM, *Boletim de Informação*, n° 52/65, Mecanhelas, 14 septembre 1965
SCCIM, *Boletim de Informação*, n° 4/66, Mecanhelas, 15 janvier 1966.
SCCIM, *Anexo ao Boletim de Informação* n°13/66, Mecanhelas, 28 février 1966, in AGZ.
SCCIM, *Boletim de Informação*, n° 15/66, Mecanhelas, 7 mars 1966.
GOVERNO DO DISTRITO DA ZAMBÉZIA, *Assunto: Senhor José Julio Roldão*, Quelimane, 4 juillet 1973.

Période post-coloniale

DIRECÇÃO PROVINCIAL DE FINANÇAS DA ZAMBÉZIA, *Serviços de Finanças, Relatório*, Quelimane, 11 mai 1977.
ADMINISTRAÇÃO DE GILÉ, *Do Administrador do distrito de Gilé para Governador da Província Da Zambézia*, Gilé, 10 novembre 1982.
ADMINISTRAÇÃO DE LUGELA, *Relatório*, Lugela, 2 juillet 1987, in *Arquivo do Governo da Zambézia*.
ADMINISTRAÇÃO DE MECANHELAS, *Boletim de Information* n° 6/95, Mecanhelas, janvier 1965.
ADMINISTRAÇÃO DE MORRUMBALA, *Do Administrador de Morrumbala, para o Governador da Província da Zambézia*, Morrumbala, 5 septembre 1982.
ADMINISTRAÇÃO DE MORRUMBALA, *Relatório das actividades realizadas durante o ano de 1989*, Morrumbala, 31 mars 1989.
ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DA MAGANJA DA COSTA, *Relatório das actividades politcias, economicas e sociais desenvolvidas durante o mês de Março do corrente ano*, Maganja da Costa, 5 avril 1979.
ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DA MAGANJA DA COSTA, *Relatório de trabalho realizado em Mabala, Cabuir e Muolôa de 1 a 11 de Setembro de 1986*, Maganja da Costa, 17 septembre 1986.
ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DA MAGANJA DA COSTA, *Relatório sobre o levantamento da situação politica e social do Distrito da Maganja da Costa*, Maganja da Costa, 2 septembre 1979.
ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE ALTO MOLOCUÉ, *Relatório mensal referente ao mês de Setembro*, Alto Molocué, 8 octobre 1990.
ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE ALTO-MOLOCUÉ, *Relatório mensal referente ao mês de Outubro*, Alto-Molocué, 31 octobre 1990.
ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE ALTO-MOLOCUÉ, *Relatório mensal referente ao mês de Janeiro*, Alto-Molocué, 31 janvier 1991.
ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE ALTO-MOLOCUÉ, *Relatório resumo da situação do distrito de Alto Molocué durante o 1° semestre de 1990*, 20 juillet 1990.
ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE CHINDE, *Relatório*, Chinde, 9 janvier 1979.
ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE GILÉ, *Relatório da situação política, economica e social do distrito do Gilé referente ao mês de Abril de 1986*, Gilé, 10 mai 1986.
ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE GURUÉ, *Relatório*, 15 novembre 1980.
ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE LUGELA, *Relatório mensal de 15 de julho à 15 de Agosto*, Lugela, 15 août 1981.
ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE LUGELA, *Relatório mensal de 15 de Setembro a 15 de Outubro de 1982*, Lugela, 12 octobre 1982.
ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE LUGELA, *Relatório*, Lugela, 11 août 1977.
ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE LUGELA, *Relatório*, Lugela, 20 septembre 1989.
ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE LUGELA, *Relatório*, Lugela, 5 août 1975.
ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE MILANGE, *Relatório*, Milange, 10 avril 1979.

ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE MILANGE, *Relatório*, Milange, 5 juillet 1979.

ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE MOPEIA, *Assunto : Informação*, Mopeia, 6 novembre 1990.

ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE MOPEIA, *Cópia do diário de serviço referente ao mês de Agosto de 1978*, Mopeia, 1 septembre 1978.

ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE MOPEIA, *Relatório das actividades realizadas no âmbito do Programa de emergência ao longo do ano de 1990*, Mopeia, janvier 1991.

ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE MOPEIA, *Relatório dos meses de julho e Agosto de 1976*, Mopeia, 31 août 1976.

ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE MORRUMBALA, *Confidencial, ofício n°35/D/8*, Morrumbala, 18 septembre 1979.

ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE MORRUMBALA, *Informação de carácter confidencial*, Morrumbala, 5 mars 1991.

ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE MORRUMBALA, *Relatório das actividades realizadas durante o ano de 1988*, Morrumbala, 31 décembre 1988.

ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE MORRUMBALA, *Relatório para o Governador da Provincia da Zambézia*, Morrumbala, 13 septembre 1982.

ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE NAMARROI, *Relatório da situação socio-político e administrativo do distrito de Namarroi, referente aos meses de Janeiro a junho do ano 1978*, Namarroi, 30 juin 1978.

ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE PEBANE, *Relatório das actividades desenvolvidas durante os meses de Abril/julho*, Pebane, 1 août 1989.

ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE PEBANE, *Sintese da reunião entre os Governos de Moma, provincia de Namputa e de Pebane*, Pebane, 24 juillet 1991.

ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DO ALTO-MOLOCUÉ, *Relatorio mensal*, Alto Molocué, 31 mars 1991.

ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DO GURUÉ, *Relatório das actividades desenvolvidas durante o período de 15 de Fevereiro a 15 de Março do corrente, no âmbito político, económico e social*, Gurué, 14 mars 1981.

ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DO GURUÉ, *Relatório das actividades desenvolvidas durante os meses de Novembro e Dezembro de 1987*, 22 janvier 1988.

ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DO GURUÉ, *Relatório mensal referente aos meses de julho e Agosto*, Gurué, 3 septembre 1976.

ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE NAMACURRA, *Relatório referente aos meses de Julho e Agosto de 1976*, Namacurra, 27 août 1976.

ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE MORRUMBALA, *Relatório para o Governador da Provincia da Zambézia*, Morrumbala, 13 septembre 1982.

COMISSÃO COORDENADORA DAS COOPERATIVAS DE CONSUMO, *Relatório*, Quelimane, 13 août 1981.

COMISSÃO COORDENADORA DAS FORÇAS DE DEFESA E SEGURANÇA, *Sintese do relatório do 3º destacamento especial referente ao mês de janeiro de 1981*, Milange, 12 mars 1981.

COMISSÃO COORDENADORA DAS FORÇAS DE DEFESA E SEGURANÇA, *Relatório*, Milange, 25 mai 1980.

COMISSÃO COORDENADORA DAS FORÇAS DE DEFESA E SEGURANÇA, *Relatório*, Quelimane, 28 octobre 1980.

COMISSÃO DISTRITAL DAS ALDEIAS COMUNAIS DE MOPEIA, *Relatório*, Mopeia, 27 mai 1980.

COMISSÃO DISTRITAL DE ORGANIZAÇÃO DE ELEIÇÕES DE LUGELA, *Relatório*, Lugela, 7 novembre 1977.

COMISSÃO DISTRITAL DE ORGANIZAÇÃO DE ELEIÇÕES DO ILE, *Relatório*, Ile, 2 novembre 1977.

COMISSÃO PROVINCIAL DAS ALDEIAS COMUNAIS, *Resenha de actividades desenvolvidas individualmente pelos membros do Conselho Coordenador*, Quelimane, 6 juillet 1981.

COMITÉ COORDENADOR DA MAGANJA DA COSTA, *Relatorio*, Quelimane, 7 mars 1975.

CONSELHO EXECUTIVO DA CIDADE DE QUELIMANE, *Relatório*, Quelimane, 15 septembre 1979.

CONSELHO EXECUTIVO DISTRITAL DO GURUÉ, *Relatório*, Gurué, 9 janvier 1979.

CONSELHO EXECUTIVO DO DISTRITO DE ALTO MOLOCUÉ, *Relatório das actividades desenvolvidas durante o ano de 1981*, Alto Molocué, 31 décembre 1981.

DIRECÇÃO PROVINCIAL DA INDÚSTRIA E ENERGIA DA ZAMBÉZIA, *Relatório da visita ao Distrito da Maganja da Costa*, Quelimane, 12 juin 1990.

DIRECÇÃO PROVINCIAL DE FINANÇAS DA ZAMBÉZIA, *Relatório*, Quelimane, 11 mai 1977.

FRELIMO, *Relatório do Comité provincial à 2ª Conferência*, Quelimane, 15 janvier 1981.

FRELIMO, *Relatório do secretariado do comité Provincial à sua II reunião Ordinária*, Quelimane, 21 mars 1978.

FRELIMO, *Seminário Nacional sobre a estruturação do Partido*, “*Sintese das discussões dos Grupos*”, Maputo, février 1978.

GABINETE DO ADMINISTRADOR DO DISTRITO DE LUGELA, *Relatório a que se refere a mensagem n°1/DPAC/980, da Direcção de Apoio e controle da Zambézia*, Lugela, 6 janvier 1980.

GABINETE DO ADMINISTRADOR DO DISTRITO DO ILE, *Assunto: Mau comportamento praticado na maioria das nossas tropas estacionadas no Distrito do Ile*, Informação n°03/88, Ile, 6 décembre 1988.

GABINETE PROVINCIAL DE ORGANIZAÇÃO DE ELEIÇÕES, *Relatório da comissão provincial de Eleições à primeira sessão da Assembleia provincial*, Quelimane, 13 décembre 1986.

GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, *Sintese do Relatório de Pebane*, Quelimane, 22 février 1980.

GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, 1ª Comissão de eleições, Serviço radiotelefonico, *Informação*, Mongoé, Milange 26 septembre 1977.

GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, *Balanço das actividades do Governo durante o 1º trimestre de 1991*, Quelimane, 30 juillet 1991.

GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, Direcção Provincial de Apoio e controlo, *Sintese do relatorio do distrito de Gilé referente ao mês de Fevereiro de 1986*, Quelimane 30 mai 1986.

GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, Gabinete do Governador, *Informação diária (Resumo)*, Quelimane, 31mars 1983.

GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, *I reunião provincial das aldeias comunais e cooperativas, discurso de abertura de sua excelência o Governador da Provincia Osvlado Tazama*, Macuse, 5 novembre 1979.

GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, *Memorando*, Quelimane, 8 octobre 1981.

GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, *Relatório da Situação da Provincia referente aos meses de Janeiro e Fevereiro*, Quelimane, 28 février 1981.

GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, *Relatório da visita de trabalho do senhor D.N.T.R. aos Distritos de Milange, Gurué, Alto Molocué, Gilé, Mocuba e Morrumbala entre os dias 28/8/81 a 5/9/81 na provincia da Zambézia*, Quelimane, 30 septembre 1981.

GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, *Relatório sobre a situação da Provincia nos últimos dois meses*, Quelimane, 29 juillet 1978.

GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, *Relatório*, Quelimane, 12 avril 1982.

GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, *Relatório*, Quelimane, 21 février 1978.

GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, *Reunião com as brigadas provinciais para a divulgação PPI*, Quelimane, 08 mai 1982.

GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, SIC/B.3/88, *Transcrição da nota n° 109/GADM/1988 de 4 de junho do Administrador de Morrumbala*, Quelimane, 9 juin 1988.

GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, *Sintese da intervenção de Morrumbala*, Quelimane, 19 décembre 1978.

- GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, *Síntese da visita de sua excelência Ministro da Agricultura ao Distrito, Nicoadala*, 20 septembre 1993.
- GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA; *Relatório sobre a socialização do campo et cooperativização*, Quelimane, 2 avril 1982.
- GOVERNO DA PROVÍNCIA DE MOZAMBIQUE, *Relatório sobre a situação da Província nos últimos dois meses*, Quelimane, 29 juillet 1978.
- GOVERNO DA PROVÍNCIAIA ZAMBÉZIA, Secretariado provincial de Eleições, *Relatório da comissão provincial de eleições*, Quelimane, 8 juin 1980.
- GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, *Informação nº1*, Quelimane, 12 novembre 1981.
- GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, *Síntese da visita de trabalho efectuada por sua excelência o Governador da província ao Distrito de Alto-Molocué e Localidade de Mugalama-Ile*, Quelimane, juillet 1990.
- GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, *Seminário sobre o desenvolvimento da Zambézia*, Mocuba, juin 1995.
- GRUVETA, Bonifácio, Comando provincial da Zambézia, *Nota informativa*, Mocuba, 14 septembre 1982.
- MINISTÉRIO DA DEFESA NACIONAL, 1º destacamento especial (Tigre), *Relatório*, Mongoé, Milange, 1 juin 1980.
- MINISTÉRIO DA DEFESA NACIONAL, *Síntese da Reunião Conjunta das Forças de Defesa e Segurança das Províncias do Niassa e Zambézia*, Milange, 4 février 1982.
- MINISTÉRIO DA DEFESA NACIONAL, *Síntese do Encontro orientado pela sua excelência Major General e comandante militar provincial da Zambézia*, Quelimane, 27 janvier 1983.
- MINISTÉRIO DO INTERIOR, *I seminário nacional sobre questões das actividades associativas e religiosas*, Maputo, 4 juillet 1980.
- MINISTÉRIO DO INTERIOR, Serviço provincial da Zambézia, *Ponto de análise sobre a palestra a religião*, Quelimane, 5 juillet 1980.
- PEREIRA, Honório, *Relatório*, 13 décembre 1977.
- SNASP, GABINETE DE INFORMAÇÃO E ANÁLISE, *Assunto: Relatório sobre o boato contra-revolucionário "Chupa-sangue"*, Quelimane, 20 août 1979.
- TAZAMA, Oswaldo A., *Relatório sobre a situação da província referente aos meses de Agosto, Setembro e Outubro de 1978*, Quelimane, 31 octobre 1978.
- TAZAMA, Oswaldo. A., *Relatório da actividade inimiga na província*, Quelimane, 27 août 1979.

Arquivo do Secretariado técnico de Administração Eleitoral (STAE),

Maputo :

- « Eleição de Artur Canana para candidato da Frelimo. Parte da "Ngyana ferida" », *Media Fax*, 1 mars 1998, *Recortes de Imprensa*, Maputo, mars 1998.
- « "Autárquicas": Bandeira nacional não pede favores », *Savana*, 3 mars 1998, *Recortes de Imprensa*, Maputo, mars 1998.
- « Canana fala da sua candidatura para a capital. "Não preciso de saber falar ronga para dirigir Maputo" », *Savana*, 10 avril 1998 *Recortes de Imprensa*, Maputo, mars 1998.
- « Candidatura de Carlos Jeque ao município de Maputo. Uma bofetada da Ngyana à Frelimo », *Savana*, 3 mars 1998, *Recortes de Imprensa*, Maputo, mars 1998.
- « A Frelimo tenta parar o vento com as mãos », (*Demos*, 24 novembre 1999), in *Recortes de Imprensa*, novembre 1999.

- « Eleições : Chissano e Dhlakama iniciam campanha na casa do "inimigo" », (*Boletim Lusa*, 19 outubro 1999), in *Recortes de Imprensa*, outubro 1999.
- « PR Chissano inaugura às escuras delegação da TVM na Zambézia », (*Boletim Lusa*, 19 outubro 1999), in *Recortes de Imprensa*, outubro 1999.
- « Eleições : Chissano promete aumentar PIB per capita », (*Boletim Lusa*, 20 outubro 1999), in *Recortes de Imprensa*, outubro 1999.
- « Autoridade tradicional. Frelimo reconce-a, finalmente », (*Médiafax*, 27 outubro 1999), in *Recortes de Imprensa*, outubro 1999.
- « Eleições : poder dos régulos vai ter enquadramento constitucional », (*Boletim Lusa*, 2 novembro 1999), in *Recortes de Imprensa*, novembro 1999.
- « Régulo Digodiua assegura apoios ao partido no poder », (*Notícias*, 2 novembro 1999), in *Recortes de Imprensa*, novembro 1999.
- « Zambézia. Frelimo e o seu candidato com promessas de voto dos régulos », (*Notícias*, 3 novembro 1999), in *Recortes de Imprensa*, novembro 1999.
- « Renamo acusa Frelimo de aliciar régulos na Zambézia », (*Notícias*, 6 novembro 1999), in *Recortes de Imprensa*, novembro 1999.

Arquivo Histórico de Moçambique (AHM), MAPUTO :

Fonds : PIDE/DGS

AHM/PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Relatório de Informação na Província n°3/69, período de 1 a 15 de Fevereiro de 1969*, Lourenço Marques, 1969-1970.

Fonds : Governo Geral

AHM/GOVERNO GERAL, *Ficheiro de Regulado*, Distrito da Zambézia, Processo T/6, Caixa 903.

SCCIM, « Anexo C ao Sitrep Circunstanciado n° 09/70 », *Sitrep Circunstanciado n°9/70*, Quelimane, 26 février 1970, in AHM/GOVERNO GERAL, *Sitrep Zambézia, 1969 a 1971*, Caixa 2308.

SCCIM, Boletim de difusão de informações n° 18/68, UNAR, Lourenço Marques, 13 mars 1968, in AHM/GOVERNO GERAL/Relatórios de informação 1969 a 1974.

SCCIM, *Sitrep Circunstanciado 18/70*, Quelimane, 30 avril 1970, in AHM/GOVERNO GERAL, *Sitrep Zambézia, 1969 a 1971*, Caixa 2308.

SCCIM, *Sitrep Circunstanciado n° 21/71*, Quelimane, 27 mai 1971 in AHM/ GOVERNO GERAL, *Sitrep Zambézia, 1969 a 1971*, Caixa 2308.

SCCIM, *Sitrep Circunstanciado n° 52/69*, Quelimane, 25 décembre 1969, in AHM/GOVERNO GERAL, *Sitrep Zambézia 1969 a 1971*, Caixa 2308.

Fonds : Administração civil

Decreto 2917, *Boletim Oficial*, n° 50, 16 décembre 1936 in AHM/ADMINISTRAÇÃO CIVIL, Agremiações Regionais de e Recreio, Defesa, Desporto e Estudo. Associações Desportivas, Recreativa e Culturais 1936-1968, *Grupo Desportivo Zambeziano*, Lourenço Marques, 1936, Caixa 16.

AHM/ADMINISTRAÇÃO CIVIL, Agremiações regionais de recreio, defesa, desporto e Estudo. Associações Desportivas, Recreativas e culturais, 1931-1974, *Carta dirigida ao Director Provincial dos serviços de Administração Civil da Zambézia por José Julio Roldão*, Quelimane, 22 février 1951, Caixa 12.

- AHM/ADMINISTRAÇÃO CIVIL, Agremiações Regionais de e Recreio, Defesa, Desporto e Estudo. Associações Desportivas, Recreativa e Culturais, *Assunto : Associação Humanitária Lusitana da Zambézia 1947-1963*, Lourenço Marques, 1959, Caixa 4
- AHM/ADMINISTRAÇÃO CIVIL, Agremiações Regionais de Recreio, Defesa e Estudo. Associações Desportivas, Recreativas e Culturais, 1941-1965, *Assunto: Clube Recreativo e Excursionista “os Unidos”, 1942*, Caixa 20.
- AHM/ADMINISTRAÇÃO CIVIL, Agremiações Regionais de Recreio, Defesa, Desporto e Estudo. Associações Desportivas, Recreativas e Culturais, 1931-1974, *Processo 27/55, Associação Africana da Zambézia, ex- Grémio Africano de Quelimane, 1931-1959*, Caixa 12.
- ROLDÃO, José Júlio, *Associação Africana de Quelimane, sua fundação, aspirações e acção educativa na vida de Quelimane e em geral da Zambézia*, in AHM/ADMINISTRAÇÃO CIVIL. Agremiações Regionais de Recreio, Defesa, Desporto e Estudo. Associações Desportivas, Recreativas e Culturais, 1931-1974, *Processo 27/55, Associação Africana da Zambézia ex- Grémio Africano de Quelimane, Quelimane, juillet 1942*, Caixa 12.

Fonds : Direcção dos Serviços dos Negócios Indigenas (DSNI)

- ADMINISTRAÇÃO DO CONSELHO DE QUELIMANE, *considerações sobre Negócios Indigenas, Quelimane, 17 août 1954*, AHM/DSNI, Caixa 136.
- AHM/DSNI, *Assunto : Informação n° 59/M/3 de 8/7-59 sobre : O Estatuto dos Indigenas Portugueses e a Carta Aberta dirigida por José Julio Roldão, a sua Excia o Ministro do Ultramar, publicada em “O Brado Africano” de 27 de junho de 1959*, Caixa 1627.
- ANDRADE de, Leovigildo, *Respostas ao Questionario da Inspeção Superior de Administração Colonial*, in AHM/DSNI, Morrumbala, 16 janvier 1950, *Processo A/42*, Caixa 136.
- NOGUEIRA, João Baptista, *Resposta ao Questionário proposto pela Inspeção Superior de Adminsitração Colonial, solicitado pela nota circular, confidencial n° 3332 de 15 de Setembro de 1949, em aditamento à circular n° 2579.A.31 de 1/8/1947, ambas da Direcção Provincial de Adminsitração Civil da Zambézia, Namacurra, 10 octobre 1949*, in AHM/DSNI, Caixa 136.

Fonds : Inspeção dos Serviços Administrativos e dos Negócios Indigenas (INSANI)

- CORREIA, Armando Pinto Eduardo, *Provincia do Niassa, Relatório e documentos referentes à inspeção ordinaria feita na Provincia do Niassa, Vol I, 1938-1940*, Lourenço Marques, 31 juillet 1940, in AHM/INSANI, Caixa 94.
- PIRES, João de Granjo, *Relatório da Inspeção Ordinária ao Concelho de Quelimane*, de 23 de Novembro 1970 a 3 de Novembro 1971, in AHM/ISANI, Quelimane, 1971, Caixa 1486,.
- PIRES, João Granjo, *Relatório da Inspeção Ordinaria ao concelho de Milange pelo Inspector Administrativo, de 15 de Novembro 1969 a 7 de Novembro 1970*; in AHM/INSANI, Quelimane, 1970, Caixa 72.
- PIRES, João Granjo, *Relatório da Inspeção Ordinária ao Concelho de Quelimane*, de 23 Novembro 1970 a 3 de Novembro 1971, Quelimane, 1971, in AHM/INSANI, Caixa 1486.
- RODRIGUES, J. F., *Relatório e documentos referentes à inspeção ordinária feita aos conselhos de Quelimane e Chinde, às circunscrições de Gurue, Ile, Lugela, Massingir, Milange, Nhamarroi, Zambeze e respectivos postos administrativos*, in AHM/ISANI, Quelimane, 1944, Caixa 62.

Fonds : Governo de Tete

GONÇALVES, João Cecilio, Panorama Geral do Distrito de Tete, *Apointamentos para sua excelência o senhor Inspector Superior, Hortêncio de Sousa*, Tete, 12 décembre 1966, in AHM/GOVERNO DE TETE/ARQUIVO CONFIDENCIAL/VÁRIOS, Caixa 42.

Centro de Estudos Africanos (CEA), Maputo

« Miguel Murrupa[Sic] explica como e porque voltou a Moçambique. A Frelimo é dominada pelos Chineses e os seus homens encontram-se desmoralizados », *Tempo*, Maputo, 13 décembre 1970, in CEA, Pasta 96709.

Arquivo Histórico Ultramarino (AHU), Lisbonne

Fonds : Companhia do Luabo

AHU, DIRECÇÃO GERAL DE ADMINISTRAÇÃO POLITICA E CIVIL, 3ª Repartição, *Contrato de sub-arrendamento dos Prazos Luabo, Melambe e Marral a John Peter Hornung feito em 19 maio de 1911*, Lisbonne, 1959, nota 251/61 de 20 de Junho de 1959, Maço 47 (1911-1939), *Companhia do Luabo*.

AHU, DIRECÇÃO GERAL DE ADMINISTRAÇÃO POLITICA E CIVIL, 3ª Repartição, *Dissolução e liquidação da Companhia*, Lisbonne, nota 251/61 20 Juin 1959, Maço 47 (1911-1939), *Companhia do Luabo*.

Fonds : Ministério do Ultramar/Gabinete do Ministro/Gabinete dos Negócios Politicos (MU/GM/GNP)

Sous-Fonds : Queixa do Ghana (Plainte du Ghana)

Relatório respeitante à vista a Moçambique da Comissão de Inquérito do BIT por motivo da Queixa do Ghana contra Portugal, Lourenço Marques, 31 décembre 1961, in AHU/MU/GM/GNP/ SR148/Pt.1, *Queixa do Ghana*, Boletins de Informação.

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, *Rapport de la Commission instituée en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'Organisation Internationale du Travail pour examiner la plainte du Gouvernement du Ghana au sujet de l'observation par le gouvernement du Portugal de la Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé*, 1957, Genève, février 1962, in AHU/MU/GM/GNP/170/SR170/Pt.8, *Queixa do Ghana*.

Sous-Fonds : Decalques Confidenciais (Copies confidentielles)

GABINETE DOS NEGÓCIOS POLÍTICOS, *Exm sr. Director Geral dos Negócios Politicos*, Lisbonne, Informação n° 1654/N-6-1, 12 mars 1963, janvier-avril, 1963, in AHU/MU/GM/GNP/SR010/PT.6, *Decalques Confidenciais*.

GABINETE DOS NEGÓCIOS POLÍTICOS, *Exmo sr Director dos Negócios Politicos e da Administração Interna*, Lisbonne, 19 août 1964, juin-septembre, 1964, in AHU/MU/GNP/SR10/ Pt.10C, *Decalques Confidenciais*..

GABINETE DOS NEGÓCIOS POLÍTICOS, *Exmo sr Governador Geral*, Lisbonne, 9 février 1962, janvier-juin, in AHU/MU/GM/GNP/SR010/Pt.4c, *Decalques Confidenciais*.

GABINETE DOS NEGÓCIOS POLÍTICOS, *Exmo sr. Director Geral dos Negócios Políticos e Administração Interna*, Lisbonne, 30 juillet 1962, Julho a Dezembro, in AHU/MU/GM/GNP/ SR 010/Pt.5c, *Decalques Confidenciais*.

GABINETE DOS NEGÓCIOS POLÍTICOS, Lisbonne, 13 mai 1964, janvier-mars, in AHU/MU/GNP/SR010/Pt.9c, *Decalques Confidenciais*.

GABINETE DOS NEGÓCIOS POLÍTICOS, Lisbonne, 24 janvier 1966, janvier-décembre, in AHU/MU/GM/GNP/SR010/Pt.16c, *Decalques Confidenciais*.

GABINETE DOS NEGÓCIOS POLÍTICOS, *Sr Governador geral de Moçambique*, 29 novembre 1967, octobre-décembre, 1967, in AHU/ MU/GM/GNP/ SR 010/Pt 23C, *Decalques Confidenciais*.

GABINETE DOS NEGÓCIOS POLÍTICOS, *Sr Governador Geral*, Lisbonne, 31 décembre 1962, juillet-décembre, in AHU/MU/GM/GNP/SR010/Pt.5c/*Decalques confidenciais*.

Sous-Fonds : Decalques secretos (Copies secrètes)

GABINETE DOS NEGÓCIOS POLÍTICOS, *Exmo sr Director geral dos Negócios Políticos e da Administração Interna*, Lisbonne, 7 septembre 1963, 7 septembre 1963, juillet-décembre, in AHU/MU/GM/GNP/SR011/Pt.7s/*Decalques Secretos*.

GABINETE DOS NEGÓCIOS POLÍTICOS, *Exmo sr Director geral dos Negócios Políticos e da Administração Interna*, Lisbonne, 24 avril 1963, in AHU/MU/GM/GNP/SR011/PT.6S, *Decalques Secretos*.

GABINETE DOS NEGÓCIOS POLÍTICOS, *Exmo sr Governador geral*, Lisbonne, 19 juin 1967, janvier-juin. in AHU/MU/GM/GNP/SR011/Pt.125, *Decalques secretos*.

GABINETE DOS NEGÓCIOS POLÍTICOS, *Oficio do GNP ao Director da PIDE*, 5 avril 1963, in AHU/MU/GM/GNP/SR011/Pt.6s, *Decalques Secretos*.

Sous-Fonds : Apontamentos Secretos (Notes secrètes)

Fontoura, Constantino Alvaro Xavier da, *Apontamento secreto n° 16*, in AHU/MU/GM/GNP/SR160/Pt.1, *Apontamentos Secretos*, [N°s 16 a 177-A], Lisbonne, 20 avril 1960.

PINTO, Pedro Feitor, *Apontamento: Aspectos negativos da vista realizada recentemente a Moçambique com um grupo de estudantes do Instituto de Altos Estudos Internacionais de Genève*, Lisbonne, 26 octobre 1964, in AHU/MU/GM/GNP/SR160/Pt.6/*Apontamentos Secretos*.

Sous-Fonds : Informações secretas (Informations secrètes)

GABINETE DOS NEGÓCIOS POLÍTICOS, *Carta enviada pelo Sr José Júlio Roldão, de Quelimane, à sua excelência o Ministro do Ultramar, oferecendo a sua colaboração*, Lisbonne, Informação Secreta n° 91, 1960-1961 [1960 (94 a 159), 1961 (5 a 251)], 11 novembre 1961, in AHU/MU/GM/GNP/SR164/Pt.1, *Informações Secretas*.

Sous-Fonds : PIDE

PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *assunto : Actividades da FRELIMO*, Lourenço Marques, Informação n° 1134-SC/CI (2), 16 octobre 1968, in AHU/MU/MU/GM/GNP/SR39/Pt.1, *Actividades Subversivas em Moçambique*.

PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Assunto: Actividades terroristas em direcção à Moçambique*, Informação n° 449-SC/CI (2), 17 mai 1966, in AHU/MU/GM/GNP/SR36//K.6.10/Pt.4, *Situação Subversiva em Moçambique*.

PIDE, MOÇAMBIQUE, *Assunto: Situação no distrito da Zambézia relativa à primeira quinzena de Março ultimo, período de 15 de julho 1966 à 8 de junho 1967*, Lourenço Marques, Informação n° 339-SC/CI (2), 5 avril 1967, in AHU/MU/GM/GNP/SR029/E.5.16/Moçambique. Ambiente político económico e social.

Sous-Fonds: SCCIM

ALMEIDA, José Augusto da Costa, *Aditamento ao ofício n° 543/S de 19 de junho de 1965, período de 23 de Março 1965 a 3 de Dezembro 1965*, Lourenço Marques, 5 août 1965, in AHU/MU/GM/GNP/053/SR/053, *Incidentes em Moçambique*.

ALMEIDA, José Augusto da Costa, SCCIM, *Aditamento ao ofício n 1010/S de 12 de Novembro de 1965*, in AHU/MU/GM/GNP/SR053/*Incidentes em Moçambique*.

ALMEIDA, José Augusto da Costa, SCCIM, *Aditamento ao ofício n° 70/S de 05 do corrente, período de 23 de Março 1965 a 3 de Dezembro 1965*, Lourenço Marques, 13 août 1965 in AHU/MU/GM/GNP/SR053, *Incidentes em Moçambique*.

FREIRE, Fernando da Costa, SCCIM, *Assunto: Potencialidade da FRELIMO no Malawi*, in AHU/MU/MU/GNP/SR151, *Relatórios e Boletins de informação*.

FREIRE, Fernando da Costa, SCCIM, *Relatório de Situação n°24/69, período de 11 Novembro a 25 de Dezembro 1969*, Lourenço Marques, 15 décembre 1969, in AHU/MU/GM/GNP/SR133/Pt.9/*Relatórios de Situação*.

FREITAS, Afonso, Ivens Ferraz de, SCCIM, *Distrito de Manica e Sofala. Subversão*, Lourenço Marques, Informação n° 45/965, 4 novembre 1965, in AHU/MU/GM/GNP/SR36/Pt.3, *Situação subversiva em Moçambique*.

FREITAS Afonso Ivens-Ferraz de, SCCIM, *Assunto: Subversivo. Circunscrição do Lugela sede e seus Postos de Munhamade e Tacuane*, Informação n° 82/1964, período de 14 de Março 1963 a 20 de Fevereiro de 1965, Lourenço Marques, 5 novembre 1964, in AHU/MU/GM/GNP/Pt.1/SR053/*Incidentes em Moçambique*.

FREITAS, Romeu Ivens-Ferraz de, SCCIM, *Relatório da visita às brigadas moveis feita pelo inspector de Acção Psicossocial Romeu Ivens-Ferraz de Freitas de 6 de Agosto a 6 de Outubro*, Lourenço Marques, 28 octobre 1962, in AHU/MU/GNP/SR16/Pt.1.

GONÇALVES, Dá Mesquita, SCCIM, *Assunto, Panorama da situação subversiva em Moçambique (Agosto, Setembro e Outubro de 1965)*, Lisbonne, 20 décembre 1965, Informação n° 1548, in AHU/MU/GM/GNP/SR036/Pt.1, *Situação Subversiva em Moçambique*.

GONÇALVES, Dá Mesquita, SCCIM, *Assunto: Panorama da Situação subversiva em Moçambique (Abril de 1965)*, Informação n° 1259, Lisbonne, 2 juin 1965, in AHU/MU/GM/GNP/SR036/Pt.1, *Situação Subversiva em Moçambique*.

RAMIRES, Júlio de Vilhena, SCCIM, *Relatório de Situação n° 18/70, período de 16 a 29 septembre 1970*, Lourenço Marques, 22 septembre 1970, in AHU/MU/GM/GNP/SR133/Pt.11, *Relatórios de Situação*.

RAMIRES, Júlio de Vilhena, SCCIM, *Relatório de Situação n°6/70, período de 3 a 17 de Março de 1970*, in AHU/MU/GNP/SR133/Pt. 10, *Relatórios de Situação*.

RAMOS, José de Vilhena Ramires, SCCIM, *Relatório de Situação n°12/71, período de 16 a 30 Junho 1971*, Lourenço Marques, 22 juillet 1971, in AHU/MU/GM/GNP/SR133/Pt.15, *Relatórios de Situação*.

- RODRIGUES, Manuel Maria Sarmiento, SCCIM, *Aditamento ao Ofício n° 439/C de 11 de Maio último*, Lourenço Marques, 23 juillet 1962, in AHU/MU/GM/GNP/SR051, Moçambique. *Actividades Separatistas*.
- SCCIM, *Actividades terroristas no Distrito do Niassa*, Lourenço Marques, Informação n° 696-SC/CI (2), 17 août 1966 in AHU/MU/GM/GNP/K.6.10/SR036/Pt.4, *Situação subversiva em Moçambique*.
- SCCIM, *Assunto : Actividades terroristas*, Lourenço Marques, Relatório de Informações n°116, 26 août 1966, in AHU/MU/GNP/SR036/Pt.5/*Situação subversiva em Moçambique*.
- SCCIM, *Assunto : Informação sobre Moçambique, período de 11 de Fevereiro de 1965 a 1 Abril de 1965*, Lourenço Marques, Informação n° 491-SC/CI (2), 29 décembre 1964, in AHU/MU/GNP/SR053, *Incidentes em Moçambique*.
- SCCIM, *Relatório de situação 5, Distrito da Zambézia n°2, Período de 31 de Março 1966 a 28 de Abril de 1966*, Lourenço Marques, Maio 1966, in AHU/MU/GM/GNP/Pt.1/SR133, *Relatórios de Situação dos SCCIM*.
- SCCIM, *Relatório de Situação n° 2/66, Distrito da Zambézia n°1, período de 1 Janeiro 1966 a 31 Março 1966*, Lourenço Marques, 20 avril 1966, in AHU/MU/GM/GNP/SR133/Pt.133, *Relatórios de Situação*.
- SCCIM, *Relatório de situação n° 7/66, distrito da Zambézia n°3, período de 28 Abril 1966 a 2 Junho 1966*, Lourenço Marques, 20 juin 1966, in AHU/MU/GM/GNP/Pt.1/SR133, *Relatórios de Situação dos SCCIM*.
- SCCIM, *Relatório de Situação n°16, Distrito de Tete n°6, período de 1 de Setembro a 30 de Novembro*, Lourenço Marques, 9 décembre 1966, in AHU/MU/GM/GNP/SR151/Pt.2, *Relatórios e Boletins de Informação*.
- SCCIM, *Relatório de Situação n°26/67, período de 01 a 31 de outubro de 1967*, Lourenço Marques, 1967, in AHU/MU/GM/GNP/SR133/Pt.3, *Relatórios de situação*.
- SCCIM, *Relatório de Situação n°8/67, Distrito de Tete n°8, período de 1 Janeiro 1967 a 28 de Fevereiro 1967*, Lourenço Marques, 14 mars 1967, in AHU/MU/GM/GNP/SR133/Pt.2, *Relatórios de Situação*.
- SCCIM, *Sitrep Circunstanciado n° 8/66, período de 24 Março 1966 a 31 Março 1966*, in AHU/MU/GNP/SR, *Relatórios Situação dos SCCIM*.

Sous-Fonds : Ministério dos Negócios estrangeiros

MINISTÉRIO DOS NEGOCIOS ESTRANGEIROS, *Transmissão Imediata de Notícias*, Processo 960 171, Ficha: Zâmbia, 14 janvier 1965, in AHU/MU/GM/GNP/SR083/Pt.2/H.2221, *Zambia, Política Geral*.

*Instituto dos Arquivos Nacional da Torre do Tombo (IANTT),
Lisbonne :*

Fonds : Arquivo Oliveira Salazar (AOS)

O problema Nacional de Moçambique. Ameaça do Potencial da União sul Africana e da Confederação Africana, Lisbonne, 1954, in IANTT/AOS/CO/UL-22, Pasta 11.

Correspondência sobre as seguintes questões: Moçambique. Angola. Inspeção às zonas algodoeiras, Lisbonne, 1961, in IANTT/AOS/CO/UL-38A, Pasta 6.

- Correspondência sobre as seguintes questões: Situação política em Moçambique. Actividade da UDENAMO-União Democrática Nacional de Moçambique. Actividade da Manu, Mozambique African National Union. Actividade da UNAMI-União Nacional Africana de Moçambique. Actividade do PPPM-Partido dos problemas do Povo de Moçambique, Lisbonne, 1959-1965, in IANTT/AOS/CO/UL-9C, Pasta 2.*
- Carta de Willem Gerard Pott para o deputado por Moçambique à Assembleia Nacional, Dr. Manuel Nazareth, Quelimane, 22 Novembro 1967, in IANTT/AOS/UL/34, Correspondência sobre as seguintes questões: Situação Política em Moçambique, 1959-1967, Pasta 6.*
- MINISTÉRIO DAS COLONIAS, *Relatório da Comissão criada pelo decreto n° 29 396 de 16 de Janeiro de 1939, in IANNT/AOS/CO/UL-9ª, Correspondência sobre as seguintes questões: passagem para a administração do Estado, dos territorios autonomos em Moçambique, Lisbonne, 1942.*
- MINISTÉRIO DO ULTRAMAR, Gabinete do Ministro, *Telegrama recebido do exmo Governador-Geral de Moçambique em 26 de Janeiro de 1959, assunto: recepção Sexa Governador-Situação política da província, 26 janvier 1959, Lourenço Marques, in AOS/CO/UL-8J, Telegramas do Ministério do Ultramar para as seguintes entidades: governo de Moçambique, 1955-1956; 1958-1959, 5ª subdivisão, Pasta 1.*
- MINISTÉRIO DO ULTRAMAR, Gabinete do Ministro, *Telegrama recebido do Governador Geral de Moçambique. Assunto: Incidentes, Lourenço Marques, 22 décembre 1964, in, IANTT/AOS/CO/UL-50A, Informações da Pide, 1965.*
- SOUSA, Vergilio de, *Correspondência sobre as seguintes questões: Situação Política em Moçambique, 1959-1967, Lisbonne, 1959, in IANTT, AOS/CO/UL-34, 3ª subdivisão, Pasta 6.*

**Fonds : Serviços de Centralização e coordenação de Informações
(SCCIM)**

- ADMINISTRAÇÃO DO CONCELHO DE QUELIMANE, *Relatório sobre a elevação da população nativa, in ANNT/SCCIM, Quelimane, 30 septembre 1963, Caixa 263.*
- ADMINISTRAÇÃO DO CONCELHO DO GURUÉ, *Elevação da população nativa, Vila junqueiro, 3º trimestre, in IANNT/SCCIM, 30 septembre 1963, Caixa 263.*
- ADMINISTRAÇÃO DO CONCELHO DO GURUÉ, *Elevação da população nativa, vila junqueiro, Gurué, 30 septembre 1963, 3º trimestre, in IANNT/SCCIM, processo A/2/2, Caixa 263.*
- ALBUQUERQUE, Fernando Rodrigues de, *Relatório do Serviço de Informações in IANTT/SCCIM, Processo 1009, Caixa 22, Quelimane 19 juillet 1960*
- VELOSO, Antonio Augusto, *Estudo da Situação, Regedoria Chitambo, Administração do Concelho de Milange, Distrito da Zambézia, Milange, 30 mars 1965, in IANTT/SCCIM, processo n° 5, Caixa 390.*
- BAPTISTA, Luis Freitas, *Boletim de Informações, in IANTT/ SCCIM, Caixa 22, processo 1009, Tacuane, 6 août 1964.*
- BARBOSA, João Morreira, *Refª à nota confidencial n° 819 de 7 corrente da circunscrição de Mopeia, Quelimane, 29 novembre 1959, in IANTT/SCCIM, processo 1009, Caixa 22.*
- CALADO, Horacio *Relatório sobre a elevação da população nativa, in IANNT/SCCIM, Milange, 14 septembre 1963, 3º trimestre, Caixa 263.*
- CESÁRIO, Rui da Costa, *Circular n° 61/C, Lourenço Marques, 5 mars 1965, in IANTT/SCCIM, Questionário Estudo da Situação- Expediente Geral n°1, 1964-1966, processo n°1 A/2/2, Caixa 388.*
- FERNANDES, F. Alfredo, *Relatório sobre a elevação da população nativa, Milange, 15 juin 1963, 2º trimestre in IANNT/SCCIM, processo A/2/2, Caixa 263.*

- FERNANDES, Jorge Lobo, *Relatório sobre a elevação da população nativa, elaborado nos termos das instruções que acompanharam a circular n°92/B/1/2, confidencial, de 14 de Agosto de 1961*, in IANNT/SCCIM, Morrumbala, 30 juin 1963, processo A/2/2, Caixa 263.
- FREITAS, Afonso Ivens Ferraz de, *Informação*, Lourenço Marques, 4 novembre 1959, in IANTT/SCCIM, Processo 1009, Caixa 22.
- FREITAS, Afonso Ivens-Ferraz de, *Boletim de Difusão de informações n° 15/964*, Lourenço Marques, 16 avril 1964, in IANTT/SCCIM, processo n° 993, Caixa 15.
- GABINETE DOS NEGOCIOS POLITICOS, *senhor governador geral de Moçambique*, Lisbonne, 25 mars 1964, in IANTT/SCCIM/AC/2, "Associações em que predomina gente de cor", Processo n°23, Caixa 12.
- IANNT/SCCIM, *Distrito da Zambézia. Estudo da Situação*, processo n° 5, Quelimane, 1965, Caixa 390.
- MATOS, João, *Aditamento ao meu telegrama 122/C, de hoje*, Quelimane, 17 octobre 1959 in IANTT/SCCIM, Processo 1001, Caixa 22.
- MATOS, Octávio Serra de, *Associação Africana da Zambézia*, in IANTT/SCCIM/AC/3, Processo 34, Caixa 373, Quelimane, 3 août 1960.
- OLIVEIRA, António Lopes Henriques de, Serviço de Acção Psicossocial. Gabinete Provincial, *Relatório da visita ao Distrito da Zambézia, pelo Inspector do Serviço de Acção Psicossocial António Lopes Henriques de Oliveira de 14 de Novembro a 14 de Dezembro de 1964*, Lourenço Marques, 23 de Dezembro de 1964, in IANTT/SCCIM, processo 467, Caixa 55
- RAMIRES, José de Vilhena, *Relatório de Situação n°12/71, período de 16 a 30 Junho 1971*, in AHU/MU/GM/GNP/SR133/Pt.15/Relatórios de Situação/SCCIM, Lourenço Marques, 22 juillet 1971.
- ROCHETA, Daniel, *Adit° ao telegrama n° 104/C, de 12 août 1961*, in IANTT/SCCIM, Quelimane, 17 août 1961, processo 1009, Caixa 22.
- ROCHETA, Daniel, *Oficio n° 210/A/16*, Quelimane, 10 décembre 1962, in IANTT/SCCIM, processo 1009, caixa 22.
- ROCHETA, Daniel, *Elevação da População Nativa, Relatório do 3° Trimestre, 1963*, in IANNT/SCCIM, Quelimane, 05 décembre 1963, Caixa 263.
- SANTOS, Silvio Rosa dos, *Relatório sobre a elevação da população nativa, 3° trimestre*, in IANTT/SCCIM, Mongoé, 14 septembre 1963 Caixa 263.
- SANTOS, Silvio Rosa dos, *Relatório sobre a elevação da população nativa, Mongoé, 14 septembre 1963, 3° trimestre*, in IANTT/SCCIM, caixa 263.
- SCCIM, *Assunto: Tipo de organização clandestina da Frelimo na Provincia, 27 août 1966, Relatório n° 472/66-GAB de 12/08/66; proc. Ac/2*, in ANTT/SCCIM, Caixa 12.
- « Foi extinto o Centro associativo dos Negros de Moçambique », *Voz Africana*, 7 août 1965, in IANNT/SCCIM/AC/2/2, Recortes, processo n° 25, maço n° 21-26, Caixa 12.

Fonds : PIDE/DGS

- « Gwambe out of FRELIMO », *Mwafrica*, 27 juin 1962, in IANTT/PIDE/DGS, Serviços Centrais, Processo 2826/62-SR, NT3213, FRELIMO, Vol. I.
- IANNT/PIDE/DGS, SR 2649/62, UNIÃO NACIONAL AFRICANA DE MOÇAMBIQUE INDEPENDENTE (UNAMI), Apontamenton n° 263, assunto: *actividades de José Baltazar da Costa-Presidente da Uniao Nacional Africana de Moçambique Independente*, Lisbonne, 16 juin 1962.
- IANNT/PIDE/DGS, Processo 326/61-SR, Assunto : *Mozambique African National Union (MANU)*, Lisbonne, 15 juin 1965.
- IANNT/PIDE/DGS/ SC/SR, n° do processo 2657/62, *Uria Simanta ou Uria Simango*, Lourenço Marques, 21 avril 1962.

- PIDE, Delegação de Moçambique, *Assunto: Actividades de terroristas em direcção a Moçambique*, Informação n°230-SC/CI (2), 9mars 1966, in IANTT/PIDE/DGS, SC/SR, processo 2657/62, N. Instalação 3211, *Uria Simanta ou Uria Simango*.
- PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Assunto: UNAMO. Actividades de Organização e propaganda*, Lourenço Marques, 2 décembre 1970, in IANTT/PIDE/DGS, Processo CI (2) 9713, *União Nacional de Moçambique*.
- PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Assunto: circunstâncias que rodeiam a morte de Mazunzo Million Bobo em Moçambique*, Lourenço Marques, 29 février 1968, in IANTT/PIDE/DGS, Serviços Centrais, Serviços Centrais, Processo CI (2) 4126, COREMO, Vol.II.
- PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Assunto: Disputas internas do Coremo provocam mudanças do "Quartel-General"*, Lourenço Marques, Informação n°252-SC/CI (2), Actividades do COREMO, 13 février 1968, in IANTT/PIDE/DGS, Serviços Centrais, Serviços Centrais, Processo CI (2) 4126, COREMO, Vol. II.
- PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Informação, assunto: Unamo. Importância e actividades*, Lourenço Marques, 23 juillet 1973, in IANNT/PIDE/DGS, Processo CI (2) 9713, *União Nacional de Moçambique*.
- PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Relatório, assunto: UNAMO condicionamentos e restrições*, 31 octobre 1969, Lourenço Marques, in IANTT/PIDE/DGS, Processo CI (2) 9713, *União Nacional de Moçambique*.
- PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Relatório, assunto: UNAMO. Situação financeira do partido*, Lourenço Marques, 14 octobre 1969, Informação 1 049-SC/CI(2), in IANTT/PIDE/DGS, Processo CI(2) 9713, *União Nacional de Moçambique*.
- PIDE, Delegação de Moçambique, *Relatório, assunto: subversão não violenta na Zambézia*, Pide Quelimane, 27/5/66, in ANNT/ SCCIM/AC/2, Processo n°23, "Associações em que predomina gente de cor", Caixa 12.
- PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, Sudelegação de Tete, *Assuto: UNAMO. Actividades de propaganda*, Lourenço Marques, 11 octobre 1973, Processo CI (2) 9713, *União Nacional de Moçambique*.
- PIDE, DELEGAÇÃO EM MOÇAMBIQUE, *Assunto: Actividade da Unar*, Lourenço Marques, 16 avril 1968, Informação n° 411-SC/CI (2), in IANTT/PIDE/DGS, Processo CI (2) 9713, *União Nacional de Moçambique*.
- PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Assunto: actividades de José Baltazar da Costa-Presidente da Uniao Nacional Africana de Moçambique Independente*, Lourenço Marques, Apontamento n° 263, 16 juin 1962, in IANTT/PIDE/DGS, Serviços Centrais, processo SR 2649/62, UNIÃO NACIONAL AFRICANA DE MOÇAMBIQUE INDEPENDENTE (UNAMI).
- PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Assunto: Comunismo Internacional*, Lourenço Marques, Informação n° 4126-CI (2), 20 février 1971 in IANNT/PIDE/DGS/Serviços Centrais, Coremo, Processo CI (2) 4126, 3° Vol.
- PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Assunto: Encerramento dos escritórios da UDENAMO no Tanganica em 10 de Janeiro findo*, Lourenço Marques, Informação n°187/62-GU, 22 février 1962, in IANTT/PIDE/DGS, Serviços Centrais, Processo 326/61- SR/61, *Mozambique African Union (MANU)*.
- PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Assunto: Evolução histórica dos partidos emancipalistas de Moçambique*, Lourenço Marques, 9 août 1967, Informação n° 822-SC/CI (2), in IANTT/PIDE/DGS/Serviços Centrais, Processo 2826/62, NT 3214, *FRELIMO*, Vol. III.

- PIDE, DELEGAÇÃO EM MOÇAMBIQUE, *Assunto: Situação actual da penetração subversiva no distrito da Zambézia*, Lourenço Marques, Informação, 28 juillet 1972 in IANTT/PIDE/DGS/Serviços Centrais, processo 2826/62-SR, *Frelimo*, Vol. VI.
- PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Relatório Imediato. Assunto: Grupo Unido de Moçambique, Formação, Objectivos e Programas*, 12 mars 1974, in IANTT/PIDE/DGS/ SC, *Unidade por Moçambique*, Processo 1 225/73-CI (2), Vol. I.
- PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Relatório Imediato. Assunto: Joana Simião/GUM/Sedes, Moçambique*, 22 mars 74, in IANTT/PIDE/DGS/ SC, *Unidade por Moçambique*, Processo 1 225/73-CI (2), Vol. I.
- PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Assunto: Comunismo Internacional*, in IANNT/PIDE/DGS, Serviços Centrais, Informação n° 4126-CI (2), Processo CI (2) 4126, Lourenço Marques, 20 février 1971, *Coremo*, Vol. III.
- PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Assunto: Comunismo Internacional*, Lourenço Marques, Informação n° 4126-CI (2), 20 février 1971 in IANNT/PIDE/DGS/Serviços Centrais, Processo CI (2) 4126, *Coremo*, Vol. III.
- PIDE, DELEGAÇÃO EM MOÇAMBIQUE, Informação, *assunto: Situação actual da penetração subversiva no distrito da Zambézia*, in IANTT/PIDE/DGS/SC, processo 2826/62-SR, Lourenço Marques, 28 juillet 1972, *Frelimo*, Vol. VI.

Divers

Mário SALIMA, *Lettre à Gimo Phiri*, 28 juin 1982.

Condolências, *À sombra da cruz. Derradeira homenagem à José Júlio Roldão*, Quelimane, mai, 1978.

IV - Documents audiovisuels

- « Visita presidencial do presidente Chissano à Zambézia », *TVM Especial*, Émission télévisée, 3 septembre 1994.
- « Retrospectiva da campanha eleitoral de Afonso Dhlakama », *TVM*, Émission télévisé de 18 novembre 1994.
- « Armando Guebuza. Eleições 2004, Zambézia », *TVM*, Émission télévisée, novembre 2004.
- « Afonso Dhlakama. Campanha eleitoral Zambézia. Mocuba e Namacurra », in *TVM*, Émission télévisée de, Maputo, 2004.

V - Documents électroniques

- AWEPA, *Boletim sobre o processo político em Moçambique*, n° 32, 15 juillet 2005, <<http://www.mozambique.mz/awepa/awepa31/awepa31.htm>>.
- CAMINHOS DE FERRO DE MOÇAMBIQUE, « O desempenho operacional dos CFM », *Relatório*, octobre 2006, <<http://www.cfmnet.co.mz/estatisticaJDFP2006.htm>>.
- FRELIMO, « Discurso de Edson Macuáua na Assembleia da República », 2 novembre 2006, <<http://www.frelimo.org.mz>>.
- FRELIMO, « IX congresso vai realizar-se em Quelimane », 22 juin 2006, <<http://www.frelimo.org.mz>>.

- FRELIMO, « Brigadas centrais partem para as províncias com as atenções viradas para o IX congresso », 18 septembre 2006, < <http://www.frelimo.org.mz> >.
- FRELIMO, *Resumo biográfico sobre a participação do camarada Filipe Samuel Magaia na luta de libertação nacional*, Maputo, 30 octobre 2006, in <http://www.macua.blogs.com/moambique_para_todos/2006/10/filipe_samuel_m.html>.
- GARMES, HÉLDER, « José Peixto do Amaral: meia hora enfado », 3 mars 2006, <<http://www.geocities.com/ailbr/joseamaralmeiahoraenfado.html>>.
- OBSERVATÓRIO DA PAZ, « Caso da Mocimboa da Praia. Relatório dos acontecimentos », 19 septembre 2005, <http://blog.livedoor.jp/ticad_csf/archives/50030623.html>.
- PEQUENINO, Benjamin, « O papel das instituições sócio-culturais no desenvolvimento. Um olhar crítico à cultura zambeziana », 31 octobre 2006, <http://www.canalmoz.com/default.jsp?file=ver_artigo&nivel=0&id=&idRec=1110>.
- PNUD, *Rapport Mondial sur le Développement Humain 2005. La coopération internationale à la croisée des chemins. L'aide, le commerce et la sécurité dans un monde marqué par les inégalités*, <<http://hdr.undp.org/reports/global/2005/francais/>>.
- RODRIGUES, Eugénia, « Chiponda " a senhora que tudo pisa com os pés". Estratégia de poder das *donas* dos *prazos* do Zambêze no século XVIII », Grupo de Trabalho 3, 5 février 2005, <<http://www.desafio.Ufba.br/gt3-002.html>>.
- SARDC, « Actualização do desenvolvimento Humano em Moçambique », <<http://databases.sardc.net/books/HDR2001port/view.php?id=9>>.
- UNICEF, « Unicef-Mozambique-Statistics », <http://www.unicef.org/french/infobycountry/Mozambique_226.html>.
- « Momento histórico », 30 Setembro 1994, < <http://www.mol.co.mz/notmoc/1994/14.html> >.
- « Máfias "sino-moçambicana" na Zambézia. "Estamos a ser cercados e o valor da Independência está a perder-se". Diz Feliciano José Leão, SG adjunto da Mociza », 12 février 2007, <http://www.canalmoz.com/default.jsp?file=ver_artigo&nivel=0&id=&idRec=1569>.
- « "Take-Away Chinês". Notas finais sobre o saque às florestas da Zambézia », 19 février 2007, <http://www.canalmoz.com/default.jsp?file=ver_artigo&nivel=0&id=&idRec=1602>.
- « Dhlakama afirma-se decidido. "Enquanto não governar este país não deixarei a liderança da Renamo" », 6 février 2007, < <http://www.frelimo.org.mz> >.
- « Município de Maputo adopta xironga como língua de trabalho », *Notmoc*, n° 37, 2 octobre 2000, <<http://www.mol.co.mz/notmoc/001002po.html>>.
- Governo criticado pelo seu papel no dia 9 de Novembro », *NotMoc*, n° 44, 20 novembre 2000, <<http://www.mol.co.mz/notmoc/00120po.html>>.
- « Montepuez: Reclusos "dizimados" na esquadra », *NotMoc*, n° 45, 27 novembre 2000, <<http://www.mol.co.mz/notmoc/001127po.html> - 10k>.
- « Afonso Dhlakama acusa Frelimo pelos confrontos no norte do país », 7 septembre 2005, <<http://www.stop.co.mz/news/new.php?idnew=6627> >
- « Renamo ameaça criar governo-sombra e residência da Mocimboa da Praia », 7 décembre 2005, <<http://www.stop.co.mz/news/new.php?idnew=7463>>.
- « Inflação em 2005, quase duplica previsão do governo », 13 janvier 2006, in <<http://www.stop.co.mz/news/new.php?idnew=7715>>.
- « Banco Central quer reduzir inflação para metade em 2006 », 27 janvier 2006, in <<http://www.stop.co.mz/news/new.php?idnew=7838>>.
- « Mozambique : le parti au pouvoir tien son congrès dans un fief adverse », 11 novembre 2006, <http://www.tv.5.org/tv5Site/info/afp_article.php?rub=?>.

- « Supostos homens armados criam pânico em Nampula », Notícias de Moçambique, 3 décembre 1996, <<http://www.africa.upen.edu.Newletters/notmoc74hml>>.
- « Eleições gerais 2004: resultados finais », <<http://www.sortmoz.com/aimnews/Portuguese/eleicoes.htm>>.
- « Dlhakama ameaça assumir poder onde vencer », 26 novembre 2004, <<http://www.rtp/index.pht?article=139567&visual=5>>.
- « Quelimane vai aquecer. Desmobilizados da Renamo reúnem-se no final de outubro », 6 septembre 2006, <http://www.canalmoz.com/default.jsp?file=ver_artigo&nivel=0&id=&idRec=911>.
- « A União Europeia e o UNICEF juntam esforços para expandir o acesso à água e saneamento em Moçambique », 4 août 2006, <http://www.unicef.org/mozambique/media_2876.html>
- « Como votarão os descontentes? », *Media fax*, 30 novembre 2004, <http://macua.blogs.com/moambique_para_todos/2004/11/como_votaro_os_.html - 54k>.
- « Governo gasta cerca de 70 milhões para ex-trabalhadores do Complexo Agro-pecuário de Lioma », 20 mars 2006, <<http://www.zambezia.co.mz/content/view/1876/81/-27k>>.
- « No Gurué: Governo paga salários das indemnizações dos trabalhadores da extinta EMOCHÁ », 28 juin 2006, <<http://www.zambezia.co.mz/content/view/2279/-26k>>.
- « Privados sem papas na língua. Zambézia reivindica progresso na 2ª Conferência de Desenvolvimento », 31 octobre 2006, <http://www.canalmoz.com/default.jsp?file=ver_artigo&nivel=0&id=&idRec=1114>
- « Moeda malawiana sufoca o metical: Governo declara guerra à circulação do kwacha », 2 février 2007, <http://www.portaldogoverno.gov.mz/noticias/news_folder_econom_neg/fevereiro2007>.

Annexes

I. Glossaire des mots en portugais et langues locales.

Ce glossaire est en partie inspiré des travaux de Malyn Newitt¹ et René Pélissier².

Achikunda : soldat-esclave du concessionnaire des *prazos*.

Aringa : camp fortifié où habitait le propriétaire des *prazos*.

Banja : réunion.

Capitania-mor : ancêtre de la circonscription.

Capitão-mor : officier-administrateur d'un territoire en cours de pacification ou récemment soumis ; *morador* chargé soit d'administrer ou re-conquérir une capitania-mor.

Cidade : grand ville, plus importante que la *Vila*.

Colono : en Zambézie, population africaine théoriquement libre vivant dans les *prazos*.

Concelho : subdivision administrative du district, contenant un nombre de « civilisés » supérieur à celui de circonscription.

Circunscrição : subdivision administrative du district moins développée que le *concelho*.

Degredado : déporté.

Diploma Legislativo : est, en l'absence de parlement territorial, l'équivalent colonial du décret-loi métropolitain.

Dona : femme concessionnaire des *prazos* en Zambézie.

Câfre : Kaffir, noir africain non « civilisé ».

Fazenda : Trésor public.

Fumo : chef traditionnel.

Lojas do Povo : Magasins du Peuple.

Luane : petit château/résidence du *prazeiro* en Zambézie.

Macangueiro : guérisseur, devin.

Maputenses : de Maputo.

Mazambo : autorité traditionnelle.

Morador : Blanc ou habitant civilisé d'une région pendant la période coloniale.

Muene (Mazambo) : autorité traditionnelle.

Muhave : système local d'ordalie, par laquelle l'accusé devrait prouver son innocence, en échappant à la mort après avoir bu cette potion mortelle.

Mussoco : impôt de case payé par les indigènes en Zambézie.

Muzungo : concessionnaire des *prazos* en Zambézie. Homme blanc, métis ou noir puissant en Zambézie. Homme Africain vivant à l'européenne en Zambézie.

Nampulenses : de Nampula.

Ngiyana : Couronne en xi-ronga.

Nhacuacua : chef traditionnel.

Nhanha : femme noire en Zambézie.

Prazeiro : concessionnaire des terres dénommées *prazos* en Zambézie par le biais d'un bail emphytéotique.

Quelimaniens : de Quelimane.

Regedor : chef traditionnel.

Regedoria : chefferie.

Régulo : chef traditionnel.

Samaçoa : chef traditionnel

Sinhara : femme métisse en Zambézie.

Vila : petite ville de rang inférieur à la *cidade*.

¹ M. NEWITT, *A history of Mozambique*, Londres, Hurst & Company, 1995

² R. PELISSIER, *Naissance du Mozambique. Résistances et révoltes (1854-1918)*, Paris, Orgeval, 1984.

II. Sigles et acronymes :

- ANP** : Action National Popular (l'ancien parti unique portugais).
- Codemo** : Confédération Démocratique du Mozambique.
- Cominfo** : Commission nationale d'Information.
- Compol** : Commission nationale aux affaires policières.
- Coremo** : Conseil Révolutionnaire du Mozambique.
- CSC** : Commission de Supervision et Surveillance.
- Enacomo** : Empresa Nacional de Comércio, entreprise publique créé le 3 juin 1976 responsable pour l'importation et l'exportation des produits. Il vient d'être privatisée.
- FAM** : Forces Armées du Mozambique.
- FAP** : Front d'Action Patriotique.
- Frelimo** : Front de Libération du Mozambique.
- Fumo** : Front Uni du Mozambique.
- GD** : Groupes Dynamiseurs.
- GNP** : Bureau des Affaires Politiques.
- Gumo** : Group Uni du Mozambique.
- GVP** : Groupes de Vigilance Populaire.
- MANC** : *Mozambique African National Congress* ou Congrès National Africain du Mozambique.
- MCP** : *Malawi Congress Party* ou Parti du Congrès du Malawi.
- MNR** : Mouvement National de Résistance (plus tard Renamo).
- Mociza** : Mouvement Civique de Solidarité et Soutien à la Zambézia.
- Mona** : Mouvement National Africain.
- Monamo** : Mouvement National du Mozambique.
- OCDE** : Organisation de coopération et de développement économique.
- ODM** : Organisations Démocratiques de Masse.
- OJM** : Organisation de la Jeunesse Mozambicaine.
- OMM** : Organisation de la Femme Mozambicaine.
- Pacode** : Parti de Convergence Démocratique.
- Pademo** : Parti Démocratique du Mozambique.
- PAFMECA** : *Pan-African Freedom Movement of East and Central Africa* ou Mouvement Panafricain de Libération de l'Afrique Orientale et Centrale.
- Pimo** : Parti Indépendant du Mozambique.
- PPM** : Police Populaire du Mozambique.
- PPPM** : Parti Pour le Progrès du Peuple du Mozambique.
- PRD** : Parti de la Rénovation Démocratique.
- PRM** : Parti Révolutionnaire du Mozambique.
- PSP** : Police de Sécurité Publique pendant la période coloniale.
- Renamo** : Résistance National du Mozambique.
- SCCIM** : Services de Centralisation et Coordination des Informations du Mozambique.
- SISE** : Services d'Information et Sécurité de l'État (ancien SNASP).
- SNASP** : Services Nationaux de Sécurité Populaire.
- Sotemaza** : Association pour le développement des Provinces de Sofala, Tete, Manica et Zambézie.
- TVM** : Télévision de Moçambique.
- Udemo** : Union démocratique du Mozambique.
- Unamo** : Union National du Mozambique.
- Unar** : Union National Africaine de Rombézie (Plus tard PRM).
- Zanu-FP** : *Zimbabwe African National Union-Patriotic Front* ou Union nationale africaine du Zimbabwe-Front Patriotique.
- Zapu** : *Zimbabwe African People's Union* ou Union du peuple africain du Zimbabwe.

III. Quelques extraits d'entretiens

A. Álvaro do Ó da Silva, Maputo, 13 janvier 2005.

Sérgio Chichava (SC) : ... La Zambézie est considéré une province très difficile par le Frelimo. Dans cette province, le Frelimo n'a jamais été fort politiquement. En tant que Zambézien, comment pouvez-vous expliquer cela ?

Álvaro do Ó da Silva (AOS) : ... La grande rupture entre les Zambéziens et le Frelimo commence avec la réponse que le Frelimo donne à la progression de la Renamo en Zambézie. Le Frelimo a utilisé le napalm en Zambézie. De même, l'adhésion au Frelimo fut bloquée lorsque Samora Machel lors de son voyage triomphal, arrive à Quelimane, où il fut reçu par beaucoup de monde, gens de toutes les strates sociales, et les appelle « têtes de poules », des bâtards [car leurs mères avaient été maîtresses des Portugais]..., les gens se sont fâchés à cause de cela [...] à Quelimane, il n'y avait d'autre conversation que celle-là : ce Samora Machel vient ici juste pour offenser, disaient les gens. Ensuite, il y a le problème de la guerre. La population a été maltraitée par le Frelimo. Il y a eu aussi la question du marxisme-léninisme [...] Il y a aussi la question des plantations. Les patrons des entreprises et des plantations ont été expulsés dans l'opération 24/20¹, et milliers de gens sont restés sans emploi. Les propriétaires ont été effrayés, humiliés et présentés en public par João Honwana. Les plantations s'écroulent, les usines ferment, tout cela [...], la politique socialiste du Frelimo a été fatale pour la Zambézie. C'est tout cela qui a créé la désaffection envers le Frelimo.

Une autre question tient à l'abandon dans lequel le Frelimo a laissé la Zambézie. Seulement aujourd'hui on parle du port de Quelimane, inopérant depuis l'indépendance. Cela s'explique par le fait que le Frelimo a châtié la province en disant qu'il avait eu beaucoup de difficultés pour faire la lutte armée [contre le Portugal], ou que les Zambéziens ont la manie d'être assimilés [à la culture portugaise]. Toutes ces situations ont créé une désaffection envers le Frelimo. Mais si tu regardes bien, si ne sont pas les *assimilados*, les métis qui soutiennent la Renamo en Zambézie, c'est le peuple qui soutient la Renamo, le peuple qui n'a rien à voir avec le métissage, le lusitanisme, etc.

SC : Donc, à votre avis, le Frelimo a marginalisé délibérément la Zambézie...

AOS : Sans aucune doute. Le Frelimo n'a pas traité de forme hostile le capitalisme migratoire du Sud vers l'Afrique du Sud, comme il l'a fait avec le capitalisme des plantations de la Zambézie [...], il y a eu deux poids, deux mesures [...] pourquoi le capitalisme de la Zambézie était plus terrible que celui du Sud ? Pour des raisons historiques, le Frelimo, un parti dominé par une élite du sud a puni les autres. En Haute-Zambézie, les gens vivaient des plantations. En finir avec cela a été terrible. Cela fut un acte intentionnel. En Zambézie, les gens sont devenus pauvres, du petit paysan jusqu'aux élites. Ici au sud, personne n'est devenu pauvre, les gens ont continué à aller au Rand [...]. La province [de Zambézie] a été châtiée intentionnellement [...]. En Zambézie, il y a une colonisation précoce, c'est qui explique le goût pour la culture portugaise [...] la colonisation précoce explique la spécificité de cette zone...

SC : Mais comment expliquez-vous la vision des *assimilados* zambéziens par rapport à la question coloniale ? Pourquoi étaient-ils contre une lutte armée ? Pourquoi ne sont-ils jamais identifiés au Frelimo ?

¹ Expulsion de tous les Européens qui n'étaient pas d'accord avec la politique du Frelimo, qui devaient quitter le pays sous 24 heures avec seulement 20 kilos de bagage.

AOS : ils avaient une autre vision du nationalisme [...]. Il y en avait d'autres avec une vision réformiste. C'est cela qui explique qu'ils n'aient pas adhéré à la lutte armée. C'était une vision clandestine parce qu'il y avait des contraintes politiques [...]. Il s'agissait de gens imbus des principes réformistes, ils défendaient une indépendance négociée [...]. Le deuxième aspect tient au caractère marxiste-léniniste du Frelimo qui l'a éloigné de cette élite, ce qui explique aussi la non-adhésion à ce parti [...]. Le troisième aspect est le suivant : la Zambézie par le biais de ces élites, cela après qu'elles eurent compris l'importance économique de la Zambézie, a développé un sentiment d'autonomie, de séparer la Zambézie du Mozambique. Les gens se demandaient : avons-nous besoin des autres, pour faire quoi ? La grandeur économique et géographique de la Zambézie a alimenté cet imaginaire, selon lequel la Zambézie n'avait pas besoin des autres pour vivre. De même, la province de Zambézie avait un député, Manuel Nazaré, ce qui la rendait encore plus proche du Portugal.

Le quatrième et dernière aspect tient à la créolité qui cependant, ne s'est jamais réalisée. Le colonialisme avait fait croire que la Zambézie pouvait devenir un petit Brésil [...], mais lorsque l'on parle de métissage en Zambézie, il s'agit seulement de Quelimane. Cette mentalité de lusotropicalisme est très résiduelle [...] au sein du nationalisme zambézien, il y avait un courant qui soutenait une autonomie de la Zambézie dans un cadre indépendant [...], mais on ne peut pas généraliser et dire qu'en 1974, toute l'élite zambézienne était contre le Frelimo...

B. Camal Meragi, Quelimane, 27 novembre 2005

Sérgio Chichava (SC) : lors de la lutte contre les Portugais, le Frelimo eût beaucoup des difficultés en Zambézie. De même, plusieurs Zambéziens ont déserté... En tant que Zambézien, comment expliquez-vous cela ?

Camal Meragi (CM) : Le grand problème, ce furent les conditions géographiques de la Zambézie, qui n'étaient pas favorables, il y avait aussi le manque de soutien du Malawi [...] les liaisons entre le Portugal et le Malawi étaient très fortes. Lorsque les mouvements de libération commencent à se former, la plupart de leurs membres étaient des Zambéziens lettrés, Zambéziens cultivés, techniquement formés, plus que les gens du Sud. Les gens du Sud étaient minoritaires et deux situations sont émergées : l'influence d'Eduardo Mondlane [premier président du Frelimo né au Sud de Moçambique] était très grande, celui-ci s'est entouré des gens du sud sans aucune formation [...] petit à petit, il y eut une stratégie de marginaliser les Zambéziens au sein du mouvement. Les Zambéziens se ressentirent beaucoup de cela [...] aucun Zambézien, à l'exception de Filipe Samuel Magaia n'a atteint un poste important au sein du Frelimo. À partir de là, les Zambéziens ont commencé à abandonner le Frelimo [...] Tout cela juste pour démontrer que ces événements ont pesé lourdement chez les Zambéziens. Les clivages entre les Zambéziens, les Maputenses et les Sofalenses [de Sofala] ont commencé à se dessiner à cette période-là [...] ce ne fut pas par hasard que le premier gouverneur de la Zambézie à l'indépendance fut un Zambézien : le Frelimo craignait l'éclosion d'une guerre civile provoquée par les Zambéziens...

SC : Parlez-moi un peu de ce gouverneur [Bonifácio Gruveta]. Il me semble qu'il n'était pas bien vu par ici, malgré le fait d'être un Zambézien....

CM : ... il s'agissait d'un gouverneur sans aucune expérience de gestion [...] Gruveta a été parachuté dans une province où il y avait les « grands » seigneurs [...] il avait été *mainato* [serviteur], domestique, cuisinier de ces seigneurs. Gruveta est un individu illettré, un va-nu-pied, un illustre méconnu [...] La première passage fusillade officielle en République Populaire du Mozambique a été faite sous les ordres de Bonifácio Massamba Gruveta, exécutions en public [...] mais Gruveta a fini pour être « avalé » par la grandeur de ces seigneurs zambéziens [...] Gruveta ne sait pas « nager » dans ces marées...

SC : Ok, mais jusqu'à maintenant, les rapports entre les Zambéziens et le Frelimo ne se sont jamais améliorés

CM : Écoute, la Zambézie possède la plus grande palmeraie du monde, beaucoup des ressources économiques et minérales, mais tout cela ne lui rapporte rien [...]. Les Zambéziens disaient que tout cela c'était pour alimenter les sudistes. Nous n'avons pas besoin d'un gouvernement du Sud [...], nous sommes là juste pour nourrir le gouvernement de Maputo. C'est pour cette raison que tout parti zambézien quel qu'il, soit demande le fédéralisme. Les Zambéziens n'ont pas oublié que quelques semaines avant sa mort, Samora Machel avait décidé que le théâtre d'opérations dans la guerre contre la Renamo serait la Zambézie. Samora Machel allait concentrer tout son arsenal militaire ici. Il allait envahir le Malawi à partir d'ici. Alors, le Zambézien disait : sommes-nous la chair au canon ? Cela fut une des raisons pour que les Zambéziens aient ces frictions avec les gens du Sud. Le Zambézien pense que la plupart des gens du Sud sont illettrés et sont moins nombreux et que, donc, ils ne devraient pas dominer le pays. Chaque Zambézien parle portugais, même dans les zones les plus éloignées de la province. Il y a une caractéristique : lorsque commence l'exode vers le Portugal à l'indépendance, la Zambézie a été la province qui a eu le plus d'émigrants parce que le Zambézien était très attaché au colonialisme. Les liaisons entre les femmes noires et les Blancs étaient très fortes [...] De même, beaucoup des Zambéziens furent arrêtés à l'indépendance [...] il y a de nombreuses infrastructures économiques qui furent délibérément Il y a eu une absence de volonté politique.

Aujourd'hui, on peut dire catégoriquement que la Renamo a une influence très forte. Les gens pendant la journée sont du Frelimo, mais pendant la nuit ils sont de la Renamo. Envers la Zambézie, il y a eu une stratégie délibérée pour tout détruire. Cela a été une stratégie pendant la guerre civile. Il y a déjà eu des investisseurs qui voulaient reprendre l'exploitation du palmier mais le gouvernement n'a pas accepté. La Zambézie est stoppée délibérément. Il convient de maintenir clairement et délibérément la Zambézie sous-développée [...] Samora Machel a fomenté cela. Cela fut une grande erreur dont a profité la Renamo. Samora Machel disait que vous [les Zambéziens], vous êtes nuls. C'est fut Samora Machel qui a crée cet image du Zambézien [...] Il ne nous laisse pas nous développer [...], mais si un jour cela arrivait, tu peux être sûr qu'en Zambézie, allait survenir la même chose qu'en Rhodésie : la nécessité de survivance. La Zambézie allait faire un grand saut. Le *colono* [colonisateur] portugais laissait le Noir se développer, mais le gouvernement du Frelimo n'a jamais donné de liberté au Zambézien pour libérer son initiative créatrice. Il n'y pas le sentiment que la Zambézie fait partie du Mozambique. Nous y vivons parce qu'il n'y a pas d'autre choix [...] Tout ce qui est en train d'arriver à la Zambézie, tout cela a été planifié pour faire stagner la Zambézie. Au Zambézien n'a été donné aucune opportunité. La plupart des dirigeants étaient du Sud. Tous les postes les plus importants étaient occupés par les sudistes. Les directeurs de transports, de la santé, etc., tout ce personnel était du Sud. Il y a eu aussi l'opération production [évacuation des chômeurs de la ville à la campagne en 1983]. L'opération production pris des contours très abusives en Zambézie, plus qu'ailleurs. Tout cela fut planifié...

SC : Pendant la période coloniale vous alliez souvent à Lourenço Marques [Maputo] ?

CM : faire quoi à Lourenço Marques? On ne pensait pas aller à Lourenço Marques [...], nous avions tout ici, il y avait un bon carnaval...

SC : pouvez-vous me parler de Henriqueta Magno et Samora Machel ? Il me semble qu'il a eu une histoire avec cette femme et que c'est pour cela, qu'il a détesté les Zambéziens, les appelant d'élitistes...

CM : C'est vrai [...] Samora Machel a parlé de cela dans un meeting. Il n'a jamais oublié le mépris qu'il avait subi de la part de Henriqueta Magno. Cela a accentué la xénophobie à l'égard de la Zambézie...

SC : Aujourd'hui, avec le gouvernement de Guebuza, que pensez-vous qu'il puisse arriver à la Zambézie ?

CM : Écoute, tous les gens croient que Armando Guebuza peut donner une impulsion au développement de la Zambézie [...] il y a un grand espoir...

C. António Muedo, Quelimane, 9 octobre 2004.

(Membre du Parti Libéral du Mozambique (Palmo). L'entretien avec ce Zambézien de Mulevala, district de Gurué a porté sur les rapports entre le Frelimo et les Zambéziens. Il a porté spécialement sur la guerre civile et sur la problématique de la nation au Mozambique.)

António Muedo (AM) : à l'époque coloniale, j'ai étudié à Lourenço Marques, c'est là-bas où j'ai fait la 7^e année au grand séminaire. Dans cette école, il y avait diversité ethnique. Mes meilleurs amis étaient du Sud. Je trouvais cela intéressant. Tout cela pour dire que, à cette époque, il n'y avait pas de distinction entre les gens du Nord ou du Sud. Ce fut le Frelimo qui a créé cela. En séparant les Mozambicains, le Frelimo a créé des problèmes [...]. Ils disaient que seules les gens du Sud pouvaient mieux gouverner. Moi, je ne le pense pas, je ne pense pas que les gens du Sud soient plus capables que ceux du Nord. Ce n'est pas parce que un individu est né dans une certaine région qu'il était incapable ou capable [...]. Même l'évêque Alexandre [du Sud] a fait un discours dans lequel, il disait que les gens du Nord n'étaient pas prêts à gouverner. Il oubliait qu'en 1975, il y a une étude que a révélé que 80 % des intellectuels étaient du Nord. Samora Machel a dit qu'il voulait inverser la situation. Il a donné des ordres pour que tout jeune zambézien qui avait la 7^e année soit intégré à l'armée. La plupart des recrues étaient du Nord, aux autres [qui n'étaient pas enrôlés] on donnait des formations moins importantes ou pour être professeurs d'école primaire. Ce n'est pas par hasard, que jusqu'à aujourd'hui il n'y a pas une seule université publique au Nord. Moi, personnellement je dis que la faute ne vient pas des gens du Sud, ce n'est pas le peuple du Sud qui a créée cette situation, c'est le Frelimo [...]. Par exemple, moi, j'ai un parti politique, mais jusqu'à aujourd'hui il n'a jamais réussi à s'implanter au Sud, parce que nos membres du Sud ne font aucun effort, parce que c'est un parti de *chingondos* [gens du Nord], ils votent même pour le Frelimo, alors qu'ils sont membre de notre parti ! [...]. Ce que j'ai vécu à l'indépendance m'a fait beaucoup réfléchir [...]. Tu sais, certains Zambéziens ont changé de nom pour pouvoir avoir une opportunité. Si par exemple, ton nom est Muedo comme moi, jamais tu ne vas pas réussir...

SC : Comment expliquez-vous la forte influence de la Renamo en Zambézie ?

AM : Ce n'est pas que la Renamo soit forte. La force de la Renamo vient de la faiblesse du Frelimo. Le peuple est fatigué des incongruités du Frelimo, alors le parti le plus proche c'est la Renamo. Ce n'est pas parce qu'elle est crédible. De plus, la Renamo présente une faiblesse liée à son passé. La propagande du Frelimo contre la Renamo fut très forte. Nous savons que beaucoup de choses que sont imputés à la Renamo pendant la guerre sont fausses. J'ai eu un cousin qui était capitaine des forces du Frelimo. Un jour il commandait un bataillon qui avait la mission de sécuriser un convoi [...] ils ont été attaqués dans la zone de Dugudiuva, entre Nicoadala et Namacurra. Tous ses soldats ont été tués, lui a été blessé [...] alors ceux qui les avaient attaqués sont venus pour saccager le convoi. Lorsqu'ils se sont approchés, [mon cousin] a vu qu'il s'agissait des hommes du Frelimo, de ses propres collègues, que ce n'était pas la Renamo qui avait attaqué le convoi [...] mais cette attaque fut attribuée à la Renamo [...] les gens pensent que c'est la Renamo qui a fait cela [...] Moi je suis de Mulevala, les gens de là-bas m'ont raconté que les hommes de la Renamo ont demandé du manioc et des poules. La population le leur a donné. Mais lorsque le Frelimo a su cela, il est allé là-bas et a demandé : vous avez donné à manger aux bandits armés ? Et il a commencé à tuer des vieux et des enfants. Là-bas les gens savent que c'est le Frelimo qui a fait cela [...] Je vais vous dire une chose : qu'on le veuille ou non, ce pays se trouve divisait en trois partis : la première qui se trouve au Sud du Save, l'autre qui commence du Save jusqu'au Zambèze et la troisième qui va du Zambèze jusqu'à au Rovuma. Dans un futur non lointain, ces trois régions vont se disputer. Le Frelimo est un parti du Sud, il n'y aucun doute à cela, la Renamo est un parti du Centre, surtout de Sofala [...], pour les gens de cette province, il n'y a pas d'autre parti que la Renamo.

SC : Pouvez-vous me parler de l'Unamo de Carlos Reis...

AM : L'Unamo a été créé par le Frelimo. [Carlos Reis] était au Malawi en 1981. Moi je l'ai connu là-bas. [Carlos Reis] était connu comme un homme politique [...] le Frelimo a demandé au Malawi de l'extrader

[...] ils ont même envoyé des hommes du SNASP pour le chercher [...]. Banda a dit à Reis qu'il devait choisir où il voulait aller. Alors, il a choisi d'aller au Portugal [...]. Il y avait aussi un type appelé Phiri [Gimo Phiri]. Celui-ci a été acheté par le Frelimo pour se joindre à Reis [...]. Mais il y a eu des conflits entre Phiri et Reis. Ce dernier a organisé un congrès et s'est autoproclamé président [...]. Le Frelimo avait besoin de Reis pour l'utiliser contre la Renamo [...] Lorsqu'il est rentré au Mozambique, le gouvernement a envoyé une voiture pour aller le chercher [...] il y avait même des agents du SNASP qui veillaient sur lui...

SCH : Et la Rombézia ?

AM : La Rombézia n'a jamais existé. À la veille des élections de 1994, on a beaucoup parlé de la Rombézia. Ce fut une invention du Frelimo, c'était une manœuvre de diversion du Frelimo...

D. Téofilo Roldão, Quelimane 27 novembre 2005

SC : Mr. Roldão, les gens ici à Quelimane disent que Samora Machel n'aimait pas les Zambéziens. Est-ce vrai ?

Téofilo Roldão (TR) : La première petite amie du président [Samora Machel] était zambézienne, elle s'appelait Henriqueta Magno, mais elle n'a pas voulu. Cela s'est passé pendant le cours d'infirmerie à Lourenço Marques. Le Zambézien a commencé à être méprisé à partir de cette date. Si Machel lui-même nous maltraitait, que dire des autres ? Le Frelimo maltraitait le Zambézien. Je ne sais pas pourquoi il nous détestait de cette façon. C'est là que le Frelimo a commis l'erreur [...]. Nous étions obligés d'aller aux meetings du parti. Se nous n'y allions pas, nous n'avions pas de ravitaillement. Le Frelimo était très dur à l'égard de gens, les GD [...] pour avoir accès aux biens dans les coopératives il fallait aller aux meetings du parti... Ils [le Frelimo] pensaient que nous n'avions pas de sentiments ?

SC : Et que pensez-vous de Bonifácio Gruveta [premier gouverneur de Zambézie] ?

TR : Gruveta, hahahhahha [...] Quand le Frelimo est arrivé au pouvoir, il n'avait pas de cadres, ils prenaient n'importe quelle personne pour diriger, c'est le cas de Gruveta [...]. Pour servir les gens du Sud, il s'est mal comporté envers les Zambéziens, ses propres frères [...] il y avait aussi Tazama [le second gouverneur de Zambézie] Qui était Tazama ?...

SC : Il semble que les métis ont eu des rapports difficiles avec le Frelimo. Pouvez-vous me dire quelque chose à propos de cela ?

TR : C'est vrai. Mon frère, c'était chaud ici ! À l'arrivée du Frelimo, les métis ont été persécutés. C'est peut-être pour cela que mes sœurs sont allées à Lisbonne...

SC : En tant que Zambézien, quel bilan faites-vous de trente ans d'indépendance ?

TR : Écoute mon frère, les trente ans d'indépendance n'ont rien apporté à la Zambézie [...] les compagnies ont disparu [...] Il n'y a aucun doute, aujourd'hui la métropole c'est Maputo, et nous ? Il n'y a pas de guerre, mais rien ne bouge ? Pourquoi les usines ne sont-elles pas rouvertes ? Nous avons beaucoup de bétail, aujourd'hui il y a rien ! Même pour aller de Quelimane jusqu'à Luabo c'est un problème [à cause des difficultés routières]. Mais qu'est-ce que se passe ?... mais le Zambézien est un type pacifique, calme, sinon il allait transformer cela [le pays] en un baril [de poudre]

SC : Parlons maintenant de la Renamo. Pourquoi les Zambéziens votent-ils pour ce parti ?

TR : les gens ne veulent plus du Frelimo. C'est simple ! C'est pour cela qu'ils votent pour la Renamo. Mais la Renamo ne profite pas du vote zambézien [...] elle ne fait rien pour le mériter. En plus, elle nous méprise aussi [...] Elle n'apparaît que pendant les périodes électorales pour demander le vote...

Table des documents

Document n°1.	Les archives zambéziennes.....	42
Document n°2.	Carte générale du Mozambique	50
Document n°3.	Liste des <i>prazos</i> et des <i>prazeiros</i> existants en Zambézie (district de Quelimane) au XIX ^e	59
Document n°4.	<i>Prazos</i> de Quelimane autour de 1890.....	60
Document n°5.	District de Quelimane: <i>prazos</i> et compagnies autour de 1915	108
Document n°6.	Zones cotonnières en Zambézie autour des années 1960	127
Document n°7.	Zones rizicoles en Zambézie (autour des années 1940)	129
Document n°8.	Province de Zambézie et ses districts	138
Document n°9.	Les déséquilibres régionaux mozambicains (1999)	141
Document n°10.	Espérance de vie au Mozambique	143
Document n°11.	Densité de population au Mozambique.....	144
Document n°12.	Les groupes ethniques en Zambézie	154
Document n°13.	La Zambézie au milieu du XIXe siècle.....	167
Document n°14.	Ventilation du mouvement commercial par port (en millions de reis)	172
Document n°15.	Valeurs des échanges par douane (en millions de reis).....	172
Document n°16.	Recettes collectés dans les ports de Quelimane et de Chinde (1906-1909) en milliers de reis 176	
Document n°17.	Mouvements de navires dans quatre principaux ports du Mozambique (janvier à juin 2006) 181	
Document n°18.	Circonscriptions post- <i>prazos</i> à Tete et Quelimane	183
Document n°19.	Les provinces du Mozambique en 1934.....	186
Document n°20.	Nombre d'habitants « civilisés » dans le district et ville de Quelimane (1940/1950)	188
Document n°21.	L'économie zambézienne autour des années 1950	192
Document n°22.	Les difficultés du Frelimo en Zambézie (1964/1965)	325
Document n°23.	La société zambézienne selon le Frelimo.....	377
Document n°24.	Population victime de la guerre et/ou famine au Mozambique à la fin 1986	413
Document n°25.	Zone occupée en Zambézie par la Renamo pendant la guerre.....	417
Document n°26.	Gouverneurs de la Zambézie depuis 1975	456
Document n°27.	Élections de 1994 au Mozambique - Candidats et partis politiques	466
Document n°28.	Nombre de députés pour chaque parti ou coalition en 1994 au niveau national	468
Document n°29.	Résultats des élections présidentielles de 1994 en Zambézie	469
Document n°30.	Résultats des élections législatives de 1994 en Zambézie	469
Document n°31.	Frelimo, Renamo- Résultats des élections législatives de 1994 par district Zambézie.....	470
Document n°32.	Élections présidentielles et législatives de 1994 - Carte pour la Zambézie	472
Document n°33.	Liste des partis politiques et coalitions présents aux élections législatives de 1999-	477
Document n°34.	Nombre de députés pour chaque parti en 1999	479
Document n°35.	Résultats des élections présidentielles de 1999 en Zambézie	479
Document n°36.	Résultats des élections législatives de 1999 en Zambézie	480
Document n°37.	Frelimo, Renamo-UE- Résultats des élections législatives de 1999 par district en Zambézie	480
Document n°38.	Élections présidentielles et législatives de 1999 - Carte pour la Zambézie	481
Document n°39.	Un gamin zambézien avec une affiche de Armando Guebuza pendant la campagne électorale 485	
Document n°40.	Élections présidentielles de 2004 au Mozambique – Candidats et partis politiques.....	486
Document n°41.	Liste des partis politiques et coalitions participants aux élections législatives de 2004 au Mozambique	486
Document n°42.	Nombre de députés pour chaque parti en 2004	491
Document n°43.	Frelimo, Renamo- Résultats des élections législatives et présidentielles de 2004 par district en Zambézie	491
Document n°44.	Élections présidentielles et législatives de 2004 - Carte pour la Zambézie	493

Table des Matières

Remerciements.....	1
Sommaire	3
INTRODUCTION.....	5
À la recherche de l'identité politique zambézienne.....	8
Cadre théorique et conceptuel.....	12
Hypothèses et méthodologie.....	39
PREMIERE PARTIE - LES FONDEMENTS ET LES ORIGINES DE LA SOCIETE METISSE ET CREOLE ZAMBEZIENNE.....	51
Chapitre I - Les <i>Prazos da Coroa</i>.....	53
1. La société <i>prazeira</i>	53
A. Les prazos : genèse, essence et fonctionnement	54
B. L'acculturation des muzungos ou la « zambézianisation » de prazos	60
C. Donas et Achikundas ou les autres acteurs dans les prazos zambéziens.....	68
D. Le déclin des prazos.....	80
2. La fin du pouvoir <i>muzungo</i> et l'arrivée du capitalisme prédateur.....	93
A. Les compagnies : une forme dissimulée de prazos.....	93
B. La fin des prazos et l'établissement de l'Administration de l'État.....	119
Chapitre II - La construction institutionnelle de la Zambézie.....	135
1. Zambézie : peuples et habitats	137
A. Portrait de la Zambézie aujourd'hui : administration, population, ressources	137
B. Ethnicités zambéziennes : approximations et confusions.	145
2. De Quelimane et des Rios de Sena à la Zambézie	155
A. Le comptoir de Quelimane et la « Conquista des Rios de Sena » : naissance et développement	155
B. Après la Conférence de Berlin : le déclin du « vieux Mozambique » et l'émergence des nouveaux pôles économiques	167
C. Zambézie : de l' « Estado Novo » à l'indépendance (1926-1975)	181
Conclusion de la première partie	196
DEUXIEME PARTIE SEPARATION OU ASSIMILATION : QUELLE ALTERNATIVE POUR LA QUESTION COLONIALE ?.....	199
Chapitre III - Le mouvement associatif et l'anticolonialisme assimilationniste en Zambézie. Les exemples de l'AAZ et de l'AHUZ	201
1. À l'avant-garde de l'anticolonialisme assimilationniste, l'Association Africaine de Zambézie	203
A. Naissance, organisation et fonctionnement	203
B. José Júlio Roldão, figure de proue de l'Association Africaine de Zambézie.....	209
C. Scission dans le mouvement associatif.....	232

2. L'Association Humanitaire Africaine de Zambézie : une opposition à l'Association Africaine de Zambézie.....	237
A. Naissance, organisation et fonctionnement.....	238
B. Arrone Fijamo : vedette du mouvement associatif noir	243
C. La Zambézie et le colonialisme	252
Chapitre IV – De la résistance sociale aux anticolonialismes organisés	267
1. La contestation anticoloniale en Zambézie.....	268
A. La répercussion des événements politiques du Nyassaland en Zambézie.....	268
B. L'UNAMI et la perspective d'une indépendance négociée	276
2. La lutte anticoloniale en Zambézie	283
A. La formation du Frelimo.....	283
B. Dissidences ou vraies diversifications ? L'Udenamo- Monomotapa, le Coremo et l'Unar en Zambézie.....	326
Conclusion de la deuxième partie	336
TROISIEME PARTIE - LE « ZAMBEZIANISME » A L'EPREUVE DE L'« HOMME NOUVEAU ».....	337
Chapitre V - L'« Homme Nouveau » et la révolution «marxiste- léniniste »..	339
1. La Révolution des Œillets et l'indépendance des colonies portugaises.....	340
A. Les derniers jours du colonialisme au Mozambique	341
B. Le Frelimo au pouvoir.....	351
2. Le Frelimo et la société zambézienne : un rapport conflictuel	370
A. L'« Homme Nouveau » en Zambézie	370
B. Le phénomène Chupa-sangue : la « politique par le bas » en réaction à la politique du Frelimo ?.....	392
3. La Zambézie et les mouvements anti-Frelimo.....	400
A. Le PRM et la contestation du Frelimo.....	400
B. La Zambézie de la Renamo.....	408
Chapitre VI - La libéralisation économique, la décompression autoritaire et le « zambézianisme » à l'ordre du jour	424
1. La reconfiguration politique et l'entrée en scène de nouveaux acteurs politiques ...	425
A. L'adhésion au FMI, à la Banque Mondiale, la fin du « marxisme » et de la guerre.....	425
B. La Zambézie après le 4 octobre	432
2. La Zambézie : une province « rebelle »	441
A. La construction historique d'une identité politique zambézienne.....	442
B. Le sens du vote zambézien en faveur de la Renamo	462
Conclusion de la troisième partie.....	501
CONCLUSION	503
Sources et Bibliographie	513
I- Sources orales	513
II - Sources écrites publiées.....	518
II – Littérature grise.....	536
III - Documents d'archives	536

IV - Documents audiovisuels	550
V - Documents électroniques	550
Annexes	553
I. Glossaire des mots en portugais et langues locales.	553
II. Sigles et acronymes :.....	554
III. Quelques extraits d'entretiens	555
A. Álvaro do Ó da Silva, Maputo, 13 janvier 2005.	555
B. Camal Meragi, Quelimane, 27 novembre 2005	556
C. António Muedo, Quelimane, 9 octobre 2004.	558
D. Tófilo Roldão, Quelimane 27 novembre 2005.....	559

Le « vieux Mozambique ». Étude sur l'identité politique de la Zambézie

Résumé

Si l'indépendance du Mozambique le 25 juin 1975 a marqué la fin de la marginalisation des Mozambicains par le colonialisme portugais, elle a marqué le début de la marginalisation des plusieurs segments sociaux par le nouveau pouvoir. Il s'agissait cette fois-ci des clivages entre Mozambicains. L'un des exemples le plus marquant fut le conflit qui a opposé le Frelimo et les élites zambéziennes. Ces derniers, partisans d'une décolonisation pour la transformation du Mozambique en un département d'Outre-mer du Portugal, plutôt que d'une séparation pure et simple, étaient accusés par le Frelimo, de trahison envers la patrie. Il leur était également reproché d'avoir mis en difficulté la lutte du Frelimo en Zambézie en s'alliant au camp portugais, d'être élitistes et racistes, de mépriser les dirigeants ou les combattants de la « révolution populaire ». Pourquoi et comment expliquer cela ? À partir d'une approche essentiellement socio-historique, ce travail cherche à dévoiler l'identité politique de la province de Zambézie, ancien district de Quelimane, terre des *prazos*, de grandes compagnies capitalistes, de cultures modernes (thé, canne à sucre, coprah, sisal, coton), de profond métissage biologique et culturel. L'étude de l'identité politique de la Zambézie sera ainsi d'autant plus pertinente qu'elle permettra l'étude d'une identité régionale forte qui dépasse les identités ethniques. Au-delà de l'étude de cas, la recherche sur cette province est donc aussi une étude d'ambition généraliste sur les trajectoires régionales dans des pays hétérogènes, une étude sur le rapport des territoires à historicités différenciées, sur le rapport à l'État, une étude sur les phénomènes de marginalisation et, enfin, une étude sur les processus de formation de la nation dans les pays du Sud.

Mots-clés : Zambézie, Quelimane, colonialisme, anticolonialisme séparatiste, Anticolonialisme assimilationniste, *prazos*, compagnies, identité politique, marginalisation politique, créoles, assimilés, trajectoires sociales, sociologie historique, Frelimo, Renamo, PRM, *chupa-sangue*, *Naparamas*.

The « Old Mozambique ». A study of the Political Identity of Zambezia.

Executive Summary

If colonisation marginalised all Mozambicans, albeit through different means, it is also evident that the achievement of Independence of Mozambique on June 25, 1975, did not put an end to this phenomenon and the new power marginalised in turn several segments of society. One of the clearest examples was the conflict between Frelimo and the Zambezia elite. This elite was favourable to a decolonisation by transformation of Mozambique from a colony to a Portuguese administrative region, rather than pure and simple separation, and were accused by Frelimo of betrayal. They were also accused of siding with the Portuguese and thus being an obstacle to the liberation struggle in Zambezia, of being elitist and racist, and of having disdain for the leaders and freedom fighters of the "popular revolution". Why and how can we explain that? From an essentially socio-historical and political approach, this thesis seeks to reveal the political identity of Zambezia province, former district of Quelimane, land of the *prazos*, of grand capitalist companies, of modern agriculture (tea, sugarcane, copra, sisal, cotton), of deep biological and cultural mix. The study of the political identity of Zambezia is even more pertinent as it allows the study of a strong regional identity which surpasses ethnic identities. Beyond the case study, the research on this province is also one of generalist ambition on regional trajectories in heterogenic countries, a study of territories with differing historical relations to the State, a study on the phenomena of marginalisation, and, finally, a study on the process of nation formation in Southern countries.

Key words: Zambezia, Quelimane, colonialism, separatist anti-colonialism, assimilation anti-colonialism, *prazos*, companies, political identity, political marginalisation, creoles, assimilated people, social trajectories, historical sociology, Frelimo, Renamo, PRM, *chupa-sangue*, *Naparamas*.

